

*MASTER
NEGATIVE
NO. 91-80049-6*

MICROFILMED 1991

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES/NEW YORK

as part of the
“Foundations of Western Civilization Preservation Project”

Funded by the
NATIONAL ENDOWMENT FOR THE HUMANITIES

Reproductions may not be made without permission from
Columbia University Library

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States -- Title 17, United States Code -- concerns the making of photocopies or other reproductions of copyrighted material...

Columbia University Library reserves the right to refuse to accept a copy order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

AUTHOR:

CHUQUET, ARTHUR

TITLE:

LE GENERAL DAGOBERT

PLACE:

PARIS

DATE:

[1912]

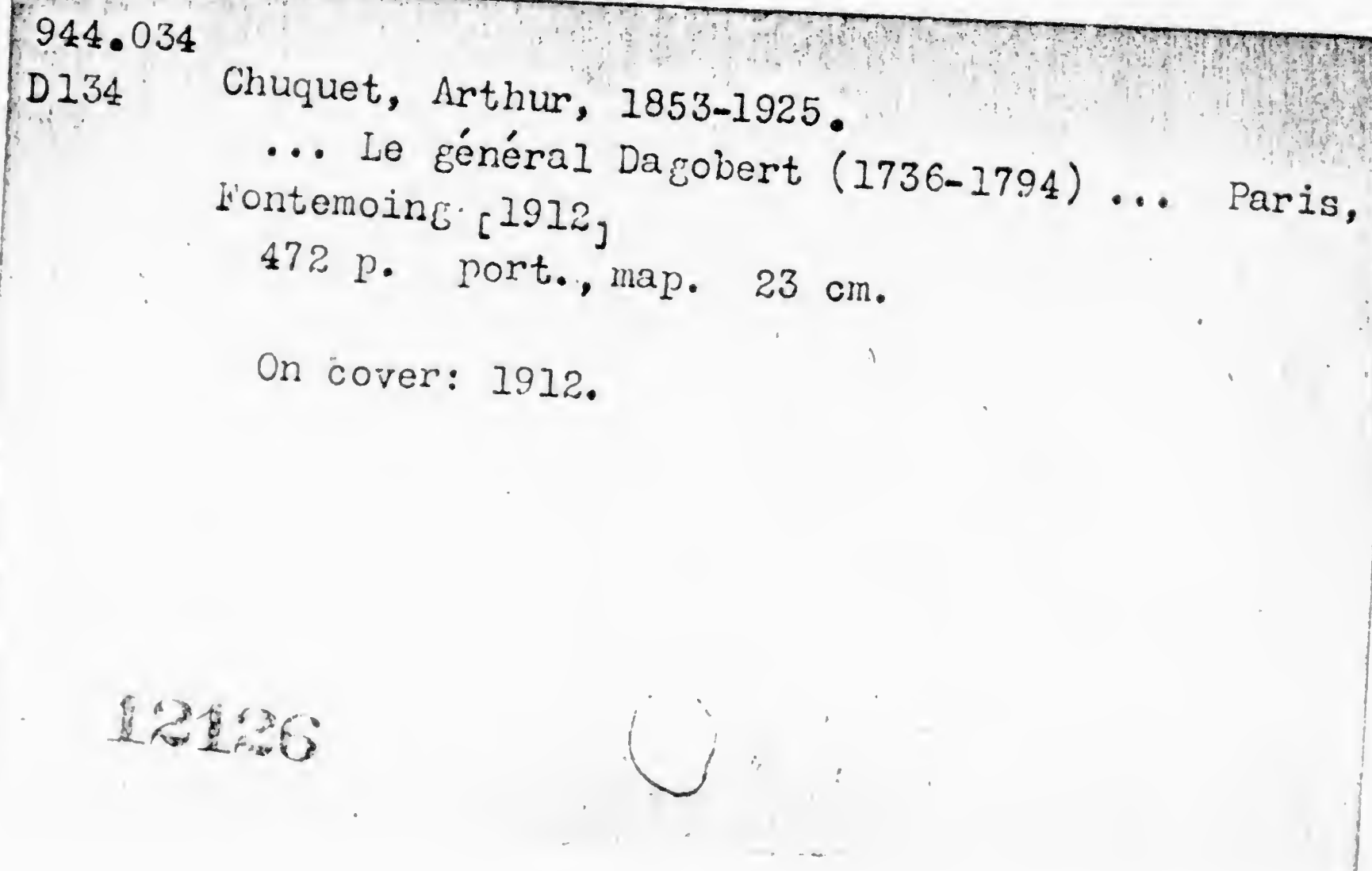
Master Negative #

91-80049-6

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record



Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm

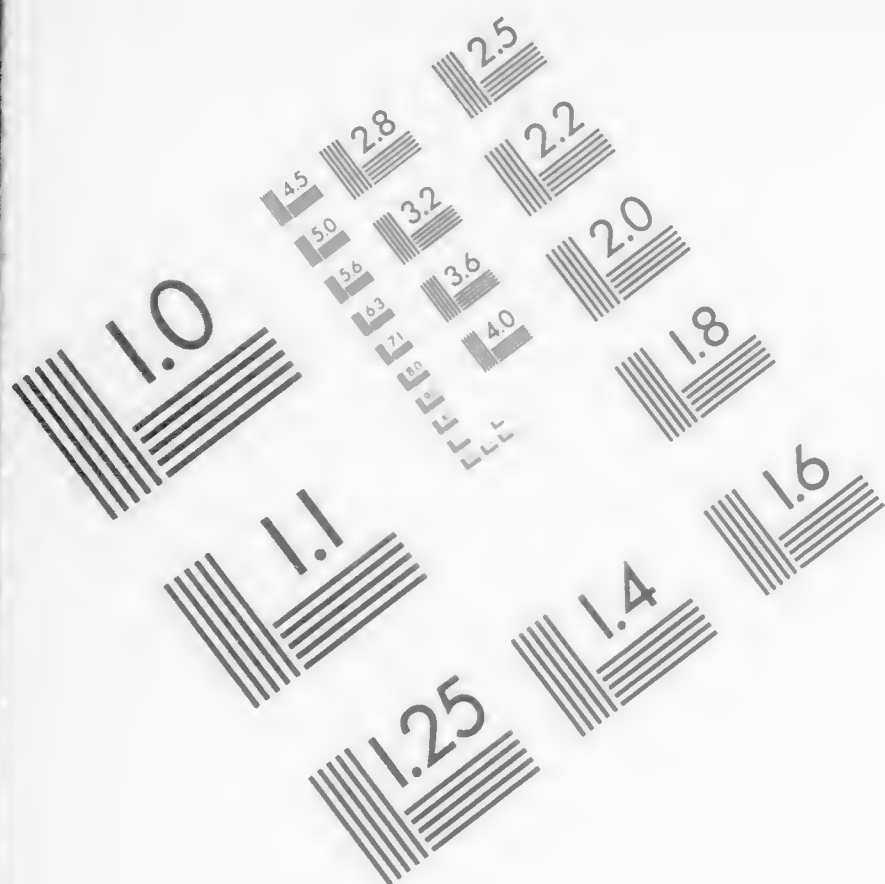
REDUCTION RATIO: 11

IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 5-17-91

INITIALS m. B.

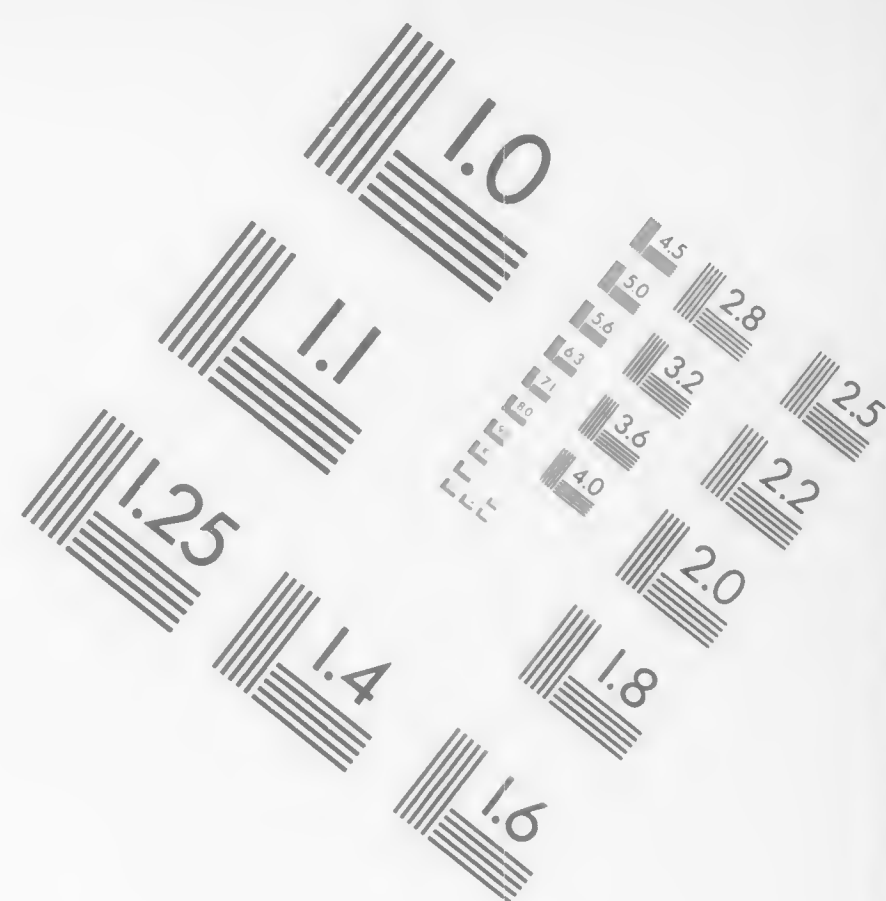
FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT



AIM

Association for Information and Image Management

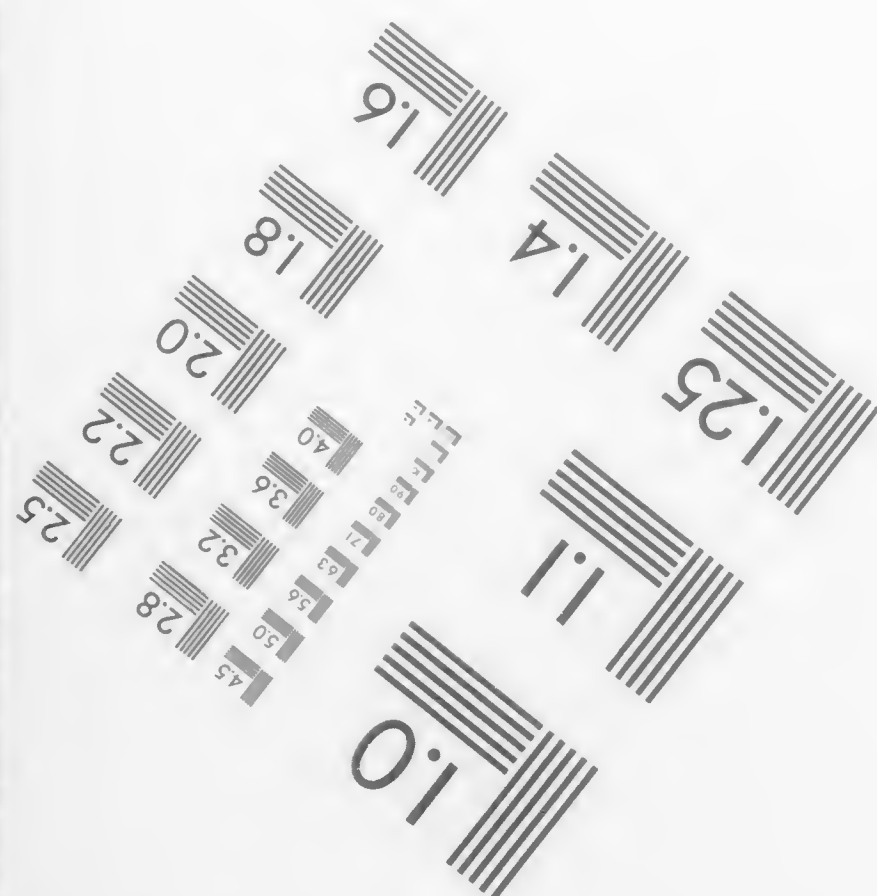
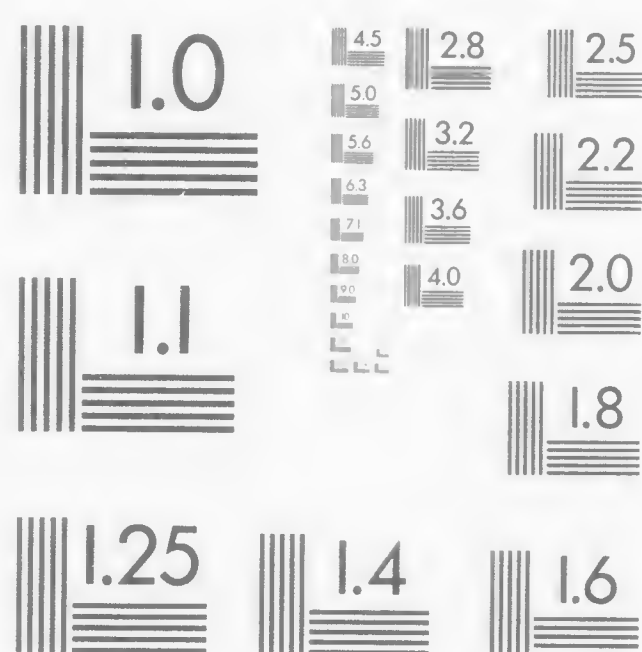
1100 Wayne Avenue, Suite 1100
Silver Spring, Maryland 20910
301/587-8202



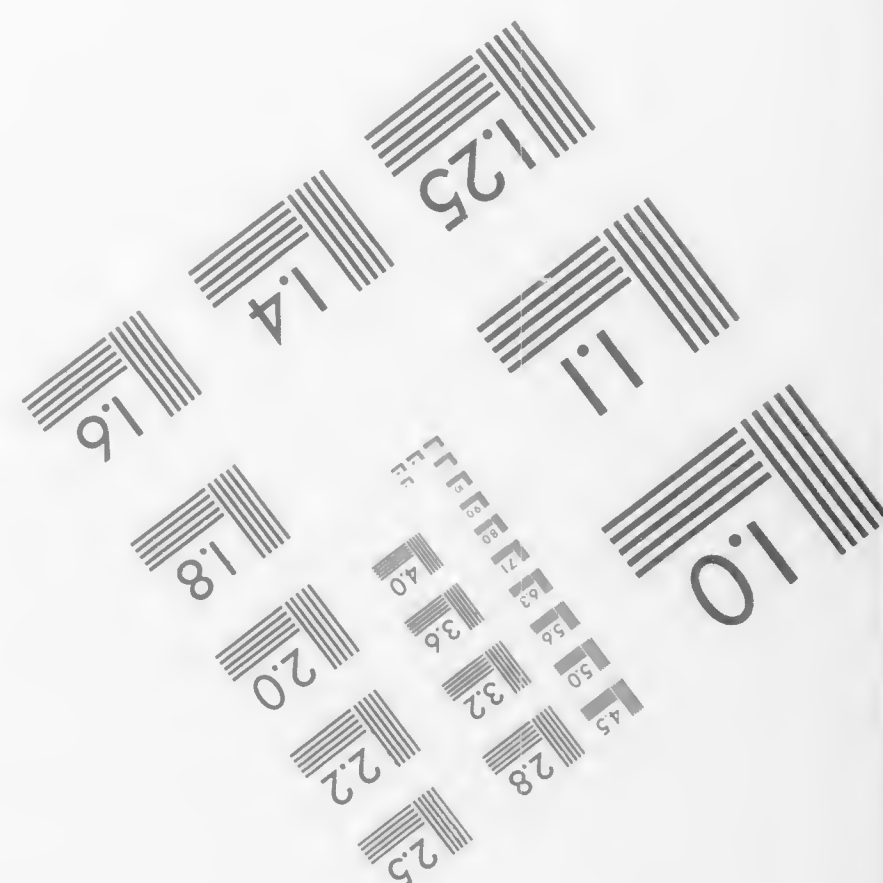
Centimeter



Inches



MANUFACTURED TO AIM STANDARDS
BY APPLIED IMAGE, INC.



ARTHUR CHUQUET

MEMBRE DE L'INSTITUT

LE GÉNÉRAL
DAGOBERT

(1736-1794)

L'ARMÉE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

ET SOUS LA RÉVOLUTION.

NICE ET SOSPEL.

LES COMBATS DEVANT PERPIGNAN.

LA CONQUÊTE DE LA CERDAGNE.

REPRÉSENTANTS ET GÉNÉRAUX A L'ARMÉE

DES PYRÉNÉES-ORIENTALES.

LA SEU D'URGEL.



PARIS

Fontemoing et C^{ie}, Éditeurs

4, RUE LE GOFF (5^{me})

1912



LE GÉNÉRAL
DAGOBERT

(1736-1794)

DU MÊME AUTEUR

Les Guerres de la Révolution.
Dugommier.
Charles de Hesse ou le général Marat.
La Légion germanique.
L'Ecole de Mars.
La Jeunesse de Napoléon.
L'Alsace en 1814.
La Guerre 1870-1871.
Le général Chanzy.
Etudes d'histoire.
Episodes et portraits.
Stendhal-Beyle.
Jean-Jacques Rousseau.
Histoire de la littérature allemande.
Etudes de littérature allemande.
Paris en 1790, voyage de Halem.
Journal de Desaix en Italie.
Quatre généraux de la Révolution, Hoche et Desaix, Kléber et Marceau. Lettres et notes.
Lettres de 1792, de 1793, de 1812, de 1815.
La guerre de Russie. Notes et documents.
La campagne de 1812. Mémoires du margrave de Bade.
Ordres et apostilles de Napoléon.
Souvenirs du marquis de Frénilly.
Mémoires du général Griois.



LE GÉNÉRAL DAGOBERT

ARTHUR CHUQUET

MEMBRE DE L'INSTITUT

LE GÉNÉRAL DAGOBERT

(1736-1794)

L'ARMÉE SOUS L'ANCIEN RÉGIME
ET SOUS LA RÉVOLUTION.

NICE ET SOSPEL.

LES COMBATS DEVANT PERPIGNAN.

LA CONQUÊTE DE LA CERDAGNE.

REPRÉSENTANTS ET GÉNÉRAUX A L'ARMÉE
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES.

LA SEU D'URGEL.



PARIS

FONTEMOING ET C^{ie}, ÉDITEURS

4, RUE LE GOFF (5^{me})

PRÉFACE

Nous avons essayé, d'après des papiers de famille et les documents des archives, de faire revivre l'originale figure de Dagobert, et le public fera, nous l'espérons, bon accueil à cette biographie. Elle retrace non seulement l'existence d'un homme remarquable, mais plusieurs épisodes curieux de notre histoire militaire, et le sous-titre *l'armée sous l'ancien régime et sous la Révolution, Nice et Sospel, les combats devant Perpignan, la conquête de la Cerdagne, représentants et généraux à l'armée des Pyrénées-Orientales, la Seu d'Urgel* indique assez clairement ce qu'elle contient.

CHAPITRE PREMIER

Sous l'ancien régime

I. Naissance et famille de Dagobert. — II. Lieutenant au régiment de Tournaisis. — Guerre de Sept Ans. — Les volontaires de La Noue de Vair. — Bataille de Minden. — Affaire de Schönstadt. — Oberweimar. — Wetzlar. — Wesel. — Blesures. — III. En Corse. — Le régiment de Tournaisis incorporé dans le régiment Royal-Italien. — Garnisons. — Gratifications. — IV. Mariage de Dagobert avec Mademoiselle de Pailhox de Cascastel. — Lettre d'amour. — La croix de Saint-Louis. — V. Démarches pour obtenir un brevet de lieutenant-colonel. — Blâme du ministre. — Lettre d'état et de sursis. — Dagobert major de Royal-Italien. — Suppression de Royal-Italien. — Dagobert major au bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné.

I. Luc-Siméon-Auguste Dagobert, ou, comme on le nommait pour le distinguer de ses deux frères cadets, Dagobert de Fontenilles est né le 8 mars 1736 dans la Basse-Normandie, à la Chapelle-Enjuger ¹.

Il appartenait à cette petite noblesse ² dont les membres étaient officiers de père en fils, et lorsqu'il disait que la bravoure, l'esprit militaire et le goût du service semblent héréditaires dans certaines familles et que l'exemple et les propos des parents y gravent de bonne heure ces sentiments dans le cœur des enfants, c'est à sa famille, à la famille des Dagobert qu'il pensait ³. Son grand-

1. Dans le manoir ou castel qui existe encore et qui appartient à Madame du Tilly; la cheminée de la principale pièce porte les armes des Dagobert.

2. Ses armes étaient d'azur au chevron d'or, en tête deux loups passant, en pointe un lion d'or rampant.

3. *Ordonnance française*, p. 11-12.

père avait été officier au régiment de Canisy. Son père, qui fut blessé en 1719 au siège de Fontarabie, servit pendant dix ans aux dragons « avec toute la bravoure et la distinction possibles ¹ ». Un de ses oncles fut tué à la bataille de Guastalla; un autre était officier au régiment de Bretagne lorsqu'il dut fuir en Prusse à la suite d'un duel; un troisième, son parrain, commanda à La Hougue une compagnie détachée de l'Hôtel royal des Invalides. Ses cousins, les quatre fils de son oncle et parrain, servirent pareillement, l'un au régiment d'Auvergne, l'autre dans la gendarmerie, les deux autres dans les troupes coloniales. Ses deux frères entrèrent, comme lui, dans l'armée; l'un, Gabriel, ou, ainsi qu'on l'appelait, Dagobert de Groucy, son camarade et compagnon d'armes, le remplaça comme lieutenant au régiment de Tournaisis lorsqu'il fut promu capitaine et servit avec lui au régiment de Royal-Italien durant douze ans; l'autre, Jean, connu sous le nom de Dagobert de Boisfontaine, appartint à la compagnie écossaise des gardes du corps ².

II. Il est probable que Dagobert voulut d'abord être officier du génie et, sous la Révolution, lorsqu'on lui demanda ce qu'il faisait avant d'être soldat, il répondit qu'il était étudiant ³. Quoi qu'il en

1. Certificat du major de son régiment. Cf. A. Martinée, *le Général Dagobert*, (Notices, mémoires et documents publiés par la Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle de la Manche, t. IX, 1890, p. 134).

2. Voir les appendices I, II, III sur les ancêtres et frères de Dagobert.

3. Notice personnelle de Dagobert (Archives de la Guerre ou A. G.) et Babié et Beaumont, *Galerie militaire*, an XIII, vol. III, p. 2.

soit, il fut, le 9 mars 1756, nommé lieutenant au régiment de Tournaisis sur la proposition du colonel, M. de Courcy, et il fit, en cette qualité, presque toutes les campagnes de la guerre de Sept Ans.

On avait alors formé, pour suppléer à l'insuffisance des troupes légères, des petits corps de volontaires ¹. Ils étaient tirés de tous les régiments de l'armée, chaque compagnie fournissait un ou deux hommes, et ce fut à la tête de ces corps que se révélèrent d'excellents officiers à qui l'occasion de se signaler avait encore manqué, La Noue de Vair, Saint-Victor, Verteuil ².

En 1759, Dagobert, entraîné par son zèle, entra dans le corps dirigé par La Noue de Vair ³. Il y commanda le contingent du régiment de Tournaisis et il eut pour camarade un sous-lieutenant du régiment de Nassau-infanterie, Krieg, qui fut, comme lui, général sous la Révolution. Plus tard, Krieg se vantait d'avoir combattu aux côtés de La Noue de Vair en cent affaires et d'avoir exercé, dans cette troupe de volontaires, les fonctions d'aide-major.

Dagobert regarda toujours La Noue de Vair comme son maître et il ne parlait de lui qu'avec vénération. En 1790, il rappelait que La Noue de Vair comprenait l'avantage d'une attaque vive et impétueuse et qu'avec 400 volontaires ce chef intrépide

1. Le comte de Mortaigne, le mentor de Clermont, proposait toutefois de les abolir; « cela, disait-il, occasionne beaucoup de désordre et chagrine les régiments, les camarades sont obligés de faire le service de ceux qui vont aux volontaires, et les soldats ne demandent à y aller que pour le gaspillage et se soustraire à la discipline ». (Cam. Rousset, *le Comte de Gisors*, p. 400)

2. *Ordonnance française*, p. 109 et 147.

3. Cf. à l'appendice IV une note sur La Noue de Vair.

avait obligé 1.700 Hanovriens à mettre bas les armes.

Nul, dans le corps de La Noue de Vair, ne fut plus ardent, plus audacieux que Dagobert. Le 9 juillet 1759, à la surprise de Minden, où il vit de près à l'œuvre les volontaires de Fischer ou, comme on les nommait, les Fischer, une balle le frappait légèrement à la joue.

Il assistait, le 1^{er} août suivant, à la bataille de Minden et il était à la droite commandée par le maréchal de Broglie qui montra dans cette journée une malheureuse indécision. Sous les yeux de Dagobert, le canon ennemi écrasait les grenadiers de France ; ces soldats d'élite tenaient ferme ; ils eurent 300 hommes hors de combat et deux de leurs colonels furent tués. Pourquoi, a dit depuis Dagobert, étaient-ils en panne devant la batterie qui les foudroyait ? N'auraient-ils pas infiniment moins perdu s'ils avaient, le sabre à la main, couru à cette batterie ? Les volontaires de La Noue de Vair étaient tout proche, entre la première et la seconde ligne, en colonne fort serrée, et ils n'essuyèrent presque aucune perte : La Noue de Vair avait eu l'esprit de les placer dans un abaissement de terrain et les boulets leur passaient par-dessus la tête pour donner dans le régiment de Piémont qui se trouvait à la seconde ligne.

Quelques jours plus tard, pendant la retraite du maréchal de Contades sur Cassel, Dagobert accompagnait les troupes qui dégageaient la garnison du château de Marbourg et délogeaient des gorges de Munden les éclaireurs du parti contraire¹.

1. *Ordonnance française*, p. 148-149 ; Richard Waddington, *la Guerre de Sept Ans*, t. III, p. 62 ; Pajol, *les Guerres sous Louis XV*, t. IV, p. 417.

Il était à l'affaire de Schönstadt. Le 27 août, le prince de Holstein et le prince héréditaire de Brunswick campaient devant Schweinsberg. Le maréchal de Broglie alla les reconnaître. Il fit marcher dans la petite plaine de Schönstadt les volontaires de la Noue de Vair. L'ennemi avait un poste sur un mamelon assez élevé en avant de sa droite. Le maréchal dit aux volontaires qu'il fallait se saisir de ce poste. Dagobert y courut, et *courir* est le terme dont il se sert, *courir* est l'ordre qu'il donna. Il monta sans s'amuser à tirer un seul coup de fusil. L'adversaire fit un feu très vif ; toutes les balles passèrent au-dessus de la tête des Français et Dagobert prit possession de la hauteur sans avoir perdu presque personne. Mais les ennemis revinrent en nombre. Ils gravirent le mamelon en tirant le plus qu'ils pouvaient, et tous leurs coups portaient, tous leurs coups rasaient le sommet du tertre et tuaient ou blessaient un Français : de cinquante hommes que Dagobert avait conduits à l'assaut, il n'en ramena que sept¹.

Le 2 septembre, à Oberweimar, chargé par des hussards qui lui enlevèrent tous ses équipages, il sut résister à leurs attaques réitérées ; il para les coups de sabre avec un fusil et reçut une légère blessure à la main gauche. Sa défense laissa le temps aux régiments de dragons de Caraman et d'Apchon, qui cantonnaient sur les bords de la Lahn, de rallier leurs fourrageurs, et M. d'Apchon déclara que les deux régiments devaient leur salut au lieutenant Dagobert².

1. *Ordonnance française*, p. 147-148.

2. Cf. Pajol (*les Guerres sous Louis XV*, t. IV, p. 453) qui, à ce propos, parle des volontaires de M. de Vert!

Le 18 septembre, lorsque le maréchal de Broglie s'empara de Wetzlar, à l'assaut de la porte principale de la ville, Dagobert reçut une forte contusion à l'épaule. La Noue de Vair récompensa sa valeur et son zèle en le faisant major de sa troupe.

Le jeune Normand exerçait ces fonctions le 6 janvier 1760 lorsque son chef eut ordre de suivre la rive gauche de la Lahn jusqu'à une lieue de Marbourg, et il eut, dans cette journée, son cheval tué sous lui en présence du maréchal de Broglie qui venait reconnaître une redoute que le prince Ferdinand avait établie sur la Lahn pour couvrir sa retraite. Mais, neuf jours après, Dagobert quittait à son grand regret le corps de La Noue de Vair. Son colonel le rappelait au régiment de Tournaisis pour l'attacher à la compagnie des chasseurs.

Là encore, Dagobert se distingua. Le 17 octobre 1760, dans un engagement près de Wesel, au lendemain du combat de Clostercamp, il reçut un coup de feu. Son capitaine voulait l'envoyer à l'ambulance. Dagobert s'opiniâtra à rester à la tête de sa troupe et il reçut un second coup de feu. Cette blessure, la plus grave qu'il ait eue, — une balle demeura dans le pied droit et, disait-il en 1779, le faisait par intervalles souffrir prodigieusement, — lui valut une gratification de 300 livres¹.

Incomplètement guéri, il revint à son régiment et, durant l'hiver de 1760 à 1761, il eut plusieurs

1. Lettre de Choiseul, 14 mars 1761 : « Le Roi ayant bien voulu, Monsieur, sur le compte que je lui ai rendu de vos services et de la blessure que vous avez reçue le 17 octobre 1760 en servant aux chasseurs, vous accorder une gratification de trois cents livres sur le quatrième denier, je vous en donne avis. » (A. G.) Cf. la lettre de Choiseul au colonel Gontaud de Saint-Geniès du même jour. (Archives de la famille de Dagobert ou A. D.)

missions épineuses dont il se tira à la satisfaction de ses chefs. C'est ainsi qu'il traça et ouvrit une marche d'armée sur cinq colonnes, de Wanfried à Mühlhausen.

III. Nommé le 18 juin 1768 capitaine commandant la compagnie du lieutenant-colonel, il fit les campagnes de Corse, et les soins qu'il prit pour fortifier Biguglia, où le régiment de Tournaisis tenait la tête des quartiers de l'armée, et pour pratiquer des chemins dans les environs de cette place, lui méritèrent, outre les éloges de M. de Chauvelin, une gratification de 400 livres¹. « D'après les témoignages qui m'ont été rendus par vous-même », écrivait Chauvelin au colonel de Tournaisis, « et par les différents commandants du régiment à Biguglia, des soins que M. Dagobert a donnés aux travaux pour la défense de ce poste, je vous prie de vouloir bien dire de ma part à M. Dagobert que je lui en sais beaucoup de gré et que je serai fort aise de faire valoir, dans l'occasion, son zèle, son assiduité et son intelligence. »

Le régiment de Tournaisis fut supprimé par une ordonnance du 26 avril 1773 et incorporé dans le régiment Royal-Italien qui compta dorénavant deux bataillons au lieu d'un. Dagobert, devenu capitaine titulaire l'année précédente (31 janvier 1774), passa au Royal-Italien comme capitaine de fusiliers et, à la revue du régiment, d'ailleurs composé d'hommes très beaux et très solides², l'inspecteur ma-

1. Cette gratification lui fut donnée le 17 juin 1770; cf. lettre de Chauvelin à M. de Richebourg, 16 décembre 1768. (A. D.)

2. Nombre de soldats portaient, comme les soldats des régiments français, des noms de guerre, et on trouve, par exemple, dans la compagnie de Groucy, le frère de Dagobert : Discreto,

réchal de camp comte de Salis Marschlins le nota « bon officier de guerre ».

Il vit désormais de la vie de Royal-Italien et il accompagne son régiment dans ses garnisons, soit dans le midi, soit dans le sud ouest, en 1776 à Toulon, de 1777 à 1780 à Perpignan, — avec détachements à Collioure, à Villefranche-de-Conflent, à Montlouis, — en 1781 et en 1782 à Rochefort, en 1783 à l'île d'Oléron, en 1784, 1785 et 1786 à Toulon, en 1787 à Montdauphin, en 1788 à Briançon.

Dans l'année 1777, pendant que le régiment était à Perpignan, Dagobert commanda les compagnies détachées à Villefranche-de-Conflent et il les exerça si bien, les maintint en un ordre si parfait qu'il reçut les compliments de ses chefs et de ses inspecteurs, MM. de Grave et de La Luzerne. « M. Dagobert, disait La Luzerne, est un officier excellent et qui a servi le roi avec distinction dans la dernière guerre; je compte le proposer au ministre comme très susceptible par ses talents d'être employé dans un grade supérieur ».

Mais il restait pauvre et il assurait que les grâces du roi lui étaient nécessaires: « Nous sommes, écrivait-il, trois frères à se soutenir sur une faible fortune. » En 1778 lorsqu'il perdit un proche parent du nom de Castel, ancien gendarme, qui « lui était très utile », il pria le ministre de lui accorder une partie de la pension dont jouissait Castel.

Severo, La Rosa, La Speranza, L'Allegrezza, La Dolcezza, Belsole, La Libertà, La Bellezza, La Violetta, La Forza, La Gioja, Belfiore, La Gioventù, Cor di Re, La Volontà, Fior di Rosa, etc. Quelques-uns ont des noms de ville: Albenga, Modena, Saint-Cloud, Coni, Montmélian, Livourno, Cavour, Barcelonette, Savigliano, Mirandola, Nizza, Avignon, Mondovi, Barcelona, Perugia, Chambéry, Berna.

Il rappelait qu'un capitaine de son régiment, M. de Gallye, avait obtenu la pension de son parent, le colonel de Pierreval, mort à Bastia; or, M. de Gallye n'était alors que lieutenant et n'avait ni blessures ni services distingués; lui, Dagobert, n'avait-il pas l'ancienneté, le grade, des services et surtout des blessures? Il reçut une gratification de 400 livres¹.

Enhardi, Dagobert supplia le ministre de lui faire donner cette gratification de 400 livres tous les ans. La Luzerne appuyait sa demande: « Il semble, disait La Luzerne, que Sa Majesté a senti l'année dernière que la mort d'un parent était préjudiciable à M. Dagobert, et, en lui expédiant sur-le-champ une gratification de 400 livres, on a semblé lui donner quelque espoir que cette faveur ne serait pas momentanée. » Cette faveur fut refusée.

IV. En 1781, Dagobert se maria. Il épousa mademoiselle de Pailhox de Cascastel, fille d'un membre du Conseil souverain du Roussillon qui possédait et faisait valoir une usine à Pader et des forges à Cascastel dans le département actuel de l'Aude².

1. C'est ainsi qu'après la mort de La Noue de Vair, la pension de 400 livres dont il jouissait avait passé à sa sœur, avec une réduction de 100 livres.

2. Jacqueline-Claire-Josèphe de Pailhox de Cascastel, née le 18 septembre 1757 à Narbonne, fille de noble dame Jeanne de Castelmaure et de Joseph-Gaspard de Pailhox de Cascastel, seigneur de Cascastel, Villeneuve, Rouffin, Peret, Saint-Jean-de-Baron, Embres et Castelmaure, chevalier, conseiller au Conseil souverain du Roussillon. Le sieur Pailhox de Cascastel était fils de Thérèse, comtesse de Ros, veuve en premières noces du comte de Durban, sœur du comte de Ros et tante du prince de Montbarey. Son usine de Pader valait en l'an II cent cinquante mille francs et elle trouva des acheteurs à ce prix. Voir un arrêté du Comité de salut public, 14 décembre 1794, qui maintient le citoyen Pailhox « dans le droit d'exploiter les mines de houille de Cascastel, de Quintillan et de Ségur. »

Sa première lettre à sa fiancée nous a été conservée. Elle est assez lourdement écrite. Cet amoureux de quarante-quatre ans s'exprime d'une façon assez embarrassée, surtout au début; mais peu à peu il s'anime, et il toucha sûrement le cœur de la jeune fille par la chaleur et la sincérité de son langage. Il n'a pas, dit-il, la permission d'écrire; mais l'honneur et la vertu guident sa plume. Il ne prendra donc pas « le ton langoureux d'un flatteur qui cherche à séduire »; il ne peindra pas ses sentiments en termes romanesques qui tiennent de l'hyperbole et qui déparent la vérité. Non, il parlera avec franchise et candeur, comme il parlera toute sa vie à mademoiselle de Cascastel: ce qu'il éprouve pour elle, c'est quelque chose de tendre et de respectueux qui élève et ravit à la fois une âme bien née et sensible. Comme tous les amants délicats, il voudrait faire des sacrifices à sa maîtresse:

« Hélas! le sacrifice, c'est à vous de le faire, car c'est toujours un sacrifice pour une demoiselle de votre âge d'aimer une personne du mien. Vous sentez-vous le courage de m'aimer? Permettez-vous que je me dise votre amant? Ce nom si doux, ce nom si cher à mon cœur, en me le donnant, ce nom d'amant, concevez-vous tout ce qu'il m'impose pour votre bonheur? Oui, j'ose me le promettre; vous trouverez au fond de mon cœur une si douce existence qu'elle vous dédomagera de tous les sacrifices que vous aurez pu faire d'ailleurs, et ma maîtresse n'aura jamais, je l'espère, à se repentir d'avoir fait le bonheur d'un honnête homme qui ne vivra jamais que pour elle. Oui, source délicieuse des biens dont l'espoir seul soutient mon existence,

ton bonheur sera toujours l'objet de mes soins et de mes efforts; tu seras à jamais la dispensatrice du mien; tous mes désirs, tous mes vœux ne seront que pour toi... Mais pardon, Mademoiselle... Dans mon enthousiasme, je ne m'aperçois pas que je vous appelle toi. Ce n'est pas manque de respect: au contraire; c'est ainsi qu'on parlait autrefois aux dieux; je vous dois le même langage, puisqu'aussi bien vous êtes l'arbitre de ma destinée, et ma maîtresse verra toujours mon respect égalier mon amour. Si je pouvais vous exprimer ce qui se passe en moi lorsque j'entends ces noms d'amant, de maîtresse; c'est un frémissement; il semble que mon cœur répand des larmes de tendresse. Si j'ai le bonheur de vous intéresser, faisons-en usage, de ces noms si doux; qu'il me soit permis de vous appeler ma charmante maîtresse. Ah! plaignez-moi d'être forcé par les circonstances de rester éloigné de ce que j'aime et soyez bien persuadée que, sitôt que je le pourrai, j'irai jurer à vos genoux la constance et la tendresse avec lesquelles je serai toute ma vie, Mademoiselle, votre très humble et très obéissant serviteur¹ ».

Le mariage fut célébré le 8 août 1780 et un poète du cru écrivait alors ces mauvais vers au bas d'un plan de la forge de Pader:

Des forges autrefois Vulcain était le maître
Et contre les humains l'effrayant Jupiter
Y forgeait les carreaux, suite de son courroux.
Mais il doit aujourd'hui se désister de l'être.
Vous seule ici réglez, charmante Dagober.
Ici, ni loi, ni droit qui n'émane de vous.

1. Dagober à Mademoiselle de Cascastel au château de Cascastel, lettre datée de Perpignan, 22 juin 1780. (A. D.)

Sous vos heureux auspices,
L'adorable Cérès
Y trouve les secours propices
Pour fertiliser ses guérêts.

La femme de notre capitaine n'était pas seulement « charmante ». Elle avait les goûts simples. Un jour, en l'absence de Dagobert, son beau-frère Groucy lui donnait un grand dîner. « Un grand dîner, s'écria Dagobert, et pourquoi ? La pauvrete aurait été mille fois plus sensible à quelques honnêtetés et à quelques marques d'amitié qu'au plus grand dîner qu'on puisse donner ¹. » Elle disait qu'elle n'était pas riche, Mais elle avait un trousseau superbe ², une dot de 19.000 livres que Dagobert plaça sur le champ à intérêts dans la forge de Pader et les mines de Cascastel, et de très belles relations : elle était nièce du comte de Ros, un des grands propriétaires du Roussillon, et cousine de madame de Canclaux, de M. d'Ortaffa, colonel et inspecteur général des canonnières gardes-côtes, et du prince de Montbarey, ministre de la guerre ³.

1. Dagobert à Groucy, 17 juillet 1787. (A. D.)

2. Dagobert reconnaît à sa femme, en meubles et vêtements, linges et bijoux : 1° quinze robes en étoffes de soie, satin, damas, gros de Tours et autres, dont plusieurs encore en pièce = 2,600 livres ; 2° dix autres robes en soie et coton, mousseline, bourre = 520 livres ; 3° cinq déshabillés en satin, taffetas, bourre, et huit autres déshabillés, fil de coton ou toile d'orange, quatre jupons piqués = 464 livres ; 4° cinq douzaines de chemises, six douzaines de mouchoirs, douze paires de draps, douze nappes, huit douzaines de serviettes = 900 livres ; 5° deux pelisses en satin, fourrure de martre et petit gris, quatre manteaux ou mantelets taffetas ou mousseline, dix-huit paires de bas de soie, vingt paires de bas de coton, dix paires de poches = 520 livres ; 6° six coiffures, bonnets et chapeaux, plumes, chaussures, boucles, bracelets, bagues et bijoux, montre en or, chambre garnie = 4,920 livres, et le tout faisant un total de 6,924 livres.

3. Elle avait des frères, dont un se prénommaient Martial, et une sœur, Adélaïde, que Dagobert aimait beaucoup ; cette Adé-

Un an plus tard, après nombre de requêtes et de démarches, Dagobert obtint la croix de saint Louis. Déjà, en Corse, M. de Chauvelin la lui promettait, et son colonel, le chevalier de Carignan, les inspecteurs de son régiment, le comte de Grave, La Luzerne, Narbonne Fritzlart la sollicitaient pour lui. Le comte de Grave assurait que Dagobert la méritait pour l'intrépidité qu'il avait montrée devant la porte de Wetzlar et pour la fermeté qu'il avait déployée en une foule d'occasions, notamment à l'affaire de Wesel. Cette croix tant enviée, qui devait se porter sur l'estomac au bout d'un petit ruban couleur de feu, Dagobert la reçut enfin, le 29 juillet 1781, à quarante-cinq ans, avec cette mention qu'il était bon sujet et qu'il avait été blessé à la guerre. Le même jour étaient décorés deux autres capitaines qui furent, comme lui, généraux de la Revolution : Serurier et Saint-Hillier.

V. Mais, ce qu'il désirait par-dessus tout, c'était un brevet de lieutenant-colonel à la suite de l'infanterie, ce brevet qu'un capitaine du régiment de Royal-Italien, le comte de Vintimille-Lascaris, avait enlevé naguère, bien qu'il n'eût ni les services ni les blessures de Dagobert.

Cette fois, la « charmante Dagobert » intervint. A deux reprises, aux mois d'octobre et de novembre 1780, elle écrivit au prince de Montbarey.

Elle lui rappelait les amitiés qu'il avait faites à sa famille durant un séjour à Perpignan, ainsi que

laide épousa, le 19 avril 1797, un conseiller au bailliage, Le Tellier de Montchoix ; mais, disait Dagobert dans son testament en 1786, « en cas qu'elle ne s'établisse pas et que ma femme vienne à lui manquer, je lui donne en récompense de ses soins généreux une pension de trois cents livres sur le plus clair de mes biens ».

les marques de faveur qu'il avait témoignées à M. d'Ortaffa, et « mon cousin d'Ortaffa, disait-elle, n'a pas l'honneur de vous appartenir de plus près que moi-même ». Elle affirmait qu'elle était pauvre et que son père, chargé d'enfants, ne lui avait rien donné. Elle demandait la permission d'aller, avec sa cousine Canclaux, « faire sa cour » au ministre et de lui présenter son mari. Elle plaidait avec vivacité la cause de Dagobert : « Il n'a rien, pas même la croix de saint Louis, pendant que je la vois à cent officiers de gardes-côtes ou autres qui à peine ont servi ; il présenta l'année dernière un mémoire pour obtenir partie de la pension d'un de ses parents qui venait de mourir, il n'a rien obtenu, pendant qu'il a été accordé 400 livres de pension à un des sous-lieutenants de son régiment. Vous êtes trop juste et trop bon parent pour n'y avoir pas égard. Ses services et ses blessures le rendent susceptible de tout ce que vous pouvez faire pour lui. Consultez là-dessus les inspecteurs. Consultez le mémoire sur la guerre qu'il a eu l'honneur de vous envoyer et décidez s'il mérite d'être oublié dans un régiment étranger. Je vous supplie donc, mon prince, de lui accorder le brevet de lieutenant-colonel à la suite de l'infanterie avec ses appointements, comme vous l'avez accordé à M. de Lascaris, bien moins ancien que lui, et qui n'a pas ses blessures ».

La Luzerne joignit ses démarches aux lettres de madame Dagobert. Il aimait beaucoup notre capitaine de Royal-Italien et pensait de lui tout le bien possible. En cette même année 1780, il l'avait désigné comme l'officier le plus digne par son intelligence, par ses blessures, par ses services de passer

à un grade supérieur dans un régiment français, et il ajoutait que le ministre ferait bien de tirer d'un régiment devenu étranger des sujets nationaux, pleins, comme Dagobert, de zèle et de talent¹.

Les démarches de La Luzerne et les lettres de madame Dagobert n'eurent pas d'effet, et, cinq ans après, un blâme infligé au capitaine de Royal-Italien retardait son avancement. L'inspecteur du régiment, le comte de Murinais, avait constaté que le colonel, chevalier de Carignan, devait à la caisse une somme de 37.041 fr. 10. Vainement, Carignan versa par deux fois un acompte de 18,000 livres et promit de rembourser dans un prompt délai le reste de sa dette. Le ministre, maréchal de Ségur, le destitua et le remplaça par Vintimille-Lascaris. Dagobert, qui présidait le conseil d'administration, fut réprimandé, et, lorsqu'il demanda la lieutenance-colonelle vacante par la nomination de Lascaris, le ministre lui répondit qu'il n'était pas « susceptible d'une pareille grâce dans un moment où le roi le jugeait répréhensible et ordonnait qu'il fût puni ». Il pensait aller en semestre pour terminer des procès qu'il avait ; il dut rester au régiment jusqu'à ce que Lascaris fût parfaitement au courant des affaires. « Je m'en rapporte, lui écrivait Murinais, à vos sages réflexions pour apprécier l'esprit de clémence qui a dicté votre punition. Je suis fâché que vos affaires puissent éprouver quelque dérangement par la perte d'une partie de votre semestre. Mais il est absolument nécessaire que vous restiez au corps jusqu'à ce que M. le comte de

1. Madame Dagobert au ministre, 27 oct. et 7 nov. ; La Luzerne à Dagobert, 3 juil. et 13 nov. 1780. (A. D.)

Vintimille-Lascaris croie pouvoir se passer de vos soins; je l'ai d'ailleurs fort assuré qu'il trouverait en vous la franchise et la loyauté qui caractérisent un officier qu'il doit distinguer et je suis sûr que vous ne démentirez pas cette bonne opinion et qu'elle nous fournira dans la suite des moyens de vous être utile ».

Toutefois, le 4 avril 1786, Dagobert obtint une lettre dite d'état et de sursis : le roi, jugeant qu'il est actuellement employé pour son service en qualité de capitaine-commandant au régiment Royal-Italien et qu'il ne peut vaquer à ses affaires particulières, ordonne que tous les procès civils qu'il aura seront en état et surséance durant six mois ¹.

En 1787, la « majorité » ou la place de major vaquait dans Royal-Italien par la retraite du sieur Ansidei. Deux officiers du régiment, deux capitaines-commandants, Dagobert et Aubry, la sollicitaient. Aubry, capitaine-commandant des grenadiers, noté comme très bon serviteur et très intelligent, était recommandé par le colonel comte de Vintimille-Lascaris ². Le colonel tenait Dago-

1. Lettre d'état et de sursis, 4 avril 1786; Murinais à Dagobert, 31 décembre 1785 et 22 janvier 1786. (A. D.) En sa qualité d'inspecteur du régiment, Murinais surveillait de loin Royal-Italien et prononçait sur une foule de cas; il décidait s'il fallait délivrer un congé à tel ou tel soldat que le colonel désirait congédier et pour combien de jours tel ou tel soldat qui s'était très mal conduit serait mis au cachot; il jugeait que le quartier-maître disposait de sommes beaucoup trop fortes; il ordonnait d'envoyer en prison un officier qui ne payait pas la somme qu'il devait à la caisse de son régiment.

2. Jean-Joseph Aubry, né à Sornéville (Meurthe) en 1736, volontaire au régiment de Tournaisis en 1754, lieutenant en second en 1755, lieutenant en 1758, capitaine commandant en 1774, capitaine commandant des grenadiers en 1784, lieutenant-colonel en second le 25 mai 1792, malade et remplacé le 8 mars 1793.

bert pour homme de mérite et reconnaissait qu'il avait bien servi; mais le corps, disait-il, avait été renouvelé dans toutes ses parties et devait être soigné plus que tout autre; il fallait donc que son major eût « du liant dans le caractère », et c'est pourquoi il préférait Aubry à Dagobert. Le ministre n'hésita pas un instant. Dagobert avait la note suivante : « A eu des actions brillantes à la guerre, bon officier, sert bien, ferme, d'un bon exemple », et l'inspecteur, comte de Murinais, écrivait que Dagobert avait déjà commandé le régiment dans des circonstances assez difficiles et fait exécuter ses ordres avec énergie, qu'il avait servi dix-neuf ans comme capitaine et qu'il était le premier des capitaines du régiment, qu'on ne pouvait le mettre sous les ordres d'Aubry, son cadet, qui n'avait, comme capitaine, que treize ans de services. Le 17 mai 1787, Dagobert fut nommé ¹.

Il commanda Royal-Italien pendant l'hiver de 1787 à 1788, et l'inspecteur, le maréchal de camp comte de Frimont, assura qu'« il n'y avait pas à s'en louer ». Le jugement était sévère. Mais quel régiment malaisé à mener que ce Royal-Italien ! Il se composait de Piémontais, de Napolitains, de Romains qui ne cherchaient qu'à désertir. Pas de discipline, pas de subordination, les subalternes manquant de politesse envers leurs chefs, un tel abus des permissions qu'il ne restait presque pas d'offi-

1. On peut remarquer qu'un an plus tard (ordonnance du 17 mars 1788), le mode de nomination des majors fut changé : ils ne pouvaient être majors dans le régiment où ils étaient capitaines; ils étaient choisis parmi les capitaines de leur arme qui comptaient vingt ans de services, et, ainsi que les lieutenants-colonels, ils étaient proposés au roi par le ministre d'après une liste dressée par le Conseil de la guerre.

ciers au régiment, peu ou pas d'instruction, et Murinais avait demandé que les compagnies fussent « remises au détail tant pour rectifier le port de l'arme et la position de l'homme que pour acquérir plus de vivacité dans les temps de la charge ».

Les bureaux de la guerre, informés de la situation, pensaient que le séjour de Toulon était très nuisible au régiment. Royal-Italien, disait-on à Paris, « serait mieux placé ailleurs qu'à Toulon où il se détruit », et le colonel Vintimille-Lascaris demandait qu'il fût transféré à l'île de Ré. Le ministre prit une mesure plus radicale. Il supprima Royal-Italien; au lieu et place de ce régiment étranger, par ordonnance du 1^{er} mars 1788, le roi créa le bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné.

Le 1^{er} mai suivant, Dagobert était nommé et établi dans la charge de major de ce bataillon sous l'autorité du lieutenant-colonel Thevet de Lesser. Il y eut encore des Italiens dans le bataillon, mais ils n'en formaient plus que le tiers. On s'efforça de racoler des Français, surtout des gens de la région dauphinoise, — puisque le corps tenait garnison à Briançon, — et, comme disait l'inspecteur Frimont, d'amalgamer le fond du bataillon avec des nationaux qui lui donneraient un peu de solidité. Au mois d'août 1788, nos chasseurs du Dauphiné comptaient déjà dans leurs rangs quatorze Dauphinois, nerveux, robustes, quoique petits, et ils avaient fait quelques progrès ¹. Le lieutenant-colonel Thevet de Lesser les « travaillait avec succès ». L'instruction et la discipline « gagnaient beaucoup »; la subor-

1. Au 30 septembre 1789, le bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné comptera 218 Français, 104 Italiens, 8 Avignonnais, 9 Suisses, 15 Allemands, 1 Espagnol et 1 Liégeois.

dination s'affermissait de jour en jour; la tenue était bonne; les officiers avaient meilleur ton, ils étaient moins souvent en permission et ils suivaient, surveillaient avec plus d'attention les bas officiers.

CHAPITRE II

Le Mémoire de 1780

I. Heures de tristesse et d'ennui. — Promenades et recherches. — II. Mémoire de 1780 adressé au ministre de la guerre. — L'exercice, la marche, le tir, le maniement de la baïonnette, les manœuvres, la manière de combattre, l'attaque et la défense. — III. Considérations morales. — Il faut « monter l'esprit » des soldats. — Education militaire et éducation nationale. — Honneurs et récompenses. — Retraite. — Fête des braves. — Mépris actuel du militaire. — Nourriture de l'armée. — Le pain. — Les hôpitaux. — IV. Les officiers. — Leurs égards pour le soldat. — L'Ecole supérieure de guerre ou Ecole de tactique. — Innovations utiles. — Moyen de défendre les villes assiégées. — V. La désertion. — VI. Défauts du mémoire. — Digressions sur les voyages, sur la fermeture des portes, sur les mendiants, les enfants trouvés, les malfaiteurs. — Plan de police. — VII. Réflexions sur l'avancement. — VIII. Réponse du ministre au mémoire de Dagobert. — IX. Nouveau mémoire. — Caraman et Murinais. — X. Mémoires au ministre de la marine. — Remède contre la peste. — Moyens de travailler sous l'eau.

I. Dagobert eut parfois, sous l'ancien régime, de bonnes garnisons, comme Toulon qui passait, après Brest, pour le plus bel établissement de la marine royale, ou comme Perpignan où les mœurs et les usages des habitants intéressaient vivement nos officiers¹.

Mais il connut des garnisons désagréables en un méchant pays et dans de vilaines petites villes. En 1778, lorsque son régiment stationnait à Collioure, il fut envoyé en détachement à Villefranche-de-Conflent et il maudissait ce « chétif endroit où sa

1. Cf. les *Mémoires* de Maulort, p. 22 et 23.

seule ressource était d'aspirer après l'arrivée des courriers ». A Montlouis, dans ce Montlouis qu'il devait sauver de l'invasion espagnole, il se crut en exil. A Montdauphin, en 1787, il se plaignait de la vie décourageante qu'il menait : aller tous les jours et sur le terrain d'exercices, et au rapport, et à la théorie où des militaires, qui servaient depuis plus de trente ans, répétaient quotidiennement leur catéchisme et avaient souvent l'humiliation de voir que les jeunes, grâce à leur mémoire, s'en tiraient mieux que les anciens ! Il mettait Montdauphin au-dessous de Montlouis : à Montdauphin, il n'y avait pas « ce qui s'appelle un seul visage féminin » ; à Montlouis, il y avait au moins quelques personnes à fréquenter, et les officiers n'étaient pas logés, comme à Montdauphin, à leurs dépens et dans de mauvais quartiers¹.

Mécontent de n'avoir pas l'avancement qu'il croyait mériter, convaincu que les grades étaient « la proie de l'intrigue », il eut des heures d'abattement et de tristesse. « Melpomène, Polymnie, Terpsichore, écrit-il dans le style du temps, ont des temples superbes et des prêtres entretenus à grands frais : les défenseurs de la patrie languissent dans le besoin, dans la poussière des corps de garde, et combien finissent comme le brave Cassard, dont Duguay-Trouin disait : « Je donnerais toutes les actions de ma vie pour une seule des siennes »² !

Aussi voulait-il par instants démissionner pour être maître de ses moments — ce sont ses propres termes — et pouvoir faire ce qui lui viendrait à

1. Lettres à Boisfontaine, Villefranche, 17 février 1778, et à Groucy, Montdauphin, 17 juillet 1787. (A. D.)

2. *Ordonnance française*, p. 6 et XI-XII.

l'idée. Pourquoi passer quelques années encore dans les dégoûts et les désagréments? Quel profit en tirer? Accroître de plusieurs centaines de francs sa pension de retraite? Qu'est-ce que cela pour un philosophe, lorsqu'il a la paix dans sa maison, lorsqu'il sait se contenter de peu, d'une écuelle de lait, d'un verre d'eau?... Mais bientôt il se ravisa; il décidait de « tenir », de rester jusqu'au bout. « L'homme, s'écriait-il, semble fait pour être ballotté entre l'incertitude et l'espérance; quand nous ne sommes pas tourmentés par les événements, nous le sommes par notre imagination! » Et il se prenait à espérer; il comptait qu'un jour viendrait où les emplois seraient répartis avec justice et discernement. Malgré ses services, ses campagnes et ses blessures, dit-il une fois, il n'a pas de pension, et tant de gens qui n'ont pas vu brûler une amorce, ont eu le secret de se faire donner une pension! Qu'importe? Il se rappelle le mot de Villars : « Je ne serais pas maréchal de France, si j'avais jeté le manche après la cognée à la dixième injustice que j'ai subie »¹.

Les promenades et des recherches de toute sorte le préservèrent fréquemment de l'ennui, de cet ennui qu'il regardait comme la plus cruelle des maladies. Il avait l'esprit curieux; volontiers il méditait, selon une autre de ses expressions, sur les effets et les causes, et c'est à lui qu'il pense lorsqu'il dit des militaires que « leur état ambulateur leur donne souvent la facilité d'étudier la na-

1. Suite de la lettre à Groucy, du 17 juillet 1787 (A. D.) C'est ainsi que le capitaine Serurier, rebuté, présentait un mémoire pour la retraite au mois de septembre 1788. Cf. *Ordonnance française*, p. 8 et VII-VIII.

ture tantôt sur le sommet des montagnes tantôt dans les entrailles du sol ». Il voudrait savoir l'origine des éruptions volcaniques et des tremblements de terre. Il interroge un ingénieur qui vient de Goudelour sur la mortalité qu'essuya la ville après la bataille de 1783. Il s'attache à connaître le corps humain et ses maladies, et il s'enquiert des remèdes pour donner ou rendre aux soldats la santé, car il croit qu'« on est encore loin d'avoir essayé tous les moyens curatifs qu'on pourrait employer pour soulager l'humanité souffrante ». Il observe d'un œil attentif les pays où il passe, et dans les environs de La Rochelle, sur le bord de la mer, il note l'odeur forte et désagréable qui se fait sentir aux endroits où il y a, non du sable ou du roc, mais de la vase. Il lit des récits de voyages, entre autres, les *Lettres* de Savary sur l'Égypte. Il lit les œuvres des philosophes, de Locke, de Pascal, de Rousseau; il dit, par exemple, qu'on ne doit pas, « comme l'avance le citoyen de Genève, s'en prendre des révolutions et de la chute des empires aux sciences et aux arts », et, selon les préceptes de l'*Émile*, il désire qu'une loi « bien sage » oblige chaque père de famille à enseigner un métier à ses enfants, pour qu'ils puissent « être malheureux sans être misérables, dans quelque position qu'ils se trouvent ». Il lit les écrivains militaires : Végèce, Polybe, les *Réveries* du maréchal de Saxe, les instructions de Frédéric II à ses généraux, La Noue de Vair, Guibert, Mesnil-Durand. Enfin, il jette sur le papier ses réflexions et, en 1780, il envoie un mémoire au ministre de la guerre¹.

1. *Ordonnance française*, p. X, XXX-XXXII, XLIX, LIII, 60. Notons que,

II. Le mémoire, qui forme trente pages très serrées, a pour titre : *Réflexions militaires sur l'exercice, les manœuvres, la manière de combattre qui convient le plus à la nation, et autres objets* ¹.

Dagobert développe d'abord les détails de l'instruction. En toutes choses, dit-il, les principes semblent rebutants; c'est qu'on n'en voit pas les conséquences : l'habitude ne se contracte pas en un jour; il faut « rompre l'humeur du soldat », il faut « le rendre souple et obéissant », et, par là, « poser les fondements de cette subordination qui fait le caractère et la force d'une bonne troupe. » C'est parce qu'ils ont appris la subordination, que deux grenadiers prêts à s'écharper écouteront la voix de leur officier et remettront le sabre au fourreau.

Suivent des considérations sur la façon de donner aux soldats la position et de leur faire comprendre les règles de l'alignement, sur la marche, sur les feux, sur le tir, sur le maniement de la baïonnette, sur les manœuvres, sur le combat.

Les soldats doivent, à la guerre, dans les sillons, les bruyères ou les buissons, se ranger d'eux-mêmes et promptement, ainsi qu'en pleine paix sur une place ou sur un terrain bien uni, sans que l'officier soit « comme aujourd'hui » obligé de sortir à chaque instant du rang pour rectifier l'alignement.

de son aveu, et parce qu'il était alors en Corse et dans le Roussillon, il n'avait pas lu avant 1789 Mesnil-Durand et Guibert.

1. Il est évidemment, non de 1783 — date inscrite par un ancien employé des archives du ministère de la guerre — mais de 1780 : c'est dans l'année 1780 que La Luzerne le lit (voir plus loin); sa femme en parle dans une lettre du 7 novembre 1780 au prince de Montbarey (voir plus haut, p. 14), et il dit dans l'*Ordonnance française* parue en 1790 (p. 11) qu'il proposa sa méthode au ministre « il y a près de dix ans. »

La marche mérite la plus grande attention. « Que les hanches et les épaules ne pivotent point en s'effaçant à droite et à gauche; que le pas soit égal et d'une bonne longueur; qu'on sache l'allonger et l'accourcir. » Qu'on pratique surtout la marche de vitesse ou la marche précipitée et que, l'exercice terminé, ce soit par cette marche précipitée que le soldat regagne son quartier. L'artillerie devient si nombreuse et elle est si bien servie qu'il faut désormais courir à l'ennemi : « L'audace d'une pareille marche imposera toujours; si elle atterre l'attaqué, elle encourage l'attaquant; plus le corps est en mouvement, moins il voit le danger, et par cette impétuosité le poltron est entraîné, obligé de faire son devoir aussi bien que le brave homme. » Dagobert veut qu'il y ait des classes pour la marche comme pour l'exercice, qu'il y ait une première classe de soldats, composée des meilleurs marcheurs et destinée à fournir les grenadiers et les chasseurs. Ne faut-il pas de pareils soldats pour exécuter un coup de main, pour enlever une position dont dépend le sort d'une campagne? Afin de les rendre plus agiles, Dagobert propose de les débarrasser de tout ce qui retarde la marche et ralentit le pas, par exemple, de la giberne, « cette pesante giberne qui leur lie la poitrine, qui les accroche, qui les gêne par son balancement ». A quoi sert-elle pendant les chaleurs? Les cartouches ne se mouillent-elles pas en temps de pluie, et ne voit-on pas le soldat, un jour d'affaire, les mettre dans sa poche? Dès lors, pourquoi ne pas remplacer la giberne par une bourse de cuir suspendue au ceinturon par deux agrafes mouvantes à l'aide desquelles on la tourne sur le côté ou, quand il pleut, derrière, sous l'habit?

Après la marche, les feux sont ce qu'il y a de plus essentiel. Dagobert désire que le soldat manie fréquemment son arme pour la charger avec promptitude de nuit comme de jour, qu'il connaisse bien toutes les parties de son fusil, mais qu'il ne puisse le démonter qu'avec la permission du sergent-major et sous la surveillance d'un caporal. « Qu'on ne néglige aucune précaution pour ne rien briser et ne rien perdre; en démontant si souvent une arme, les vis s'usent et les pièces se perdent, surtout les chiens », et il recommande aux manufactures d'armes de faire passer la vis du chien à travers la noix et de l'arrêter en dedans de la platine. Il remarque que les réparations de ce genre coûtent beaucoup et il souhaite qu'on montre aux soldats à bien placer la pierre : « si on leur dit de l'arrondir, c'est pour éviter qu'elle ne les blesse, et il n'est pas nécessaire de l'arrondir en entier, opération dans laquelle ils la brisent; il suffit de passer le dos du couteau sur les angles ».

Il se plaint que le tir à la cible soit négligé et qu'il y ait, par suite, à la guerre « beaucoup de bruit et peu d'effet ». Mais pourquoi, en temps de paix, les soldats se placent-ils aussi commodément que possible et devant une cible horizontale, comme s'ils ne devaient jamais déloger l'ennemi d'une hauteur ou l'assaillir dans une vallée? Qu'on donne à la cible toutes les positions qui se rencontrent à la guerre; que le soldat tire seul, puis en troupe, et qu'il tire chaque fois une dizaine de coups; que la cible soit devant chaque division et que les officiers s'assurent si les hommes prennent la peine de charger et d'ajuster. On prescrit à tous les feux que le troisième et le deuxième rang soient bien serrés sur

le premier, et pourtant il arrive après plusieurs décharges que les rangs sont trop ouverts pour qu'il n'y ait pas du danger pour le premier rang : quand on se serre tant, il est difficile de charger, et, comme on veut toujours être gêné le moins possible, les rangs s'ouvrent insensiblement. Dagobert propose de remédier ainsi à cet inconvénient : que le soldat, chaque fois qu'il va tirer, se serre sur le premier rang par un mouvement brusque et rapide, et quand il a tiré, qu'il recule un peu en arrière pour avoir de nouveau la facilité de charger.

Au tir s'ajoute le maniement de la baïonnette. Ce « genre d'escrime », ce « simulacre » n'est pas indifférent : il entretiendra les soldats dans l'idée qu'ils doivent joindre l'ennemi à l'arme blanche, et Dagobert indique comment il faut présenter la baïonnette : saisir le fusil de la main droite au défaut de la crosse et, de la main gauche, à la première capucine, le porter à côté de la cuisse en effaçant le corps un peu à droite, et dans cette position faire quelques pas en avant avec la plus grande célérité.

Mais il voudrait que cette célérité fût marquée par la batterie de la charge, et la batterie de la charge, dit-il, ne devrait servir que pour la charge. Aujourd'hui, c'est en battant la charge qu'on monte la garde ou qu'on traverse une ville pour aller recevoir un poste. Or, battre la charge sans qu'il y ait une charge ou un simulacre de charge, c'est battre la générale sans que personne prenne les armes. Que les sons des instruments militaires soient divers pour les soldats comme les sons du cor pour les chasseurs et qu'ils aient chacun leur sens. Les anciens ne tiraient-ils pas le plus grand parti de leurs instruments pour animer les guerriers? Quand

avait sonné le signal du combat, était-il possible de ne pas se battre ? « Il faudrait que notre batterie de la charge prit ce sublime de la musique des anciens et qu'elle devint pour les Français ce qu'était l'hymne du combat chez les Grecs. »

Les manœuvres doivent être simples : rien de compliqué ; pas de confusion et de désordre ; la plus grande célérité. Du reste, l'officier une fois instruit et accoutumé à manier sa troupe de front et de flanc, il n'y a plus de manœuvres difficiles, et Dagobert démontre que toutes les formations et toutes les façons de se déployer et de se mettre en bataille détaillées par l'ordonnance dans des « énoncés pompeux », *marcher en colonne perpendiculairement en avant ou marcher en colonne diagonalement en arrière*, peuvent être exécutées avec promptitude et facilité.

Il insiste sur la « manière de combattre ». Selon lui, il faut combattre de près. Les Romains, le pilum une fois lancé, mettaient l'épée à la main ; les Turcs, leur décharge une fois faite, attaquent le sabre au poing ; les Français combattaient de la sorte à Bouvines, à Marignan, à Rocroi, et tous ceux qui connurent la nation lui conseillent de charger l'adversaire. La baïonnette, dit Dagobert, « convient le plus à la vivacité du Français ». S'il court aux ennemis, s'il s'élance sur eux par une marche précipitée, il est sûr de la victoire. Quand les mousquetaires s'emparèrent de Valenciennes et quand les volontaires de M. de Verteuil se saisirent de la cascade de Cassel, croit-on qu'ils marchaient le pas ordinaire ? L'ordre mince, ajoute Dagobert, n'a pas assez de vitesse ni d'impulsion pour une pareille charge. Elle ne peut s'exécuter qu'en colonne, en

une colonne légère, agile, qui ne compte au plus qu'un bataillon. Ici, Dagobert entre dans le détail : cette colonne d'attaque devra compter quatre piquets, chacun de 48 fusiliers, et, en tête de chacun, pareil nombre de grenadiers, et, si l'ennemi qu'elle attaque forme une masse, elle y répand le désordre en jetant à la main ou avec la fronde ou avec de très petits obusiers portatifs, des globes de feu ou *pyrophores*, « petites boîtes de bois ou de carton, enduites et revêtues de poix et d'artifice, remplies de matière à fusée et percées de trous en différents sens ».

Après l'attaque, la défense. Quand une armée ne peut prendre l'offensive, qu'elle se fortifie, qu'elle creuse un triple et quadruple rang de puits semés d'épieux, qu'elle y ajoute « un rang de têtes d'arbres dont les branches taillées en pointes présentent une excellente palissade », et, si l'ennemi franchit ces obstacles, qu'elle lui lance des *pyrophores* et le charge ensuite à la baïonnette. On se récriera sur la difficulté de creuser des puits. Mais ne peut-on exercer le soldat à ce genre d'ouvrages ? Les Romains n'avaient-ils pas coutume d'entourer leur camp d'un fossé profond et d'un rempart fraisé d'une palissade branchue ? Aussi vit-on « une multitude de Gaulois se morfondre en vain contre le camp de Quintus Cicéron ».

III. Viennent alors les considérations morales qui font le prix de ce mémoire.

Il ne suffit pas qu'un général « rassemble tout le sublime de la tactique » ; il doit enflammer la bravoure de ses soldats, leur « monter l'esprit », les remplir de cet enthousiasme qui « transporte

l'homme au dessus de sa sphère ». Et Dagobert cite Alexandre qui, pour former une troupe d'élite, invente le nom d'*amis et compagnons du roi* ; les républiques antiques qui « mettaient en honneur le mépris de la douleur » ; Scévola qui, « en se brûlant la main, fut peut-être le premier fondateur de la grandeur romaine ». Or, que fait-on en France pour élever l'âme du soldat et lui « inspirer le decorum de son état » ? Peut-on lui demander de grands sentiments lorsqu'il « est obligé, afin d'apaiser sa faim, de travailler pour les derniers du peuple aux travaux les plus vils ¹ » ? Et pourtant, donnez-lui, à ce soldat qui n'était naguère qu'un timide paysan, donnez-lui le nom de grenadier ; c'est un autre homme ; aucun n'a le droit d'être plus brave ; il n'appartient qu'à lui de monter le premier à l'assaut !

Qu'on honore donc le soldat ; qu'on lui « accorde de la considération », et puisqu'il ne peut porter l'épée, qu'« on arrange sa baïonnette de façon qu'il la porte en guise d'épée et qu'il ne paraisse jamais sans l'avoir au côté ». Qu'on restaure l'éducation militaire. Quels hommes produisaient jadis Rome et Sparte ! Aujourd'hui que tout est changé dans ces deux villes, « que l'éducation n'est plus la même, que les louanges et l'admiration n'y sont plus que pour des histrions et des chanteurs, quelle race efféminée a succédé à ces héros ! Ce sont les compagnons d'Ulysse métamorphosés en pourceaux » !

1. Qui ne songe à Hoche, obligé, pour acheter des livres et compléter son instruction, de bêcher la terre et de tirer de l'eau ou de broder des vestes ou des bonnets de police qu'il vend dans un café du pont Saint-Michel ? Cf. A. Chuquet, *Hoche et la lutte pour l'Alsace*, p. 52.

Mais voyez ce que peut ailleurs l'éducation militaire. Les mameluks et les janissaires ne connaissent pas l'amour de la patrie — ils n'ont pas de patrie — ils ne se règlent pas sur l'exemple de leurs pères — c'étaient des enfants de tribus — et cependant leur courage a été digne des beaux siècles de Rome ; à la bataille de Saint-Gothard, quelques janissaires acculés à des granges qui furent incendiées par l'ennemi, aimèrent mieux périr dans les flammes que se rendre.

Il faut conséquemment dresser un bon plan d'éducation nationale. Il faut diriger l'éducation du peuple qui, jusqu'alors, a été nulle. Quoi ! on croit l'instruire parce qu'on lui montre à lire quelques mots de latin pour qu'il soit en état de chanter au lutrin ! Quoi ! lorsqu'un homme sorti du peuple devient soldat, on lui enseigne seulement à manier un fusil et à monter la garde ! On ne lui dit pas un mot de la patrie, pas un mot de la bravoure qui doit distinguer le soldat français, pas un mot de l'attachement que les Français doivent vouer à leur roi ! Et on s'étonne ensuite que notre peuple soit, de tous les peuples, le plus porté à la désertion, et que chaque prince d'Europe ait des déserteurs français à son service ! Dagobert demande que le premier livre qui sera mis dans la main de l'enfant, lui donne une idée de la vertu et une notion des lois les plus importantes, lui trace ses devoirs envers son prince et ses semblables, lui imprime dans la mémoire des préceptes utiles, que les jeunes Français apprennent à lire dans ce livre et qu'ils écrivent, en forme d'exercices, non pas des noms barbares, mais des maximes, des sentences tirées de cette espèce de bible. « A force de lire et d'écrire que Dieu protège

L'homme qui sert son prince et sa patrie, que Dieu bénit l'homme vertueux, on aura envie de le devenir. Les moindres et les plus insensibles impressions reçues dans l'enfance ont des conséquences très importantes et de longue durée. Il ne faudrait pour faire un bien incalculable qu'ordonner que tous les maîtres d'école du royaume feraient usage du même livre et de la même méthode. En peu de temps on parlerait partout la même langue et, au sortir de sa province, on n'aurait plus besoin d'interprètes. Le jeune homme, imbu dès son âge le plus tendre d'idées de vertu, de bravoure et d'attachement à sa patrie, devenu lui-même défenseur de cette patrie, porterait dans son nouvel état l'esprit de dévouement et de subordination qui distinguait au temps de saint Louis les élèves du Vieux de la Montagne. »

Dagobert veut que le soldat ait une bonne retraite et qu'il touche, en quittant l'armée, une somme égale à celle qu'il aurait pu ramasser en servant des particuliers. Mais où trouver cette somme ? Dagobert n'est pas embarrassé. Lorsque les jeunes gens de chaque paroisse tirent à la milice, ils se cotisent pour secourir celui qui tombe au sort et qui reçoit fréquemment plus de cent écus. Ces cent écus sont bientôt dissipés et le milicien finit souvent par s'évanouir. Pourquoi ne pas mettre cet argent en dépôt et ne le délivrer au milicien que lorsqu'il a fait son temps ? Pourquoi ne pas le donner, à défaut de ce milicien, à celui qui, dans le régiment de la province, se sera le mieux conduit ? Et, si ces cotisations ne suffisent pas pour payer aux soldats leur dernier salaire, ne peut-on mettre une taxe sur les billards et autres jeux de cette espèce ? « Ne serait-il pas juste qu'on fit sortir des lieux où se perd la jeunesse, la récom-

pense de ceux qui se dévouent pour la patrie ? »

Il propose, en outre, d'exempter les soldats retirés, s'ils ont servi dix ans, du quart des impôts, et, s'ils ont servi vingt ans, de la moitié. Il propose de conférer le droit de chasse à ceux qui serviront trente années, et il rassure les seigneurs jaloux de leurs prérogatives en affirmant que ces vétérans ne seraient pas de redoutables veneurs ni des destructeurs de gibier, qu'ils aideraient au contraire à la répression des braconniers. Mais, selon lui, le droit de chasse serait un appât, un « privilège flatteur et attrayant » pour les jeunes gens, notamment pour ceux qui possèdent une certaine aisance, et c'est ceux-là surtout qu'il faudrait recruter. « Le soldat qui a quelque chose de chez lui, ne déserte pas, et quelle différence entre une troupe composée de pareils jeunes gens et ce ramassis de vagabonds à qui la paresse et l'aversion du travail mettent les armes à la main ! »

Qu'on honore même les soldats après leur trépas. C'était chez les Grecs le dernier des malheurs d'être privé de sépulture, et Athènes fit périr, sans vouloir les entendre, les vaillants capitaines qui venaient de gagner une grande bataille sur les Lacédémoniens parce qu'ils avaient suivi leur victoire au lieu d'enterrer les morts. Pourquoi ne pas payer, comme les anciens, par l'éclat d'une pompe funèbre, la vie de ceux qui se sont dévoués à la patrie ? Pourquoi ne pas instituer une fête des braves ? Pourquoi ne pas faire, le dimanche après la Saint-Martin, un *obit* solennel pour ceux de la paroisse qui seraient morts au service ? On prononcerait ensuite leur éloge, on citerait leurs noms et leurs belles actions, on parlerait de la reconnaissance que mérite le bon

et fidèle soldat et de l'indignation, de l'horreur qu'inspire le déserteur qui trahit son pays en quittant ses drapeaux et devient l'ennemi de ses frères. « Une pareille fête serait une excellente leçon de patriotisme et bien propre à porter les jeunes gens qui entendraient les louanges de leurs pères, à marcher sur leur trace. »

Mais le militaire est méprisé en France. Le roi de Prusse admet ses officiers à sa table et même dans sa familiarité ; il « leur donne de la considération » et il se les attache ; un mot de sa bouche les console des sévérités de la discipline et une marque de sa faveur leur fait braver les plus grands dangers. En France, dit Dagobert, l'uniforme est proscrit de la capitale. Les généraux, les inspecteurs, les colonels ont-ils toujours des égards pour l'officier ? Et quelle idée doit avoir le soldat de son état ? Il voit que le pain des forçats est bien préférable au sien et que le pain des dernières gens du peuple n'a jamais ni de son ni de paille comme le sien. Il voit que les mendiants sont mieux traités, mieux logés, mieux couchés, mieux nourris que lui, et que le rebut de la nation reçoit chaque jour pour vivre dans l'oisiveté quatre fois plus que lui, quatre fois plus que le meilleur soldat du roi !

Dagobert voudrait améliorer la nourriture de l'armée. Il s'indigne que les boulangers fabriquent deux sortes de pain et qu'ils mettent si peu de soin et d'attention à faire le pain de munition où ils remplacent la fine farine par du son. Il s'indigne qu'on établisse des magasins immenses sans s'embarrasser de la qualité du pain. Qu'importe, en effet, aux entrepreneurs de livrer de mauvaises farines et de « compromettre les jours du soldat » s'ils remplis-

sent leurs coffres ? M. Sage a trouvé le moyen de s'assurer de la qualité de la farine et, selon lui, un quart de farine gâtée mêlé à la bonne farine fait un pain malsain, pesant, propre à donner la dysenterie et le scorbut ou à produire ces épidémies qui sévissent si fréquemment parmi les troupes ¹. Que le roi prescrive donc d'essayer les farines tous les deux mois en présence du commissaire des guerres et des chefs de corps. Rien de plus facile : on prend de la farine, on en fait de la pâte qu'on manie et malaxe pendant vingt minutes, on la lave jusqu'à ce qu'elle n'exprime plus d'eau blanche ; si la substance glutineuse qui reste, à raison de quatre onces par livre, colle et s'attache aux doigts, les farines sont d'excellente qualité ; elles sont altérées au contraire et impropres à faire du bon pain si l'on ne peut obtenir cette substance ou si elle a peu d'adhérence et d'élasticité.

Notre officier n'est pas moins sévère à l'égard des entrepreneurs des hôpitaux. Il les accuse d'user de faux poids pour gagner quelques onces sur des rations déjà trop faibles, de colorer le bouillon avec du pain rôti « comme si la couleur faisait la bonté », de séduire les gens qui devraient avoir l'œil sur eux et les punir. Il se plaint de la situation des hôpitaux. Pour avoir de l'eau, on les place d'ordinaire dans des endroits bas et insalubres. On a mis, par exemple, celui de Perpignan sur un ruisseau bourbeux dont les vapeurs rendent les salles si humides et l'atmosphère si malsaine que le chiffre des journées d'hôpital monte chaque année à qua-

1. Cf. sur ce point et sur la discussion que souleva dans ce temps la qualité nutritive du pain de munition, Mention, *Le comte de Saint-Germain et ses réformes*, p. 219.

rante-six ou quarante-sept mille ¹. L'essentiel, pour les malades, n'est-ce pas de respirer un air pur? Mais ne voit-on pas souvent trois mourants dans un même lit? Et l'ennui, le découragement ne font-ils pas plus de victimes qu'une épidémie? Avant tout, il faudrait veiller à la santé des soldats : ils passent subitement du chaud au froid, ils ont toujours le même vêtement, et « la nuit, ils sont saisis, après avoir été le jour distillés par l'ardeur du soleil ». Pourquoi leur avoir ôté la redingote qui leur était plus utile qu'incommode ²?

IV. Après avoir parlé du soldat, Dagobert vient à l'officier. *Former son soldat*, avoir pour lui des égards, pourvoir attentivement à son bien-être, tel est le devoir de l'officier; il s'assure ainsi la confiance et l'attachement de ses hommes, et il peut dire comme César : « Avec mes légions, j'irais attaquer l'enfer. » Mais ne faut-il pas que l'officier soit bon, puisqu'il est l'âme des soldats, puisqu'il les anime et les met en mouvement? Ouvrez donc la porte au mérite, et que l'espoir de parvenir ne soit défendu à personne! Rare est l'exemple des Fabert, des Vauban, des Chevert; il suffit cependant pour soutenir ceux qui courent la même carrière. Que les sujets dignes d'avancer et que ceux qui sont destinés à être colonels soient placés comme sur-

1. Il a fait lui-même le relevé des journées d'hôpital.

2. Cf. les *Mémoires* du marquis de Valfons, p. 324; il dit à la date de 1757 que les hôpitaux, faute de soins et d'argent, étaient très mal servis, que des bataillons disparaissaient sans secours sous la pelle des fossoyeurs, que les entrepreneurs faisaient le bouillon avec de jeunes vaches et que cette viande causait la dysenterie. Voir aussi Cam Rousset, *Le comte de Gisors*, p. 373, 430; Guibert, *Œuvres*, II, p. 237 (il compare les hôpitaux à des charniers); Mention, *Saint-Germain*, p. 234.

numéraires à la suite des corps; qu'ils passent par tous les grades; qu'à chaque grade ils changent de régiment « afin de mieux saisir et distinguer les différents degrés de zèle qu'ils pourront rencontrer dans le service ». Qu'on emploie de la sorte cette foule de jeunes gens que la réforme de la maison du roi a jetés dans l'oisiveté; qu'ils apprennent par là tout le détail du métier; qu'ils fréquentent une école supérieure de guerre, une *école de tactique*.

La science militaire n'est-elle pas, comme les autres sciences, « le résultat d'une suite d'observations » et comme « un recueil de connaissances acquises par l'expérience et l'étude »? Il y a des grands qui prétendent la posséder sans s'être donné la peine de l'acquérir. Ils veulent commander par droit de naissance. Les présomptueux! Ils plongeraient la nation dans les plus cruels malheurs, comme ce consul dépourvu de talent qui conduisait à Cannes l'armée romaine uniquement parce qu'il était consul, et ils ramèneraient les désastres de Crécy, de Poitiers, d'Azincourt! Qu'on fonde l'*École de tactique* et, pour faire les frais de cet établissement et payer les honoraires du professeur, qu'on prélève un denier par livre sur le produit des salles de spectacle. Le maître — il n'y aura qu'un maître — rappellera les faits les plus mémorables de l'histoire et les jugements les plus accrédités; il discutera les idées des grands hommes de tous les temps; il expliquera les causes et les conséquences d'une bataille; il indiquera « par quels moyens on aurait pu parer l'événement ou en tirer plus d'avantage, et dans quelle circonstance il aurait fallu temporiser ou presser une action »; ses auditeurs, gens du métier ou non, auront le droit d'exprimer

leur opinion, et ce cours fera, des jeunes officiers qui le suivront assidûment, « ce que la lecture des auteurs militaires fit du jeune Lucullus qui, pour les avoir lus, sans avoir servi, fut choisi pour aller combattre le roi de Pont ». C'est dans ce cours que d'utiles innovations seront présentées, discutées, et, à cette occasion, Dagobert propose toute sorte de moyens pour défendre les remparts d'une ville assiégée, pour ralentir les travaux d'une armée assiégeante, pour éloigner ou brûler la flotte qui bloque un port.

Des palissades à bascule qui précipitent les assaillants dans le fossé, des carcasses et autres feux d'artifices qui partiraient à l'instant de l'assaut, des perches poissées et goudronnées retenues par des chaînes et qu'on lancerait tout enflammées sur l'agresseur, des châssis de fer : voilà les moyens de défendre les remparts d'une ville assiégée.

Garnir les alentours de la place d'arbres et d'arbustes profondément enracinés dans la terre ; planter sur les parapets et autour des ouvrages des haies d'épines qui deviendraient de bonnes palissades après avoir été dûment taillées ; construire des redoutes bien fraisées et bien blindées qui demanderaient presque un siège en règle ; creuser aux approches de la forteresse des puits disposés en quinconces ; faire au milieu du fossé une cuvette pleine de bois et de broussailles qu'on embraserait par le moyen d'un saucisson et qui formeraient comme un rempart de feu : voilà les moyens de rendre les travaux d'un assiégeant plus pénibles et plus longs.

Rassembler « comme en un carquois » un faisceau de fusées et le lancer par un canon après avoir

disposé les mèches de telle façon qu'elles s'enflamment à distance et que, arrivées au-dessus du vaisseau, elles s'accrochent aux voiles, aux cordages par les hameçons dont elles sont garnies ; ou bien placer ces fusées sur un très petit bateau conduit par deux bons rameurs qui mettraient le feu aux fusées dès qu'ils se trouveraient à portée du navire ; ou bien encore remplir des bombes ou des carcasses de boules pleines de feu grégeois et munies de crochets qui les retiendraient dans les cordages et les voiles ; tels sont les moyens d'incendier une flotte qui viendrait insulter nos côtes¹.

V. Une question qui préoccupe vivement Dagobert et qu'il traite à plusieurs reprises, est celle de la désertion.

Il pense que les soldats trouvent trop de facilité pour vendre leurs effets et contracter des dettes : une fois endettés et dessaisis de leurs nippes, ils désertent pour éviter la punition et vont ailleurs chercher des dupes. Pourquoi ne pas charger quelques bas officiers de police d'aller tous les jours dans les cabarets ? Ils verraient si l'aubergiste ne fait pas de crédit ; ils auraient l'œil sur ses clients et ils tâcheraient de connaître leurs ressources ; ils éloigneraient les gens ivres et ils apaiseraient les querelles.

Il y a encore une autre cause de désertion : c'est la brutalité de certains caporaux et sergents qui vexent le soldat, le tourmentent, le jettent dans le désespoir. Dagobert désire que l'officier ne perde

1. En passant, Dagobert propose « d'inonder Gibraltar d'une pluie de feu qui consumerait à la longue les édifices et les magasins, et qui ferait par son infection périr les assiégés. »

pas de vue les bas officiers et qu'il soit même responsable de leurs actes.

Mais il y a des moyens de réfréner la désertion. C'est d'occuper les soldats qui, par là, fortifient leurs membres et trompent leur ennui. C'est de donner aux recrues pour compagnon de lit et de chambre un ancien chargé de les surveiller et qui servirait à leur lieu et place un, deux, trois ans si elles désertaient; l'ancien ne quitterait donc pas le nouveau qui n'aurait ni la commodité ni même l'envie de fuir. C'est de choisir dans les compagnies plusieurs hommes sûrs qui guetteraient les suspects, qui garderaient les postes avancés et les endroits par où les déserteurs s'échappent le plus aisément, et, puisqu'on se sauve d'ordinaire en escaladant le rempart, pourrait-on sortir du fossé si les pas de souris ou escaliers qui descendent de la contrescarpe, étaient murés en temps de paix?

Dagobert est très sévère à l'égard des déserteurs. Les frapper de mort, comme jadis, c'est, dit-il, « trop punir un moment de vertige ». Mais aujourd'hui leur châtement est trop léger. Il faudrait les envoyer dans les îles, après les avoir fait passer par les verges et marquer au visage pour qu'ils ne puissent reparaitre en France. Dagobert veut même que, s'ils se retirent dans leur district, le curé ou le syndic de la paroisse préviennent, sous peine d'une forte amende, le procureur du roi.

VI. Le mémoire de Dagobert a de graves défauts. Le style est souvent lourd et négligé. Les idées ne sont pas suffisamment liées et ordonnées. Il y a des exagérations et des erreurs. N'est-ce pas aller trop loin que d'assurer que les farines gâtées « font pé-

rir la moitié de l'armée »? N'est-ce pas se tromper grandement que de prétendre que l'homme « n'est que le produit de son éducation »? Comme si l'éducation était toute-puissante et comme si la nature ne collaborait nullement à la formation des esprits! Enfin, Dagobert embrasse trop de choses; il a mis dans son travail tout ce qu'il pense et sait sur son métier, et, comme dit le titre, *sur d'autres objets*.

De là, des digressions nombreuses. En un endroit de son mémoire il combat la manie de courir le monde. Ces « vagabonds » qui constituent l'armée et qui n'ont ni éducation ni biens ni lien aucun qui les attache à la patrie, pensent faire fortune au dehors. Il faut, à cet égard, « corriger le Français », le « détromper de ses chimères », le convaincre qu'il ne trouvera nulle part le même bien-être qu'en France. Pourquoi les pasteurs dont le devoir est d'éclairer les peuples, ne cherchent-ils pas à le désabuser? Pourquoi ne lui montrent-ils pas que, pour un seul qui réussit en terre étrangère, des milliers y succombent dans la plus affreuse misère? Pourquoi ne mettent-ils pas en parallèle le bonheur de l'homme qui vit au sein de sa famille et le malheur du Français qui vit hors de son pays, jaloux, haï, insulté, et souvent enlevé par une mort prématurée, sans secours ni consolation d'aucune espèce?

Il est de son temps. A ses yeux la science la plus utile pour une nation, c'est, avec la science militaire, la morale qui « par une bonne législation assure le bonheur des peuples ». Comme ses contemporains, il désire innover, désire améliorer le sort de ses semblables, et il a, lui aussi, ses projets de réforme. Mais c'est un homme pratique. Ce qu'il

propose coûte tant. Qu'importe? Il découvre ou imagine telle ou telle taxe, telle ou telle ressource qui fournit aux frais. On jette à la rivière des magasins entiers de mauvaises farines. Pourquoi ne pas en faire de l'amidon?

Il demande que dans les villes de guerre une des portes soit laissée ouverte durant une partie de la nuit, « objet bien utile et bien à souhaiter pour la communication du public et la liberté du commerce ¹ ».

Il demande que les mendiants soient répartis dans les villages et qu'ils aient pour vivre la paye du soldat : ils rendraient service à leurs hôtes; l'aveugle tournerait la roue du cordier ou du coutelier; la jambe de bois, le cul-de-jatte carderait, filerait, tricoterait, coudrait des habits, ferait des souliers; on épargnerait ainsi ce qu'on dépense pour construire ou entretenir des édifices immenses et solder le nombreux personnel des hospices.

Il demande que les enfants trouvés soient élevés à la campagne et qu'ils deviennent cultivateurs : l'administration des hôpitaux, ne les nourrissant plus, réserverait tous ses revenus à l'entretien de ses bâtiments ainsi qu'au salaire de ses domestiques et de ses médecins, chirurgiens et apothicaires.

Il joint à ses réflexions sur les déserteurs — et c'est par quoi il termine assez bizarrement son mémoire — un « article de police générale pour tout espèce de malfaiteurs ». A son avis, quicon-

1. On se rappelle qu'un dimanche soir, le jeune Rousseau, de retour d'une promenade, trouva les portes de Genève fermées; il n'osa entrer en ville le lendemain matin, et ce fut ainsi qu'il abandonna son pays natal.

que s'éloigne de ses foyers et se présente en un endroit où il n'est pas connu, doit être muni d'un passeport visé dans tous les lieux où il a fait quelque séjour, et, si ce papier semble suspect, le procureur du roi prescrit une enquête. Enquête facile. Peu de paroisses où il n'y ait des « suppôts de justice », sergents ou huissiers, qui connaissent les gens du pays et savent distinguer les étrangers. Les cavaliers de la maréchaussée appartiennent souvent à une province lointaine; ils n'entendent pas le patois du canton; leur uniforme même conseille la fuite à qui craint et se méfie. Qu'on ordonne donc aux sergents et aux huissiers d'arrêter les déserteurs, les malfaiteurs et tous ceux qui n'ont pas de passeport. Qu'ils aient, pour les suppléer et les aider, une ou deux « sauvegardes » par paroisse, suivant le nombre des habitants et l'étendue du territoire. Qu'on les distribue en escouades qui, au premier signal du ministère public, iront fouiller les bois, les cabarets et les endroits où se réfugient les hommes sans aveu. Qu'à la nouvelle d'un forfait les syndics les plus voisins fassent poursuivre le criminel, sous peine d'être emprisonnés autant de jours qu'ils auront laissé d'heures s'écouler avant le départ de l'escouade. Peut-être même, en certaines circonstances, serait-il bon de rendre les communautés responsables des délits commis sur leur sol. On les obligerait ainsi de veiller à la sûreté de tous et de ne pas souffrir de malfaiteurs. Elles choisiraient dans la population et payeraient ceux qui devraient marcher lorsqu'ils seraient requis. Si cet usage existait dans les bourgs aux environs des bois de l'Estérel où se commettent tant de vols et d'assassinats, le scélé-

rat ne serait-il pas appréhendé au corps presque à l'instant où il apparaîtrait?

Dagobert voudrait que le papier des passeports fût une ferme comme le papier timbré et que le produit de la vente fût affecté au salaire des sergents, huissiers ou sauvegardes, qui seraient tenus d'aller souvent à la ville pour porter les messages des curés et syndics et recevoir les ordres du procureur du roi.

Mais, dira-t-on, quelle sujétion que ce passeport! Le faire renouveler tous les ans, le faire viser en chaque endroit où l'on séjourne! N'est-ce pas attenter à la liberté des particuliers? N'est-ce pas causer un retard préjudiciable à leurs affaires? « Des précautions, répond Dagobert, qui intéressent aussi directement le bon ordre et la sûreté publique devront toujours être la raison prépondérante ».

Il consent d'ailleurs à des « modifications ». Qu'on n'exige pas le passeport: mais que dans chaque paroisse il y ait des personnes, quelle que soit leur dénomination, qui se portent au premier ordre dans les cabarets ou les bois pour arrêter les gens sans aveu. Que ces gens soient interrogés par qui de droit sur l'heure même et sans nul délai. Dans les bonnes auberges des villes bien policées, les voyageurs ne s'inscrivent-ils pas sur un registre? Pourquoi ne pas agir semblablement dans les cabarets? Pourquoi ne pas ordonner que les cabaretiers déclarent à la police le nom de leurs hôtes?

Quel est, conclut Dagobert, le moyen le plus efficace de contenir les hommes? C'est que le criminel ne puisse se flatter de l'impunité, ne puisse se soustraire à la rigueur des lois. Voilà « la plus

forte barrière du crime ». Eh bien! le plan de police développé par Dagobert remplit ce but. Que les inspecteurs et commissaires des villes et des campagnes se fassent rendre un compte très exact de ce qui se passe dans l'arrondissement de leur territoire; que le procureur du roi mette la plus grande vigilance à prendre ses informations et à punir quiconque a négligé d'exécuter ses ordres; la sûreté publique sera « infiniment plus stable que sous la garde de la maréchaussée qui coûte au roi plus de trois millions et demi par année et qui n'empêche pas qu'on ne soit volé. Dans les moindres bourgades en Allemagne, la personne chargée de veiller à la sûreté publique parcourt les rues à toutes les heures de la nuit, et prouve aux habitants sa vigilance en leur disant quelle heure il est; le jour, il peut s'occuper, ou au moins prendre soin de sa famille; en France, il lui faudrait un uniforme et être condamné à ne rien faire. »

VII. A ces développements inattendus s'ajoutent des tirades inspirées par le dépit personnel. En un passage notable du mémoire perce le *moi* de Dagobert, perce son ambition déçue. Il fait un retour sur lui-même lorsqu'il parle assez railleusement des officiers qui, pour avancer, écrivent sur l'art de la guerre. « Sur la fin de la dernière guerre, La Noue de Vair, par ses *Nouvelles constitutions militaires*, éveilla l'esprit de critique et de réflexion. On sentit qu'en faisant des mémoires, des recherches sur le militaire, ce serait un moyen d'avancement, et l'on ne se trompa pas. De là, cette foule de commentaires, de traductions, de dissertations sur les anciens et les modernes, sur

l'ordre profond et sur l'ordre mince. On a assigné le nombre d'hommes que perdrait une colonne. Il ne manquait plus que de marquer le point de comparaison entre la défaite et la victoire! » Mais, après tout, Dagobert reconnaît qu'il est juste de récompenser les officiers qui montrent du zèle et du talent. Ce qu'il ne peut digérer, c'est que la lieutenance-colonelle ne soit plus donnée à l'ancienneté¹. *Vous êtes orfèvre, Monsieur Josse*. Selon Dagobert, cette mesure a causé une révolution pernicieuse, irréparable; elle a dégoûté du service nombre de braves gens; elle a détruit l'esprit de corps. Jusqu'alors l'honneur du régiment était le mobile de tout; les officiers ne souffraient pas l'admission de sujets tarés; ils avaient soin de former les jeunes, de leur donner des conseils, de punir ceux qui s'écartaient des usages reçus. « Chacun voyait déjà son chef dans son ancien et cherchait d'avance à se le ménager, à lui aider; c'était une espèce de subordination que l'on ne connaît plus; tous concouraient au bien de la chose et suppléaient à l'incapacité ou à l'insuffisance du chef; point de scènes scandaleuses. Aujourd'hui le mérite n'est plus que le prétexte, et c'est la protection qui mène aux emplois supérieurs; on voit tout le monde y prétendre, bien que les Tavannes et les Coislin se soient contentés d'être capitaines dans l'armée de Turenne. » Dagobert ajoute que l'officier s'intéresse peu au corps qu'il compte quitter. Les voyageurs s'amuse-t-ils à embellir l'auberge où ils ne doivent passer qu'un jour?

1. L'ordonnance du 25 octobre 1675 attribue la lieutenance-colonelle au plus ancien capitaine du corps; celle du 10 décembre 1762 porte que le lieutenant-colonel sera nommé au choix.

VIII. Tel quel, le mémoire de Dagobert était, malgré ses défauts, attachant, remarquable par la franchise du ton, plein d'intentions généreuses, animé de l'amour du bien public. C'était l'œuvre d'un homme qui avait de la lecture et, comme on disait alors, des lumières, d'un homme à l'esprit large et étendu, d'un homme qui se piquait d'être savant, d'être philosophe, d'être un peu encyclopédique dans ses études. Mais, par suite, ce n'était pas un mémoire purement militaire, et on s'étonne, en lisant certains passages, qu'il ait été composé par un officier et destiné au ministre de la guerre.

On le lui fit bien voir. L'inspecteur et patron de Dagobert, M. de La Luzerne, avait lu le mémoire avec un vif intérêt; il applaudissait au zèle et aux aperçus utiles que contenait ce travail, et il avait conseillé à Dagobert de le présenter au ministre qui « devait désirer d'être instruit de l'opinion d'un officier aussi distingué¹ ».

Le personnage des bureaux chargé d'analyser et d'apprécier le mémoire en jugea tout autrement. Il trouva que le capitaine de Royal-Italien examinait les divers points de l'art militaire sans les approfondir, que ses vues annonçaient de l'imagination, « mais que l'auteur devait se former encore beaucoup à l'exécution avant d'en venir à la composition », devait « mieux étudier le système reçu avant d'en proposer de nouveaux ». Dagobert, ajoutait-il, répétait sur le port d'armes, la marche et la manœuvre tout ce qu'avaient dit ses devanciers. Quelques nouveautés pourtant étaient dignes d'attention. C'est ainsi que Dagobert proposait d'ouvrir les rangs

1. La Luzerne à Dagobert, 18 mars 1780 (A. D.)

d'un pas pour charger et de les resserrer pour tirer, et, en effet, si ce moyen se pratiquait à la guerre sans être commandé, si les rangs s'ouvraient machinalement pour charger, le second et le troisième rang négligeaient parfois de se serrer lorsqu'il fallait faire feu, et le troisième rang ne pouvait tirer sans blesser le premier. Dagobert proposait en outre de passer la vis du chien à travers la noix et de l'arrêter en dedans de la platine, et la précaution était bonne. Mais que d'autres idées qui ne valaient pas la peine d'être mentionnées : supprimer la gibberne, défendre des retranchements avec des pyrophores, dresser des palissades de fer, remplir les cunettes de matières inflammables, donner le droit de chasse au soldat, nommer les lieutenants-colonels à l'ancienneté, supprimer la maréchaussée !

Sur ce rapport, le ministre de la guerre, — c'était le maréchal de Ségur, — écrivit le 11 novembre 1783 à notre capitaine de Royal-Italien qu'il avait lu son travail avec attention, qu'il y trouvait quelques observations utiles, mais que l'intention du roi était de « remédier avec prudence aux abus », et non de faire « une subversion totale du système militaire », qu'il conseillait au sieur Dagobert « d'employer ses talents à bien exécuter ce qui était ordonné ¹. »

IX. Et Dagobert ne se rebuta pas ! Il fit un nouveau mémoire — que nous n'avons pas, mais qui, sans doute, reproduisait le premier — sur les réformes nécessaires dans l'armée, et l'envoya au comte

1. Le maréchal de Ségur à Dagobert, capitaine à Royal-Italien, à l'île d'Oléron, 11 novembre 1783 (A. G. et A. D.)

de Caraman, membre du Comité des inspecteurs généraux. Caraman lui répondit par une lettre très polie et très flatteuse. Tous les principes de Dagobert, disait Caraman, étaient vraiment militaires, conformes aux sentiments des meilleurs juges ; il fallait faire à l'officier et au soldat un sort avantageux, « si avantageux qu'il serait envié par ceux qui ne pourraient l'obtenir », et Dagobert exprimait sur ce point des vues fort sages dont l'exécution serait très désirable ; mais le bien, même possible, ne peut toujours s'accomplir, et le Conseil supérieur, chargé simplement par le roi d'améliorer la constitution militaire de 1776, avait dû rester dans le cercle qui lui était tracé ¹.

Est-ce ce deuxième mémoire ou un troisième que Dagobert voulut, deux ans plus tard, envoyer au ministre de la guerre ? En mai 1786, il demandait l'avis de son inspecteur, le comte de Murinais. L'inspecteur répondit qu'il saisirait avec empressement toutes les occasions qui se présenteraient de rendre justice à Dagobert et il le félicita de réfléchir et d'écrire sur les grandes parties de son métier. Mais ferait-on usage de ce mémoire ? Ne serait-il pas confondu dans la foule des travaux de ce genre que le ministre recevait journellement ? C'était peut-être un moyen de se faire avantageusement connaître. Peut-être aussi ce moyen n'aurait-il pas de succès. Bref, Murinais, tout en remerciant Dagobert de sa confiance, refusait de le conseiller ².

Entre temps, l'inlassable Dagobert s'était tourné

1. Le comte de Caraman à Dagobert, 29 juin 1784 (A. D.).

2. Murinais à Dagobert, 3 mai 1786 (A. D.).

vers un autre ministère, le ministère de la marine. En 1780, il avait détaché son premier mémoire et envoyé au maréchal de Castries les pages qui traitaient de l'emploi des fusées et de la façon dont elles pouvaient écarter ou brûler une flotte qui ferait une tentative contre un port. La réponse du ministre fut très courtoise : « S'il arrivait des circonstances où il serait nécessaire d'user des moyens que vous indiquez, je n'oublierais pas de les employer ; en attendant, je vous sais beaucoup de gré de vous être occupé d'objets qui peuvent être utiles au service ».

Aussi, en 1784, Dagobert soumettait-il au ministre de la marine des observations sur les remèdes contre la peste, et, cette fois encore, M. de Castries le remerciait avec la même politesse, la même bonne grâce : « Je les communique aux intendants de la santé de Marseille et, si elles peuvent ajouter aux connaissances et aux procédés dont ils ont la pratique, je ne doute pas qu'ils vous prient de leur fournir des éclaircissements ».

Et Dagobert, enhardi, indiquait en 1785 au ministre de la marine un moyen de travailler sous l'eau ! Le plongeur, disait-il, s'enfoncerait dans l'eau au moyen de deux sandales de plomb ou tout uniment d'un sac ou tablier rempli de pierres et lié à sa ceinture dont il n'aurait qu'à lâcher le cordon lorsqu'il voudrait revenir à la surface. Il respirerait par un long tuyau de cuir imperméable, gros comme le petit doigt, roulé autour d'une espèce de bonnet de grenadier attaché fortement sur la tête. L'orifice supérieur du tuyau serait retenu au-dessus de l'eau par quelques vessies ; l'inférieur s'adapterait au nez par une sorte de masque assez hermé-

tiquement appliqué pour empêcher l'eau de pénétrer. Par là, il aspirerait l'air nécessaire qu'il rejetterait en le soufflant par la bouche. S'il ne pouvait souffler ainsi l'air, il se munirait d'un tuyau double, l'un qui amènerait, l'autre qui renverrait l'air par deux petites soupapes dont l'une se fermerait quand l'autre s'ouvrirait. Pour remonter plus vite et pour surnager, il aurait un scaphandre ou corset de liège. Dans les mers où les requins seraient à craindre, ce corset serait garni de pointes d'épées et l'homme ressemblerait à ce hérisson marin que respectent les poissons voraces. Que de services rendraient de pareils plongeurs ! Les effets et les vaisseaux qui sont au fond de la mer, ne sont difficiles à ressaisir que parce qu'ils s'incrument dans la vase et le sable. Mais, de même qu'on désunit deux morceaux de marbre qui adhèrent en les faisant glisser l'un sur l'autre ou en introduisant un coin entre eux, de même les plongeurs, écartant le sable et la vase, amenant l'eau sous le navire, finiraient, à l'aide de leviers, par l'ébranler, le retourner, le relever. Et ne pourraient-ils miner des rochers et débarrasser les ports des écueils qui barrent leur entrée ?

Le projet de 1785 reçut le même accueil du ministre. De nouveau, Castries répondit avec bienveillance et aménité : « Je ne peux que vous louer du zèle qui vous porte à vous occuper de découvertes utiles ; mais il faudrait que celle que vous m'offrez eût l'approbation de l'Académie des sciences pour pouvoir en faire usage dans la marine ».

Trois ans après, en 1788, sans être découragé par ces belles paroles, Dagobert, alors major à Montdauphin, envoyait au ministre de la marine un mé-

moire dans lequel il proposait un moyen de travailler et de marcher sous l'eau comme sur terre. Ce mémoire fut soumis à la direction générale des ports. Elle fit à Dagobert la même réponse que Castries en 1785. Le mémoire présentait des idées très ingénieuses; on lui savait beaucoup de gré d'en avoir donné connaissance à la direction générale; mais « il n'était pas possible d'en ordonner l'épreuve, avant que l'Académie des sciences n'eût prononcé sur le mérite dont il était susceptible »¹.

Avant 1789, Dagobert est donc un excellent officier, épris de son métier, préoccupé de l'armée à laquelle il appartient et qu'il voudrait parfaite, hanté de l'idée qu'il faut changer la constitution militaire, envisageant les moindres côtés du problème, les menus détails du service comme les grands sentiments d'honneur et d'héroïsme, et, avec cela, il est avide de savoir, curieux de toutes choses, sagace, inventif. Mais il n'a pu trouver un protecteur influent et, par suite, il n'a pu se tirer hors du pair; ce sont ses actes de bravoure et surtout ses longs services qui lui valent, à la fin, le brevet de major.

1. Dagobert au ministre de la marine, 8 mars 1780, 1^{er} août 1784, 19 février 1788; et réponses du ministre, 24 mars 1780, 15 août 1784, 17 décembre 1785, 21 mars 1788 (A. D.); cf. *Ordonnance française*, p. XX-XXIII.

CHAPITRE III

L'Ordonnance française

I. Nouvelle méthode d'ordonner l'infanterie. — Les accessoires et l'Ordonnance. — Rapports du livre de 1790 et du Mémoire de 1780. — II. Composition de l'armée. — Peines et récompenses. — III. Discipline. — IV. Désertion. — V. « Conservation » du soldat. — Hôpitaux et grand air. — Chirurgiens. — Vivres. — Boucheries. — Mendians. — VI. Armes défensives. — Cuirasses. — Epées des officiers. — Moyens d'attaque. — VII. Armes offensives. — Le fusil. — Les exercices. — La marche. — Le tir. — VIII. L'Ordonnance ou colonne française. — Sa comparaison avec celle de Mesnil-Durand. — L'offensive. — Mépris de Dagobert pour l'artillerie et pour le nombre. — Le secret de Frédéric. — Appel à la valeur gauloise. — IX. Défauts de l'ouvrage. — Digressions. — Bizarries et exagérations. — Distinctions accordées aux femmes. — Disparition des patois. — X. Exemples saisissants. — Les troupes légères. — L'avancement. — Mollesse des contemporains. — L'armée doit être nationale. — Plus de chefs étrangers. — XI. Règlement de 1791. — La furie française. — Les chasseurs de Dugommier et d'Augereau. — Les « Institutions militaires » de La Noue de Vair.

I. Dagobert disait volontiers qu'il n'avait pas la démangeaison d'écrire : s'il écrivait, c'était pour être utile à sa patrie, pour « mettre sur la voie » ceux qui gardaient au cœur quelque peu de l'enthousiasme des Français d'autrefois. Aussi, sous la Révolution, reprit-il la plume, et, en 1790, lorsqu'il était major aux chasseurs du Dauphiné, il publiait sa *Nouvelle méthode d'ordonner l'infanterie* ou *Ordonnance française*¹.

1. *Nouvelle méthode d'ordonner l'infanterie pour le choc ou contre la cavalerie, combinée d'après les ordonnances grecque et romaine, pour être particulièrement l'ordonnance des Français. Précédée de*

Ce livre, aujourd'hui rarissime et le seul que Dagobert ait fait imprimer, mérite l'analyse.

Il se divise en deux parties : l'une concerne les *accessoires* sans lesquels les plus savantes ordonnances ne sauveraient pas une armée de la défaite ; l'autre est consacrée à l'*Ordonnance française*.

Les *accessoires*, ce sont les vertus guerrières, la discipline, les armes, les exercices ¹. Cette première partie rappelle en beaucoup de passages le Mémoire de 1780, et Dagobert en convient : il présente, dit-il moqueusement dans la préface, les mêmes vues que dix ans auparavant, mais elles ne fixèrent pas alors l'attention du ministre « trop occupé sans doute de chapeaux à quatre cornes ». Il traite donc une foule de points qu'il avait touchés en 1780 et, comme c'est son droit, il insère dans son livre des phrases entières tirées de son manuscrit.

C'est ainsi qu'il propose de nouveau de désigner dans chaque paroisse ou communauté, notamment près de la frontière, un certain nombre de particuliers qui seraient responsables et personnellement punissables s'ils avaient négligé visiblement d'arrêter un déserteur.

C'est ainsi qu'il demande de nouveau l'institution d'une Ecole supérieure de guerre. On a, dit-il, des

quelques réflexions et notions préliminaires sur l'importance de la science militaire, sur la discipline, la désertion, les armes offensives et défensives, et sur la vraie composition des troupes légères, par un major d'infanterie. De l'imprimerie de Veuve Hérisant, rue Neuve-Notre-Dame, 1790. In-8°, LXIV et 164 p. Les pages I-VIII sont dédiées à Messieurs les officiers français et signées « Dagobert de Fontenilles, major des chasseurs royaux du Dauphiné. »

1. P. IV. Il ne s'occupe pas de la constitution des régiments qu'il trouve, après avoir mûrement pesé le pour et le contre, à peu près aussi bonne qu'elle peut l'être ; il n'est besoin, dit-il, (p. LX) d'y faire aucun changement, ni de les augmenter ni d'en réformer un seul homme.

académies pour l'avancement des sciences et des arts, et l'on n'a pas d'académie pour perfectionner la science sans laquelle toutes les sciences, tous les arts et l'Etat même peuvent être précipités dans le néant. Le premier des établissements littéraires ne devrait-il pas être une Académie militaire ? « Vaut-il mieux faire des éloges, des inscriptions que de chercher les moyens de rendre glorieux et durables les destins de l'empire ? » Et, comme dans le Mémoire de 1780, il désire que cette académie militaire examine une quantité de questions ; les sujets y seraient approfondis et, selon l'expression dont il usait déjà dix années auparavant, les idées, mises au creuset et passées à la coupelle ¹.

II. Mais venons à la première partie du volume. Comment, dit Dagobert, se compose l'armée française ? Peut-on se flatter d'avoir des soldats quand on prend des misérables dans la rue pour les revêtir de l'habit et du nom de soldat ? Et, quand ce soldat est forcé pour manger ou avoir une chaussure, de pratiquer les besognes les plus basses, peut-on lui demander des sentiments fiers et élevés, peut-on exiger de lui qu'il soit sensible à la honte, qu'il craigne l'ignominie plus que la mort ? La constitution des Etats modernes ne permet pas sans doute que l'homme de guerre soit choisi uniquement dans la classe des propriétaires, des « possédant fonds ». Mais, au moins, le soldat ne devrait-il pas « avilir, prostituer son être, en se livrant à des travaux dédaignés par les derniers du peuple ».

Le principal effet des institutions militaires sera

1. Pages XVI-XIX.

donc d'inspirer aux soldats l'amour de la patrie et de la gloire ainsi que le courage. Il faudra dispenser à propos les peines et les récompenses. Non que la peine doive être une douleur physique, et la récompense un don pécuniaire. La peine, ce sera d'être exclu d'une fête ou privé d'un grade; la récompense, ce sera un applaudissement, une louange, une branche de laurier. On emploiera les bonnes paroles, ce moyen tout-puissant sur l'esprit des Français! « Ah! les belles machines, disait un officier, que celles que l'on monte avec la langue! » Que de généraux ont dû leurs exploits au talent qu'ils avaient d'élever l'âme de leurs soldats! César leur épargnait-il les mots affectueux et les caresses? Ne les traitait-il pas en camarades? Alexandre ne fit-il pas rendre les honneurs funèbres et dresser des statues à ceux qui mouraient pour lui? « Et nous, après une bataille, quel état faisons-nous des tristes restes de nos héros ¹? »

Comme dans le Mémoire de 1780, mais avec plus de précision, Dagobert propose de célébrer tous les ans un service pour les braves qui se sont sacrifiés à la patrie : on prônerait dans cette fête funèbre le dévouement de d'Assas et de tant d'autres; les noms de ceux de la paroisse qui auraient versé leur sang pour l'Etat, seraient inscrits dans un cartouche environné de lauriers, et le pasteur ferait leur panégyrique. Mentionner dans les prières publiques l'homme de cœur qui a perdu la vie d'une manière glorieuse, c'est rappeler le souvenir d'une belle action, c'est « en conserver le germe ² ».

1. Pages 3, 4, 5, 9, 10.

2. Pages 11-12.

Comme dans le Mémoire de 1780, Dagobert propose d'accorder au vétéran quelques exemptions d'impôts. Il y ajoute, cette fois, d'autres privilèges : une place de distinction dans l'église ou à la procession de la paroisse, « bagatelles qui ne laisseraient pas de faire revivre l'esprit militaire et le goût du service ». Il souhaite la suppression de l'Hôtel des Invalides. Que les vieux soldats touchent la moitié, même le quart « de ce qu'il en coûte pour eux dans le superbe hôpital où bon nombre de ces braves gens gémissent de se voir renfermés » ; qu'ils aillent dans les campagnes se rendre utiles par leurs propos, par leurs récits; qu'ils y soient « des professeurs de bravoure, d'honneur et de patriotisme ». Nos anciens chevaliers n'ont-ils pas « entretenu et transmis leur intrépidité par le récit de leurs prouesses » et, lorsqu'elle entendait les éloges qu'ils recevaient, la jeunesse ne désirait-elle pas leur ressembler ¹?

III. Le chapitre sur la discipline est un des meilleurs de l'ouvrage. Chaque nation, écrit Dagobert, a son caractère distinct et sa discipline particulière fondée sur ses mœurs et ses préjugés. Si l'Allemagne a la plus haute idée du bâton et des merveilles qu'il opère, la France ne connaît que le pouvoir de l'honneur, et l'honneur y sera la base de la discipline. Lorsque le vainqueur de Port-Mahon craint que l'ivresse ne nuise au succès de son attaque, fait-il dresser des gibets et entourer son camp de sentinelles? Non : il fait dire à l'ordre que tout soldat qui sera pris de vin, ne montera pas à l'assaut.

1. Page 13.

« Voilà, s'écrie Dagobert, comme il faut mener les Français, et malheur aux admirateurs de la Prusse qui ont introduit l'usage des coups de plat de sabre ! Cette invention moderne est digne du pays où l'on prend l'automatie pour le dernier degré de perfection ¹ ». L'enthousiasme peut-il s'allumer chez ceux qui tremblent sous la verge ? La crainte du bâton empêcherait-elle à la veille d'une bataille le poltron de se cacher ? Au contraire, dans un hôpital, le malade, entendant la voix de l'honneur, se traîne à la suite de ses drapeaux. Faites donc naître et croître dans l'âme du Français le sentiment sublime de l'honneur, piquez-le de générosité, mettez en jeu son amour-propre, employez les procédés honnêtes et non pas la dureté envers une nation qu'on peut conduire par des éloges. Si la dureté obtient l'immobilité dans les rangs, les éloges obtiennent le courage et la constance. L'usage du bâton convient à l'Allemagne, et pour qui fut soumis aux verges dès son bas âge, elles n'ont rien de révoltant ; les généraux allemands disent volontiers qu'ils ont reçu du bâton et que le bâton est le roi de la terre ; mais un pareil régime n'est pas fait pour le peuple « à qui il répugne le plus de se voir frap-

1. C'est ce qu'avait dit Dubois-Crancé dans ses *Bases de la constitution militaire* (Iung, Dubois-Crancé, I, p. 112), que le soldat français n'est pas un automate, qu'on avait cherché vainement à le travestir en Allemand, qu'il ne sert que par honneur. « Les coups de plat de sabre, écrivait Rivarol (*Mémoires*, p. 76) et toute la discipline du Nord ont désespéré les soldats français ; les faiseurs qui ont substitué le bâton à l'honneur, mériteraient qu'on les traitât d'après cette préférence ». Cf. les *Mémoires* de Miot, I, p. 25 : « L'orgueil national repoussait ces innovations, ces essais imprudents et si contraires au caractère français ; on avait saisi le moment où tous secouaient leurs chaînes pour en imposer de nouvelles aux soldats et les réduire au rôle d'automates. »

per ». L'homme, abruti de coups, ne marche comme l'esclave qu'au bruit du fouet et n'a pas d'énergie personnelle ; ce n'est pas avec des soldats menés à coups de plat de sabre que Henri IV eût conquis son royaume, et Louis XIV tenu tête à l'Europe ¹.

Il faut donc punir légèrement les fautes légères : consigne, salle de discipline, prison au pain et à l'eau, corvées, exercices. Mais il faut châtier rigoureusement la désobéissance, la mutinerie, l'insubordination, la désertion ; pour de si lourdes fautes, le coupable sera traduit au conseil de guerre, condamné à recevoir plus ou moins de coups de ceinturon, envoyé dans les colonies, et cette relégation en un pays lointain où les coups de nerf de bœuf ne sont pas ménagés, serait un épouvantail qui ferait pour le moins autant d'effet que les galères. Le soldat ne craint pas la mort ; il craint d'être déshonoré et de perdre sa liberté ; il aime à courir, à se pavaner, à se faire voir, et le priver de ce plaisir est pour lui une punition plus sensible qu'on ne se l'imagine.

Il y a d'ailleurs d'excellents moyens d'assurer la discipline. C'est qu'il y ait sur trois hommes un répondant ; c'est que dans une escouade composée de douze hommes, de deux appointés et de deux caporaux, les douze hommes soient confiés aux quatre autres, et qu'aucun ne puisse sortir du camp sans être accompagné de son garant : dès lors, plus de pillage et de maraude. C'est que le soldat soit ponctuel, assujetti à des appels comme à des inspections, qu'il observe strictement l'heure et le

1. Pages 16-22. A l'armée d'Italie, Bonaparte, apprenant que Delmas a frappé de la canne plusieurs soldats, lui écrit que cette correction est entièrement contraire à nos principes. »

moment, qu'il ait l'habitude d'exécuter les ordres à la minute. C'est que l'officier assiste aux appels : il oblige ainsi les sergents et les caporaux à s'y trouver ; il empêche le soldat de leur manquer de respect et il les empêche eux-mêmes de traiter le soldat avec humeur et injustice. C'est qu'il y ait à la tête du régiment, non un seigneur de la cour qui ne fait qu'apparaître, mais un officier général présent en hiver et en été, capable par suite d'établir l'obéissance et de monter les choses sur un bon pied, imposant l'exactitude du service, limitant dans les routes le nombre des équipages et des voitures, prévenant la confusion dans les marches et veillant à l'ensemble. Tous feraient ainsi leur métier ; le capitaine viendrait chaque jour au quartier ; l'officier de semaine ne négligerait pas la visite des chambres. Non qu'il faille toujours manier la verge de fer ; il faut se garder à la fois de la rigueur et de l'indulgence. On punira sévèrement celui qui passe la nuit au jeu ou dans son lit lorsqu'il est de garde ; on n'infligera que des arrêts de vingt-quatre heures à qui n'a commis qu'une inadvertance ¹.

IV. Comme dans le Mémoire de 1780, Dagobert s'étend sur la désertion. Selon lui, elle a, depuis vingt à trente ans, fait perdre à la France plus de soldats qu'il n'en faudrait à un autre Alexandre pour conquérir le monde ; les chaînes, les galères, la mort même n'ont pas arrêté l'épidémie. C'est que les innovations ont dégoûté le soldat. La désertion serait infiniment moindre si la discipline était plus conforme, plus « analogue » au caractère national.

¹. Pages 23-29.

Il faut, répète Dagobert, mettre en jeu le mobile le plus puissant sur les cœurs français, c'est-à-dire l'honneur. Il faut « imprimer plus décidément le sceau du déshonneur » sur ceux qui désertent, donner plus d'appareil à leur contumace, les déclarer traîtres devant le régiment, défendre toute communication et toute correspondance avec eux, enregistrer et afficher leur ignominie dans le lieu de leur naissance, apprendre à leurs compatriotes qu'ils sont infâmes et expulsés de la société. « Il en est du soldat comme des femmes ; c'est l'honneur, c'est la vertu qui doit les garder bien plus que les prisons et les verrous. »

Un grand moyen d'attacher les soldats à leurs drapeaux, c'est l'instruction. Qu'on leur persuade que c'est s'avilir, que c'est dégrader leur être et la dignité du nom français que d'aller chez l'étranger mendier une subsistance incertaine, y faire le portefaix, y recevoir la bastonnade et des humiliations de tout genre. Qu'ils s'honorent de leur état. Combien d'entre eux se piquent d'avoir enduré la misère ! Qui ne les a pas entendus se vanter d'avoir mangé du cheval au siège de Prague ? « Sitôt qu'il y verra de la gloire, on peut tout attendre du Français. » Qu'ils aient donc l'enthousiasme de l'honneur. Quand le stoïcien avait dit *major sum et ad majora natus*, il était au-dessus des revers de la fortune ; eh bien ! qu'ils disent de même : « J'ai trop d'âme et je me respecte trop pour me vouer à d'autres drapeaux qu'à ceux de mon prince ; ni la douleur ni la mort ne m'effrayent, mais je crains le déshonneur ; c'en serait un que d'abandonner ma patrie ».

Aussi Dagobert ne veut-il pas que les déserteurs

rentrent dans l'armée. La présence de ces gens qui se font une gloire du nombre de capitaines qu'ils ont trompés, n'est-elle pas un scandale incessant? Quel exemple pernicieux, quelle peste pour la jeunesse, toujours portée à croire aux exagérations que lui débitent ces « rouleurs de pays »! Il faut chasser sans ménagement les déserteurs qui continuent leur service après avoir passé par les baguettes. Ne sont-ils pas méprisés, déshonorés? N'a-t-on pas vu des soldats se priver de la soupe plutôt que de la manger avec eux? Un seul d'entre eux a-t-il jamais fini son temps? Un seul est-il devenu bon sujet? Qu'on punisse les plus coupables par les galères à perpétuité et qu'on envoie aux îles ceux dont la faute n'a pas autant de gravité. Le recrutement des troupes coloniales coûtera beaucoup moins, l'homme perdu pour le régiment ne sera pas perdu pour l'État, et il remplacera le brave garçon qui dans ce climat aurait peut-être péri.

Dans son Mémoire de 1780, Dagobert disait déjà que l'ennui est une des causes de la désertion et qu'on doit par suite occuper les soldats. Il voudrait qu'ils eussent la permission de faire, même dans la chambrée, des bas, des boutons, du filet, et, pour qu'ils prennent le goût et l'accoutumance de ces travaux utiles, qu'ils soient exemptés de quelques exercices de détail.

Il s'élève contre le long séjour dans les mêmes villes. Les jeunes gens s'engagent pour voir du pays et rassasier leur curiosité. Les tenir dans des garnisons permanentes, c'est leur donner de mauvaises habitudes; les uns s'énervent et s'amollissent, les autres se laissent aller au désespoir; à

Montlouis et à Montdauphin des soldats se sont jetés du haut des remparts. On dira que les marches des troupes causent du dommage aux provinces. Mais elles sont un exercice nécessaire. Qu'on diminue les équipages et ces immenses magasins que le régiment traîne à sa suite; que les transports se fassent par des rouliers. Si le soldat était consulté, il aimerait mieux payer ses frais de route sur sa solde que de se morfondre des années entières dans le même endroit ¹.

V. Comme dans le Mémoire de 1780, Dagobert consacre plusieurs pages à la « conservation » du soldat ².

Il revient sur l'insalubrité des hôpitaux où succombent, selon lui, les trois quarts de l'armée, et il entre, cette fois, dans les détails. C'est ainsi qu'il parle de la fièvre d'hôpital dont le malade ne guérit que s'il passe dans un autre hôpital, parce que « le mouvement de la voiture et le changement d'air lui font plus que toutes les potions de la médecine ». Lorsqu'il traite des hôpitaux ambulants, il propose de pratiquer aux extrémités des salles de larges baies de la même hauteur que la salle et de les tenir souvent ouvertes : qu'on couvre bien le malade; ce n'est pas le vent, ni le froid, ni le grand air qui le fera périr.

Le grand air, voilà ce que Dagobert recommande avant tout. « Les vents, dit-il, emportent les principes d'insalubrité répandus par la rivière d'Aude

1. Pages 34-45.

2. Chap. VI, *Soins et conservation du soldat*, pages 50-60 et xxiv. Cf. les leçons de Chaussier sur les moyens d'entretenir la salubrité parmi les troupes (A. Chuquet, *L'Ecole de Mars*, p. 137-139).

sur la plaine de Narbonne, et, pour peu que ces vents cessent de souffler, la santé des habitants n'est pas longtemps sans s'en ressentir; dès lors, le mouvement imprimé à l'air d'une salle d'hôpital par quelques machines dans le goût de celle dont on se sert pour vanner les blés, serait un moyen de l'assainir ¹. »

Il insiste sur les soins que réclament les blessés. Comment leur porter sur le champ de bataille un secours prompt et efficace? On ne peut adjoindre un chirurgien à chaque détachement. Mais pourquoi le frater-barbier de chaque compagnie n'assisterait-il pas en temps de paix aux leçons que les élèves en chirurgie reçoivent dans les hôpitaux? Pourquoi n'apprendrait-il pas, sous les yeux des chirurgiens-majors, à panser les plaies? Ces fraters ne vaudraient-ils pas les jouvenceaux qui viennent à l'armée, non comme des hommes de l'art, mais comme des garçons bouchers, couper bras et jambes? Quelques-uns ne sauraient-ils pas aider, suppléer le chirurgien-major? Chaque détachement qui fait le coup de fusil n'aurait-il pas de la sorte, sinon un habile praticien, du moins un apprenti chirurgien capable de poser un premier appareil? Le régiment ne serait-il pas une espèce d'école pour les jeunes gens qui se destinent à l'état de chirurgien? Et, plus tard, les bons sujets qui se formeraient ainsi ne reflueraient-ils pas dans les campagnes où tant de malheureux sont victimes de l'ignorance et du charlatanisme?

De même que dans le Mémoire de 1780, il s'indi-

1. « Assainir » est un néologisme, et Dagobert écrit le mot en italique.

gne contre les fournisseurs et entrepreneurs qui s'enrichissent par des moyens odieux, et il propose de créer des inspecteurs des vivres. Qu'on apporte plus de soin dans la fabrication du pain de munition. Ce n'est rien si les matières sont de bonne qualité; mais les blés ne sont pas purgés d'ivraie et de poussière; tout cela fait poids, tout cela augmente le nombre des rations. Qu'on examine donc sévèrement les blés destinés à la troupe.

Il recommande pareillement de ne pas établir de boucheries et de ne pas tolérer d'amas d'ordures et d'immondices dans le voisinage des camps et des casernes. Le logement des gens de guerre doit être, dit-il, de la plus grande salubrité; ne les voit-on pas dans certaines places habiter des casemates, des espèces de souterrains humides et malsains? Il veut que les médecins de l'armée fassent des observations, des expériences sur la qualité de l'air, de l'eau et des aliments: « La force de l'armée tient à la vigueur des individus qui la composent; cent soldats bien dispos feront plus que mille malades. »

De même que dans le Mémoire de 1780, il ne comprend pas qu'on élève de superbes et immenses édifices pour y rassembler des mendiants. Pourquoi ne pas convertir une partie de ces coûteux hôpitaux en maisons de correction où les personnes de mauvaises mœurs seraient ramenées à l'amour du travail? Et derechef il souhaite que les mendiants soient placés chez des particuliers et que chaque commune pourvoie à leur subsistance.

VI. Après avoir entretenu le lecteur de la discipline des troupes et des soins qu'il faut leur don-

ner. Dagobert en vient à leurs armes défensives et offensives.

Un des moyens d'augmenter le courage du soldat et de lui « donner de l'âme », c'est l'espèce et la qualité de ses armes. Le Romain eût démenti sa bravoure à l'aspect des ennemis si son casque, son bouclier, sa cuirasse ne l'avaient rassuré. Les légions de Marius osèrent combattre les Cimbres parce qu'elles sentaient l'avantage que leur armure leur donnait sur ces colosses presque nus. Gratien précipita la chute de l'empire quand il permit de quitter la cuirasse. Carmagnola vainquit l'infanterie suisse, profonde, serrée, hérissée de hallebardes et de pertuisanes, lorsque ses hommes d'armes, descendus de cheval, se glissèrent, grâce à leur cuirasse, entre les piques de l'adversaire.

Dagobert préconise donc la cuirasse. Que des militaires regardent comme indigne d'eux de se mettre à l'abri du danger, et qu'ils affectent de se montrer à découvert ! Bayard dédaignait-il la cuirasse ? Le « prince des poètes » ne dit-il pas que Vulcain avait fait les armes de l'invulnérable Achille ? Sans doute, remarque Dagobert, les membres de nos contemporains, ces membres « délicats, voués au luxe et à la mollesse, énervés par la débauche », ne souffrent plus l'armure de jadis. Mais ne pourrait-on y suppléer par quelque chose d'approchant : pour l'officier, un corset de taffetas piqué, comme voulait le maréchal de Saxe, et pour le soldat, son sac déployé et étendu sur la poitrine ? Quand ce moyen ne le garantirait que de deux ou trois balles mortes, quand il ne ferait que lui inspirer plus de hardiesse et de confiance, il ne serait pas à mépriser ni à négliger. Lorsque le marquis

de Cursay commandait en Corse, il engagea ses volontaires, qu'il envoyait assaillir une position de conséquence, à porter chacun un matelas devant soi, et les volontaires, se croyant protégés contre les balles, coururent au poste et le prirent sans y perdre personne. Or, que font nos officiers ? Ils n'ont qu'une épée, et quelle épée ! Une courte et faible épée pour parer un coup de sabre ou de baïonnette ! Aussi, quelle est leur contenance quand ils voient la cavalerie ou l'infanterie fondre sur eux ? Et Dagobert raconte qu'à Soest, en 1758, il ne vit pas sans émotion s'ébranler les escadrons qui venaient charger le régiment de Tournaisis ; il n'y avait pas un officier qui n'eût voulu pour beaucoup avoir un fusil muni d'une baïonnette : « Je me saisis, dit-il, d'une traverse de tente, et je fus fort heureux de l'avoir eue. » Que l'officier se revête donc d'un corset cuirassé ; qu'il s'arme d'un bon fusil et d'une bonne et solide épée, comme celle de Charles XII, d'une épée dont la poignée puisse s'adapter en guise de baïonnette au bout du fusil : il aura, s'il essuie une charge de cavalerie, une excellente arme de longueur, meilleure que la pique, que l'esponton et que la hallebarde, « dont quelques généraux ont regretté de ne pouvoir plus fraiser leurs bataillons ».

Notre major met au rang des armes défensives tous les moyens dont on use pour épargner le sang des hommes, et il répète en cet endroit ce qu'il avait dit dans son Mémoire de 1780 sur les puits coniques disposés en quinconce, le feu des broussailles et les tonneaux goudronnés. Si mauvaise que semble une position, elle doit être défendue, et il ne faut pas, ainsi que certains officiers pendant la

guerre de Sept-Ans, consommer en hâte ses munitions, faire tuer quelques braves gens, comme pour avoir un prétexte d'en finir, et battre aussitôt la chamade; il faut, tout en ménageant son monde et sa poudre, montrer de la résolution et opposer à l'adversaire une résistance opiniâtre; « c'est là le cas de dire, *tant vaut l'homme, tant vaut la terre* ».

De même, dans l'attaque des places. Les anciens se servaient de mantelets et de galeries couvertes. Ne peut-on, sans les imiter servilement, et au lieu d'ouvrir une dangereuse tranchée, pousser devant soi de gros ballots de laines, de crin, de bourre, voire de foin ficelé? Ne peut-on employer, en guise de galerie, des rouleaux de cinq à sept pieds de diamètre et d'une longueur de huit à dix pieds, placés à côté et en avant les uns des autres? Ne peut-on, à la faveur de ces épaulements, établir des batteries, élever des cavaliers de tranchée? Ne peut-on multiplier les chevaux de frise et les façonner de telle manière qu'ils soient facilement portés ou poussés en avant de la troupe ¹?

VII. Après les armes défensives, les armes offensives. Dagobert recommande, de même que dans le Mémoire de 1780, les petites pièces d'artifice qu'il nomme *pyrophores*. Mais il insiste sur le fusil. Il relève ses imperfections. Le fusil de munition repousse étonnamment quand on le tire, et des soldats en ont souvent la joue meurtrie et même tout en sang. Le chien qui devrait être assujéti en dedans de la platine, se détache parfois et se perd. Enfin, le soldat n'apprend pas à tirer juste; il s'amuse à la

1. Pages 61-71.

bagatelle; il se pose avec grâce : il précipite ses coups; il fait du bruit, comme si le bel air, la vitesse, le fracas étaient l'essentiel, et comme s'il n'importait pas avant tout de viser bien et de frapper le but. Quant à la baïonnette, Dagobert voudrait qu'elle soit aussi solide que la baïonnette des Prussiens; il la juge trop courte et il désire qu'elle ait vingt-quatre à trente pouces de long afin que le fantassin puisse éloigner les cavaliers sans être atteint par leur sabre; il souhaite même qu'elle fasse corps avec le fusil, qu'elle ne soit qu'un prolongement du canon. C'est son arme favorite, et il a peu de respect pour le feu. Qu'on aille seulement voir un tir à la cible! Combien touchent le but? Et que serait-ce si ce but ripostait? « Des automates contenus par des serre-files peuvent faire grand bruit avec leur feu; mais ce sera toujours pour les braves gens qui en viendront à la baïonnette, que sera le beau du jeu. »

Comme dans le Mémoire de 1780, Dagobert proclame l'utilité des exercices qui rendent le soldat plus fort et plus adroit. Il comprend que certains régiments aient des maîtres de danse et des maîtres d'armes : sans doute, danseurs et spadassins figurent mal devant le fusil et le canon; mais ces deux exercices donnent au soldat plus d'agilité, plus de souplesse, et cet air fier, dégagé, qui sied à l'homme de guerre et fait avantageusement présumer de son courage. Toutefois, il voudrait que les exercices qui sont le simulacre des combats, soient, de même que les manœuvres, plus faciles, plus simples. Sait-on qu'à la guerre le bruit de la mousqueterie et de l'artillerie empêche d'entendre les commandements et qu'il n'y a plus alors de sy-

métrie dans les feux ni d'ensemble dans les mouvements? Sait-on que ces « jolies promenades », ces « processions » qu'on exécute autour d'une place pour se mettre en bataille, n'ont aucune application en campagne; que l'adversaire n'a pas la complaisance de vous laisser prendre vos distances et points d'alignement; qu'en allant à lui sur un terrain inégal, sur un sol plein de creux, de fossés et de ravins tel que celui où il faut ordinairement combattre, il est impossible de marcher en rangs serrés d'un pas lent et bien emboîté, soixante-seize pas à la minute? « Depuis qu'on s'assomme de loin à coups de canon, depuis qu'un pas vite et léger est le seul moyen d'en esquiver l'effet, le seul moyen de n'être pas écrasé par l'artillerie, à quoi peut servir ce pas lent si ce n'est à votre perte? Plus vous mettrez de célérité à vous emparer d'une batterie, moins vous perdrez. Demandez à ceux qui ont fait la guerre si l'on marche le pas emboîté sur un champ de bataille. Demandez-leur si on marchait ce pas à Fontenoy, à Bergen, à Rossbach, à Minden! » Donc, pas de lenteur à la guerre; la lenteur est nuisible, pernicieuse; elle annonce l'irrésolution et la peur; elle donne aux ennemis le temps de se reconnaître, de « se faire une âme » et de multiplier leur tir. Au contraire, l'audace d'une marche vive et rapide les déconcerte, les frappe d'effroi; ils font moins de décharges, ils les font précipitamment, avec moins de sang-froid, et elles ont moins d'effet. « Si une troupe doit être détruite, anéantie même dans la première circonstance, elle ne perd presque personne dans la seconde. » Aussi, par instinct, le Français a-t-il de tout temps couru, et non marché, au combat. Fixer la vitesse de la

marche à soixante-seize pas par minute est une maladresse et une méprise. Quoi, les marcheurs les plus ordinaires font une lieue à l'heure, et le soldat le plus leste, le plus « véloce » de l'Europe ne fera qu'une demie-lieue par heure! Que serait devenue l'armée du maréchal de Broglie si elle n'avait devancé l'adversaire dans la position de Corbach? Combien d'occasions où l'honneur, « génie tutélaire de la France », a donné des ailes au soldat! La perfection de la marche, conclut Dagobert, ce serait d'en augmenter la vitesse.

Il termine ce chapitre sur les exercices en recommandant, comme dans le Mémoire de 1780, le tir à la cible. « On devrait tirer d'abord homme par homme et ensuite par peloton; chaque peloton aurait sa cible; le peloton dont la cible aurait reçu le plus de balles, recevrait un prix d'émulation ».

Ce qu'il dit de la façon d'exécuter les feux, présentait alors, selon ses propres termes, quelque importance. Le premier rang n'a pas besoin de mettre genou en terre : position défavorable, souvent impossible et qui entraîne le soldat, lorsqu'il entend le sifflement des balles, à ne plus se relever et à « faire ventre à terre ». Que les trois rangs restent debout. Mais, pour qu'il n'arrive pas d'accident aux hommes du premier rang, le premier et le deuxième rang prendront bien la position d'à droite, le troisième rang, faisant *en joue*, s'avancera bien dans le créneau, puis, après avoir tiré, il reculera pour charger et, sitôt qu'il aura chargé et toutes les fois qu'il aura à faire *feu*, il se serrera sur le deuxième rang et s'avancera bien dans le créneau; les trois rangs chargeront ainsi dans la position d'à droite sans que le premier fasse la pi-

rouette inutile qui se produit quand on passe l'arme à gauche pour mettre la cartouche dans le canon; si l'on observe cette position d'à droite, le créneau demeure toujours ouvert, et l'homme, présentant moins de surface, présente moins de prise aux balles de l'ennemi. Mais ces feux doivent être exécutés en temps de paix, et ce n'est pas en répétant mille fois les temps de la charge avec des mandrins et des cartouches de bois ou de son que le soldat apprendra qu'il est dangereux de mettre plusieurs cartouches dans le canon et qu'il ne faut négliger aucune précaution pour ne pas blesser son chef de file ¹.

VIII. Ici commence la seconde partie du livre : *l'Ordonnance française* ².

« La manière d'arranger des soldats en troupe, l'organisation donnée aux différentes divisions de cette troupe, le placement symétrique et combiné au moyen duquel tous les individus qui composent cette troupe se prêtent un appui réciproque et sont aptes aux différentes évolutions militaires, voilà ce qu'on appelle *l'ordonnance*. »

Pourquoi voit-on la victoire se ranger presque toujours du côté des gros bataillons ? Pourquoi voit-on quelques escadrons de hussards ou de cavalerie jeter le désordre et l'épouvante dans l'infanterie ? Pourquoi une poignée de braves gens ne peut-elle actuellement « imposer à la multitude et faire respecter son désespoir » ? Parce que les Français n'ont pas une manière particulière d'ordonner l'infante-

¹. Pages 74-88; cf. pages VI-VII.

². Pages 88-135; cf. pages XIII-XVII.

rie, parce qu'ils n'ont pas de méthode, et cette méthode, Dagobert prétend l'exposer.

Elle ne consiste pas dans de petites manœuvres et des exercices de parade. Il ne s'agit pas de savoir monter la garde, de savoir imprimer à ses hommes un air guindé et un pas factice, ridiculement lent. Il s'agit de savoir lutter, de « créer une âme » aux soldats, de les placer, de les arranger de telle sorte qu'étant en moindre nombre, ils puissent combattre et même vaincre un ennemi supérieur. Cet arrangement, ce parti qu'on tire de ses troupes, cette connaissance de l'art de la guerre, cette *ordonnance*, les anciens ne l'ont pas ignorée. Grâce à l'ordonnance, les Grecs mirent en fuite des milliers de Perses. Grâce à l'ordonnance, Xénophon fit une retraite à jamais mémorable. Grâce à l'ordonnance, Alexandre et César s'acquirent de la gloire, et les Français qui, de rage, brûlaient leurs drapeaux à Blenheim, auraient-ils déposé les armes s'ils avaient pratiqué l'ordonnance, s'ils avaient pu par le moyen de l'ordonnance tenter une action de vigueur et opérer une trouée ?

Les plus savantes ordonnances ont été celles des Grecs et des Romains. Là-dessus Dagobert explique ce qu'était la phalange, si ingénieusement formée, pesante toutefois, difficile à remuer, et ce qu'était la légion, si facile à mouvoir avec ses trente manipules qui s'éloignaient ou s'approchaient selon le terrain et les circonstances, cette légion qu'un dieu, suivant l'opinion de Végèce, avait inspirée aux Romains, cette légion qui triompha de Pyrrhus et de l'Asie, mais qui dut céder à l'impétuosité des barbares quand « des changements eurent détruit sa force et défiguré son organisation, quand les ver-

tus guerrières eurent disparu ? Quelque science que l'on mette à ranger un triste troupeau d'animaux paisibles, ne doit-il pas succomber sous la fureur des loups » ?

Chez les anciens, remarque Dagobert, l'ordonnance, l'armure, les exercices, l'habitude des armes donnaient au militaire un ascendant qu'il n'a plus maintenant. Quelques légions suffirent pour contenir les Gaules. Que d'actions incroyables fit César avec des forces inférieures ! Comparez sa campagne d'Afrique avec les expéditions de Charles-Quint et de ses successeurs. Il avait peu de monde et peu de ressources ; il avait à son débarquement de grandes difficultés à surmonter ; il avait à combattre, outre les naturels, ses propres concitoyens, et le Numide d'alors ne valait ni pis ni mieux que le Barbaresque d'aujourd'hui. En fut-il de même lorsque les Espagnols se présentèrent devant Alger¹ ? C'est qu'ils n'avaient pas d'ordonnance. « J'ose assurer que, s'ils avaient été formés et ordonnés d'après la méthode que je propose, s'ils s'étaient portés sur l'ennemi d'un pas rapide et décidé, l'événement eût été tout différent et ils auraient perdu infiniment moins de monde. » Dagobert cite pareillement les troupes anglaises : « Ont-elles mieux réussi en Amérique, vis-à-vis des insurgés, ces troupes qui ont tant d'ostentation de leur discipline, de leur tenue, de leur méthode ? C'est le défaut d'ordonnance qui jette le militaire dans le discrédit, qui anéantit le courage et la confiance. Les Grecs s'informaient-ils du nombre des Perses ? Les Romains comptaient-ils les multitudes de Gaulois

1. Allusion à l'expédition de 1775.

et de Germains qu'ils avaient à combattre ? Ils avaient une ordonnance, et nous n'en avons pas. »

Chaque nation a son caractère, et ce caractère détermine le genre de combat qui lui est le plus convenable. Le flegme des Allemands les destine à la défense des postes. L'humeur bouillante des Français les rend plus propres à l'attaque, aux coups de main, aux luttes à l'arme blanche. Leurs pères, les Gaulois, ne marchaient-ils pas presque nus contre un ennemi couvert de fer ? Il ne faut donc pas étouffer le caractère national sous des pratiques étrangères et « faire de nous des automates, des poupées à ressort ». Le Français dont on voudra faire un Allemand, ne sera plus ni Français ni Allemand ; il perdra ses qualités sans en gagner de nouvelles. Or, c'est une grande qualité, dit Dagobert, que de mettre à la guerre de l'activité et du feu dans l'exécution. On nous prône une lenteur qui n'est bonne à rien, et la vivacité qu'on cherche à nous ôter, nos voisins cherchent à l'acquérir ; ils font leurs exercices au pas précipité, et le dernier qui sort d'un corps de grade reçoit, du bâton de son caporal, l'avertissement d'être désormais plus lesté.

Ayons donc et conservons l'impétuosité des Gaulois, l'impétuosité des Romains qui, à Pharsale, jetaient leur pilum en courant. Que de fois, comme à Cassano, nos soldats, n'écoutant que leur instinct, ont chargé à la baïonnette et par cette ardeur reconquis la victoire ! Ne vit-on pas à Goudelour le régiment d'Austrasie s'élancer de ses lignes et, après avoir culbuté les Anglais qui venaient à lui, se retourner contre d'autres Anglais qui s'étaient pendant ce temps emparés des retranchements, et, malgré leur vigoureuse résistance, se ressaisir de

son poste¹ ? « L'attaque, voilà ce qu'il faut aux Français ! »

Oui, il faut « aller chercher l'ennemi ». Sera-ce en faisant feu ou en fonçant à la baïonnette ? Mais le feu qu'on fait en avançant est peu soutenu, mal ajusté, et il ralentit la marche ; il ne convient pas à l'attaque, et, par son peu d'impulsion, par le flottement qu'éprouve nécessairement une longue ligne, l'ordre mince, l'ordre du feu, n'a pas les qualités de masse et de vitesse que l'attaque exige ; il n'a pas assez de solidité ; il est à la merci de la cavalerie ; la moindre charge suffit à le renverser.

L'ordre profond n'offre pas cet inconvénient. Dans cet ordre « tous les individus sont déterminés et poussés vers le but ; que les chefs de files soient de braves gens, le reste est forcé de suivre ». Et telle est l'ordonnance des Grecs et des Romains : il y avait en elle une « proportion bien combinée de masse et d'impulsion ». Xénophon, pressé par la foule des barbares, faisait baisser les sarrisses, chanter le péan et marcher à l'ennemi ; comme une citadelle ambulante, la phalange brisait tout devant elle. Voilà l'avantage de l'ordre profond, et voici, selon Dagobert, comment il faut l'organiser ; voici qu'elle sera la *colonne* ou *ordonnance française* :

On choisira dans chaque compagnie les hommes forts et robustes, les bons marcheurs, et ces gens d'élite, — cinq piquets par bataillon, — constitue-

1. Page 100. Cf. sur ce combat de Goudelour (1783), le plus brillant qui se soit livré dans les Indes, les *Mémoires* de Mautort, 283-296 ; mais Dagobert, entraîné par son argumentation, assure qu'Austrasie ne s'est pas amusé à faire feu ; Mautort dit qu'il y eut une très vive fusillade.

ront la première ligne. Le surplus de chaque compagnie, ceux qui marchent moins bien, vieux soldats, recrues, convalescents, formeront la seconde ligne : ce sera le corps de réserve, le point d'appui, qui alimentera la première ligne et la tiendra sans cesse au complet. Il y aura dans chaque bataillon deux parties : l'une de première ligne, l'autre, de seconde ; chacune manœuvrant séparément, à moins que le commandant ne juge à propos, selon les circonstances, de les placer sur le même front.

Les cinq piquets fournis par chaque bataillon, composés de 48 hommes en deux pelotons et commandés chacun par deux officiers, seront tirés des compagnies de fusiliers et de la compagnie de grenadiers. Quand la première ligne se formera en colonne d'attaque ou ordonnance française, le piquet de grenadiers sera en tête ; puis viendront par pelotons, l'un derrière l'autre, les quatre piquets de fusiliers. La colonne aura 16 hommes de front et 15 hommes ou même 18 de profondeur — non compris les deux files d'officiers et de bas officiers qui appuieront toujours le flanc extérieur de leur peloton. Pas de distance entre piquets et pelotons, pas d'intervalle, pas de serre-files ; tous les piquets serrés et unis pour s'entr'appuyer de l'épaule s'ils doivent « faire mur à la cavalerie ».

Il faudra exercer la colonne, lui montrer par des simulacres de combat comment elle doit joindre l'adversaire, la familiariser avec l'idée du danger, lui donner l'habitude de marcher avec beaucoup de vitesse sans flotter ni perdre son ensemble, et de telle sorte que le soldat ait l'aisance d'un pas entre les rangs, mais que tous, au signal de la charge, se serrant, s'appuyant de l'épaule, soient prêts à

parer le coup de sabre et à allonger le coup de baïonnette. Il faudra l'exercer également à diminuer son front par des doublements de file lorsqu'il s'agira de franchir un obstacle et de passer un défilé, l'exercer à se former et à se déployer, et les manœuvres que conseille Dagobert sont si simples et si faciles qu'elles suppléent à toutes celles qu'indiquent les règlements; tous les mouvements de la colonne se font vivement sans méprise ni confusion.

Vient, un jour, le combat réel. Chaque bataillon a sa colonne d'attaque ou de première ligne. A droite et à gauche de la colonne, et à la hauteur du premier rang, sont placés les chasseurs; ils éclairent pendant la marche l'avant et les flancs de la colonne, et, s'ils ne paraissent pas assez nombreux, on les renforce par les hommes les plus lestes de chaque compagnie; ils sont sur deux rangs; chaque homme du premier rang fait son feu, puis laisse passer celui du second rang, charge son arme et revient en courant pour ne jamais tirer en arrière de la tête de la colonne. Cependant cette colonne s'avance à grands pas, baïonnette croisée, le tambour battant la charge; son aspect, le feu des chasseurs, le bruit des tambours et des coups de fusil, la poussière, la fumée, tout impose aux ennemis; elle les joint, elle les culbute par la vitesse et la pesanteur de sa masse. Qu'un obstacle impénétrable se présente; alors, et rapidement, elle se déploie; les grenadiers s'arrêtent pour faire feu; à droite, à gauche, chaque peloton s'arrête, s'aligne, pour tirer de même, et la seconde ligne accourt à l'aide de la première pour la soutenir et la rallier. Que survienne une charge de cavalerie : la colonne

s'arrête pour faire de tous côtés le feu de file, tandis que les chasseurs, se repliant avec vivacité, se collent à ses flancs et à sa queue, et, genou en terre, s'apprêtent à tirer à bout portant. Ou bien elle marche, plus serrée encore, et, quand la cavalerie arriverait sur les premiers rangs, il y aurait toujours six baïonnettes au moins contre chaque cavalier, et les deux files ou les 30 ou 36 hommes, pressés et comme liés ensemble, opposeraient à cette cavalerie un rempart qu'aucun cheval ne pourrait renverser. Qu'on se rappelle le Schulenburg de l'*Histoire de Charles XII*, résistant en pleine campagne à la cavalerie suédoise. Qu'on se rappelle la légion romaine défiant la cavalerie et marchant même avec avantage à sa rencontre. Il est vrai que le légionnaire avait le casque, la cuirasse, le bouclier; mais notre soldat manie la baïonnette avec plus d'aisance, et il peut se garantir la tête par un mouchoir mis en anguille sur son chapeau et par des épaulettes doublées ou garnies de chaînettes.

Telle est l'*ordonnance française*. Du « mélange indigeste des individus de l'armée », on tirera une partie agissante, une première ligne, formée de gens d'élite qui, tous, auront la même facilité, la même vitesse des mouvements; plus d'officiers ou de sous-officiers âgés ou infirmes qui ralentissent la marche et qui, ainsi qu'il advient fréquemment, causent le malheur d'une journée en arrivant trop tard, mais des officiers, des sous-officiers, des soldats qui n'ont ni délicatesse ni indolence, qui sont assez robustes pour endurer la fatigue, qui donnent l'exemple de l'agilité comme de la bravoure. Dagobert juge que cette ordonnance présente tous les

avantages : organisation simple, effets vigoureux et prompts, les moyens les plus puissants dans chaque genre de combat, l'ensemble, l'impulsion, la rapidité du déploiement. Elle a, dit-il, la solidité et la profondeur de la phalange, la légèreté et la mobilité de la légion. Munie d'armes de jet et d'armes blanches, joignant aux coups de feu qui partent de ses premiers rangs l'aspect d'une masse hérissée de baïonnettes, elle aura le même succès que la légion. De même que la légion avec ses dix manipules de première ligne, offrait un front de dix têtes de colonnes, de même dix bataillons offrent dix colonnes de première ligne, et tandis que les chasseurs escarmouchent de même que les vélites, les colonnes, aussi vives, aussi indépendantes les unes des autres que les manipules, pourront marcher de front à égale distance ou se rapprocher pour frapper au même point ou, grâce aux bons marcheurs qui les composent, tourner l'aile de l'ennemi, harceler ses flancs, gagner ses derrières : que de fois la célérité seule a fixé la victoire !

Cette ordonnance ne vaut-elle pas mieux que l'ordre proposé par Mesnil-Durand, que cet ordre profond, que tous les bons militaires préfèrent à l'ordre mince ? Qu'on examine l'ordonnance de Dagobert et celle de Mesnil-Durand.

1° Dans toute entreprise qui exige de la célérité, il est nuisible de confondre dans le même rang l'homme fort et l'homme faible, le bon marcheur et l'éclopé et de tenir la vitesse des uns enchaînée par l'inertie des autres, c'est ce que ne fait pas l'ordonnance de Dagobert.

2° On sait combien varie l'effectif d'une compagnie ; dans l'ordonnance de Dagobert, jamais une

compagnie ne sera assez diminuée pour ne pas fournir son piquet de première ligne.

3° L'ordonnance de Dagobert ne sépare ni les voltigeurs ni les grenadiers de la troupe dont ils sont l'élite.

4° Dans l'ordonnance de Mesnil-Durand l'officier âgé ou infirme marche à son tour ou par rang d'ancienneté à la tête d'une colonne, et le lui interdire serait toucher à son honneur ; dans l'ordonnance de Dagobert, l'officier que la force et l'agilité ne désignent pas pour la première ligne, passe sans dépit à la seconde.

5° Combien la colonne de Dagobert, cette masse solide où tous se soutiennent et s'appuient les uns les autres, diffère de la colonne de Mesnil-Durand dont les divisions sont séparées par des distances quelconques, par la place de l'officier qui est à la tête, par la place de celui qui est en serre-file !

6° N'est-il pas utile au général d'avoir son armée partagée ainsi en première et en seconde ligne, l'une gardant les équipages et occupant une position, tandis que l'autre entreprend les opérations les plus importantes, les plus hardies, et trompe la prévoyance de l'ennemi, comme fit le maréchal de Saxe, quand il s'empara de Bruxelles au milieu de l'hiver ?

7° L'artillerie ne fera-t-elle pas plus de mal à la colonne de Mesnil-Durand, naturellement lente, qu'à celle de Dagobert qui marche avec la plus grande vitesse ? L'une recevra dix décharges, l'autre n'en essuiera pas deux.

8° Enfin, ce choix des hommes qui forment la première ligne, cette espèce de distinction, ne produit-

elle pas l'émulation, cette qualité précieuse à la guerre ?

Il y a dans cet exposé de Dagobert beaucoup de verve et même d'enthousiasme. Notre major s'enflamme en développant ses vues; il semble être en plein combat, et on croirait qu'il marche à la tête de cette colonne invincible dont il est l'apôtre. Les ennemis, postés et retranchés, peuvent attendre de pied ferme son attaque. Qu'importe? Il manœuvre; il a l'agilité, la facilité de se mouvoir; il menace leurs flancs, leurs derrières; il leur coupe les vivres; il les oblige à présenter la bataille; il court à eux dans l'endroit où ils l'attendent le moins, où leur artillerie n'est pas encore disposée de manière à lui faire grand mal. — Mais, si les ennemis l'assaillent, si ce sont eux qui viennent à lui? — Eh bien! qu'ils viennent! Qu'ils déploient sur leur front leurs nombreux canons. « Leur marche ne peut manquer d'être lente. J'ai tout le temps de reconnaître la partie faible, et je rentre aussitôt dans mes droits. C'est moi-même qui vais attaquer. Je me porte vivement sur le point où je juge qu'il est de mon avantage de frapper; je m'y porte avec une telle vitesse que je déconcerte leurs projets; avant que le développement de leurs forces ait pu s'exécuter, je suis sur leurs bras, j'y suis avec tant de célérité que cette redoutable artillerie sera peut-être enlevée avant qu'on soit parvenu à la mettre en batterie ¹ ».

Dagobert, lui, se passe de l'artillerie : elle ne peut suivre, écrit-il, la rapidité de sa marche et,

1. Pages 138-139.

pour attendre l'artillerie, pour se condamner à la lenteur ou à l'inaction, il n'ira pas sacrifier le plus important de ses avantages, l'attaque impétueuse. Les canons resteront donc à la seconde ligne afin de l'appuyer en cas d'événement et de l'aider à recommencer le combat. Ici, Dagobert fait de curieuses réflexions sur l'effet de l'artillerie. Il ne la redoute pas. Du train dont va sa colonne, dit-il, les canonniers ennemis, d'ailleurs empêchés par la fumée des coups de fusil et par la poussière, n'ont guère le temps de pointer correctement leurs pièces, et — comme à cette époque l'artillerie était disposée sur la ligne à la tête de chaque brigade — il n'aura jamais de feu à essayer que sur le point où se porte son attaque, le feu d'une seule brigade, et un feu qui ne sera pas long. N'y a-t-il pas d'ailleurs, même dans une plaine unie, des abaissements de terrain, des chemins creux qui mettent une colonne à l'abri des boulets et rendent les coups de canon incertains? L'artillerie ne fait son entier effet que sur des colonnes qui ne bougent pas. Si ces colonnes arrivent à grands pas, elle sera bien moins formidable qu'on ne le croit. A Fontenoy, le feu du canon put-il empêcher les colonnes anglaises, toutes pesantes qu'elles étaient, d'avancer, de dépasser nos redoutes et le bois du Barri? Et, si ces colonnes avaient été mieux organisées, si elles ne s'étaient pas soudain arrêtées en si beau chemin, que serait-il advenu de l'armée française?

Les épreuves de Metz, ajoute Dagobert, semblent n'avoir été faites que pour effrayer l'infanterie et n'en imposent qu'à ceux qui n'ont pas vu la guerre. Ce n'est pas sur ces expériences et ces données d'école qu'il faut asseoir son jugement. Combien les

coups de canon du polygone différent des coups de canon de la bataille! Pointer et viser de sang-froid et sans rien craindre, en prenant son temps, dans une direction horizontale, des toiles ou des planches qui ne bougent pas et ne ripostent pas, ajuster des objets quand ils sont stables, ce n'est pas ajuster les objets quand ils sont en mouvement, les ajuster dans des directions qui varient comme le terrain même, les ajuster sous les coups de fusil et de canon « quand on voit arriver à grand pas une troupe présentant l'image du carnage et de la mort ». Bien souvent l'effet de l'artillerie se réduit presque à rien. A quoi aboutit, en 1761, la caonnade d'Amœnebourg et quelles en furent les victimes, sinon ceux qui s'étaient imprudemment entassés derrière ou dans le moulin sur lequel se dirigeait tout le feu des ennemis? Ah! si l'on pouvait récapituler le nombre des coups de fusil et de canon tirés depuis l'invasion de la poudre dans toutes les batailles! Si l'on pouvait savoir le chiffre exact des tués et des blessés! Ce serait peut-être le meilleur moyen de rassurer ceux qu'intimide le bruit de l'artillerie. Le grand Maurice ne disait-il pas que le feu fait plus de bruit que de besogne, et n'a-t-il pas proposé de rendre la pique à une partie de l'infanterie? Ne rappelait-il pas que dans la guerre des Autrichiens contre les Turcs, des décharges exécutées à bout portant n'avaient presque tué personne? En 1745, à Preston, les Écossais étaient en colonne; ils mirent sept minutes à culbuter l'armée anglaise. En 1746, à Falkirk, ces mêmes Écossais, toujours en colonne, mirent douze minutes à s'emparer de l'artillerie et du bagage. Ils auraient vaincu pareillement à Culloden s'ils

n'avaient décidé, sur l'avis d'un ingénieur français, de défendre leur position par le feu et « de laisser là leur ordre profond ¹. » De semblables victoires obtenues sur des troupes régulières par des paysans et des gens sans discipline et sans connaissance de l'art militaire, démontrent la supériorité de l'ordre profond sur l'ordre mince, et que l'ordre profond ne serait pas anéanti par le canon, surtout s'il a de son côté l'agilité et l'impétuosité, s'il use de toutes les circonstances, s'il attaque de nuit ou par des brouillards le poste où les ennemis ont établi leurs pièces, s'il le tourne sur les flancs ou les derrières, s'il sait, grâce à la légèreté et à la mobilité de ses colonnes, se garer de l'effet de l'artillerie ².

En somme, la force d'une armée réside moins dans le nombre des combattants que dans leur science et leur valeur. Si le jeune Cyrus n'avait pas péri à Cunaxa, lorsque la balance penchait en sa faveur, il aurait eu l'obligation du trône à 10.000 Grecs, et ces Grecs n'étaient pas d'une autre trempe que les Français; mais ils avaient l'avantage que leur donnaient leur ordonnance et leur armure, et ce fut, répète Dagobert, par « la proportion bien combinée de masse et d'impulsion » qu'ils refoulèrent les peuplades hostiles qui se présentaient à eux sans ordre et pour ainsi dire sans armes.

Si les Prussiens ont acquis quelque réputation, ce n'est pas qu'ils fussent plus braves, mais ils avaient un chef qui savait son métier. Les manœuvres de Frédéric se réduisaient à réunir et à diriger des forces supérieures sur le point qu'il était essentiel

1. Cf. Voltaire, *Siècle de Louis XV*, chap. XXV. « Ils ne firent point leur attaque ordinaire qui était si redoutable. »

2. Pages 140-155.

d'occuper. Qu'étaient ces « changements de position », ces « grands quarts de conversion » que des enthousiastes ont regardés comme le dernier degré de la perfection? Frédéric allait simplement à son but « par un mouvement prompt et par le chemin le plus court ». L'exercice à la prussienne tourna toutes les têtes et fit prendre le change à l'Europe; on se figura que des troupes qui tiraient six coups par minute triompheraient infailliblement; mais Frédéric dut ses succès moins à la vivacité de son feu qui, d'après les bons militaires, n'était pas du tout meurtrier, qu'au choix de ses positions, à l'art de cacher ses mouvements, à la vitesse de ses bataillons, à la célérité qu'il mettait à renforcer ses ailes ou à tourner l'adversaire ¹.

Et nous, s'écrie Dagobert, « c'est de l'immobilité et de la lenteur que nous ambitionnons, quelques mouvements de parade, quelques manœuvres impraticables à la guerre! Cela peut être bon pour amuser des femmes ou des prélats; mais, pour la guerre, c'est de la vivacité qu'il faut; cette vivacité donne l'air d'audace et de sûreté qui annonce le courage et impose à l'ennemi »!

C'est par quoi se termine son livre, par un appel à la valeur gauloise : « Elles étaient en partie composées de Gaulois, ces légions de César dont il disait qu'avec elles il aurait attaqué l'enfer. Le sang de ces Gaulois coule dans nos veines; qu'on nous donne un autre César et l'on verra ce qu'il nous reste de leur énergie! Nation généreuse, quels

1. Le maître de Dagobert, M. de Vair (*Nouv. const. mil.*, II, 68) attribue pareillement les victoires des Prussiens à Frédéric, « au vaste génie qui les conduit », à « la liberté dans leurs mouvements », à leurs « développements célèbres et inattendus. »

seraient tes glorieux destins si, au lieu d'*éjoindre* les ailes de ta valeur, on secondait en toi l'instinct et le courage, si, au lieu d'une lenteur pernicieuse, on revenait à l'attaque impétueuse de nos pères! C'est alors que l'on verrait que nous savons braver le feu, et qu'il n'est pas effacé de nos cœurs, cet ancien proverbe français qui dit que *le canon ne tue que les malheureux et ne fait peur qu'aux poltrons!* ¹ »

IX. Le livre de Dagobert offre quelques défauts. L'avant-propos, qui compte soixante pages, est vraiment long. L'auteur expose avec trop de détails les matières qu'il développera dans le corps de l'ouvrage. Il s'étend avec complaisance sur les émanations des eaux, sur l'assainissement de l'air, sur l'usage des acides et des alcalis ². Lui-même convient qu'il a intercalé dans cette préface plusieurs idées étrangères à son sujet, et que certains des aperçus qu'il hasarde n'intéressent pas directement l'art de la guerre. C'est ainsi qu'il reproduit ses observations sur les remèdes contre la peste et son projet de descendre sous l'eau : Dagobert allègue que ce projet peut être d'une grande utilité aux défenseurs d'une place assiégée; mais, en réalité, il s'adresse à ceux qui voudraient travailler sous l'eau et ramasser les effets des naufragés, visiter la carène d'un vaisseau, relever des ancres, établir ou réparer un môle ou un port ³.

Dans le livre même, comme dans le *Mémoire de 1780*, il y des bizarreries et des exagérations.

1. Pages 157-164; cf. page LXI.

2. Page xxvi.

3. Pages IV, XIX-XX, XXXIII, LIII.

Dagobert voudrait que les souliers du soldat fussent carrés, parce qu'il ne pourrait les vendre au paysan qui, sous cette forme, ne les achèterait pas ¹.

Il désire qu'une loi « aussi juste que morale » prescrive les égards que mérite la profession de l'homme de guerre. Dans des endroits, dit-il, des brutaux se font une bravade d'insulter le soldat et de lui marquer du mépris. Et pourtant, la règle du soldat est en quelque sorte monastique ; elle exige un sacrifice continu de la liberté ; voué aux privations, il doit n'avoir à soi ni goût ni volonté ².

Il demande que les fils de quiconque aurait servi aient dans les écoles une place de distinction ³.

Il propose de « diriger l'influence du beau sexe vers le bien public ». Les applaudissements des femmes ne furent-ils pas toujours un « aiguillon puissant », et leurs mépris ne sont-ils pas encore « l'effroi des poltrons, l'ostracisme qui relègue le faible ou le malheureux dans l'obscurité d'un cloître ? » Eh bien ! qu'elles aient les mêmes distinctions que leur mari. Le ruban que porterait sa femme n'ajouterait-il pas à l'énergie du chevalier ? L'épouse, la mère de l'homme qui se signale par une action d'éclat, n'a-t-elle pas été le premier mobile de sa valeur ? Pourquoi ne recueillerait-elle pas sa part d'honneur ? Les traits de courage et de fermeté dont certaines cérémonies, comme la procession de Beauvais, perpétuent la mémoire, deviendraient ainsi plus communs parmi le beau sexe. Quel Français ne volait à la défense de son prince en voyant Jeanne d'Arc endosser la cui-

1. Page 43.

2. Pages 8-9.

3. Page 33.

rasse ? Dunois, faisant combattre la Pucelle à ses côtés, avait trouvé le vrai moyen d'exciter l'émulation et de réveiller l'ardeur guerrière : « les Anglais attribuèrent à sortilège ce qui ne fut que l'effet du génie de ce général ¹ ».

Pour guérir les Français de la manie de courir le monde, il souhaite qu'on leur inspire de l'éloignement ou du dédain pour les autres nations ².

Il exprime le vœu que le Provençal et le Bas-Breton finissent par parler français, et qu'on ne soit pas forcé, dans la plupart des provinces, d'avoir un interprète avec soi : tous les sujets de l'Empire français doivent être liés par l'identité de la langue comme par l'identité des principes d'honneur et de patriotisme. Il faut, dit Dagobert, que « tous les patois disparaissent ! ³ »

X. Mais l'étude de Dagobert présente de très sérieuses qualités. L'auteur écrit avec franchise, avec simplicité, et, pour parler comme lui, sans se parer de mots grecs ou latins qui frappent l'attention, sans prendre le ton du charlatanisme qui annonce de grandes réformes ⁴.

Des exemples justes et saisissants appuient ses assertions. Il rappelle que Trajan coupait ses vêtements pour bander les blessures des soldats, et que saint Louis dut, après la bataille de la Mansourah, envoyer à la mer les corps jetés ou tombés dans le Nil parce qu'ils revenaient sur l'eau et infectaient le camp.

1. Pages 13-15.

2. Page 36.

3. Page 34.

4. Pages v-vi.

C'est surtout de la guerre de Sept Ans, de la dernière guerre d'Allemagne qu'il tire ses rapprochements ¹.

Lorsqu'il parle des troupes légères chargées de fouiller le terrain et d'éclairer la marche, il assure que ces troupes, formées à la hâte au moment de la déclaration des hostilités, n'étaient dans la guerre de Sept Ans qu'un ramassis de déserteurs de tous les peuples. Ce ne sont pas, dit-il, des nationaux bien disciplinés et bien dressés qui veillent à la sûreté de l'armée et l'avertissent des mouvements de l'ennemi; ce sont des gens qui ne semblent réunis que pour piller et dévaster le pays; aussi, ces corps, le plus souvent surpris et dispersés, se fondent au moindre échec plus par la désertion que par le feu de l'adversaire. Et comment s'acquittaient-ils de leur tâche? Fischer était à Clostercamp en avant de l'armée; elle fut, brusquement et à l'improviste, assaillie dans son camp et, sans la valeur française, elle était détruite ². Selon Dagobert, un corps permanent qui traîne à sa suite tout un attirail d'équipage et de magasins, n'est pas un bon corps de troupes légères. Le mieux est que chaque régiment aie et entretienne sa compagnie de volontaires, comme il entretient sa compagnie de grenadiers et sa compagnie de chasseurs; ces compagnies seraient formées de soldats robustes et accoutumés à un service régulier et vigilant; elles auraient pour chefs les capitaines les plus actifs et les plus experts dans la petite guerre, des hommes comme La Noue de Vair,

1. Pages 50, 56, 106-110.

2. Cf. les *Mémoires* de Rochambeau, I, 159, « le corps de Fischer se négligea. »

comme Verteuil, comme Saint Victor, qui se distinguèrent de 1759 à 1762 à la tête des corps de volontaires: elles ne se permettraient pas ces brigandages qui privèrent fréquemment l'armée des ressources qu'elle aurait pu trouver dans le pays.

Il a des pages intéressantes sur l'avancement. C'est pour avancer, dit-il, qu'on entre dans l'armée, et personne n'a de l'indifférence sur son avancement. Sans doute, il est honteux, non pas d'être dans un grade inférieur, mais d'être inférieur à son grade; néanmoins, il est décourageant, désespérant pour le brave homme digne d'avancement, de subir un passe-droit. Donc, plus de *grâces*, car « sous ce nom, presque toujours, se voile l'injustice criante par laquelle on enlève une place à celui qui l'a méritée ¹ ». Que les droits de l'ancienneté ne soient plus méconnus. Que dix ans de service, d'officier donnent le rang de lieutenant; dix ans de lieutenant, le rang de capitaine; dix ans de capitaine, le rang de major; cinq ans de major, le rang de lieutenant-colonel. Que ces places de major et de lieutenant-colonel soient au concours de toute l'armée; que chaque régiment propose à la pluralité des voix soit un capitaine, soit un major, et que le plus ancien de tous ces capitaines et majors devienne soit major, soit lieutenant-colonel. Que le colonel devienne maréchal de camp après dix années de service. « Fixé par la loi, l'avancement ne serait plus l'effet de l'intrigue, de la protection et de la cabale! ² »

1. Dumouriez disait de même qu'il fallait « substituer le mot honorable de *récompense* au mot avilissant de *grâce* qui point si bien la distribution arbitraire des emplois et des pensions. »

2. Pages 6-8.

Il s'élève contre la mollesse de ses contemporains. « Elle étend, dit-il, ses carreaux jusque dans le temple de Mars ! » Louis XIV allait à cheval joindre l'armée de Franche-Comté, et le maréchal de Belle-Isle ordonnait à son fils Gisors de regagner son régiment à franc-étrier. Aujourd'hui les officiers perdent dans l'oisiveté des cafés l'habitude des exercices violents ; ils dédaignent les pratiques qui les rendaient robustes, et ils ne voyagent qu'en voiture. Pourquoi n'ont-ils pas le droit de chasse ? Pourquoi n'ont-ils pas la permission, lorsqu'ils vont en semestre, de prendre un bidet de poste sans payer de guides ? S'il ne leur en coûtait que vingt à trente sous par poste pour voyager à cheval, iraient-ils en voiture ¹ ?

D'un bout à l'autre du livre se manifeste l'amour de l'armée et de la France. Dagobert est Français jusqu'à la moelle des os ; il ne peut voir sans dépit ni jalousie que l'infanterie romaine ait marché contre la cavalerie que la nôtre n'ose regarder en face. Les Français seraient-ils moins braves que les Romains ? Il aime passionnément son métier, ce métier, dit-il, qui fit la gloire de nos pères et qui fera la nôtre, si nous daignons l'étudier. Il veut que l'armée conserve cette considération, cette « bonne opinion » qu'elle a su conquérir, et qu'elle n'accepte dans ses rangs aucun homme taré ou qui ait commis la moindre bassesse. « Pour entrer dans ce temple de l'honneur, il faut être sans tache ».

Il demande que l'armée soit nationale. Quoi qu'on ait pu faire pour avilir la nation, le militaire français est le plus éclairé et le plus brave de l'Europe,

1. Pages 123-124.

et, si l'on trouve ailleurs des modèles d'uniforme, on ne trouve qu'en France des modèles de grandeur d'âme, de valeur et de générosité. Des ministres « pervers » essayèrent de persuader que l'indiscipline des troupes avait causé les revers de la guerre de Sept Ans, et ils appelaient des étrangers pour commander nos soldats. N'était-ce pas montrer qu'il fallait s'en prendre à l'ignorance des chefs ? « La nation, dit Dagobert, se vit tout à coup asservie aux rêveries d'une troupe d'énergumènes, et on put prendre d'eux l'art d'aplatir l'omoplate, l'art de polir, de vernir et de désespérer de braves gens ; mais pour le moyen de rendre le soldat plus courageux, plus attaché à ses drapeaux, ce n'est ni à Vienne ni à Berlin qu'il faut en chercher la recette ¹ ».

XI. L'ouvrage eut peu de succès ². Mais ceux qui le lurent alors en tirèrent profit.

Dagobert n'est pas un partisan exclusif de l'ordre profond. Il penche vers Mesnil-Durand plutôt que vers Guibert ; il pense avec Mesnil-Durand que la *tirerie* fait plus de bruit que de mal et qu'on doit, avant tout, marcher, charger et enfoncer. Mais Mesnil-Durand, si passionné qu'il fût, avait fini par déclarer que l'ordre déployé est le plus commode pour la mousqueterie, et l'ordre en colonnes le plus fort pour le choc. « Je demande, dit pareillement Da-

1. P. I, III, LVIII-LIX. Cf. encore ces mots de Dumouriez : « Vingt-six années de paix ont recruté notre armée de tacticiens énergumènes qui y ont porté le désespoir. »

2. Il voulut le rééditer en 1794 sous le titre, *Nouvelle méthode de commander l'infanterie*, et nous avons une lettre du 22 nivôse an II (Catalogue Charavay, 394) par laquelle il autorise le libraire-éditeur Magimel à « annoncer l'ouvrage dont il lui a confié la vente. »

gobert, qu'on place les hommes de la manière qui doit être la plus avantageuse; je suis pour l'ordre mince quand il faut faire usage du feu, pour l'ordre profond quand il faut charger l'ennemi¹ ». L'année suivante ce principe fut adopté. D'après le règlement de 1791, l'ordre mince est l'ordre normal de bataille, comme le seul qui donne au feu de l'infanterie toute sa puissance; mais l'ordre profond est l'ordre normal de l'attaque, comme le seul qui donne à la charge de l'infanterie l'élan décisif et l'impétuosité victorieuse.

Il est certain que Dagobert rabaisse l'effet du canon, et, en le lisant, on croit entendre le jeune Hoche déclarant devant Saint-Cyr, dans l'orgueil de ses premiers succès et sur le ton le plus tranchant, qu'il ne veut plus dans son armée que de l'infanterie et de la cavalerie, qu'il se passera de canons, et, sur les objections de Debelle, consentant par égard pour cet officier, à conserver l'artillerie volante².

Mais, quelle que soit la valeur de son *ordonnance française*, Dagobert avait compris ce que peut l'ardeur guerrière de la nation, la furie française; il avait eu l'instinct et le pressentiment de la grande guerre; il avait dit que les batailles se gagnent avec les jambes. Dugommier semble s'être inspiré des idées de Dagobert. Ne se souvenait-il pas de l'ordonnance française lorsqu'il formait ces bataillons de chasseurs qui marchaient constamment à l'avant-garde et qu'Augereau nommait les héroïques, les invincibles chasseurs³?

1. P. v-vi.

2. Saint-Cyr, *Mémoires sur les armées du Rhin*, I, p. 208-209.

3. A. Chuquet, *Dugommier*, p. 191-193.

Lui-même s'était inspiré des *Nouvelles Institutions militaires* de M. de Vair, son ancien chef et celui qu'il considérait comme son maître. M. de Vair jugeait qu'il fallait punir les déserteurs, non en les condamnant à mort, mais en les couvrant d'infamie, et qu'ils étaient plus sensibles à la perte de l'honneur qu'à celle de la vie. Il voulait donner un corselet et un casque à l'infanterie et, en outre, un bouclier à l'infanterie légère. Il disait que les fantassins auraient besoin de la pique, si leurs fusils, avec la baïonnette au bout, n'étaient pas assez longs pour atteindre la cavalerie. Il demandait la suppression du genou en terre, et il assurait que les gens de pied qui se tenaient fermes, bien unis, bien serrés, ne seraient jamais entamés par les escadrons, qu'une colonne qu'il nommait l'« impulsive », carré long de 16 hommes de front sur 32 de hauteur, saurait toujours recevoir les charges. Il pensait enfin que l'infanterie devait, sans s'amuser à tirer, joindre l'adversaire et lui « porter la baïonnette dans le ventre », que le feu fait plus de bruit que d'effet, que le canon est « plus étonnant que dangereux », que « l'arme blanche, aidée de l'impulsion de la masse, saura toujours culbuter l'ennemi¹ ».

1. La Noue de Vair, *Nouv. const. mil.*, I, p. 15-16, 39, 41-43, 140-144, 185.

CHAPITRE IV

La Révolution

I. A Romans. — Thevet de Lesser et Dagobert. — M. de Durfort. — Affaire Servan. — II. Réclamation de Dagobert contre un article du décret sur l'avancement. — III. Sa protestation contre un mot de Dubois-Crancé. — IV. Son royalisme. — Sa lettre de félicitations à Malouet. — Moyen qu'il propose pour mettre un terme à l'anarchie. — V. Le bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné devient le 2^e bataillon d'infanterie légère. — Dans le Comtat. — Lettre des commissaires civils à Dagobert. — VI. L'émigration dans les bataillons de chasseurs. — Révolte des chasseurs royaux de Provence à Monaco. — Du Muy dans le Comtat et le régiment de La Marck. — Insurrection des chasseurs de Dauphiné. — Dagobert blessé. — Du Goulot, lieutenant-colonel en premier. — VII. Dagobert et la Révolution. — Serurier et d'Oyré.

I. Après un séjour de quelques mois à Périgueux, le bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné avait en 1789 regagné la province d'où il tirait son nom et ses recrues, et au mois d'août il était en garnison à Romans.

Mais le désordre était partout. Partout sévissait l'incurable maladie du soupçon ; partout démocrates et aristocrates s'épiaient, se dénonçaient, se combattaient.

Le major Dagobert et le lieutenant colonel du bataillon Thevet de Lesser eurent donc d'innombrables difficultés à surmonter.

Thevet de Lesser sut plaire au maire et aux échevins de Romans. Ils louaient sa « conduite patriotique » et ses « vertus citoyennes » ; ils lui donnèrent la présidence du Comité permanent et lorsqu'il

se rendit à la fin du mois d'août à Bourgoin avec un détachement de son bataillon, ils le recommandèrent de la façon la plus instante aux magistrats de cette ville, en assurant qu'il avait rendu des services éminents aux habitants de Romans et acquis leur estime. Mais il s'entendait mal avec son major, et Dagobert qui ne fut jamais très endurant, se plaignait hautement de son colonel. Lesser passait presque tout son temps sur ses terres : « il n'a pas, disait Dagobert, à souffrir des orages qu'il me faut essuyer », et, quand Lesser se trouvait à Romans, il tenait Dagobert à l'écart : le major était le dernier à connaître les événements.

M. de Durfort qui commandait la province, accorda toute confiance et tout pouvoir à Dagobert. Ce major, écrivait Durfort, avait une longue expérience, un zèle trop évident pour le service du roi, et, s'il était indulgent, son indulgence ne produisait pas un mauvais effet et ne s'appliquait qu'à des sujets qui la méritaient. Il laissa Dagobert décider du sort des officiers et des soldats. Il approuva Dagobert qui proposait de purger le corps de trois déserteurs ; mais, ajoutait Durfort, il fallait leur donner soit une cartouche jaune soit un congé absolu, il fallait les chasser ou les renvoyer : on renvoyait un mauvais sujet et on chassait un infâme. Et Durfort prêchait la prudence : « le désordre général, mandait-il à Dagobert en avril 1790, exige dans les cas embarrassants l'emploi de la conciliation et quelquefois d'une complaisance adroite pour sauver l'autorité et parvenir autant qu'il est possible au maintien de la bonne intelligence entre les militaires et les citoyens ».

Dagobert sut s'acquitter de sa tâche. Ce qu'il crai-

gnait surtout, c'était d'éveiller, d'exciter l'antagonisme entre les chasseurs et la milice bourgeoise de Romans. Il convint avec le commandant de la garde nationale que tout se ferait en commun : chasseurs et gardes nationaux défileraient ensemble à la parade les fêtes et dimanches et assisteraient ensemble à la messe ; là où il y avait un piquet de chasseurs, il y aurait aussi un piquet de gardes nationaux. Mais les gardes nationaux se donnèrent un aumônier et ils désirèrent que ce prêtre dit la messe aux chasseurs qui suivaient jusqu'alors la messe d'un capucin. Les jeunes officiers du bataillon de chasseurs se récrièrent : était-il de leur dignité de se prêter à un pareil arrangement ? Lesser se mit de leur côté. Dagobert remarqua que l'ordonnance parlait seulement de la messe, et non d'un aumônier : peu importait donc par qui cette messe était dite : il fallait éviter toute scission et conserver la bonne harmonie entre la troupe de ligne et la garde nationale.

Chasseur et gardes nationaux agirent bientôt de concert dans une singulière circonstance. Le juriconsulte grenoblois Servan vivait paisiblement avec quelques parents et amis à la campagne dans deux maisons à une lieue de Romans. Ils allaient parfois se promener sur les hauteurs voisines ; plusieurs avaient des papiers et un crayon à la main, soit pour dessiner, soit pour prendre des notes ; l'un portait des lunettes vertes, l'autre était cordon rouge ; celui-ci avait fait venir de longs tuyaux de bois pour une conduite d'eau ; celui-là avait reçu une grosse malle carrée pleine d'effets. Le bruit courut dans le pays que c'étaient des espions qui levaient des plans à l'aide d'un télescope ; qu'ils ca-

chaient des aristocrates, parmi lesquels un cordon bleu qui ne pouvait être que le comte d'Artois ; qu'ils amassaient des armes et des canons. Un matin, de leur propre mouvement et sans nulle réquisition, les paysans et les gardes nationaux de dix huit communes envahissent les deux maisons et les pillent huit heures durant ; l'un d'eux tire sur Servan un coup de fusil. La garde nationale de Romans et les chasseurs de Dagobert arrivèrent à temps pour disperser l'attroupement ¹.

II. Au milieu de ces allées et venues Dagobert suivait d'un regard attentif les événements de Paris, et il exprimait avec sa coutumière franchise son opinion sur les débats et les résolutions de l'Assemblée.

C'est ainsi qu'il protestait contre un article du décret rendu par la Constituante sur l'avancement.

Selon ce décret, deux années de major comptaient pour une année de lieutenant-colonel. Dagobert désapprouva la mesure. La loi nouvelle, disait-il, comptait au soldat qui parvenait au grade d'officier toutes les années de son premier emploi, elle faisait prendre rang aux porte-drapeaux et aux adjudants à la date de leurs lettres, et elle admettait une telle différence dans les années de service du major et du lieutenant-colonel, de deux officiers dont les fonctions étaient les mêmes ! Elle décidait, en outre, que les officiers pourvus de brevet ne pouvaient prendre rang, pour le commandement, sur

1. Certificat des magistrats de Romans à Lesser, 24 août 1789 (A. G.) ; notes de Dagobert ; Durfort à Dagobert, 9 octobre 1789, 10 février, 1^{er} mars et 2 avril 1790 (A. D.) ; *Mém. de Rivarol*, p. 366-371 ; Taine, IV, p. 181.

les officiers du même grade qui auraient été en activité avant eux. Pourtant, dans la liste dressée par le ministre, il voyait des officiers pourvus de brevet prendre le rang sur lui. « Ils étaient à peine nés, écrivait-il au Comité militaire, que je versais déjà mon sang pour le service de la patrie; j'ai fait toutes les campagnes de la dernière guerre d'Allemagne; j'y ai fait, quoique je n'en aie pas obtenu le brevet, les fonctions de major d'une troupe de volontaires pendant une partie de la campagne de 1789; j'y ai eu un cheval tué sous moi et j'y reçus plusieurs blessures ». Il s'élevait contre les brevets prodigués par l'ancien régime à ceux qui « faisaient les dangereuses campagnes de Paris à Versailles ». Il soutenait que le major à brevet ne pouvait sans une injustice criante supplanter le major titulaire qui servait avant lui. N'était-ce pas « prolonger le régime de la faveur jusque sous le règne de la justice? » Et il priait l'Assemblée de statuer que les lieutenants-colonels ne prendraient rang entre eux que d'après l'ancienneté de leurs services d'officier et leurs campagnes comptées¹.

VII. En une autre circonstance, Dagobert s'était fait le champion de l'honneur militaire. Dans la séance du 12 décembre 1789, Dubois-Crancé, secrétaire de l'Assemblée et membre du Comité militaire, avait dit que l'ancien système de recrutement peuplait l'armée de gens sans aveu et sans domicile qui s'engageaient pour éviter les punitions civiles : « Est-il un père de famille, s'écriait-il, qui ne frémissé d'abandonner son fils non aux hasards de la

1. Dagobert au Comité militaire. Romans, 14 juin 1791 (A. D.)

guerre, mais au milieu d'une foule de brigands inconnus, mille fois plus dangereux » ? Les régiments indignés protestèrent, et celui d'Armagnac dont la plainte arriva la première, demandait au roi et au ministre que Dubois-Crancé qui s'était servi d'expressions peu mesurées et humiliantes pour le soldat français, fit une rétractation solennelle.

Dagobert, lui aussi, écrivit au président de l'Assemblée. Les chasseurs royaux du Dauphiné, disait-il, étaient outragés dans leur honneur, et ils sommaient Dubois-Crancé de prouver son assertion. Étaient-ce des soldats français qui dévastaient les provinces et incendiaient les châteaux ? Étaient-ce des soldats fidèles à leurs drapeaux qui venaient jusque sous les yeux du roi égorger ses gardes ? Dubois-Crancé était inviolable et il pouvait impunément calomnier l'armée. Mais l'Assemblée savait ce qu'est la délicatesse et quel prix elle a chez ceux qui versent leur sang pour la patrie; elle ne laisserait pas sans réparation une insulte qui les avilissait devant l'Europe. Le président félicita le major Dagobert de son patriotisme et Dagobert remercia le président de l'intérêt que l'Assemblée prenait aux braves défenseurs de la patrie : il assurait que la lettre du président avait rempli les chasseurs de reconnaissance et d'attendrissement, que leur dévouement à la chose publique était pur et « indépendant du bien qu'on leur faisait espérer », que leur patriotisme n'égalait que la fidélité, le respect et l'amour qu'ils avaient pour la personne du roi.

Il avait adressé au ministre de la guerre La Tour du Pin une copie, un « autant » de sa lettre au président de l'Assemblée. Les chasseurs — ainsi s'exprimait Dagobert — « en montrant leur sensibilité

au nom de *brigands*, montraient combien ils étaient éloignés de le devenir », et le ministre prisait trop leur honneur et leur loyauté pour n'en pas approuver le témoignage. Le ministre répondit à Dagobert qu'il était satisfait de la démarche des chasseurs du Dauphiné, et Dagobert lut cette réponse du ministre aux officiers et soldats du bataillon : « Je ne négligerai rien, déclarait-il à La Tour du Pin, de ce qui pourra contribuer à entretenir ou même à augmenter leur zèle ; nous regardons l'amour de la patrie comme inséparable de l'amour de notre souverain ¹ ».

IV. Il servait donc le roi comme l'avaient servi ses aïeux. Dommartin, le futur général de la Révolution, n'écrit-il pas qu'il ne connaissait que son roi ? ² Marmont, entré à l'Ecole d'artillerie de Châlons en 1792, ne dit-il pas que le mot de *roi* avait encore une puissance magique sur les cœurs des gens bien nés, que le roi semblait un être d'ordre supérieur pour qui les officiers avaient un « respect inné » et un « dévouement d'un caractère presque religieux ³ » ? « Dagobert appelait le roi *le maître que nous adorons* ⁴, et pour lui, les drapeaux de la patrie, c'étaient encore les drapeaux de son prince.

Dans le secret de son âme, il était et resta toujours aristocrate. La noblesse du Roussillon — à laquelle il était apparenté — souhaitait dans ses

1. Notes de Dagobert; Dagobert au ministre, 6 et 27 janv. 1790 (A. D.).

2. Besancenet, *Dommartin*, p. 27.

3. Marmont, *Mém.*, I, p. 24.

4. Le mot est barré dans la minute de son adresse à l'Assemblée contre Dubois-Grancé, mais il a été écrit (A. D.)

cahiers non seulement que le soldat pût arriver au grade d'officier et qu'il fût connu sous le nom d'*officier de mérite*, mais qu'il pût parvenir aux emplois supérieurs. Dagobert était moins généreux. Il n' imagine pas, et dans son mémoire de 1780, et dans son livre de 1790, que les soldats s'élèvent jamais au grade d'officier. Evidemment, comme son maître La Noue de Vair, comme l'auteur des *Nouvelles constitutions militaires*, il voudrait que le corps d'officiers ne fût composé que de nobles, et il aurait fait sienne cette phrase d'un contemporain sur l'artillerie où les candidats à l'examen d'élève et de lieutenant en second devaient, depuis la décision du 22 mai 1781, produire un certificat du généalogiste : « la classe des officiers est celle de la noblesse ». Ne demandait-il pas dans l'*Ordonnance française* que les agents de l'autorité fussent tenus d'avoir des biens fonds qui seraient comme la caution de leur fidélité et de leur attachement à la loi ? Ne demandait-il pas que l'officier eût une propriété de 15 à 20.000 francs et le colonel, une propriété de 100 à 200.000 francs ? ¹

Dagobert s'indigne donc que le peuple violente ou massacre des hommes et brûle leurs archives et leurs maisons parce qu'ils sont nobles. Il s'indigne aussi que le peuple se serve de ces armes, non pour châtier les brigands dont les provinces sont infestées, mais pour attaquer les personnes et les propriétés. Il s'indigne que les municipalités empiètent sur les attributions du ministre, contestent l'autorité des généraux et interviennent dans la po-

1. La Noue de Vair, *Nouv. const. mil.*, I, p. 7; *Ordonnance française*, p. 161; cf. A. Chuquet, *La jeunesse de Napoléon*, II, p. 167.

lice intérieure des troupes. Il s'indigne que l'armée infidèle se révolte contre ses chefs. Quoi ! A Toulon, le comte d'Albert de Rions, commandant de l'arsenal, est mis au cachot ! A Lille, le lieutenant général marquis de Livarot ainsi que le lieutenant de roi sont enfermés à la citadelle par les soldats ! Partout, le même esprit d'indiscipline ! A l'appel des journalistes révolutionnaires et sous l'excitation des clubs les régiments méprisent ou maltraitent leurs officiers, méconnaissent les ordonnances, saisissent la caisse militaire pour la partager, laissent égorger leur commandant sans lui porter secours, et à Valence, non loin de Romans, un colonel d'artillerie, M. de Voisins, est immolé sous les yeux de ses canonniers par la populace !

Mais un membre de l'Assemblée nationale, Malouet, ose s'élever avec force contre ces excès ; il ose dire que l'Assemblée devrait marquer sa satisfaction aux régiments qui ne s'écartent pas de la discipline et son improbation à ceux qui se conduisent mal ; il proclame la nécessité de sévir contre les auteurs, contre les colporteurs et distributeurs de « libelles atroces » comme le journal de Camille Desmoulins et celui de Marat. Et Dagobert félicite Malouet : « En applaudissant à votre courage, lui écrit-il, les âmes honnêtes vous doivent mille remerciements d'avoir dénoncé ces feuilles infernales qui appellent sans cesse de nouveaux forfaits ». Il a peine à concevoir que des membres de l'Assemblée nationale aient approuvé ces « scélérats », aient provoqué le soldat à égorger son officier, qu'aucun d'eux n'ait proposé de décréter le respect de la discipline. « Ce n'est pas après un décret qui fixe la force ou la solde de l'armée que nous soupignons ;

c'est après un décret qui rétablira l'obéissance et la soumission des subordonnés vis-à-vis de leurs chefs ! Voilà la plaie qu'il est urgent de panser. Le sang des Voisins n'a donc pas encore imprimé assez d'horreur ! Y aurait-il dans l'Assemblée des âmes assez barbares pour se faire un jeu de voir sous la hache la tête d'un Albert de Rions, d'un Livarot et de tant d'autres ! Une simple lettre qui aurait recommandé l'observation des anciennes lois jusqu'à l'établissement des nouvelles, aurait prévenu les horreurs qui se préparent encore. Avant d'avoir fait renaître l'esprit d'ordre et de subordination, on parle d'incorporer, de rassembler des individus insubordonnés ! Vous gémissiez, Monsieur ; nous gémissons de ce que tout le monde ne veut pas le bien ; nos vœux, notre reconnaissance se tournent vers vous ¹ ».

Dagobert écrit même au ministre de la guerre. Il lui propose un moyen de mettre un terme à l'anarchie. Ce moyen, il le proposait dans son mémoire de 1780, il le proposait dans l'*Ordonnance française* pour arrêter la désertion : c'est d'établir des gardes dit « gardes de la communauté » qui connaissent les localités, qui savent distinguer les habitants des étrangers et qui, par là, seraient « de la plus grande utilité pour le maintien de la police et du bon ordre ² ».

La patrie en feu et le sang près de couler ; plus de travail ; plus de loi ; tout le monde montant la garde ou allant à la chasse ; des coups de fusil à chaque instant et la vie menacée par la maladresse et l'inexpérience d'une foule de gens de tout mé-

1. Dagobert à Malouet, 7 août 1790 (A. D.)

2. Cf. *Ordonnance française*, p. 47-49.

tier et de tout âge qui ne cessent d'avoir les armes à la main; les voyageurs arrêtés dans les moindres villages; le peuple persuadé qu'il n'y aura plus d'impôts, comme s'il ne fallait pas solder l'armée et comme si les soldats qui ne sont pas payés, ne se débandaient point! Tel est le tableau que Dagobert trace au ministre. L'Assemblée ignorait-elle cet état de choses? Pourquoi, au lieu de restaurer l'ordre, passait-elle son temps à rédiger une déclaration des droits de l'homme? Ces grands principes de liberté et d'égalité contiendraient-ils la populace? Ne pourrait-on les proclamer quand la tranquillité serait rétablie? Hélas! ce n'étaient pas des proclamations, des déclarations ni même de bonnes lois qu'il fallait; c'étaient des maréchaussées, c'était la force. Eh bien! qu'on emploie la force. Qu'on élise et mette dans chaque commune ou chef-lieu de district un officier de police qui s'entende avec les syndics, maires ou échevins. Que cet officier de police dispose d'hommes choisis par les habitants et chargés soit d'aider soit de suppléer la maréchaussée. Au premier ordre qu'ils recevraient, ces gardes iraient enlever les armes aux suspects, arrêter les déserteurs, les malfaiteurs, les fauteurs de troubles. Leur nombre serait proportionné à la population du lieu, 6, 8, 12 pour 200 ou 300 habitants. On leur paierait chaque course ou patrouille à raison de l'heure. S'ils refusaient de servir, on les nommerait d'office comme on nomme les syndics aux collecteurs. Ils seraient renouvelés ou continués tous les ans, et ils porteraient une marque distinctive, une ceinture ou bandoulière aux armes du roi. Sous aucun prétexte, ils ne pourraient rien exiger ni recevoir de ceux qu'ils arrêteraient, et

quiconque était mis en arrestation, serait-sur-le-champ traduit devant un petit tribunal formé des officiers municipaux et autres notables qui prononceraient sans retard sur la légitimité de la détention. Les communes auraient ainsi la force en main; elles seraient, par suite, responsables des vols, pillages et incendies qu'elles feraient ou laisseraient faire, et elles pourraient appeler les gardes des communautés voisines lorsqu'il y aurait des « attroupelements de brigands ».

Cette institution, concluait Dagobert, aurait empêché bien des maux; le décret qui l'établirait, préviendrait les incendies qui recommenceraient sitôt que les troupes se seraient éloignées, et les scènes d'horreur dont la France avait été le théâtre, n'auraient pas eu lieu si ceux qui les avaient provoquées, « avaient été sous une surveillance immédiate et s'ils avaient dû croire que dans un temps ou dans l'autre ils ne pourraient éviter la punition de leur forfait. »¹

V. Cependant la Révolution suivait son cours.

Au mois de juillet 1790 le bataillon de Dagobert envoyait à la fête de la Fédération quatre députés qui prêtaient en son nom le serment ordonné par l'Assemblée: l'officier le plus ancien, le capitaine commandant Cosme Bartolini qui servait à Royal-Italien depuis 1734, et les trois plus anciens des bas-officiers, le sergent-major Corsini, le tambour appointé La Joye et l'appointé Saint-Sauveur.

Bientôt disparut le nom de *Chasseurs royaux du Dauphiné*. Le bataillon devint le 2^e bataillon d'in-

1. Dagobert au ministre, sans date (A. D.)

fanterie légère. Le 1^{er} juin 1791, selon le règlement du 1^{er} avril précédent, sa nouvelle formation avait lieu à Romans, en présence du commissaire des guerres Sucy ¹.

Au 1^{er} janvier de la même année, Dagobert avait eu de l'avancement ; il fut nommé second lieutenant-colonel de son bataillon. Mais il voulait davantage, et quelques mois plus tard, il demandait une lieutenance-colonelle de 1^{re} classe : nombre d'officiers, moins anciens que lui et qui n'avaient pas des services plus distingués, n'obtenaient-ils pas cette grâce du ministre ² ?

Sa requête ne fut pas exaucée, et lorsque Thevet de Lesser reçut le brevet de maréchal de camp, Dagobert n'eut pas la place vacante de colonel.

Ce fut lui, toutefois, qui, à la fin de 1791, mena le bataillon dans le Comtat Venaissin et il s'acquit l'estime des commissaires civils, Champion et Le Scene Desmaisons ³.

Un jour, les papalins ou adversaires de l'Assemblée envoyèrent à la municipalité de Brantes un écrit intitulé *Bref du Pape* sous le cachet même des commissaires civils. Dagobert le renvoya à Champion et à ses collègues. Ils le remercièrent ; mais, lui disaient-ils, la municipalité de Brantes

1. Le bataillon, composé des quatre compagnies Bondacca, Campana, Defranchi et Bartolini, comptait, au 9 mai 1791, 397 hommes : 191 à Romans, 100 détachés au fort Barraux, 80 à Die, 5 à Bouvante, 5 aux hôpitaux, 10 en congé, 6 en permission.

2. Dagobert à Duportail, Romans, 23 octobre 1791 (A. D.)

3. Le 6 octobre 1791, Le Scene Desmaisons, Champion, officier municipal de Paris, et le maréchal de camp d'Albignac avaient été nommés commissaires du roi ou commissaires civils à Avignon et dans le Comtat Venaissin. Le maréchal de camp d'Albignac fut bientôt renvoyé à Nîmes où il commandait et remplacé, le 7 décembre, par Paillot de Beauregard, ancien lieutenant-colonel au 2^e régiment de chasseurs à cheval.

n'étant ni fort éclairée ni fort active, Dagobert ne pouvait-il « achever de leur rendre service » ? L'écrit, envoyé sous l'enveloppe des commissaires, était-il seul dans un paquet particulier ? Ou bien y avait-il autre chose dans le paquet ? L'enveloppe portait-elle leur contre-seing *commissaires civils députés par le roi* ? Ou était-elle fermée par leur cachet ? Ce cachet était-il altéré ou entier ? « Vous distinguerez facilement, ajoutaient-ils, l'objet de ces renseignements ; on veut troubler la tranquillité qu'à l'aide des troupes nous avons rétablie dans le Comtat ; mais les projets des malveillants seront aisément déconcertés quand, comme vous, Monsieur, les commandants des troupes, animés de l'amour du bien, surveilleront ce qui se passe autour d'eux, et voudront bien correspondre avec ceux que la loi a préposés pour maintenir le bon ordre » ¹.

VI. Les propres soldats de Dagobert lui causaient plus de souci que les Comtadins.

L'émigration sévissait alors dans les bataillons de chasseurs comme dans les régiments d'infanterie. A la fin de 1791, huit emplois d'officiers vquaient dans le 3^e, et treize, dans le 10^e bataillon. Au mois de septembre, dix officiers du 11^e, dit naguère chasseurs des Ardennes, et, à leur tête, le lieutenant-colonel en second, le chevalier de Ribère, quittaient leur poste pour passer sur les terres du roi de Sardaigne. Le 2^e bataillon où servait Dagobert, semblait échapper à la contagion ; les officiers y tinrent longtemps ; deux places

1. Champion à Dagobert, Avignon, 24 janvier 1792 (A. D.)

seulement, dont celle du sous-lieutenant comte Vintimille-Lascaris, vauquaient en 1791 ¹.

Mais en 1792 les chasseurs se révoltèrent hautement. Ce fut d'abord le 1^{er} bataillon, ci-devant chasseurs royaux de Provence, en garnison à Monaco. Quelques hommes avaient été incarcérés pour avoir mis de l'affectation à chanter le *Ça ira*. Le 21 février, leurs camarades brisèrent les portes de la prison, puis, le sabre en main, ils parcoururent les rues en menaçant et frappant ceux qui refusaient de se joindre à eux. Le commandant de la ville, Mille, exigea d'eux le serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi. Ils jurèrent; mais le 23, éclata l'insurrection. De leur propre mouvement, les chasseurs firent battre la générale; ils prirent leur fusil et le chargèrent à double cartouche; ils consignèrent leurs officiers qui tâchaient de les ramener au devoir; ils apportèrent sur la place la caisse militaire en criant qu'ils pendraient leurs chefs s'ils ne trouvaient pas d'argent. Treize de leurs officiers, indignés, se rendirent à Nice en territoire piémontais: ils abandonnaient, disaient-ils, une soldatesque livrée à l'anarchie et un pays où la profession des sentiments les plus honorables était devenue un titre de proscription ².

Ce fut bientôt le tour du 2^e bataillon, du bataillon de Dagobert. Le Com'at était toujours en effervescence. « Une affreuse méfiance, écrivait Du Mui, tourmente tous les esprits, l'alarme est générale et il semble qu'un mauvais génie se plaise à détruire toutes nos espérances et à empirer notre situation.

1. Du Goulot au ministre, 5 mai 1792 (A. G.)

2. *Mercurie française*, 14 avril 1792, p. 43.

Les commissaires civils prétendent être tout puissants et l'autorité dont ils sont revêtus, barre absolument la mienne ». Le régiment de La Marck, en garnison à Avignon, passait pour « aristocrate » et les commissaires civils, appuyés par les clubs d'Orange, de Nîmes et de Marseille, exigeaient, malgré la municipalité avignonnaise, qu'il fût renvoyé du Comtat et remplacé par des volontaires nationaux. « Si ce régiment est éloigné, s'écriait Du Mui, quelle ressource me restera-t-il pour imposer aux malintentionnés ? », et il ajoutait tristement que La Marck était le seul régiment où l'ordre se fût maintenu.

Les chasseurs de Dauphiné finirent donc par s'insurger. A la fin du mois de mars 1792, ils renvoyèrent brutalement une partie de leurs officiers et de leurs sous-officiers. « De perfides conseils, mandait Du Mui, les ont portés à cet attentat contre la discipline ». Deux capitaines, Boussiers et Scalvini, et trois lieutenants, Cardon, Boulancy et Lambert, s'enfuirent en Savoie. La vie de Dagobert fut menacée par ses propres soldats. Il reçut une blessure à la jambe et il dut gagner Valence, et de là Saint-Lô. Un nouveau lieutenant-colonel en premier, Mazel du Goulot, qui, de même que Dagobert, avait fait la guerre d'Allemagne et qui comptait dix-neuf années de service comme capitaine, remplaçait Lesser promu maréchal de camp. « Dagobert, marquait Du Goulot, est parti à la suite d'une insurrection dont il a failli être la victime, mais il compte rejoindre » ¹.

1. Du Mui et la municipalité d'Avignon au ministre, 16, 17, 18 mars; Du Goulot au ministre, 5 mai 1792 (A. G.) Du Goulot était

VII. Malgré sa mésaventure, Dagobert comptait, en effet, rejoindre. Un autre aurait émigré, et son frère, Dagobert de Groucy, n'hésita pas à passer la frontière. Mais il craignait la confiscation de ses biens-fonds et il avait toujours dit qu'on ne doit pas abandonner sa patrie ¹.

Peut être aussi finissait-il par croire, comme Napoléon Bonaparte vers la même époque, que ces désordres étaient inévitables; qu'aucun homme ne pouvait s'opposer à ce grand mouvement, ne pouvait arrêter ce torrent qui rompait ses digues; qu'il n'y avait pas de force individuelle « capable de prévenir les événements qui naissent de la nature des choses et des circonstances » ².

Il savait que la guerre éclaterait bientôt. Un député de la Législative, Doquier, qu'il avait connu à Romans, lui écrivait que la nation faisait des préparatifs considérables, qu'elle serait sans doute obligée de combattre et qu'elle resterait sur la défensive: tel était « le vœu de beaucoup de citoyens et celui d'une partie des membres de l'Assemblée. » Le 20 avril, la guerre était déclarée. De nouveau, les Allemands allaient être aux prises avec les Français, et, comme aurait dit l'auteur de l'*Ordonnance française*, le flegme avec la vivacité. Quelle belle occasion de braver le feu, de diriger d'impétueuses attaques!

né en 1742 et à l'âge de seize ans, en 1758, il assistait aux combats de Sondershausen et de Lutternberg. Nommé lieutenant-colonel du 2^e bataillon de chasseurs, le 23 mars 1792, il fit les campagnes d'Italie, et peu de temps après sa promotion au grade de général de brigade (9 novembre 1796), prit sa retraite à Maubeuge, sa ville natale.

1. *Ordonnance française*, p. 37 et 161.

2. A. Chuquet, *Jeunesse de Napoléon*, I, p. 359 et Gourgaud, *Sainte-Hélène*, II, p. 81.

Certes les soldats n'auraient pas de longtemps cette subordination qu'ils avaient naguère. Mais Dagobert n'avait jamais voulu qu'ils fussent soumis à une rigoureuse discipline, excédés de minutieuses pratiques; l'essentiel était qu'ils eussent de la bravoure et, s'ils supportaient vaillamment les fatigues de la guerre et affrontaient les dangers, s'ils montraient cette martiale ardeur qui semble innée chez les Français, il ne leur demanderait pas davantage. En attendant, il cacherait, il refoulerait au fond du cœur son royalisme. Ne fallait-il pas, comme on dit, hurler avec les loups? « Les soldats de la Révolution, écrivait Biron, sont prêts à tout entreprendre sous des chefs dont ils ne suspectent pas les principes. » Dagobert sentit que, s'il voulait entraîner les soldats qu'il aurait sous ses ordres, il devait professer leurs principes. Puisque la confiance qu'ils avaient en leur chef était, comme il l'avait dit dans l'*Ordonnance française*, le premier gage de la victoire et « le caractère magique qui les porte à mépriser leur être et à courir à leur destruction », ne fallait-il pas se concilier leur entière confiance? Il les nomma en 1793, en 1794 ses braves sans-culottes; il les exhorta à « chasser les satellites du despotisme », à « soumettre aux armes de la République le territoire ennemi » ¹.

Aussi, dès le commencement de 1793, les bureaux de la guerre le déclaraient « bon » et lui donnaient la même note qu'à Brune, qu'à Biron, qu'à Barbantane. Ceux qui le virent de très près, le pénétrèrent. Revest — un agent du Comité d'instruc-

1. Cf. Biron à Servan, 21 août 1792; *Ordonnance française*, p. 30; Dagobert au Comité, 7 septembre 1793 et aux représentants, 8 avril 1794 (A. G.)

tion publique aux Pyrénées-Orientales — écrit qu'il ne passe pas pour républicain. Le représentant Cassanyes assure qu'il n'aimait pas la Révolution. Mais cette disposition d'esprit n'était pas rare chez les colonels et les maréchaux de camp qui firent les premières campagnes de la liberté. Biron remarquait avec raison qu'ils ne paraissaient pas très patriotes. Ils regrettaient la royauté et en souhaitaient le retour parce que la République ne leur semblait qu'un régime d'incohérence et d'anarchie. Serurier était encore regardé, même après la campagne d'Italie, en 1797, comme un aristocrate endurci, et d'Oyré, le défenseur de Mayence en 1793, croyait que le peuple n'était pas mûr pour l'exercice de ses droits, que les passions des meneurs décidaient des événements et que la France avait simplement changé de maître. Dagobert pensait comme Serurier et d'Oyré.¹

1. Biron à Servan, 23 août 1792 (A. G.); cf. A. Chuquet, *Journal de Desaix*, p. 70 et *Mayence*, p. 150.

CHAPITRE V

Nice et Sospel

I. Dagobert colonel du 51^e régiment d'infanterie, ci-devant La Sarre. — Marche sur le camp de Tournoux. — Exigences des soldats. — Remplacement des officiers. — II. Entrée des Français à Nice. — III. Dagobert commandant de la place. — Excès des troupes. — Dagobert maréchal de camp et commandant la 1^{re} division de l'armée du Var. — IV. Prise et reprise de Sospel. — V. Suspension de d'Anselme. — Sa justification. — Témoignage de Dagobert. — VI. Dagobert commandant de l'avant-garde. — Expédition sur le col de Braus. — VII. Affaire de Sospel (14 février 1793) — VIII. Expédition de la Vésubie (28 février, 1^{er} et 2 mars 1793). — Dagobert confirmé maréchal de camp (8 mars 1793). — Opérations du 17 avril.

I. Dagobert était à Saint-Lô lorsqu'il fut, le 27 mai 1792, nommé colonel du 51^e régiment d'infanterie et quelques jours après il recevait du ministre Servan une lettre instante : tous les officiers et notamment les officiers d'un grade supérieur devaient dans les circonstances présentes être à leur poste et Dagobert se rendrait sans délai, pour le 25 juin au plus tard, à son régiment qui tenait garnison à Perpignan¹.

Le 51^e, ci-devant La Sarre, était le régiment où servait naguère, comme major en second, le vicomte de Beauharnais, député aux États-Généraux par la noblesse du bailliage de Blois, président de l'Assemblée Constituante lorsqu'eut lieu l'événe-

1. Servan à Dagobert, 1^{er} juin 1792 (A. D.); la lettre, adressée à Avignon, a été renvoyée à Saint-Lô, où Dagobert habitait la maison de la rue Torteron qui porte aujourd'hui le n° 13 bis.

ment de Varennes, et, après la session, adjudant-général à l'armée du Nord ¹. Mais les officiers de La Sarre n'avaient pas suivi l'exemple de Beauharnais. Le régiment comptait à la fin de 1791 treize emplois d'officier vacants. Le premier lieutenant-colonel, M. de Ranchin, avait émigré, et trois colonels s'étaient, avant l'arrivée de Dagobert, succédé dans l'espace de six mois : Dupont de Compiègne qui démissionnait, d'Iversay qui n'avait pas joint, Vial d'Alais, promu au grade de maréchal de camp et envoyé comme gouverneur en Guyane.

A peine nommé, le nouveau colonel dut mener le 51^e régiment au camp de Tournoux par Pont-Saint-Esprit et Pierrelatte, et il eut, durant le chemin, bien des difficultés à surmonter. Pas de lieutenants-colonels pour le seconder. Des soldats turbulents, mutins, qui faisaient, comme il dit, des « demandes embarrassantes, pressantes, sentant l'insurrection ». Les régiments se composaient alors de deux bataillons ; le premier allait à la frontière ; le second restait au dépôt avec les officiers incapables de faire campagne. Le 7 juillet, à Pierrelatte, Dagobert passait sa revue pour former le bataillon de guerre. Or, le 51^e avait depuis plus de deux ans trois compagnies à la Martinique et à Tabago. Les soldats dirent hautement, impérieusement à Dagobert que certaines compagnies manquaient de capitaines et qu'il devait pourvoir aux emplois vacants ; « sans cela, s'écriaient-ils, nous ne partirons pas ! », et l'un d'eux présentait au colonel le décret sur l'avancement et l'article qui

1. Cf. A. Chuquet, *Wissembourg*, p. 42-44.

portait que les capitaines seraient remplacés par les premiers lieutenants. « Mais, répondit Dagobert, il y a des premiers lieutenants attachés aux compagnies d'Amérique, ils ont été nommés capitaines, ils n'ont pu joindre, et ce serait une grande injustice de les priver de l'avancement qu'ils ont mérité. » — « Ils sont revenus en France, objectèrent les soldats, et ils ont passé aux émigrés. » — « Je n'en ai aucune certitude, répliqua Dagobert, et l'on ne peut rien déterminer d'après des soupçons. D'ailleurs, s'il y a des emplois vacants, ils appartiennent, pour le moment, au choix, et non à l'ancienneté, et ce sont des citoyens qui, cette fois, doivent être nommés. » Il ne réussit pas à convaincre les soldats ; ils criaient plus fort encore et il ne les calma qu'en promettant d'écrire au ministre et de leur communiquer la réponse qu'il recevrait. « Je ne désespère pas de les ramener, marquait-il le 5 août, le plus grand nombre écoutent la voix de l'ordre et de la discipline, les uns comme les autres se sont mis ce matin tranquillement en route ».

Mais Dagobert, toujours sans lieutenants-colonels, craignait « quelque mouvement d'impatience ». Le ministère n'envoyait pas de brevets ; les jeunes gens qu'il avait désignés, lassés d'attendre, passaient dans d'autres corps ; les soldats, n'entendant parler d'aucune nomination, ne croiraient-ils pas que leur colonel les avait leurrés ? Par deux fois, le 28 juillet et le 15 août, Dagobert proposa de nouveau des sujets méritants en demandant avec instance la prompt expédition de leurs lettres de service.

Pendant que le second bataillon du 51^e, composé de trois compagnies, restait au dépôt de Tournon,

le bataillon de campagne se rendait par Grasse où il s'arrêta durant le mois d'août et par Colmars au camp de Tournoux. Il faisait partie du corps d'armée commandé par d'Anselme et dénommé bientôt armée du Var, puis armée d'Italie ¹.

II. Le 17 septembre, d'Anselme reçut de Montesquiou dont il dépendait encore, l'ordre de passer le Var et d'entrer dans le comté de Nice. Mais il n'avait que huit bataillons campés au nord d'Antibes à l'embouchure du ruisseau de la Brague et il ne pensait qu'à tenir la défensive. Le 23 lui arrivait de Paris l'ordre absolu d'attaquer Nice. Il n'hésita plus. Il appela quatre bataillons du camp de Tournoux et pour déguiser sa faiblesse il fit avec grand fracas ses préparatifs d'invasion. Il plaça sur les bords du Var vingt-quatre pièces de gros calibre qu'il prit sur les remparts d'Antibes et qui devaient balayer le torrent entre Saint-Laurent et la mer. Il annonça bruyamment qu'il attendait des secours de Toulon et de Marseille, que son armée comptait 40.000 hommes et trois divisions, destinées l'une à marcher sur Nice, l'autre à intercepter par Contes la route de Tende, la troisième à

1. Lettres de Dagobert, du 8 juillet et du 5 août (A. D.) ; Painvin, *Hist. du 51^e régiment*, p. 156 (le bataillon de campagne compte alors 823 hommes ; le 2^e bataillon, resté à Pont Saint-Esprit, 262 hommes). On sait ce que dit alors Montesquiou (lettre du 20 mai à Servan) des troupes de ligne et des volontaires de l'armée du Midi : « Il n'y a ici de fort bien que les bataillons de volontaires. Je voudrais de tout mon cœur que vous m'en envoyiez beaucoup ; on pourrait en tirer un parti excellent. Ils sont, en général, ici plus instruits, plus sages, plus disciplinés et plus lestes que les régiments. Il n'y a entre eux aucune discorde. Ils ne sont pas ombrageux et méfiants comme les soldats ordinaires. Si les bataillons étaient plus forts, je consentirais très volontiers à n'avoir pas d'autres troupes. »

pousser sur Puget-Théniers et Levens. Il envoya l'escadre du contre-amiral Truguet croiser entre Villefranche et le golfe Juan. Une frégate, appuyée par deux vaisseaux de ligne, alla fièrement réclamer à Nice le consul français Leseure détenu dans son domicile, et l'adjudant-général Milet-Mureau, monté sur cette frégate, reconnut ostensiblement les batteries et les points de débarquement. Courten qui commandait le comté au nom du roi de Sardaigne, crut que les républicains pénétreraient de tous côtés et craignit d'être coupé ; il évacua Nice le 28 septembre et gagna Saorge. Déjà la canaille, marins et portefaix, pillait les magasins publics et même les maisons des particuliers. D'Anselme sut l'événement le 29 septembre à 5 heures du matin. Il partit aussitôt avec ce qu'il avait sous la main, un bataillon de grenadiers, deux bataillons de ligne, le 51^e de Dagobert et le 91^e, deux bataillons de gardes nationales, le 1^{er} de l'Hérault et le 3^e des Bouches-du-Rhône, deux compagnies d'infanterie légère, 150 dragons et douze pièces d'artillerie, huit de 4 et quatre de 8, les seules qui fussent dans son armée. On passa le Var à gué, et bien qu'en certains endroits le courant fût rapide, on ne perdit, grâce aux paysans et aux guéyeurs du pays, que trois hommes et quelques chevaux. On marcha sur Nice en chantant le *Ça ira* et en criant *Vivent la liberté et l'égalité*. On entra dans la ville. Le soir même Montalban ouvrait ses portes. Le lendemain, Villefranche se rendait. En quelques heures d'Anselme s'était sans coup férir emparé d'un port et de trois forteresses ¹.

1. Ordre de Servan, 16 novembre ; Anselme au ministre, 29 sep-

III. Dagobert fut nommé commandant de la place de Nice. La confusion était inouïe. Dans la ville comme dans la campagne se produisaient les plus grands excès. Les Français, usant et abusant du droit de conquête, pillaient les maisons des émigrés, ouvraient les malles abandonnées et y prenaient l'argent et la vaisselle. Ils enlevaient le mobilier des églises. On ne put rétablir un semblant d'ordre qu'avec une peine extrême. Dès le 4 octobre, les nouveaux magistrats installés par d'Anselme annonçaient au général que l'habitant se plaignait des « dégâts, vols et violences qu'il recevait des volontaires et autres soldats ». De concert avec eux, Dagobert fit transporter dans des magasins les bagages et effets des émigrés et faire dans toutes les maisons de Nice les plus exactes perquisitions. Il défendit aux citoyens de rien acheter des militaires. Il requit la municipalité de ne délivrer aux républicains aucun billet de logement que sur la demande d'un officier de leur corps. Des patrouilles fréquentes empêchèrent le brigandage. Elles avaient permission de tirer sur les pillards. Deux fantassins et un dragon furent tués en flagrant délit. Treize soldats furent jetés dans les cachots du Fort Carré d'Antibes pour être traduits en cour martiale et quatre envoyés devant les tribunaux voisins. Nombre d'autres furent mis dans les prisons de Nice où ils étaient souvent plus de soixante à la fois ¹.

tembre; bulletin du 29 sept. au 16 oct. (A. G.); Krebs et Moris, *Camp. dans les Alpes pendant la Rév.*, I, p. 127-137.

1. Il faut noter toutefois que des gens du pays se revêtirent de l'habit national pour mieux piller et, selon Barras (Barras à Roland, 20 oct. 1792), qu'ils « se portèrent avec rage dans les maisons infectées d'aristocratie. » Cf. Archives des Alpes-Maritimes

Les généraux étaient rares dans cette armée. Le 13 octobre d'Anselme proposait pour maréchal de camp « le citoyen Dagobert, officier qui était dans les meilleurs principes, qui avait beaucoup fait la guerre et qui était âgé de soixante ans ¹. » Les commissaires de la Convention, chargés de donner leur avis, déclarèrent que Dagobert méritait d'être nommé maréchal de camp. Il commanda dès lors une des trois divisions de l'armée, la première. Le colonel du 94^e, Du Merbion, qui fut, le 23 novembre, nommé, comme Dagobert, maréchal de camp provisoire, était à la tête de la deuxième division. Brunet, maréchal de camp depuis le 1^{er} mars 1791, conduisait la troisième division, la plus importante.

Désormais le nom de Dagobert revient à chaque instant dans le récit des opérations de l'armée d'Italie à la fin de 1792 et au commencement de 1793 ². Dans les derniers jours d'octobre 1792, pendant que Brunet occupait Sospel et Breil, que Barral poussait sur Lantosque, que Du Merbion entra à Puget-Théniers, Dagobert s'emparait de Lucéram et de Coaraze.

IV. Mais bientôt le général piémontais comte de Saint-André prit l'offensive. Dans la première semaine de novembre un détachement commandé par le major de Castelberg délogeait Barral de tous les points importants de la vallée de la Vésubie,

et *Inventaire* de H. Moris, p. 23-26; Sappia, *Nice historique*, 1903, p. 300 et 1906, p. 42; Toselli, *Précis hist. de Nice*, 2^e partie, t. 1, p. 43; second mémoire d'Anselme, p. 7, 21, 36.

1. On sait que Dagobert avait alors, non soixante, mais cinquante-six ans.

2. Voir à l'appendice V l'état de situation de l'armée d'Italie au 1^{er} novembre 1792.

et, dans la nuit du 17 au 18 novembre, tandis que Castelberg se saisissait de Lucéram et de Berra, Brunet, assailli brusquement à Sospel, se repliait sur le col de Braus et de là sur l'Escarène.

L'échec était grave. D'Anselme jugea nécessaire de le réparer sur-le-champ. Il rassembla douze compagnies de grenadiers dont moitié de gardes nationales, et un corps de 1200 hommes qui fut tiré de douze bataillons établis à Nice. Il mit 2000 hommes à l'Escarène pour contenir les miliciens ou barbets qui, de Lucéram et de Berra, inquiétaient les convois. Ce qui lui restait de troupes marcha sur le col de Braus. En avant-garde, les volontaires corses et six compagnies du 3^e bataillon d'infanterie légère. A gauche, sous les ordres de Dagobert, secondé par le colonel Massia et le lieutenant-colonel Vicose, une colonne composée de douze compagnies de grenadiers et du bataillon de campagne du 11^e régiment. A droite, sept compagnies de grenadiers, menées par le lieutenant-colonel Dupuy, gagnaient par la crête des montagnes le défilé de Rocca-Taillada, « où quinze hommes avec des pierres pourraient arrêter une armée ». Au centre, le 70^e régiment où étaient d'Anselme, Brunet et l'adjutant-général Milet-Mureau, avec deux pièces de 8 et deux pièces de 4, suivait le passage frayé par la colonne de droite. Saint-André n'avait laissé au col de Braus que 150 hommes. Ce poste se replia dès qu'il vit déboucher les colonnes françaises et le 19 novembre les républicains entrèrent de nouveau dans Sospel qui de nouveau fut saccagé¹.

1. Bulletin du 18 au 22 nov. (A. G.)

Pendant que d'Anselme retournait à Nice avec huit compagnies de grenadiers, après avoir repris possession de Lucéram et de Berra, le reste des troupes, commandé par Brunet, demeurait à Sospel. Mais la neige couvrait la terre : soldats et volontaires étaient trop mal habillés, trop mal équipés pour résister aux intempéries¹ ; les convois qui devaient alimenter un corps de 3.000 hommes, causaient une dépense considérable ; il fallait les escorter, il fallait avoir d'autres postes sur la route, et les barbets qu'on ne pouvait atteindre, tiraillaient tous les jours du haut des rochers. Après avoir montré, comme disait d'Anselme, qu'ils tenaient Sospel à volonté, les Français revinrent à l'Escarène : la ville de Sospel, ajoutait le général en chef, étant au bas d'une vallée très profonde, serait nécessairement à celui qui l'occuperait en forces.

Les ennemis reparurent. Ils s'établirent à Sospel et sur les hauteurs en avant de Sospel. Aussitôt — le 3 décembre — Dagobert marcha contre eux avec 1.500 hommes ; il les chassa de leur camp et les poursuivit jusqu'au-delà de Sospel ; il ramena vingt prisonniers dont quinze Autrichiens et tous les bagages à son quartier de l'Escarène.

Les opérations semblaient suspendues pour l'instant, et les généraux pensaient qu'il serait impossible d'aborder l'adversaire dans le fort de l'hiver sur cette partie des Alpes escarpées et couvertes de neiges. Mais le 23 décembre, au matin, un détachement de l'Escarène, allant en reconnaissance

1. « Je commande, disait d'Anselme (à Pache, 26 nov., A. G.), le corps de troupes le plus mal armé et le plus mal habillé de la République. »

vers le col de Braus sans aucune précaution, tomba dans une embuscade; attaqué soudain de trois côtés, il se mit en désordre et se sauva. Le lieutenant Taillefer qui commandait la troupe et un sous-officier furent tués, douze soldats blessés, et trente faits prisonniers. Dagobert accourut. Il donna la chasse aux ennemis jusqu'à Sospel et même au delà jusqu'à la Nieja; malgré son ardeur, et bien qu'il fit une extrême diligence, il ne put les rejoindre¹.

V. D'Anselme ne commandait plus l'armée. Appelé à Paris le 16 décembre et suspendu le 27 du même mois, il avait cessé ses fonctions le 8 janvier 1793, pour être décrété d'accusation le 14 février suivant. Les commissaires de la Convention, Collot d'Herbois, Goupilleau et La Source, lui reprochaient sa faiblesse, son insouciance et les « procédés les plus répréhensibles ». D'après eux, si d'Anselme restait à la tête de l'armée d'Italie, elle serait perdue; il n'était ni actif ni ami de l'ordre et de la gloire de nos armes, et, sous un pareil chef, les soldats ne pourraient avoir ni valeur ni vertu. Leurs successeurs, Grégoire et Jagot, confirmaient leur dire: on avait, écrivaient-ils, commis des horreurs sous le commandement de d'Anselme, livré les maisons et les propriétés au pillage, arraché les meubles, les bestiaux et le pain du pauvre, désolé Lantosque, Levens, Lucéram, Sospel qui n'était plus qu'un amas de murs, et toute l'Italie avait retenti de ces brigandages, de ces excès qui fai-

1. *Actes du Comité*, I, p. 313; Thaon de Revel, *Mém. sur la guerre des Alpes*, p. 28; d'Anselme à Pache, 3 déc. (*Mon.* du 14); Brunet à Pache, 31 déc.; *Chronique du curé de Sospel* (A. G.)

saient à la France plus de tort qu'une bataille perdue¹.

Ils avaient raison sur plusieurs points. D'Anselme avait dû jeter en prison le capitaine des guides Masséna ainsi que le commissaire provisoire des guerres Ferru, « principaux agents des dévastations », et tout Nice répétait que la conduite des républicains avait soulevé contre eux les habitants de la montagne, que les barbets avaient juré une haine mortelle aux Français. « Chaque jour, dit un témoin, les barbets nous tuent du monde jusqu'aux portes de la ville; ils se cachent dans les taillis, dans les rochers, et ils tirent très juste; c'est la seule guerre qui nous inquiète, et elle fatigue nos détachements; l'armée piémontaise est bien moins à craindre »².

D'Anselme, pourtant, était-il si coupable? Sans doute, après son départ, Nice sembla respirer; les boutiques, jusqu'alors fermées, se rouvrirent; les marchands eurent un air d'assurance; les bourgeois osèrent se montrer dans les rues. Mais pourquoi le 15 octobre, les corps administratifs de Nice déclaraient-ils que d'Anselme était investi de la confiance publique? Pourquoi demandaient-ils instamment pour lui le grade de maréchal de France? Pourquoi, dans son compte-rendu du 22 janvier 1793, l'administration provisoire du pays reconnaît-

1. *Actes du Comité*, I, p. 362 et 387; III, p. 29 et 78; *Mon.*, 7 janvier 1793; Rapport de Grégoire (*Nice hist.*, 1905, p. 309); cf. séance de la Convention, 27 déc., dénonciation de deux dragons du 18^e contre les « attentats » de d'Anselme et *Nouv. Revue Rétros.*, n° 79, janv. 1901, p. 41-47, dénonciation de Josset, soldat au 70^e.

2. *Mon.*, 26 déc. Cf. sur les barbets ou miliciens, les *Mém.* de Roguet, I, p. 69 et 165, Thaon de Revel, p. 17, les mémoires et lettres de d'Anselme qui les nomme « les hussards des pays de montagnes » et « le tourment des généraux. »

elle que d'Anselme répandit avec profusion des proclamations qui firent quelque effet et qu'il prit en hâte, d'accord avec elle, les mesures nécessaires pour arrêter l'inévitable désordre ?¹ D'Anselme s'est d'ailleurs justifié et dans sa correspondance et dans ses deux mémoires du 9 février et du 14 avril. Il démontre qu'il n'a pas « préparé la dissolution de l'armée », qu'il a maintenu l'harmonie entre les troupes de ligne et les volontaires, sommé les déserteurs de rejoindre leur poste et fait aussi bien que possible avec une force agissante de 11.000 hommes son métier de général.

Les commissaires lui reprochent de n'avoir pas mis une batterie sur le Mont-Gros. Il répond qu'il a visité cette position à divers intervalles et qu'il était, à la première reconnaissance, accompagné de Dagobert et des officiers de l'état-major, qu'il a désigné le futur emplacement des troupes, et, plusieurs semaines plus tard, établi sur cette hauteur un camp de deux bataillons.

Les commissaires le taxent d'ignorance et d'imprévoyance. Il rappelle que d'autres lui ont trouvé quelques talents militaires, qu'il a fait treize campagnes dont quatre en Amérique — où il a vu de près la modération civique de Washington — qu'il a dès le premier jour juré de garder les postes si lâchement évacués par les Piémontais et qu'au 18 novembre, après l'échec de Brunet, il est parti à la tête des grenadiers de l'armée pour reprendre Sospel.

Il prouve que les commissaires ont recueilli les plaintes des Niçois sans les vérifier ; que ses soldats

1. Procès-verbaux des corps administratifs, 15 oct. (Archives des Alpes-Maritimes et Inventaire sommaire dressé par H. Moris, p. 3-4, 25-26).

n'ont guère pillé que les maisons des émigrés où la municipalité les avait logés ; que son armée, composée presque entièrement de nouveaux bataillons, dépourvue de tout, exaltée, est entrée en pays étranger comme en pays ennemi et dans Nice comme dans le Coblenz du Midi. N'écrit-il pas au ministre le 26 novembre que tous les mauvais sujets d'Avignon, de Carpentras, d'Arles, de Marseille et de Toulon sont venus dans son armée et qu'il ne saurait assurer le maintien de l'ordre ? Il affirme, en outre, qu'il n'a pu former de tribunaux militaires puisqu'il n'avait même pas de commissaires des guerres, que s'il n'a pu réprimer les excès commis loin de lui dans la montagne, il ne les a pas ignorés et qu'il a enjoint d'arrêter les délinquants, d'arrêter Masséna et Ferru, qu'il a flétri le pillage dans une proclamation du 1^{er} octobre, qu'il a infligé des punitions, donné de sévères instructions aux patrouilles, engagé l'armée à chasser les « sujets tarés », prescrit de fouiller tous les soldats qui se rendaient de Nice en France, recommandé de laisser leurs bestiaux aux paisibles habitants et de « faire aimer les troupes françaises autant que la sûreté et les précautions militaires pourraient le permettre ». Les commissaires n'ont-ils pas reconnu que « la majorité de l'armée avait conservé la vertu » et qu'elle avait été « purgée des coupables qui n'étaient qu'en petit nombre ? »

1. D'Anselme à Pache, 26 nov. (A. G.) Il a nié ce propos dans son second mémoire, p. 21 ; mais il n'osait inculper publiquement les bataillons du Midi et cette phalange marseillaise composée de la lie de la population de Marseille, cette phalange qui, dès son entrée à Nice, pendait aux arbres du Cours quatre paysans de la Turbie arrêtés comme suspects ; cf. Toselli, *id.*, p. 53-55 et Ternaux, *Terreur*, VI, p. 97-99 et 437.

Les capitaines Macquard et Sugny, le général Saint-Martin, chef de l'état-major, Dagobert appuyèrent d'Anselme et démentirent les assertions des représentants. Dagobert déclara que d'Anselme avait donné les ordres les plus précis de respecter la liberté et les propriétés. Les commissaires disaient que « les soldats impétueux se voyaient condamnés à la plus révoltante oisiveté » et qu'ils ne s'étaient exercés quotidiennement qu'après l'arrivée des représentants : Dagobert répondit que dès l'entrée des Français à Nice et longtemps avant la venue des commissaires, les corps de la garnison s'exerçaient chaque jour selon l'ordre du général en chef. Les commissaires disaient que d'Anselme n'avait pris aucune mesure pour répan- dre les décrets de la Convention : Dagobert répondit qu'il avait distribué, d'après les ordres de d'Anselme, aux différents corps de la garnison les lois, décrets et règlements militaires. Les commissaires disaient que les subsistances faisaient quelquefois défaut : Dagobert répondit que lorsqu'il commandait l'avant-garde, elle n'avait jamais manqué de vivres, que les distributions de pain et de viande étaient très régulières. Les commissaires disaient que l'impéritie de d'Anselme avait causé l'échec du 23 décembre. Qu'était-ce que cet échec ? répondit Dagobert. Une simple surprise : un officier imprudent était tombé dans une embuscade ; mais s'il n'avait péri, il aurait été traduit en cour martiale et d'Anselme ni nul autre ne pouvait être inculpé sans injustice pour un fait de si peu d'importance ¹.

1. Second mémoire de d'Anselme, p. 3, 15, 36-37 ; lettre des représentants Barras, Fréron, Ricord et Aug. Robespierre, 18 septembre 1793 (Charavay, *Carnot*, III, p. 168 ; ils reconnaissent que le

VI. Brunet remplaça d'Anselme à la tête de l'armée jusqu'à ce que Biron fût venu. Il s'efforça de rétablir l'ordre, il multiplia les postes, il prit des mesures que d'Anselme avait négligées. Dagobert le secondait parfaitement. Depuis le 15 décembre il commandait à l'Escarène l'avant-garde de l'armée, trois bataillons de ligne et un bataillon de volontaires. Le 4^{er} janvier 1793, les commissaires de la Convention passèrent la revue de ses troupes ; elles leur parurent dans d'excellentes dispositions ; elles ne regrettaient que leur inaction et ne demandaient qu'à combattre ¹.

Biron n'arriva que le 10 février à Nice et il resta peu de temps à l'armée d'Italie ; mais, dit un officier, les soldats conçurent une bonne idée de ses talents. Son armée — et tels sont les propres termes de Biron — était encore désordonnée, désorganisée, dénuée d'instruments de toute espèce ; il n'avait pas la sixième partie des équipages et des chevaux d'artillerie indispensables ; il manquait d'argent pour se procurer des nouvelles. Pourtant il refoula les Austro-Sardes qui pouvaient en une marche de cinq ou six heures se présenter aux faubourgs de Nice. A sa voix et sous l'impulsion de ses lieutenants Brunet et Dagobert, les troupes déployèrent, comme il s'exprime, une miraculeuse valeur. Mais (et cette remarque de Biron est mal-

désordre était inévitable, que d'Anselme a tenté d'arrêter le pillage et j uni plusieurs soldats) ; G. André, *Nizza*, p. 195 (le fougueux séparatiste avoue que d'Anselme s'est « vigoureusement » défendu et que ses mémoires sont remarquables par leur clarté).

1. On sait que d'Anselme fut simplement incarcéré. Il eut l'autorisation de prendre sa retraite en 1795, obtint le traitement de réforme en 1798 et, après avoir inspecté les troupes stationnées dans le Midi, le traitement de retraite en 1801 ; il mourut au mois de septembre 1814 à Paris.

heureusement vraie) on ne sentit pas le prix de leurs succès : ils n'avaient pas ces accessoires qui brillent et éblouissent : pas de drapeaux — comme les quatre drapeaux piémontais trouvés par d'Anselme — à suspendre dans la salle des séances de la Convention, pas de butin, pas de canons conquis.¹

Le 13 février, Biron apprit « par des moyens qui n'appartiennent qu'à la galanterie française »² que les Austro-Sardes se rassemblaient en forces à Sospel. Était-ce pour tâter nos postes ? Était-ce pour s'emparer du col de Braus et, par suite, du grand chemin de Turin ? Biron convint avec Brunet qu'il ne fallait pas leur laisser une aussi importante position que le col de Braus. Le jour même il envoyait à Dagobert l'ordre de quitter l'Escarène dans la nuit et d'occuper le col de Braus avec 1.200 hommes.

Brunet devait diriger l'opération. Il prescrivit que les compagnies de grenadiers du 11^e régiment cantonnées à Castillon se rendraient au col de Pérus pour couper à l'ennemi sa ligne de retraite. Il détacha sur le col de Braus deux compagnies d'infanterie légère et le 1^{er} bataillon de l'Hérault. Lui-même partit de Nice dans la nuit du 13 au 14 février pour appuyer Dagobert avec les troupes qui stationnaient à la Trinité et à Drap.

1. Roguet, *Mém.*, 1, p. 89 ; Biron à Beurnonville, 15 et 22 février, 4 et 18 mars (A. G.).

2. Sans doute par Sophie Cairasque de Sospel (Tisserand, *Hist. de la Rév. dans les Alpes-Maritimes*, p. 149). Cf. sur ce combat de Sospel le récit de Krebs et Moris, 1, p. 179-183 ; Biron à Beurnonville, 13 et 15 février ; Dagobert à Biron, 15 février et à Beurnonville, 20 février ; relation de l'affaire de Sospel, 14 février (A. G.) ; Mon., 24 février ; Thaon de Revel, p. 29-30.

VII. Dagobert savait que l'adversaire s'était renforcé. Un espion lui annonça dans la soirée du 13 qu'une « flotte » d'Autrichiens et de Piémontais était au col de Braus. Il partit le 14 à 2 heures du matin avec ses trois bataillons qui comptaient en tout 1.200 hommes. Malgré l'avis qu'il avait reçu, il ne trouva personne au col de Braus. Il poussa sur Sospel et lorsqu'il fut rejoint par son artillerie dont la marche fut en plusieurs endroits retardée par la glace, il mit sa troupe ou, comme il disait, sa petite armée en bataille dans les oliviers au pied du Barbonnet. Il n'avait plus que 800 hommes parce qu'il avait dû laisser des postes au col de Braus, à la Piastre et à l'Escarène pour arrêter l'assaillant qui viendrait peut-être de Moulinet ou de Lantosque. Mais, selon sa propre expression, l'audace fait beaucoup à la guerre et mieux vaut aller au-devant des ennemis que de les attendre.

Sospel s'étend sur les bords du torrent de la Bévéra qui presque partout est guéable et qui sort du massif de l'Authion pour tomber dans la Roja à une lieue de Vintimille. Les deux rives sont unies par un pont de pierre qui date du xiii^e siècle. Trois pièces d'artillerie établies sur ce pont battaient le fond de la vallée en amont et le débouché de la grande route qui descendait alors du Barbonnet. Elles étaient protégées sur leurs flancs par deux compagnies autrichiennes : l'une, sur la rive droite, tenait, à l'est du ravin de Castillon, le couvent des Capucins¹ ; l'autre, sur la rive gauche, au-dessus de la ville, un haut pigeonier ou, comme dit un

1. Aujourd'hui la maison Piccon.

Français, une tour fortifiée par la nature et l'art¹. Plus au nord, sur le sommet et les pentes du mont Agaissen qui se développe en forme d'éventail et s'appuie à la rivière par ses deux extrémités, étaient les milices et les volontaires. Au nord-ouest de l'Agaissen, sur un plateau que les gens du pays nomment la Faïcha Longa, étaient dressées plusieurs tentes, et pour défendre ce petit camp qui couvrait la baisse de Fighieras, un détachement d'Austro-Sardes avait occupé la chapelle Sainte-Sabine et trois maisons du voisinage. Telle était la ligne de bataille. En réserve, à un tournant de la grande route, à la Croix d'Aurelia, était, avec deux canons, un corps d'Autrichiens, commandé par le comte Pace.

Dagobert avait d'abord détaché trois compagnies de grenadiers chargées de prendre pied sur l'Agaissen; elles furent repoussées au passage de la Bévéra et, après avoir perdu quelques hommes, elles rebroussèrent chemin. Mais, durant cette reconnaissance, il avait arrêté son plan. Ses dispositions furent très prudentes. S'il avait dissimulé ses troupes dans les oliviers, c'était, non seulement pour abriter le jeu de son artillerie, mais pour cacher dans le premier moment sa faiblesse numérique. Il se garda bien de se jeter sur la ville pour la prendre d'emblée et de vive force, et, comme il dit, de s'y enfoncer : à ses yeux et aux yeux de ses compagnons, les ennemis semblaient se servir des

1. Relation de l'affaire (A. G.). Cette maison est sans doute la plus importante des deux constructions qui sont à l'est du premier tournant de la route de l'Agaissen, un peu au-dessus du « raccourci ». Elle appartient à M. Pastoris et comprend encore, outre le corps principal, une sorte de tour qui, jusqu'à l'année 1887, était beaucoup plus élevée et servait de pigeonier.

maisons sises autour du pont pour s'embusquer; pour se masquer; « ils espéraient, écrit un officier, fondre sur nous si nous étions aussitôt entrés dans Sospel ».

A 10 heures du matin, lorsque Brunet l'eut rejoint avec des renforts qui portèrent sa brigade à 1.500 hommes, Dagobert commença son opération. Il forma trois colonnes : celle de gauche enlèverait le plateau de la Faïcha Longa et la chapelle Sainte-Sabine; celle de droite tournerait la ville pour cerner les troupes qui l'occupaient; celle du centre laisserait agir les deux autres, puis entrerait dans Sospel par la grande route.

Un feu d'artillerie fut le prélude de l'attaque. Une pièce de 8 placée sur le revers du Barbonnet, au-dessus du cimetière actuel, envoyait ses boulets par dessus les maisons de Sospel pour empêcher la réserve d'approcher de la ville et les troupes de la ville de s'échapper par le grand chemin; deux pièces de 4 établies à gauche, à l'endroit où aboutit le raccourci des Cyprès, au-dessus du tertre où est aujourd'hui la maison appelée le Château branlant, tiraient sur le mont Agaissen et battaient l'intervalle entre Sospel et la Faïcha Longa.

La colonne de gauche décida le succès par sa bravoure et sa rapidité. Elle était précédée des grenadiers du 91^e et commandée par les capitaines Rambeaud et Despinoy qui montrèrent, a dit Dagobert, une valeur et une intelligence dignes des plus grands éloges. Pour ne pas être vue, elle remonte la rive droite de la Bévéra; elle franchit le torrent à la Commenda; elle enlève brusquement le petit camp de la Faïcha Longa, avant que les troupes qui couronnent les hauteurs d'alentour,

aient fait le moindre mouvement. Les Piémontais qui tenaient la chapelle Sainte-Sabine et les trois maisons voisines, se sauvèrent par un ravin ; les Autrichiens combattirent à l'abri d'un mur, le long d'un sentier qui, par une pente douce, menait à la ville ; mais eux aussi, ne tardèrent pas à lâcher pied. Malgré le feu des ennemis qui tiraient à la faveur des oliviers, la colonne française, pleine d'ardeur, descendit la rive gauche de la Bévéra et emporta le Pigeonnier : elle avait ainsi pris en flanc les Austro-Sardes qui restaient dans la ville et leur avait coupé la retraite sur l'Agaissen.

Cependant, la colonne de droite, formée d'une compagnie d'infanterie de ligne et des deux compagnies de chasseurs du 50^e régiment, traversait le ravin de Castillon et délogeait les Autrichiens du couvent des Capucins. Ils se défendirent avec une vaillance à laquelle les républicains rendirent justice, mais ils avaient épuisé leurs munitions ; l'infanterie gagna par les petites rues l'extrémité inférieure de la ville ; l'artillerie et la cavalerie s'enfuirent par la route au milieu des balles et des boulets.

La colonne de centre, composée du 91^e régiment, s'était jusqu'à ce moment contentée de tirailler à l'entrée de Sospel ; elle y pénétra alors par le grand chemin et les ennemis mettent bas les armes ; comme dit Dagobert, ils étaient battus et plongés de toutes parts.

L'officier qui commandait dans Sospel, le major Strassoldo, cousin du général de ce nom, avait été victime de son imprudence. Après avoir demandé et obtenu de Saint-André la permission d'occuper la ville où il aurait moins à souffrir des rigueurs

de la saison, il avait reçu l'instruction expresse de se retirer s'il était attaqué. Au lieu de se retirer, il résista, et lorsqu'aux premiers coups de canon, Revel, fils et aide-de camp de Saint-André, vint lui dire qu'il devait battre en retraite, le moment était passé. Il voulut appeler de la Croix d'Aurelia le détachement autrichien du comte Pace, appeler du pont de la Nieja trois compagnies d'infanterie légère. Trop tard ! Revel porta l'ordre au péril de sa vie ; il traversa le pont de la Bévéra, sous le feu des républicains ; il se jeta par terre pour reprendre haleine et soudain, à la surprise des Français qui le croyaient tué, il se releva pour courir de plus belle ; il se hâta d'amener le détachement du comte Pace et les compagnies d'infanterie légère ; mais à quelque distance de Sospel, un dragon qui fuyait, lui annonça que Strassoldo était prisonnier.

Le succès aurait été plus complet si les compagnies de grenadiers du 11^e régiment étaient venues, comme Brunet l'avait prescrit, couper la grande route ; artillerie et dragons, disait Dagobert, auraient été pris, et pas un ne se sauvait. Mais Dagobert n'avait que 3 morts et 5 blessés ; quant aux ennemis, ils avaient environ cinquante hommes hors de combat et ils laissaient aux mains des Français 290 des leurs, dont six officiers, quatre lieutenants, un capitaine et le major Strassoldo qui se cachait dans la maison d'une pauvre femme et qui fut trahi par un de ses soldats. Dagobert fit rendre leurs armes aux officiers pour qu'ils pussent les présenter au général en chef Biron. La joie des républicains tenait du délire. Ils coiffèrent les prisonniers du chapeau français, les poudrèrent de neige, les forcèrent de danser ; en les conduisant

de Sospel à Nice, ils chantaient et gambadaient ¹.

Dagobert fut modeste, « Le général Brunet, dit-il, a constamment refusé un commandement qui lui allait mieux qu'à moi et nos dispositions se sont trouvées tellement les mêmes que la gloire du succès lui appartient. » En réalité, tout l'honneur de l'attaque lui revenait. Brunet n'avait été que spectateur, et ce fut Dagobert qui mena l'opération. Biron lui rendit hommage. Dans sa lettre au ministre, il associa Dagobert à Brunet : il ne pouvait, écrivait-il, trop louer le zèle infatigable de l'un, et les bonnes et courageuses dispositions de l'autre.

VIII. Cette brillante affaire de Sospel avait, selon le mot d'un officier de l'armée d'Italie, ranimé l'ardeur guerrière. Biron, enhardi, voulut tâter les ennemis avec quelque succès avant le prochain rassemblement de leurs troupes. Il conçut le projet d'attaquer dans la journée du 28 mars tous les postes qui formaient leur droite, d'Entrevaux à Sospel, et de les chasser entièrement du comté de Nice. Le plan s'exécuta ².

Du Merbion emporta Utelle et Notre-Dame des Miracles. Masséna, sorti de sa prison et devenu lieutenant-colonel du 2^e bataillon du Var, enleva Tournette et Revest, tandis qu'un autre chef de volon-

1. Chronique du curé de Sospel (A. G.); Tisserand, *Hist. de la Révol. dans les Alpes Maritimes*, p. 151; Branco, *Gesch. des K. K. Inf. Reg. n° 44*, p. 81-82; les ennemis eurent 355 morts, blessés et prisonniers; étaient pris, avec le major Strassoldo, le capitaine Bairo, le premier lieutenant Vamberti, blessé, l'enseigne Zamelli, les cadets Montegazzo et Sissa.

2. Relation de l'expédition de la Vésubie, 28 février; Biron à Bournonville, 22 février; mémoire de Macquard (A. G.); Krebs et Moris, II, p. 187-192; Thaon de Revel, p. 30-31; *Mon.*, 16 mars.

taires, Leduc, du 7^e bataillon du Var, s'emparait de Lucéram. Rossi, employé à l'armée des Alpes, se rendit maître de Puget-Théniers.

Pendant ce temps, Brunet entreprenait l'expédition qu'on nomme l'expédition de la Vésubie. Cette attaque, l'attaque de droite, était essentielle et la plus ardue. Mais Brunet avait avec lui Dagobert qui commandait l'avant-garde.

Le 28 février, de grand matin, les troupes se réunirent à Colla-Bassa, à la tête du ravin de Fighieras, près de la cime de Savel.

Il fallait, pour déboucher dans la vallée de la Vésubie, se saisir d'abord du col Nègre ou du Tournet. Ce poste passait pour formidable. Il était retranché et défendu par 130 hommes du régiment d'Oneille et deux compagnies de milices sous les ordres du capitaine Rimberti. Mais, malgré des difficultés qui paraissaient invincibles, les Français vinrent se mettre en bataille sur les hauteurs à gauche du col Nègre et il y firent monter leur artillerie. Les deux compagnies de grenadiers du 91^e assaillirent les positions de front en suivant les zigzags de la route, tandis que les chasseurs corses et les deux compagnies de grenadiers du 28^e, conduites par l'adjudant-général Micas, se portaient sur la droite. Bien qu'elle gravit des pentes très raides et hérissées de roches, la colonne de Micas atteignit le sommet de la montagne presque en même temps que l'autre colonne. Toutes deux délogèrent l'ennemi et de poste en poste le pourchassèrent à travers les neiges jusqu'au-delà des hauteurs de la forêt de Maeris, par un chemin si dangereux que plusieurs chevaux y périrent. Dagobert les appuyait avec le 50^e et le 2^e de l'Isère. Mais au défilé

du Gaudissard, les Français trouvèrent deux bataillons qui les attendaient dans une position inaccessible et sur les cimes, au-dessus d'eux, des milices se préparaient à leur lancer des quartiers de roc. Ils durent aux approches de la nuit rétrograder sur Saint-Colomban, et ce ne fut que le lendemain, par une « ruse de marche » qui semblait menacer La Bollène, que Dagobert réussit à débusquer l'adversaire et à dégager le défilé qu'il fallait absolument franchir pour arriver à Lantosque.

De son côté, avec le gros des troupes, l'artillerie et les équipages, Brunet avait gagné le col de la Porte, puis le vallon de Saint-Estève, puis les hauteurs de la chapelle Saint-Arnould. Le 91^e, commandé par Vicose, éclairait sa gauche; les grenadiers du 28^e, détachés de la colonne de Dagobert, et les grenadiers de l'Hérault couvraient sa droite. Posté sur la rive droite de la Vésubie, l'ennemi faisait une très vive fusillade.

Le lendemain 1^{er} mars, au matin, Dagobert informait Brunet qu'une forte colonne, partie de Lantosque, se dirigeait sur lui. Or, il était à plus d'une lieue de Brunet, et entre les deux généraux se dressaient les grands escarpement de Saint-Colomban. Brunet envoya de Saint-Arnould sur les sommités du col de Raboun quelques troupes avec du canon pour soulager Dagobert. Mais les Piémontais avaient résolu de battre en retraite, et peu d'instants après Dagobert entra à Lantosque sans coup férir. « J'y arrivai, a-t-il dit, deux heures avant la colonne du général Brunet ¹. »

1. Comme Biron l'écrivait au ministre (Dagobert à Bouchotte, 14 décembre 1793. A. G.), Dagobert perdit dans cette expédition

Les Piémontais, au nombre de 4000 hommes environ, sous les ordres du chevalier Blegno, premier major du régiment de Saluces, s'étaient retirés sur les terrasses de Belvédère au débouché des cols de Raous et de Saint-Véran; les milices se trouvaient à La Bollène; des volontaires de Nice et de Tortone, commandés par le baron Caravadossi et le comte Massa, ainsi qu'une compagnie de grenadiers, sur les hauteurs de Flaut; un détachement de Saluces, à Roquebillière. La position était redoutable. Mais, comme s'exprime un témoin de la campagne, un concert bien sagement combiné entre les généraux et un dernier effort des soldats assurèrent Belvédère à la République et lui donnèrent la clef des montagnes qui séparent la vallée de la Vésubie du col de Tende.

Le 2 mars, le lieutenant-colonel Macquard, à la tête du 1^{er} bataillon de l'Hérault, passait la rivière et occupait La Bollène : ses hommes, a-t-il dit, ne respiraient que la joie d'un combat à livrer, mais on ne crut pas prudent de les attendre. Dans le même temps, Dagobert partait de Lantosque avec les chasseurs corses et tous les grenadiers et chasseurs de la petite armée. A une demi lieue, au ravin de la Planchette, il divisa sa colonne en deux portions : l'une, menée par le capitaine Despinoy et composée d'une partie du 50^e régiment et de grenadiers du 91^e, s'achemina sur Roquebillière; l'autre, qu'il conduisait en personne, franchit la Vésu-

deux chevaux et un mulet qui tombèrent du haut d'un escarpement : le mulet portait des vivres, ainsi que des ustensiles de cuisine et l'un des chevaux un porte-manteau qui contenait six chemises, une veste, une culotte et un manteau acheté naguère au prix de 170 livres.

bie¹. Il gravit les hauteurs de Flaut ou de Vescol; il refoula les ennemis qui s'ébranlaient pour l'attaquer et qui s'enfuirent dès qu'ils virent nos grenadiers s'avancer vers eux du pas le plus déterminé; il poussa même un détachement sur les crêtes, vers le mont Péla. Mais sur cet entrefaites la colonne de Brunet, formée du 61^e, du 91^e et du 2^e de l'Hérault, courait quelque danger. Elle avait à son tour traversé la Vésubie et longeait le pied de la montagne dont Dagobert s'était emparé, lorsqu'elle fut arrêtée par le ravin de la Gordolasque. Elle dut repasser la Vésubie et marcher sur Belvédère par un sentier où les soldats ne pouvaient aller qu'un à un. Enfin, elle atteignit la chapelle Saint-Julien sur un plateau très étroit où elle se mit en bataille au fur et à mesure que les troupes arrivaient. Toutefois Brunet ne communiquait plus avec sa droite et sa gauche : à droite, Dagobert était loin, sur les hauteurs inabordables de Flaut; à gauche, Despinoy était tenu en échec par l'artillerie piémontaise placée à Sainte-Anne et à Saint-Roch. Déjà le major Balegno venait au devant de Brunet avec des volontaires de quatre compagnies autrichiennes et les grenadiers du régiment de Nice, et tous les avantages, dit un de nos officiers, étaient de son côté. Brunet prit l'initiative de l'attaque; résolument et avec une fermeté qui mérita les éloges de Biron, il courut à la rencontre de l'adversaire, et ses bataillons, s'éparpillant sous le feu du canon piémontais, s'abritant, selon le mot d'un témoin, sous la cascade continuelle des petites terrasses plantées d'o-

1. Le chemin de Lantosque à Belvédère suivait en 1792 la rive droite de la Vésubie, et la route actuelle sur la rive gauche n'existait pas.

liviers, entrèrent en triomphe dans Belvédère. Presque au même moment arrivaient Despinoy qui s'était rendu maître de Roquebillière et Dagobert qui descendait le ravin de la Gordolasque. Le major Balegno, craignant d'être cerné, se retira précipitamment sur Saint-Blaise en abandonnant son artillerie. La vallée de la Vésubie était conquise.

Brunet avait dirigé tous les mouvements et le général en chef Biron louait la sagesse de ses conceptions, son énergie et son zèle. Mais Dagobert ne fut pas oublié. Biron écrivait qu'il avait très bien secondé Brunet, et le ministre de la guerre, Beurnonville, assurait à la Convention que le succès était dû, non seulement à la bravoure des soldats, mais à l'intelligence et à l'activité de Brunet et de Dagobert¹.

Dagobert eut sa récompense. Sa promotion au grade de maréchal de camp devint définitive. Le 4 février, le ministre de la guerre Beurnonville lui avait mandé que le Conseil exécutif, « reconnaissant son zèle et son dévouement, prenait et prendrait ses services dans la plus grande considération », mais que le nombre des officiers-généraux était complet et que sa nomination ne pouvait être confirmée. Le 19 février, au soir, lorsqu'il reçut cette lettre, Dagobert avait enlevé Sospel. Il se plaignit le lendemain à Biron. Quelle nouvelle décourageante et vraiment affligeante ! Laisserait-elle Biron indifférent ou, inspiré par un sentiment de justice, ne tenterait-il pas quelque démarche en fa-

1. Biron à Beurnonville, 3 et 13 mars (A. G.); Dagobert, dit-il, « a perdu ses deux chevaux, il est sans fortune, et ne peut les remplacer que très difficilement; il serait de la justice de la République de lui fournir les moyens d'en acheter deux autres. »

veur de son lieutenant? Dagobert fit mieux. Le même jour, il écrivait, non sans fierté ni colère, à Beurnonville : « Quoi, parce qu'il aura plu aux Servan et aux Pache de combler la mesure et d'appeler à ce grade des personnages qui n'étaient pas nés lorsque j'arrosais de mon sang les plaines de l'Allemagne, j'en serais privé, moi qui depuis trois mois en fais les fonctions, j'ose dire avec distinction ! » Et il citait Sospel, ce glorieux succès de Sospel remporté sur des troupes solides, sur les régiments de Belgiojoso et de Caprara qui naguère combattaient les Turcs. Il citait ses quatre blessures, ses dix campagnes, ses quarante-neuf années de service. Il annonçait qu'il allait demander à la Convention l'annulation des nominations prononcées par les derniers ministres pour que chacun fût mis à sa place selon son ancienneté et ses actions de guerre. Il priait même le ministre d'appuyer cette juste pétition et d'échauffer par là l'émulation et le zèle des vrais défenseurs de la patrie. Le 8 mars, Dagobert était confirmé dans son grade, et Biron jugeait que « c'était grande justice ¹. »

Biron voulait à ce moment frapper encore un coup sur l'adversaire; le repousser plus loin, le chasser de Raous « point capital », de Saorge, de Breil, du col de Tende, emporter à quelque prix que ce fût ces postes qui « donnent tant d'influence sur les événements », qui ferment le passage de la France et ouvrent celui de la Lombardie, tel était le plan de Biron. Ses troupes, bien que peu exercées, peu disciplinées, étaient valeureuses, propres

1. Dagobert à Biron (20 février et 9 mars) et Beurnonville à Dagobert, 4 février (A. G. et A. D.)

à l'attaque; il attaquerait donc les Austro-Sardes et leur enlèverait les clefs du pays. Mais les républicains étaient alors battus en Belgique et sur l'ordre du ministre il fallut rester sur la défensive.

Sospel était toujours indivis et de temps en temps les ennemis l'occupaient pour inquiéter nos avant-gardes et donner des alertes à notre camp de Braus. Fatigué des escarmouches de la milice piémontaise et de ces incessants coups de main, Biron résolut de reprendre définitivement Sospel et d'établir sur le mont Agaissen un poste considérable. L'opération fut exécutée le 17 avril par Brunet, Dagobert et Du Merbion. On ne trouva de résistance ni à Sospel ni au mont Agaissen, et les généraux décidèrent de profiter de l'ardeur du soldat pour assaillir le camp que les Piémontais avaient en face de l'Agaissen au col de Pérus. Après une vive fusillade, les troupes républicaines, formées en trois colonnes et marchant, l'une à gauche du ravin qui sépare l'Albaréa du Pérus, l'autre au centre par le vallon de la Nieja, la troisième à droite par le ravin de Bassera, forcèrent les Piémontais à la retraite et leur prirent des mulets, des tentes, des bagages et une vingtaine d'hommes. Elles n'avaient que deux morts et deux blessés. L'adversaire — c'était un bataillon du régiment de Sardaigne commandé par le chevalier de Villamarina — sauva, non sans peine, ses deux canons et eut, dit-on, deux cents hommes hors de combat. Le rôle de Dagobert, dans ce beau combat, n'a pu être précisé; mais Biron rendit les meilleurs témoignages de son excellente conduite ¹.

1. Biron à Beurnonville, 22 mars; Beurnonville à Biron, 28 mars; Biron à Bouchotte, 18 avril (A. G.); Roguet, *Mém.*, I, p. 93; Krebs et Moris, II, p. 200-203; Thaul de Revel, p. 36-37.

CHAPITRE VI

Le Mas-Deu

I. Dagobert envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales. — II. Perpignan et le Roussillon. — Les autorités, Llucia, Comité départemental de salut public, représentants, club. — Dagobert et ses relations avec le club et Llucia. — Chrétien. — Plan proposé au club par Dagobert. — III. Lahoulière. — Charles de Flers. — Positions de l'armée. — IV. Combat du Mas-Deu (19 mars 1793). — V. Dagobert général de division (15 mai.)

I. Pendant que Dagobert combattait à la frontière d'Italie, les Espagnols envahissaient brusquement le Roussillon. Les représentants du peuple aux côtes de la Méditerranée, Le Tourneur, Brunel et Rouyer, se rendirent aussitôt à Perpignan. Deux d'entre eux, Le Tourneur et Brunel, tâchèrent de rassembler quelques bataillons et de ravitailler les places. Le troisième, Rouyer, alla dans les départements voisins hâter les levées de troupes et l'envoi des secours de toute espèce. Ils se plaignaient de la pénurie des officiers-généraux et, comme eux, le procureur général syndic des Pyrénées-Orientales, Llucia, demandait au Conseil exécutif non seulement des armes et des hommes, mais des chefs intelligents, expérimentés et dignes de confiance.

Rouyer eut l'idée d'écrire au général de l'armée d'Italie, à Biron. Il lui écrivit de Montpellier que l'armée des Pyrénées-Orientales, qui se composait de gardes nationaux réquisitionnés dans les départements, avait besoin d'être guidée et commandée.

« Vous accoutumez vos généraux à vaincre, disait Rouyer à Biron, envoyez-nous en deux ou trois; les soldats que nous avons à leur donner sauront, comme les vôtres, les suivre à la victoire. » Il désirait un général de division et deux généraux de brigade ou deux colonels capables de remplir les fonctions de brigadier et il désignait le général d'Auvare ou le général Brunet et les colonels Massia et Dortoman.

Brunet, qui remplaçait Biron à la tête de l'armée d'Italie, envoya le général de brigade Dagobert, les colonels d'Aoust et Giacomoni et un adjoint à l'état-major, Baude. « Tous ces officiers, marquait Brunet, sont à même par leur civisme, par leur zèle et leur intelligence, d'organiser l'armée des Pyrénées-Orientales et de l'opposer avec succès aux ennemis de la République. » Ni Brunet, ni les représentants n'avaient consulté Bouchotte, le ministre de la guerre ¹.

VI. Les administrateurs de l'Hérault s'étaient joints au conventionnel Rouyer pour demander à l'armée d'Italie des officiers-généraux, et un commissaire qu'ils dépêchèrent à Nice, vint presser Dagobert de partir. Il marcha jour et nuit pour se rendre à son nouveau poste, et le 11 mai, il déposait à Perpignan son brevet sur le bureau du Conseil du département.

On peut se le représenter, d'après une esquisse du peintre narbonnais Gamelin, tel qu'il était alors. Il avait les traits du visage réguliers, le nez aquil-

¹. *Actes du Comité*, III, p. 380 et 464; Vidal, *Hist. de la Révol. fr. dans le dép. des Pyrénées-Orientales*, II, p. 140-146; Rouyer à Biron, 28 avril; Brunet à Bouchotte, 7 mai (A. G.)

lin, la bouche fine, les yeux perçants, les cheveux rares et blancs. La figure, en son ensemble, était celle d'un vieillard, et voilà pourquoi, sans doute, les contemporains l'appelèrent le « vieux général », pourquoi d'Anselme lui donnait soixante ans. Mais ce vieux général unissait à son expérience la vivacité de la jeunesse, et il connaissait le pays. Les villes du département, Perpignan — ce Perpignan dont il décrit l'hôpital dans son mémoire de 1780 — Collioure, Villefranche de Conflent, Montlouis, lui étaient familières. Il avait, lorsqu'il servait à Royal-Italien, parcouru les montagnes du Roussillon, et peut-être avait-il fait quelques pointes sur le territoire espagnol : il parle dans son *Ordonnance française* de la trompe qui sert de soufflet dans les forges catalanes et il dit que la pluie tombe rarement en Espagne, que pourtant, et malgré la chaleur, « les grands marcheurs ne négligent jamais de porter leur manteau ¹. »

Aussi, lorsqu'il traversait le midi de la France pour venir au secours du Roussillon envahi, roulait-il dans sa tête un plan de défense, un plan à la fois beau et hardi : il voulait occuper les Aspres.

Les Aspres entourent le Roussillon à l'ouest. Ces montagnes qui sont le soubassement du Canigou, tiennent tout l'espace entre le Tech et la Tet. Elles comprennent trois étages : les hautes Aspres, les Aspres moyennes et les basses Aspres. Les hautes Aspres sont trop rudes et trop élevées pour fournir un théâtre de guerre. Mais les Aspres moyennes et basses offrent un terrain militaire. Les hauteurs

1. Dagobert à Bouchotte, 14 déc. (A. G.); cf. son mémoire de 1780 et son *Ordonn. fr.*, p. XLIV.

d'Oms et de Llauro forment le groupe central et culminant des Aspres moyennes et le village de Llauro, au pied de la butte de la Calcine, est le point de croisement de plusieurs chemins qui descendent par Saint-Ferréol et Céret vers Sainte-Colombe et Thuir. Les basses Aspres se composent d'une suite d'éminences, de plateaux et de langues de terre, plantées de vignes sur certaines pentes et en quelques recoins, mais coupées en tous sens par des ravins souvent escarpés; elles finissent à la côte même, d'une part, le long de la Tet, jusqu'au Canet, par Terrats, Ponteilla, Canohès et le Serrat d'en Vaqué, d'autre part, le long du Tech, jusqu'à l'étang de Saint-Nazaire, par Tressères, Banyuls-dels-Aspres et Elne ¹.

II. Plusieurs autorités se partageaient alors Perpignan.

Il y avait le Conseil général du département, présidé par Sérane, qui stimulait les habitants des campagnes en leur assurant que l'armée qui n'était qu'un nom, serait bientôt organisée, bientôt égale et même supérieure à celle de l'Espagne.

Il y avait le procureur-général syndic, l'ardent et infatigable Lluçia, naguère maire de la ville et membre de l'Assemblée législative, Lluçia que les représentants nommaient un grand citoyen, animé du désir d'opérer le bien et qui rendait chaque jour d'importants services à la chose publique.

Il y avait le Comité départemental de salut public, composé de délégués des départements voisins

1. Cf. Fervol, *Camp. de la Rév. fr. dans les Pyrénées-Orientales*, I, p. 45 et 296-297.

— qui ne tardèrent pas à partir — et d'un membre du Département, du District, de la municipalité et du club, ainsi que de Llucia, chargé de surveiller les mauvais citoyens, autorisé par les représentants à faire interroger et incarcérer tous les suspects, préoccupé de déjouer, comme disait Llucia, les desseins des ennemis intérieurs.

Il y avait les représentants du peuple — c'étaient pour l'instant Brunel, Le Tourneur, Rouyer — hommes résolus ou du moins se donnant l'air résolu, se déclarant convaincus de la nécessité d'user de vigueur et de faire d'éclatants exemples.

Il y avait un général en chef qui, selon l'expression des représentants, prenait des positions et arrêtait des projets¹.

Mais l'autorité du club primait les autres autorités. Il avait une telle influence que ses délégués siégeaient dans tous les conseils. Un de ses membres, le curé Bonaventure Benet², natif d'Espagne,

1. Vidal, II, p. 431; *Actes du Comité*, III, p. 539, IV, p. 215, 260; Torreilles, *Perpignan pendant la Rév.*, II, p. 18-20 et *Hist. du clergé dans le dép. des Pyr.-Or. pendant la Rév. fr.*, p. 339 et 392.

2. C'était un ancien capucin, curé d'Opoul en avril 1792, de Ponteilla en août, de Pollestres en décembre (Torreilles, *Hist. du clergé*, p. 277) et il avait, dit l'*Echo des Pyrénées*, son cousin et parrain, colonel dans l'armée espagnole. Vidal (II, p. 77 et 158) prouve que Benet est le Pépé Taqui qui, selon Fervel (I, p. 44) était chef de bataillon et faillit devenir général en chef. Mais Fervel n'a fait que copier une note d'un mémoire de Pontet (A. G.) ainsi conçue : « Le nommé Jepé (et non Pépé) Taqui, moine espagnol, avait usurpé la confiance du général Flers et de toutes les autorités civiles et militaires; il donnait souvent son avis et se trouvait à toutes les affaires. Cet homme jouissait du traitement de chef de bataillon et de curé de Pollestres. Son ambition n'étant pas satisfaite, il sollicitait le grade d'adjudant-général. Cet intrigant qui jouait le rôle d'espion, disparut le jour de l'affaire de Corneilla. Mais la carrière du commandement paraissait alors si simple et si facile qu'il s'en fallut de peu de chose que nous ne vissions à la tête de notre armée un moine espagnol, qui croyait avoir les talents et le droit de la com-

était très populaire dans la ville et l'*Echo des Pyrénées* le couvrait d'éloges. Le jour même où les représentants créaient le Comité départemental de salut public, le club créait son propre Comité de salut public qui devait recueillir dans le plus grand secret les dénonciations et hâter l'exécution des mesures adoptées contre les traîtres et les suspects, et ce Comité agissait en maître. Il envoyait à Toulouse Willot¹ qu'il accusait de perfidie et, en revanche, il combattait la destitution de l'adjudant-général Gaultier et du commissaire-ordonnateur Boileau, qui lui semblaient dignes de confiance. Il proposait d'aller chercher un général en chef à l'armée des Alpes, d'attaquer l'ennemi de front et sur les flancs, de secourir les places fortes. Il réclamait, et non sans raison, le châtimement des volontaires qui n'observaient pas la discipline, des maraudeurs, des pillards, de ceux qui s'amusaient à tuer les moineaux et qui se rendaient à l'hôpital pour se soustraire au service. Il chargeait ses orateurs de haranguer les bataillons insubordonnés. Il invitait les chefs de corps à venir à ses séances et à conférer fraternellement avec ses membres. Il osait traiter de désorganiseurs Gaston et Fayau, deux commissaires de la Convention, et le représentant Fabre, si impérieux, si tranchant qu'il fût, soumettait humblement au club une proclamation et demandait qu'elle fût portée au camp par un clubiste².

mander. » Bien que Pontet ait fait toutes les campagnes des Pyrénées-Orientales comme capitaine du génie adjoint à l'Etat-major, nous jugeons son récit empreint d'exagération.

1. Joseph Willot qu'il ne faut pas confondre avec Amédée Willot.

2. Torreilles, *Perpignan*, II, p. 43; G. Sorel, *Revue de la Révolu-*

Dès le lendemain de son arrivée, le 12 mai, Dagobert, accompagné d'un aide-de-camp et d'un administrateur, paraissait au Comité de salut public de la Société populaire. Il exprima ses sentiments civiques et pria les assistants de l'éclairer de leurs lumières. Le 13 mai, le Comité rendait sa visite au général. De ce moment datent les relations de Dagobert avec le club de Perpignan qui le soutint désormais en toute circonstance. Il savait que les généraux étaient suspects, que les administrations civiles avaient l'œil sur eux. Le député Guiter n'écrivait-il pas au Département des Pyrénées-Orientales : « Vous verrez Flers et vous le surveillerez » ? Un autre conventionnel ne disait-il pas à Berruyer devant Guiter et en pleine séance du Comité de salut public, que sur cent généraux, quatre-vingt-dix-neuf étaient de francs scélérats ¹ ?

Dagobert ne s'entoura que de patriotes. Il prit pour premier aide-de-camp un ancien sergent-major de l'armée royale, le lieutenant de la gendarmerie nationale Chrétien qui, durant quelques jours, avait présidé la Société populaire de Perpignan et le Comité départemental de salut public ². Il se lia

tion, sept. 1888, p. 83 (G. Sorel a publié dans cette revue trois bons articles sur *Les représentants du peuple à l'armée des Pyrénées-Orientales*; ces articles ont paru en septembre et en octobre 1888, ainsi qu'en janvier 1889; nous désignerons ces articles, pour plus de commodité, par les chiffres I, II, III).

1. Torreilles, II, p. 49; G. Sorel, I, p. 83.

2. Ce Chrétien, ancien sergent-major au régiment d'Angoumois, lieutenant de la garde nationale de Perpignan, puis de la gendarmerie nationale, plus tard chef de brigade (29 septembre 1793), adjudant-général (13 février 1794) et général de brigade provisoire (28 mars 1794), fut choisi par Dagobert « pour son civisme et sa connaissance profonde du pays où se faisait la guerre »; avant lui, le général avait pour aides-de-camp Advinay, lieutenant au 7^e régiment et auparavant aide-de-camp de Lahoulière, et Saint-Laurent, capitaine de chasseurs au 70^e.

très intimement avec Llucia : le 4 septembre, après l'affaire d'Olette, il annonçait son succès, non aux représentants, mais au procureur-général syndic : « Je suis trop flatté, marquait-il à Llucia, de l'intérêt et de l'amitié que vous me témoignez pour laisser passer cette occasion de vous exprimer ma gratitude », et il le priait de communiquer sa lettre aux commissaires de la Convention. Après la prise de Camprodon il lui envoyait un beau fusil espagnol et Llucia, remerciant, assurait qu'il ferait graver sur cette arme le nom de Dagobert et que tant qu'elle serait dans ses mains, il serait invincible ¹.

Ce fut sans doute le 14 mai au club que Dagobert exposa son plan d'opérations. S'établir dans les Aspres et de là secourir les forteresses bloquées, menacer le col du Portell qui servait de passage aux Espagnols, inquiéter l'ennemi sur ses derrières par des manœuvres hardies et imprévues, et, au besoin, par une expédition dans la Haute Catalogne, le combattre sur un terrain inégal et accidenté où sa lourde infanterie ne briserait pas comme en rase campagne la fougue indisciplinée des jeunes soldats de la Révolution, réduire à l'impuissance sa belle cavalerie, paralyser son artillerie, telles furent les idées que développa Dagobert. Mais guerroyer dans la montagne, c'était découvrir Perpignan, c'était abandonner Perpignan à ses seules ressources. Le club ne goûta pas le projet de Dagobert. Seul Llucia jugeait que ce « nouveau plan de défense imposerait aux Espagnols ». Le reste des clubistes, les membres du Comité départe-

1. Dagobert à Llucia, 4 sept. (A. G.); Llucia à Dagobert, 7 oct (Vidal, III, p. 75).

temental de salut public, les conventionnels, les généraux pensaient qu'il fallait lutter dans la plaine en avant de Perpignan et à l'abri des remparts de la ville ¹.

III. L'armée des Pyrénées-Orientales était, de l'aveu des représentants, presque nulle et Lluçia la comparait à une montre sans ressorts. Elle n'avait fait jusqu'alors qu'un simulacre de résistance. Lorsque les Espagnols, débouchant par le col du Portell, l'attaquèrent le 20 avril à Céret, elle ne comptait, sous les ordres de Willot et de Gaultier-Kervéguen, que 2.000 hommes : le bataillon de guerre du 7^e régiment ou régiment de Champagne commandé par le colonel Souchon de Chanron, des volontaires inexpérimentés et quatre compagnies de miquelets. Elle fut rapidement enfoncée, et son général, le vieux Marchant Lahoulière, — que Dagobert avait connu à l'armée du Var — suspendu par les représentants, devait se brûler la cervelle ².

1. Lluçia au ministre de l'intérieur, 14 mai (A. G.) Nous savons par une lettre de Dugua que Dagobert était allé ce jour-là même, 14 mai, jusqu'à Banyuls dels Aspres, et l'ingénieur Grandvoinet partage son avis : « tourner l'ennemi par une guerre de montagne, la seule où nous pouvions nous promettre quelque avantage, en rendant nulle sa nombreuse cavalerie. »

2. Cf. Vidal, II, p. 101. Lahoulière commandait en novembre 1792 l'expédition d'Oneille et il avait eu la douleur de voir son aide-camp et petit-fils, d'Aubermesnil, fils du membre de la Convention, massacré sous ses yeux dans le canot parlementaire. Envoyé alors aux Pyrénées-Orientales, il répondait au ministre qu'il connaissait le pays depuis trente ans puisqu'il avait été lieutenant de roi à Bellegarde et qu'il comptait cinquante-neuf ans de service. Quoi qu'en dise Fervel, I, p. 39, Lahoulière ne s'est tiré un coup de pistolet que le 18 juin après avoir lu un article de l'*Echo des Pyrénées* qui lui reprochait d'avoir nommé le commandant du fort Lagarde, et il mourut au bout de trois jours dans d'affreuses souffrances. Torreilles, II, p. 64; G. Sorel, I, p. 76; journal de Legier (archives de Perpignan ou A. P.)

Ricardos commandait les vainqueurs. Il pouvait marcher sans obstacle sur Perpignan. Mais, quoi qu'aient dit les contemporains, il n'avait alors avec lui que 3.000 hommes de troupes, et aurait-il eu davantage qu'il n'aurait pas profité du désarroi des Français. Circonspect, méthodique, routinier, convaincu qu'il ne faut avancer que pas à pas et de position en position, il ne pensait pas que l'envahisseur dût, suivant l'expression du prince de Ligne, tonner et étonner. La guerre avec la France lui semblait une guerre de dupes et il annonçait que, s'il s'emparait de la capitale du Roussillon, il n'irait pas plus loin. Au lieu de pousser sur Perpignan, il bombarda Bellegarde et fit faire une route qui reliait le col du Portell à Céret devenue pour l'instant son principal poste et sa place d'armes. « Heureuse lenteur ! », s'écriait Lluçia, et les représentants ne comprenaient pas que l'ennemi se tint dans cet « état d'inertie » ¹.

Un jeune général avait recueilli la succession de Marchant Lahoulière. C'était Charles de Flers qui naguère menait une division de l'armée de Dumouriez et défendait Bréda; Flers noté comme patriote par les bureaux du ministère, calme, réservé, prudent, connaissant plutôt la théorie que la pratique de l'art militaire, plein de bonnes intentions, mais dépourvu d'autorité; Flers, trop froid pour conduire des Français en ces temps d'orage, et qui déjà dans l'expédition de Hollande se montrait hésitant; Flers que les conventionnels devaient bientôt accuser de tiédeur ².

1. Les représentants au Comité, 11 mai (A. G.)

2. A. Chuquet, *Trahison de Dumouriez*, p. 42 et 76-77; Puget-Barbantane, *Mém.*, p. 97 et 100.

Il était arrivé le 13 mai à Perpignan. Son premier soin fut de placer son armée qui venait de recevoir des renforts. Il décida qu'elle irait s'établir à dix kilomètres de Perpignan, sur une langue de terre, la presqu'île du Réart, comprise entre deux torrents, le Réart et la Cantarana, et formée d'une suite de petits plateaux qui commandaient à peine le pays d'alentour. Selon Flers, cette position protégeait les cantonnements, favorisait les encadrements, éloignait le soldat des délices de la ville.

Deux détachements avaient été envoyés depuis les premiers jours de mai dans deux gros bourgs, à droite et à gauche du Réart, l'un à Thuir, l'autre à Elne. Celui de Thuir gardait les communications de Perpignan avec la montagne et celui d'Elne, avec la côte : Flers laissa ces détachements où ils étaient. Mais celui d'Elne, dispersé sur une ligne d'environ quatre lieues, occupait une trop grande étendue du terrain.

Flers ne cachait pas ses angoisses ; il assurait que ses soldats s'effrayaient à la moindre alerte, et qu'il ne pouvait répondre de l'honneur d'une armée qui comprenait si peu d'anciennes troupes et trop de troupes nouvelles et timides : deux bataillons de ligne ¹, deux bataillons de volontaires levés depuis six mois, des gardes nationales des départements voisins réquisitionnées tumultueusement par les représentants, 150 dragons qui n'avaient pas de sabre et 300 gendarmes qui se plaignaient hautement d'être menés à la boucherie, presque pas de

1. Le 7^e (Champagne) et le 61^e (Vermandois) qui comptaient, l'un 400, et l'autre, 271 hommes. On se rappelle qu'en général, les régiments, composés de deux bataillons, n'envoyaient à la guerre que leur premier bataillon.

vieux canonniers, 3 officiers d'artillerie — dont l'un, Duroz, allait être tué dans la journée du 19 mai — ni obusiers, ni mortiers ¹.

Sous le nom d'avant-garde, cette armée à peu près entière fut confiée à Dagobert. Elle comptait, outre les 300 gendarmes, 5.000 fantassins et disposait de 15 canons.

IV. Le 17 mai Dagobert venait camper dans la presqu'île du Réart, entre deux petites éminences, le Mas-Deu ou la Maison-Dieu, ancienne commanderie des Templiers ², et le Mas Conte. Il eut la précaution d'occuper à l'extrémité de sa gauche les hauteurs du Réart qui bordent à l'est la grande route d'Espagne. Mais il ne put, parce qu'il avait trop peu de monde, relier à son camp les deux détachements d'Elne et de Thuir.

Le surlendemain, 19 mai, après avoir passé le Tech au pont de Céret et longé la rivière jusqu'au Boulou, Ricardos arrivait devant Dagobert avec 24 pièces, 3.000 cavaliers et 12.000 fantassins. Son armée formait trois colonnes qui débouchaient par trois voies, la grande route de Perpignan et les

1. Flers à Bouchotte, 17 et 20 mai (A. G.). La cavalerie, comme à toutes les autres armées de la République, n'existait pas, et selon le mot du commissaire Hardy (11 décembre) « à peine suffisait-elle pour les ordonnances » ; c'était, disait Dugua à Doppet (1^{er} janvier 1794), « l'arme la plus faible dans l'armée. » Quant à l'artillerie, voir le début des *Mém. de Griois*, et la pétition des canonniers de l'armée des Pyrénées-Orientales à Marat (*Publiciste*, n° 192) ; ils dénoncent les généraux et demandent leur suspension, assurent que l'artillerie manque de tout et qu'elle est trahie, entourée de « machinations perfides », qu'on ne lui envoie que de vieux boulets et des cartouches qui ne sont pas de calibre.

2. Il faut prononcer Déou, et les généraux, Dugommier, Dugua, écrivent Masdèou ; on sait que « mas » signifiait métairie, et Flers écrit toujours « la métairie Deu. »

chemins de Tresserre et de Villemolaque. La droite, sous les ordres du duc d'Ossuna, devait prendre en flanc le Mas-Deu; le centre, commandé par Garceran de Vilalba, demeurait en observation; la gauche, conduite par Courten, porterait le coup décisif.

Le combat s'engagea par une vive canonnade qui dura de 5 à 8 heures du matin, et les républicains crurent un instant que la fortune se prononçait en leur faveur. Craignant pour sa droite qui lui semblait en l'air, Dagobert l'avait mise en arrière du Mas Conte et appuyée à un petit vallon. Peu à peu Ricardos amena 14 pièces en face du vallon, et Dagobert dut lui opposer presque toute son artillerie. Mais le canon français était placé au-dessus d'un ravin très profond dans une position qui parut à Ricardos inattaquable de front, et il fit taire à diverses reprises le canon espagnol. « Gloire à nos généreux canonnières, disait un journaliste; tous tant de ligne que volontaires se sont conduits avec un sang-froid et une bravoure dignes des plus grands éloges! » Impatienté, Ricardos marcha sur sa gauche pour tourner les batteries et lança contre le vallon les deux régiments de cavalerie l'Infant et Calatrava ainsi que les dragons de Pavie et de Lusitanie; ils furent rompus et renversés par la mitraille. Malheureusement, Dagobert, désirant profiter de cet avantage, appela des troupes de sa gauche pour renforcer sa droite. La manœuvre n'échappa pas au duc d'Ossuna; il se jeta sans retard sur le plateau du Mas-Deu et s'en empara. Les défenseurs du Mas-Deu gagnèrent le bois de Caseneuve, puis le grand chemin, puis la hauteur où était la vieille mesure qu'on nomme le château du Réart.

La gauche de Dagobert était enfoncée. Sans perdre courage, il décida de tenir jusqu'au bout dans ses positions de droite. Mais bientôt les munitions lui manquèrent. Les Espagnols descendirent dans le vallon et montèrent à l'assaut du plateau. Résolument, Dagobert se met à la tête de ses 300 gendarmes et s'avance au-devant des assaillants. Les gendarmes refusent de le suivre; ils se sauvent en criant *Sauve qui peut* et ces lâches fuyards, ces fantômes à cheval, comme l'*Écho des Pyrénées* les qualifiait le lendemain, entraînent dans leur déroute une partie de l'infanterie et l'artillerie dont les charretiers, selon l'usage, détalent avec leurs bêtes¹.

Le général, formant en carré ce qui lui restait de troupes, quitta la presqu'île du Réart et recula sur le Mas Forcade. Les Espagnols ne le poursuivirent qu'avec mollesse : ils redoutaient de s'engager trop loin sur un terrain très accidenté et en vue du bois de Caseneuve qu'ils supposaient fortement occupé, et leur cavalerie, après avoir fait mine de barrer le chemin de Perpignan, se replia sous le feu de deux canons qui tiraient des hauteurs du Réart. Au soir, harassés de fatigue parce qu'ils étaient sous les armes depuis seize heures, les ennemis rentraient au Boulou où Ricardos avait tracé leur camp et envoyé leurs rations.

Mais pendant ce temps les Français, un instant revenus de leur émoi, éprouvaient une de ces honteuses paniques que toutes les armées de la Révolu-

1. Tous les équipages de Dagobert tombèrent au pouvoir de l'ennemi et il estimait leur perte « à raison des sommes qu'il emportait pour sa campagne » à 8.000 livres; il en fit le détail à Fless qui apostilla son mémoire.

tion connurent à leurs débuts. Flers était accouru de son quartier-général de Perpignan avec 1.500 hommes. Il rencontra les fuyards à la métairie du Serrat d'en Vaqué à trois kilomètres de la ville et du camp; il les rallia, les rassura, leur fit donner des munitions; aussi Lluçia louait-il son sang-froid et sa constance. Déjà, de concert avec Flers et Chanron, Dagobert annonçait son intention de reprendre pied sur le plateau du Mas-Deu. Il avait reçu de Flers 1.200 hommes de renfort et le général en chef promettait de le rejoindre à la fin du jour avec tout ce qu'il avait de monde.

Dagobert et Flers comptaient sans la faiblesse de leurs troupes. Soudain, à la nuit tombante, quelques coups de fusil, tirés par des miquelets, retentissent aux avant-postes. On crie aussitôt que les Espagnols reparaissent en nombre; la terreur se répand de tous côtés et, malgré les instances et les reproches de leurs officiers, les soldats que Dagobert allait conduire au Mas-Deu, se débandent; ils entraînent avec eux les bataillons que Flers avait rassemblés au Serrat d'en Vaqué; emportée, comme dit un témoin, par un inconcevable vertige, prenant au loin des rangées d'oliviers pour des colonnes de cavalerie, cette masse de fuyards se précipite vers la ville, et de 11 heures du soir à 3 heures du matin, l'armée de Pyrénées Orientales ou ce qui se nomme ainsi, effaré, éperdu, arrive dans Perpignan par petits pelotons.

Les deux détachements d'Elne et de Thuir s'étaient pareillement retirés, mais en très bon ordre. Celui d'Elne, commandé par Dugua et composé de 350 hommes dont 80 gendarmes, garnit les hauteurs du Réart et couvrit la débâcle. « Je sauvai,

a dit Dugua, les effet de campement de 4.000 hommes par la position que je vins prendre de deux lieues loin du champ de bataille. » Il avait 2 canons de quatre, et ce furent ces canons qui, par leur décharge, arrêtaient la cavalerie de Ricardos.

Le détachement qui venait de Thuir essuya vers le soir un léger désagrément. Il trouva la porte Saint-Martin tellement encombrée de fugitifs qu'il fit le tour pour gagner la porte Notre-Dame, et durant cette marche il reçut des remparts quelques coups de fusils.

Les Espagnols n'avaient capturé que deux pièces d'artillerie. Les autres furent sauvées par les canoniers qui les traînèrent à bras ou retrouvées le lendemain avec les tentes et les effets de campement. Mais, comme disaient les Espagnols, l'armée républicaine avait évacué toute la plaine à l'exception des forteresses et des ports. Ils avaient d'excellents espions, et ces *confidentes*, aussi bien que les déserteurs, les renseignaient exactement sur le désarroi et la confusion de l'adversaire, *desorden y confusion*. Entassés dans Perpignan, les Français étaient démoralisés. Il avait fallu les abriter dans les églises, dans les maisons des émigrés, chez les particuliers; on n'osait pas les remettre sous la tente, même à petite distance et sous le canon de la place. « Que tenter, s'écrie un officier, avec des hommes qui, dans un jour, ont fui deux fois pour des coups de fusil qu'ils avaient l'ineptie de se tirer entre eux ! » Vainement le surlendemain, dans une proclamation, Flers menaçait de mort tout militaire qui jetterait un cri d'alarme et abandonnerait ses armes pour courir plus vite. Les représentants écrivaient que l'affaire du 19 mai était affligeante à tous é-

gards, qu'ils s'efforçaient inutilement de calmer les esprits et de rétablir l'ordre, que la pénurie des moyens dont disposait Flers, le manque de troupes exercées, la méfiance, les terreurs subites rendaient la situation on ne peut plus critique. Les gendarmes nationaux se répandaient dans les villages en annonçant la dissolution de l'armée et la prise de Perpignan. Les recrues ne voulaient pas entrer dans les cadres ni travailler aux retranchements. Le 4^e bataillon du Gard arrivait à cet instant; il refusa par trois fois d'aller au camp et il ne s'ébranla que lorsque Flers fit battre la marche accélérée; le général dut désarmer et renvoyer le quart de ces volontaires qui s'obstinait à ne pas bouger¹.

V. Dagobert avait peut-être commis des fautes. Il n'avait pas, avant l'attaque des Espagnols, construit d'ouvrages de campagne, ni dès le commencement de l'action défendu le passage du Réart. Mais il avait donné, comme disait Lluçia, des preuves d'un vrai courage. Un boulet passa sous le ventre de son cheval; un autre boulet tua sa monture — et ce fut alors qu'un brave gendarme lui donna son cheval et, prenant un fusil, vint se mettre dans les rangs d'une compagnie de Vermandois; — un troisième boulet, tombant à ses pieds, l'ensevelit, lorsqu'il se releva, sous un amas de terre; enfin, il

1. *Gazette de Madrid*, des 28 et 31 mai et du 23 juin; Marcillac, *Hist. de la guerre entre la France et l'Espagne*, p. 118-121 (il ne fait jamais que traduire ou paraphraser la *Gazette*); Arceche, *Reinado de Carlos IV*, p. 172-173; Fervel, I, p. 48-51 (mais il met à tort ce combat de Mas-Deu qui est du 19, au 20); Vidal, II, p. 150-162; Torreilles, *Perpignan*, II, p. 51-52; *Actes du Comité*, IV, p. 257-262; Dugua au Comité, 30 janvier 1794; à Vaquer, 23 mai; à Jaubert, 31 mai 1793; Flers à Bouchotte, 2) et 26 mai; Dubreil à Lacuée, 29 mai (A. G.).

fut assailli par des cavaliers auxquels il n'échappa qu'après avoir reçu plusieurs coups de plat de sabre. Il avait, en outre, déployé de réelles qualités, du coup d'œil, de la présence d'esprit, de la ténacité, et Flers marquait au ministre qu'il s'était distingué et par sa valeur et par l'habile exécution de ses mouvements, faisant un changement de front, repliant la droite, prolongeant la gauche, prenant la seule position qui pût sauver le camp et favoriser la retraite de l'artillerie, imposant par cette manœuvre à l'ennemi. *L'Echo des Pyrénées* assurait qu'il s'était montré digne de commander à des hommes libres, digne de porter le beau nom de défenseur de la patrie. Les représentants jugeaient de même; ils louaient Dagobert; ils admiraient l'extrême confiance qu'il inspirait à ses troupes, ils le qualifiaient de héros, et le 19 mai, au soir de la bataille, ils lui conféraient le grade provisoire de général divisionnaire: « Nous représentants du peuple, députés de la Convention nationale, réunis à Perpignan, sur le compte qui nous a été rendu par le général Charles Flers de la conduite ferme et courageuse qu'a tenue le général de brigade Dagobert dans l'attaque du camp de Caseneuve, nommons provisoirement ledit général de brigade Dagobert au grade de général de division. »¹

Le ministre Bouchotte avait devancé les représentants. Le 15 mai, pour rendre justice au patriotisme et aux talents militaires de Dagobert, il l'avait nommé général de division² et envoyé à l'armée du

1. Arrêté du 19 mai signé Rouyer, Leyris, Brunel et Le Tourneur (A. D.).

2. Audouin à Dagobert, 15 mai (A. D.). Le brevet porte des fautes singulières; il rappelle que Dagobert a été blessé à *Vetzler*

Rhin. Mais il croyait que Dagobert était encore à l'armée d'Italie ; la lettre de service alla donc à Nice, et le général ne la reçut que dans la seconde quinzaine de juin. L'émotion fut grande à Perpignan. Toutes les autorités constituées, le Comité départemental de salut public, les sections, le club le prièrent de ne pas quitter le Roussillon, et le 24 juin, les représentants, considérant qu'il y avait à l'armée des Pyrénées-Orientales pénurie d'officiers-généraux et que tout Perpignan désirait garder l'intrépide combattant du Mas-Deu, ordonnaient à Dagobert de ne pas s'éloigner avant que le Conseil exécutif se fût plus clairement expliqué. Le 4 juillet, le Comité de salut public approuvait leur résolution : ils pouvaient conserver Dagobert puisque le général en chef et les citoyens le jugeaient indispensable à la défense de cette partie de la frontière. Dagobert resta. ¹

(pour Wetzlar) et qu'il a reçu deux blessures en 1759 aux volontaires de *Vire* (pour de *Vair*).

1. Arrêté signé le 24 juin par Bonnet, Espert, Fabre, Leyris et Projean (A. D.) ; lettre du Comité (Guyton, Cambon et Berlier) aux représentants, 4 juillet (A. N. W. 423).

CHAPITRE VII

Le Mas-Ros

- I. Ricardos. — Prise de Bellegarde. — Echee devant Collioure.
- II. Le camp du Mas-Ros ou de l'Union. — Les réquisitions et nouvelles levées. — L'impression produite par l'arrestation des Girondins. — III. Marche de Ricardos. — Conseil de guerre du 5 juillet. — Petite guerre. — Prise et reprise de Canohès. — Déploiement des Espagnols et leur établissement à Canohès. — Fête du 14 juillet. — IV. Plan de Ricardos. — Bataille du Mas-Ros ou de Perpignan (17 juillet 1793). — Ardeur de Dagobert. — V. Prise de Villefranche. — Conseil de guerre du 6 août. — Suspension de Flers (7 août). — Barbantane à Perpignan et Dagobert à Montlouis.

I. De nouveau, Ricardos ne profita pas de sa victoire. S'il avait, au soir de la bataille du Mas-Deu, occupé le camp du Boulou, c'était pour couvrir l'attaque des forteresses. Il passa tout le mois de juin à prendre des places : Prats-de-Mollo qui surveille les cols des Eres et de Pragon ; Fort-les-Bains qui protège la route de la vallée du Tech ; Bellegarde qui défend le col du Perthus et le grand chemin de Perpignan à Barcelone.

La prise de Bellegarde fit toutefois une vive sensation. Pendant trois semaines l'armée et Perpignan avaient entendu tous les jours le canon espagnol qui tonnait contre la forteresse, et représentants, généraux, soldats, citoyens, se répétaient avec douleur qu'il était impossible de porter à la garnison de Bellegarde le plus léger secours, impossible de bouger, de tenter quoi que ce fût, de sortir d'une humiliante défensive ! « Voilà, écrivait

Llucia au Comité, voilà les Pyrénées à la merci des Espagnols ; ils sont à une lieue de Perpignan ; ils menacent cette ville ! » Les conventionnels assuraient que, Bellegarde rendu, rien n'empêchait les Espagnols de venir bombarder la capitale du Roussillon. Les corps administratifs de Perpignan, de concert avec le club, appelaient à leur aide les départements voisins : « Si nous succombons, nous vous entraînons dans notre chute, Perpignan seul peut arrêter les efforts de l'ennemi, c'est sur Perpignan que vous devez tourner vos regards ! »

Mais Ricardos, toujours lent et irrésolu, échoua devant Collioure, et lorsqu'au mois de juillet il essaya de s'emparer de Perpignan, il fut repoussé. « Il finira comme la laitière, disait l'*Écho des Pyrénées* ; comme elle, il cassera son pot au lait ¹. »

II. Dès le lendemain du Mas-Deu, Flers avait décidé de placer l'armée à une petite lieue du glacis de Perpignan, à l'endroit où il avait au soir du 19 mai rallié les troupes, dans la plaine où sont la métairie du Serrat d'en Vaqué et le mas Conte ou mas du Comte ou mas Ros, c'est-à-dire la maison du comte de Ros ², nommée aussi la Maison blanche et la Grange du peuple. C'est pourquoi le nouveau camp fut appelé le camp du mas Conte ou du Mas le Comte ou du Mas-Ros ou encore camp de la Maison blanche ou de la Grange du peuple. Le nom qui prévalut fut celui de *Camp de l'Union* qu'il reçut après la fête du 10 août.

Quoique la position offrit, comme disaient les re-

1. Bonnet et les représentants au Comité, 14 et 18 juin (A. G.) ; Vidal, II, p. 188, 236 ; *Mon.*, 6 juillet.

2. Sans doute le parent de Madame Dagobert.

présentants, des moyens de défense dont la nature avait fait les frais ¹, Flers ordonna de la fortifier. Les travaux furent commencés dès le 24 mai par 400 ouvriers, sous les ordres du directeur du génie Vialis ² et des capitaines Andréossy et Bernède. Leur ligne s'étendait en travers de la route d'Espagne, depuis le moulin d'Orle, à droite, jusqu'au village de Cabestany, à gauche. Une batterie était établie au moulin d'Orle et trois mauvaises redoutes couvraient Cabestany. Au centre, sur le tertre du Serrat d'en Vaqué qui barrait le grand chemin, s'élevait une suite d'assez bons retranchements appuyés en arrière par quelques ouvrages dressés sur les hauteurs de la Justice et derrière la Justice, sous le canon même de la citadelle de Perpignan, par deux lunettes informes, la lunette du Ruisseau et la lunette du Canet ³.

Ce fut dans ce camp que Flers reconstitua l'armée ; c'était là qu'il avait résolu de tenir ferme, et il mandait au ministre qu'il ne reculerait pas, qu'il ne perdrait pas un pouce de terrain, que les Espagnols n'avanceraient qu'« en lui passant sur le corps ». Il n'avait pas autant de monde qu'il l'aurait voulu. Malgré les sollicitations du général, malgré les instances réitérées des commissaires de la Convention qui représentaient la « supériorité effrayante » des Espagnols et qui priaient le Conseil exécutif de « quitter l'attitude passive du cheval de bronze », l'armée des Pyrénées-Orientales était de toutes les

1. Les représentants à la Convention, 25 mai (A. G.)

2. Cf. sur Vialis notre *Charles de Hesse*, p. 25, et ne pas confondre cet Andréossy du génie qui devint général de brigade et baron avec l'Andréossy de l'artillerie qui fut général de division, ambassadeur et pair.

3. Fervel, I, p. 67-70.

armées de la République celle que le gouvernement négligeait le plus ¹.

Le Comité avait cru d'abord que l'énergie des habitants de la région suffirait en grande partie pour garantir la frontière. Les lettres des représentants finirent par le convaincre que l'armée des Pyrénées-Orientales avait des « besoins impérieux » et qu'il était indispensable de la pourvoir d'artillerie, de lui donner plusieurs bataillons de ligne et de volontaires d'ancienne formation. Il envoya donc à Perpignan des munitions et des bouches à feu, des bataillons et des compagnies de canonnières, « missionnaires de la liberté ». Mais, comme s'exprime un officier de cette armée, la guerre intestine de Lyon, Marseille et Toulon paralysait tous les secours. Ils furent arrêtés en chemin. Dubois-Crancé et Jeanbon Saint-André retinrent chacun trois bataillons, l'un pour l'armée devant Lyon, l'autre pour l'armée d'Italie. Vainement Flers objectait qu'il n'espérait faire quelque chose d'utile que lorsque Dubois-Crancé et Albitte « pourraient lui fournir des forces » ; vainement Llucia osait écrire qu'agir comme Dubois-Crancé, c'était se joindre aux ennemis de la République, c'était commettre un crime. Au milieu de juin, Flers avait à peine 1.000 hommes de troupes de ligne. Tout le reste n'était que des volontaires de 1792 ou que des « réquisitions », des gardes nationaux des départements voisins, requis par les représentants et formés en bataillons, des gens qui, selon le mot de Flers et des conventionnels, ne savaient rien, qui désobéissaient aux ordres du géné-

1. Flers à Bouchotte, 15 juillet, et les représentants au Comité, 14 mai et 27 juin (A. G.)

ral et fuyaient au moindre échec. Le pis, c'est que ces bataillons de réquisition s'en allaient sans qu'il fût possible de les retenir : ils déclaraient qu'ils n'étaient venus que pour un coup de main, pour quinze jours, trois semaines ou tout au plus pour un mois, qu'ils voulaient faire la moisson, que le mois de juin était superbe, que depuis dix ans la récolte n'avait jamais été aussi belle, que de cette récolte dépendaient l'existence et la fortune de leurs familles. C'est pourquoi la désertion ne fut jamais aussi grande à cette armée que sous le commandement de Flers qui n'en pouvait mais, et plus tard lorsqu'elle eut une recrudescence, c'est, disait-on, *comme du temps de Flers*. A la fin de juillet, en cinq jours, 300 hommes du département de l'Ariège se sauvèrent nuitamment ; on leur avait cru qu'ils seraient condamnés à la potence s'ils étaient pris par les Espagnols ; au 5 août on comptait 7.500 désertions ¹ !

Ce fut le malheur de l'armée des Pyrénées-Orientales, et une des principales causes de ses revers en 1793 : elle ne se composait guère que de nouvelles levées qui savaient à peine charger un fusil ou qui le jetaient ou le brisaient sitôt qu'elles apercevaient l'adversaire. Llucia, Flers, les représentants ne cessent pas d'écrire et à Bouchotte et au Comité que la campagne ne sera décisive que si l'armée reçoit, non des secours illusoires, mais de sérieux renforts, non seulement de la cavalerie, mais de la bonne infanterie exercée au maniement des armes et accoutumée au feu, d'anciens régiments

1. *Actes du Comité*, IV, p. 260 ; Vidal, II, p. 247, 265 : note de Giacomoni ; Flers à Bouchotte, 26 mai, 2, 5, 13 juin et 7 août ; les représentants au Comité, 4, 13, 14 juin ; Espert au Comité, 2 août (A. G.) ; cf. G. Sorel, I, p. 87 ; III, p. 64.

de ligne qui aient fait campagne, des bataillons de volontaires disciplinés qui aient vu l'ennemi dans le blanc des yeux, des troupes qui osent marcher sur l'Espagnol, bref, des soldats intrépides, éprouvés, qui puissent donner aux autres de l'assurance, de la confiance et du courage ¹.

Pourtant, au milieu de juillet, Flers avait 12 à 13.000 fantassins ². Des bataillons entiers n'avaient pas d'armes, et la cavalerie, qui ne comprenait que 400 hommes, était excédée de fatigue par un service continu. Mais la ligne des retranchements était garnie de 50 canons et de 3 obusiers. L'armée des Pyrénées-Orientales, lit-on dans le *Moniteur*, « se renforçait, se mettait sur un pied respectable ». Elle s'aguerrissait par des reconnaissances et de petites affaires. Elle s'habitua peu à peu à l'ordre et à la règle. Le club avait interdit toute motion relative aux opérations militaires ³.

Un instant, la nouvelle de l'arrestation des Girondins agita Perpignan, et Sérane, Llucia, les clubistes donnèrent à droite — telle est l'expression du temps —. Les corps administratifs protestèrent. Le maire Joseph Vaquer s'éleva contre les hommes méprisables qui violaient la représentation nationale, contre la Commune ambitieuse qui s'érigeait en souveraine, contre les sections de Paris qui prétendaient dicter des lois à la France, contre les tri-

1. Llucia au ministre de l'intérieur, 14 mai; Flers à Bouchotte, 17, 20 et 26 mai, 5, 13 et 18 juin; à Sauviac, 14 juillet; les représentants au Comité, 2 et 4 juin (A. G.); A. Chuquet, *Du gommier*, p. 190.

2. Il écrit le 5 juillet qu'il a reçu sept bataillons, dont cinq sans instruction; les deux autres sont anciens: le 79^e et le 3^e du Tarn.

3. Flers à Sauviac, 14 juillet (A. G.); *Mon.*, 1^{er} et 9 juillet; Vidal, II, p. 227; Torreilles, II, p. 57-60.

bunes audacieuses qui influençaient la Convention d'ailleurs avilie depuis longtemps, contre « cet amas de factieux et d'étrangers » dont était inondée la capitale, jadis le soutien, et maintenant l'ennemi de la République. Le substitut de Llucia, Fabre, invita les communes du département à convoquer les assemblées primaires. Le club ouvrit ses séances en criant: « *Périssent Marat et ses complices* » et il se joignit aux trois corps administratifs pour faire en assemblée générale une profession de foi politique, pour déclarer qu'il mourrait plutôt que de souffrir une tyrannie, quelle qu'elle fût et sous quelque nom qu'elle s'offrit, pour demander avec une constitution la réintégration des députés et la punition des coupables.

Mais l'Espagnol était tout près et du haut des remparts de la ville on voyait les éclairs et la fumée des canons qui bombardaient Bellegarde. Avant de sauver les Girondins, Perpignan devait se sauver elle-même. Elle avait besoin des secours de la France entière, et c'est pourquoi Sérane, Llucia, les administrateurs, les clubistes acceptèrent bientôt les faits accomplis. Ils acclamèrent la nouvelle Constitution, la Constitution de 93, et jurèrent aux modérés et aux fédéralistes une haine mortelle, bien qu'il fallût, disait Sérane, ajourner toutes les haines pour ne penser qu'à l'expulsion de l'envahisseur ¹.

III. Il suffisait de tourner le camp français pour s'en saisir. Ricardos n'avait qu'à passer la Tet au-

1. Torreilles, *Hist. du clergé dans le dép. des Pyr.-Or.*, p. 392; Vidal, II, p. 255; Wallon, *Le fédéralisme*, II, p. 153-154 et *Les représentants en mission*, II, p. 351 et 385.

dessus de Perpignan et à occuper les défilés des Corbières. Il y pensa. Le 30 juin, il avançait jusqu'au Mas-Deu et entra à Thuir. Le 1^{er} juillet, il mettait à Thuir son quartier général, comme si cette ville allait servir de pivot à son mouvement tournant, et il s'emparait de Millas sur la rive droite de la Tet. Aussi, le lendemain, Flers dépêchait à Nîmes l'adjudant-général Gouy d'Artsy qui requit en son nom le département du Gard d'envoyer autant de monde que possible pour protéger Narbonne et « empêcher l'ennemi de couper la communication »¹

Le 2, le 3, le 4 juillet tous les villages entre Thuir et la Tet, Ille en amont de Millas, Corbère, Terrats, Fourques, Ponteilla, Sainte-Colombe faisaient leur soumission au roi Charles IV ; leurs maires quittaient l'écharpe tricolore et remettaient aux Espagnols les registres qui contenaient les décrets de la Convention et les arrêtés de ses commissaires. Effrayé, le Conseil général du département décida le 5 juillet de transporter à Carcassonne les archives, les papiers précieux, les titres et actes de notaires, et ce même jour les représentants Espert et Projean demandaient à Flers ce qu'il voulait faire en ces critiques circonstances.

Ils lui posèrent neuf questions :

1^o Pensait-il pouvoir résister aux Espagnols et les empêcher de faire de grands progrès sur le territoire de la République ? *Une pareille demande, répondit Flers, aurait embarrassé Turenne. L'armée n'a pas la moitié de ce qu'il lui faut ; la plupart des troupes sont nouvelles ; je ne puis donc répondre des événements. Nous avons pris une bonne posi-*

1. Flers aux administrateurs du Gard, 2 juillet (A. G.)

tion ; il s'agit, non de la quitter, mais d'y mourir ; si l'armée pense comme moi, tout est sauvé ; mais Perpignan n'est pas en état de défense.

2^o Avait-il pris des mesures pour que la communication de Perpignan à Narbonne ne fût pas coupée ? *Autant, répondit Flers, que permettent mes moyens.*

3^o Le camp était-il suffisamment fortifié et capable d'arrêter l'ennemi ? Sa position était-elle la plus militaire qu'on pût prendre ? *Autant, répondit Flers, que l'a permis le travail des troupes, et ce travail n'a pas été assidu.*

4^o L'avant-garde de droite et celle de gauche étaient-elles assez bien composées pour ne pas craindre une surprise ? *Si les troupes servent bien, répondit Flers, elles ne seront pas surprises.*

5^o Avait-il un plan de campagne arrêté ? *Autant, répondit Flers, que peuvent le permettre les variations de l'armée.*

6^o Avait-il assez d'espions sûrs et qui fissent un rapport exact des mouvements de l'ennemi ? *Les espions manquent, répondit Flers ; depuis huit jours, ils ne veulent plus aller au camp ; un d'eux a été tué ; nous travaillons à remonter cette corde.*

7^o Avait-il le nombre nécessaire d'officiers-généraux ? *Il en manque, répondit Flers.*

8^o Avait-il, ainsi que les officiers-généraux, les aides de camp dont il avait besoin pour transmettre ses ordres ? *Ils ne sont pas encore arrivés, répondit Flers.*

9^o Les bureaux de l'état-major étaient-ils organisés et faisaient-ils leur service à la fois vite et bien ? *Un certain nombre d'officiers, répondit Flers, n'ont pas les talents nécessaires.*

Mais le 5 juillet, Ricardos, renonçant à tourner les Français par Millas et à passer la Tet, portait sa droite à Ponteilla en face du moulin d'Orle, comme s'il voulait attaquer le camp du Mas-Ros.

Il y eut alors une petite guerre entre ses troupes légères et l'avant-garde française, cette avant-garde qui, selon l'expression de Flers, se montrait avec courage sous le commandement de Dagobert ¹. Jusqu'au 17 juillet, les deux partis ne cessèrent d'escarmoucher.

Le 7, les Espagnols s'emparèrent du village de Canohès. Sur l'ordre de Dagobert, un détachement de 400 hommes était sorti du camp de l'avant-garde; il mit en fuite les tirailleurs espagnols, mais il les suivit de trop près et tomba dans une embuscade. Chargé de tous côtés par la cavalerie, il se dispersa. 150 hommes qui se défendaient dans une grange, durent se rendre lorsqu'ils n'eurent plus de cartouches et le poste de Canohès se replia sur l'avant-garde.

Le lendemain 8, l'avant-garde de Dagobert reprit Canohès. A son tour, le général désirait tendre un piège aux Espagnols. Pendant la nuit, quelques-uns des siens s'étaient cachés dans les bois qui touchaient au village. L'ennemi fut averti.

Le 9 et le 10, Ricardos établit son centre à Trouillas entre Thuir et Ponteilla. Allait-il assaillir le camp du Mas-Ros? Selon les instructions de Dagobert, Dugua, alors à Toulouges, se porta sur les hauteurs entre Canohès et Ponteilla avec ses gendarmes et un peu d'infanterie. Les Espagnols lui envoyèrent des obus qui ne firent aucun mal. Mais l'in-

1. Flers à Bouchotte, 1^{er} et 2 juillet (A. G.)

quiétude avait saisi les cœurs. Les généraux se défiaient de leurs troupes toujours prêtes, comme disait Dugua, à voir des fantômes. Dans la nuit du 10, à Toulouges, à la suite d'une fausse alerte, les avant-postes tirèrent sur les postes du village qui leur ripostèrent; les uns et les autres avaient beau crier « *républicains!* »; on lâcha des deux parts plus de cent coups de fusil, et nul ne fut atteint. « Il faut, écrivait Dugua, que ces gens-là tirent bien mal pour n'avoir tué ni blessé personne! » ¹

Le 12 juillet, le camp du Mas-Ros apprit avec un douloureux étonnement que deux officiers et treize soldats de la légion des Pyrénées avaient déserté. Les représentants, plus alarmés que jamais, demandèrent s'il fallait abandonner Perpignan au sort de la guerre et reculer derrière les Corbières. Pouvait-on garder un département avec si peu de troupes contre le gré de la majeure partie des habitants? Flers combattit de toutes ses forces cette proposition. Le vieux général d'Auvare, ainsi que Dagobert, se joignirent à lui. « Replier l'armée sur Salces et Narbonne, disait Dagobert, c'est livrer Perpignan à l'ennemi, c'est consommer en entier la perte des Pyrénées-Orientales. » ²

Le 13, Ricardos faisait un mouvement décisif. Toute son armée se portait en avant et, à 6 heures du matin, se déployait sur une ligne immense. De son côté, l'armée française se mit en bataille dans ses retranchements. Dagobert détacha 300 hommes de l'avant-garde, qui, comme de coutume, escarmouchèrent avec l'ennemi, et, comme de coutume, du

1. Dugua à d'Aoust, 9 et 10 juillet (A. G.).

2. Fervel, I, p. 81; Mémoire de Grandvoinet (A. G.); Réponse de Dagobert, p. 4.

haut d'une butte il observait les menues péripéties de l'engagement. Quelques officiers et le représentant Projean le rejoignirent. Bientôt au feu de la mousqueterie succéda celui de l'artillerie. Des deux parts le canon tirait à toute volée. Des bombes tombèrent jusque dans le camp du Mas-Ros. Les Espagnols voulaient évidemment occuper et garder Canohès. Ils y réussirent; ils s'emparèrent du village; ils prirent sur une hauteur avoisinante une position avantageuse. Les Français, postés dans un bois sur la gauche, essayèrent de les déloger. Mais l'adversaire fit avancer huit pièces de 12, un bataillon de gardes wallonnes et un gros détachement de troupes légères. Les républicains battirent en retraite. Flers écrivait que les vedettes étaient à portée de fusil et que Ricardos allait d'un moment à l'autre bombarder le camp du Mas-Ros.

Perpignan répondit à la prise de Canohès en célébrant avec éclat la fête du 14 juillet. Le soir, à 6 heures, tant pour « électriser les soldats et produire le plus grand effet » que pour étaler leur jacobinisme de fraîche date, les corps administratifs, accompagnés du club et du représentant Projean, se rendirent au Mas-Ros jusqu'à la plate-forme de la principale batterie. Le président du Département, Sérane, et le procureur-général syndic Lluçia portaient, l'un, le drapeau tricolore, l'autre, la bannière de la Constitution nouvelle. Les soldats se mêlèrent à cette procession civique en criant *Vive la République* et en chantant la *Marseillaise*. Le drapeau tricolore fut hissé sur l'arbre de la liberté et Lluçia prononça la formule du serment : maintenir jusqu'à la mort la République une et indivisible ainsi que la Constitution de 1793. Le cortège parcourut le

camp et Lluçia montra de loin aux Espagnols la bannière de la Constitution comme « la pierre contre laquelle se briseraient leurs projets ». Malgré la prière des corps administratifs, l'armée n'avait pris à la cérémonie aucune part officielle. Pas de musique militaire ni de tambours, pas de députations des bataillons. Une salve d'artillerie fut tirée à l'instant de la prestation du serment et suivie d'une immense clameur d'enthousiasme. Mais ni Flers, ni l'état-major ne parurent. Deux généraux, Puget-Barbantane et Giacomoni, s'excusèrent de n'être pas venus en alléguant qu'ils n'avaient pas reçu d'ordres. Seul Dagobert était présent, et les assistants l'applaudirent lorsqu'il jura de défendre la République et la Constitution : celui-là, au moins, était sûr; nul ne doutait de ses sentiments et plus que jamais la ville et l'armée eurent la conviction qu'il unissait aux talents militaires une âme vraiment républicaine.

En revanche, la colère était très vive contre Flers. De Collioure le conventionnel Fabre de l'Hérault écrivait que l'absence du général à la fête du 14 juillet rendait son patriotisme suspect. Lluçia se plaignit aux représentants de Perpignan, et les corps constitués, auxquels se joignirent les commissaires du club, dénoncèrent à la Convention et au Comité ce chef d'armée qui semblait mépriser la nouvelle Constitution. En réalité, les ordres de Flers — témoin Projean — avaient été donnés trop tard. Il essaya de calmer les mécontents en faisant lire dans le camp l'acte constitutionnel ¹.

1. Vidal, II, p. 248-257; Projean au Comité, 15 juillet (A. G.); Fabre aux représentants, 6 août (A. P.).

IV. La grande et patriotique manifestation de Perpignan n'arrêta pas Ricardos. Le 16, à 8 heures du soir, il refoulait les avant-postes qui gardaient la hauteur du Mas Serre et, le lendemain, avec 16.000 fantassins, 6.000 cavaliers et 400 pièces, il livrait bataille.

Il voulait, disait-il, traiter le camp du Mas-Ros comme une place assiégée. Déconcerter les Français par l'artillerie et, après les avoir mis en désordre, les faire assaillir par l'infanterie et la cavalerie, tel était son plan. Au centre de sa ligne, au plateau du Mas Serre, sur la butte de Las Cobas, en face du Serrat d'en Vaqué, il établit, durant la nuit du 16 au 17, une grande batterie composée de 14 obusiers, de 12 canons de douze et d'un canon de seize. Sur les revers du plateau, à l'abri du feu des Français, étaient formées cinq colonnes : deux bataillons de gardes espagnoles sous le duc d'Ossuna ; deux bataillons de grenadiers sous le marquis de Las Amarillas ; deux bataillons de gardes wallonnes sous Courten ; deux escadrons de carabiniers royaux et toutes les troupes légères sous Hermosa ; tous les carabiniers, grenadiers et dragons sous Calatayut. Sitôt que la confusion se mettrait dans le camp ennemi, Gagigal, qui commandait l'attaque, ferait enflammer de la paille amassée à l'avance sur la butte et, à ce signal, les colonnes se jetteraient sur les retranchements.

Mais Flers, de son côté, avait pris ses mesures. Il avait fortifié ses ailes : à gauche, au village de Cabestany, étaient 4.000 fantassins et la cavalerie de la légion des Pyrénées ; à droite, au moulin d'Orle, 4.000 autres fantassins et les 300 gendarmes de Dugua : au centre, au Serrat d'en Vaqué ou, comme

on disait, au grand camp, 1.450 hommes et l'artillerie, cette artillerie qui, à la journée du Mas-Deu, avait déjà montré bravoure et sang-froid ; elle comptait 50 bouches à feu, servies par 325 canoniers, sous les ordres de La Martillière. Au pied de la hauteur, dans le vallon, était l'avant-garde commandée par Dagobert et par le second de Dagobert, l'adjudant-général Poinot, arrivé de Paris depuis quelques jours ; elle se composait de 1.650 hommes et s'appuyait à un petit ouvrage avancé, élevé sur un mamelon et nommé le Pain de sucre.

Dagobert, de même que Flers, s'attendait à une attaque, et il avait donné ses ordres pour éviter une surprise de nuit : les postes étaient renforcés et les patrouilles succédaient aux patrouilles. Le 17, à 3 heures du matin, accompagné de deux officiers de la légion des Pyrénées, Pérignon et Grézieu, il faisait une reconnaissance et il parlait aux dernières sentinelles, lorsqu'obus et boulets se mirent à pleuvoir autour de lui. C'était la grande batterie, la batterie de 27 pièces, que les Espagnols avaient dressée sur la hauteur du Mas Serre ; elle lui parut d'abord formidable, et la quantité de projectiles qu'elle lançait, innombrable ; mais elle était à 1.600 mètres du Mas-Ros et, si deux bombes allèrent tomber à soixante toises des remparts de Perpignan, ses coups ne portèrent que très rarement.

Flers assistait du Mas-Ros à la canonnade. Il laissait les Espagnols consommer inutilement leur poudre et il n'envoya pas l'ordre de riposter. Mais l'armée frémissait d'impatience. « Je ne conçois pas, disait Dagobert au représentant Cassanyes, que Ricardos fasse canonner et bombarder le camp

comme une place forte ». — « C'est une tactique extraordinaire, répondit le conventionnel, mais je trouve plus extraordinaire encore que nous restions les bras croisés sans faire la moindre défense ». — « Il faut, répliqua Dagobert, que le général en chef donne l'ordre de tirer ». Cassanyes courut au Mas Ros et dit à Flers qu'il s'étonnait de l'inaction des troupes et surtout de l'artillerie. Flers répartit qu'il voulait conserver des munitions pour résister dans Perpignan, s'il était cerné. Cassanyes objecta qu'il y avait à Perpignan et dans la citadelle de grands magasins à poudre et que le manque de munitions n'était pas à craindre. Flers garda le silence.

Indigné, Cassanyes revint au Serrat d'en Vaqué. Les artilleurs montraient encore plus d'impatience qu'auparavant. C'étaient, pour la plupart, des gens du pays, naguère canonniers gardes-côtes du Roussillon et organisés en compagnies. L'un d'eux, le sergent Prim, criait à tue-tête qu'il fallait charger et tirer les pièces. Soudain, vers 9 heures, un coup de canon part. A l'instant, toutes les batteries jouent, et bientôt les pièces françaises prennent l'ascendant sur les pièces espagnoles. Le chef de brigade La Martillière dirige le feu ¹. Il a soixante et un ans — mais, comme Dagobert, il a la chaleur d'un jeune homme et il déclare fièrement qu'il sert avec une activité supérieure à celle de son âge ; il passe pour patriote et il a souvent dit qu'il n'appartenait pas à la caste des ci devant. En réalité, ce fut lui qui gagna la bataille : les représentants écrivaient à Paris qu'on ne pouvait trop faire

1. Le feu des Français, reconnaît Ricardos, était « muy vivo y acertado. »

son éloge et Flers assurait qu'au 17 juillet, à force de soin et de fatigue, malgré la pénurie totale d'officiers de son arme, La Martillière avait su pourvoir à tout.

Dagobert avait, pendant ce temps, mis ses troupes en avant, sur la droite et la gauche de son camp, derrière une ligne de hauteurs, pour la garantir des bombes et des boulets. Puis, accompagné de Poinot, il était allé demander les instructions du général en chef. Pérignon commandait en son absence ; il était lieutenant-colonel de la légion des Pyrénées et il se piquait de la présenter chaque jour avec avantage aux ennemis. Il porta l'infanterie de la légion ainsi que les grenadiers du régiment de Champagne en avant du Pain de sucre. Mais cette infanterie fut assaillie par un gros essaim de tirailleurs espagnols ; elle lâcha pied. Pérignon tenta de la rallier et de la ramener au combat ; elle ne l'écouta pas. Il prit alors le fusil et les cartouches d'un blessé et sans plus proférer une parole, il se plaça dans les rangs des grenadiers de Champagne qui n'avaient pas bougé. Les légionnaires n'osèrent l'abandonner ; ils revinrent à leur poste. Pourtant ils auraient peut-être plié pour la seconde fois lorsqu'arriva Poinot. Il avait obtenu de Flers et des représentants Projean et Espert 300 hommes et 2 canons de quatre avec la permission d'attaquer. « Je réponds du succès sur ma tête, avait-il dit, et je me fais fort de débusquer l'ennemi ». Il repoussa les tirailleurs, et Jean-Baptiste Cordier, ancien canonier au régiment de Toul et capitaine de la compagnie d'artillerie de la légion des Pyrénées, braqua les deux pièces sur les carabiniers espagnols. Mais avec quelque chaleur que cette petite guerre, comme

s'exprimaient les représentants, se fit de part et d'autre, elle ne servait à rien. Ce fut l'artillerie de La Martillière qui décida tout. Ricardos comptait, à force de bombes et d'obus, effrayer les républicains et les obliger à quitter leur position. Comme Brunswick au 20 septembre 1792, il les voyait recevoir son feu sans s'émouvoir. Dans toutes les batteries et devant toutes les tentes retentissait l'air du *Ça ira*. On n'entendait dans les ambulances, durant les amputations, que les mots *Vive la République*. Six canonniers, brûlés par l'explosion d'un caisson de gargousses, traversaient le camp du Mas Ros en criant que la victoire était immanquable. D'autres, mortellement blessés, priaient leur camarades qui les soutenaient, de ne pas les plaindre et les engageaient à retourner vite au combat. A midi, Ricardos, comprenant qu'une plus longue canonnade serait inutile, ordonnait la retraite, et son armée s'éloignait, la droite d'abord, puis le centre, enfin la gauche qui formait l'arrière-garde.

Les Espagnols fuyaient ! L'artillerie républicaine avait foudroyé leurs batteries ! En un instant, cette nouvelle se répandit de rang en rang. L'ardent Dagobert voulut se mettre à leur trousses sans songer qu'il allait se risquer en rase campagne contre des escadrons redoutables. Les représentants ne disaient-ils pas quelques jours auparavant qu'il serait très imprudent d'engager une action générale puisqu'ils n'avaient presque pas de cavalerie à opposer à celle des ennemis qui était bonne et nombreuse ?

Ce fut Poinot qui commença la poursuite. Convaincu que les deux pièces qu'il avaient obtenues ne lui suffisaient pas, il courut demander à Flers

2 canons de quatre et 2 canons de huit. Mais lorsqu'il revint, Pérignon avait déjà prononcé un mouvement d'attaque ; sitôt qu'il avait vu le plateau du Mas Serre abandonné, il s'était hâté de l'occuper ; il avait mis en batterie les quatre pièces envoyées par Poinot ; il avait placé son infanterie derrière la butte pour la soustraire aux coups de l'artillerie espagnole qui ne cessait pas de tirer dans sa retraite. Poinot déclara qu'il fallait aller de l'avant. On se porta sur une butte voisine, puis sur une autre, et les quatre pièces, dirigées par l'infatigable Cordier, jetèrent leurs boulets sur Canohès où s'attachait la gauche des ennemis.

Tout à coup l'Espagnol sortit de Canohès. C'était de la cavalerie, cette cavalerie qui devait, selon le plan de Ricardos, et si les Français avaient lâché le camp du Mas-Ros, s'emparer du moulin d'Orle, du passage de la Tet et du défilé de Salces. Dès que Poinot la vit paraître, il craignit pour ses pièces. Incontinent, il se replia sur la butte du Mas Serre, et de là, il avait déjà tiré quelques coups de canon lorsque Dagobert se présenta.

Dagobert résolut aussitôt de ressaisir l'offensive. Sur l'ordre de Flers, Puget-Barbantane était venu au secours de l'avant-garde et, comme le plus ancien des généraux de division, il avait pris le commandement. Il avait placé sur le revers de la hauteur du Mas Serre 1.000 hommes d'infanterie et quatre pièces de canon, dont trois de 4 et une de 12, envoyé à sa droite les gendarmes de Dugua, détaché à sa gauche, en face de Pollestres, la cavalerie de la légion des Pyrénées. « Je vais, dit-il à Dagobert, vous donner de mon artillerie et vous renforcer d'une compagnie de grenadiers ; pour

moi, je resterai ici pour vous soutenir ou vous recueillir dans votre retraite » ¹.

Laissant Poinso au Mas Serre, Dagobert s'élance avec la compagnie de grenadiers qu'il a reçue de Barbantane, une pièce de 8, une couleuvrine de 4 et un obusier ; il gagne la butte que Poinso occupait naguère ; il canonne le village de Canohès. Mais les Espagnols lui répondent par un feu terrible. De nouveau leur cavalerie s'avance et, malgré les décharges de ses trois pièces, malgré la valeur de ses grenadiers qui mettent la baïonnette au bout du fusil, Dagobert est contraint de reculer. Bientôt cette reculade dégénère en déroute. La pièce de 8 est abandonnée. Vainement les troupes de Poinso accourent à son aide. Vainement Cassanyes lui dépêche les gendarmes de Dugua qu'il trouve couchés sur la terre et tenant leur cheval par la bride. Tout ce monde, vivement pressé par les carabiniers espagnols, se débande et se précipite vers le Mas Serre. Les carabiniers poussent leur pointe. Heureusement ils arrivent au bord d'un ravin, ils sont obligés de faire un grand détour, et le canon de 24, établi sur la hauteur du Serrat d'en Vaqué, les arrête, les divise. Le courage des Français se réveille : grenadiers, gendarmes et autres se rassemblent à la voix de Dagobert ; ils fondent sur les Espagnols qui ne sont plus qu'une centaine, les dispersent, les capturent ou les tuent. Barbantane rappelle les grenadiers au combat. Dugua et Poinso rallient les gendarmes qui, selon le mot des représentants, ne semblent avoir rétrogradé que pour prendre carrière ². Mirabel, le

1. Il a donc tort de dire dans ses *Mém.*, p. 102, qu'il fit des observations à Dagobert sur son attaque téméraire ; il est contredit par la lettre des représentants Projean et Cassanyes.

2. « Le 17 juillet, a dit Dugua — non sans exagération — le gé-

futur général et le plus populaire des chefs de cette armée en 1794, est seul contre sept adversaires ; il frappe le premier, puis le deuxième, démonte le troisième, met en fuite les quatre autres. Soixante-trois Espagnols demeurent sur la place et Flers lui-même, en présence de Poinso, compte les cadavres. Poinso veut sauver la pièce de 8, restée dans un ravin, presque à portée de pistolet des ennemis. Il descend de cheval. Cinquante francs de récompense à qui le suivra ! Dix fantassins posent leur fusil et, sous une grêle de balles, après avoir perdu trois d'entre eux, ramènent la pièce.

Telle fut la bataille du Mas-Ros ou bataille de Perpignan. C'était le Valmy de l'armée des Pyrénées-Orientales. Les Espagnols avaient une centaine de morts et ils ne laissaient que vingt-cinq prisonniers aux mains des Français. Mais, comme dit Cassanyes, ils étaient très humiliés de la leçon qu'ils avaient reçue, et Flers assurait qu'ils avaient subi leur première défaite. Leurs vieilles bandes et cette cavalerie si brillante, si bien montée, accoutumée à tout balayer, cette cavalerie que les représentants jugeaient formidable, avait reculé devant les volontaires de la République. Leurs escadrons et leurs obusiers, témoigne un contemporain, sont leurs plus fortes armes : escadrons et obusiers n'avaient pas prévalu.

Dagobert s'était signalé. Il avait eu trop d'audace et au soir, quand il se jeta sur le village de Canohès, il faillit compromettre le succès de la journée.

néral Dagobert me vit lui assurer la victoire à la tête de la gendarmerie » et il ajoute que la gendarmerie a détruit le 17 juillet la mauvaise impression qu'avait laissée la journée du 19 mai, qu'elle eut 3 tués et 16 blessés.

Mais il se porta, écrit le rédacteur de l'*Échos des Pyrénées*, « là où sifflaient les boulets, éclataient les bombes et foisonnaient les obus ». De même qu'au 19 mai, il était sur le point d'être « assassiné » par un Espagnol lorsqu'un gendarme tua l'assaillant et sauva, selon le mot de Dugua, un des plus braves généraux de la République. Flers le nommait au premier rang parmi ceux qui s'étaient distingués par leur zèle, par leur intelligence, et dans le bulletin que les représentants envoyaient à Paris par un courrier extraordinaire, parce qu'il contenait des « nouvelles agréables », ils louaient surtout Dagobert ¹.

V. Il y a peu de campagnes aussi confuses, aussi incohérentes et aussi fécondes en péripéties que cette campagne de 1793 aux Pyrénées-Orientales. La bataille de Perpignan fut suivie d'un revers éclatant : la reddition de Villefranche-de-Conflent. Cette place barrait la gorge profonde de la Tet, et Ricardos qui voulait désormais passer la rivière pour prendre à dos Perpignan et tourner le camp du Mas Ros, craignait de laisser le défilé de Villefranche sur sa gauche. Le 4 août, après douze heures d'une canonnade qui ne tua personne et ne ruina pas le moindre parapet, Villefranche capitulait. « Elle s'est rendue, s'écriait Flers, sans avoir tiré un seul coup de canon tandis qu'elle pouvait tenir au moins douze jours ! »

1. Fervel, I, p. 83-90; Vidal, II, p. 259-268; Poinot au Comité, 27 mai 1794 (A. G.); Flers à Bouchotte, 18 juillet (*Mon.* du 27); lettre de Projean et Cassanyes, 19 juillet (*Mon.* du 26); cf. *Actes du Comité*, V, p. 208, VI, p. 215; Arteché, p. 181; *Gazeta de Madrid*, 23 août.

Les patriotes des Pyrénées-Orientales furent consternés. « Villefranche est pris, écrivait un chef de bataillon au procureur-général syndic des Hautes-Pyrénées, et Montlouis sera pris par famine ; il ne reste que Collioure et Perpignan : vous ne nous envoyez point de troupes et vous voulez tous notre perte ! » ¹

Une clameur de colère presque unanime s'éleva contre Flers. En vain il louait les soins des représentants en ajoutant qu'il était sans eux impossible de réussir. En vain il répétait qu'il avait exécuté son plan qui était de « contenir l'ennemi », que la position avantageuse du Mas-Ros avait « sauvé le Roussillon et gagné la bataille de Perpignan », que son camp était un « boulevard impénétrable », une invincible barrière : « J'ai refusé de reculer lorsque je ne disposais que de petits moyens ; la situation est aujourd'hui la même et je ne puis ni ne dois avancer ; le temps viendra où je passerai de la défensive à l'offensive ; mais il serait aussi imprudent d'aller en avant qu'il était naguère funeste d'aller en arrière ; attendez ou remplacez-moi, mais je ne veux faire que ce que me dictent mon honneur et mon expérience ». En vain il assurait — le 29 juillet ² — qu'il n'avait pas de cavalerie, que le 27^e régiment d'infanterie et la légion de Rosenthal qui venait d'arriver, étaient « dans l'état le plus mauvais », que les canonniers envoyés de Paris n'avaient aucune instruction et qu'il leur préférerait quelques pointeurs des vieux régiments d'artillerie,

1. Mém. de Grandvoinet; Flers à Bouchotte, 7 août; lettre au procureur-général syndic des Hautes-Pyrénées, 10 sept. (A. G.).

2. Voir aux appendices VI et VII le tableau de l'armée des Pyrénées-Orientales à cette date du 29 juillet et à la date du 5 août.

que l'armée comptait 3.000 malades de la dysenterie ou du flux de sang causé par l'excessive chaleur qui régnait pendant le jour, par la froideur des nuits et par les longs bivouacs. En vain il montrait une lettre du Comité, signée de Guyton et de Couthon, qui l'engageait à garder ses positions sans rien donner au hasard jusqu'à ce qu'il reçût assez de renforts pour se mesurer avec l'envahisseur. L'*Écho des Pyrénées* disait railleusement qu'il se bornait à des captures de bestiaux au lieu de livrer une bataille « en bonne forme ». Les représentants s'étonnaient, s'indignaient de son inaction. De Collioure, dès le mois de juillet, Fabre, inquiet, impatient, demandait si l'armée sortirait jamais de cette « malheureuse défensive », si elle n'allait pas enfin chasser les Espagnols et les faire « trembler dans leurs foyers ». Le système de guerre que Flers avait adopté, paraissait à Fabre « contraire à nos intérêts et à notre caractère », et il proposait d'attaquer le camp d'Argelès, d'opérer une diversion en Espagne même. Si l'on tardait, ajoutait-il, les ennemis prendraient leurs quartiers d'hiver dans le Roussillon, et il affirmait à ses collègues de Perpignan qu'il ne voyait qu'« impéritie » dans la conduite militaire de Flers, qu'il voterait pour sa suspension s'il était au milieu d'eux, que l'événement ne produirait pas la moindre commotion et ne ferait aucune peine à l'armée ¹.

Espert, Projean, Bonnet partageaient l'opinion

1. Mém. de Grandvoinet; Flers à Bouchotte, 17 mai, 29 juillet, 11 sept. et aux représentants, 5 juillet; Dugua à Vaquer, 31 juillet; (plus de cent malades dans les deux escadrons de gendarmerie (A. G.); le Comité à Flers, 8 et 20 juillet (A. N. W. 428); *Actes du Comité*, V, p. 232, 439, 459; Torreilles, *Perpignan*, II, p. 73; Vidal, II, p. 297.

de Fabre. Ils reprochaient au général d'avoir mis de la mauvaise grâce à célébrer la fête du 14 juillet, et dans leur bulletin de la bataille de Perpignan ils n'avaient pas cité son nom. Lorsque Flers sollicitait un ordre écrit qui l'autoriserait à punir de mort les déserteurs, ils gardaient le silence. Dès le 10 juillet, ils marquaient au Comité que Flers n'avait pas de plan fixe et stable, qu'il variait continuellement dans ses projets et disait oui ou non dans la même minute selon l'impulsion qu'il recevait, qu'il ignorait souvent les mouvements de l'ennemi parce qu'« il n'avait rien fait pour bien monter la partie de l'espionnage », qu'il n'avait su ni par le ton ni par le maintien gagner le cœur du soldat ¹.

Le plus enragé était Espert. Il taxait Flers d'indertie et d'apathie. Il prétendait — le 2 août — que, sous un pareil chef, l'armée fondrait avant la fin du mois par les maladies, le découragement et la désertion. Il taquinait, vexait Flers de toutes façons. Il faisait arrêter l'adjutant-général La Barrière, l'aide-de-camp, l'homme de confiance de Flers, simplement parce que La Barrière lui semblait suspect, parce que La Barrière « s'était emparé de l'esprit du général », et en vain La Barrière protestait, assurait qu'il était un républicain irréprochable, qu'il avait versé son sang pour combattre les tyrans, que sans Flers et lui Perpignan appartiendrait aux Espagnols. Ce fut précisément parce qu'il secondait Flers qu'Espert ordonna de l'enfermer dans la citadelle de Montpellier, et Bouchotte

1. Fabre à d'Hargenvilliers, 25 juillet, et aux représentants, 6 août (A. P.); cf. G. Sorel, I, p. 87 et II, p. 154-156.

répondit aux plaintes de La Barrière que « le ministre ne pouvait réformer les arrêtés des représentants »¹.

Les corps constitués de Perpignan n'étaient pas moins irrités contre Flers, et malheureusement il leur avait déplu par ses démarches et ses propos. Il avait exigé la suppression des spectacles. Il avait proposé de renvoyer les bouches inutiles et d'expulser les femmes de mauvaise vie en assurant qu'une foule de jeunes gens perdaient à Perpignan leurs mœurs et leur santé, et sur le refus de Llucia et de la municipalité qui redoutaient des troubles, il s'était emporté. « Je comprendrai, avait-il dit, les membres de la municipalité dans la classe des suspects et je les ferai conduire comme tels sur les derrières de l'armée! » La municipalité, profondément blessée, avait dénoncé ces outrageantes expressions aux représentants.

Aussi, le 6 et le 7 août, Llucia et le Conseil général du département dressaient-ils contre Flers un acte d'accusation. Llucia écrivait au Comité que Flers n'avait fait aucune tentative pour délivrer Villefranche, qu'il ne voyait la patrie qu'« à travers la lunette du royalisme et des anciens préjugés », qu'il n'avait donné aucune preuve de connaissances militaires et ne possédait pas la confiance publique. Le Conseil général exposait ses griefs avec plus de détail et d'âpreté. Flers, disait-il, n'avait pas à son arrivée parcouru le département et vérifié l'état des places fortes; une seule fois, le général était allé vers Céret pour ne distinguer les Espagnols qu'avec peine à l'aide d'une

1. G. Sorel, II, 157-178; lettres de La Barrière et de Bouchotte, 5 juillet et 22 août (A. G.); journal de Legier (A. P.).

longue-vue. Il avait employé de mauvais espions et méprisé l'avis des particuliers. Il était, pendant le combat du Mas-Deu, resté tranquille à Perpignan et il n'avait gagné le lieu de l'action que pour assister à la déroute de l'armée. Il n'avait pas ravitaillé d'avance Fort-les-Bains et Prats-de-Mollo, et, lorsqu'il s'était résolu à dégager ces deux places, il avait chargé de l'expédition un homme inepte. Il n'avait pas opéré de diversion en faveur de Bellegarde. Il n'avait pris aucune part à la bataille du 17 juillet et, bien qu'il prévît l'attaque, il n'avait pas jugé nécessaire de coucher au camp. Il avait laissé les Espagnols s'enfoncer dans les gorges du Conflent et lorsqu'il avait voulu les assaillir, l'entreprise, dirigée par un « novice », n'avait démontré que le désordre et l'incurie du général en chef. Il avait laissé succomber Villefranche qu'il aurait pu défendre en occupant les hauteurs qui dominant la ville et le fort¹. Il n'avait jamais commandé une attaque. Enfin, il n'allait au camp que sur le soir pour se promener et pour prendre le frais; aussi excitait-il la méfiance du soldat et plus de 8.000 hommes avaient déserté².

La veille de cet injuste et terrible réquisitoire, le 6 août, Flers, désireux de se laver de tout reproche, avait tenu conseil de guerre. Les représentants assistaient à la conférence ainsi que le directeur des fortifications Vialis et le capitaine du génie

1. Cf. les mêmes reproches dans le rapport de Cassany, s. p. 27. « Si Flers avait visité cette contrée à temps, il en aurait connu le besoin, il aurait fait occuper les postes essentiels. »

2. Torrellles, *Perpignan*, II, p. 66-76; G. Sorel, I, p. 86-89; Vidal, II, p. 294-293; Exposition des griefs du département des Pyrénées-Orientales contre la conduite du général Flers, considérée sous le rapport de ses opérations militaires et administratives, 7 août (A. G.).

Andréossy, le commandant de l'artillerie La Martillière, les généraux de division d'Auvare, Barbantane et Dagobert, et les généraux de brigade réels ou provisoires d'Aoust, Giacomoni, Frégeville, Massia et Boisconteau.

Flers commença par dire qu'il avait dans le camp du Mas-Ros et les petits camps ou cantonnements jusqu'à la mer, 12.000 hommes de troupes et 110 pièces servies par 800 canonnières dont 90 seulement appartenaient à l'artillerie de ligne, et il posa quatre questions :

1^o Êtes-vous d'avis d'attaquer le grand camp des Espagnols ?

2^o Êtes-vous d'avis d'attaquer Argelès avec le secours de la garnison de Collioure ?

3^o Êtes-vous d'avis de faire des attaques particulières sur Millas, Ille, Vinça, Prades et Thuir ?

4^o En cas d'attaque, quelle est la marche qu'il faudra suivre ?

Dagobert répondit brièvement à toutes les questions. Il lui paraissait indispensable d'attendre les secours promis depuis longtemps ; mais lorsque des troupes aguerries auraient renforcé l'armée, elle devrait, pensait-il, assaillir le grand camp : « du succès dépend et s'ensuit nécessairement la chute de tous les petits postes des ennemis. »

L'opinion de Dagobert fut adoptée. Pas de bataille avant la réunion de tous les moyens que le ministre et le Comité de salut public devaient envoyer. Perdre la bataille, ce serait perdre Perpignan et le Roussillon, et, si, par chance, on la gagnait, on n'avait même pas la certitude de chasser l'Espagnol au-delà des monts.

Le Comité de salut public, écrivait Flers le 7 août,

serait sans doute convaincu par cette résolution du conseil de guerre que l'armée ne pouvait quitter la défensive.

Mais il n'était déjà plus général en chef. Le même jour, Bonnet, Espert et Fabre, venu de Collioure, arrêtaient que Flers « ayant perdu la confiance des citoyens soldats, était suspendu de ses fonctions. »

Il ne reçut cet arrêté que dans l'après-midi du 9. Les représentants y avaient joint une lettre particulière : ils remarquaient que les dénonciations se multipliaient contre Flers et que le matin, dans une conférence avec eux, il avait reconnu que c'était rendre service au général qui n'inspirait pas une confiance entière, que de le débarrasser du commandement ¹.

Le successeur de Flers fut Puget-Barbantane. C'était le plus ancien divisionnaire de l'armée, et depuis quelques semaines il répétait partout qu'on avait tort de se tenir sur une défensive triste et pénible et que l'armée ferait bien de prendre promptement l'offensive. Dès les premiers jours de juillet, il venait dire aux représentants Espert et Projean qu'il regardait Flers comme absolument incapable ². Le 3 août, les conventionnels lui offraient la place et Barbantane l'acceptait ³.

Mais, si Barbantane devait sauver Perpignan, un

1. Flers au Comité, 7 août (A. G.); G. Sorel, II, p. 157.

2. Ainsi que deux généraux de brigade, sans doute Giacomoni et d'Aoust; cf. Espert et Projean au Comité, 10 juillet (A. G.).

3. Barbantane aux représentants, 6 août (A. G.); il les pria toutefois de ménager celui qu'il remplaçait; Flers, proposait Barbantane, aurait donné sa démission en alléguant sa mauvaise santé et demandé ensuite un emploi dans son grade aux armées du Nord. On sait que Flers fut traduit devant le tribunal révolutionnaire et exécuté.

autre général devait sauver Montlouis menacé depuis la reddition de Villefranche par deux divisions espagnoles. « Il faut, écrivait Llucia, empêcher la jonction de l'armée qui a pris Villefranche avec celle qui campe en Cerdagne et sauver Montlouis d'un siège ou d'un bombardement ». Certains officiers, Flers, Barbantane, d'Aoust, pensaient qu'à condition d'avoir pour gouverneur un homme sûr et incapable de trahir, Montlouis était imprenable; il suffisait, suivant eux, que la forteresse tint au moins six semaines, c'est-à-dire jusqu'à la fin de septembre; à cette époque les neiges obligeraient l'Espagnol à lever le siège. Mais pouvait-on répondre que Montlouis résisterait jusque-là? Et une fois maître de Montlouis, l'ennemi, traversant le Capcir et le département de l'Aude, ne viendrait-il pas cerner Perpignan par Rivesaltes et Salces?

Les commissaires de la Convention, le 5 août, avaient déjà chargé leur collègue Cassanyes de se rendre aussitôt à Montlouis pour visiter la place et leur faire un rapport. Ils décidèrent que le général de division Dagobert irait avec quelques bataillons au secours de Montlouis en détresse : il empêcherait ou tout au moins retarderait le siège de la ville, et il ferait, s'il pouvait, sur le territoire espagnol cette diversion qu'il leur proposait depuis longtemps, mais qui leur semblait difficile puisque l'adversaire avait un camp en face de Montlouis et à la portée du canon. Le 7 août, les représentants Fabre et Bonnet lui conféraient le commandement de la frontière depuis Olette inclusivement jusqu'à la Garonne (c'est-à-dire jusqu'aux sources de la Garonne) avec le pouvoir de requérir les gardes

nationales des départements de la Haute-Garonne et de l'Ariège et des districts de Quillan et de Prades. « Nous espérons, lui marquaient Fabre et Bonnet à la date du 9 août, que votre courage et votre activité donneront une nouvelle énergie aux citoyens de ces départements et vous mettront à même de faire repentir les satellites des despotes de leur criminelle entreprise et de les faire trembler sur leurs foyers ».

Barbantane et Dagobert, avait dit le rédacteur de *l'Echo des Pyrénées*, « sont deux braves; puissent ces deux guerriers s'aimer entre eux autant qu'ils sont aimés des citoyens et de l'armée! » Mais les deux généraux ne s'aimaient pas et Dagobert se plaignit bientôt de recevoir de Barbantane des lettres impérieuses. Fabre et Bonnet apprirent cette « aigreur qui commençait à se manifester »; ils jugeaient que Barbantane « avait mis le plus possible du sien pour éviter la mésintelligence »; mais, ajoutaient-ils, ils estimaient Dagobert, ils craignaient de l'aliéner, et le 28 août, « interprétant » l'arrêté du 7, ils écrivaient au général qu'il devait « correspondre directement avec le Comité, les représentants et le ministre de la guerre pour ce qui concernait la défense de la partie de la République confiée à son commandement et se concerter assidument avec Barbantane pour les opérations militaires »¹.

1. Torreilles, *Perpignan*, II, p. 93; Vidal, II, p. 292; rapport de Cassanyes, p. 30; mém. de Grandvoinet; avis de d'Aoust, 6 août; Barbantane à Bouchotte, 10 août; Dagobert au Comité, 7 sept. (A. G.); Bonnet et Fabre à Cassanyes, 28 août (A. P.) et à Dagobert, 9 et 28 août (A. D.).

CHAPITRE VIII

La Perche et Olette

I. La Cerdagne. — La Peña et Crespo. — II. Montlouis. — Cassanyes. — D'Arbonne et Poinso. — III. Mesures prises par Cassanyes. — Arrivée de Dagobert. — IV. Conseil de guerre du 26 août. — Préparatifs du 27. — V. Combat du 28 août ou combat de la Perche. — VI. Entrée de Dagobert à Puycerda et à Bellver (29 août). — VII. Prise du camp des Llançades par Crespo. — Retour offensif de Dagobert. — Combat du 4 septembre ou combat d'Olette. — VIII. Les Français dans la Cerdagne espagnole.

I. La Cerdagne commence à Montlouis et au col de la Perche pour finir au défilé d'Urgel. Bien qu'elle n'ait que douze lieues de longueur et qu'une lieue dans sa plus grande largeur, c'est une contrée fertile qui nourrit de nombreux troupeaux et contient plus de cent bourgs et hameaux. « Elle forme, disait un de nos officiers en 1793, un contraste agréable avec l'énorme amphithéâtre de montagnes qui l'environnent de toutes parts; c'est un assez joli petit tableau dans un cadre immense et superbe. »

Il y a deux Cerdagnes : la Haute-Cerdagne ou Cerdagne française et la Basse-Cerdagne ou Cerdagne espagnole.

La Cerdagne française qui s'étend de Montlouis à Bourg-Madame, comprend le canton de Saillagouse et les cinq communes de Montlouis, Bolquère, La Cabanasse, Planès et Saint-Pierre dels Forcats. [La Cerdagne espagnole qui s'étend de Bourg-

Madame au défilé d'Urgel, a deux villes principales, Puycerda et Bellver.

Les deux Cerdagnes sont séparées, non par une limite naturelle, mais par de simples blocs de granit, et il y a même sur notre territoire une enclave étrangère, la commune de Llivia, reliée à l'Espagne par un chemin neutre et resserrée entre trois villages français.

Une rivière, le Sègre, parcourt le pays du nord-est au sud-ouest. Elle passe d'abord par Saillagouse, Llivia et Bourg-Madame où elle entre dans la Cerdagne espagnole, puis contourne Puycerda et Bellver, traverse le Martinet et coule vers le sud, au-dessous d'Urgel, pour rejoindre l'Ebre.

La capitale de la Cerdagne française est Montlouis ou comme on dit quelquefois, Montlouis sur Tet ou, comme on l'appelait sous la Révolution, Mont-Libre.¹ Bâtie par Vauban à 1400 mètres d'altitude, sur un rocher escarpé, cette place, la plus élevée et la plus froide de France, défend l'entrée des gorges de la Tet qui descend par le village d'Olette vers Villefranche de Conflent; et son canon bat, à 1000 mètres de là, le débouché du col de la Perche qui se prolonge durant dix kilomètres jusqu'à Saillagouse et qui mène du bassin de la Tet

1. C'est depuis la visite des représentants Brunel, Le Tourneur et Rouyer, au mois d'avril 1793, que la place s'appelait le Mont de la Liberté ou plutôt Mont-Libre ou le Mont-Libre. « Nous avions le projet, disaient les représentants, de faire disparaître un nom odieux dont le souvenir amer retraçait sans cesse aux bons citoyens le despotisme et la tyrannie. A peine fûmes-nous arrivés que les habitants et la garnison vinrent nous exprimer le même vœu. Nous nous empressâmes d'y déférer en substituant à ce nom justement abhorré une dénomination digne d'un des boulevards les plus avancés de la République. » (*Actes du Comité*, III, p. 164).

dans celui du Sègre. Mais, pour maîtriser la Cerdagne entière, il faut posséder Puycerda et Bellver, surtout Bellver, poste important, écrit un conventionnel, et que les Français devaient conserver à tout prix en dépit des efforts du « despote castillan ».

Aussi, dès le commencement de la guerre, les généraux français, Servan et La Houlière, voulaient-ils, malgré la faiblesse de leurs troupes, s'emparer de Puycerda et de Bellver. Au mois de mai 1793, La Houlière proposait de saisir Puycerda et de fortifier la ville « de la manière la plus expéditive et la plus avantageuse »; il jugeait même utile d'occuper Urgel et le défilé de Ribas qui menait à Camprodon et à Olot. Un officier, envoyé en reconnaissance par le val de Carol, était d'un avis semblable et il assurait que rien ne serait plus aisé que d'entrer dans la Cerdagne espagnole, que l'expédition se ferait sans effusion de sang, qu'il suffirait de descendre de Montlouis à Saillagouse par la grande route et de prendre à Saillagouse le chemin de Puycerda, bon d'ailleurs, assez uni et dans une plaine ouverte, qu'il ne fallait que cinq heures de Montlouis à Saillagouse et une heure et quart de Saillagouse à Puycerda, que « la conquête de la Cerdagne ne présentait pas la centième partie des obstacles qu'on trouverait dans l'attaque de la vallée d'Aran »¹.

Les Espagnols prirent les devants. Ils tâchèrent de s'emparer de Montlouis. Le 25 avril, un détachement, commandé par le général Lancaster, sortait de Puycerda pour se porter à deux lieues de Mont-

1. Lettre de La Houlière, 13 mars; reconnaissance de la Cerdagne espagnole, 23 février (A. G.).

louis, à Llus¹. Mais la neige couvrait le col de la Perche, et les Espagnols regagnèrent Puycerda.

Après la reddition de Bellegarde, une division, conduite par la Peña, s'établit au col de la Perche, à l'endroit qui porte encore le nom de « camp des Espagnols », sur deux lignes, en avant du village d'Eyne. Elle comptait 4.000 fantassins et 600 cavaliers. Les huit pièces de canon qu'elle trainait avec elle avaient mis trois mois pour venir de la Catalogne. La Peña entreprit quelques travaux. Il construisit de petites redoutes. Mais, le 15 juillet, les grenadiers du 2^e bataillon du Gard, commandés par le capitaine Plantier, et les miquelets ou chasseurs du Mont-Libre assaillirent les redoutes; ils les enlevèrent la baïonnette au bout du fusil et dans leur élan ils emportèrent trois villages, Via, Odello et Egat, « sans avoir éprouvé, écrivait le commandant de Montlouis, la résistance à laquelle ils devaient s'attendre ».

Après la prise de Villefranche, une autre division espagnole dont le général était Crespo, reçut de Ricardos l'ordre de marcher sur Montlouis par le village d'Olette avec un matériel de siège. La route actuelle n'existait pas alors. Il y avait deux chemins qui partaient d'Olette. L'un qui longe la gorge de la Tet, n'était qu'une étroite corniche où les mulets seuls pouvaient passer, non sans peine. L'autre, aux pentes rapides, gravissait la monta-

1. 400 miquelets poussèrent en même temps par le val de Carol jusqu'à l'Hospitalet qui est le premier village de l'Ariège à la descente du Puigmoren, et ce fut alors qu'on résolut de garder les sources de l'Ariège. Un camp de 1.000 hommes, commandé par l'adjudant-général Marbot, fut établi à une demi-lieue au-dessus d'Aix, aux Baserques, puis en amont des Baserques, au-dessus de Merens. (Fervel, I, p. 115).

gne de Clavera et par Canaveilles, par les Llançades, par Sauto, par La Llagonne ou, comme on disait, par le plateau des Llançades ¹, débouchait en vue de Montlouis; c'était par ce plateau facile, partiellement cultivé, abondant en bois et en pacages, que Crespo pensait amener devant la forteresse sa grosse artillerie. Aussi, lorsqu'il sut la capitulation de Villefranche, le procureur général syndic du département, Lluçia, qui connaissait cette région, disait-il très justement que le seul moyen de sauver Montlouis était de placer aux Llançades un camp retranché de 800 hommes avec quelques pièces de canon et d'occuper la position de Sauto ².

II. Montlouis allait donc être prise entre deux feux, entre la Peña qui campait au col de la Perche et Crespo qui venait par Villefranche et Olette.

Le plateau où cette place est assise, se termine au sud et au nord par de rapides talus, à l'est par le précipice au fond duquel roule la Tet, à l'ouest par un long glacis qui se relie au col de la Perche. Ses fortifications se composent d'une citadelle en forme de quadrilatère bastionné et d'une double couronne; la citadelle domine le plateau, et la couronne dont elle ferme la gorge, sert d'enceinte à la ville. Les remparts, tant bien que mal réparés depuis le commencement de la guerre, étaient garnis

1. Le plateau ondulé qui couronne la montagne de Clavera, a des altitudes de 1.800 à 2.000 mètres; le point du chemin des Llançades qui, au débouché du plateau, domine Olette, est à 1.600 mètres d'altitude, et pour monter à ce point, il faut à un piéton qui part d'Olette (613 mètres d'altitude), trois heures environ.

2. Fervel, I, p. 113-124; Vidal, II, p. 292 et 323-330; *appor* ou *Compte-rendu* de Cassanyes, p. 31 et Rapport sur la situation du Mont-Libre, août; Voulland à Flers, 15 juillet (A. G.)

de vingt-sept pièces de tout calibre montées sur leurs affûts. L'arsenal contenait des munitions en grand nombre. Il y avait dans les magasins des biscuits pour un mois, du pain pour deux mois, du riz pour six mois, mais trop peu de bœuf salé, trop peu de vin et surtout trop peu d'eau-de-vie, breuvage nécessaire en un pays « où le bivouac et les campements mêmes étaient très durs et très pénibles ». La garnison comptait 1.665 hommes dont 116 canonniers. Elle avait à sa tête le commandant temporaire, le vieux chef de brigade Voulland, complètement incapable, lent, faible, cédant volontiers à l'impulsion de ses entours, brave toutefois et patriote, et — ce qui ne nuisit pas à son avancement — oncle du conventionnel Voulland, député du Gard.

Mais Cassanyes arrivait.

Naguère médecin au Canet, membre de l'administration du district de Perpignan, élu député des Pyrénées-Orientales le deuxième sur cinq, Cassanyes a laissé des Mémoires curieux, attachants, vivants, qui doivent être consultés avec précaution. Il se donne constamment le premier rôle au détriment des généraux et de ses propres collègues. Le fougueux conventionnel — il avait trente-cinq ans — finit même par imposer aux chefs militaires sa volonté. Il excita, seconda Dagobert et parfois l'arrêta, le contrecarra. Son audace, croissant de jour en jour, ne connut plus de limites : il remporta la victoire de Peyrestortes, mais il causa la défaite de Villelongue. Pourtant, il était propre à son métier de représentant et, comme il s'exprime, à la partie exécutive de sa mission : très actif, vigilant, inlassable, courant sans cesse, fati-

quant et crevant ses chevaux, toujours prêt à aller de l'avant et à foncer sur l'obstacle, habile à stimuler le zèle des soldats et à réchauffer leur ardeur, friand du péril, aimant à faire le coup de feu et le coup de sabre. « Les représentants du peuple près l'armée, disait-il fièrement, doivent par leurs discours énergiques ranimer le courage des troupes, marcher à leur tête pour braver tous les dangers ; que nos calomniateurs prennent un fusil, comme moi, dans les circonstances pressantes et viennent donner l'exemple que je donne ! »

Il avait, lorsqu'il apprit la reddition de Bellegarde, exposé dans le Comité de salut public en un langage plein de force et de véhémence les conséquences de l'événement, qu'il faudrait désormais se tenir sur une périlleuse défensive, que rien n'arrêtait plus les Espagnols et qu'ils pouvaient se porter partout où bon leur semblait. — « Qui t'a si bien informé ? » lui dit Danton. — « Je suis député du département. » — « Eh ! répliqua Danton, que fais-tu ici ? Tes foyers vont être la proie de l'ennemi ; c'est toi qui dois marcher le premier ! Pars, remplis tes poches d'assignats, et va défendre ton pays ! » Adjoint par un décret du 6 juillet aux représentants Fabre, Bonnet et Projean, Cassanyes partit le lendemain de Paris après avoir recueilli les brèves instructions de Carnot qui lui conseilla de se concerter avec Fabre pour organiser une armée et de requérir sur la route tout ce qui lui tomberait sous la main.

Le 17 juillet, il assistait à la bataille de Perpignan. Il reçut alors le baptême du feu aux côtés de Dagobert. Durant deux heures, il resta près du général sous la pluie des projectiles. « Je sentais,

écrit-il ingénument, que j'étais sur les épines, mais je n'osais jamais quitter mon poste ; je commençais une rude épreuve et je me familiarisais avec le danger ». Il eut une si bonne contenance que les soldats au milieu desquels il se trouvait, lui crièrent que l'ennemi le reconnaissait à son costume de représentant et tirait sur eux avec acharnement : c'était dire clairement que la présence de Cassanyes dans leurs rangs leur faisait plus de mal que de bien, et il s'éloigna. Au soir, à huit heures, tout chaud des émotions de la bataille, persuadé que les Français venaient de remporter une éclatante victoire, il alla conférer avec Flers ; il voulait que Flers entreprit à son tour une attaque contre les Espagnols ; la position de l'adversaire, assurait-il, était alarmante ; les républicains avaient répandu la terreur dans l'âme des esclaves castillans et ils occupaient déjà les hauteurs en face du camp espagnol ; il fallait les jeter sans retard sur Ricardos qui n'aurait pas le temps de rallier ses troupes débandées. Mais, sans nier le courage de ses bataillons, Flers objecta leur petit nombre et répondit froidement au conventionnel qu'il ne se croyait pas en état de poursuivre son avantage. Cassanyes était outré. Quoi ! il s'était mis à la tête de la cavalerie et de l'infanterie ; il avait électrisé ses frères d'armes par ses paroles et par ses actes ; il avait vu les Espagnols dans le blanc des yeux ; il les avait repoussés, chassés jusque dans leurs retranchements, et Flers qui n'avait pas paru dans l'action, Flers qui méditait des plans dans sa chambre tandis que les autres se battaient, Flers prétendait apprécier les résultats de la journée mieux que lui, Cassanyes !

Après la bataille de Perpignan, l'ardent et impétueux représentant alla visiter Villefranche de Conflent et il annonça que la place serait prise parce qu'on manquait de troupes et de canons pour occuper les hauteurs qui la dominent. Il assistait à l'expédition dirigée par l'adjudant-général Sol-Bauclair sur Vinça et le col Ternère. Cassanyes, marquait Llucia, « parcourt nos montagnes pour y aider les généraux de ses connaissances locales et de son influence. »¹

Après Cassanyes arrivèrent à Montlouis les généraux de brigade d'Arbonneau et Poinot.

Le 9 août, le jour même où il apprenait sa suspension, Flers, convaincu qu'il fallait, sinon remplacer Voulland, du moins le subordonner à un homme plus jeune et plus énergique, avait nommé d'Arbonneau commandant de Montlouis et des troupes établies aux environs de cette place. D'Arbonneau partit sur-le-champ. C'était un ancien garde du roi, devenu major de la garde nationale de Limoges, puis lieutenant-colonel du 1^{er} bataillon de la Haute-Vienne et, grâce à la protection de son compatriote Xavier Audouin, maréchal de camp; mais il avait fait la campagne de Belgique et il commandait au mois de mai dans le Nord le poste important de Hasnon.²

Poinot est plus connu que d'Arbonneau. Il était, a dit Turreau, bon soldat, mais incapable d'être officier général. Ancien dragon, capitaine de cava-

1. Vidal, II, p. vii, 219, 260, 263, 278, 318; Fervel, I, p. 72; *Actes du Comité*, VIII, p. 543.

2. Flers à d'Arbonneau, 9 mai (A. G.) Xavier Audouin, gendre de Pache, était, comme on sait, un des adjoints de Bouchotte et d'Arbonneau reconnut sa protection en prenant pour aide-de-camp son frère Joseph Audouin.

lerie dans la légion du Nord, il avait été nommé adjudant général sur la recommandation de Marat qui lui sut gré d'avoir dénoncé Westermann aux Jacobins. Il était très vaniteux et il assurait plus tard que Dagobert l'appelait son bras droit, que la gloire de la conquête des deux Cerdagnes lui appartenait en toute justice. Mais Cassanyes attachait un grand prix à la collaboration de Poinot, et le 2^e bataillon des grenadiers du Gard qui servit sous ses ordres, attestait qu'à sa voix ses soldats n'osaient se baisser au sifflement d'un boulet, qu'il les rendait sourds au bruit du canon ennemi, qu'il les entraînait au combat avec l'impétuosité de la foudre. Poinot s'était déjà mis en évidence à la bataille de Perpignan où il eut deux chevaux tués sous lui et reçut une balle à la joue et deux balles dans son chapeau. Il fut récompensé. *L'Echo des Pyrénées* loua sa bravoure audacieuse, les représentants Espert et Projean le firent général de brigade, Flers le chargea de veiller à l'instruction des officiers et des sous-officiers de l'avant-garde et le 7 août, lui donnait le commandement de Montlouis et environs avec ordre de lutter jusqu'à la dernière extrémité, même si la ville était réduite en cendres, tant que les magasins seraient saufs et les remparts à l'abri d'un assaut.¹

III. Cassanyes était arrivé le premier à Montlouis, — sans doute le 6 août. Il y avait dans la ville et le pays d'alentour nombre d'ennemis de la

1. Poinot au Comité, 6 floréal et 8 prairial an II; Instructions de Flers à Poinot, 3 et 7 août. Témoignage des grenadiers du Gard, 15 janvier 1794 (A. G.); Poinot était parti de Paris le 16 juin pour Perpignan; cf. Thiébault, *Mém.*, III, p. 138 : « d'une intrépidité extraordinaire. »

Révolution. La Cerdagne française ne comptait que six curés constitutionnels, dont Delcasso, curé de Montlouis et député à la Convention, et Llucia se plaignait de la « longue et coupable indolence » de la population. Quand à Montlouis, sa municipalité n'inspirait aucune confiance ; on l'accusait de regretter l'ancien régime et d'avoir adroitement cherché à dissoudre le club ; un de ses membres, Trilles, avait un fils, prêtre déporté, et, croyait-on, correspondait avec lui. Mais Cassanyes ne s'attarda pas à prendre des arrêtés contre les suspects : avant tout, il fallait chasser l'Espagnol ; avant tout, il fallait savoir ce que valaient les troupes et le commandant de la forteresse. Le représentant vit de près la garnison et dans ses casernes et notamment à la fête civique qui fut célébrée le 10 août en sa présence. Il se convainquit que les soldats étaient dévoués à la République. Mais il jugea que Voulland était un bonhomme borné, et, comme il ignorait la nomination de Poinot et de d'Arbonneau, il proposa de le remplacer par l'adjudant-général Marbot que tout le monde tenait pour un habile officier plein de talent et de zèle.

Restait la défense extérieure. Cassanyes remarqua que les ennemis campés à la Perche pouvaient placer une batterie en avant de Bolquère, dominer de là Montlouis, puis gagner sans crainte aucune, en tournant la forteresse, le chemin qui remonte le cours de l'Aude, envoyer des partis dans le Capcir et tirer de cette région beaucoup de foin pour leur cavalerie. Il fit aussitôt dresser deux batteries de deux pièces de 8 ; l'une établie sur la rive droite de la Tet, près de La Cabanasse, commandait la

« serre » ou le rideau de Bolquère ; l'autre, installée sur la rive gauche de la Tet, au village de La Llagonne, servie par huit canons et défendue par une centaine de volontaires, barrait le chemin de l'Aude. Non loin de là, sur la droite, à la même hauteur, fut placée une compagnie de 120 miquelets, chargée de patrouiller dans la montagne, et, comme disait le représentant, de former un petit camp d'observation. Sur la même ligne, à neuf cents toises de la batterie de La Llagonne, était un autre camp que Cassanyes nommait un camp de protection, composé d'un bataillon de 800 hommes ; la compagnie de grenadiers, au nombre de 80 hommes, était en avant-garde, au coin d'un bois, en deçà de la Tet, avec deux canons de 4. Enfin, pour compléter toutes ces mesures, Cassanyes fit couper le pont d'Olette.

La-dessus, l'infatigable député courut à Perpignan pour lire à ses collègues et envoyer ensuite au Comité de salut public un rapport sur ses opérations. Mais les commissaires de Perpignan opinèrent que l'un d'eux resterait à Montlouis et surveillerait la place. Ils décidèrent que Cassanyes retournerait à Montlouis. « Sauvez la forteresse, lui dirent-ils, et remettez la Cerdagne française en liberté ». Cassanyes leur jura de revenir vainqueur et il tint parole.

Il rentra le 23 août à Montlouis. Depuis quelques jours Dagobert y était avec 3.000 hommes. Le général avait achevé de prendre les dispositions qui devaient arrêter l'Espagnol de tous côtés. Sur son ordre, 300 hommes de troupes de ligne, avec deux pièces de 8, s'étaient postés aux Llançades, dans deux petites redoutes qui protégeaient la

croupe du plateau au dessus d'Olette. Ce détachement avait mission de résister aussi longtemps que possible à la division espagnole qui viendrait de Villefranche et qui poussait déjà jusque dans Olette ses avant-postes.¹

IV. Le 24 août, Cassanyes reçut avis que les Espagnols du camp de la Perche préparaient une attaque et il résolut de les prévenir : il proposa de livrer bataille sans nul retard. Dagobert hésitait. Il était, disait-il, dans un extrême embarras. Quatre jours auparavant, le château de Mosset qu'un ordre de Barbantane mettait sous son commandement, avait arboré le drapeau blanc, et le bruit courait que le gouverneur, le capitaine Chalvosson, avait trahi ; n'était-ce pas, écrivaient les représentants, un de ces officiers de ligne « qu'on a la bonhomie de tant vanter » ?

Dagobert se plaignait, en outre, de n'avoir pas d'armée, de n'avoir que des bataillons dispersés sur divers points. Il avait adressé des réquisitions dans les départements de l'Ariège et de la Haute-Garonne ainsi que dans le district de Quillan pour obtenir du monde, et depuis plus de dix jours il attendait vainement une réponse. Il n'avait pas un seul homme de cavalerie, et il savait que l'ennemi disposait de 600 dragons du régiment de Sagonte. Enfin, il apprenait que la situation de Perpignan devenait de plus en plus critique, que Ricardos allait passer la Tet pour tomber sur les derrières de Barbantane.

1. Torrecillas, *Le clergé des Pyrénées-Orientales*, p. 220 ; Vidal, II, p. 109 ; *Rapport de Cassanyes*, p. 31-32.

Aussi, le 26 août, eut-il l'idée de regagner Perpignan et de laisser Montlouis à ses seules forces. Mais Poinot combattit énergiquement ce projet et Cassanyes déclara qu'il ne quitterait la partie qu'après s'être mesuré avec l'Espagnol. Dagobert, fâché, s'éloigna brusquement. Quelques instants plus tard, à l'heure du diner, il reparut ; il fit asseoir Cassanyes à ses côtés et le pria de lire attentivement un papier qu'il lui présentait. C'était le plan d'attaque du camp de la Perche. « Vous avez raison, dit-il au conventionnel, je suis ennuyé d'attendre des réquisitions qui n'arrivent pas et, comme vous, affligé de l'insolence des ennemis ; je me suis donc déterminé à l'attaque. » Cassanyes lut le plan et, serrant la main à Dagobert, « le plan est bon, s'écria-t-il, et il ne s'agit plus que de l'exécuter ! » Poinot fut appelé, et les trois hommes convinrent de garder le secret.

Le soir même, ils passaient en revue aux avant-postes de Montlouis le 7^e bataillon de la Haute-Garonne et, sur l'ordre de Dagobert, la troupe se formait en bataillon carré : le général prévoyait que les dragons de Sagonte se jetteraient sur son infanterie et il voulait lui montrer comment elle devrait recevoir le choc. Puis ils allaient tous trois et sans nulle escorte jusqu'aux abords de Bolquère examiner le camp de la Perche et arrêter leur décision.

Le lendemain ils prenaient toutes les dispositions pour l'attaque qu'ils avaient fixée au jour suivant, 28 août, et, de leur propre main, ils écrivaient les ordres qu'il fallait envoyer. Sur les instances de Dagobert qui craignait que son dessein ne fût éventé par l'ennemi, Cassanyes prescrivait dans l'après

midi de laisser entrer tout le monde dans la place et de ne laisser sortir personne. ¹

V. A la nuit tombante, les troupes françaises, même celles qui gardaient le plateau des Llançades et la redoute de La Llagonne, venaient se masser à Montlouis. Elles formaient une petite armée de 4.500 hommes qui fut répartie en trois colonnes : à celle de droite, était d'Arbonneau ; à celle du centre, Dagobert ; à celle de gauche, Poinso. On se mit en marche dans le silence le plus profond et, le 28 août, dès que parut la première pointe du jour, à 5 heures du matin, s'engageait le combat de la Perche, un des combats les plus vifs et les plus glorieux qu'ait livrés l'armée des Pyrénées-Orientales.

La division espagnole, commandée par La Peña, comprenait, outre les dragons de Sagonte, trois bataillons incomplets de la Reine, de Séville et de Gironne ainsi que 600 volontaires de Catalogne. Elle campait sur deux lignes, en travers de la route qu'on nomme le col de la Perche, la gauche au village de Bolquère et la droite aux Roques Blanques, un peu en arrière du hameau de Saint-Pierre dels-Forcats. Sa gauche était bien retranchée ; sa droite, au contraire, manquait d'appui. C'est pourquoi Dagobert avait résolu de frapper sur cette droite le coup décisif, et il avait confié l'opération à Poinso dont il connaissait la folle et contagieuse bravoure. Poinso marchait donc sur Saint-Pierre-dels-Forcats ; Dagobert suivait le grand chemin ; d'Arbonneau s'avancait sur Bolquère. Poinso partit à 2

1. Cf. outre les sources précitées, Dagobert au Comité, 7 septembre (A. G.) et G. Sorel, I, p. 81.

heures du matin avec 1.200 hommes, deux pièces de 4 et deux pièces de 2 ; Dagobert à 3 heures, avec 1.200 hommes et quatre pièces ; d'Arbonneau, qui avait le moins de trajet à faire, à 3 heures et demie, avec 500 hommes, une pièce de 16, deux de 8 et trois de 4.

Sans la colonne de gauche, l'attaque échouait. La colonne de droite ou d'Arbonneau arriva tard parce qu'elle trouva de mauvais chemins. Elle devait enlever Bolquère à coups de canon. Mais elle resta, dit Dagobert, sans rien faire. Vainement il lui envoya son aide-de-camp Chrétien qui vint sous une grêle de balles porter l'ordre d'avancer. Vainement Cassanyes, accompagné d'un vieux gendarme qui lui servait d'ordonnance, tâchait par ses exhortations d'ébranler les troupes. La colonne ne bougeait pas et, comme paralysée par l'effroi, elle demeurait immobile sous le feu de la mousqueterie des Espagnols établis à Bolquère et jusque dans le clocher. Enfin Cassanyes fit amener deux pièces d'artillerie ; elles avaient été prises sur les remparts de la place et c'étaient des pièces pesantes, montées sur affûts de siège et difficiles à manœuvrer. Le premier coup frappa le rebord de la fenêtre du clocher, et les Espagnols évacuèrent Bolquère.

Au centre, Dagobert essayait d'entraîner son monde. Avec sa crânerie coutumière il marchait à dix pas en avant. Mais dès le commencement du combat, les braconniers montagnards, — c'était le bataillon du district de Quillan ou 4^e bataillon de la légion des montagnes — avaient lâché pied, et le général eut une peine extrême à maintenir l'ordre dans le reste de la colonne.

Le gros de la besogne retomba donc sur la colonne de gauche que Poinso animait de son énergie. Il avait tourné le village de Saint-Pierre-dels-Forcats, et des hauteurs qui dominaient la droite du camp ennemi, engagé rapidement une canonnade. Mais les Espagnols lui ripostèrent avec vigueur; ils lui lancèrent force mitraille et un de ses bataillons se débanda. Poinso s'obstina; il fit rallier et ramener une partie des fuyards par son aide-de-camp David et, deux fois de suite, après un feu très vif de mousqueterie, il osa charger la cavalerie espagnole qui l'assailait de front et le prenait à dos; deux fois de suite, il fut repoussé. Il ne se décourage pas. Il remarque que les ennemis veulent s'emparer de son artillerie; il use de stratagème; il feint d'abandonner son canon et commande à sa troupe de se replier. Les dragons de Sagonte fondent sur les pièces puisque Poinso, comme il dit, leur donne plein chantier de venir les enlever. A cet instant, la ligne française — bataillon du Gard, grenadiers et chasseurs de Lodève — exécute au pas de course un changement de front en arrière; elle enveloppe les dragons qui se trouvent, selon le mot de Poinso, comme dans un cercle; elle abat les uns à coups de fusil — Poinso avait prescrit de tirer haut pour frapper les hommes et non les chevaux — elle capture les autres. Poinso courut risque de la vie: il fut entouré ou, ainsi qu'il s'exprime, investi par cinq dragons; il se débarrassa de deux d'entre eux; le troisième lui porta un coup de sabre qui coupa son baudrier et un bouton de sa redingote, et Poinso tomba de cheval; mais son adjoint Garin et son aide-de-camp David accoururent; ils tuèrent deux des dragons et le cinquième

se rendit. Ce fut la troisième et dernière attaque de Poinso. En voyant son lieutenant aux prises avec la cavalerie, Dagobert l'avait cru perdu, et du centre, il était venu sur-le-champ à sa gauche. Poinso lui proposa d'aborder l'adversaire la baïonnette aux reins, et Dagobert l'approuva. Les deux généraux se mirent à la tête de l'infanterie. Dagobert tenait un fusil à la main, et sa présence exaltait le soldat. Poinso fit battre la charge et, sous la mitraille, les Français franchirent intrépidement les quatre cents toises qui les séparaient des Espagnols. Ils chantaient le *Ça ira* et dans une sorte d'enthousiasme, ils criaient: « *Nous vous tenons! Nous vous tenons!* » Les Espagnols ne les attendirent pas; ils s'enfuirent en jetant leurs armes, sans enclouer leurs pièces et même sans prendre leurs sacs. Les républicains les poursuivirent pendant plus d'une lieue, et si Dagobert avait eu seulement cinquante hommes à cheval, il râflait tout ce qu'il y avait d'ennemis. Mais l'armée des Pyrénées-Orientales, comme les autres armées de la Révolution, n'avait presque pas de cavalerie, et il avait inutilement demandé un escadron à Cassanys: « Il alla, écrit le représentant, — comme si le désir de Dagobert avait quelque chose d'exorbitant — il alla jusqu'à me demander de la cavalerie! »

D'Arbonneau aurait pu, en se rabattant sur le pont d'Eyne, couper la retraite aux vaincus. Mais il était encore arrêté à Bolquère, et Poinso s'écriait avec douleur que, si la colonne de droite avait poussé sa pointe, aucun Espagnol ne se sauvait.

Enfin, Dagobert avait envoyé la veille, au soir,

deux compagnies de miquelets dans la montagne. Elles devaient tourner le camp de la Perche, tomber soudain sur le village d'Eyne où était le quartier. général espagnol et enlever La Peña ; elles s'égarèrent pendant la nuit et, comme dit Dagobert, elles restèrent ventre à terre dans le bois.¹

Quoi qu'il en soit, l'Espagnol, attaqué à 5 heures du matin, fuyait à 8 heures. Cassanyes qui marchait le sabre à la main en tête des troupes de d'Arbonne, aurait voulu pourchasser l'ennemi sans trêve ni relâche. Mais les républicains étaient las ; ils mangèrent la soupe que l'Espagnol n'avait pas eu le temps de prendre, et Dagobert fit bien de leur donner ordre de s'arrêter et de se rafraîchir.

Ce brillant succès était dû à Poinot et surtout à Dagobert ; le premier avait, selon l'expression de Cassanyes, fait des merveilles ; quant au second, le représentant le jugeait « digne de tous les éloges » et, comme disait Chrétien, il avait bravé le boulet et le mousquet. « Que les généraux fassent comme nous, écrivait Poinot, non sans fierté, aux commissaires de Perpignan, et engagez-les à ne plus se battre à coups de canon ; que chaque homme n'ait que trois coups à tirer et que l'on charge à la baïonnette ; la réussite est immanquable ; on ne gagne la confiance de sa troupe qu'en marchant toujours devant elle ! » Aussi, l'affaire de la Perche est-elle une des rares affaires où l'infanterie de la Révolution affronta victorieusement la cavalerie ennemie. « Nos bataillons, rapporte Chrétien, ont fait le rebours ; ce sont eux qui ont chargé les dragons », et les grenadiers du Gard se vantaient quelques

1. Voir sur les miquelets français l'appendice VIII.

mois plus tard d'avoir chassé de leurs camps les lâches soldats des tyrans par la force des baïonnettes républicaines. Les Espagnols laissaient aux mains des Français huit canons, quantité d'armes et de munitions et 60 des leurs dont 15 officiers. Ils avaient 250 morts et un grand nombre de blessés¹.

VI. La division ou armée de Cerdagne, comme elle devait se nommer désormais, passa la nuit autour des maisons éparses qui forment le bourg de Sainte-Léocadie, en deçà de la frontière. L'impatient Cassanyes désirait pousser aussitôt sur Puycerda ; « je voudrais, disait-il, y coucher aujourd'hui même ». Dagobert objecta que les troupes avaient besoin de repos et qu'il fallait craindre une attaque nocturne.

Le 29 août, au matin, les Français paraissaient devant Puycerda. La ville n'avait plus sa citadelle que les soldats de Louis XIV avaient emportée en 1678 après quatre assauts et que le traité de Nimègue défendait de relever. Elle ne possédait d'autre fortification qu'une méchante muraille, et les Espagnols, frappés d'épouvante, ne pensaient pas à tenir derrière les murs des jardins qui présentaient autant de retranchements naturels qu'il y avait

1. Doppet, *Mém.*, p. 214 ; Fervel, I, p. 121 ; *Mon.*, 6, 9, 10 et 15 sept. ; Dagobert à Bouchotte, 28 août, 30 août, 4 septembre ; Cassanyes à ses collègues, 28 août ; Poinot au Comité, 8 prairial an II (A. G.) ; Arteché, p. 196-200 (mais il copie Fervel et il commet des erreurs ; il dit, par exemple, que M. de Cassanyes accompagnait l'armée et il se moque de Fervel qui assure que la petite armée de Dagobert n'avait pas un seul cavalier ; pourtant, écrit Arteché, Fervel assure que « Poinot disputa sa vie aux cavaliers que les siens entouraient » : Arteché n'a pas compris que *les siens* signifie non pas « ses cavaliers », mais « ses soldats », les fantassins qui se trouvent avec Poinot).

d'enclos. Les Français occupèrent donc Puycerda sans coup férir, et ils y trouvèrent des magasins de tout espèce; « ce qui indiquait assez, remarque Dagobert, les grands projets des Espagnols sur les départements voisins ».

Dans la journée même, après avoir envoyé des détachements couvrir sa gauche et sa droite, l'un au col de Tosas, l'autre au val de Carol, Dagobert venait, par une bonne route, en deux heures et demie, de Puycerda à Bellver. La ville avait une enceinte aux murailles solides, construite entre deux ravins sur un escarpement du Sègre. Mais il n'y restait que douze soldats qui se laissèrent prendre sans résistance. Dagobert entra le premier dans Bellver avec Poinso et Chrétien. Sa troupe, exténuée de fatigue, était encore en arrière, et Poinso ne put s'empêcher de dire plaisamment : « A nous trois nous avons cerné Bellver; mais si les douze Espagnols avaient osé venir sur nous, ils auraient eu beau jeu, car nous n'avions que nos sabres ». Dagobert plaça deux bataillons dans Bellver, poussa trois lieues plus loin en longeant le Sègre et posta une centaine d'hommes pour garder les passages. En vingt quatre heures il avait remis sous le drapeau tricolore la Cerdagne française et conquis la Cerdagne espagnole, conquis, comme écrit un de ses officiers, un pays superbe avec des magasins immenses et des bestiaux en innombrable quantité.

Pourtant, cet homme si actif était alors malade et dans la lettre qui mandait ses avantages, il disait que le délabrement de sa santé aurait dû lui faire refuser le commandement d'une armée qui n'existait pas et que s'il avait « recueilli ses forces », s'il s'applaudissait d'avoir pu « dégager le pays »,

il priait le ministre de lui accorder bientôt un repos nécessaire.

Mais il n'était pas de ceux qui s'abattent aisément et derechef il recueillit ses forces.

Le 3 septembre, pour « pousser plus loin ses conquêtes », il allait reconnaître les passages qui débouchent sur Ribas, Camprodon et Ripoll. Son lieutenant Poinso, enthousiasmé, ébloui par le succès, faisait des plans magnifiques et proposait, tantôt de conquérir la Catalogne où « Barcelone était gardé par les bourgeois », tantôt de rentrer dans le Roussillon par Bellegarde et au pis-aller par Collioure. Mais, ajoutait Poinso, il fallait être secondé par l'armée principale, par l'armée de Perpignan, et pour que l'union pût exister entre les généraux, Poinso écrivait aux représentants qu'ils devaient donner à Dagobert le commandement en chef des troupes campées au Mas-Ros. Lui, Poinso, mènerait la division de Cerdagne sous les ordres de Dagobert, et « d'accord ensemble, concluait-il, nous exterminerons les forces espagnoles sans qu'elles puissent jamais s'en relever »¹.

VII. Le jour même, 3 septembre, où il opérait cette grande reconnaissance sur les confins du territoire espagnol, Dagobert rentrait à Puycerda. Il comptait y passer la nuit. Une ordonnance vint lui apporter la nouvelle que les Espagnols du camp d'Olette avaient la veille dispersé le poste des Llançades et qu'ils se dirigeaient avec un train d'artillerie considérable sur Montlouis.

Le messenger disait vrai. Dès qu'il avait su la dé-

1. Vidal, II, p. 332 et III, p. 383; Poinso aux représentants, 29 août (A. G.)

faite de la Peña, Ricardos avait renforcé la division de Crespo et ordonné à ce général d'enlever aussitôt le plateau des Llançades et de couper la retraite à Dagobert. Les Espagnols qui tenaient Olette — 5000 hommes et 600 chevaux — n'eurent qu'à paraître pour se rendre maîtres du plateau. Dagobert avait emmené pour attaquer le camp de la Perche, puis pour conquérir la Cerdagne, les deux bataillons qui gardaient le camp des Llançades et il avait fait occuper le poste par 400 paysans que le secrétaire de Cassanyes, François Tastu, était allé requérir au nom de la patrie dans les communes du Capcir. Mais il n'ignorait pas, comme disait Cassanyes, que les gens du Capcir étaient plus habitués à manier la houlette que les armes, qu'ils n'avaient pas d'armes, qu'ils ne sauraient faire jouer les deux canons restés aux Llançades et il les avait remplacés presque aussitôt par un bataillon de nouvelle levée, le 3^e bataillon de la Légion des montagnes.

Le 2 septembre, au point du jour, les Espagnols du camp d'Olette passèrent la rivière qui était guéable et attaquèrent le bataillon. Les volontaires s'enfuirent sans résistance et se réfugièrent sur les hauteurs de Sauto. Un bataillon de la Haute-Vienne était parti de Montlouis pour les renforcer. Il se replia sur la forteresse. Déjà l'ennemi se préparait à gravir le plateau. Son parc était au pied de la montagne et pour mieux mener son approvisionnement de siège jusque devant la place, il avait requis les habitants de travailler, sous peine de mort, à la rampe des Llançades. « Il fallait, rapporte Cassanyes, s'attendre à voir bombarder Montlouis ».

Dagobert prévint les Espagnols. Sans hésiter, sans balancer un seul instant, il avait résolu de rebrousser chemin et, écrivait-il, quoiqu'il fût malade et harassé, de « présenter la bataille à l'ennemi ». Cassanyes l'accompagnait. « Il faut, lui avait dit Dagobert, reprendre ce qu'on nous a pris et vous serez de la partie. » De Perpignan, Jaubert, le rédacteur de *l'Echo des Pyrénées*, prévoyait ce nouveau coup. « Nous verrons, assurait-il dans son journal, nous verrons le vainqueur de la Cerdagne revenir sur ses pas, marcher contre les ennemis maîtres d'Olette, les attaquer et les vaincre. »

Dès le 3 septembre, sans nul retard, Dagobert s'achemine vers Montlouis avec les meilleures troupes de sa petite armée. Il remonte le col de la Perche et au soleil couchant il traverse la place où tout le monde s'étonne de le revoir si vite. Il marche sur les Llançades, il recueille le détachement de Sauto, il atteint dans la nuit l'extrémité du plateau au-dessus et un peu en avant de Canaveilles, il divise sa troupe en trois colonnes, et le 4 septembre, à 3 heures du matin, au milieu d'un épais brouillard qui depuis la veille environne la montagne, 4.600 Français fondent sur le camp d'Olette. « Jamais surprise, raconte Cassanyes, ne fut plus complète ; nous arrivâmes comme des éperviers. » Les Espagnols n'eurent pas le temps de se reconnaître et de se former. Ils furent déconcertés par l'impétuosité française et, après deux heures d'un feu très vif de mousqueterie, mis en pleine déroute. Les grenadiers royaux qui gardaient le parc, se firent hacher sur leurs pièces, et l'entrée d'Olette était jonchée de morts et de mourants. Ce qui put se sauver gagna Villefranche.

Tous les bagages, une grande quantité d'armes et de munitions, 12 caissons, 16 bouches à feu, 100 chevaux ou mulets, 300 prisonniers dont 30 officiers parmi lesquels trois colonels et le commandant de l'artillerie, restèrent aux mains du vainqueur. Les Espagnols avaient 108 morts et les Français 18.

« L'octave de la bataille du 28 août, écrivait Dagobert, n'a pas été célébrée avec moins de succès. » Il jugeait même que la journée du 4 septembre était plus brillante encore que celle du 28 août. L'attrail qu'on avait pris aux Espagnols, obusiers, pièces de 16 et de 8, caissons et charrettes, les bombes et obus chargés, tout cela n'était-il pas destiné au siège de Montlouis? Vingt quatre heures plus tard, les Espagnols arrivaient devant la place, et il eût été impossible de les déloger des positions avantageuses qu'il auraient occupées. Le général faisait le plus vif éloge de sa petite armée; tous les officiers, tous les soldats s'étaient distingués, s'étaient montrés dignes de la cause qu'ils défendaient, et ceux qui, le 28 août, à la Perche, s'enfuyaient parce qu'ils allaient au feu pour la première fois, avaient, le 4 septembre, à Olette, lavé leur tache¹.

VIII. La double victoire de Dagobert à la Perche et à Olette fut chantée par la poésie populaire², et elle eut de grands résultats. » La perte des Espagnols, écrit un émigré, était considérable, et cet échec devint, dans la suite, d'une conséquence ma-

1. Dagobert au Comité, 7 sept. et à Llucia, 4 sept. (A. G.); Salafou à Dagobert, 23 oct. (A. D.); *Mon.*, 6, 40, 15 sept.; Marcillac, p. 158; Vidal, II, p. 325-339; Torrellles, *Perpignan*, II, p. 122.

2. Cf. l'appendice IX.

jeure. » La Cerdagne espagnole renfermait d'immenses approvisionnements. Cassanyes les fit transférer à Montlouis ainsi que toutes les armes et munitions de guerre qu'il trouva. Au milieu de cette abondance, les conquérants faillirent manquer de pain. A la nouvelle du succès, les Ariégeois qui n'avaient pas répondu jusqu'alors à l'appel de Dagobert, se levèrent en masse; 8.000 hommes accoururent sur-le-champ à la cure, et, de Narbonne, le représentant Bonnet mandait naïvement que puisque Dagobert recevait de si puissants renforts, il pouvait frapper encore de plus grands coups. Mais ces Ariégeois ne pouvaient rendre aucun service: ils n'avaient d'autres armes que des faux, des piques, des fourches, des haches, des bâtons; ils n'étaient même pas organisés en bataillons; ils n'apportaient pas de vivres avec eux. Dagobert maudissait ces gens qui ne faisaient que gêner ses mouvements, que consommer ses subsistances, et un arrêté de Cassanyes renvoya cette cohue dans l'Ariège.

Le représentant agissait en gouverneur civil. Toutefois il était embarrassé et il craignait, disait-il, de faire trop ou de faire trop peu; il ne savait pas s'il devait laisser aux prêtres leur costume et leur imposer le serment de fidélité à la République; il n'avait pas avec lui le texte des lois rendues par la Convention et il priait ses collègues de Perpignan de lui dicter sa conduite, de lui adresser aussitôt l'instruction donnée par l'assemblée aux généraux qui commandaient en pays envahi. Fabre lui répondit que les prêtres pouvaient conserver leur costume puisqu'ils n'étaient pas encore soumis aux lois françaises et, qu'il ne fallait pas

exiger d'eux le serment civique puisque la Cerdagne espagnole était pays conquis et non pays réuni.

En attendant, Cassanyes plantait à Puycerda en grande cérémonie l'arbre de la liberté et il faisait élire de nouveaux magistrats, entre autres un maire, nommé Bourguère, qui paraissait animé de sentiments patriotiques. Il installait dans la ville espagnole des administrateurs français, les administrateurs du district de Prades qui s'étaient enfuis devant Ricardos, et il les chargeait d'administrer, conjointement avec un membre du département de l'Ariège, la Cerdagne espagnole.

Il avait tout d'abord essayé de gagner les cœurs. Il se rendait avec d'Arbonneau à la grand'messe, et les habitants de Puycerda se disaient les uns aux autres que les Français n'étaient pas des impies, des ennemis du culte, puisqu'ils suivaient la même religion que les Cerdagnoux. Trois moines étaient restés à Puycerda ; ils demandèrent à Cassanyes du pain et la permission de dire la messe ; il pourvut à leur subsistance et les laissa dire leur messe ; « qu'ils prient à leur fantaisie, disait-il, je ne m'immisce pas dans ces affaires. » Les magistrats d'une petite commune s'étaient plaints d'un sergent qui leur avait enlevé les vases sacrés de leur église ; Cassanyes fit mettre les troupes en bataille, et les magistrats, passant dans les rangs, reconnurent le sergent qui fut dégradé. Il déclara qu'il ferait respecter les personnes et les propriétés. « Nous faisons la guerre, répétait-il, au roi d'Espagne et non pas aux Espagnols. » Il était content de la garnison que Dagobert avait établie à Puycerda ; les soldats n'avaient pas exercé de vexations, et quatre grenadiers du Gard lui remi-

rent, pour les rendre au propriétaire, cent paires de bas qu'ils avaient trouvées cachées dans un champ.

Mais, si quelques habitants de Puycerda projetaient de fonder un club et de demander par un acte solennel que le pays fût réuni à la République française, la population, en son ensemble, restait tiède ou hostile. Elle n'avait accueilli qu'avec indifférence les proclamations de Cassanyes, et le représentant comprit bientôt qu'il ne pourrait convertir que par la baïonnette et le canon des « esclaves si cruellement fanatisés ». C'était l'avis de ses collègues de Perpignan. Fabre jugeait qu'il était absurde de « s'amuser à la brissotine philosophie » et de ménager des gens qui ne savaient pas apprécier la Révolution, que les despotes et leurs agents devaient payer les frais d'une guerre injuste, que l'Espagne était une vache à lait qu'il fallait traire, et Bonnet ajoutait qu'on avait plus besoin d'argent que de fonctionnaires, que notre intérêt nous commandait dorénavant d'imposer les communes conquises, et non de les municipaliser, et non de leur donner des magistrats qui ne marchaient qu'à coups de sabre.

De même, Cassanyes. *Il faut enfin*, s'écriait-il, *que la France cesse d'être le dindon de la farce*, et il tâcha de tirer du pays ennemi tout ce qu'il pouvait. Il voulait se saisir de l'argenterie des églises ; mais elle avait été envoyée, dès la déclaration des hostilités, dans l'intérieur de l'Espagne. Du moins il perçut une contribution de guerre. Dagobert n'avait osé prendre sur lui semblable mesure. Cassanyes ordonna que toutes les communes de la Cerdagne espagnole paieraient en argent ou en blé la somme de 210.000 livres et que les

grains des émigrés, nobles et ecclésiastiques, — ceux de la dîme compris — seraient portés dans les greniers de la République. D'Arbonneau commandait toujours à Puycerda ; il fit enlever les blés des émigrés ; « pendant mon commandement, écrivait-il plus tard, les troupes françaises ont fait les plus riches prises en grains et en bestiaux. »

1. Bonnet à Dagobert, 9 sept. (A. D.) ; Fabre à Cassanyes, 5 sept. et au Comité, 1^{er} août (A. P.) ; Fabre au Comité, 21 sept. ; Bonnet à Servièrre, 7 oct. ; les représentants aux Jacobins, 9 octobre (A. G.) ; *Compte-rendu* de Cassanyes, p. 41-42 ; Vidal, II, p. 323-330 ; G. Sorel, III, p. 46 ; *Actes* du Comité, VI, p. 391, VII, p. 206 et VIII, p. 342 ; *Mon.*, 8 sept.

CHAPITRE IX

Barbantane et Fabre

I. Barbantane. — Echec sur échec. — Barbantane quitte Perpignan. — Les Espagnols à Rivesaltes et à Peyrestortes. — L'épouvante dans Perpignan. — II. Fabre de l'Hérault. — Sa jaectance et ses prétentions militaires. — Ses projets. — Son humour. — Sa crânerie. — Ses mesures de défense. — Démission de Barbantane (11 septembre) et nomination provisoire de Dagobert au commandement en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales. — III. Opinion de Fabre et de Bonnet. — Leurs lettres à Dagobert. — Réponse de Dagobert et réplique de Fabre. — Le héros du Midi. — Lettres de Voulland, de Leyris, de Duvignau, de Tastu, de Barnole, de Llucia.

I. Barbantane s'était donné beaucoup de peine pour organiser l'infanterie au camp du Mas-Ros. Il avait, témoignait le représentant Fabre, sinon l'expérience nécessaire, du moins de l'esprit, du zèle, et, bien qu'il fût noble, ses discours, ses écrits respiraient les principes du républicanisme. Ne disait-il pas qu'il était un patriote énergique et que la constitution de 1793 devenait l'unique point de ralliement, mettrait fin à toutes les dissensions ? Ne faisait-il pas de longues phrases pompeuses ? Dans une de ses proclamations il traitait Ricardos d'esclave et appelait les Espagnols des êtres « avertis par les préjugés », incapables de « s'élever aux grands sentiments, aux beaux mouvements des défenseurs des droits de l'homme », incapables de « comprendre les combats d'une République naissante qui leur paraissaient des monstruosité, comme si la Liberté pouvait se fixer sans orages. »

Il a laissé des *Mémoires* intéressants où il dit avec assez de raison que les représentants aux armées causèrent quelquefois des revers parce qu'ils manquaient d'expérience et qu'ils avaient la conviction que des républicains ne peuvent être vaincus, et pourtant qu'ils ont exercé une influence salutaire, qu'ils empêchèrent ou réparèrent de grands malheurs, prévinrent les trahisons, maintinrent les généraux dans le devoir. Mais Barbantane qui, dès le mois de juillet, dénonçait aux représentants l'impuissance de Flers, était plus malhabile, plus médiocre que Flers. Lui-même avouait qu'il n'avait pas la pratique de l'homme de guerre, qu'il ne possédait que les connaissances d'un bon colonel d'infanterie et qu'il était général parce que les borgnes sont rois dans le pays des aveugles. Aujourd'hui encore on dit à Perpignan d'un écervelé et d'un sot que c'est un Barbantane ¹.

Il comprenait que Ricardos allait passer la Tet pour se porter sur les derrières de Perpignan, et il tenta dans la nuit du 25 au 26 août de s'opposer à ce dessein. Mais les Espagnols chassés du village de Corbère se réfugièrent dans le château et leur fusillade mit le désordre parmi les républicains; les deux colonnes françaises tirèrent l'une sur l'autre et la confusion devint telle qu'elles durent battre en retraite ².

Trois jours plus tard, le 29 août, non sans de longs et inutiles délais, Ricardos franchit la rivière, enleva Corneilla et rejeta la division Montredon sur

1. Fabre aux représentants, 6 août (A. P.); Flers à Bouchotte, 22 juin et Barbantane aux représentants, 6 août (A. G.): *Mon.*, 13 août (Vidal, II, p. 253); *Mém.* de Barbantane, p. 98, 110, 293.

2. Barbantane à Bouchotte, 26 août (A. G.)

Salces, gros bourg défendu par un fort et borné à l'est par un grand étang. Le pauvre Barbantane perdit la tête. Il disait avant son échec que les troupes manquaient de tout, qu'elles n'étaient pas instruites, qu'elles comptaient nombre de malades et d'enfants, que certains bataillons avaient autant d'officiers que de soldats. Après l'échec, il écrivait à Paris que l'adversaire l'enveloppait déjà, que l'armée n'était nullement organisée, que les ordres les plus importants n'étaient envoyés et exécutés qu'avec lenteur, que les charretiers d'artillerie abandonnaient leurs chevaux, qu'il n'avait du fourrage que pour deux jours. Sur le conseil du chef d'état-major Giacomoni, il décida de quitter Perpignan. Les Espagnols s'apprêtaient évidemment à marcher vers Rivesaltes et Peyrestortes. Ils allaient le tourner, ils allaient lui couper ses communications. Le général et les commissaires de la Convention laisseraient-ils une barrière entre eux et les départements du Midi? Barbantane et Giacomoni résolurent donc de transférer à Salces le quartier-général, le trésor, la cavalerie : le reste de l'armée, commandé par d'Aoust, garderait le camp du Mas-Ros ou camp de l'Union ¹.

La nouvelle consterna Perpignan, et Ricardos essaya de profiter de cet émoi pour refouler les Français dans la place. Durant la nuit du 2 au 3 septembre, il fit assaillir le moulin d'Orle et le village de Cabestany. L'attaque ne fut pas vigoureusement conduite. Les républicains surpris eurent le temps de se remettre et repoussèrent l'a-

1. Depuis le 4 septembre, d'Aoust commande « les troupes placées dans les ville et citadelle de Perpignan, camps et cantonnements aux environs. »

gresseur. Mais l'effroi de Perpignan fut au comble et malgré les clameurs, Barbantane s'éloigna. Peu de gens dans l'histoire, disait-il, avaient eu une fonction aussi épineuse, aussi difficile à tant d'égards : il était général en chef de l'armée et non de Perpignan ; il devait commander le tout et non « se restreindre à une partie » ; pendant que 9.000 hommes, sous d'Aoust et le représentant Fabre, défendraient la ville, il irait voir avec le représentant Bonnet si les renforts arrivaient et leur donner une direction. Sur quoi, il partit avec Bonnet, l'état-major, le trésor et la cavalerie. On croyait qu'il s'établirait à Salces où était la division Montredon. Il se rendit à Narbonne, puis à Sigean. Et de là, il demandait du secours à Carteaux qui venait d'entrer vainqueur dans Marseille révolté ; il appelait le Midi à « se lever », priait les Sociétés populaires de lui envoyer des bataillons bien armés, assurait que, s'il était aidé par les départements, il marcherait droit aux Espagnols tandis que Dagobert attaquerait leurs derrières ; sinon, que ce chef intrépide qui remportait de grands avantages, serait écrasé par un ennemi supérieur. Il gémissait sur le « terrible fardeau » qu'on lui avait imposé et dès le 5 septembre il adjurait Bouchotte de dépêcher aux Pyrénées-Orientales un général expérimenté et bon patriote dont il serait le lieutenant dévoué. Lluçia, exaspéré, ne lui mâcha pas la vérité : « Votre départ, lui écrivait le procureur-général syndic, a été mal vu. On a cru que vous désespériez du salut de la ville et de celui du camp, On a pensé que votre poste était au milieu de votre armée réelle, et non au centre d'une armée qui n'existait qu'en espérance. La confiance publique

s'est éloignée de vous. Que devez-vous faire ? Coucher au centre de votre camp, électriser les soldats qui sont découragés. Dagobert, avec 2.000 hommes de troupes, a battu deux fois complètement 5.000 Espagnols » ¹

Heureusement, comme à leur accoutumée, les Espagnols ne poussèrent pas leur pointe. Cependant, le 8 septembre, ils s'emparèrent de Rivesaltes et des hauteurs de Peyrestortes. La division de Salces, toujours menée par Montredon, tenta de défendre la position. Elle ne fut pas soutenue par la division de Perpignan. Elle perdit cœur, elle se débanda, et sa cavalerie, mise en pleine déroute — gendarmes et dragons du Tarn — alla porter l'épouvante jusqu'à Sigean en criant que Salces était pris. De nouveau Perpignan fut dans les trances. L'ennemi, disait le représentant Fabre, barrait le grand chemin, l'ennemi se préparait à intercepter les communications de la ville ².

Et cette fois encore Ricardos manqua l'occasion ! Au lieu d'accabler la division de Salces, il s'arrêta. Au lieu de ramasser son armée, il l'éparpilla. Il avait son camp, le grand camp, comme on le nommait, à Ponteilla et à Trouillas, au sud de Perpignan ; il établit un autre camp à Peyrestortes au nord de la place ; il envoya quelques milliers d'hommes devant Collioure et quatre bataillons de renfort dans le Conflent où il craignait l'apparition

1. Barbantane à Bouchotte, 22, 26 et 31 août, 4 et 5 septembre ; aux administrateurs, aux départements, aux Sociétés populaires, 3, 4 et 10 septembre ; Giacomoni à Barbantane, 29 août et 1^{er} septembre ; Fabre au Comité, 4 septembre (A. G.) ; Vidal, II, p. 232.

2. Giacomoni à Bonnet, 9 septembre (A. G.) ; Fabre à Cassanyes et à Espert, 11 et 12 septembre (A. P.) ; *Actes du Comité*, VI, p. 282 et 442.

soudaine de Dagobert. Ainsi disséminés, les Espagnols étaient à la merci d'un adversaire résolu. Que les Français se concentrent, qu'ils tombent sur Peyrestortes, et ils accablent l'envahisseur. Ricardos n'a même pas coupé les communications entre Salces et Perpignan; à peine si des patrouilles se risquent sur la route!

Mais nul ne pensait à ce coup de partie. Perpignan enfiévré s'agitait. Le peuple accusait Barbantane de trahison. Le curé de Pollestres, le fameux Benet, si vanté par l'*Écho des Pyrénées*, passait dans le camp espagnol. Une foule de gens demandaient des passeports. Des militaires de tout grade se disaient malades pour aller à l'hôpital de Narbonne. La crainte était peinte sur la plupart des visages, et, selon un témoin, « aucune raison, pas même les grands succès de Dagobert, ne pouvait la diminuer. » Le club qui ne comptait plus que quarante membres, écrivait à Paris que les soldats étaient rebutés, que les officiers donnaient l'exemple de la fuite, que les généraux n'avaient ni expérience ni habileté, que les Espagnols s'étendaient en demi-cercle autour de Perpignan à une lieue des remparts. Le représentant Fabre mandait au Comité de salut public que le découragement était au plus haut degré et que la ville bientôt cernée ne saurait résister ¹.

II. Ce Fabre, député de l'Hérault, naguère président de l'administration du district de Montpellier

1. Cf. Vidal, II, p. 438; Torrellles, II, p. 112; le Comité de salut public ou club de Perpignan (Bigou, Ferrage, Prunet père, Laforge père, J. Sabatier, B. Pons, Gizard) au Comité, 6 septembre (A. G.)

et, avant la Révolution, avocat et conseiller à la cour des aides, était ardent montagnard : il demandait cent bons Jacobins pour « évangéliser » le département des Pyrénées-Orientales qui ne lui semblait pas assez républicain et il faisait distribuer aux soldats de la garnison de Collioure cinq cents exemplaires de l'Acte constitutionnel qu'ils porteraient sur eux de même que les Espagnols portaient des reliques.

Il avait de la jactance et tenait, comme dit un de ses collègues, à la gloriole. C'est lui qui, le 7 octobre, écrivait la lettre à jamais célèbre « *Fabre se conduit en héros* » signée Fabre ¹. Il parlait quelquefois de l'insuffisance de ses lumières; mais, selon le mot d'un officier qui l'a connu, il se croyait meilleur tacticien que Turenne. « Je ne suis point modeste, lit-on dans une de ses lettres au général Delattre, car je crois qu'à moi seul je vaudrais plus que vous tous. »

Aussi prodiguait-il les conseils. Agir et ne pas délibérer, agir avec vigueur et par surprise, couper la retraite aux ennemis, s'embusquer sur leur passage et tirer sur eux à bout portant, les poursuivre dans leur déroute, ne pas leur donner de repos, ne pas leur laisser le temps de se reconnaître, ne pas leur permettre de se fortifier et de revenir de leur terreur : voilà ses phrases coutumières. *Il est en guerre un grand prince*, était une de ses formules favorites. « A la guerre, disait-il, il n'y a

1. Cf. le *Moniteur* du 15; la lettre est signée Fabre, Bonnet et Gaston, et voici la phrase entière : « Fabre se conduit en héros et sa tête nous est infiniment précieuse dans cette armée. » Faut-il remarquer que le *Moniteur* qui, alors, fourmille de fautes, a imprimé « et Salette nous est infiniment précieux » ?

pas de lendemain », et encore : « En guerre, les peut-être ne sont pas des raisons. » Il supposait constamment que les Espagnols ne seraient pas sur leurs gardes, qu'ils seraient aisément battus et que nul n'en réchapperait. Pas une des opérations qu'il méditait, qui ne fût d'une extrême conséquence ; il ne fallait pas les retarder d'une minute ; leur succès dépendait de la célérité et du secret ; elles pouvaient en un seul jour terminer la guerre, et il était « dans l'huile bouillante » tandis qu'elles se préparaient. Naturellement, il trouvait la défensive absurde et répétait que les Français devaient aller droit à l'ennemi : « Si nous marchions en avant, nous marcherions à la victoire ; on n'apprécie pas assez ce que valent nos troupes ; je les connais, je vis avec elles, et lorsqu'on saura les commander, on sera sûr de vaincre. » Il avait son système, et qui se réduisait à ceci : « Osez, et vous serez vainqueurs ; hésitez, soyez timides, et vous serez vaincus. » Mais, ajoutait-il mélancoliquement, « les représentants n'ont aucune influence sur les mouvements des armées ; on écoute leur avis, et on en fait toujours à sa tête. Mes conseils ont eu le malheur d'être regardés comme les rêves d'une imagination exaltée. »

Il forgeait des plans avec une inlassable fécondité et durant les derniers jours du commandement de Barbantane, il entassait impatiemment projets sur projets. Le 5 septembre il demandait que Dagobert vint promptement attaquer les ennemis sur leurs derrières par Prats-de-Mollo ou par Villefranche, Prades, Montalba, les obliger ainsi à repasser la rivière et « préparer du côté de Figuières de nouveaux triomphes. » Et le même

jour il disait à Bonnet qu'il faudrait rappeler les détachements de la côte, réunir toutes les troupes, celles de Perpignan et celles de Salces, fondre sur un adversaire qui n'était fort que de l'inertie des Français, le combattre et le battre. Le 6 septembre il proposait à Goguet qui commandait la division de Collioure, de faire « un coup de main nocturne », un coup « avantageux et hardi » sur le Boulou où Ricardos n'avait souvent qu'une garde de trente hommes, de rompre le pont du Tech, d'enclouer et de noyer les pièces, puis de rentrer à Collioure par les hauteurs de Banyuls où il aurait eu soin de poster les miquelets.

Il ne manquait pas d'humour. « Que la Fléromanie et la Barbantomanie, écrivait-il, ne nous prennent plus ! », et il marquait à l'adjudant-général Chaillet de Verges en mission à Montpellier : « Continue à déjouer les efforts de l'aristocratie et de l'égoïsme ; tu te feras maudire des honnêtes gens à écus, mais bénir des sans-culottes, et tu sais que Dieu exauce la prière du pauvre ». Même dans ses accès de colère, il avait le trait plaisant et trouvait des mots d'esprit, des expressions originales. Il disait alors, au milieu de l'épouvante qui s'était emparée de Perpignan, que le commissaire ordonnateur avait emmené jusqu'aux chats de la maison de peur que les boulets ne leur fissent mal et que les typographes avaient décampé parce que les savants n'aimaient pas le bruit des bombes ; que les médecins s'étaient enfuis et qu'on avait un moyen de moins de mourir. Lorsque Dagobert refusa le 18 septembre d'adopter son plan, « adieu, s'écriait-il, les vendanges sont faites, je plaisante, mais j'enrage ! »

Il sut, un jour, s'exprimer sur un ton vraiment

digne et grave. Geniès, de Sigean, avait envoyé une lettre impertinente au procureur-syndic du district de Béziers. Il reçut de Fabre cette réprimande : « Plus un peuple est libre, plus il doit respecter ses magistrats, car il se respecte en eux, et rien n'est plus éloigné de la franchise républicaine que le ton que les gens de cour appelaient leste ».

Enfin, lorsqu'il mandait fièrement à son collègue Bonnet : *je suis un peu crâne*, il ne mentait pas ; il était crâne. Il s'efforçait d'animer les soldats de sa propre ardeur et de les remonter par son exemple autant que par ses propos : il buvait l'eau-de-vie et bivaquait avec eux ; il aidait les artilleurs à traîner leurs canons ; on le voyait toujours au poste le plus périlleux ; il lui fallait, assurait-il, le point le plus menacé par l'ennemi. « Le premier objet de la mission des représentants, lisait-on dans un numéro de l'*Écho des Pyrénées*, est sans doute d'enflammer le courage des enfants de la patrie ; mais le moyen, quand on a une âme guerrière, d'assister à une bataille et de ne pas agir en soldat » !¹

Dans les circonstances critiques que traversait Perpignan, aux mois d'août et de septembre 1793, Fabre fit preuve de fermeté, et, témoigne Lluçia, d'une énergie qui électrisait ses entours. En apprenant les succès de Dagobert, il écrivait à celui qu'il nommait le conquérant Cassanyes : « Notre situation est bien différente, tu occupes un pays immense, et moi, je suis resserré dans une ville ; tu

1. G. Sorel, I, p. 57 ; II, p. 167-170 ; III, p. 52 ; Vidal, II, p. 231 et III, p. xiv, 7 et 128 ; mém. de Grandvoinet ; Fabre au Comité, 15 et 18 juillet ; à Bouchotte, 12 septembre ; les représentants à Bouchotte, 22 octobre (A. G.) ; Fabre à d'Hargenvilliers, 21 juillet ; à Bonnet et à Cassanyes, 5 septembre ; à Bonnet, 12 septembre ; à Bonnet, à Chaillat de Verges, à Geniès, 16 sept. (A. P.).

as la clef des champs et moi, je suis encagé ; avec cela, nous faisons tous les deux notre devoir, et nous espérons que *ça ira* ». Il déclara que le temps des demi-mesures était passé et que, puisque l'Espagne avait dans le pays plus d'amis que la République, il chasserait tous les suspects : un tel éloignement valait mieux qu'une victoire. Il surveilla les « hommes à circonstances ». Il suspendit le chef du génie Vialis parce que le frère de Vialis était officier municipal à Toulon : « dans les moments révolutionnaires un des plus grands malheurs est d'être obligé souvent d'être injuste ». Il harangua la Société populaire qui lui jura de s'ensevelir sous les ruines de la place. Il fit afficher ces simples mots : « *Celui qui propose de capituler, sera puni de mort* ». Il ordonna que chaque habitant se munirait de subsistances pour trois mois. Il nomma un Comité de résistance qui tiendrait chez lui quatre fois par semaine une conférence patriotique pour examiner les moyens d'échauffer les esprits et de répandre cette idée qu'un républicain ne se rend pas. Il voulait être impitoyable comme un consul romain : « Je regarde comme un délit d'être malade dans les circonstances actuelles, on n'en a pas le temps »¹.

Pourtant, il n'osait suspendre Barbantane. Il reconnaissait que le départ du général avait produit le plus désastreux effet, que le cri était unanime contre lui et qu'un homme soupçonné, dénoncé par l'armée et la ville, ne pouvait rester en place.

1. Torrellles, II, p. 104, 110, 120 ; G. Sorel, I, p. 84 ; III, p. 52-53 ; Vidal, II, p. 318 ; *Actes du Comité*, VI, p. 215 et 371 ; Barbantane (qui le confond avec Fabre de l'Aude), *Mém.* p. 96 et 109 ; Pelleport, I, p. 13 ; Fabre à Bonnet, 6 et 13 septembre (A. P.).

Mais il le ménageait encore; il attendait que Barbantane « prit une tournure » pour s'épargner le désagrément d'une suspension; il espérait que Barbantane donnerait de son propre mouvement sa démission. « Il faut agir, écrivait-il aux chefs militaires, et, pour agir, il faut inspirer la confiance; dans une République, les fonctionnaires publics ne peuvent rien sans la confiance; quand une fois elle s'éloigne d'eux, ils doivent quitter les fonctions qu'ils ne peuvent plus remplir pour l'utilité du pays ».

Barbantane ne quitta pas ses fonctions, et, à vrai dire, il comptait sur la parole de Fabre. « Ai-je votre estime, demandait-il au représentant en lui faisant ses adieux. — Vous l'avez. — Ai-je votre confiance? — Vous l'avez aussi ».

Mais, de Sigean, Barbantane prévenait Fabre qu'il n'attaquerait l'Espagnol que si toutes les troupes étaient bien commandées, que « si les moyens secondaires existaient », et il engageait le représentant à montrer plus de discrétion, à « restreindre la confiance des mesures militaires », à craindre « la négligence de ses bureaux ». Fabre, piqué, lui fit conseiller par Bonnet de résigner ses fonctions, et le 11 septembre, Barbantane donnait enfin sa démission. Il avait, disait-il, cherché vainement à détruire l'impression de découragement que les succès de l'adversaire avaient jetée dans l'armée; il n'était entouré que de gens insouciantes et suspects; il attendait des secours, mais ceux qu'on annonçait étaient vagues et incertains; il n'avait pas de cavalerie, et quand il en aurait, elle manquerait de fourrages; il croyait que Perpignan ne résisterait pas au premier bombardement; d'ail-

leurs il était malade; il succombait à l'extrême fatigue que lui imposait sa situation si délicate, si critique; le travail immense auquel il se livrait, épuisait ses forces physiques, et la direction d'une armée était décidément « au-delà de son intelligence morale ¹ ».

Le jour même — 11 septembre — Fabre réorganisait le commandement. La démission de Barbantane était acceptée et il irait à Paris rendre compte de ses actes au Comité de salut public. Dagobert serait provisoirement général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales et jusqu'à son arrivée, d'Aoust, promu le 7 août par les représentants général de division, aurait sous ses ordres l'armée de Perpignan, ou, comme on la nommait, l'armée principale ou la grande armée. Le général de brigade Goguët, remplacé à Collioure par Delattre, succéderait à Montredon dont la démission était acceptée, à la tête de la division de Salces et des cantonnements jusqu'à Olette. D'Aoust et Goguët se concerteraient autant que faire se pourrait afin d'assurer le succès des opérations. Giacomoni continuerait ses fonctions de chef d'état-major ².

III. Fabre n'aimait pas Dagobert. Il l'avait flairé; il sentait que le rude soldat ne se laisserait pas brider, et devant cet homme au regard perçant et au sourire moqueur il n'osait trop exposer ses plans.

1. Barbantane à Fabre, 10, 11, 12 septembre (A. G.); Fabre à Bonnet, 8 et 9 septembre (A. P.); Vidal, III, p. 167-168; G. Sorel, II, p. 159; *Actes du Comité*, VI, p. 371. Remarquons que le 16 septembre le Comité prononça la destitution de Barbantane.

2. Arrêté daté de Perpignan, 11 septembre, et signé Fabre et Bonnet; ce dernier était à Sigean; mais il écrit à Dagobert, le 12 septembre (A. D.): « Ma présence à Sigean ne m'a pas empêché de me concerter avec mes collègues. »

Aussi prétendait-il que Dagobert était un sabreur, non un stratégiste. Il lui avait, après la suspension de Flers, préféré Barbantane et il disait alors que Dagobert était trop âgé et plus soldat que général, peu propre à « une place en chef. » Mais le choix de Dagobert s'imposait. Lui seul pouvait enflammer et entraîner des troupes qui semblaient dégoutées, démoralisées. Giacomoni n'assurait-il pas que l'état de l'armée était affreux, qu'elle « se trouvait dans la détresse sous tous les rapports », qu'elle manquerait prochainement de subsistances, que le découragement et la méfiance avaient saisi les esprits, qu'il n'était « presque plus permis de rien oser ? »

Bonnet ne prônait-il pas le vainqueur de la Perche et d'Olette ? Alarmé par la prise de Rivelsates et de Peyrestortes, convaincu que les Espagnols pouvaient cerner et bombarder Perpignan à l'aise, Bonnet appelait Dagobert avec les plus vives instances, le suppliait de se hâter, lui jurait qu'on l'attendait impatiemment, qu'on soupirait après lui : « Chacun de vos pas est une victoire ; tous nos instants sont marqués par des revers. Venez à notre secours, rapprochez-vous de nous, quel que puisse être votre éloignement pour certains individus. Votre gloire augmentera ; la patrie en danger vous appelle, son salut sera votre ouvrage ! »

Fabre céda. « Dagobert, disait-il, n'est propre qu'à l'exécution ; il est bien où il est — en Cerdagne — et les plus grands devoirs seraient au-dessus de ses forces. Mais la confiance l'appelle, tout le monde le demande comme général en chef, il a le succès, il est intrépide, et les circonstances de-

mandent un chef qui agisse, et non un citoyen qui délibère. » Le 11 septembre, il écrivait coup sur coup deux lettres pressantes à Dagobert, affirmant qu'il estimait ses vertus républicaines, invoquant son dévouement à la patrie, le priant d'arriver au secours de Perpignan en hâte et sans perdre un instant, lui promettant de le laisser faire : « Vous connaissez le pays et vos lumières suffisent pour vous tracer la marche que vous devez suivre. Quelque parti que vous preniez, vous seul pouvez nous tirer de cette crise. Votre intrépidité relèvera le courage abattu de nos troupes ; quand elle vous sauront auprès d'elles, elles se croiront sûres de la victoire, et cette utile confiance nous vaudra plus d'une armée. Des républicains ne flattent pas ; si nous avons trouvé un citoyen plus digne de la confiance publique que vous, nous l'aurions nommé. Après avoir pris des mesures pour assurer vos conquêtes, venez avec votre armée victorieuse dégager ce malheureux pays. Les minutes sont des siècles, car nos ennemis se renforcent tous les jours ! »

Dagobert répondit à Fabre et à Bonnet qu'il acceptait leur offre, mais qu'il n'exercerait le commandement qu'à titre temporaire, qu'il comptait bientôt le déposer, que l'altération de sa santé et l'épuisement de ses forces l'obligeait d'ores et déjà à demander au ministre un successeur.

« Votre lettre ne me convertit pas, répliqua Fabre le 14 septembre, et j'espère que vous ne tarderez pas à prendre la seule route que vous deviez suivre, celle de Perpignan. Les hommes sont ce qu'on les fait, et personne n'est plus capable que vous de leur inspirer courage et énergie,

» venez donc; vous ne sauriez croire les maux que
» chaque jour de retard occasionne¹ ».

Le général partit pour Perpignan. Les deux combats du 28 août et du 4 septembre avaient fait de lui le héros du Midi.

De Paris, le député Voulland lui écrivait qu'il avait bien mérité de la patrie et l'encourageait à suivre le cours de ses exploits guerriers.

De Toulouse, le représentant Leyris le félicitait de ses succès qui contribuaient à sauver la chose publique et particulièrement les pays envahis ou exposés à l'invasion, et il exhortait Dagobert à pousser sa pointe : « Vous avez trop bien commencé pour vous arrêter en si beau chemin ».

Barbantane n'avait-il pas proposé de mettre Dagobert à la tête de l'armée principale et de prendre sa place en Cerdagne ? « Ses succès, la confiance du soldat, la nécessité de l'action le rendront plus propre que moi au commandement en chef dans le moment présent; il profitera des mesures que j'ai prises et des premières dispositions que j'ai faites; ce sera un beau jour pour moi que celui où j'apprendrai qu'il a tiré Perpignan de la situation cruelle où cette ville se trouve; si ma santé me le permettait, je resterais à bivouaquer sous ses ordres ! »

Un vieil ingénieur, le général de brigade Duvi-gneau, écrivait le 23 septembre à Carnot que Dagobert « enivrait » les troupes, qu'il avait deux fois

1. Fabre aux représentants, 6 août et à Espert, 12 septembre (A. P.); Giacomoni au Comité et au ministre, 10 septembre (A. G.); Bonnet à Dagobert, 9 et 12 septembre; Fabre à Dagobert, 11 et 14 septembre (A. D.); G. Sorel, II, p. 83; Torreilles, II, p. 123; Actes du Comité, VI, p. 371 et 442.

en moins de huit jours battu les Espagnols « à plate couture » et que tout l'espoir des citoyens et de la contrée « reposait sur ce bravissime Dagobert ».

« Les deux victoires de Dagobert, marquait Tastu à Llucia, l'ont rendu l'idole des soldats; il n'y a rien qu'ils ne tentent lorsqu'il est à leur tête. Sa santé ne lui permet pas de se charger du commandement de l'armée; mais vous le trouverez prêt à faire tout ce qu'exigera le salut de la patrie, le salut du département qu'il regarde comme son pays natal ».

Le maire de Pézenas mandait, de même, à Llucia que les gens du pays connaissent les talents militaires de Dagobert, la confiance aveugle que ses troupes avaient en lui, et qu'ils se faisaient une fête de combattre sous ses ordres.

Le commissaire de l'administration de Montlouis, Barnole, proclamait Dagobert le modèle des héros qui ont bien mérité et qui veulent encore bien mériter de la patrie.

Perpignan l'attendait comme un sauveur. *L'Echo des Pyrénées* disait que ses victoires répandaient un baume salubre sur la plaie profonde que de récents échecs avaient faite aux cœurs des patriotes. « Les Espagnols seraient peut-être loin, s'écriait Legier, si nous avions ici un autre Dagobert ! », et Llucia envoyait au vainqueur de la Perche et d'Olette ces lignes frémissantes : « Vous avez sauvé Montlouis, vous avez conquis la Cerdagne; c'est assez pour votre gloire, ce n'est pas assez pour votre cœur. Il vous reste de nouveaux lauriers à cueillir, et c'est sous les murs de Perpignan qu'ils vous attendent. Nous avons en vous une entière confiance;

nos soldats vous appellent comme les citoyens; venez le plus tôt possible avec les braves volontaires que vous commandez. C'est de vous que nous attendons votre salut. Vous ne tromperez pas nos espérances, vous viendrez et nous vaincrons! »

1. Lettres écrites à Dagobert par Voulland, 11 septembre et Leyris, 13 septembre (A. D.); cf. Barbantane à Fabre et aux représentants, 10 et 12 septembre (A. G.); Duvignau à Carnot, 15 septembre (pour cette lettre curieuse, voir l'appendice X); François Tastu, procureur-syndic de Prades, secrétaire de Cassanyes, à Lluçia, 6 septembre, et le maire de Pézenas à Lluçia, 11 septembre (G. Sorel, II, p. 171 et 172); Vidal, II, p. 331 et 339. Cf. à l'appendice XI, le tableau de l'armée des Pyrénées-Orientales au 15 septembre.

CHAPITRE X

Peyrestortes

I. D'Aoust et Goguet. — Rôle de Fabre et ses projets du 11 au 16 septembre. — Arrivée de Cassanyes à Perpignan. — II. Les Espagnols au Vernet et leur échec. — III. En marche sur Peyrestortes. — IV. Ordre et contre-ordre donnés à la division de Salces. — V. La division de Perpignan repoussée. — VI. La division de Salces victorieuse. — Retour de la division de Perpignan. — VII. Le succès dû à Cassanyes. — VIII. Reprise de Villefranche et de Prades. — Gilly et David.

I. Tandis que Dagobert qui succédait à Barbantane, prenait le chemin de Perpignan, d'Aoust et Goguet commandaient, l'un, au camp de l'Union, l'autre, au camp de Salces. l'armée des Pyrénées-Orientales.

D'Aoust qui n'avait que trente ans, était général de brigade et chef d'état-major de l'armée depuis le mois de juin. Biron avait loué son application et la pureté de son patriotisme, Flers disait qu'il était l'homme sur qui roulaient toutes les affaires, l'homme dont on ne pouvait se passer. Fabre vantait son zèle, son énergie, et les représentants près l'armée de la Moselle proposaient de l'appeler sur les bords de la Sarre et de lui donner le commandement à la place de Schauenbourg. Aimable d'ailleurs, obligeant, courtois, il plaisait à ses entours et tous les officiers de l'armée des Pyrénées-Orientales qui le connurent, lui gardèrent un bon souvenir. Mais il n'avait pas le coup d'œil du général et son mérite essentiel, aux yeux des commissaires de la Convention, c'étaient sa docilité et le sans-

culottisme qu'affichait ce ci-devant marquis. Il parlait à merveille le jargon des clubs. Il nommait les Espagnols des brigands enrégimentés et jurait de « débarrasser de leur présence impie la terre sacrée de la liberté ; » il s'engageait, s'il était assiégé dans Perpignan, à « ne laisser aux vils satellites des despotes qu'un monceau de cendres et de ruines, digne spectacle de leurs regards féroces » ; il proclamait la constitution de 1793 le chef-d'œuvre de la raison humaine et il écrivait au ministre Bouchotte qu'il lui réitérait l'assurance de ses sentiments : la liberté ou la mort. Les représentants n'avaient pas de serviteur plus dévoué. Il disait tout haut que leur panache était le signe de la victoire. « Il est assez bon officier, rapporte Turreau, et quoiqu'il ait peu d'expérience, il dirigerait mieux l'armée s'il agissait de lui-même ; mais il n'est que le lieutenant des représentants du peuple et il fait aveuglément et par crainte tout ce qu'ils ordonnent ; il se perdra, » et un autre témoin lui reproche d'avoir eu pour Fabre trop de déférence, d'avoir « suivi presque toutes les fantaisies » du conventionnel ¹.

Goguet, naguère médecin, puis chef du 1^{er} bataillon des volontaires de l'Hérault, puis commandant de place à Bruxelles, avait été promu général de brigade pour avoir, à la fin de mars, envoyé au

1. Biron à Bouchotte, 8 mai ; Flers à Bouchotte, 22 juin ; d'Aoust à Bouchotte, 28 décembre et à la Convention, 4 septembre (A. G.) ; A Chuquet, *Hoche*, p. 49 ; *Actes du Comité*, VI, p. 370 et 442 ; Vidal, II, p. 256 et III, p. XIV-XV ; Mém. de Grandvoinet. Turreau (*Revue de la Révol.*, VI, Doc., I, p. 2) ; ce jugement est plus juste que celui qu'il porte dans ses *Notes*, « d'Aoust sans caractère et sans moyens » et dans sa lettre du 25 octobre à Bouchotte : « D'Aoust est incapable de remplir cette place » ; cf. Pelleport, *Mém.*, I, p. 12.

député Delacroix une longue note qui révélait les desseins de Dumouriez, et la Convention, dans la séance du 6 avril, avait déclaré qu'elle était satisfaite de sa conduite. Bien qu'il eût assisté à la bataille de Jemappes où son cheval fut tué sous lui, Goguet était encore neuf dans le métier des armes et Cassanyes lui reprochait le désordre de son camp. Mais Fabre avait connu Goguet à Montpellier au commencement de la Révolution, et le 22 août 1793, il le nommait commandant de Collioure, l'annonçait à la garnison de cette place comme un homme franc, loyal, courageux, et au club comme un excellent républicain, son ami depuis 1789, et dont les actes prouveraient les talents. Le 11 septembre, il lui confiait la division de Salces : « à coup sûr, disait-il, Goguet électrisera l'armée », et Barbantane, donnant sa démission, proposait de mettre Goguet à la tête des troupes si Dagobert restait en Cerdagne ¹.

Tels étaient les deux généraux qui commandaient les deux portions de l'armée des Pyrénées-Orientales. Mais en réalité Fabre dirigea les opérations jusqu'à l'arrivée de Dagobert. Il se plaignait naguère de n'avoir aucune influence sur les mouvements militaires. Cette fois, les généraux suivaient ses avis. Aussi, jamais sa cervelle ne fut plus fertile en projets que du 11 au 18 septembre.

Il régentait Goguet et lui faisait la leçon, le blâmait d'établir trop de petits postes, l'engageait à concentrer toutes ses forces.

1. A. Chuquet, *La trahison de Dumouriez*, p. 78 et 153 ; *Mon.*, 9 avril ; Barbantane, *Mém.*, p. 300 ; *Actes du Comité*, VI, p. 442 ; Vidal, II, p. 331 ; Fabre au club de Collioure, 22 août et à Bonnet, 9 septembre (A. P.)

Le 11 septembre, après avoir signé la suspension de Barbantane, il arrêtait un plan d'attaque et appelait à lui Cassanyes et Dagobert, les priait d'occuper les hauteurs d'Estagel, pour tourner les Espagnols postés à Peyrestortes, pendant que l'armée de Perpignan les attaquerait en face : « surpris sur tous les points, ils ne pourraient nous résister et nous nous embrasserons sur le champ de la victoire ! »

Le même jour, il écrivait à Goguet qu'il avait fait un plan décisif, et le lendemain il lui envoyait deux billets l'un après l'autre, lui recommandait d'agir, de ne pas s'amuser à organiser : « Tu es trop intelligent pour n'avoir pas compris ma lettre. Pars pour Perpignan. Nous en causerons quelques minutes. Ensuite, à crève cheval ! Il te faudra aller je te dirai où. Ne perdons pas de temps. Les minutes sont des siècles ! » Goguet accourut. Fabre voulait faire une fausse attaque sur Peyrestortes et pendant que l'ennemi craindrait d'être tourné sur ce point, l'attaquer sérieusement sur un autre. Goguet éleva des objections et Fabre dut avouer que son plan était « un château en Espagne ».

Quatre jours plus tard, nouveau plan de Fabre, nouvelles objections de Goguet. Cette fois, le représentant se fâcha : « Tu adoptes le système défensif, je ne te puis approuver d'aucune façon », et il exhortait Goguet, non à se fortifier dans sa position, mais à se préparer à un mouvement offensif. Il se plaignait que l'état-major fût resté à Sigean au lieu de venir à Salces : cet éloignement « entrave tout, et l'armée de Salces ne va pas ».

Durant la nuit du 14 au 15 septembre il entraîna d'Aoust dans une de ces expéditions, de ces surpri-

ses qu'il affectionnait, et qui, selon lui, étaient immanquables. Enlever Ricardos, enlever le trésor et tout le quartier-général des Espagnols, enlever le camp de Trouillas en le tournant par les derrières, tel était le plan de Fabre. On se mit en marche. La colonne de grenadiers, destinée à l'attaque du quartier général, avait ordre de tenir ses armes déchargées ; mais elle tira sur une vedette et donna l'éveil à l'ennemi. Fabre voulait néanmoins assaillir le camp. D'Aoust lui représenta que c'était une folie. « La fortune, répondit Fabre, est pour les fous ! » Cependant, il n'osa insister, et son dépit s'exhala dans ses lettres intimes : « On me renvoya à Polybe commenté par Folard, et je n'eus plus rien à dire ! »

Ce qu'il désirait par dessus tout, c'était une victoire à laquelle il attacherait son nom ; il voulait sa victoire, et il ne parlait qu'avec envie des succès de la Perche et d'Olette obtenus par Cassanyes, par celui qu'il appelait gaiement, et non sans une pointe de jalousie, le conquérant Cassanyes. Hélas ! le 17 septembre, à Peyrestortes, il crut avoir cette victoire qu'il ambitionnait, mais Cassanyes était là, et, malgré Fabre, ce fut Cassanyes qui, cette fois encore, eut la gloire de la journée.

Cassanyes était, en effet, arrivé de Montlouis à Perpignan. Le danger lui paraissait si grand qu'il avait quitté la Cerdagne pour venir au secours de son collègue Fabre. Il dut faire un détour considérable, passer par Quillan, Carcassonne, Narbonne. En route, il reçut une lettre de Bonnet et de Barban-

1. Fabre à Goguet, 6, 11, 12, 15 et 16 sept., à Giacomoni, 11 septembre, à Bonnet, 13 et 16 septembre (A. P.), à Dagobert, 11 septembre (A. D.)

tane qui regardaient Perpignan comme perdu. Il écrivit aussitôt à Dagobert et l'engagea vivement à partir pour Perpignan par Mosset et Estagel avec une portion de ses troupes. Le 14 septembre, il était au Lac, près de Sigean; il y trouva l'état-major de l'armée et il lui reprocha d'avoir, par une pareille retraite, jeté la consternation dans les cœurs et compromis la chose publique ¹.

Le 15, au matin, il était au camp de Salces. Le général Goguett lui remontra que la route de Perpignan n'était pas sûre et qu'il trouverait à la rivière de l'Agly un poste espagnol qui barrait le chemin. Cassanyes prit avec lui six chasseurs à cheval qui jurèrent de passer ou de périr. Il passa; il alla dîner au village de Torrellas chez son beau-père; il longea la Tet et à la faveur du bois qui bordait l'eau, il entra dans Perpignan. Le soir même il allait coucher au camp de l'Union et visiter les avant-postes, encourageant les soldats, stimulant leur zèle, leur parlant des glorieux combats de la Perche et d'Olette, les excitant à obtenir de semblables succès.

Le 16, il conférait avec Fabre et d'Aoust; mais ce soir-là il coucha rue d'Espira dans la maison d'Aguilar que la municipalité de Perpignan avait affectée au logement des commissaires de la Convention.

4. Notons ici, en passant, les erreurs commises par Cassanyes dans ses *Mémoires*. Il dit qu'il avait quitté la Cerdagne pour proposer à ses collègues le moyen de frapper un grand coup et ce moyen, selon lui, c'était d'attaquer avec toutes ses forces le camp de Trouillas; ce camp tombé, tout le reste tombait. En réalité, il vint à Perpignan parce que ses collègues jugeaient la situation critique, parce qu'il fallait une réunion de représentants. Il dit encore qu'en route, il offrit le commandement à Dagobert; mais c'est par une lettre de Bonnet qu'il apprit en route la nomination de Dagobert.

Le 17, au point du jour, il est réveillé par le bruit du canon. Il saute du lit et, en chemise, monte sur le toit de la maison d'Aguilar. Il remarque que les Français sont attaqués au Vernet à trois kilomètres au nord de la ville, évidemment par les Espagnols de Peyrestortes. Il descend, il s'habille en toute hâte, il se met en selle, il voit Fabre et les secrétaires éclater de rire: dans sa précipitation il avait gardé son bonnet de nuit! Il prend son chapeau et court.

II. Depuis 4 heures du matin, l'ennemi avait ouvert le feu sur le Vernet. Deux heures auparavant, et parce que le 17 septembre était sans doute le jour de sainte Victoire — ces coïncidences plaisaient aux Espagnols — 6.000 fantassins et 400 carabiniers, accompagnés de 15 pièces de fort calibre, avaient, sous les ordres du général Courten, quitté le camp de Peyrestortes. Ils devaient prendre le Vernet, puis, après avoir poussé jusqu'aux bords de la Tet, à l'abri des maisons du faubourg, élever une grande batterie qui serait appuyée en arrière par deux parallèles et ruiner la partie du front qui s'étendait à droite de la porte du Castillet.

Le Vernet — aujourd'hui le Haut-Vernet, — était alors un groupe de quelques maisons environnées de jardins. Il y avait là 400 hommes du 1^{er} bataillon du Cantal, commandés par le chef de brigade Soulerac, et massés soit autour d'une chapelle, soit autour d'une poudrière située à une portée de fusil du côté de l'est. Ils avaient trois canons; mais l'essieu d'une des pièces cassa au troisième coup. Au bout de deux heures d'un feu assez violent, les munitions manquèrent, et Soulerac fit sa retraite sans

emmener son artillerie. Déjà les boulets espagnols tombaient dans Perpignan et l'un d'eux alla frapper le mur du bureau de Lluçia.

Mais à ce moment se présente Cassanyes, toujours ardent, toujours fougueux et, depuis la conquête de la Cerdagne, convaincu que rien ne peut tenir contre l'impétuosité française. Il était seul, et sur la Loge, à la porte du Castillet, dans la rue du Faubourg, aux habitants qui lui demandaient familièrement où il allait, il répliquait, sans trop savoir que dire, qu'il allait prendre sa revanche.

Au bout du pont de la Pierre, à l'endroit où s'élevait une croix de la Mission, il voit rentrer, sans trop de désarroi, les volontaires du Cantal. Il leur commande de s'arrêter. Il les interroge. D'où viennent-ils ? Qu'ont-ils fait ? Ils lui répondent qu'un de leurs canons a crevé et que, vaincus par le nombre, ils ont quitté le poste du Vernet.

Fabre et d'Aoust arrivaient à cet instant. Cassanyes, étant dans leur division, crut bon de se taire. Mais au lieu de donner des ordres et de prendre un parti, Fabre et d'Aoust gardaient le silence. Impatiente, Cassanyes tire son sabre du fourreau, harangue les volontaires, enflamme leur courage, leur dit qu'il ne faut pas de canon, qu'il ne faut que la baïonnette pour ressaisir le poste du Vernet. « Je me mets à votre tête, ajoute le représentant, demi-tour ! » Les troupes, entraînées, font demi-tour et crient : « En avant, à la baïonnette ! » Elles marchent de nouveau sur le Vernet par la grande route ; puis elles se jettent à droite du chemin, elles gagnent la poudrière et à la faveur des haies, des petits murs de clôture et des gloriettes, elles avancent assez loin pour engager contre les Espagnols

une vive fusillade. L'endroit n'est guère tenable ; le canon ennemi tire sur elles à mitraille et il ébranche les arbres ; elles doivent s'abriter derrière des fossés. Mais le président du Département, Sérane, que le club avait la veille nommé son commissaire, a suivi Cassanyes en qualité d'aide de camp ; il court chercher 120 dragons qui couvrent la droite des républicains et empêchent les Espagnols de la tourner.

D'Aoust demeurait jusqu'alors sans agir. Il ne comprenait pas que les Espagnols eussent attaqué le Vernet sans attaquer en même temps le camp de l'Union. Comment Ricardos, le prudent et avisé Ricardos, n'avait-il pas combiné les deux opérations ? Enfin, après s'être convaincu que les Espagnols du camp de Trouillas restaient absolument immobiles, d'Aoust, toujours accompagné de Fabre, amène 2.000 hommes qu'il divise en deux colonnes. Il est à la tête de la colonne de gauche qui marche bravement par la grande route sous les boulets. Le général Le Moyne, qui conduit la colonne de droite, renforce Cassanyes et Soulérac en avant de la poudrière avec trois bataillons, un bataillon de la Haute-Garonne, le 1^{er} du Tarn, le 4^e de l'Aude. Déjà, de ce côté, les Français, s'étendant par la droite, débordent l'adversaire. Soudain, la cavalerie espagnole s'élance sur le 4^e bataillon de l'Aude à l'extrême droite. Mais Cassanyes se souvient du combat de la Perche : il place le bataillon le long d'un tas de pierres et lui défend de tirer sans son ordre un seul coup de fusil. La cavalerie espagnole prend le petit trot, puis le grand trot, puis le galop ; la voilà à demi-portée : « Feu », commande Cassanyes, et le feu du bataillon jette le trouble et la

confusion dans cette cavalerie ; elle fuit ; les volontaires et les dragons la poursuivent, la traquent, la cernent dans les vignes. La plupart des carabiniers espagnols furent tués ou pris ; l'un d'eux se rendit à Sérane ; leur chef, don Rafael Adorno, était au nombre des morts.

A la vue de cette débandade, d'Aoust fait avancer sa colonne au pas de charge ; elle reprend le Vernet à la baïonnette ; elle refoule les Espagnols sur la route de Peyrestortes ; ils abandonnent les trois pièces françaises, huit de leurs canons et deux obusiers.

VII. Il était 9 heures du matin. Les habitants de Perpignan, sans armes, étaient accourus et, à deux pas du Vernet, sur la route, bourgeois et soldats se félicitaient, se serraient les mains, s'embrassaient. De toutes parts éclataient des cris d'allégresse et d'enthousiasme. On acclamait Fabre et d'Aoust ; on applaudissait principalement Cassanyes, car nul n'ignorait qu'il avait rallié les volontaires du Cantal et mené l'opération. Soudain, du milieu de cette foule délirante s'élève une clameur qui sans cesse grandit : *A Peyrestortes ! à Peyrestortes !* Chaque soldat, se croyant un héros, veut poursuivre l'ennemi, et les Perpignanais, voyant au loin les Espagnols grimper aux collines pour gagner leur camp de Peyrestortes, demandent ardemment, impatiemment que les troupes achèvent une victoire qui n'est qu'à demi remportée. Saisi, lui aussi, par le vent de folie patriotique qui souffle sur tout le monde, Cassanyes déclare à haute voix que l'affaire n'est pas finie et qu'il faut marcher sur Peyrestortes sans nul retard : « Ce n'est pas assez d'avoir sauvé Per-

pignan ; nous devons encore sauver les départements méridionaux ; l'ennemi est en déroute ; poursuivons-le et allons l'attaquer à Peyrestortes ! »

Fabre approuve Cassanyes. D'Aoust, le sage d'Aoust, comme l'appelait l'*Echo des Pyrénées*, réfléchit et regimbe. Les Espagnols du camp de Trouillas n'ont pas bougé. Leur inaction cacherait-elle quelque piège ? Ira-t-il attaquer Peyrestortes en laissant derrière lui le gros de l'armée ennemie ? N'est-ce pas livrer le camp de l'Union à la merci de Ricardos ? Et quelle sera l'issue de l'entreprise ? Vaincu, il est perdu sans ressource ; vainqueur, il ne détruit pas l'adversaire.

Mais Cassanyes s'échauffe, s'enflamme de plus en plus ; il ne cesse d'animer les soldats et il parle avec une telle énergie que de nouveau les mots : *à Peyrestortes, à Peyrestortes*, retentissent plus vibrants, plus impérieux. « Je jure, s'écrie Cassanyes exalté, je jure de souper ce soir à Rivesaltes » !

D'Aoust n'est pas encore convaincu. Que faire pourtant contre l'opinion qui l'entoure, qui le sollicite, le somme de marcher ? Il consent à marcher ; mais il exige, pour avoir toutes les chances de son côté, que la division de Salces ou division Goguét participe à l'expédition : pris entre deux feux, entre les troupes de Perpignan et celle de Salces, les Espagnols de Peyrestortes seront sûrement écrasés.

Le plan d'attaque fut arrêté en plein champ entre Cassanyes, Fabre et d'Aoust. Pendant que Fabre et d'Aoust s'acheminent vers Peyrestortes avec la division de Perpignan ou du camp de l'Union, Cassanyes va se mettre à la tête de la division de Salces.

IV. Cassanyes pique les deux ; il passe hardiment

devant le poste que les Espagnols ont établi sur la route à la rivière de l'Agly; il arrive à Salces, en criant *victoire*; il entraîne vers Peyrestortes la division Goguet qui forme trois colonnes, commandées l'une par Sol Bauclair, l'autre par Béthencourt, la troisième par Dugua¹; il fait au loin, sur la montagne, les signaux convenus pour annoncer son départ à Fabre et à d'Aoust. Dix à douze citoyens de Rivesaltes, riches propriétaires, réfugiés à Salces, avaient voulu l'accompagner, et tous, chevauchant en avant du corps d'armée, échangeant leurs renseignements et leurs avis, s'entretenaient de la situation du camp espagnol et de la meilleure façon de l'aborder.

A une heure de l'après-midi, à un kilomètre de Rivesaltes, Cassanyes remarque que les colonnes sont assez loin en arrière; il tourne bride; la colonne de droite marche encore à grands pas, mais celle du centre s'est arrêtée et celle de gauche se dispose à rentrer à Salces! Il cherche Goguet, le trouve, l'apostrophe: « Que fais-tu, malheureux? » Le général lui montre un billet signé Fabre et d'Aoust: ordre à la division de Salces de regagner son camp, parce que l'attaque de Peyrestortes ne peut avoir lieu! « Qui a, demande Cassanyes, apporté cet ordre? » L'adjudant général Bernède se présente: c'est lui, Bernède, chef provisoire de l'état major de la division du camp de l'Union, qui a porté cet ordre; il critique le projet de Cassanyes, et hautement, avec audace, et parce qu'il se sent appuyé

1. On a si peu de détails précis sur cet épisode que nous ajouterons que l'artillerie de l'« armée de Salces » était commandée par La Salcette et le génie, par Fournier-Verrière, à qui Goguet « avait assigné son poste auprès de lui. »

par Fabre: « Vous voulez, dit-il à Cassanyes, vous voulez faire assassiner l'armée! »

Indigné, Cassanyes court au Vernet à franc étrier. Fabre et d'Aoust n'y sont plus! Ils ont pris, à la tête de leurs troupes, le chemin de Peyrestortes! Ils vont faire cette attaque qui ne peut avoir lieu! Ils désirent, à eux seuls, s'emparer de la position! Fabre veut gagner la bataille sans Cassanyes, et d'Aoust, la gagner sans Goguet! Mais Cassanyes rejoint les deux compères; il les accable de reproches; il s'étonne que des hommes qui se piquent d'aimer la patrie, la sacrifient à « leurs petits caprices » ou à l'amour-propre; il répète qu'il faut saisir l'occasion, qu'il faut attaquer Peyrestortes et que pour remporter une victoire éclatante, il suffit de combiner les efforts des deux divisions; d'Aoust commettrait-il la même faute que Flers qui, après la journée du 17 juillet, négligea le moment favorable et laissa les Espagnols en déroute opérer leur retraite? Pour le calmer, Fabre et d'Aoust lui répondent que le contre-ordre est une méprise, un quiproquo. Ils conviennent derechef d'assaillir Peyrestortes par devant et par derrière; Cassanyes fera tirer, lorsqu'il sera en mesure, trois coups d'avertissement, et les deux représentants, ainsi que le général, signent un ordre qui prescrit à Goguet de marcher sur Peyrestortes.

Cet ordre formel est porté sur-le-champ à Goguet par un des plus braves officiers et des meilleurs cavaliers de l'armée, par le capitaine Mirabel, le futur général. Mais Cassanyes suit de près Mirabel; il passe au Vernet où les habitants de Perpignan attendent avec anxiété l'issue du combat: « Je vous le jure encore, leur dit-il, je souperai ce soir à Ri-

vesaltes! » Il était à jeun, il accepte un verre de vin, il reprend sa course à toute bride, il arrive à Salces, où les troupes sont rentrées. Il harangue la petite armée, l'assure qu'il regrette la marche inutile qu'elle vient de faire, lui promet qu'elle va, cette fois, pour de bon, attaquer l'ennemi. Goguét donne ses instructions en toute diligence, et à trois heures de l'après-midi, la division s'ébranle de nouveau vers Peyrestortes sur la route poussiéreuse qui court directement de Salces au Vernet à travers les vignes. Au passage de l'Agly, elle tourne à droite et pousse sur Rivesaltes qui n'est qu'à trois kilomètres de Peyrestortes.

En chemin, par trois fois, retentit un feu d'artillerie et de mousqueterie qui, par trois fois se ralentit et s'éteint. Ce sont évidemment trois attaques que Fabre et d'Aoust ont tentés successivement sans attendre la division de Salces, et non moins évidemment ces trois attaques ont été l'une après l'autre repoussées!

V. Voici ce qu'avait fait la division de Perpignan.

Le camp espagnol occupait l'étroit plateau qui s'élève au-dessus du village de Peyrestortes à l'extrémité des collines qui commencent un chaînon des Corbières et séparent le bassin de l'Agly du bassin de la Tet. Au nord et à l'est, c'est-à-dire vers Peyrestortes et la route de Narbonne, les versants du plateau sont assez abrupts, et les Espagnols ne les avaient pas retranchés. Au sud, du côté de Perpignan et du Vernet, là où le plateau descend vers la campagne par une douce et insensible pente, ils avaient dressé quelques batteries qui balayaient

aisément les abords. A l'ouest, du côté de la montagne, où l'assaillant pouvait profiter des accidents du terrain, ils s'étaient établis derrière un ravin profond, escarpé, garni d'une nombreuse artillerie.

D'Aoust avait tiré de nouvelles troupes du camp de l'Union et sa division ou armée comptait 4.500 hommes. Banel, chef du 4^e bataillon de l'Aude, commandait la droite; le général Le Moyne, la gauche; le chef de brigade Pérignon, le centre. A droite de Banel, était le chef de brigade Ramel, avec les chasseurs à cheval de la Légion des Pyrénées. Plus à droite, Soulérac devait, avec deux batteries et soixante gendarmes, soit faire une fausse attaque, soit couvrir la retraite.

Il fallut des heures pour former les colonnes et les mettre en mouvement. D'Aoust ne voulait engager le combat qu'après avoir ébranlé l'ennemi par son canon. La gauche, où était l'artillerie de position, sous les ordres de La Martillière, prit donc les devants par un long détour pour gagner les crêtes de Baixas. Pendant ce temps, le centre et la droite s'avançaient avec lenteur dans la plaine. La cavalerie espagnole, postée à l'entrée du vallon de Peyrestortes et du défilé de Baixas, saisit le moment; elle se jette sur les ailes des colonnes françaises; mais bientôt elle s'enfuit, criblée de mitraille par l'artillerie légère, chargée par les chasseurs de Ramel, poursuivie par le 1^{er} bataillon du Tarn, et un contemporain assure qu'on tirait ces cavaliers à la course comme si c'étaient des lièvres. Les colonnes continuèrent leur marche; elles arrivèrent au pied des hauteurs de Peyrestortes; elles prirent position devant le ravin de l'ouest et, abritées contre le feu des Espagnols par les plis du ter-

rain, elles attendirent, non sans impatience, l'instant de s'élancer.

Enfin les pièces de La Martillière, retardées par les difficultés du sol, atteignirent les crêtes de Baixas et un duel d'artillerie s'engagea. Il était neuf heures du soir; sans se soucier de leur promesse, sans se soucier de la division de Salces et avec le secret espoir d'avoir toute la gloire du succès, Fabre et d'Aoust décidèrent d'attaquer le camp. Encore pleins d'ardeur malgré les fatigues de la journée, les Français se précipitèrent dans le ravin. Trois fois ils escaladèrent la pente et trois fois sous un feu écrasant ils durent reculer, et avec eux les braves qui les menaient et les ramenaient à l'assaut, Pérignon, Banel, Mellinet. Le représentant Fabre était, ainsi que d'Aoust et Bernède, dans la colonne du centre, celle qui souffrit le plus; il ordonna la retraite.

VI. Quelques instants plus tard, à dix heures, survenait Cassanyes avec la division de Salces.

Il était à Rivesaltes et il buvait sur la place un verre de bon muscat qu'un citoyen lui avait offert lorsqu'il entendit le canon tonner pour la troisième fois et vit dans le lointain luire les éclairs de la fusillade. Au lieu de bivouaquer à Rivesaltes, comme c'était d'abord son intention, il accéléra sa marche et, bien que le feu eût cessé, il poussa vers Peyrestortes.

Lui-même faisait l'avant-garde. Il avait avec lui 500 hommes d'infanterie et trois pièces de quatre. Il pénètre dans le petit vallon dont Peyrestortes occupe l'entrée, il tourne le village, il le dépasse, il arrive sous le camp espagnol au pied d'un revers

abrupt dans un bas fond à l'abri des ennemis et là, il tire trois coups de canon à poudre pour avertir d'Aoust. Peut-être eût-il dû ne pas les tirer : il aurait surpris complètement l'adversaire. A ce bruit, les Espagnols accourent à l'autre extrémité de leur camp et dans l'obscurité ils jettent une grêle de boulets et d'obus sur le point où le canon a retenti. Mais Cassanyes a tenu parole, Fabre et d'Aoust savent désormais son arrivée et, sans riposter, sans prendre même ses trois pièces, il continue sa marche. Il connaît les lieux; il se glisse le long du revers escarpé; il oblique à gauche, comme s'il voulait rejoindre la route de Narbonne; il gagne à la pointe basse du plateau, sur la pente du versant oriental, une sorte de terrasse où les troupes viennent peu à peu se ranger en silence. Toutes ont suivi le représentant, à l'exception de la compagnie de grenadiers du 3^e bataillon de la Haute-Vienne qui, au lieu de tourner à gauche, monte droit aux Espagnols et, mitraillée presque à bout portant par une batterie, perd la moitié de son monde.

Les défenseurs de Peyrestortes s'imaginent qu'ils n'ont plus rien à redouter. Ils ignorent qu'à leur droite, dans l'ombre un invisible ennemi n'attend que le moment de fondre sur eux. Et voici qu'il fond sur eux! A l'est du camp éclate soudain une fusillade terrible à laquelle se mêle une formidable clameur : *Charge! Charge!* C'est Cassanyes qui a prescrit de crier et de répéter ce mot pour faire croire au grand nombre des assaillants. Les Français, dit le représentant, s'élancent comme des lions, et la lune qui se lève alors éclaire une scène affreuse : on ne tire plus, on est trop près les uns des autres, et on se sert de la baïonnette, de la crosse,

du sabre ; ce ne sont que combats corps à corps. Mais les Français succèdent aux Français et poussent en avant. Les Espagnols, déconcertés, craignant d'être attaqués de toutes parts, prennent la fuite. Cassanyes et Goguet, qui rivalisent d'audace, les poursuivent à travers les tentes. Un sergent d'artillerie, qui s'attache aux pas du représentant, brandit deux pistolets, l'un pour le défendre s'il est en danger, l'autre pour lui brûler la cervelle s'il tombait au pouvoir de l'ennemi. Cassanyes sait se défendre lui-même : lorsqu'il reçoit un coup de baïonnette à la main, il frappe de son sabre l'adversaire qui roule sur le sol, et la rage des Français est telle qu'ils achèvent le blessé malgré Cassanyes qui demande sa grâce.

Arrivés au bout du camp, qu'ils avaient parcouru dans toute son étendue, de l'est à l'ouest, les vainqueurs s'arrêtèrent, et, sur-le-champ, leur indiscipline trop longtemps contenue fit explosion. Ils avaient trouvé des tonneaux de vin et d'eau-de-vie ; ils les mirent en perce et ils commencèrent à s'enivrer ; Cassanyes ne put qu'avec peine rallier deux bataillons et placer les sentinelles aux avenues.

Bientôt un factionnaire annonce qu'il a perçu le bruit d'une troupe qui paraît s'avancer. Cassanyes accourt. Serait-ce l'armée de Perpignan qui rebrousse chemin ? Il ne se trompe pas. Soulérac, qui commande l'arrière-garde, Soulérac qui montra, au témoignage de d'Aoust, beaucoup d'intelligence, est, au bruit du canon, revenu sur ses pas et, franchissant le ravin sans nul obstacle, il entre dans le camp. Par malheur, les arrivants n'entendent pas le *qui vive* ; le factionnaire tire ; ils rispostent, et une fusillade s'engage. Cassanyes, héroïque jus-

qu'au bout, se précipite au devant des gens de Soulérac en criant : *Nous sommes des Français !* La méprise coûte cher à la division de Salces : la division de Perpignan lui a tué ou blessé une soixantaine d'hommes.

Quelques instants plus tard arrivait d'Aoust. Il a dit dans son rapport qu'il fit l'impossible pour rassembler les troupes et empêcher le pillage. Mais il craignait toujours que Ricardos n'assaillit le camp de l'Union. A onze heures et demie, il reprenait la route de Perpignan avec toute son artillerie et la plus grande partie de sa division. Il coucha, ainsi que Fabre et Bernède, à la poudrière. Goguet avait reçu le commandement du camp de Peyrestortes qui, selon le mot de d'Aoust, lui revenait de droit.

A deux heures du matin, lorsqu'il eut rétabli l'ordre et prescrit toutes les précautions utiles en cas de surprise, Cassanyes, exténué, incapable de parler, se jeta sur un lit, dans une tente, et là, après avoir bu un peu de vin et mangé un morceau de chocolat, il écrivit une lettre à la Convention pour annoncer la victoire.

Le lendemain, dès qu'il fit grand jour, il se rendit avec Goguet à Perpignan. Il rencontra l'adjudant général Bernède qui le félicita. « Vous voyez, lui dit sèchement Cassanyes, que je n'ai pas fait assassiner l'armée, comme vous l'avez prétendu. » Mais Fabre et d'Aoust prièrent Cassanyes de ne pas nuire à Bernède. « Dès ce moment, répondit généreusement Cassanyes, je n'en parlerai plus », et d'Aoust, sûr du silence de Cassanyes, manda au ministre que Bernède s'était très bien conduit.

VII. Telle est cette chaude et obscure et étrange

journée du 17 septembre 1793. Le rédacteur de l'*Echo des Pyrénées*, Jaubert, ami de d'Aoust et de Fabre, retraçant la bataille, ne parla que des trois attaques de la division d'Aoust et ne mentionna la division Goguet que pour dire qu'elle avait « donné » après la troisième attaque. Mais le journaliste ne put s'empêcher d'insérer ces mots, que la division Goguet avait dû se présenter à quatre heures du soir et qu'« une cause, encore couverte des ombres du mystère, avait retardé sa marche ». Fabre écrit dans son rapport qu'« un malentendu dans un ordre occasionna quelques retards, excita même un moment de désordre qui fut apaisé facilement ». Que signifie cette phrase embrouillée? Et qu'est-ce que ce « malentendu », sinon l'ordre envoyé à Goguet de rentrer à Salces pour que Fabre eût sa victoire? Si le représentant a voulu, comme s'exprime Jaubert, profiter de l'enthousiasme des troupes de Perpignan, c'est qu'il désirait emporter à lui seul et sans l'aide de Cassanyes le camp de Peyrestortes.

Du reste, même après le succès, les représentants Fabre et Bonnet essayèrent d'en ravir l'honneur à leur collègue. Fabre, rayonnant, triomphant, répétant avec une sorte d'ivresse que la guerre est une belle chose, mandait à la Convention que, si Cassanyes avait été légèrement blessé à la main, lui, Fabre, avait une fracture à la cuisse — en réalité, une simple contusion — et, en juge compétent de l'art militaire, il terminait superbement sa missive par cette appréciation : « Les généraux ont dirigé les opérations avec intelligence ».

Quant à Bonnet, il joua à Cassanyes un tour inouï. Il était à Sigean lorsque passa le gendarme qui portait la lettre de Cassanyes à la Convention ; il

prit le papier, le garda, et fit une seconde lettre qu'il envoya à l'assemblée comme s'il avait été présent à la bataille !

On sait aujourd'hui que la victoire de Peyrestortes est due à Cassanyes. Il conçut, il imposa le projet d'attaquer Peyrestortes après le combat du Vernet, il creva deux chevaux, il entraîna la division de Salces, il surprit le camp espagnol, et c'est à juste titre qu'un monument élevé au Canet, son lieu natal, rappelle son nom à la postérité. Le récit qu'il a laissé dans ses Mémoires, reproduit en tous points celui qu'il rédigea dans le *Compte-rendu* de sa mission, et lorsqu'il publia ce *Compte-rendu* au commencement de 1794, lorsqu'il déclara que « l'armée de Salces avait remporté la victoire préparée par la triple attaque de l'armée de Perpignan », nul n'osa le démentir. Aurait-il, à ce moment, dans un rapport officiel, travesti les faits? Aurait-il inventé tant de détails, tant de minutieuses circonstances? Fervel qui l'a connu et qui le pressait sur les combats et marches du 17 septembre 1793, assure que ni doutes ni objections ne purent jamais l'ébranler et qu'il ne varia pas un seul instant dans ses dires. Qu'on lise attentivement les bulletins de d'Aoust et de Fabre, si vagues qu'ils soient, la vérité perce. D'Aoust écrit qu'il entra dans le camp d'un côté avec Fabre et que Goguet y entra de l'autre avec Cassanyes ; mais il se garde d'indiquer l'heure. Fabre, plus explicite, avoue que la division de Perpignan dut se replier par trois fois, que les ennemis se croyaient certains du succès, mais que « la troupe de Salces les attaqua par les flancs et les mit en fuite¹ ».

1. Cf. le *Compte-rendu* de Cassanyes réédité par Vidal, p. 45.

VII. La victoire n'était pas complète, et l'on peut reprocher à d'Aoust de n'avoir pas, malgré la nuit et le désarroi de l'armée, poursuivi les fuyards; il n'aurait pas été malaisé de leur couper, au pont de Saint-Féliu, le passage de la Tet.

Mais la journée eut de grands résultats.

Elle tua le prestige de la cavalerie espagnole qui se conduisit assez mal et au Vernet et à Peyrestortes, comme naguère à La Perche : au lieu de protéger la retraite de l'infanterie, les cavaliers se dispersèrent de tous côtés, et cinq d'entre eux poussèrent jusqu'au village d'Estagel où les paysans armés de fourches et accompagnés d'un enfant de sept ans qui fut plus tard l'astronome Arago, les renversèrent de cheval et les capturèrent¹.

Elle prouva, comme disait un officier, que les Français pouvaient battre l'ennemi quand ils avaient confiance dans leur chef.

Elle leur livra, avec le camp de Peyrestortes, un drapeau et six étendards, 43 bouches à feu, 500 prisonniers dont plusieurs officiers de marque, et une quantité de chevaux, de mulets et d'effets de toute sorte qui furent la proie des soldats. Le lendemain, Perpignan ressemblait à une foire, et les habitants étaient en liesse. « Nous ne serons plus bombardés, s'écriait l'un d'eux, et c'est beaucoup; tous les jours nous voyions les Espagnols de nos propres yeux et sans le secours de lunettes d'approche ».

52; Vidal, II, p. 349-369 et III, p. VII-XXIV; les représentants à la Convention, *Mon.*, 9 oct.; Fervel, etc.

1. Arteché dit, sans entrer dans le détail, que l'infanterie espagnole combattit avec sa valeur obstinée, mais qu'elle dut faire une retraite inévitable devant des masses nombreuses sans être protégée par la cavalerie qui fut prise de panique et qui se dispersa dans l'obscurité en compromettant son honneur.

Enfin, cette journée entraîna la reprise de Villefranche. Le général Dagobert avait chargé Gilly, chef du 2^e bataillon des grenadiers du Gard, d'observer les gorges de la Tet en amont d'Olette. Mais, après Peyrestortes, Ricardos ordonna l'évacuation du Conflent. Informé par les gens du pays, Gilly marcha le 19 septembre sur Villefranche. Il somma le commandant. « Vois, lui dit-il, sur ces hauteurs l'avant-garde de Dagobert; je viens te sommer en son nom; rends-lui la place et tu es libre; autrement, point de quartier ». Villefranche se rendit. Cette sommation et la vue de quelques patrouilles avaient suffi, comme écrit Dagobert, pour obtenir la reddition d'une forteresse que les Espagnols avaient approvisionnée et qui pouvait, d'après un plan trouvé dans les papiers du général Vasco, supporter un siège de deux mois.

Un adjoint aux adjudants-généraux, David,¹ gardait avec des troupes de réquisition qui n'avaient que des piques, les hauteurs au-dessus de Prades. Sur l'ordre de Dagobert, il poussa vers le petit camp que les Espagnols avaient tendu près de cette ville. « Les ennemis, marquait Dagobert à Poinot, auront sans doute rappelé tout ou partie de leur camp de Prades; mandez à David de redoubler de vigilance pour s'en assurer. » De même que Gilly, David ne trouva pas de résistance; il n'eut qu'à se montrer pour s'emparer du camp de Prades, de

1. Ce David, né comme Pichegru, à Arbois, mourut en 1799 d'une blessure reçue à Alkmaar. Il commandait à Olette l'aile gauche et toute l'artillerie. Le 21 septembre, sur la présentation de Dagobert, les représentants Fabre et Cassanyes le nommèrent adjudant général. Il devint général de brigade : « C'est faire l'éloge de cet officier, écrit Dugua, que de dire que Dagobert et Dugommier ont demandé son avancement. »

deux canons et d'un grand nombre d'effets. Il fit même des prisonniers. « Comme un vent impétueux chasse devant lui une poudre légère, disait l'*Echo des Pyrénées* avec emphase, ainsi une poignée de républicains a mis en fuite les troupeaux d'esclaves qui avaient osé s'amonceler dans les agréables vallons étendus au pied du Canigou ! »

Les esprits se montaient, les imaginations s'échauffaient, d'autant plus que la bataille avait quelque chose de spontané, de populaire, qu'elle semblait comme votée et décrétée par une acclamation du peuple de Perpignan. Les gazettes du Midi célébraient la fuite des Espagnols qui « oubliaient leur gravité naturelle. » On affirmait qu'ils perdaient en deux jours le fruit des succès de deux mois, qu'ils n'avaient même pas sauvé leur argent. On répétait que les soldats avaient fait des prises considérables, que plusieurs s'étaient enrichis, qu'un grenadier avait enlevé à un officier général une somme de cent mille livres. On comptait sur une victoire plus éclatante encore, et, de Perpignan, on écrivait à Paris sur le ton le plus assuré : « L'armée est animée du plus grand courage; bientôt sans doute nous attaquerons le camp de Trouillas et alors, malheur aux douros et aux quadruples ! »

Les représentants ne manquèrent pas de grossir les résultats de l'affaire. Ils envoyèrent à la Convention les « enseignes du despotisme » prises dans la journée du 17 septembre, les six étendards et le drapeau. Bernard d'Aoust, frère et aide-de-camp du général, portait les étendards; le drapeau fut remis par un sous-officier du 1^{er} bataillon du Tarn, Antoine Vènes, qui l'avait arraché de sa propre main à l'ennemi. Dans leur lettre, les représentants ajou-

taient qu'ils offraient à la Convention, avec ces drapeaux, le fils de l'adjudant-général Gouy d'Artsy, âgé de huit ans : son père avait péri dans le combat, et la patrie devait adopter ce jeune orphelin. De nombreux applaudissements accueillirent Bernard d'Aoust, Vènes et le petit Gouy lorsqu'ils parurent à la barre de la Convention dans la séance du 7 octobre; l'assemblée recommanda Vènes au ministre de la guerre et décida que l'enfant de Gouy d'Artsy serait élevé aux frais de la République ¹.

1. Journal de Legier, 19 septembre (A. P.); Dagobert au Comité, 1^{er} octobre et à Poinot, 20 sept. (A. G.); *Mon.*, 1^{er}, 6 et 9 octobre; Fervel, I, p. 147.

CHAPITRE XI

Trouillas

I. Enthousiasme des représentants et des généraux après Trouillas. — II. Arrivée de Dagobert. — Ses objections. — Départ des représentants. — Plan de Fabre. — L'attaque est résolue. — III. Le camp de Ponteilla ou de Trouillas. — Dispositif de Dagobert. — Confiance de Perpignan. — Fabre et Cassanyes. — IV. Bataille du 22 septembre. — Rôle de la gauche. — La droite donne seule. — La division Goguet contre Thuir. — Inaction de Dugua. — Mesures de Ricardos. — V. La division d'Aoust. — Ardeur de Dagobert. — Reculade du régiment de Champagne. — Enlèvement de la redoute espagnole. — Mouvement de La Union. — Déroute de la colonne de Dagobert. — Déroute de la colonne d'Aoust. — Episodes. — Le représentant Fabre. — Le régiment de Vermandois et le 2^e du Gers. — Gilly et le 2^e bataillon des grenadiers du Gard. — Fuite générale sur Sainte-Colombe. — Dagobert et Cassanyes. — Marche de La Union et de Montellano. — La retraite dans les Aspres. — Elle est couverte par Dugua. — VI. L'attaque oblique. — Dagobert et La Noue de Vair. — Colère de Dagobert contre Goguet et d'Aoust. — Jugement de Cassanyes et de Grandvoinet. — D'Aoust hors de cause. — Justification pitoyable de Goguet. — Rapport de Ramel. — Mot de Lluçia.

I. Le succès de Peyrestortes était une de ces choses qui ne se renouvellent pas. « La victoire, disait Fabre, a été étonnante et j'avoue que, quand on y réfléchit sérieusement, on a vraiment peine à y croire ». Mais représentants et généraux étaient enthousiasmés. « Nous partons à la poursuite de l'ennemi, écrivait Cassanyes à la Convention, et j'espère que dans peu il ne sera plus dans le département des Pyrénées-Orientales. » Tous étaient d'avis de pousser leur avantage, et, sans laisser aux Espagnols le temps de respirer, de les refouler

jusqu'à la frontière, de leur asséner derechef un grand coup. Ils convinrent d'attaquer le camp de Ponteilla à l'aube du 20 septembre. Fabre et d'Aoust tomberaient avec l'« armée » du camp de l'Union sur le flanc droit de Ricardos, Cassanyes et Goguet à la tête de l'armée de Salces sur son flanc gauche. Les ordres furent envoyés et les dispositions faites; les troupes se tinrent prêtes à partir, déjà l'artillerie se mettait en marche.

Mais n'était-il pas trop tard pour assaillir l'adversaire? Généraux et représentants voulaient, comme dit d'Aoust, profiter de l'ardeur extrême des Français et de la « terreur incroyable » qu'ils prêtaient aux Espagnols. Pourquoi, dès lors, attendre Dagobert? Pourquoi, puisque, suivant eux, chaque jour diminuait leurs chances, ne pas attaquer dès le lendemain de Peyrestortes? Turreau n'avait-il pas raison lorsqu'il blâmait d'Aoust de n'avoir pas su profiter de la victoire?

II. Dagobert avait quitté Montlouis avec trois bataillons et toute l'artillerie qu'il avait enlevée le 28 août et le 4 septembre, Villefranche était encore aux mains des Espagnols : il avait donc dirigé sa marche par le Capcir et laissé son canon en arrière à cause des routes impraticables. Il apprit sur son chemin la victoire de Peyrestortes et jusqu'à ce qu'il fût à Perpignan et dans Perpignan même, il n'entendit parler que de Peyrestortes : Peyrestortes avait rétabli les communications du Roussillon avec l'intérieur de la République; Peyrestortes délivrait Perpignan de la crainte d'un bombardement; les Espagnols avaient fui, sans emporter une épingle, au-delà de la Tet, et les familles des émi-

grés, frappées d'épouvante, se sauvaient pour la seconde fois en Espagne; tout allait céder à l'approche des vainqueurs de Peyrestortes!

Dagobert eut-il, comme prétend Cassanyes, un peu de mauvaise humeur? L'ancien officier de la monarchie vivait-il toujours en lui? Le succès de Peyrestortes lui parut-il avoir quelque chose de trop irrégulier et de grossier? Un pareil avantage ne lui semblait-il qu'un à peu près, un hasard, un accident de la fortune? Était-il homme à dire avec un air de supériorité dédaigneuse, ainsi que Folard commentant les actes de Villars à Denain, « je n'aurais rien fait de tout cela »? Non, puisqu'il s'écartait des principes de la vieille école et qu'à ses yeux l'essentiel était de vaincre, même contre les règles et contre le sens commun, même à force de fautes. N'écrit-il pas dans l'*Ordonnance française* qu'il faut « brusquer le moment »?

Fut-il, comme prétend encore Cassanyes, comme prétend Fabre, comme prétendirent Goguét et d'Aoust, fut-il dépité qu'on eût vaincu sans lui? Jalousait-il les deux hommes qui commandaient à Perpignan et à Salces et qu'il tenait pour ses subordonnés, ce d'Aoust, ce Goguét, jeunes encore et déjà généraux, menant des divisions qu'ils qualifiaient d'armée, désireux de gagner des batailles et croyant égal, éclipser même le vieux soldat qui venait de conquérir la Cerdagne et de battre par deux fois les Espagnols à la Perche et à Olette? Quel avancement prodigieux ils avaient eu! Dagobert n'était brigadier que depuis six mois et divisionnaire que depuis quatre mois après trente-sept ans de services. Une année à peine avait suffi au médecin Goguét pour enlever le brevet de général

de brigade et — remarque Dagobert dans une lettre postérieure — Fabre « par sa grande liaison avec lui avait dessein de le faire commander l'armée. » Quant à d'Aoust, n'était-ce pas un novice dans l'art de la guerre, un petit aide-de-camp arrivé par la faveur des généraux et des représentants aux premières dignités? Il avait vingt-sept ans de moins que Dagobert, et ce lieutenant de 1789 avait été nommé général de division le 7 août, le jour où Dagobert recevait le commandement des troupes de la Cerdagne. Aurait-il eu ce grade s'il n'avait pas servi dans l'état-major de Rochambeau, de Luckner et de Biron, et s'il n'avait pas fait sa cour aux commissaires de la Convention?

Certes, Dagobert fit ces réflexions, il les exprima, il les imprima plus tard. Mais, quand son âme se serait humainement, inévitablement, ouverte à ces sentiments égoïstes et mesquins, elle ne les accueillit qu'un instant. Il eut sans nul doute de plus nobles pensées, et le zèle, la passion qu'il disait vouer au service de la patrie n'était pas un vain mot.

Le 19 septembre, dans l'après-midi, Dagobert, venant de Montlouis, atteignait Estagel. Le représentant Cassanyes accourut de Peyrestortes au-devant de lui; il raconta la bataille de Peyrestortes et la conduite de d'Aoust et de Goguét; il parla de la nouvelle attaque; le projet était fait, les ordres étaient envoyés, l'ennemi serait assailli cette nuit même, Dagobert exécuterait l'opération et en aurait toute la gloire. Mais ce fut avec une mine indifférente que Dagobert écouta les détails que

1. Fabre à Bonnet, 19 sept. (A. P.); Cassanyes à la Convention, 18 sept. (et *Compte-rendu*, p. 53); d'Aoust à Bouchotte, 20 sept.; Notes de Turreau (A. G.).

Cassanyes lui donnait sur l'affaire de Peyrestortes, et quand il connut le plan, il déclara que l'attaque ne se ferait pas : il était général en chef et la direction des forces lui appartenait, la division qu'il amenait de Montlouis n'arriverait que le lendemain après une marche fatigante, et il frapperait un grand coup lorsqu'il aurait reçu, outre sa division, les renforts et les réquisitions qu'il attendait.

Le conventionnel, vif comme la poudre, se rendit sur la place d'Estagel où campait l'escorte de Dagobert ; il harangua les soldats qu'il nommait ses anciens camarades ; il leur dit que les Espagnols étaient vaincus et qu'il fallait les accabler le lendemain au point du jour ; il leur demanda s'ils étaient fatigués et s'ils auraient la force d'aller encore jusqu'à Peyrestortes pour s'ébranler à minuit avec la division Goguét. Tous s'écrièrent qu'ils seraient heureux d'assister à l'action. Cassanyes rentra dans la maison où avait eu lieu l'entrevue et fit savoir à Dagobert les dispositions des soldats. Dagobert refusa de l'entendre et Reynès, le propriétaire de la maison, joignit vainement ses prières à celles du député.

Cassanyes reprit en hâte le chemin de Peyrestortes. Il y trouva deux membres du Département, François Arago et Colomer ; il leur narra ce qui se passait et leur étonnement fut extrême. Dagobert arriva ; ils lui parlèrent et ils obtinrent la même réponse que Cassanyes.

Le général traversa Peyrestortes sans même voir le camp, sans passer en revue la division, et quand il entra dans Perpignan à 6 heures du soir parmi les acclamations et les cris répétés *Vive Dagobert*, il accueillit de mauvaise grâce cette ovation. Il

alla voir Fabre. Le représentant était tout feu et tout flamme. « Il faut, s'écriait-il, saisir la balle au bond, encore une victoire, et la République est sauvée ! » Il venait d'écrire à Cassanyes et de lui exposer ses projets. Ne devait-il pas marcher sur le Réart tandis que son collègue partirait de Peyrestortes ? Ou bien, pour donner le change à l'adversaire, ne serait-il pas utile que Cassanyes, avec Dagobert, descendit sur Corneilla, Millas et Saint-Féliu ? Quelques coups de canon annonceraient son attaque et « ce moyen encouragerait les troupes, occuperait l'ennemi et rendrait le succès complet ».

Les premiers mots que lui dit Dagobert, refroidirent le belliqueux Fabre. Le général lui déclara nettement qu'il attendait l'élite de sa division, qu'il désirait étudier le terrain, que Ricardos se concentrait et que sa ligne offrait une suite de sept camps retranchés qu'il fallait enlever au prix de sept combats avec des forces inférieures. « Je ne compromettrai pas, conclut Dagobert, le salut de la chose publique et je ne livrerai pas mon armée aux sabres de la cavalerie espagnole. Je sais mon métier et je suis responsable des événements. » Fabre s'échauffa. Dagobert répliqua qu'il était général en chef et avait droit de commander. « Eh bien, répondit Fabre, je ferai mon devoir de représentant. » Mais il n'osa suspendre Dagobert : l'étourdi craignait d'être « taxé d'étourderie. » Cassanyes arriva ; il proposa d'ordonner à Dagobert, par un arrêté, d'exécuter le plan d'attaque. Fabre refusa ; il se bornait, disait-il, à surveiller les généraux.

A 9 heures du soir, en même temps que Dagobert prenait possession du commandement, un contre-

ordre était envoyé partout, et l'artillerie qui se mettait en marche, rebroussait chemin.

Aussi, le lendemain — 20 septembre — l'émotion régnait à Perpignan parmi l'état-major et dans l'entourage des représentants. D'Aoust marquait à Bouchotte qu'il était maintenant beaucoup plus difficile d'emporter le camp de Trouillas, que Ricardos repliait tous ses petits camps, que l'armée espagnole se grossissait de dix à douze mille hommes. Deux agents, Mathias et Morris, qui surveillaient, l'un les arsenaux et l'autre le recrutement de la nouvelle levée, disaient que Dagobert avait tort de s'opposer à l'attaque, qu'il était seul de son avis, qu'il laissait aux Espagnols le temps de se renforcer et de se remettre de leur frayeur. Fabre et Cassanyes, revenant à la charge, écrivaient à Dagobert un billet pressant. Tout, assuraient-ils, démontrait la retraite des Espagnols, et il fallait l'intercepter; l'instant d'une action générale était peut-être passé; mais ne serait-il pas avantageux de se porter sur les hauteurs du Réart et de là à Banyuls-dels-Aspres et à Trompette-Haute? Dagobert vint leur répondre qu'il ne pouvait encore faire ce mouvement, et le même jour il mandait à Paris qu'il promettait de justifier la confiance du Comité de salut public; le même jour il envoyait à Poinsoy une lettre où ne perce nulle rancune, nulle jalousie contre Goguier et d'Aoust et où s'exprime uniquement la crainte de n'avoir pas assez de monde pour combattre un ennemi supérieur en expérience et en nombre: « J'ai trouvé à mon arrivée ici les esprits montés au point de croire qu'ils devaient attaquer l'ennemi dès ce matin sans même attendre que ma petite armée soit arrivée. Je n'ai

pas vu les choses du même œil, et il m'a fallu lutter contre vent et marée pour faire différer la partie, ne fût-ce que pour vous procurer d'en être. Pressez le départ et l'arrivée des troupes qui vous arrivent, et arrivez vous-même le plus tôt que vous pourrez », et Dagobert ajoutait que les ennemis avaient brûlé leur pont sur la Tet et repleyé leur camp de Saint-Féliu, qu'ils rappelleraient sans doute leur camp de Prades.

Au fond, Fabre était du même avis que Dagobert, et il reconnaissait dans ses lettres à ses confidents que la lutte serait pénible, que la position espagnole était difficile à emporter. « L'entreprise est extrêmement hardie, avouait-il dès le 19 septembre, l'ennemi est très fort, fort de plus de 20.000 hommes; il est hérissé de canons, retranché; il nous attend même, et nous l'attaquons avec 8 ou 9.000 hommes. » Fabre, dans ces lignes, justifiait donc Dagobert. Mais, après cet éclair de bon sens, il recommençait à divaguer. *La fortune est pour les fous*, disait-il, et se rappelant le Vernet et Peyrestortes, se montant la tête, il répétait que l'affaire du 17 avait électrisé les âmes dans le camp français et jeté l'épouvante chez les Espagnols, qu'il fallait « profiter du moment et d'une terreur utile », que la joie qui régnait parmi les troupes présageait le plus heureux dénouement, que, si l'on avait « frappé tout de suite, les ennemis auraient été entièrement exterminés. » Il s'irritait contre Dagobert. « J'enrage, s'écriait-il, je suis enragé », et avec autant d'outrecuidance que de colère il écrivait de tous côtés, à Leyris, à Bonnet, à Delattre, qu'il avait tout ordonné, arrangé, réglé, que son lit était prêt au Boulou, qu'il aurait

dans huit jours diné à Figuières ; mais Dagobert avait paru et tout contremandé sous prétexte que l'attaque était imprudente, et Dagobert faisait manquer un succès complet ; Dagobert était trop âgé, et le voyage de Barcelone — le voyage que Fabre projetait et auquel il devait renoncer — aurait fatigué sa vieillesse ; Dagobert désirait conserver le généralat et perpétuer la guerre, l'égoïsme étouffait en lui la voix de la République, il était en proie à la plus basse des passions, à la jalousie. « Au diable les généraux en chef ! Leur espèce est une maudite engeance qui devrait bien être extirpée. Au diable la tactique des tacticiens ou plutôt l'envie des envieux ! » Il informait Delattre que la bataille était remise et il mandait à Dagobert qu'il prenait sur lui d'envoyer ce contre-ordre. « Moi, disait-il sur un ton piqué, moi, je fais toujours abstraction d'amour-propre et je ne suis jamais amoureux de ce que je fais, ni jaloux de ce que font les autres ; je ne vois en tout que le bien de la République ! » Une lettre qu'il adressait dans la même journée au Comité de salut public, exprimait avec une singulière naïveté sa théorie sur le rôle des représentants : « Ne vaudrait-il pas mieux n'avoir à chaque armée que des généraux divisionnaires qui correspondraient entre eux, les représentants du peuple étant le point central de la correspondance » ? Le titre de général en chef n'était-il pas l'écueil du patriotisme, de ce vrai patriotisme, si rare qu'il n'existait sans doute que chez ceux qui avaient, en votant la mort de Louis XVI, déclaré aux rois une guerre éternelle ? Les grandes places, ajoutait Fabre, des succès prolongés, l'ambition, tout cela dominait les généraux même républicains,

les corrompait, leur tournait la tête, et il fallait craindre de les investir d'une trop grande autorité. L'armée des Pyrénées Orientales n'avait jamais mieux marché que lorsqu'elle était commandée par deux divisionnaires (d'Aoust et Goguet) et qu'elle n'avait pas de général en chef. On ne pouvait demander en termes plus clairs la direction réelle, effective de l'armée pour le représentant Fabre.

Enfin, Fabre communiquait à Dagobert quelques renseignements d'ailleurs inexacts : que les Espagnols n'étaient pas encore ralliés, qu'ils n'avaient reçu que 200 hommes de renfort, que les prisonniers regardaient la partie comme perdue, et il priait le général de songer que les gardes nationales mises en réquisition affluaient à Perpignan, qu'elles consummeraient les subsistances de l'armée si l'on ne se hâtait de les employer, puis de les rendre à la culture de leurs champs.

Ainsi harcelé, Dagobert devait agir de façon ou d'autre. Le 21, pendant que les représentants dinaient, il entra dans leur chambre et annonça qu'il voulait couper la retraite aux ennemis : tout en manœuvrant sur leur front, il attaquerait vigoureusement leurs derrières, passerait par Fourques, occuperait Saint-Ferréol, ferait sauter le pont de Céret. Les représentants répliquèrent que les chemins étaient impraticables, que les chèvres seules pouvaient y passer, que l'armée y périrait de faim, et Cassanyes ne comprenait pas que Dagobert eût l'idée de détruire le pont de Céret, ce chef-d'œuvre de l'art. Le général s'éloigna sans dire mot. Au sortir de leur repas et après avoir délibéré, les deux commissaires, convaincus que l'entreprise proposée par Dagobert était fort dangereuse, lui

dépêchèrent l'agent Morris pour l'inviter à une nouvelle conférence. Ils prenaient un ton presque menaçant : « Notre surveillance, disaient-ils, doit embrasser les opérations militaires et nous avons prouvé que nous savions surveiller ». Dagobert, déjà couché, répondit qu'il était très fatigué.

Mais, au bout de quelques instants, le général, se résignant, envoyait un autre plan aux conventionnels. Puisqu'il était « sollicité et pressé d'attaquer », il attaquait, et il comptait que sous peu d'heures le camp de Ponteilla ou de Trouillas serait en son pouvoir ¹.

III. Le camp de Ponteilla ou de Trouillas s'étendait en demi-cercle sur une suite de côteaux entre les villages de Nils à l'est, de Ponteilla au nord et de Trouillas au sud. Sa droite se composait d'une ligne à redans et d'une série de redoutes. Son centre offrait une trouée; mais elle était barrée par un épais abatis, et, d'un côté, une petite redoute, de l'autre, une batterie de douze pièces de 24 que les émigrés français appelaient la batterie Vauban, flanquaient cet abatis. Sa gauche était protégée par une grande batterie dressée en arrière de Trouillas où Ricardos avait établi depuis deux mois son quartier-général dans la maison de Llucia et par la ville de Thuir que les Espagnols avaient convertie en place d'armes.

1. Mém. de Peiroux et de Grandvoinet; Dagobert au Comité, 1^{er} et 7 oct. et à Poinot, 20 sept.; d'Aoust, Mathias et Fabre à Bouchotte, 20 et 23 sept. et 22 oct. (A. G.); Fabre à Cassanyes et aux commissaires à Toulouse, 19 sept., à Bonnet et au Comité, 20 sept. (A. P.); Fabre à Dagobert, 21 sept. (A. D.); *Ordonnance française*, p. 401; Vidal, III, p. xv et xxv; Torreilles, II, p. 128; G. Sorel, II, p. 170 et III, p. 44-42, 44, 47; Cassanyes, *Complément*, p. 53-54.

Dagobert résolut de tourner la position par la gauche et d'assaillir Trouillas en évitant Thuir et les grandes batteries. Il paralysait ainsi sur un sol accidenté la cavalerie espagnole; il s'appuyait à la croupe des Basses-Aspres qui lui assuraient un refuge en cas d'échec; enfin, il menaçait la route de Céret.

Sa droite avait donc le rôle essentiel et on pourrait dire le rôle unique.

Sa gauche, aux ordres des généraux Le Moyne et Massia, comprenait 3 à 4.000 hommes des différents camps, l'infanterie de la légion des Pyrénées et 3.000 réquisitionnaires armés de piques et nommés les piquiers ou piqueurs qui devaient imposer à l'ennemi non par leur force réelle mais par leur masse apparente; elle aurait avec elle l'artillerie volante; elle occuperait les hauteurs du Réart qui n'étaient pas défendues et attendrait l'instant de tomber par le bois de Caseneuve sur le Mas-Deu. Mais Dagobert pensait qu'elle n'était pas en état de charger l'adversaire, qu'il fallait la « tenir loin du feu » et qu'elle n'avait qu'à « faire montre de ses piques » ¹.

Le camp de l'Union, commandé par le général La Salcette, était gardé par « les gens les moins propres à la marche »; ils garniraient les retranchements et les redoutes, et, comme disait Dagobert, ils affecteraient de se faire voir pendant l'action.

Une extrême confiance régnait dans Perpignan. Le 20 septembre, le chef provisoire de l'état-major,

1. Les représentants s'étaient plaints à Bouchotte de manquer de fusils. « Leur répondre, répliquait Bouchotte le 17 septembre, que les besoins d'armes sont immenses, qu'il faudra y suppléer par des piques, qu'on fait en sorte de pourvoir à tout. »

Bernède, avait fait mettre à l'ordre du jour que Dagobert prenait le commandement auquel ses services signalés et l'affection de l'armée l'avaient appelé, et que sous ce brave général les drapeaux républicains seraient immanquablement victorieux. Llucia espérait que les Espagnols seraient tellement « ébranlés » qu'ils repasseraient aussitôt les Pyrénées. Mathias comptait sur « le plus grand succès ». Cassanyes, croyant gagner la bataille, disait à Fabre — comme Fabre l'avant-veille à Delattre — qu'il coucherait le soir au Boulou, et Fabre le priait de lui laisser la gloire de la journée : Cassanyes, cette fois, marcherait avec les piqueurs que Le Moyne et Massia mettraient en parade; Fabre accompagnerait Dagobert et l'armée combattante pour avoir enfin l'honneur d'un avantage éclatant, pour avoir sa victoire de Trouillas comme Cassanyes avait eu sa victoire de Peyrestortes. Déjà l'imagination de Fabre se donnait carrière : il ferait connaître « ce que peut un peuple libre lâchement insulté »; il entrerait en maître dans les communes que l'ennemi avait occupées et il saurait distinguer entre le patriote persécuté que la République devait dédommager de ses pertes et l'aristocrate qui pactisait avec l'Espagnol et qui méritait l'échafaud! En revanche, Cassanyes irait à Paris annoncer l'heureuse issue de l'affaire, porter à la Convention les drapeaux de Peyrestortes et de Trouillas, exposer au Comité les besoins des troupes et concerter avec lui un plan d'invasion de la Catalogne. Comme Ricardos, dont se moquait l'*Echo des Pyrénées*, Fabre et Cassanyes oubliaient qu'il faut, avant de vendre la peau de l'ours, l'avoir couché par terre.

Ricardos profitait cependant du répit que Dagobert avait dû lui laisser. Jamais le circonspect et précautionneux général, aux mouvements si compassés, aux marches si longuement méditées, n'avait déployé autant d'activité, n'avait eu l'allure plus vive et plus hardie. Il rappelait tous ses corps détachés, la division de Collioure, la division du Conflent, la cavalerie qu'il avait à Villefranche et qui dès le 20 septembre, arrivait à Thuir, et il allait au 22 septembre faire preuve d'un remarquable esprit de décision ¹.

IV. Ce qui se passa le 22 septembre à la gauche des Français n'offre que peu d'importance. Le Moyne et Massia marchaient si lentement sur la grande route que l'adversaire eut le temps d'occuper avant eux les hauteurs du Réart. Lorsqu'ils atteignirent au bout de deux heures de retard le pied du tertre où s'élevait un vieux moulin ruiné, Crespo, avec 3.000 Espagnols, tenait la position, et, à cette vue, ils reculèrent non sans désarroi ².

La droite, comme l'avait voulu Dagobert, porta tout le poids de la journée. Elle constituait quatre

1. Ordre du jour du 20 septembre (A. D.); Mathias à Bouchotte, 23 sept. et Fabre au Comité, 20 sept. (A. G.); Vidal, III, p. 7-16 et II, p. 257 (Fabre mentait donc lorsqu'il écrit le 22 octobre qu'il avait trouvé le plan de Dagobert absurde, mais qu'il pensait que le courage saurait réparer les fautes de l'impéritie.)

2. Fervel commet ici une grave erreur. Il a mal lu le dispositif de l'attaque et il s'imagine qu'il y a dans l'armée une droite, une gauche et un centre. Or, il n'y a pas de centre; il n'y a qu'une gauche qui ne donne pas et une droite qui donne; la gauche est commandée, non, comme croit Fervel, par d'Aoust, mais par Le Moyne, Massia et Pérignon; la droite se compose de la colonne Goguet, de la colonne d'Aoust et des troupes venues de Montlouis; Dagobert se met en tête des troupes de Montlouis suivies par la colonne d'Aoust, tandis que la colonne Goguet canonne Thuir.

groupes : 1^o le détachement de Gilly ; 2^o une avant-garde menée par Ramel ; 3^o la colonne ou « armée » de Goguet, dite encore la division de Salces ; 4^o la colonne ou « armée » de d'Aoust, dite encore la division du camp de l'Union.

Le détachement de Gilly se composait de deux bataillons ; il s'était, dès le jour précédent, selon les instructions de Dagobert, posté sur une hauteur en face de Thuir pour surveiller et contenir les Espagnols établis dans cette ville ¹.

Ramel commandait un détachement formé de trois bataillons, dont un bataillon de grenadiers et la cavalerie de la légion des Pyrénées. Il avait eu ordre, la veille au soir, de se loger à Sainte-Colombe et le 22, aux premières lueurs de l'aube, il occupait le village et plaçait sa troupe en bataille sur les hauteurs. Sainte-Colombe était une position chère à Dagobert — ainsi parle un de ses confidents — et le chef d'état-major Giacomoni marquait à Ramel que « ce poste ferait tomber celui de Thuir ». Si les Espagnols avaient tenu Sainte-Colombe dans la journée du 22 septembre, l'armée française aurait couru un grand danger ; « si je n'avais pas été à Sainte-Colombe, a dit Ramel, sa retraite eût été extrêmement difficile et je ne sais ce qu'elle serait devenue » ².

Mais les « armées » de Goguet et de d'Aoust jouaient le rôle principal.

Goguet avait d'abord reçu l'ordre de venir sans

1. Cf. une lettre de Gilly, sans date (A. G.) ; c'est le futur général, mais il ne dit pas dans sa lettre que Dagobert lui fit beaucoup d'éloges et obtint pour lui le grade provisoire de chef de brigade.

2. Rapport de Ramel (A. G.)

délai de Peyrestortes au Soler, sur l'autre rive de la Tet, et de traverser la rivière vis-à-vis de ce village sans faire le grand détour par le pont de Perpignan. Du Soler, il devait « inquiéter l'ennemi » sur la route qui conduisait de Villefranche et de Prades au camp espagnol. Peu d'heures après, il recevait un nouvel ordre : partir à 2 heures précises du matin du Soler où il laisserait les équipages sous une garde suffisante et occuper la position de Sainte-Colombe. Il partit. Son infanterie était commandée par Béthencourt et sa cavalerie, par Dugua. Il arrive près de Thuir ; il atteint le pied des hauteurs de Sainte-Colombe ; mais, au lieu de pousser plus loin, il s'arrête et s'amuse à canonner avec ses pièces de campagne les vieilles murailles de la ville. Il ne prend aucune mesure militaire ; il n'envoie aucun ordre, sauf à Dugua auquel un aide-de-camp enjoint verbalement de couvrir avec sa cavalerie la gauche de la division. Sur quoi, Dugua vient s'établir dans une vaste prairie bordée d'oliviers, et, comme il a dit depuis, voyant la division Goguet immobile et ne recevant plus d'instructions de qui que ce fût, il ne put ni ne dut abandonner sa prairie ¹.

Pendant ce temps, Ricardos se multipliait. Il s'était rendu vers le grand chemin de Perpignan et du premier coup d'œil le vieux routier avait jugé que la colonne qui se présentait sous les ordres de Le Moyne et de Massia devant les hauteurs du Réart, ne faisait qu'une démonstration destinée à masquer les efforts de Dagobert contre sa gauche.

1. Ordre du 21 septembre à Goguet ; Dugua au Comité, 30 janvier 1794 (A. G.) ; Artech, p. 187 (il dit que Goguet fit un feu d'artillerie « tan inútil come débil. »)

« C'est, dit-il froidement, une fausse attaque, *una llamada* ». Dès lors, Crespo pouvait sans crainte et sans nul secours garder le poste du Réart, et Ricardos lui prit même un peu d'infanterie et toute la brigade des carabiniers ¹.

Le général en chef de l'armée espagnole sentait si bien le danger qui menaçait sa gauche, et sa gauche seule, qu'il l'avait dès le matin considérablement renforcée. Il était venu à Thuir et, après avoir observé les mouvements des Français, il avait ordonné à son chef d'état-major, La Union, de se porter sur Thuir avec quatre bataillons et le régiment des dragons de Pavie, et à un autre de ses lieutenants, Courten, de quitter le Mas-Deu avec la réserve pour se placer entre Thuir et Trouillas.

V. Tandis que Goguet canonisait Thuir, d'Aoust s'avancait vers le grand camp en plusieurs colonnes. Dagobert, convaincu qu'il fallait plus que jamais payer d'exemple et donner de sa personne, s'était mis, avec ses deux aides-de-camp Chrétien et Caffarelli, en tête de la première colonne. Il laisse Thuir à sa droite; il traverse Llupia et Terrats; il fait jouer l'artillerie qui forme l'avant-garde et qui tire, au gré du général, avec trop de hâte; puis il pousse sur la gauche du camp espagnol et entraîne à sa suite le 7^e régiment ou régiment de Champagne et plusieurs bataillons de volontaires, le 2^e du Gers, le 4^e du Gard.

La charge bat. Champagne marche contre la grande batterie ou batterie Vauban et, comme dit un émigré, avec cette intrépidité si naturelle aux

1. Il n'était pas facile, s'écrie Arteché (p. 187) de tromper un général comme Ricardos.

Français. Sur l'ordre du duc d'Ossuna, la grande batterie reste silencieuse. Soudain, lorsque les Français sont à demi portée de canon, elle tonne, et sous un feu épouvantable de mitraille Champagne se replie.

Les bataillons de volontaires sont plus heureux. Ils franchissent l'abatis qui protège la trouée du centre espagnol; ils enlèvent la redoute à droite de l'abatis; ils refoulent sur une hauteur voisine les chasseurs des gardes espagnoles. Dagobert les anime et les guide; il a pénétré dans la redoute qui couvre le quartier-général de Ricardos, et déjà il se croit maître du camp ennemi; il compte sur une victoire brillante, complète.

A cet instant Ricardos, voyant ses deux flancs assurés, ne balance pas à dégarnir sa gauche comme il a dégarni sa droite. Presque toutes ses forces se portent sur son centre, et, de Thuir, La Union débouche sur la droite de Dagobert avec ses quatre bataillons. Dagobert renonce aussitôt à l'attaque du camp pour aller au-devant de La Union. Accueilli par un feu de peloton et pris à revers par la batterie du duc d'Ossuna, il se défendait néanmoins avec courage lorsqu'il fut chargé par les dragons de Pavie et les carabiniers royaux. Ses troupes furent mises en une déroute complète. Ce qui put échapper se sauva sur les hauteurs de Sainte-Colombe.

La colonne où étaient d'Aoust et le représentant Fabre, subit le même sort. Dagobert, remarquant qu'elle ne le suivait pas, avait envoyé son aide de camp Chrétien ordonner à d'Aoust d'arriver en toute hâte, et Chrétien, partant au galop de son cheval, avait rencontré d'Aoust en avant de Llu-

pia; sur-le-champ, les bataillons que commandait d'Aoust, avaient au pas accéléré marché sur Trouillas. Mais le général Courten leur tint tête avec la réserve. Ricardos vint au secours de Courten. Il n'avait plus aucune crainte pour sa gauche puisque Goguet demeurait immobile; il appela de Thuir quatre régiments de cavalerie, Santiago, Montesa, Calatrava, Espagne, et les jeta sur d'Aoust. Une vive fusillade les arrêta. Ricardos les divisa alors en deux parties; l'une, menée par le baron de Kessel, se porte sur la droite des Français; l'autre, conduite par le brigadier don Diego Godoy, sur leur gauche. Les Français se divisent pareillement pour faire face à l'adversaire. Mais ils sont pressés de tous côtés, de front par l'infanterie et sur les flancs par la cavalerie; ils se mettent en désordre et s'enfuient vers Terrats; et de là, vers Sainte-Colombe.

Il y eut alors de curieux épisodes. Le représentant Fabre a raconté — mais dit-il vrai? — qu'il se trouva seul au milieu d'une batterie dont les conducteurs voulaient déguerpir, qu'il retint les charretiers, qu'il rallia quelques fuyards, qu'il poussa sur Sainte-Colombe, que les Espagnols qui le poursuivaient, le sommèrent de se rendre et qu'il jura qu'il aimait mieux mourir.

A trois kilomètres de là, selon Fabre, trois bataillons succombèrent ou mirent bas les armes. C'étaient le bataillon du guerre du 61^e régiment ci-devant Vermandois et le 2^e bataillon du Gard. Ils furent enveloppés par les troupes de Godoy, deux régiments de cavalerie, et par les renforts qu'envoyait La Union, la moitié de la brigade des carabiniers et quelque infanterie. Godoy les somma

de se rendre. Le lieutenant-colonel de Vermandois demanda vingt minutes de trêve et l'autorisation de consulter son général; Godoy lui accorda quinze minutes à condition de ne pas bouger. Pour toute réponse, Dagobert ordonna de tirer, non seulement sur les Espagnols, mais sur les lâches Français qui ne voulaient pas se défendre! Godoy réitéra sa sommation, et la brigade capitula. Des hommes de Vermandois et du Gers crièrent *Vive l'Espagne* et *Vive le roi* et mirent leurs chapeaux au bout des baïonnettes. D'autres surent se faire jour, Bertholet, chef du 2^e bataillon du Gers, et ses camarades Béguet, Salus, Suran, Saintis, s'échappèrent avec leur drapeau et une pièce de quatre. Mais 600 hommes se rendirent.

Même catastrophe sur un autre point du champ de bataille. Deux bataillons, venus d'Ille sous les ordres de Gilly, étaient, comme on l'a vu, postés sur une hauteur en face de Thuir. De son propre mouvement, le brave Gilly résolut de secourir ses frères d'armes. Il laisse un bataillon sur la hauteur et avec l'autre, le 2^e bataillon des grenadiers du Gard, il descend dans la plaine, arrache à l'ennemi quelques canons; mais la cavalerie espagnole fond sur lui, elle l'environne, elle le cerne. Gilly ne ramena que soixante hommes; le reste fut tué, blessé ou pris; le capitaine Bresson sauva le drapeau.

Tout fuyait, et les pentes de Sainte-Colombe étaient l'abri de l'armée dispersée. Là, se trouvait Ramel avec l'avant-garde, et, comme Dugua, ne recevant d'ordres de personne, il s'était déterminé, ainsi qu'il s'exprime, à rester stationnaire. Pourtant, lorsqu'il vit l'affaire manquée, il envoya une

partie de ses troupes, un bataillon de grenadiers et les chasseurs à cheval de la légion des Pyrénées, au-devant des fugitifs : il les recueillit, les reforma à mesure qu'ils arrivaient. Bientôt se présentèrent Fabre et le général Laroque. Il demanda les instructions de Laroque, son supérieur : « Je n'ai pas, répondit Laroque, d'instructions à vous donner ».

Sur ces mêmes hauteurs se rencontraient, au même moment, Dagobert et Cassanyes. Le conventionnel n'avait pu contenir son impatience et, au lieu de demeurer à la gauche avec Le Moyne, Massia et les piqueurs, comme il l'avait promis à Fabre, il était venu à Sainte-Colombe. Dagobert lui sauta au cou. « Où étais-tu, Cassanyes, lui dit-il, si tu t'étais trouvé avec moi, je n'aurais pas eu tous les désagréments que j'essuie », et il ajouta que la victoire était à lui s'il avait été secondé, que les Espagnols l'avaient cerné, que Vermandois avait fait défection et qu'il s'estimait heureux d'avoir pu gagner Sainte-Colombe.

La Union suivit les Français dans leur retraite. Mais de Sainte-Colombe et de Terrats ils faisaient encore un feu très vif et La Union n'avancait que lentement, à l'abri des mamelons. Ricardos lui avait envoyé six bataillons de renfort commandés par le duc de Montellano, et le duc qui cherchait La Union à Thuir, ne l'avait pas rencontré. Enfin, à 4 heures du soir, La Union fut rejoint par les six bataillons de Montellano et par la réserve de Courten. Il avait ordre de déloger de Sainte-Colombe les républicains à quelque prix que ce fût. Malgré les difficultés du terrain, Dagobert se jeta dans les Aspres. Il fit sauter ses caissons et précipiter dans les ravins tout ce qui pouvait arrêter sa marche.

Dans la nuit, après un long détour, il rentrait au camp de l'Union.

Dugua couvrit toute cette reculade avec sa cavalerie. Il était toujours dans la même prairie et ses cavaliers étaient couchés sur l'herbe, tenant leur cheval par la bride, lorsque le chef de l'état-major Giacomoni vint lui dire qu'il fallait sauver l'artillerie et protéger la fuite de l'infanterie qu'il était impossible de rallier. Dugua prit une position si avantageuse que Dagobert dit en passant près de lui : « Dugua, d'après les mesures que vous prenez, je suis parfaitement tranquille et je vous laisse tout le soin de la retraite ». Le vaillant officier resta là jusqu'à une heure du matin sans avoir même une compagnie de grenadiers pour soutien, et il ne revint au camp que lorsque La Martillière se fut éloigné avec le dernier canon.

VI. Telle fut la bataille de Trouillas, tant vantée par les Espagnols qui la regardent comme un éternel monument d'honneur pour Ricardos et ses troupes.

L'ordre de bataille, avait dit Dagobert dans son dispositif, sera oblique, et il n'y aura que la droite qui se portera en avant et qui attaquera. Chose curieuse, il avait déjà parlé trois ans auparavant, dans son *Ordonnance française*, de l'attaque oblique qu'il tenta dans cette journée — l'attaque d'Alexandre à Arbèles. — « Les colonnes de la tête, écrivait-il, marcheront le grand pas de charge ; il n'est pas possible que le point qu'elles frapperont ne soit enfoncé et la trouée faite ; ce qui se trouvera de droite et de gauche de ce point sera pris en flanc et détruit avant que l'autre aile ait pu y

remédier. Supposera-t-on — ajoutait Dagobert — que les bataillons de droite et de gauche du point attaqué auront aussitôt fait des quarts de conversion pour prendre ces bataillons colonnes en flanc et entre deux feux comme fit l'armée d'Annibal à Cannes ? Ces bataillons, avec leurs quarts de conversion, présenteront eux-mêmes le flanc aux bataillons colonnes de l'oblique qui arrivent à grands pas et qui auront frappé avant que ces quarts de conversion puissent être achevés ».

Dagobert essaya d'exécuter cette manœuvre à Trouillas, et, dès le début, il réussit. Sa colonne de tête enfonça le point où elle frappa, elle fit la trouée. Mais les bataillons postés à droite et à gauche du point attaqué la prirent en flanc et entre deux feux parce que les bataillons qui devaient la suivre, n'arrivèrent pas à son secours.

Peut-être Dagobert se rappelait-il aussi ce qu'avait écrit son maître La Noue de Vair, que l'armée qui combat dans l'ordre oblique prend la diagonale de l'espace qui la sépare de l'adversaire, qu'elle fait effort par une de ses ailes seulement et qu'il faut en conséquence placer à cette aile assez de troupes d'élite « pour culbuter d'emblée la partie attaquée et rabattre sur ses flancs ». La Noue de Vair remarque qu'en ce cas la ruse ou, pour mieux dire, la science des mouvements simulés est nécessaire au général, que, si les ennemis prévoyaient son dessein, ils renforceraient aisément la partie qu'il menace et tourneraient contre lui le piège qu'il veut leur tendre. Ne peut-on dire, en se servant des mots même de La Noue de Vair, que Dagobert usa de ruse, mais que Ricardos prévint son dessein ?

Dagobert a toujours soutenu qu'il n'avait pas été suffisamment secondé, que la lâcheté et la trahison lui avaient fait perdre la bataille, que la victoire était assurée dès qu'il s'était « à la tête de quelques braves » emparé du retranchement qui couvrait le quartier-général espagnol, qu'il aurait pris inmanquablement aux ennemis leur caisse militaire et une bonne partie de leur artillerie et de leur armée.

Il incriminait Goguet et d'Aoust, ses deux lieutenants, et son dire est appuyé par le témoignage de Cassanyes et de Grandvoinet. Dans ses *Mémoires*, Cassanyes affirme que Goguet et d'Aoust ont sacrifié la chose publique à leur vengeance et placé leur caprice au-dessus de l'intérêt de la patrie. Quant à Grandvoinet, il prétend que Fabre avait juré la perte de Dagobert parce que le général n'avait pas soumis aux représentants son projet d'attaque et parce que le peuple et les soldats lui avaient fait une ovation, que, par suite, Goguet, « coalisé avec Fabre, arrêta sa division devant les murs de Thuir et que cette trahison fut soutenue par l'amour-propre de d'Aoust qui désirait la place de général en chef ».

Mais d'Aoust ne mérite les reproches ni de Grandvoinet ni de Cassanyes ni de Dagobert. Il a dit qu'il avait dans cette journée rempli son devoir avec tout le zèle d'un vrai républicain, et on doit le croire. Les généraux La Martillière et Laroque ainsi que l'adjoint Senilhac ont protesté qu'il s'était bien conduit, qu'il avait fait son possible pour rallier les troupes, qu'il avait dirigé leur marche rétrograde et que l'armée devait son salut aux soins qu'il avait pris pour préparer les che-

mins. Dagobert, mal informé, l'accusa d'abord de s'être arrêté à Llupia; mais les chefs et officiers de cinq bataillons attestent unanimement qu'aucun bataillon n'a fait halte à Llupia et Dagobert lui-même reconnut plus tard qu'il avait, en se retirant, trouvé d'Aoust sur la hauteur entre Llupia et Terrats et que son lieutenant était « occupé à disposer les troupes de manière à protéger la retraite ».

D'Aoust est donc hors de cause, mais non Goguet. Pourquoi, disait Dagobert, Goguet avait-il, au lieu de se rendre devant Terrats, canonné Thuir? Pourquoi avait-il caché sa cavalerie derrière un bois sans faire le moindre mouvement? Cette inaction avait déconcerté l'armée; pour peu que la cavalerie de Goguet se fût montrée, elle eût imposé à la cavalerie espagnole et rassuré l'infanterie française qui se débanda parce qu'elle se vit sans soutien.

Goguet répliqua. « Il crie plus fort que moi », remarquait Dagobert. Il jurait que Dagobert était de mauvaise foi, que Dagobert avait commis une sottise et la rejetait sur autrui. Le plan de l'attaque, ajoutait Goguet, avait été dressé, envoyé aux autres généraux; lui, Goguet, ne l'avait pas reçu; il était allé au combat sans rien savoir des dispositions générales.

Cela se peut, mais il avait sûrement des instructions particulières. Il avait reçu trois ordres : d'abord, de venir au Soler; puis, d'occuper la position de Sainte-Colombe; puis de pousser en avant pour soutenir Ramel. Le rapport de Ramel témoigne contre lui. Ramel lui écrivait au Soler qu'il se portait sur les hauteurs de Sainte-Colombe, qu'il allumerait des feux pour avertir Goguet de sa présence sur ce

point, qu'il « faisait une entière créance sur les secours du général, s'il en avait besoin », et Goguet répondit à Ramel : « Je me mettrai en marche à 2 heures, route de Thuir ». Goguet savait donc quelle était sa tâche : partir du Soler à 2 heures du matin, et joindre Ramel à Sainte-Colombe. Or, disait Goguet dans sa justification, Ramel était sur une montagne très haute, très escarpée, et lui, Goguet, n'avait pu hisser son artillerie sur cette montagne; il avait à tous les cent pas rencontré des ravins, et, si les ravins ne sont pas marqués sur la carte, était-ce sa faute? Alors, il avait attaqué la ville de Thuir que ses soldats « avaient envie de prendre parce qu'elle était pleine d'émigrés! » Quelle singulière façon de faire la guerre! La vérité, c'est que Goguet n'avait même pas essayé de joindre Ramel et d'occuper les hauteurs de Sainte-Colombe. Le rapport de Ramel témoigne de nouveau contre lui. Ramel raconte qu'il était sur ces hauteurs à la très petite pointe du jour, qu'il alluma les feux qui devaient signaler sa présence, mais que Goguet ne parut que fort tard. « Je cherchai, écrit Ramel, l'armée du général Goguet qui devait être près de Thuir, je ne la trouvai point. Je la cherchai dans la plaine plus loin, je ne la trouvai pas encore. Elle parut enfin et cerna Thuir. Aucun ordre ne me parvint ».

Goguet a dit aussi qu'il ne connaissait pas la région et que ses guides l'avaient abandonné. Quelle misérable excuse! Qui ne comprend que Turreau l'ait accusé de « trahison manifeste » et que les Espagnols aient expliqué sa conduite par « le désir de se venger des épithètes méprisantes de Dagobert? »

Mais non. Goguet n'a pas trahi; Goguet n'a pas eu l'intention de faire battre Dagobert; il n'a pas soutenu le général en chef à contre-cœur et avec une mollesse préméditée. Il fut malhabile; il fut hésitant; il n'avait pas assez d'expérience et de vigueur pour saisir et exécuter le plan de Dagobert; il eut peur des masses ennemies qu'il aperçut, et Cassanyes n'était pas là, comme à Peyrestortes, pour l'encourager et l'entraîner.

Quelle est donc la cause de l'échec? « Il n'y a eu, écrivait Llucia, ni ordre ni ensemble ni entente dans cette affaire », et il ajoutait que la République serait victorieuse, si tout le monde allait d'accord¹.

1. Réponse imprimée de Dagobert, p. 4; Arteché, p. 184 et 187; Marcillac, p. 164; Vidal, III, p. 1-14: *Compte-rendu* de Cassanyes, p. 55-56; *Mon.*, 5 oct.; *Ordonnance française*, p. 137; La Noue de Vair, *Nouv. const. mil.*, II, p. 43; Dagobert au Comité, 24 sept. et 1^{er} octobre; Mathias et Fabre à Bouchotte, 23 sept. et 22 oct.; interrogation de d'Aoust à Perpignan; lettres du dossier de Goguet; lettre de Dugua déjà citée; notes de Turreau; mémoire de Grandvoinet; rapport de Ramel (A. G.). Le pauvre Ramel paya pour Goguet; il fut d'abord suspendu, puis traduit devant le tribunal militaire révolutionnaire qui le condamna à mourir sur l'échafaud; on lui reprocha de n'avoir fait à Corneilla aucun mouvement pour délivrer Frégeville, et surtout d'être resté dans l'inaction à Sainte-Colombe au lieu d'aller au secours de Dagobert, et vainement il répondit qu'il n'avait aucun ordre de Goguet; cf. *Actes du Comité*, X, p. 606; A. Chuquet, *Dugommier*, p. 163 et 167.

CHAPITRE XII

Général et représentants

I. Dagobert et Goguet. — Goguet et Dugua à Corbère. — Goguet à Thuir. — Reculade de Ricardos. — II. Gaston. — Bonnet et Cassanyes. — L'œuvre des représentants. — III. Conflit entre le général et les conventionnels. — Rôle de Giacomoni et de l'état-major. — Plan de Dagobert. — Désapprobation des représentants. — Plan de Fabre. — Lettres du 28 septembre à Dagobert. — Démission de Dagobert. — Retour à Montlouis. — Plaintes de Dagobert. — Reproches des représentants.

I. Il était très fâcheux, selon le mot d'un témoin, de se faire battre le 22 septembre après s'être opposé le 19 à la bataille. Mais Dagobert ne se rebuait pas, et il disait que la perte de cinq à six cents hommes ne pouvait « déranger ses projets » ni paralyser l'armée.

Dès le 23, il ordonnait à Goguet d'occuper Corbère et de porter en avant un fort détachement qui longerait le flanc gauche des Espagnols et simulerait un mouvement sur Céret.

Goguet ne bougea pas. Il répondit que ses troupes étaient sur les dents, qu'il courrait de grands risques s'il faisait marcher des hommes qui ne pouvaient se soutenir, et, disait Fabre, « nous croyons aisément à cette excessive fatigue, puisque nous l'avons partagée. » Dagobert, irrité, déclara que Goguet devait se rendre sur-le-champ à sa destination, sinon qu'il serait responsable des événements, et le 24 septembre, au soir Goguet s'ébranla. Il s'établit sur les hauteurs de Corbère. Mais

il ne prit aucune précaution pour repousser une attaque imprévue. Le 23, son avant-garde fut assaillie par les Espagnols du brigadier Vivès qui lui enlevèrent deux pièces de 4 engagées dans un chemin creux et lui tuèrent une vingtaine d'hommes. Ce fut Dugua qui, cette fois encore, arrêta l'effort de l'ennemi.

Cette démonstration produisit néanmoins son effet. Ricardos, alarmé, envoya des troupes à Céret et, jugeant sa position trop étendue, abandonna le camp de Trouillas. Le 26 septembre, il regagnait le Boulou.

De nouveau Dagobert tenta de l'entamer. Il enjoignit à Goguet d'attaquer l'arrière-garde espagnole à Thuir. De nouveau Goguet s'attarda; de nouveau ses mesures furent très mauvaises, et cette arrière-garde espagnole qui devait être écrasée, échappa. Elle comptait 600 hommes, et un chef résolu l'aurait cernée, obligée à mettre bas les armes. Goguet fit huit prisonniers ¹!

En tout cas, et malgré l'échec du 22 septembre, Ricardos reculait. Ce victorieux recevait de son roi le titre de comte de Trouillas et la cour de Madrid le croyait maître de Perpignan. Mais les attaques des Français l'avaient fait réfléchir; il craignait d'être coupé de l'Espagne non seulement par une subite inondation du Tech ², mais par une opéra-

1. Mathias à Bouchotte, 23 sept.; Dagobert à Bouchotte, 30 septembre et au Comité, 1^{er} oct.; Fabre à Bouchotte, 22 octobre; Goguet à Bouchotte, 11 novembre (A. G.); Arteché, p. 193.

2. Le Tech, disait Turreau, « n'est qu'un ruisseau durant dix mois de l'année, mais les premières pluies qui surviennent dans cette saison, en font un torrent large et impétueux »; cf. Doppet, *Mém.*, p. 223. Il en est de même de la Tet (Mautort, *Mém.*, p. 20 : « Torrent furieux qui quelquefois s'accroît prodigieusement et cause bien des ravages », et mot du chef d'escadron Ca-

tion comme celle que Dagobert avait tentée contre Céret. L'affaire de Trouillas, rapporte un officier, avait montré aux Espagnols qu'ils n'étaient pas en sûreté dans leur position et que si Dagobert ou tout autre général aussi entreprenant que lui leur livrait une seconde bataille, il pourrait leur « couper les oreilles ». Dans son anxiété, Ricardos écrivit même à Madrid qu'il jugeait utile de repasser les Pyrénées! On dut lui répondre que cette retraite serait honteuse et lui ordonner de demeurer en territoire ennemi ¹.

Le 26 septembre, Goguet, comptant sur un succès facile, attaqua l'arrière-garde espagnole restée dans Thuir. Il fut rudement repoussé.

Aussi le lendemain fit-il de meilleures dispositions. Le 27, tandis que Goguet se portait vers Sainte-Colombe, Dugua, aidé de l'adjudant général Quesnel, marchait sur Thuir avec trois bataillons et trois bouches à feu. Pour perdre moins de temps, Dugua ne fit tirer à mitraille que lorsqu'il entendit les balles espagnoles siffler à ses oreilles. Il enfonça à coups de canon la porte de la ville, masquée en maçonnerie, et entra dans Thuir. Cependant Goguet observait le grand camp où l'ennemi sous les armes ne bougeait pas et il écrivait à Dugua : « Travaillez bien vite, chauffez-les avec des obus, brûlez-les autant que possible ² ».

vrais qui servait en décembre 1793 sous d'Aoust : « Torrent capricieux et, à chaque automne, nouveau dans son cours. »)

1. *Mém.* de Grandvoinet; Baumgarten, p. 490; Arteché, p. 193.

2. Dugua à Jaubert, sans date, et au Comité, janvier 1794; Goguet à Dugua, 27 septembre (A. G.); Vidal, III, p. 15. Dugua avait avec lui le 2^e bataillon des Côtes Maritimes, un bataillon de grenadiers et le 2^e bataillon des Hautes-Pyrénées ainsi qu'un obusier de six pouces et deux canons, l'un de 8 et l'autre de 4.

II. Un nouveau représentant, Gaston, venait d'arriver à l'armée, et, de Corbère, à l'exemple de Goguet, il encourageait Dugua à foudroyer dans Thuir les Espagnols et les émigrés : « A merveille, général Dugua ! notre canon ronfle de la belle manière. Le feu brûle le repaire des aristocrates et bientôt nos braves défenseurs vont danser la carmagnole autour de la ville en cendres. Les Espagnols battent en retraite. J'espère que nous en aurons pied ou aile. Courage toujours ! Ferme ! Grillez bien les bougres ! Ça va, ça va, ça va ! »

Ce Gaston était un homme du pays, naguère juge de paix à Foix, député de l'Ariège, très brave, très irascible et très violent, fameux par ses vociférations, comme Barère par ses carmagnoles, semant ses lettres et ses propos de jurons à la Père Duchesne¹. On le vit à la Convention fondre sur ses collègues la canne ou le sabre à la main. Montagnard résolu et grand ami de Lhuillier, il disait que Paris devait « comme l'Etna, vomir de son sein l'aristocratie calcinée », qu'il fallait *chauffer* Lyon, réduire en cendres cette cité rebelle. Il avait voté la mort du roi parce que « la raison, la justice, l'humanité, les lois, le ciel et la terre condamnaient Louis », et il demandait que le général Félix Wimpffen fût mis hors la loi et que tout soldat pût lui courir sus, que Fonfrède, Ducos et Carra oubliés par la Convention fussent compris dans le décret d'accusation contre les Girondins, que les prêtres et les nobles ne pussent exercer des fonctions publiques, que chaque citoyen eût le droit

1. Exemple : « Je m'userai jusqu'au dernier morceau pour la République et ça ira, foutre, ou Gaston n'existera plus. » (Torreilles, II, p. 152).

dans sa section de désigner les suspects. Ce zèle fougueux lui valut des missions. Aux mois d'avril et de mai il fut, avec Fayau, envoyé dans l'Ariège et les Pyrénées-Orientales pour assurer le recrutement des 300.000 hommes, et les deux représentants écrivaient alors que, s'ils n'avaient pas la victoire, ils arrêteraient pourtant les ennemis : « nos cadavres offriront de nouvelles Pyrénées et les esclaves pâliront à leur aspect ! » Mais un journaliste leur reprocha de répandre la discorde et l'anarchie par les discours exaltés qu'ils tenaient au club de Perpignan. Le 11 septembre, lorsque le Comité sut que les Espagnols avaient forcé le poste de Corneilla et menaçaient d'intercepter la communication entre Perpignan et Narbonne, il renvoya Gaston dans les départements du Midi : ne fallait-il pas, selon le mot de Barère, un député qui connût les localités et qui fût aussi patriote qu'énergique ? Gaston se lia très intimement avec Fabre. « J'aurais, disait-il, sacrifié pour lui ma vie même ». Avec Fabre, il croyait que la majorité des habitants du Roussillon était vendue au parti de l'ennemi, au parti « libéricide ». Avec Fabre, il affronta vaillamment la mitraille espagnole et dirigea plus d'une fois le feu des batteries françaises. Il avouait qu'il n'était pas fort instruit ni dans l'administration ni dans les choses de la guerre, et il laissa Fabre conduire les opérations militaires. Mais plus brutal que son collègue, il essaya d'organiser la Terreur. Il déclara publiquement que Perpignan ou le département devait *cinq cent têtes*. Ce fut lui qui ordonna à la Société populaire de se régénérer, qui décida la suspension de tous les fonctionnaires coupables de fédéralisme, qui fit épurer le Conseil municipal, le

District, le Département, qui hâta les travaux de la Commission militaire chargée de juger les émigrés saisis les armes à la main¹.

Bonnet et Cassanyes assistaient Fabre et Gaston. Mais Bonnet partit dans les derniers jours d'octobre²; il approuvait tout ce que faisait Fabre, son compatriote et ami, et, comme dit Cassanyes, il se tenait toujours en arrière. Quant à Cassanyes, il quitta souvent le théâtre principal de la guerre soit pour lever dans l'Aude une armée révolutionnaire soit pour aller en Cerdagne. De la fin de septembre au commencement de décembre, Fabre et Gaston assumèrent dans les Pyrénées-Orientales une sorte de dictature, et leurs noms sont inséparables dans l'histoire.

Certes, ils firent de vigoureux efforts et prirent fréquemment des mesures efficaces.

Ils appelèrent tous les citoyens à la défense commune; ils pressèrent l'arrivage des approvisionnements; ils obtinrent des fourrages et des vivres; ils nourrirent l'armée et ils épuisèrent pour la nourrir tous les genres de réquisition; ce n'est que par convulsions, disaient-ils énergiquement, qu'ils pourvoyaient à ses besoins.

Mais ils furent parfois des rodomonts. Fabre se vantait le 1^{er} août au Comité d'avoir passé à peu près trois nuits et trois jours à cheval. « Bivouaquer, écrivaient les deux conventionnels le 7 octo-

1. *Sixième dialogue des morts de la Révolution*, p. 89; *Mon.* des 21 mai, 13 septembre et 16 octobre; Torrellles, *Clergé*, p. 344, 396, 406, 408, 437 et *Perpignan*, II, p. 185; Vidal, III, p. XII; Gaston à Lhuillier, 22 décembre (A. P.).

2. Il part le 28 octobre, à cause de sa santé, après avoir depuis deux mois sollicité son remplacement et le 3 novembre il est officiellement remplacé.

bre, courir aux premiers rangs sur l'ennemi, dresser des batteries sous le déluge de feu que vomissent celles des Espagnols, sont nos amusements quotidiens », et, trois jours plus tard, ils envoyaient aux Jacobins cette lettre pleine de désordre, comme eux-mêmes s'exprimaient, griffonnée au milieu de la musique des canons et dont le style se ressentait du mouvement irrégulier des combats : « Un déluge de feu pleuvait sur nos têtes; on nous envoya des millions de boulets et d'obus; un canonnier tomba à notre droite, frappé d'un boulet de canon; un autre fut partagé par le milieu à notre gauche, et nous, criant *Vive la République*, achevâmes notre besogne! » Après l'enlèvement de Villelongue, Gaston mandait à ses collègues de Lyon que Fabre avait combattu en héros — l'expression était désormais consacrée — et que lui, Gaston, écumant de rage, avait tué de sa main quatre Espagnols!!

Aussi leur collègue Bonnet leur conseillait-il de « se livrer moins à leur ardeur martiale » et de s'appliquer davantage à la répression des abus. Ils prirent même par instants des mesures aussi folles que funestes. Un jour, ils enjoignaient aux citoyens du département de faire conduire à l'armée, sous peine de mort, tout leur foin et toute leur avoine! Une autre fois, ils ordonnaient aux départements de la division — c'est-à-dire aux départements affectés à l'approvisionnement de l'armée — d'envoyer à Perpignan le plus grand nombre de charrettes et tous les ouvriers et journaliers qu'ils pourraient se procurer. Ou bien, par un arrêté qu'ils durent annuler, ils mettaient en réquisition tous les bestiaux sans distinction: ils ne pensaient pas, comme dit Bonnet, que c'était le moment des semailles, que

les bestiaux crèveraient de faim parce qu'ils n'auraient pas de fourrages, ou qu'ils seraient enlevés ou échangés contre des rosses par les « vampires de l'armée ». Leur amour pour le régime de l'égalité les entraîna quelquefois au-delà des bornes. Ils avaient raison de demander que les soldats fussent logés, traités et soignés dans les hôpitaux aussi bien que les officiers. Mais devaient-ils prescrire que les officiers subiraient les mêmes peines que les soldats et seraient, comme eux, soumis à la garde du camp et à la salle de discipline ?

L'histoire portera sur eux le jugement que portaient déjà les contemporains, que portaient Revest et Pontet, l'un, agent du Comité d'instruction publique, l'autre, capitaine du génie et adjoint à l'état-major de l'armée. Ils voulaient, dit Revest, « commander des armées qu'ils ne devaient que surveiller », et Pontet assure qu'ils furent aveuglés par l'enthousiasme, « séduits par de fausses idées de gloire » et « trompés par l'intrigue », que, par suite, ils commirent de grandes erreurs et aggravèrent les maux qu'ils désiraient soulager.¹

III. Fabre et Gaston se liguerent contre Dagobert, et ils furent aidés non seulement par d'Aoust et Goguet, mais par d'autres officiers, notamment par d'Hargenvilliers et Giacomoni, chef de l'état-major. Ce Giacomoni était, selon Revest, un homme d'un caractère louvoyeur, et Turreau qui le juge

1. G. Sorel, III, p. 50, 54, 58, 62, 65; Fabre au Comité, 1^{er} août et 7 octobre; Gaston à ses collègues de Lyon, 12 décembre (A. P.); Mém. de Pontet et Revest à Bouchotte, 10 décembre (A. G.). Cf. à l'appendice XII une note sur les missions à l'armée des Pyrénées-Orientales.

excellent dans sa spécialité, remarquait qu'il fallait le surveiller. Fabre l'avait pris en gré et il disait que Giacomoni s'entendait très bien avec Goguet : « ce qui fait honneur à l'un et à l'autre. »¹

Durant deux ou trois jours les représentants laissèrent faire Dagobert. Le général s'efforçait de rétablir l'ordre. Tous les chevaux inutiles furent renvoyés sur les derrières de l'armée; les officiers ne gardèrent que les bêtes qui leur étaient strictement nécessaires dans le service. Vingt cavaliers du 26^e régiment, commandés par un lieutenant, furent postés sur la route du camp à la ville pour empêcher les attroupements et les excès. Nul ne put aller à Perpignan sans une permission signée par le capitaine de la compagnie, s'il était soldat, par le commandant du bataillon, s'il était officier, par le général commandant du camp, s'il était chef de corps, et la permission ne fut accordée qu'à trois hommes par compagnie et qu'au tiers des officiers de chaque corps. On fit plusieurs appels dans la journée pour s'assurer de la présence des officiers et des soldats. L'exercice eut lieu deux fois par jour, de 7 à 8 heures du matin et de 4 à 6 heures de l'après-midi, et tous les officiers et sous-officiers durent s'y trouver.

Mais bientôt éclata le conflit entre le général et les représentants.

Dagobert avait rappelé Montredon et, le 25 septembre, envoyé par un courrier extraordinaire à tous les officiers-généraux et officiers de l'état-major employés à l'organisation de la levée en masse l'ordre exprès de se rendre à Perpignan dans les

1 Notes de Turreau et de Revest (A. G.); G. Sorel, III, p. 44.

vingt-quatre heures. Les représentants l'invitèrent sur-le-champ à révoquer cet ordre. L'arrêté qui lui confiait le commandement en chef, ne portait-il pas que la démission de Montredon était acceptée ? « Vous aviez sans doute, disaient-ils, totalement oublié cet article. » Le général, ajoutaient-ils, croyait que dans le péril un officier n'était pas à sa place sur les derrières de l'armée ; il ne songeait pas qu'une levée « qui serait peut-être de cent mille hommes », exigeait des officiers dont le grade et le caractère imposeraient à des hommes tout neufs, des officiers actifs, zélés, intelligents qui sauraient éviter l'encombrement et la cohue, pourvoir aux besoins de cette multitude, empêcher le mécontentement et la désertion, retenir et cantonner les bataillons qui n'avaient pas d'armes et qui ne feraient qu'affamer et embarrasser l'armée. Si Dagobert jugeait insuffisant le nombre des officiers de l'état-major, il n'avait qu'à présenter des sujets capables et républicains ; les représentants nommeraient tous ceux qui seraient nécessaires au bien du service. ¹

Dagobert s'inclina. Mais il sut que c'était son chef d'état-major Giacomoni qui, sous main, avait conseillé aux représentants de s'opposer au rappel des officiers-généraux. « Si vous croyez, avait écrit Bonnet à Giacomoni, que tous ceux employés à l'organisation de la levée en masse à Narbonne, y soient absolument nécessaires, ne balancez pas à le dire. » ²

Quelques jours après, nouveau dissentiment entre

1. Bonnet à Dagobert, 25 septembre (A. D.).

2. Bonnet à Giacomoni, 25 septembre (A. P.).

le général et les conventionnels. Ricardos venait de s'établir au camp du Boulou. Dagobert voulut occuper Banyuls-dels-Aspres et, de là, couper aux Espagnols le chemin du Boulou en jetant 2000 hommes dans les Albères. Le 29 septembre, au matin, il commençait le mouvement. Il allait attaquer un petit camp qui couvrait encore sur les hauteurs du Réart la droite de Ricardos et qui serait infailliblement emporté ; il allait — et telles sont ses expressions — gêner considérablement l'ennemi et rendre sa position de plus en plus critique en menaçant la route qui passe par Bellegarde et conduit en Catalogne : l'armée espagnole aurait capitulé ou plutôt elle aurait fait une retraite malheureuse qui lui eût coûté une partie de son artillerie. ¹

Les représentants désapprouvèrent le plan de Dagobert et lui envoyèrent un autre plan qui sortait évidemment de l'imagination de Fabre. Des troupes de réquisition, au nombre de 2.000 hommes, iraient à Corbère et sur les hauteurs de Sainte-Colombe, en appuyant sur la gauche et en descendant à mi-côte de Thuir ; elles feraient de grands feux sur les montagnes et « avec un air d'indiscrétion » elles répandraient le bruit que l'armée allait marcher sur Trouillas. Cependant des tirailleurs s'avanceraient dans la direction de Céret ; eux aussi allumeraient des feux sur les montagnes, jetteraient des fusées, des pétards « pour faire du bruit de ce côté ». Des miquelets se porteraient en avant du camp de Trouillas et des deux nouveaux camps établis par Ricardos sur les derrières de Terrats. La garnison de Collioure qui serait renforcée, vien-

1. Dagobert à Bouchotte, 30 septembre et au Comité, 1^{er} octobre (A. G.).

draît tâter le poste du Boulou et après l'avoir enlevé, s'il était faiblement gardé, attaquerait avec l'artillerie dont elle se serait emparée, Banyuls-dels-Aspres, ou bien — ajoutait Fabre — elle occuperait le poste de Pierre-Petite et même si elle forçait Banyuls-dels-Aspres « elle se replierait sur ce poste secondaire et l'ennemi aurait deux combats à livrer ». Les troupes du camp de l'Union ne resteraient pas inactives; elles mettraient du canon sur les hauteurs du mas des Jésuites, et tandis qu'un corps inquiéterait le Mas-Deu et fouillerait le village de Villemolaque, elles cerneraient soit pendant la nuit soit à la petite pointe du jour le camp de Réart en faisant sur le front une fausse attaque, puisqu'une véritable attaque « pouvait être infiniment dangereuse » et en tournant la position par deux ou trois points ¹.

Il suffit d'exposer ce plan pour juger combien il était confus et compliqué. « C'est un plan incohérent, s'écria Dagobert, un plan inadmissible pour un militaire tant soit peu instruit ! », et il répondit qu'il persistait dans son dessein, qu'il maintenait ses ordres et qu'il croyait urgent d'enlever avant tout le Réart où était l'arrière-garde espagnole. Dans la soirée, des officiers de l'état-major venaient dire aux représentants que le général voulait attaquer le camp du Réart avant le point du jour, qu'il appelait à Perpignan des troupes de Corbère et de Thuir, et, perfidement les officiers ajoutaient que ces troupes seraient sûrement excédées de fatigue, incapables de se battre.

1. Première lettre des représentants Fabre, Gaston et Bonnet à Dagobert, 28 septembre (A. D.).

Là-dessus les représentants écrivirent à Dagobert qu'il fallait remettre l'opération; que les troupes qui venaient de Corbère et de Thuir devaient se reposer au Soler le 29 pendant que l'avant-garde enlèverait les postes de Cabestany et de Villeneuve, et que le 30, l'attaque aurait lieu selon le plan arrêté, c'est-à-dire selon leur plan. Ils imposaient donc à Dagobert leur volonté, ils renvoyaient au surlendemain toute entreprise, et voici le langage qu'ils tenaient à Dagobert, voici ce qu'ils lui mandaient le soir même du 28 septembre : « Nous venons d'être instruits que, malgré nos observations, l'attaque que vous aviez projetée devait avoir lieu demain. Nous croyons devoir vous déclarer, d'après les avis qui nous ont été donnés par divers membres de l'état-major, qu'il est impossible que tout soit prêt pour assurer le succès. N'oubliez pas que les meilleurs plans, pour réussir, ont besoin d'être combinés dans leur ensemble. Nous vous envoyons notre avis. Nous savons que, comme représentants du peuple, nous ne pouvons nous immiscer dans les opérations militaires, que la responsabilité pèse sur les généraux seuls; mais nous savons aussi que notre devoir est d'empêcher que les intérêts de la République se trouvent compromis, d'empêcher des maux que la responsabilité ne couvre pas ¹. »

Désespéré, exaspéré. Dagobert reconnut qu'il lui serait impossible d'agir. Il comprit qu'il y avait dans l'état-major des officiers qui, pour faire leur cour aux représentants, le dénongaient et le déniaient. Mais il s'indignait surtout contre les re-

1. Seconde lettre des représentants Fabre, Gaston et Bonnet à Dagobert, 28 septembre (A. D.).

présentants. Quoi ! ils l'avaient appelé pour dégager Perpignan menacé par l'ennemi ; il était accouru à toutes jambes, et aujourd'hui voilà qu'une cabale se formait pour déconcerter ses opérations ! Ceux-là mêmes qui l'avaient harcelé, qui l'avaient pressé d'assaillir les Espagnols dès son arrivée sans attendre l'armée qu'il amenait de Montlouis, ceux-là lui défendaient d'attaquer « quand tout était préparé de manière à rendre le succès infaillible » !

Il contremanda sur-le-champ les mouvements qu'il avait ordonnés. Mais il en avait assez. Déjà, le 24 septembre, il écrivait au Comité que Fabre voulait donner le commandement en chef à Goguet, que c'était donc chose inutile de lui confier, à lui, Dagobert, un poste qu'il n'avait accepté qu'à son corps défendant et qu'il serait bien aise de laisser à quelqu'un qui aurait plus de talents que lui. Le 29, il demandait aux représentants l'autorisation de regagner Montlouis. Un général en chef nommé par le Conseil exécutif, disait-il, arriverait prochainement ; d'autre part, 8.000 Espagnols, venant des bords de la Bidassoa, paraissaient menacer la Cerdagne¹, et il devait « se rendre aux lieux où l'appelait sa responsabilité ».

Le même jour, Fabre, Gaston et Bonnet, heureux de se débarrasser de cet homme qu'ils jugeaient rétif et ingouvernable, le renvoyaient à Montlouis et l'autorisaient, comme ils s'exprimaient, à se rendre à l'armée du Centre pour reprendre le com-

1. Il venait, en effet, de recevoir une lettre de Deprez-Crassier, datée de Saint-Jean-de-Luz, 21 septembre (A. D.). Deprez-Crassier lui mandait qu'un corps de 8.000 hommes venait de partir des environs de la Bidassoa ; « je pense, disait Deprez-Crassier, qu'ils seront dirigés contre vous, surtout pour faire abandonner la Cerdagne. »

mandement en chef qu'ils lui avaient confié par de précédents arrêtés. Ils se conformaient, ajoutaient-ils, aux vœux de Dagobert et à ceux de la Convention. Le Conseil exécutif avait choisi Turreau pour remplacer Barbantane, et la Convention, en confirmant cette nomination, voulait sans doute conserver à Dagobert le commandement de l'armée du Centre ou de Montlouis. Ils comblaient Dagobert de louanges ; ils vantaient ses connaissances locales et ses lumières ; ils assuraient que sa présence était tous les jours plus nécessaire dans la Cerdagne, qu'il devait de nouveau s'opposer aux desseins de ces Espagnols qu'il avait vaincus plusieurs fois. « Votre courage, votre activité nous rendent actuellement tranquilles sur le sort de la Cerdagne pour laquelle nous n'étions pas sans inquiétude ; une correspondance assidue, un concert dans les opérations, une attaque combinée sur le territoire espagnol assureront à la République de nouveaux succès ».

L'Écho des Pyrénées se joignit aux représentants. « Dagobert, lisait-on dans ce journal, laisse à d'autres le grand honneur de chasser l'armée de Ricardos, de la poursuivre dans le territoire espagnol et de faire flotter le drapeau tricolore sur les remparts de Figuières ; mais il a remporté le plus glorieux de tous les triomphes, celui de l'amour-propre, et de nouveaux trophées l'attendent en Cerdagne ! »

Le gazetier semblait approuver Fabre et Gaston. Le Comité départemental de salut public et la Société populaire de Perpignan n'eurent pas le ton aussi conciliant. Le club blâma la décision des représentants et demanda qu'elle fût justifiée et

dûment expliquée. Fabre et Gaston répondirent au Comité départemental par une lettre emphatique, vague, embarrassée. On essayait de « jeter sur eux un vernis de défaveur »; mais ils ne donneraient pas d'« explications puériles »; ceux qui dissertaient si bien, n'avaient qu'à venir au bivouac; c'était là qu'on trouverait les représentants, c'était là qu'ils mériteraient l'estime des républicains qui préféraient une victoire à un beau discours et qui, comme les représentants, savaient mieux combattre que pérorer. Voilà quelle était leur franchise; ils marchaient d'un pas ferme à leur but, et ils ne se reposeraient qu'après avoir établi dans Barcelone un club de sans-culottes!

Le 30 septembre, après avoir commandé en chef l'armée des Pyrénées-Orientales durant dix jours, Dagobert s'éloignait de Perpignan avec les troupes qu'il avait amenées de la Cerdagne, 2.500 hommes et six canons, et il se disait tout aise de quitter cette pétaudière. Sa verve mordante n'épargnait personne, ni les généraux ni les commissaires de la Convention. D'Aoust, répétait-il, était un jeune aide-de-camp qui ne savait pas son métier et Goguet, un médecin bombardé général et qui n'avait d'autre mérite que la faveur de Fabre. Quant aux représentants, ils l'avaient empêché de frapper un coup décisif; ils lui avaient lié les mains sous des prétextes aussi peu militaires que le plan qu'ils proposaient; ils lui avaient défendu de porter dans les montagnes une division qui eût « plongé la route d'Espagne et obligé les ennemis à une retraite précipitée ». Oui, s'il avait pris le poste de Banyuls-dels-Aspres et jeté deux ou trois mille hommes dans les Albères, les Espagnols auraient abandonné

le grand camp, comme ils avaient abandonné Villefranche de Conflent dès que Gilly s'était montré, comme ils avaient abandonné leur camp de Prades dès que David avait paru sur les hauteurs de Mosset! Il eût « occupé les positions où les Espagnols s'étaient depuis fortifiés »; il eût intercepté leurs convois de vivres, et Ricardos n'aurait pu garder son camp du Boulou! « Je vous demande, disait-il au ministre, s'il est dans l'ordre des choses qu'un représentant qui n'est pas militaire, qui n'entend rien au militaire, vienne paralyser les opérations les mieux combinées! »

Mais de leur côté les représentants ne le ménageaient pas. Ils avaient écrit à la Convention au lendemain de Trouillas que l'entreprise avait été « peut-être trop retardée », que « la confusion des manœuvres avait fait manquer l'opération » et que la retraite s'était exécutée dans le meilleur ordre « grâce au courage et au sang-froid de Fabre ». Après le départ de Dagobert, ils attribuèrent au général l'échec du 22 septembre. A les entendre, Dagobert n'avait commis que des fautes, et Fabre les avait réparées; Dagobert avait cheminé à la tête de sa colonne, sans se soucier de ce qui se passait derrière lui; il avait défilé sous toutes les batteries et en plein jour attaqué les ennemis à l'endroit où ils étaient le plus forts; il avait chargé sans même remettre en ordre ses troupes « un peu dérangées par une marche d'une lieue », et quand la débâcle s'était produite, on n'avait plus entendu parler de lui; Fabre, en revanche, avait rallié les fuyards, Fabre avait à propos braqué plusieurs canons, dispersé la cavalerie espagnole, sauvé toute l'artillerie et « fait payer cher à l'ennemi un moment de

succès »; Fabre n'avait pas un seul instant quitté ses frères d'armes et il applaudissait à leur républicanisme!

Les représentants excusaient même l'attitude de Goguét durant l'affaire : Goguét, suivant eux, n'avait pas reçu d'instructions; Goguét ne connaissait pas le pays; Goguét avait été abandonné par ses guides!

Ils convenaient que Dagobert était brave. Mais ils affirmaient qu'il avait autant d'incapacité que de bravoure, que les détails d'une armée dépassaient ses forces et que, s'il était utile à la tête de 5.000 hommes, il ne pouvait « conduire un plan vaste et organiser une grande machine »; qu'après Trouillas, l'armée s'était trouvée dans un dangereux état de découragement et d'inaction, mais que, depuis l'éloignement de Dagobert, les affaires prenaient une meilleure tournure et qu'« on marchait à grands pas vers l'Espagne », que désormais « l'harmonie régnait entre les généraux ». Comme si Dagobert n'avait été qu'un artisan de discorde!

Bientôt ils apprirent que Turreau et Dagobert se plaignaient d'eux au Comité, et à leur tour, ils se plaignirent de Turreau et de Dagobert. Quoi! au milieu de leurs immenses travaux, lorsqu'ils bravaient tous les périls, lorsqu'ils s'efforçaient de surmonter tous les obstacles, Turreau, ce général inepte, déclamait contre eux et Dagobert leur imputait le mauvais succès d'une expédition qu'il avait « sottement ou méchamment combinée »! On les « abreuvait d'amertume »! On leur faisait une « guerre de persécution »! On les obligeait à une polémique qui prenait tout leur temps et qui, par là même, « pouvait interrompre le cours de nos vic-

toires »! Et, pour comble, voici qu'un certain Mouquet, délégué par les représentants qui se trouvaient à Toulouse, venait dans l'Aude clabauder sur leur compte! Et ce Mouquet, ce fat, ce poltron, ce petit-maitre, s'intitulait commissaire civil du Comité! Sur un ton fort haut, Fabre et Gaston offrirent leur démission : « Cela nous déplaît souverainement. Si vous doutez de notre fidélité aux vrais principes, si vous nous croyez aussi francs républicains que vous, rappelez-nous dans le sein de la Convention; tel est peut-être le vœu des intrigants. Pensez-y bien : nous abhorrons le coquinisme et il cherche à nous perdre ¹! »

1. Dagobert au Comité, 24 septembre et 1^{er} octobre et à Bouchotte, 30 septembre et 23 octobre; Fabre à Bouchotte, 22 octobre (A. G.); *Réponse* imprimée; Fabre, Gaston et Bonnet à Dagobert, 29 septembre (A. D.); Bonnet à Cassanyes, 3 octobre; Fabre et Gaston au Comité, 7 octobre (A. P.); Vidal, III, p. 16-17; Torreilles, *Perpignan*, II, p. 133; *Mon.*, 5, 13 et 15 octobre; *Actes* du Comité, VII, p. 582.

CHAPITRE XIII

Camprodon et Montella

I. Marche sur Camprodon. — Sommaton. — L'alcade Gutierrez. — Pillage de Camprodon (5 octobre). — Abandon de la marche sur Ripoll. — Retour à Montlouis. — II. Expédition contre Urgel. — Prise de Montella (17 octobre). — Cassanyes ordonne la retraite. — Mot de Pelleport. — III. Projet de d'Aoust. — Opinion de Bonnet et de Cassanyes. — Résistance et désespoir de la population. — Martin Cufi. — La vieille de Ribas.

I. Dagobert fut accueilli avec joie par les troupes qu'il avait laissées en Cerdagne. D'Arbonneau qui commandait encore à Puycerda, n'avait cessé de solliciter du secours, assurant qu'il attendait au premier jour une attaque des Espagnols, qu'il avait trop peu de monde et que, si nul ne venait à son aide, il serait, après avoir lutté jusqu'à la dernière extrémité, obligé d'évacuer le pays. La présence de Dagobert réconforta les cœurs¹.

Le général avait hâte de se signaler. « Quand j'ai demandé, disait-il, mon retour en Cerdagne pour servir plus utilement la République, mon projet était de pénétrer sur le territoire espagnol. » Il résolut de faire une pointe dans la haute Catalogne sur les bords du Ter et d'enlever la riche manufacture d'armes de Ripoll. « Que dès le commencement d'une guerre, avait écrit un officier de Louis XIV, l'on tâche de se saisir de Ripoll; les personnes qui commandent pour le roi à Montlouis,

1. D'Arbonneau à Xavier Audouin, 3 oct. (A. G.).

le peuvent fort aisément, n'en étant éloignés que de cinq lieues. »

Il avait divisé sa petite armée en deux colonnes. L'une qu'il conduisait lui-même, marcherait sur Ripoll par Camprodon. L'autre, sous les ordres de Poinot, se dirigerait vers Ripoll par Ribas. Pour aller à Camprodon et remonter de là le Ter jusqu'à Ripoll, Dagobert partirait de Prats-de-Balaguer et, par le col de Naufonds très rude et bordé de précipices, descendrait aux Sept-Cases et au village de Mollo qu'il nommait la clef de la Haute Cerdagne. Pour aller à Ribas, Poinot, partant de Puycerda, prendrait le col de Tosas qui forme la limite de partage des eaux entre le bassin du Ter et celui du Sègre : c'était le plus commode des cols qui mènent à Ribas et le seul qu'on fréquente en hiver parce qu'il est le plus épargné par les neiges.

Le 4 octobre, à l'aube, Dagobert quitta les environs de Montlouis. Il soumit les communes où il passait, entre autres, Sept-Cases qui livra ses armes ainsi que les chaperons de ses consuls, et à 4 heures du soir il était devant Camprodon.

C'était un bourg jadis important et qui, dans les guerres de Louis XIV, avait joué un bout de rôle. Son château fut pris en 1654 par un détachement du prince de Conti. Les Français y firent des fortifications que les Espagnols augmentèrent plus tard d'une espèce de tenaille et de deux ou trois demi-lunes. Mais en 1793 il tombait en ruines et le bourg n'avait pour défense qu'un mur d'enceinte¹.

Dagobert essaya contre ce mur ses quatre pièces de canon. Deux crevèrent à la première décharge.

1. Mémoire sur la Catalogne (A. G.).

Il fit alors sommer l'alcade, d'abord par un trompette qui dut s'éloigner sous les coups de feu que lui tiraient les habitants, puis par un paysan qu'il envoya prendre dans un village voisin : les bourgeois de Camprodon, disait-il, devaient se soumettre à la République française qui leur offrait protection et sûreté; ceux qui, sans être militaires, seraient pris les armes à la main, seraient pendus dans l'instant, leurs maisons brûlées et leurs biens confisqués.

L'alcade était un homme de cœur qui s'appelait Gutierrez et qui reçut du roi d'Espagne en récompense de sa vaillance et de son dévouement la croix de Charles III. Il répondit à la sommation de Dagobert que les Espagnols ne désiraient d'autre protection que celle de leur bien aimé souverain et qu'ils étaient résolus de défendre leur territoire jusqu'à la dernière extrémité; toutefois il demandait vingt-quatre heures de répit pour consulter le capitaine-général de la Catalogne. Dagobert répliqua qu'il fallait sous deux heures lui envoyer des otages et lui rendre la ville; sinon, il ne pourrait contenir l'ardeur de ses soldats. « J'enverrai des balles en otages, répartit l'alcade, et je barricaderai les portes de Camprodon avec les cadavres des Français. »

Au matin du 5 octobre, Dagobert lança quatre colonnes contre Camprodon. Après une vive fusillade les habitants s'enfuirent. Dagobert entra dans le bourg. Mais il eut, écrit-il, la douleur de ne trouver personne et, par suite, de ne pouvoir exiger une contribution ni saisir d'otages. De huit heures du matin à deux heures de l'après-midi Camprodon fut mis au pillage et traité, selon l'expression du

général, comme une ville prise d'assaut. On enleva le pain, le vin, et, dit Dagobert, de quoi faire des culottes et s'équiper de tout point ¹.

Il faut, lisait-on dans le *Journal de France* du 2 novembre, que nos soldats, après s'être bien culottés à Camprodon, aillent se munir de bons fusils dans ce Ripoll si fameux par ses fabriques d'armes. Mais Dagobert n'osa pas exécuter son projet jusqu'au bout et marcher contre Ripoll ². La colonne qui s'acheminait sur Ribas, s'attarda. Poinsoy qui la commandait, était tombé malade à Quillan; Marbot qui suppléait Poinsoy, avait dû se rendre à Toulouse pour conduire les renforts envoyés devant Toulon, et Voulland qui remplaçait Marbot, n'était parti de Montlouis que le 5 octobre. Voulland avait sous ses ordres un détachement de 800 hommes qui fit sa jonction le lendemain matin à Doria avec 300 hommes que l'adjudant-général Pellenc ³ et le représentant Cassanyes amenaient de Puycerda, et ces 1.100 hommes s'emparèrent de Ribas. Est-il vrai que ce retard ait contraint Dagobert à revenir

1. Dagobert aux représentants, 5 oct. et au Comité, 8 octobre; mémoire de Pontet (A. G.); Vidal, III, p. 29-41; *Mon.*, 15 oct.; Mémoires de Teste (*Carnet de la Sabretache*, 1906, p. 665).

2. Ripoll fut pris l'année suivante par Doppet qui fit transporter en France les armes et les outils de la manufacture (Doppet, *Mém.*, p. 290-291; A. Chuquet, *Dugommier*, p. 334).

3. Jean-François Pellenc, né le 1^{er} juillet 1765 à Céreste (Basses-Alpes), volontaire dans la marine (1779-1786), sous-lieutenant au 72^e (1791), capitaine au 7^e (1792), nommé chef de bataillon et commandant de Montlouis par Cassanyes (19 octobre 1793) — mais il refuse de « rester dans une place fermée où il n'y a point de danger » — adjudant-général chef de bataillon (30 mai 1794), fait prisonnier à Puycerda avec Charlet et Despinoy par les Espagnols, promu adjudant général chef de brigade par la Commission des armées (13 juin 1793), rentré à Céreste après la dissolution des états-majors généraux des armées des Pyrénées, mis au traitement de réforme le 7 novembre 1797.

sur ses pas? Non, ce fut l'indiscipline de ses propres soldats qui l'obligea de regagner Montlouis. Ils désiraient rejoindre leur garnison pour y mettre en sûreté le butin dont ils étaient chargés!

« Les généraux, écrivait Dagobert, sont malades ou absents — allusion à la maladie de Poinot et au départ de Marbot — les canons me font faux bond — allusion à l'explosion des deux pièces devant le mur de Camprodon — mais *ça ira*; je passe au Mont-Libre pour y rassembler le monde dont j'ai besoin pour l'expédition dont je n'abandonne pas l'exécution et dont je m'applaudis, en ce que je n'ai pas eu un seul homme de tué ni blessé. »

II. L'expédition qu'il entreprit fut dirigée, non plus contre Ripoll, mais contre la Seu d'Urgel. Il fallait, pour s'ouvrir le long et étroit défilé qui s'étend de Bellver à Urgel, se saisir de Montella. C'était un gros bourg fermé dont les maisons s'étagaient au flanc d'une haute colline sur la rive gauche du Sègre à une lieue et demie en aval de Bellver. Depuis quelques jours les Espagnols qui l'occupaient, faisaient le coup de feu avec les patrouilles et les postes avancés des Français.

Le 17 octobre, après une violente fusillade, Dagobert entra dans Montella. L'endroit était désert. Il fut pillé, de même que le Martinet et tous les villages d'alentour, et les soldats mirent le feu aux maisons. Le représentant Cassanyes avait accompagné Dagobert. Il protesta contre de pareils excès et réunit un Conseil de guerre qui décida que les troupes ne pouvaient pousser sur Urgel et qu'il fallait les ramener dans leurs cantonnements aux environs de Bellver « pour rétablir la discipline. »

Dagobert ne cacha pas sa mauvaise humeur. Il se plaignit de Cassanyes, de ses propos, de son improbation. Pourquoi le représentant avait-il eu la « fantaisie » de l'arrêter au milieu de sa course? « J'aurais réussi, dit-il plus tard, à m'emparer d'Urgel où le succès que je venais d'obtenir avait porté l'épouvante, si une autorité supérieure ne m'avait forcé de rétrograder ¹ ».

Ce fut sans doute dans cette expédition de Montella que Pelleport, le futur général, alors soldat au 8^e bataillon de la Haute-Garonne, vit de près Dagobert. Il raconte que la petite armée de Cerdagne était encore neuve et timide; que les colonnes qui serpentaient dans la montagne, tirèrent les unes sur les autres et qu'elles ne parvinrent à se reconnaître qu'avec beaucoup de peine; que son bataillon se dispersa au premier sifflement des balles et que son chef « qui parlait de tout comme un livre imprimé », ne reparut que le lendemain. Mais Dagobert sut rendre cœur à ces jeunes gens. Ils marchaient très vite pour se mettre plus tôt à couvert: « Il faut, leur dit-il, prendre le pas ordinaire en montrant le dos à l'ennemi et le pas de charge en lui présentant la poitrine ² ».

III. Les pointes de Dagobert étaient-elles vraiment utiles? D'Aoust aurait voulu qu'il se fût porté sur Prats-de-Mollo. Le général, pensait d'Aoust, serait parti soit de Camprodon par le col des Eres soit de Montlouis ou de Puycerda par le pla Guillem. Les chemins avaient été plusieurs fois frayés par

1. Dagobert à Bouchotte, 23 oct. 1793 et plan de campagne, 9 février 1794 (A. G.).

2. Pelleport, *Mém.*, I, p. 40.

des armées munies d'artillerie. En 1691 Medina Sidonia venait de Camprodon par le col des Eres avec du canon de 24 camper à un quart de lieue de Prats-de-Mollo qu'il avait dessein d'assiéger, et, de Puycerda, Noailles détachait l'« adjudant général » Chazeron qui, par le pla Guillem, débouchait en vue de Prats-de-Mollo, de l'autre côté du Tech, et obligeait les Espagnols à rebrousser chemin ¹.

Un mois avant d'Aoust, le représentant Bonnet exprimait la même idée. Il écrivait à Cassanyes que ces « expéditions brusques » ne produisaient aucun résultat et il jugeait que Dagobert aurait mieux fait de reprendre Prats-de-Mollo ainsi que Fort-les-Bains et d'assaillir ou au moins d'inquiéter les ennemis sur leurs derrières. Ne fallait-il pas, pour battre l'Espagnol, lui opposer une seule masse et combiner les efforts au lieu de les diviser ? Et Cassanyes, se ralliant à l'opinion de Bonnet, reconnaissait que ces petites affaires étaient « insignifiantes pour l'ensemble ² ».

En tout cas, ces pointes des Français ou, comme un général de cette époque les a nommées, ces courses momentanées excitaient le désespoir et la rage de la population. Dagobert était faible pour ses soldats ; il leur passait tout, pourvu qu'ils fussent ardents à la marche et au combat, et il les laissait ravager, saccager, brûler. Un homme aurait pu par son autorité, par son ascendant réprimer leurs excès. C'était Cassanyes, et par instants il essaya de les ramener à la raison. Il leur reprocha l'incendie de Montella. Il défendit le 29 août aux miquelets d'en-

1. Lettre de d'Aoust, 18 nov. ; cf. Delattre à d'Aoust, 18 octobre (A. G.).

2. Bonnet à Cassanyes, 6 et 13 oct. (A. P.) ; Vidal, III, p. 33.

trer dans Puycerda qu'ils auraient pillé, et lorsqu'il apprit que ces miquelets et les troupes même de Dagobert avaient commis quelques dégâts dans les villages voisins, il fut, dit-il, beaucoup mortifié ; il alla le lendemain à Belver les « pérorer » et il se flattait d'avoir acquis leur confiance. Mais lui aussi, entraîné par les nécessités de la lutte, finissait par se persuader que tout est permis et légitime sur le sol ennemi. Ce fut lui qui fit embraser Ribas et, pour arrêter la fusillade des habitants, il plaça au premier rang des républicains les femmes espagnoles encapuchonnées de blanc. Et Dagobert l'imita ! Au sortir de Camprodon, il mêla des femmes et des enfants de la bourgade à sa colonne pour empêcher les hommes de tirer. Représentant et général invoquaient, il est vrai, le droit de la guerre et la justice des représailles. Ils alléguaient la résistance de la population civile. N'avait-elle pas « provoqué son sort » ? Ne devait-on pas la traiter d'après les principes et la proclamation de Ricardos qui, le 3 juillet, avait déclaré que tout homme du pays qui, sans être soldat, porterait l'uniforme ou aurait chez lui des armes, serait arrêté et pendu sur-le-champ ?

Mais Ricardos n'avait pas donné de suite à ses menaces. Représentant et général sentaient leur tort et rejetaient la faute l'un sur l'autre. Cassanyes accusait Dagobert de lâcher la bride à ses bataillons. Dagobert jurait qu'il tâchait de réfréner leur licence ; un général, s'écriait-il, peut-il être partout et arrêter les désordres dont un représentant a donné le signal ?

Quoi qu'il en soit, le peuple se soulevait de tous côtés contre les Français, non seulement parce que les gens de cette région étaient, comme leurs aïeux

dont a parlé Vauban, un peu pendants et friands d'escopetterie, mais parce que l'étranger portait chez eux le fer et le feu. Voulland, marchant sur Ribas, ne dit-il pas qu'il avait sur l'ordre de Cassanyes brûlé cinq à six villages et qu'en revanche il essuya peut-être cent mille coups de fusil? Cassanyes craignait de *nationaliser* la guerre, et la guerre se nationalisait. Cerdanyoux et Catalans, villageois et contrebandiers, sonnaient le tocsin à l'approche de l'envahisseur et, conduits par leurs curés, tiraillaient du haut des rochers. Le vicaire de Camprodon, Martin Cufi, qui aux 4 et 5 octobre encourageait et guidait ses paroissiens, avait le renom d'un chef de bandes. Lorsque Cassanyes entra dans Planolas, il trouva chez l'alcade dix caisses remplies de fusils tout neufs et il assure que cet alcade vraiment fanatique employa toutes les embûches pour le faire assassiner et pour égorger quelques Français. A Ribas, il se logea chez une vieille femme aisée; elle lui servit son pain le plus noir et son vin le plus mauvais, des pigeons frits dans la poêle, noirs, immangeables, et lorsqu'il lui demanda une chemise, bien qu'elle eût du très beau linge, elle lui donna une chemise fort grossière au col si court qu'il faillit s'étrangler ¹.

1. Cassanyes à ses collègues, 29 août; Dagobert au Comité, 8 et 17 oct., à Bouchotte, 23 oct., aux représentants, 5 oct. (cf. *Mon. du 13*); Voulland à Bouchotte, 40 oct. (A. G.); Dop; et, *Mém.*, p. 237; Fervel, II, p. 179-181; Vidal, III, p. 29-41.

CHAPITRE XIV

Céret

I. A l'arme blanche. — Le Puig Singli et la batterie du sang. — II. Turreau. — III. Accueil fait à Turreau par les représentants. — Conduite de Turreau. — Ses réflexions sur la situation. — Son plan. — Sa tournée. — Son entrevue avec Dagobert. — Dagobert à Perpignan. — IV. Les projets de Fabre. — Conseil de guerre du 23 octobre. — Discours de Fabre. — Opposition de Turreau. — Résolution du Conseil. — V. L'expédition de Rosas. — Delattre. — Echee des trois colonnes. — VI. Diversion sur Céret. — Dagobert à Saint-Marsal et à Palalda. — Témérité de Cassanyes. — Le marquis de Coupigny. — Sol-Bauchair. — Conduite de Dagobert. — Retraite sur Palalda. — Cantonnements. — Dagobert malade à Perpignan.

I. Pendant que Dagobert entraînait avec sa division de Cerdagne à Camprodon et à Montella, que devenait l'armée des Pyrénées-Orientales qu'il commandait naguère?

Les représentants Fabre et Gaston l'avaient remplacé par d'Aoust qui, malgré son âge, était déjà le plus ancien divisionnaire de l'armée, et d'Aoust, Fabre, Gaston, toujours enivrés du succès de Peyrestortes, répétaient qu'il fallait, comme dans la journée du 17 septembre, fondre sur les envahisseurs et les refouler par l'arme blanche. Fabre disait qu'à la guerre les sages combinaisons ne suffisaient pas, qu'il faut aussi « une républicaine bravoure » et que l'énergie d'un républicain sans tactique vaut mieux que la science d'un froid tacticien. Bonnet, gagné par ses collègues, écrivait à Dagobert que « les Espagnols craignaient l'impétuosité française ». Un dé-

puté des Pyrénées-Orientales, Guiter, osait affirmer qu'on n'aurait bientôt plus besoin de généraux et qu'on allait faire la guerre démocratique, la seule qui convint. « De la tactique? Du calcul? Des combinaisons froides? Des tentes, des redoutes, des camps? Rien de tout cela, ajoutait Guiter. Les femmes du faubourg de Perpignan en savent plus que tous les généraux. Il nous faut des irruptions et l'arme blanche! »¹

Mais les commissaires de la Convention croyaient trop aisément ce qu'ils désiraient. Ils s'imaginaient que l'ennemi, « effrayé de leurs grandes dispositions, ne songeait qu'à se sauver avec ses bagages », et ils mandaient qu'ils lui « tenaient la baïonnette aux reins », que leur artillerie le foudroyait, qu'ils lui couperaient prochainement la retraite, qu'ils voleraient de victoire en victoire, qu'ils coucheraient sous peu dans le camp du Boulou et qu'ils poursuivraient Ricardos jusqu'à Barcelone.

Hélas! leurs attaques sur le camp du Boulou échouaient chaque fois. La plus connue est celle du 15 octobre. D'Aoust voulait s'emparer du Puig Singli — que les Français nommaient le Poussengli — il regardait le point comme important et il pensait que la possession de ce poste le mettrait en mesure de brûler le camp ennemi, de bombarder le quar-

1. Vidal, III, p. xiv et 469; G. Sorel, I, p. 86 (Guiter à Llucia, 49 août); Fabre à Bouchotte, 22 octobre (A. G.); Fabre à Gognet, 6 sept. (A. P.) et Bonnet à Dagobert, 6 oct. (A. D.). C'est aussi ce que disait Doppet, que les républicains devaient marcher avec l'énergie de la liberté et gagner en chaleur ce qu'ils n'avaient pas en tactique (Doppet à Bouchotte, 13 déc., A. G.). Mais Guiter n'écrivait-il pas, le 3 mai, que le moyen infailible de vaincre, c'était « l'instruction publique, accompagné de mouvements révolutionnaires, puisque l'une éclaire et que les autres enflamment? »

tier-général, d'intercepter les communications du Boulou avec Céret, Fort-les-Bains, Arlès du Tech et Prats-de-Mollo. Le 15 octobre, de minuit à l'aube, Français et Espagnols se disputèrent avec une incroyable furie la redoute du Puig Singli, ou, comme on l'appela désormais, la batterie du sang. Trois fois de suite les républicains furent repoussés; un grand nombre de lâches, écrivait d'Aoust, avaient abandonné le petit nombre des braves pour se coucher dans les ravins à la faveur des ténèbres, et les représentants assuraient que les bataillons s'étaient ou débandés ou faiblement battus¹.

II. D'Aoust, comme Dagobert, ne commandait que provisoirement, et le successeur réel de Barbantane, le général en chef nommé par le Conseil exécutif, Turreau, n'était pas encore arrivé à Perpignan.

C'est le Turreau des colonnes infernales. Après avoir servi dans les gardes d'Artois, il s'était retiré avec le brevet de capitaine à Evreux, sa ville natale, et il remplissait les fonctions d'adjudant général de la légion du district lorsqu'il fut élu en 1792 lieutenant-colonel en premier du 3^e bataillon de l'Eure. De Vendée, au mois de juin 1793, il envoya au ministre un mémoire que les députés Garnier, Maure, Châles et Tallien apostillèrent. Le mémoire plut à Bouchotte qui nomma l'auteur le 30 juillet général de brigade et le 18 septembre général de division et général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales. Or, Turreau n'avait sollicité d'autre place que celle d'adjudant général, dans

1. G. Sorel, III, p. 43-46 (lettres des 4^{er}, 5 et 10 oct.); d'Aoust à Bouchotte, 13 et 17 oct.; Fabre et Gaston au Comité, 16 octobre (A. G.).

le dessein d'apprendre son métier. Il n'accepta donc qu'à contre-cœur le commandement de l'armée des Pyrénées-Orientales et il assurait qu'il avait peu d'expérience, qu'il aurait désiré s'instruire encore.

Les jugements qu'il portait alors sur les hommes et les choses méritent d'être cités. Il trouvait la Convention « vraiment effrayante par l'immensité de ses pouvoirs et le défaut de contre-poids », et il déplorait que les lois eussent moins de crédit que les orateurs, que l'assemblée « fit des décrets de colère » et que le gouvernement n'agit que par saccades. S'il fréquentait les clubs, il leur reprochait de se mêler de la discipline intérieure des régiments, et il disait que l'armée serait totalement désorganisée si les harangueurs ne restaient pas sur les derrières. Il se moquait des officiers qui se mettaient, selon leur expression, à la hauteur des circonstances et qui, naguère petits-maitres, étaient maintenant sales et mal tenus. « Beaucoup de bras et point de têtes, écrivait-il, nous n'avons ni officiers supérieurs ni officiers généraux, et la plupart de nos soldats ne sont pas formés ».

Il ne manquait donc pas de clairvoyance et il avait une haute idée de ses nouveaux devoirs. Le ministre Bouchotte ne se bornait pas à louer son sansculottisme, « seule manière d'attirer la confiance du soldat »; il ajoutait que Turreau avait montré de la capacité et de l'activité dans la Vendée, que l'armée des Pyrénées-Orientales ferait sous les ordres de ce vrai patriote « des choses bien utiles et bien courageuses ¹ ».

1. *Mon.*, 18 oct.; Bouchotte aux représentants. 10 oct.; Tur-

III. Mais depuis le jour où les représentants priaient le Comité de leur envoyer un « républicain instruit » qui prendrait le commandement à la place de Barbantane et de Dagobert, d'Aoust était devenu leur bras droit. Ils le protégeaient ouvertement et ils voulaient le garder à la tête des troupes. Sans doute d'Aoust appartenait à la caste nobiliaire, à cette caste dont il fallait se méfier après tant de trahisons, et c'est pourquoi ils ne lui avaient pas déféré le commandement en chef; c'est pourquoi ils le surveillaient avec exactitude, et ses succès mêmes, ses « triomphes » n'endormaient pas leur vigilance. Toutefois, disaient Fabre et Gaston, d'Aoust ne cessait pas de se conduire en républicain zélé et courageux; il joignait les talents à la bravoure; les peines, les fatigues ne lui coûtaient rien; il avait exploré le pays; il connaissait l'armée, et l'armée le connaissait.

Ils accueillirent donc avec répugnance la nomination de Turreau. Dès le 1^{er} octobre, ils demandaient qu'il fût, pour l'avantage de la République, conservé en Vendée. Que de temps il lui faudrait pour se familiariser avec les troupes, pour étudier le théâtre de la guerre, pour combiner de nouvelles marches! Sa présence n'allait-elle pas paralyser les opérations, ralentir la victoire?

Mêmes doléances dans une lettre du 9 octobre. Turreau, remarquaient les conventionnels, n'avait jamais vu la région; il ignorait même la situation de l'armée, et « son arrivée était bien malheureuse dans un moment où il fallait à chaque instant agir,

reau au Comité, 24 oct. (A. G.); *Revue de la Révol.*, 1885, V, doc., p. 156-157 et VI, doc., p. 1-2. Voir à l'appendice XIII, le tableau de l'armée des Pyrénées-Orientales aux ordres de Turreau.

presser, poursuivre l'ennemi et organiser une guerre offensive. » Un général qui ne connaissait aucune localité, quels que fussent d'ailleurs ses talents, pouvait perdre la République.

Turreau n'avait pas encore paru qu'ils le prenaient en grippe, et, lorsqu'il se présenta, ils lui firent grise mine. « Je reçus de leur part, dit Turreau, un accueil glacé, et je dérange bien involontairement leurs projets; ce n'est pas moi qu'ils voulaient à cette armée et ils se sont exprimés d'une manière assez positive sur mon compte. Ils veulent d'Aoust pour général en chef, et leur conduite à mon égard n'est que la conséquence du déplaisir que ma nomination paraît leur avoir causé ».

Ils lui proposèrent d'attendre, pour prendre le commandement, un nouvel arrêté du gouvernement. Il leur répondit que la place était au-dessus de ses forces comme de son ambition et qu'il l'avait refusée, mais que les ordres du ministre étaient tellement précis qu'il ne pouvait s'en écarter sans se compromettre.

Le lendemain, mêmes instances des représentants; il répliqua en se faisant annoncer à l'ordre de l'armée.

Mais peu lui importait l'attitude froide et hostile des représentants. Leurs procédés, disait-il, ne frappaient que son amour propre, et l'intérêt public exigeait de révéler la vérité, de « citer des faits ». Il manda donc à Bouchotte que la situation était lamentable : pas de fourrages; les chevaux sans nourriture pendant plus de vingt-quatre heures; les bêtes destinées à l'artillerie en trop petit nombre pour traîner les pièces qui tomberaient sûrement, en cas de retraite, aux mains des Espa-

gnols; un état-major trop considérable et peu instruit; les commissaires de la Convention faisant sans cesse des promotions, avilissant les grades supérieurs en les confiant à des hommes absolument incapables, donnant directement des ordres et prescrivant cette attaque du Puig Singli où « l'exécution était aussi mauvaise que le plan. » Turreau concluait que tout était à organiser, qu'il n'avait personne, et il pria le ministre de lui envoyer un adjudant général employé à l'armée de la Vendée et qu'il tenait en haute estime, « le citoyen Marceau, officier instruit et très intelligent ».

Marceau ne vint pas, et Turreau dut trouver un ingénieux prétexte pour tirer son épingle d'un jeu qui lui semblait redoutable. Les bureaux ne lui avaient pas adressé son brevet de général en chef. Il déclara que tant qu'il n'aurait pas reçu sa nomination officielle, il laisserait d'Aoust à la tête des troupes, qu'il ne pouvait exercer le « suprême généralat » avant de connaître parfaitement le pays, l'armée et les principaux agents militaires. Pouvait-il, autrement, hasarder aucun mouvement, contredire aucun plan? La plus légère faute, le moindre insuccès ne serait-il pas représenté comme un crime, comme une trahison?

Pourtant, après avoir examiné les positions espagnoles, il avait, lui aussi, conçu son plan d'attaque. Elles offraient en avant du Tech un saillant, armé de batteries et formant une tête de pont. Turreau pensait qu'il fallait porter son effort sur ce saillant et il communiqua son projet au capitaine du génie et adjudant général Bonnet qui le jugea « militaire et d'un homme instruit ». Mais Bonnet seul fut mis dans la confidence, et durant les pre-

miers jours de novembre, Turreau se rendit à Collioure, à Villefranche, à Montlouis sur les points les plus importants de son commandement. Aussi bien, tout en déférant au désir des représentants qui voulaient garder d'Aoust quelque temps encore, il n'entendait pas, disait-il, abandonner ses droits et demeurer étranger à toutes choses; il était et restait l'homme de la République; il veillerait quand même, et, tant qu'il serait là, les intérêts de la République ne seraient « compromis par aucune démarche inconsidérée ».

Le célèbre Lafitte-Clavé, inspecteur général des fortifications, l'accompagnait dans sa tournée. Turreau le goûta peu : « On a vanté ses talents; je ne les vois pas bien démontrés, et je ne puis croire à son patriotisme; au surplus, il ne fait pas trop d'efforts pour m'en convaincre ».

Il vit Dagobert à Montlouis, et les préventions qu'il avait se dissipèrent. Turreau reprochait au général, non sans raison, d'agir à sa guise sans correspondre avec l'état-major de l'armée principale, sans rendre compte de ses mouvements, et, dès son arrivée, il avait ordonné à Dagobert de n'entreprendre aucune opération majeure sans son autorisation. Au sortir de la conférence de Montlouis, il fit l'éloge de Dagobert. Cet homme, disait-il, avait de grands talents, une longue expérience, une connaissance intime de la contrée, et avec peu de moyens il obtenait de grands succès. Dagobert était franc, brave, très actif, digne de la confiance du soldat, et le seul à qui le commandement de l'armée pût convenir. Le bruit courait qu'il serait mis prochainement à la tête d'une autre armée; mais l'intérêt de la République exigeait que Dagobert fût laissé dans ce pays. « Si

l'on croit, ajoutait Turreau, récompenser ses services par une place de général en chef, on doit lui donner la mienne et m'envoyer ailleurs, quand ce serait pour déchoir ». Il ramena Dagobert à Perpignan. « Sa présence, assurait-il, est nécessaire à la grande armée où il y a peu de généraux instruits, et je l'ai appelé ici à la grande satisfaction de l'armée et de tous les citoyens ¹ ».

IV. Pendant ce temps, d'Aoust restait comme il disait, à la grande armée, au centre des opérations dont il avait la responsabilité. Mais Fabre commandait sous son nom, et Fabre roulait dans sa tête inquiète un vaste dessein. Sitôt arrivé dans le département, il était allé s'établir à Collioure qui lui paraissait la place la plus importante du Roussillon, parce qu'elle couvrait Port-Vendres. Il se vantait d'avoir mis Collioure en état de défense. « Collioure, disait-il à un de ses confidents, pourrait sauver le Roussillon, j'aime à m'en flatter, et j'y ai contribué ». Il se regardait comme le chef réel des troupes qui protégeaient cette partie de la frontière. « Envoyez-moi, écrivait-il à ses collègues, tout ce qui est relatif aux côtes ».

Aussi, lorsque ses collègues lui proposèrent, à la fin de juillet, de se rendre en mission à Montlouis, il se récria; il refusa d'abandonner son poste, c'est-à-dire Collioure; il voulait rester où il était: son départ serait pour la garnison de Collioure le signal du découragement; quitter Collioure en ce

1. *Revue de la Révol.*, 1885, VI, doc., p. 2-3; *Actes du Comité*, VI, p. 371 et 442, VII, p. 618; G. Sorel, III, p. 48; Fabre et Gaston au Comité, 1^{er}, 9 et 14 oct.; Turreau à Bouchotte, 15, 24, 25 et 28 oct., 8 novembre; au Comité, 24 oct.; aux représentants, 2 nov.; à Ronsin, 8 nov. et *Notes* (A. G.).

moment, c'était perdre la chose publique; tout serait désorganisé; les Espagnols entreraient à Banyuls, et, cette ville prise, le Roussillon serait en leur pouvoir.

C'est qu'il avait conçu depuis le mois de juillet le projet de partir de Collioure pour envahir l'Ampurdan et tomber sur les derrières des Espagnols. Collioure serait sa place d'armes, formerait sa base d'opérations. « Soyez sûr, mandait-il à Flers dès le 18 juillet, que les Espagnols y trouveront des républicains qui les chasseront de leurs tanières et les feront trembler sur leurs foyers », et il envoyait à Collioure bataillon sur bataillon, entassait dans Collioure des approvisionnements énormes.

Les Espagnols, disait Fabre, occupaient Bellegarde, ils y « travaillaient à force », et il serait difficile de les chasser « en les attaquant à fond dans les montagnes ». Mais devait-on « se borner à la plus désastreuse défensive » ? Ne pouvait-on effrayer les ennemis sur leur propre territoire, leur ôter les moyens de se nourrir, leur enlever Rosas et Figuières, leurs deux grands magasins, puisque leurs vivres arrivaient par mer à Rosas, allaient de là à Figuières et de Figuières à Bellegarde ? Il ne demandait que 8.000 hommes. 4.000 marcheraient contre Figuières qu'ils bombarderaient à boulets rouges; 4.000 autres canonneraient Rosas et surtout les vaisseaux qui se trouvaient dans le port; on sommerait les deux villes et on s'en saisirait par toutes les ruses de guerre, par un semblant de forces imposantes; après ce succès, on se dirigerait sur Bellegarde pour fermer le retour aux Espagnols du Boulou.

L'ingénieur Grandvoinet juge que ce projet était

le plus extravagant qu'on pût concevoir. Mais Fabre avait, selon son expression, la tête pleine de ce plan; il affirmait qu'il l'avait profondément médité et que s'il l'exécutait, la République serait sauvée. Il le proposait à Flers en remarquant que les Français, heureux dans les petites expéditions, le seraient encore dans les grandes. Il le proposait à Cassanyes et le 5 septembre, au milieu des risques que courait Perpignan, il écrivait qu'une fois l'ennemi rejeté loin de la ville, « de nouvelles entreprises du côté de Figuières pourraient préparer de nouveaux triomphes ». C'était lui, naturellement, qui conduirait l'opération, et par la pensée, il choisissait déjà les généraux et officiers supérieurs qui l'accompagneraient : Dagobert ou Barbantane commanderait en chef; d'Hargenvilliers serait d'une grande utilité; Bernède et un excellent officier, Delattre, qui serait le second de Bernède, dirigeraient le génie.

Turreau connut ce plan et déclara qu'il lui semblait dangereux. Suivant Turreau, le représentant exigeait des troupes un trop grand effort. Que Fabre envahît l'Ampurdan, soit; qu'il fit une tentative pour s'emparer de Rosas, soit; mais il ne pouvait sans péril pousser une pointe sur Figuières, et l'expédition qui n'était qu'un coup de main destiné à hâter la retraite des Espagnols, devait, tout au plus, n'avoir que Rosas pour objet.

D'Aoust approuvait à la fois Fabre et Turreau. Il était d'avis de menacer, non Figuières, mais Rosas; il souhaitait de mener l'expédition, et il la préparait fiévreusement avec l'aide du chef d'état-major Giacomoni. Il mandait à Bouchotte qu'il porterait *dans peu* sur le sol espagnol le fléau de la

guerre et qu'il marcherait en personne avec 6.000 hommes sur Rosas. Déjà il voyait Ricardos obligé de se dégarnir et les Français investissant Bellegarde. Et pourquoi Dagobert ne ferait-il pas en même temps une irruption en plein Aragon? Cette entrée des républicains en Espagne n'aurait-elle pas une influence considérable sur la politique de l'Europe?

Un Conseil de guerre eut lieu le 23 octobre à Banyuls-dels-Aspres. Tous les généraux assistaient à la conférence. Turreau et Dagobert étaient venus exprès de Perpignan.

Fabre s'efforça de démontrer l'importance de son plan. Prendre Rosas, disait-il, c'était donner à la République le meilleur mouillage qui fût dans le golfe du Lion, empêcher les Espagnols de secourir les « scélérats » qui s'étaient rendus maîtres de Toulon, leur enlever une grande partie de leurs magasins. D'ailleurs, l'exécution du plan était déjà commencée. Pourquoi, tandis que la principale armée attaquait le camp du Boulou, l'armée de Collioure n'irait-elle pas s'emparer de Rosas?

Turreau combattit cette proposition. Certes, il voulait que d'Aoust fit un puissant effort pour hâter la retraite des Espagnols établis au Boulou, et il attendait que cette opération concertée entre d'Aoust et les représentants fût entièrement terminée pour prendre le commandement de l'armée et agir par lui-même, non d'après les idées d'autrui. Mais faire des conquêtes en Espagne! L'ennemi ne campait-il pas encore sur le sol de la République? N'y avait-il pas encore de l'indiscipline dans les troupes et du désordre dans plusieurs parties de l'administration? Les moyens de subsistances n'é-

taient-ils pas incertains? Ne faudrait-il pas, très prochainement, faute de fourrages, renvoyer sur les derrières le peu de cavalerie qui restait? Fabre songeait-il aux difficultés des lieux? Croyait-il si facilement exécuter son projet? N'allait-il pas compromettre le sort de nos armes et perdre le fruit des succès obtenus jusqu'à ce jour? Hélas! le projet, indiscrettement colporté par l'état-major, était déjà connu dans le camp espagnol, et cela seul suffisait pour le faire manquer, s'il ne devait pas échouer de lui-même!

« Que ferez-vous donc, demanda Fabre, lorsque les ennemis, chassés du Boulou — et ce sera, je pense, dans un court délai — se replieront sur Bellegarde? »

— « Lorsque les ennemis, répondit Turreau, auront quitté le district de Céret, le seul qu'ils occupent encore sur le territoire de la République, je prendrai des cantonnements d'hiver. Pourquoi ne pas fermer la campagne, sans même investir Bellegarde? Donner aux troupes un repos de trois mois, et pendant ce temps instruire et discipliner les hommes, en faire des soldats — car il y a une grande différence entre un homme et un soldat — former les officiers, établir des magasins, réorganiser l'administration dans toutes ses parties, n'est-ce pas assurer le succès de la campagne prochaine? »

Fabre éclata. Il ne cacha pas sa douleur et sa surprise. « Deux bataillons, s'écriait-il, étaient déjà venus lui dire qu'ils désiraient entrer en cantonnement. Mais quand un peuple se lève en masse, ce n'est pas pour s'enfermer dans les camps, et les peuples libres ne font pas de longues guer-

res! La France veut la paix; elle en a besoin parce qu'elle s'épuise en subsistances, en hommes, en finances, et, pour avoir la paix, elle doit écraser une des puissances coalisées. Cette puissance, ce sera l'Espagne, la plus faible d'entre elles, et la plus hostile à la République parce qu'un Bourbon y est roi. Oui, il faut porter à l'Espagne des coups décisifs. Et on reléguerait nos troupes dans les camps où l'oisiveté, l'intrigue, la désertion les minent et les réduiront à rien; où elles souhaiteront de regagner leurs foyers; où nous aurons peine à les retenir! Cette tactique est-elle la tactique d'un peuple libre! Non: notre armée a été purgée de tous les muscadins et de tous les aristocrates qui ont arboré l'épaulette; elle se compose, non pas d'hommes qui font un exercice de parade, mais de républicains qui savent vaincre; elle combattrait pendant la mauvaise saison, et, en marche, elle consumerait presque autant qu'en cantonnement! Ce pays n'est-il pas le seul propre à la guerre d'hiver? La chaleur n'y est-elle pas beaucoup plus désastreuse que le froid? Avec les secours qui viendront de Lyon, nous pouvons compter sur des succès. Entrons en Espagne. C'est en Espagne qu'il faut prendre Toulon! Les représentants du peuple à l'armée devant Toulon me l'ont eux-mêmes mandé tout récemment; ils m'ont écrit qu'il fallait prendre Toulon en Espagne »!

Turreau répliqua simplement que l'expédition de Rosas était périlleuse à tous égards, et le Conseil adopta la résolution suivante. Le gros de l'armée irait s'établir en avant, sur la butte qui dominait les batteries espagnoles et qui serait couverte de retranchements; une colonne partie de Collioure

ferait une diversion sur Rosas dont elle chercherait à s'emparer; Dagobert « se porterait sur la gauche de l'ennemi en passant par Fourques et allant jusqu'à Céret ».

Fabre et Gaston avaient gagné leur cause, et au sortir de la conférence ils mandaient au Comité leur opinion sur Turreau: si le général était un franc républicain qui en Vendée avait rendu de grands services, il n'avait ni connaissances locales ni idées politiques ni habitude du commandement, et le Conseil exécutif l'avait chargé d'une mission qui surpassait ses forces. Mais, de son côté, Turreau écrivait à Bouchotte que si les représentants avaient du civisme, de l'activité, du zèle, « ils se laissaient circonvenir par des hommes adroits et ambitieux qui ne cherchaient qu'à surprendre leur bonne foi », qu'ils s'ingéraient dans les opérations militaires, qu'ils voulaient faire prévaloir leurs plans et que les généraux étaient, par suite, inutiles à l'armée¹.

V. L'expédition de Rosas eut donc lieu. D'Aoust renonçait à la diriger. Elle fut confiée à Delattre. C'était un jeune homme de vingt-sept ans, tout frais émoulu de l'Ecole des ponts-et-chaussées où il avait eu des prix, lieutenant du génie depuis le 1^{er} mai et capitaine depuis le 1^{er} juin. Aussi manquait-il d'expérience et Turreau assure qu'il n'avait aucun talent, que « l'intrigue et les petits

¹ Fabre au Comité, 18 juillet, et à Bouchotte, 31 juillet et 22 oct.; d'Aoust à Bouchotte, 13, 17, 29 oct.; Turreau au Comité, 24 oct. et à Bouchotte, 8 nov. (A. G.); Fabre à Flers, 18 et 31 juillet, à d'Hargenvilliers, 23 juillet, à Bernède, 29 juillet, à Bernède et à Bonnet, 31 juillet, aux représentants, 2 et 4 août, à Cassanès, 5 sept. (A. P.); *Revue de la Révol.*, VI, doc. 2, p. 4; *Actes du Comité*, VII, p. 617.

moyens étaient son cortège ordinaire ». Fabre le connut à Collioure, l'apprécia, et lui donna le 11 septembre le commandement de la place. Neuf jours après, le 20, Delattre dut, sur l'ordre du représentant, faire une fausse attaque sur Argelès pendant que d'Aoust et Goguet marcheraient contre le camp de Trouillas, et Fabre se plaignit que Dagobert, contremandant la bataille, eût oublié d'envoyer des instructions à Delattre. « Heureusement, remarquait le conventionnel, la prudence de ce jeune sans-culotte prévint les maux que le défaut de calcul devait occasionner ». Il s'était entiché du « jeune sans-culotte » ; il l'appelait un militaire estimable ; il vantait la constance de ses opinions républicaines, son désir ardent de voir le triomphe de la République, son courage, ses connaissances profondes. Il le promut général de brigade le 3 octobre et général de division le 3 novembre, et il l'aurait élevé au grade de général en chef s'il n'avait craint de blesser d'Aoust et surtout de désorganiser l'armée par une nomination qui aurait l'air d'un passe-droit. « Les favoris à épaulettes de laine, disait Turreau, sont récompensés de leur docilité »¹.

La petite armée que commandait Delattre, se composait de 6.000 hommes, et 5.000, selon d'Aoust, étaient de bonnes troupes, et même des meilleures. Elle fut répartie en trois colonnes qui cheminaient à la même hauteur et quitteraient Collioure

1. « Delattre, a dit Grandvoinet, était un jeune homme séduit par l'honneur du grade et qui n'avait pas connu le danger de ses entreprises, n'ayant devant ses yeux que l'avantage d'un avancement qu'il n'avait pas mérité. Fabre ne le voulait que pour le plastron et le simulacre de l'autorité que lui, Fabre, voulait mettre en pratique. »

le 25 octobre : celle de droite observerait ce qui pourrait venir du côté de Bellegarde ; celle de gauche et celle du centre arriveraient devant Rosas le 27 au soleil levant.

La colonne du centre où étaient Delattre et Fabre, emporta le col de Banyuls dans la journée du 26 octobre. Après une opiniâtre résistance, Ildefonse Arias dut se replier sur Espolla, et les Français, descendant le revers méridional du col, allèrent, sous les ordres de Rampon, bivouaquer à la Serra, à une demi-lieue de la frontière.

La prise du col de Banyuls excita la joie du représentant ; elle lui paraissait, ainsi qu'à d'Aoust, presque incroyable, et Delattre écrivait orgueilleusement que l'ennemi, trompé par nos ruses, épouvanté par nos manœuvres, avait lâché les positions tant vantées par le maréchal de Noailles, qu'il n'y avait pas de journée plus heureuse pour la République, qu'il était impossible de se battre avec plus d'ardeur et d'intelligence : « il fallait nous voir, le représentant Fabre et moi, attelés à une bricole et traînant les pièces avec nos braves canonniers » !

Le ton baissa bientôt. « Nous ne dirons plus *ça ira*, avait mandé Delattre, notre devise actuelle est *ça va, ça tiendra*. » Hélas ! le surlendemain, ça ne tenait plus.

La colonne de droite, commandée par Cuzel, avait, après avoir franchi le col Fourcat, marché vers Espolla, par Cantalups et Vila Ortoli, pour secourir la colonne du centre ; mais elle manqua de vivres, elle fut surprise par l'avant-garde espagnole et ramenée à la frontière ; elle abandonna ses blessés à la vengeance des paysans.

La colonne de gauche, conduite par Raymond, longeait la côte et passait par le col des Balistres; elle ne put aller que jusqu'au petit pont de Llanga, et les habitants soulevés la refoulèrent sur Coléra.

Par suite, la colonne du centre ne pouvait avancer. Cependant, le 28, elle parut devant Espolla où les Espagnols avaient un camp retranché. Elle dut reculer. Deux jours plus tard, elle recevait de Collioure des renforts qui la portaient à près de 5.000 hommes; elle réitéra son attaque; de nouveau elle fut rejetée dans les montagnes et elle subit toutes les rigueurs du froid. Des traitres, disait d'Aoust, avaient crié *saue qui peut* et des canoniers, ignorants ou malveillants, n'avaient pas coupé les fusées des obus. D'Aoust accusait même Dagobert : si les paysans couraient aux armes, s'ils rendaient ainsi les forces de l'ennemi supérieures aux nôtres, c'est qu'ils « craignaient de nouvelles représentations des incendies et pillages commis à Camprodon, Montella et autres lieux par le corps de troupes aux ordres du général Dagobert »¹.

VI. Tandis qu'échouait ainsi l'expédition de Rosas, Dagobert opérait la diversion qu'il devait faire sur Céret.

Il avait proposé de descendre dans la vallée du Ter vers les sources des rivières où il n'y avait pas de villes de guerre et de marcher vers Olot et Gironne. Le plan fut goûté de quelques officiers : « la

1. Fabre à Bouchotte, 22 octobre; d'Aoust à Bouchotte, 13 et 29 oct., 18 nov.; Turreau à Bouchotte, 8 nov.; Notes de Turreau (A. G.); *Revue de la Rév.*, id., p. 4-5; *Actes du Comité*, VI, p. 442 et VII, p. 619; G. Sorel, II, p. 167; Vidal, III, p. 133; Marcellac, p. 183; *Mon.*, 8 nov.

droite, la gauche, la retraite, tout était assuré, et l'Espagnol eût peut-être évacué notre terrain ». Mais le Conseil de guerre avait décidé que Céret serait l'objet de la diversion.

A vrai dire, cette attaque sur Céret aurait dû être la véritable attaque et non la fausse. N'était-il pas évident que les Espagnols défendraient de tout leur pouvoir un poste qui commandait plusieurs passages des Pyrénées et qui facilitait leur retraite soit par Fort-les-Bains et Prats-de-Mollo soit par Bellegarde, si une crue vraisemblable des eaux emportait les ponts qu'ils avaient jetés sur le Tech? Or, Dagobert n'avait que 2.000 hommes, et il fallait des forces autrement considérables pour s'emparer d'une ville qui se trouvait comme au centre de l'armée ennemie et dans laquelle il était impossible de rester une heure sans être entouré de toutes parts.

Ses instructions étaient d'ailleurs obscures : occuper les hauteurs derrière Céret et y attendre les ordres du quartier-général pour assaillir les Espagnols à revers pendant que l'adjudant-général Sol-Bauclair qui tenait Saint-Ferréol, les attaquerait de front.

Il fallait donc se porter par une marche de flanc sur la gauche de l'adversaire et même sur ses derrières. Cette marche, Dagobert la fit avec adresse et hardiesse par Saint-Marsal et Palalda. Les représentants Fabre et Gaston, ainsi que d'Aoust, objectèrent plus tard que le Conseil de guerre lui avait ordonné de se diriger de Thuir sur Llauro et de là, sur Céret; qu'en agissant autrement, il avait « compromis les subsistances et provoqué la désorganisation de son armée ». Mais se porter sur

Llauro, c'était se placer de gaieté de cœur « sous la carabine de l'ennemi » c'était faire tuer du monde en pure perte », c'était réellement « compromettre les subsistances » de sa troupe qui défilait trop près des Espagnols. Il passa par les crêtes des Aspres. « Un conseil de guerre, écrit-il, qui ne laisserait pas à un général la latitude de choisir ses positions et de profiter des avantages du terrain, qui lui interdirait d'aller au but par le chemin le plus sûr, donnerait une grande preuve d'ignorance. Dagobert n'aurait pas voulu d'une pareille mission. L'ennemi était posté, retranché jusqu'aux dents, et en forces supérieures : Dagobert ne pouvait manquer d'y échouer et d'y faire tuer la moitié de son armée. Il prit la route et le parti que devait prendre un homme de guerre, celui de tourner les postes de l'ennemi et de gagner les hauteurs ».

Il dut laisser en chemin ses pièces de 4 et nombre de trainards. De 2.500 hommes, sa colonne fut bientôt réduite à 1.100; la plupart manquaient de souliers; ils s'arrêtèrent dans les villages et ils rejoignirent ensuite.

De Saint-Marsal, Dagobert se rendit à Palalda sur le Tech; il retrancha ce poste qui devait lui servir de point d'appui et, pour protéger sa ligne de retraite, il mit un détachement à Montbolo. Il avait avec lui, comme en Cerdagne, Cassanyes et Poinot qui rivalisaient de bravoure. Les deux hommes aperçurent un convoi qui portait des vivres et des munitions à Fort-les-Bains. Ils l'attaquèrent sous la mitraille du fort. tuèrent quinze Espagnols dont trois émigrés, et firent vingt prisonniers dont un capitaine. Poinot s'était armé d'une carabine

et il brûla soixante cartouches. Cassanyes eut son panache de représentant coupé par un boulet. Quelques instants plus tard, Poinot et Cassanyes dînaient avec Dagobert dans une maison; un obus parti de Fort-les-Bains tomba sur la cheminée, descendit dans la cuisine et renversa la marmite et « tout le fricot »; il fallut se contenter d'une tranche de bœuf rôtie sur le gril.

Le 31 octobre, à une heure du matin, après deux jours d'une halte nécessaire, Dagobert se remit en marche. Il passa le Tech, un peu au-dessus de Fort-les-Bains, sans être vu, refoula des avant-postes et, longeant le ravin de Reynès, vint occuper au-dessus et au sud-ouest de Céret les hauteurs d'En-Trilles. Déjà sa droite, à la faveur d'un bois de châtaigniers, poussait à une portée de fusil de la petite ville. Ses soldats exultaient de joie; ils se disaient les uns aux autres qu'ils tombaient sur l'ennemi à l'endroit où il les attendait le moins, et ils se glorifiaient d'avoir surmonté toutes les difficultés et marché par un temps des plus rudes au milieu de montagnes inaccessibles et couvertes de neige.

Céret, situé dans une plaine au débouché du Vallspir et dominé de tous côtés, ne peut guère se défendre. Ce qu'il faut défendre, c'est, à deux kilomètres de là, le pont de Céret, le seul pont qui fût alors sur le Tech, et pour garder le passage, les Espagnols avaient construit sur la rive droite, à une portée de canon, une redoute, la redoute du Roc Blanc.

A l'approche soudaine des Français, ils quittèrent Céret, et prirent le chemin de Maureillas. Dagobert pouvait donc s'emparer du pont. Il n'avait

qu'à se concerter avec l'adjudant-général Sol-Bauclair. Que Sol-Bauclair descende de Saint-Ferréol pour assaillir la redoute du Roc Blanc, et le pont est enlevé. Or, une lettre de d'Aoust avait mis les troupes de Sol-Bauclair aux ordres de Dagobert et, grâce à des renforts qu'elles venaient de recevoir, elles comptaient 2.000 hommes. Mais Dagobert ignorait l'arrivée de ces secours; il ne savait pas que Sol-Bauclair lui était subordonné; il avait des instructions qui lui interdisaient d'aller plus loin. Il exécuta simplement ces instructions: il s'était saisi des hauteurs qui dominent Céret; il y resta, tout en faisant à Sol-Bauclair les signaux qui démontraient sa présence.

Cassanyes bouillait d'impatience. Il avait avec lui six jeunes gens de Céret qui servaient dans une compagnie de miquelets, et ces jeunes gens, voyant fuir les Espagnols, étaient entrés dans la ville. Le représentant les suivit; il vint jusqu'à la porte de Céret; il fut accueilli aux cris de *Vive la République* par une vingtaine d'habitants qui s'étaient coiffés du bonnet rouge; ils offrirent de s'armer, ils assurèrent que Céret se soulèverait, que le pont ne tiendrait pas, et Cassanyes, entraîné, appelait de loin Dagobert par ses cris et ses gestes. Quelques soldats descendirent même pour chercher du pain et du vin.

Mais les Espagnols, remarquant que les Français ne quittaient pas les hauteurs, avaient rebroussé chemin; ils reparurent dans Céret, et les jeunes compagnons de Cassanyes se sauvèrent au milieu des coups de fusil; le conventionnel n'eut que le temps d'échapper.

Bientôt les Espagnols prirent l'offensive. Le mar-

quis de Coupigny qui commandait à Céret, sortit avec une compagnie de grenadiers des gardes, une compagnie du régiment de Navarre, un détachement du régiment de Soria, un détachement de milices et deux canons; il marcha sur le bataillon des braconniers montagnards que Dagobert avait laissé à Las Cabanas et qui délogea sur-le-champ.

Dagobert attendait que Sol-Bauclair se mît en mouvement. Mais Sol-Bauclair ne reçut qu'au soleil couchant par un enfant de quinze ans l'avis que Dagobert serait ce jour-là devant Céret. Bien qu'il fit diligence, il ne put qu'à la nuit tombante descendre de Saint-Ferréol et canonner le Roc-Blanc. Son attaque fut molle; les Espagnols qui venaient de prendre Las Cabanas, se joignirent à ceux qui défendaient la redoute, et Sol-Bauclair regagna Saint-Ferréol après avoir perdu soixante-neuf hommes¹.

On a dit que Dagobert aurait dû secourir Sol-Bauclair. Le représentant Cassanyes pressait le général d'aborder le pont qui ne résisterait pas une demi-heure. Dagobert répondit qu'il obéissait à la lettre de ses instructions; qu'il avait atteint le poste qui lui était fixé; qu'il ne se battrait que le lendemain, jour de l'attaque générale. Il passa la nuit sur les hauteurs et alluma de grands feux pour avertir d'Aoust qu'il était là et qu'il attendait des ordres. « J'avertissais, dit-il, par le nombre de mes feux et le bruit que je faisais, notre armée d'agir et de ne pas me laisser là dans l'embarras ».

1. Sol-Bauclair qui devint plus tard général de brigade, venait de l'armée des Alpes et il était arrivé le 16 mai à Perpignan; l'agent Revest le notait « bon militaire »; mais c'était, dit Turreau, « un officier du génie, trop méthodique, comme ils le sont tous, et incapable de faire de grandes choses. »

Il s'est du reste justifié et dans la *Réponse* qu'il fit imprimer et dans une lettre à Bouchotte. N'était-ce pas une imprudence de se risquer dans la plaine? N'aurait-il pas perdu quatre fois autant de monde que Sol-Bauclair? Il montrait du doigt à Cassanyes les Espagnols postés, embusqués dans les environs, et le conventionnel finit par convenir, en présence même des soldats, que ce serait une mauvaise manœuvre. « Occuper Céret, qui est dans un fond et y tenir, même avec 2.000 hommes, aussi près des ennemis, et derrière eux, ne serait-ce pas absurde »?

Durant la nuit, comme il l'avait prévu, 4.000 Espagnols arrivaient du Boulou au pont de Céret. Ils traînaient avec eux de l'artillerie de gros calibre. Elle joua dès le lendemain matin et, rapporte Cassanyes, tira des bombes et des obus à foison. Aussi la gauche de Dagobert, fatiguée, comme dit son général, par tant de projectiles, finit-elle par se replier. Dagobert la fit soutenir à temps par les grenadiers et chasseurs du Gard; ces braves gens, à force de fusiller, n'avaient plus de cartouches; ils coururent à l'ennemi la baïonnette en avant, de même qu'au combat de la Perche, et reprirent la position abandonnée. La colonne que Coupigny dirigeait sur le centre et celle qui cherchait à tourner la droite de Dagobert, eurent un pareil insuccès. « Je me fis respecter, a écrit Dagobert, et je me soutins toute la journée ».

Il pensait que l'armée principale, l'armée de d'Aoust, ferait un mouvement. Mais ce jour-là, 4^{er} novembre, contre son ordinaire, elle ne tira pas un seul coup de canon. Pourquoi cette inaction? N'était-ce pas, a dit Dagobert, « provoquer les ennemis qui m'avaient derrière leur centre, à venir

m'accabler? Et n'auraient-ils pu le faire pendant la nuit? » Les officiers qui l'entouraient, n'assuraient-ils pas qu'on ne l'avait envoyé là que pour le sacrifier? Il résolut de battre en retraite sur Palalda. N'avait-il pas rempli la mission dont d'Aoust l'avait chargé? N'avait-il pas opéré la diversion souhaitée puisque l'adversaire avait envoyé des renforts et de l'artillerie au pont de Céret? N'avait-il pas attiré l'attention des Espagnols sur leur gauche et, de la sorte, favorisé le mouvement des troupes françaises qui s'acheminaient sur Rosas?

Ses pertes étaient insignifiantes : quelques blessés et deux tués dont Lacroix, capitaine des grenadiers du Gard, qu'il « regrettait infiniment ». Il emmenait trois prisonniers; l'un d'eux, un émigré, se sauva, et Dagobert se plaignit de la maladresse de ceux qui l'avaient laissé échapper.

Le 4^{er} novembre, à la fin du jour, il revint donc sur ses pas. Le lendemain, il tournait à gauche et entra brusquement dans Arles-sur-Tech, chassait la garnison, enlevait les magasins; au soir, il atteignait Palalda.

Il eut alors le dessein de se jeter sur Saint-Laurent de Cerdans et de « réduire » ses habitants que tout le Roussillon qualifiait de traitres. De Saint-Laurent il aurait passé les monts et attaqué Massanet, Tortella, Besalu, Olot, « les plus riches bourgades de la Catalogne ». Mais il tomba malade et il dut renoncer à son projet. Il remonta les côtes et cantonna ses troupes dans des villages, à Taillet, à Oms, à Llauro : elles n'avaient plus, selon lui, qu'à prendre leurs quartiers d'hiver¹; elles

1. « Les cantonnements, écrit Grandvoinet, étaient réellement

furent commandées par Poinsoy qui remplaçait Sol-Bauclair à Saint-Ferréol et qui eut ainsi 4.500 hommes sous ses ordres. Quant à Dagobert, il se rendit à Perpignan pour rétablir sa santé, et, s'il gardait la chambre, il suivait d'un œil attentif les événements de la guerre : le 7 novembre, il pria ses amis de Montlouis de lui annoncer le plus promptement possible ce qu'ils sauraient des mouvements de l'ennemi ¹.

nécessaires dans l'état des choses », et il ajoute que Chaillet de Verges qui devait être, sous Doppet, chef de l'état-major, soutenait alors « que, si le soldat manquait d'aliments, il devait se saisir de l'ennemi et le manger » ; mais « cette idée révolta le plus grand nombre. »

1. Cf. la lettre de l'adjudant général Bonnet, 21 nov. ; Dagobert à Bouchotte, 5 et 21 nov., à Alexandre Bertrand, 7 nov. et *Réponse* imprimée ; Hubert à Hardy, 14 nov. ; Poinsoy à Bouchotte, 27 mai 1794. Mém. de Grandvoinet (A. G.) ; Fervel, I, p. 196-200 ; Vidal, III, p. 53-64 ; Doppet, *Mém.*, p. 218 (« L'opération de Céret fut manquée parce que quelques personnes avaient conçu un autre projet et tenaient trop à son exécution. ») La lettre de l'adjudant général Bonnet est peut-être le plus net résumé de l'affaire : « Les représentants, dit-il, supposent gratuitement que Dagobert a manqué l'expédition de Céret. Dans le vrai, il a forcé les Espagnols à y porter 4.000 hommes ; il n'avait pas assez de troupes pour entrer dans Céret qui est dominé et où il avait ordre de faire simplement cette diversion qui a réussi. »

CHAPITRE XV

La suspension

I. Querelle des représentants et de Turreau. — Lettres de Turreau au Comité et à Ronsin. — Augereau. — Grandvoinet. — Hardy. — Critiques exprimées par Dagobert. — Les clubs du Midi. — II. Fabre et Gaston veulent recommencer l'expédition de Rosas. — Opposition d'Augereau, de Turreau et de Dagobert. — Conseil de guerre à Banyuls-dels-Aspres. — Opinion de Giacomoni. — Discours de Turreau et de Dagobert. — III. Suspension de Dagobert (17 novembre). — Départ de Turreau. — IV. D'Aoust commandant provisoire. — La seconde expédition de Rosas n'a pas lieu.

I. Pendant qu'avaient lieu l'expédition de Rosas et la diversion de Céret, la lutte s'engageait entre les représentants et Turreau.

D'après les renseignements qu'il recevait, le général jugeait qu'il fallait arrêter l'expédition de Rosas. Il alla voir Gaston et lui remontra que l'entreprise était dangereuse, au moins prématurée, qu'elle n'aboutissait à rien, qu'elle traînait en longueur, que le transport des vivres offrait d'innombrables difficultés, que les soldats subissaient dans les montagnes toutes les rigueurs du froid. Comme d'habitude, Gaston se perdit en inculpations violentes et vagues, se livra à un « emportement déplacé ».

Mais, tout en disant qu'il n'avait aucun soupçon contre Turreau, le représentant déclara que Dagobert avait commis une trahison en ne faisant pas la diversion convenue. Turreau répliqua que Dagobert avait peut-être « rempli sa mission d'une ma-

nière différente qu'on ne l'avait conçue », mais qu'il avait « opéré le même effet », attiré les forces de l'adversaire au pont de Céret, et, par ce mouvement, protégé la marche des troupes de Collioure. « Dagobert, ajouta Turreau, n'est pas traître; je connais la pureté de ses intentions, ses talents militaires et le danger que courrait l'armée si elle était privée d'un homme qui possède sa confiance entière. » Mais il comprenait que défendre la cause de Dagobert, c'était se donner « un tort de plus. »

Il n'avait pas hésité, dans une lettre du 2 novembre, à décrire aux représentants l'état réel de l'armée : pas de magasins de fourrages et aucun espoir d'en former; pénurie de munitions; consommation démesurée de cartouches; des troupes qu'il fallait dresser et instruire avant de les mener au combat, car on pouvait compter au plus sur 10.000 hommes. Les représentants répondirent à Turreau; il leur riposta; des deux parts le ton était âpre, cassant, sourdement hostile; des deux parts, reproches déguisés et allusions blessantes.

Turreau avait dit que les fourrages manquaient. Les représentants répondaient que les fourrages étaient l'objet constant de leur sollicitude et que « la pénurie tenait, non au défaut de précautions, mais à la force même des choses. » Sur quoi Turreau répliquait que les représentants ne devaient approuver aucune opération qui nécessiterait une grande quantité de chevaux avant d'avoir formé des magasins.

Turreau parlait de la dilapidation des cartouches. Les représentants répondaient que c'était au général à prendre des mesures pour éviter une consommation inutile, que la police du camp ne les

regardait pas. « Notre devoir, disaient-ils, est surtout de surveiller le général et de le punir s'il oubliait ce que la loi lui impose. » Sur quoi Turreau répliquait que les soldats avaient consommé depuis le 10 août jusqu'au 7 novembre deux millions quatre cent mille cartouches et que c'était aux représentants à châtier ceux qui souffraient un pareil gaspillage : « Si j'avais eu, ajoutait-il, quelques reproches à me faire à cet égard, je n'eusse pas sans doute rencontré la même indulgence; au surplus, je n'en réclame aucune. »

Turreau priait les représentants de ne pas se disperser, et il désirait les avoir réunis près de lui pour obtenir aussitôt les arrêtés qu'exigeaient les circonstances. Les représentants répondaient qu'un d'eux était toujours au quartier-général, que leurs occupations les obligeaient à se séparer : « la loi nous permet de procéder seuls et notre confiance les uns pour les autres est telle que nous avouons d'avance tout ce que disent ou font nos collègues. » Sur quoi Turreau répliquait qu'il n'y avait pas souvent de représentants au quartier-général, « à moins, remarquait-il, qu'on ne parle du quartier-général de la petite armée que le citoyen Fabre conduit et où ils se sont réunis sans que je l'ai su et que j'ai été appelé à aucune conférence ». Et il rappelait que la Convention avait décrété que les représentants ne décideraient rien d'important sans être deux au moins ¹.

Turreau demandait la convocation d'un Conseil

1. Oui; mais, le 29 août, la Convention avait décrété que les représentants pourraient prendre seuls des arrêtés dans le cas, où, par un arrêté pris conjointement, ils auraient jugé leur séparation nécessaire.

de guerre. Les représentants répondaient que cette convocation le concernait, qu'ils ne pouvaient s'immiscer dans le détail des opérations militaires parce qu'ils deviendraient garants des revers et des succès, qu'ils n'avaient que la surveillance, que la responsabilité devait peser entièrement sur les généraux. Sur quoi Turreau répliquait que les représentants ne doivent pas en effet « s'emparer du pouvoir confié aux généraux » ; mais n'était-il pas naturel que les citoyens Fabre et Gaston fussent appelés à un Conseil de guerre qui n'était que la conséquence des opérations militaires qu'ils avaient commencées ?

Turreau disait qu'il fallait instruire les troupes. Les représentants répondaient que Turreau voulait réduire les troupes à l'inaction, que les républicains ne parlaient de repos que lorsque la liberté est complètement affermie, que l'idée de poser les armes en un moment où l'ennemi souillait encore le territoire était « destructive de toute idée saine et politique et ne pouvait être favorable qu'aux muscadins à épauettes qui s'était glissés parmi les sans-culottes. » Sur quoi Turreau répliquait qu'il voulait instruire les troupes et non leur donner du repos, que « personne ne pensait à l'inaction », qu'il n'avait jamais songé à poser les armes, qu'il agirait dès qu'il pourrait, mais que « la force de circonstances qu'on aurait dû prévenir, s'opposait à une marche précipitée », que l'enthousiasme ne suffisait pas, qu'il fallait « avoir recours à l'art » et que le Conseil exécutif jugeait la chose nécessaire puisqu'il envoyait des instructions « dont la 1^{re} réquisition avait le plus grand besoin », qu'exercer les bataillons au maniement des armes et des-

destituer les officiers ignorants n'avait rien d'avantageux pour les muscadins.

La querelle s'envenimait, et déjà s'échangeaient des paroles irréparables. Lorsque Turreau désira connaître le plan de campagne des représentants, « si le général veut en prendre lecture, dit Fabre, il peut se transporter chez Gaston, mon collègue. » Et Gaston déclarait tout haut qu'il était le maître de l'armée, qu'il ferait marcher les généraux, qu'il se moquait de Bouchotte. « Je ne connais, s'écriait-il un jour devant Levasseur et Bailly, aides-de-camp de Turreau, je ne connais ni généraux ni pouvoir politique ; seul je dois commander et l'on m'obéira ; on se targue des ordres du ministre ; le ministre est pour moi ce qu'est un chien dans un jeu de quilles ! »

Mais Turreau regimbait. Il écrivait au Comité et à Ronsin. Il se plaignait au Comité de la « raideur » des représentants, de la « faiblesse de leurs motifs », et il assurait que tout général vraiment républicain qui serait dans sa situation et aurait les mêmes obstacles à surmonter, ne pourrait exécuter un plan utile à la République. Sa lettre à Ronsin était plus nette, plus explicite. Il fallait, disait Turreau, le retirer de là ou en retirer les représentants. Certes, les représentants étaient purs ; ils désiraient le bien ; mais ils entravaient les opérations ; ils voulaient être militaires ; ils prenaient leurs rêves pour des plans de campagne ; ils étaient entourés de flatteurs qui, pour obtenir des commissions de généraux, adoptaient leurs projets et ils nommaient, ils avançaient des hommes qui n'avaient dans le cœur d'autre sentiment que l'ambition, des hommes « indignes par leur

incapacité ou par leur incivisme. ineptes ou dangereux par leurs opinions ». Turreau concluait qu'il n'avait jamais vu autant d'intrigants qu'à l'armée des Pyrénées-Orientales, que ces intrigants qui depuis longtemps avaient juré de perdre Dagobert, craignaient sa sévérité : « il y a des individus que ma surveillance a effrayés et qui ont su, pour s'en débarrasser, usurper la confiance des représentants et s'étayer de leur pouvoir »¹.

L'adjudant-général Augereau que Turreau avait amené avec lui, traçait à son patron et ami Sergent un tableau semblable : manque de toutes choses ; désordre dans les administrations des vivres et des charrois ; les officiers-généraux ignorants, inciviques, craignant d'exprimer leur façon de penser ; « personne n'est à son poste ; les représentants sont généraux, et les généraux sont nuls ou peu de chose. » Augereau ajoutait que Turreau ne pouvait obtenir un Conseil de guerre pour déterminer un plan d'attaque et que tout le monde le fuyait, que tout le monde cherchait à le faire échouer dans les opérations qu'il devait entreprendre. « Qu'on laisse agir Turreau seul, disait Augereau, je connais ses talents et son patriotisme, et ça ira »².

1. Turreau à Bouchotte et à Ronsin, 8 nov. ; lettre des représentants Fabre, Gaston et Cassanyes à Turreau, 7 novembre, et observations de Turreau ; notes de Turreau ; Turreau au Comité, 14 nov. (A. G.).

2. Augereau à Sergent, 8 novembre (A. G.). « Augereau, dit Grandvoinet, Augereau, autant bouillant qu'instruit et bien intentionné, dévorait sa rage et disait à chacun son fait ; rien n'échappa à aucun d'eux (à Augereau et à Turreau) ; ce qu'ils voyaient, les affligeait. » Augereau alla porter à Bouchotte la première lettre de Turreau, celle où le général acceptait le commandement en chef, et Turreau demandait pour lui le grade d'adjudant général chef de brigade — que Bouchotte accorda sur-le-champ. « Augereau, écrivait Turreau à Bouchotte (lettre

L'ingénieur Grandvoinet portait le même jugement quelques mois plus tard. « Tout, écrit-il, tendait à l'anéantissement de l'armée, et il faudrait plusieurs pages si je voulais instruire la postérité de l'état fidèle des troupes, de leur nullité, du manque d'approvisionnements, des passions particulières des chefs et de la domination des représentants. »

Un commissaire du pouvoir exécutif, Hardy, arrivait alors au quartier-général de Banyuls-dels-Aspres. Il vit les soldats couchés sur la dure. « Pourquoi, demandait-il à Gaston, n'ont-ils pas de paille ? » — « Il n'y a pas de paille », répondit brusquement Gaston. Beaucoup avaient leurs vêtements en lambeaux. Partout, des chevaux gisaient morts de faim.

Mais il faut laisser parler Dagobert. Des intrigants, disait-il, trompent les représentants ; ils les « obsèdent » pour obtenir de l'avancement ; ils les « distraient des points les plus essentiels de leur mission, les approvisionnements de l'armée », et Dagobert montrait que les services seraient compromis à la moindre inondation parce que les représentants ne faisaient pas réparer les ponts, que nombre des chevaux de la cavalerie et de l'artillerie avaient péri par défaut de fourrage, que les pluies gâtaient la farine et le pain transportés en grande partie sur des charrettes découvertes, que le soldat couchait dans la boue. Pourquoi n'avoir pas établi d'hôpitaux dans le voisinage de Perpignan, par

du 26 septembre, datée de Saumur), est un ancien militaire d'un civisme éprouvé et d'une valeur à toute épreuve ; Rossignol dont il était premier aide-de-camp, s'en est privé par amitié pour moi. »

exemple dans la maison de campagne de l'ancien évêque ou ailleurs? On évacuait les malades sur Narbonne, sur Béziers et même plus loin! On les entassait dans des charrettes! On les exposait durant un long trajet aux injures de l'air! Aussi plusieurs étaient morts durant la route.

Les clubs du Midi n'ignoraient pas ces dissentiments entre généraux et représentants. La Société populaire de Toulouse écrivait au Comité de salut public qu'il y avait « peu d'accord » à l'armée des Pyrénées-Orientales, que les commissaires de la Convention avaient pour tâche, non de dresser le plan de campagne, mais d'« accélérer les mesures administratives qui peuvent en assurer le succès » et qu'ils ne devaient « pas ôter aux généraux la responsabilité »¹.

II. Fabre et Gaston se souciaient peu du mécontentement qu'ils excitaient. Ils projetaient, malgré l'échec d'Espolla, de recommencer l'expédition de Rosas. Pourquoi ne pas descendre dans l'Ampurdan par le col de Banyuls qui restait au pouvoir des républicains? Delattre y avait construit des retranchements ainsi qu'au mas de la Serra, et d'Aoust jugeait que les Français avaient de la sorte un avantage immense, qu'ils tenaient la clef de l'Espagne et que peu de troupes suffisaient pour la tenir. Gaston vint à la Serra, il y bivaqua, et il disait qu'on y sentait un zéphyr qui n'était pas tendre, que le vent emportait, renversait souvent

1. Mémoire de Grandvoinet; Hardy et Revet à Bouchotte, 19 novembre; Dagobert, *Réponse imprimée*, p. 4; le Comité de surveillance de la Société populaire de Toulouse au Comité de salut public, 21 novembre (A. G.).

chevaux et cavaliers; mais il glorifiait le courage des républicains qui s'étaient emparés d'un poste imprenable où ils défiaient maintenant toutes les forces de l'ennemi. « La nature, écrivait-il le 3 novembre, a pris soin de ses fortifications, et le génie vient de les perfectionner », et il ajoutait, comme d'Aoust, que les Français avaient la clef de l'Espagne dans leur poche. Hélas! cinq jours après, Augereau se rendait à la Serra, et, au retour de son excursion, il mandait à Paris que les soldats étaient mécontents, que les chefs montraient une « grande ineptie » et qu'il avait vu « des dilapidations énormes ».

Mais l'expédition de Roses était le projet favori de Fabre et comme son idée fixe. Vainement Turreau s'inquiétait, s'alarmait, se plaignait qu'on prît, sans l'informer, des mesures relatives à l'invasion de l'Espagne, qu'on ne lui fit aucun rapport. Fabre annonçait qu'il allait tirer de l'armée principale un corps de 4 à 5.000 hommes qui lui semblait indispensable au succès de l'opération. « Est-il possible, s'écriait Turreau, de se comporter d'une manière plus illégale? »

Le général eut l'idée de revendiquer ses pouvoirs et d'en user dans toute leur étendue. Le respect qu'il avait pour la représentation nationale le retint. Mais il résolut de partir. « Je désire, mandait-il à Paris, être à un poste où tous mes moyens ne soient pas brisés par aucun conflit d'autorité. Les projets de Fabre et de Gaston paraissent bien déterminés; il ne faut pour chefs de cette armée que des individus qui les approuvent. »

Dagobert était de cœur et d'âme avec Turreau. Il s'indignait que Fabre n'eût pas abandonné son

dessein d'envahir l'Ampurdan et de marcher sur Rosas, car c'était Fabre qui voulait l'expédition, et c'était lui qui la dirigeait; Delattre, ce jeune homme sans services et sans expérience n'était que le prête-nom de Fabre, et voilà, disait Dagobert, pourquoi Fabre avait élevé au grade de général ce blanc-bec qui n'était cinq mois auparavant qu'un petit lieutenant du génie!

Enfin, Turreau obtint qu'un Conseil de guerre se réunirait au quartier-général de Banyuls-dels-Aspres le 12 novembre. Tous les généraux assistaient à cette conférence. Dagobert, malade, était à Perpignan; il n'avait pas quitté la chambre depuis dix jours; il vint cependant ¹.

Turreau posa cette question : *l'expédition de Catalogne par le col de Banyuls est-elle utile?* Fabre répondit que cette expédition ne serait qu'un coup de main, mais un coup de main décisif, qu'il avait tâté le pays des deux côtés, du côté de la mer et du côté de la montagne, et que, si la population entière courait aux armes et sonnait le tocsin, elle était peu dangereuse.

Le chef d'état-major Giacomoni pensait tout autrement. Il jugeait qu'une seconde expédition de Rosas serait inutile; qu'elle exigeait 18 000 hommes; que l'ennemi, prévenu de nos projets, avait évidemment pris ses précautions pour disputer les passages et approvisionner les places; que les colonnes d'invasion trouveraient une foule d'obstacles, des troupes en tête, une armée qui pouvait se porter sur leur flanc, une cavalerie supérieure à la

1. Gaston aux administrateurs du Gard, 3 novembre; Augereau à Sergent, 8 novembre; Dagobert à Bouchotte, 6 et 21 novembre (A. G.).

nôtre, un pays ruiné : c'était une campagne dans toutes les règles à entreprendre. Mais Giacomoni se garda bien d'exposer ses arguments devant Fabre et Gaston, et il ne les développa que six semaines plus tard dans un mémoire qu'il envoyait d'abord à Hérault de Séchelles, puis au Comité de salut public.

Dix neuf généraux étaient présents. Trois seulement, Turreau, Dagobert et Poinot, désapprouvèrent l'expédition et, selon le mot de Turreau, bravèrent la puissance proconsulaire. Encore Poinot revint-il sur son vote. Il disait dans ses conversations et ses lettres privées que Delattre n'était qu'« un soldat du génie d'un an ou deux ». Mais d'Aoust assure qu'il s'est rétracté, et on peut croire d'Aoust sur ce point ¹.

Turreau avait parlé sur un ton énergique. De nouveau il combattit un plan qu'il trouvait « préjudiciable aux intérêts de la République ». De nou-

1. Cf. le *Plan d'attaque par Figuières et Rosas*, de Fabre, 31 juillet; Mémoire de Giacomoni, 22 décembre; Poinot à Bouchotte, 5 décembre (A. G.). Aussi Dagobert n'eut-il plus de relations avec Poinot, et vainement ce dernier tenta l'année suivante, par l'intermédiaire de Dugommier, de rentrer en grâce auprès de son frère d'armes de la Perche et d'Olette. Quelques jours plus tard, Poinot était destitué par les représentants, et il essaya de faire croire que son opposition avait causé sa disgrâce. « La première cause de ma destitution, dit-il, est d'avoir refusé ma voix au Conseil de guerre pour l'expédition de Rosas, et la seconde, que j'étais le bras droit de Dagobert. Ne trouvant rien sur mon compte, les représentants se servirent du prétexte que j'ai été garde du roi, et je l'ai été quinze jours, et c'est moi qui les ai dénoncés aux Jacobins! » (Poinot à Hardy, 1^{er} déc. A. G.). Il n'a pas dit la vérité : il encourut la disgrâce des représentants parce qu'il s'était fait battre le 25 novembre — il ne s'en vante pas dans ses lettres et Fervel (I, p. 242) croit que ses troupes étaient commandées par Sol-Baclair — mais c'était Poinot qui menait les troupes qui, durant une nuit où il pleuvait à verse, emportèrent la redoute du Roc-Blanc et la laissèrent reprendre quatre heures après; ce qui amena la perte de Saint-Ferréol. Cf. le mémoire de Grandvoinet qui termine son récit par cette phrase : « Poinot fut destitué. »

veau il représenta la situation navrante de l'armée, le désordre qui régnait dans l'administration, les dilapidations de tout genre, la confusion de pouvoirs causée par les prétentions des principaux agents militaires, le gaspillage des cartouches, la disette de fourrages, la subsistance des troupes incertaine, les commissaires des guerres ignorants et insouciants, les magasins de Perpignan épuisés, la place incapable de faire aucune espèce de résistance, et, en cas d'un mouvement rétrograde — il osait prononcer ce mot qui, selon les représentants, affligeait les oreilles républicaines — une partie de l'artillerie devenant, faute de chevaux et de mulets, la proie de l'ennemi. Et, ajoutait Turreau, on projetait d'entrer en Espagne! La pénurie des fourrages était extrême et, pour entreprendre l'expédition, on allait augmenter le nombre des mulets qui transporteraient les munitions de guerre et de bouche! Qu'arriverait-il si Ricardos attaquait l'armée principale avec toutes ses forces dans le moment où 6000 hommes d'élite s'en éloignaient à quinze lieues? « Cernés dans la Catalogne, repoussés dans le Roussillon », tel serait le sort des Français. Et de nouveau Turreau proposait de prendre des cantonnements d'hiver, de resserrer la position « qui était hachée et à laquelle on avait donné trop de développement », de tenir l'armée « plus rassemblée » et de la former, de l'instruire, car elle n'était qu'« une réunion d'hommes sans discipline et sans subordination¹ ».

Dagobert fut plus vif encore et il ne craignit pas, selon son expression, d'émouvoir la bile des repré-

1. *Revue de la Révolution*, VI, doc., p. 3, 4, 5; Turreau à Bouchotte, 8 nov. (A. G.).

sentants. Il railla Fabre et sa foi robuste qui lui faisait chanter victoire avant le combat. Il lui reprocha d'affaiblir l'armée principale « déjà trop décousue », de favoriser la division de Collioure qui se regardait comme une armée à part, de lui envoyer sans cesse des armes, des provisions, des bataillons, et de confier 6000 hommes d'élite à Delattre. Il assura que l'expédition ne serait d'aucune utilité, qu'on ne pourrait conquérir que trois ou quatre misérables villages, qu'on serait à quatre pas de là arrêté par la forteresse de Rosas, qu'il était physiquement et moralement impossible d'investir cette place sans artillerie de siège et presque sans vivres, qu'une telle opération était contraire à toutes les règles du bon sens. « Vous oubliez, disait-il, le voisinage de l'armée ennemie, le manque de munitions, la difficulté des transports, la rigueur de la saison; il sera facile de couper à ces 6000 hommes les vivres et la retraite; les paysans seuls sauront les arrêter dans les gorges des montagnes, et il est hors de vraisemblance que Ricardos quitte ses positions, même s'il croit ses derrières menacés; il se contentera de détacher quelques troupes pour assaillir notre colonne et la détruire en détail, et certes, il ne souhaite qu'une pareille expédition; pour peu qu'il entende son métier, pas un seul Français n'en reviendra! » Fabre déclarait, comme naguère, que Delattre, après la prise infaillible de Rosas, irait sur Bellegarde fermer le retour aux Espagnols. « J'accorderai, ajoutait-il superbement, une amnistie aux Espagnols s'ils rendent Bellegarde ». — « A votre place, répondit Dagobert, je leur demanderais Barcelone! ».

III. Aussi était-il plus que jamais la bête noire des représentants. Fabre et Gaston le qualifiaient de royaliste, de ci-devant, de traître. Cet homme, disaient-ils, ne cessait de leur susciter des embarras et de leur opposer des obstacles ; il voulait, comme Turreau, mettre l'armée en cantonnements d'hiver ; il corrompait, empoisonnait la Société populaire de Perpignan. Quoi ! ce club qui, lorsqu'il s'était épuré, ne comptait que trente personnes, se composait aujourd'hui de dix huit cent membres, tous *turreau-tistes* et *dagobertistes* ! Par un arrêté du 17 novembre ils suspendirent Dagobert et lui enjoignirent de s'éloigner à vingt lieues des frontières. Ils lui reprochaient, dans les considérants de l'arrêté, d'avoir fait manquer l'expédition de Céret, d'avoir refusé de marcher sur la ville malgré l'attaque de Sol-Bauclair et les pressantes exhortations de Casanyes, d'avoir désorganisé son armée en marchant sur Saint-Marsal et non sur Llauro, d'avoir perdu du monde par la désertion. Ils lui reprochaient même d'avoir enjoint le 28 octobre à Sol-Bauclair de lâcher Saint-Ferréol — et cependant Dagobert, avait toujours dit qu'il était important de garder Saint-Ferréol ; Dagobert, au lieu de donner un ordre, exprimait le simple avis que les troupes de Sol-Bauclair qui souffraient du froid, feraient bien de s'abriter contre les rigueurs du temps dans les granges et métairies du voisinage. Ils prétendaient que, si le pont de Céret avait été pris, Dagobert aurait pu envoyer des troupes au col du Portell et vers La Jonquièrre pour couper les vivres et la retraite à l'envahisseur. Comme si ces troupes, objectait Dagobert, pouvaient aller impunément à trois ou quatre lieues en arrière des Espagnols au-delà

du Tech dont ils occupaient tous les passages ! « Ces projets, ajoutait-il, dont le ridicule est démontré par la position de l'ennemi, ne sont-ils pas les rêves d'un cerveau en délire ? » ¹

Les représentants s'étaient débarrassés de Dagobert. Quelques jours après, Turreau les délivrait enfin de sa présence importune, ce Turreau qui, suivant eux, semblait applaudir au rassemblement prodigieux de déserteurs qui se formaient dans Perpignan ; ce Turreau qui dominait le club et qui répétait à la Société populaire qu'il avait la confiance du Comité, du ministre et de tous les patriotes ; ce Turreau qui défendait, qui soutenait ouvertement Dagobert ; ce Turreau dont les agents répandaient les plus funestes principes et qui, par son influence, paralysait entièrement l'armée ! Mais Turreau n'avait cure des impuissantes et furibondes dénonciations de Fabre et de Gaston. Il partit en prophétisant un désastre. « Craignez, dit-il lorsqu'il fit ses adieux à d'Aoust, craignez que les hommes auxquels vous témoignez aujourd'hui une déférence aveugle, ne vous abandonnent au premier échec et que tous les maux de cette armée ne retombent sur votre tête ! »

IV. Doppet remplaçait Turreau. Mais, dès le 22, sitôt qu'ils avaient su la nomination de Doppet, comme si Turreau n'était plus là et malgré l'ordre qu'il avait de diriger l'armée jusqu'à l'arrivée de son successeur, les représentants arrêtaient que d'Aoust, en sa qualité de plus ancien divisionnaire,

1. Dagobert à Bouchotte, 21 nov. et *Réponse* imprimée ; mémoire de Pontet : « sages conseils d'un militaire digne de confiance par son âge et son expérience. »

prendrait provisoirement le commandement. « C'est, disait Turreau avec esprit, me suspendre indirectement ¹ ».

Toutefois la seconde expédition de Rosas n'eut pas lieu. « La veut-on de bonne foi, écrivait Fabre dans un moment d'impatience au chef de l'état-major, ou ne veut-on ajourner que pour lasser? » Mais le mauvais temps était venu; les chemins se faisaient de plus en plus difficiles; les troupes se plaignaient d'être presque constamment au bivouac; la « masse » désertait. Des officiers craignaient que l'ennemi, prenant Argelès et menaçant Collioure, ne vint tourner, couper, affamer le camp de Banyuls. Le représentant reconnut qu'il ne fallait pas s'entêter, Pas de fourrages, pas d'artillerie de siège, pas d'ingénieurs, pas d'officiers habiles, et comment, à l'époque des grosses pluies, forcer le passage des rivières? Avait-on même battu les Espagnols? S'était-on approché de Rosas? « Il était maladroit, remarque l'adjudant général Bonnet, de vouloir donner suite à ce projet, et cet acharnement à faire d'une expédition qui n'était qu'accessoire l'expédition principale, avait coûté 3000 hommes environ à la République et un temps précieux ». Le 21 novembre d'Aoust ordonnait aux bataillons qui campaient en delà de la frontière, de regagner le territoire français. 1200 hommes restaient sur le sol espagnol pour défendre le col de Banyuls et 200 au-

1. Turreau, notes et lettres au Comité, à Bouchotte, à Ronsin, 28 oct. et 8 nov.; arrêté des représentants, 17 nov. (A. G.); *Revue de la Rév.*, *id.*, p. 5; c'est le 29 octobre, en note à une lettre de Turreau, que Bouchotte le nomme général de division à l'armée de l'Ouest et le remplace aux Pyrénées-Orientales par Doppet. Voir à l'appendice XIV, le plan général d'opérations proposé le 22 décembre par Turreau au Comité.

tres cantonnaient dans les métairies qui bordaient le chemin du col. Le reste se replia sur Port-Vendres et Collioure, mais dans quel état! La municipalité de Collioure traçait le tableau le plus triste de la garnison: les soldats désertant par bandes ou quittant de nuit les batteries pour boire ou dormir dans les maisons voisines, les bataillons de la réquisition réduits de moitié ou des deux tiers et payés comme s'ils étaient au complet, le sort de la ville « abandonné aux caprices de la fortune ¹ ».

1. Fabre au chef de l'état-major, 13 nov.; Delattre à Turreau, 19 nov. et à Bouchotte, 22 nov.; lettre de Bonnet, capitaine du génie et adjudant général, chargé du bureau de l'état-major à Perpignan, 21 nov.; le maire de Collioure à Hardy, 21 novembre; mém. de Grandvoinet (A. G.); cf. Lamer à Dagobert, 23 déc. (A. D.): « le camp de Banyuls, ridiculement placé par sa très longue ligne, sans corps de réserve, sans redoute, sans retranchement, ce qui le mettait à même de le voir coupé par l'ennemi, s'il eût été un peu plus entreprenant. »

CHAPITRE XVI

Paris

I. Lettre de Dagobert à Bouchotte. — Il quitte Perpignan. — Sa réponse aux représentants. — Notes de Turreau. — Protestations d'Augereau et de l'armée, de Revest et de Hardy. — Certificats de Perpignan et de Rivesaltes. — Lettres des administrateurs de l'Ariège et du district de Quillan, des clubs de Lavelanet et de Saint-Lô. — Manifestation des clubs de Perpignan et colère de Gaston. — Bouchotte favorable au général. — Les conventionnels Clauzel et Voulland. — II. La débâcle de l'armée des Pyrénées-Orientales. — Mesures du Comité. — Rappel des représentants. — III. Désespoir de Gaston. — Mort de Fabre. — Arrestation de Delattre et de d'Aoust. — Goguet à l'armée du Nord. — IV. Dagobert appelé à Paris. — Conférences avec Delcasso et Montegut, avec Carnot et Garrau. — Plan de campagne.

I. Dagobert pressentait l'arrêté qui le frapperait. S'exprimer aussi sincèrement qu'il l'avait fait sur les projets des représentants et sur Delattre, leur « enfant chéri », c'était, disait-il, s'exposer à leur colère et il voyait déjà qu'ils « ne laissaient échapper aucune occasion de manifester de la partialité contre lui ».

Peu de jours avant sa suspension, il annonçait au ministre de la guerre qu'il s'était « mis à dos » le représentant Fabre dont il refusait d'approuver les plans, et il priait Bouchotte de venir à son secours, de le « sauver des griffes de ses ennemis », de le « soustraire à leur vengeance ». Qu'il obtint d'abord un congé pour rétablir sa santé affaiblie par ses longs services et ses anciennes blessures, puis une place n'importe où, dans quelque poste que ce fût,

il verserait pour la patrie la dernière goutte de son sang « pourvu qu'il n'y eût là ni Fabre ni Gaston ».

L'arrêté signé Fabre et Gaston et daté du 17 novembre lui fut notifié le 20 à 4 heures de l'après-midi. Dès le lendemain il prenait le chemin de Paris. « Quoique mon état de maladie, disait-il, dût me faire espérer quelque égard, je me suis néanmoins empressé de partir ¹ ».

Mais Fabre et Gaston lui gardaient une rancune mortelle. Ils avaient juré qu'il n'en serait pas quitte à si bon marché. Ils demandèrent au Comité qu'il fût « traduit au tribunal redoutable » et ils comptaient bien qu'il subirait le sort de Custine. Dès le 20 septembre, Fabre n'écrivait-il pas à Leyris : « On m'assure que Dagobert a été dénoncé à la Société populaire de Toulouse ; marque-moi si ce fait est vrai, sur quoi porte la dénonciation et ce que tu en penses ; nous ne saurions trop éclairer l'espèce de ces hommes ² » ?

Le vainqueur de la Perche et d'Olette n'était pas de ceux qui se laissent égorger avec résignation sans crier ni regimber, et il prouva à Fabre et à Gaston qu'il avait autant de ténacité dans la résistance que de promptitude à l'attaque. De Rivesaltes, le 21 novembre, le jour même de son départ, il écrivait à Bouchotte que les deux représentants « venaient de mettre le comble à leur animosité » et il réfutait leurs allégations, montrait que « tous ces échafaudages de faits controuvés n'étaient que pour masquer les trop réels désavantages du corps d'armée commandé par le représentant Fabre sous

1. Dagobert à Bouchotte, 6 et 24 nov. (A. G.) ; *Réponse* imprimée, p. 1.

2. G. Sorel, III, p. 42.

le nom du général Delattre ». Ces désavantages, il les avait prévus, les avait prédits. C'est pourquoi Fabre et Gaston voulaient se venger ; c'est pourquoi Gaston l'avait qualifié de traître. Mais un sans-culotte, un républicain doit-il composer avec la vérité, doit-il déguiser son opinion ? « C'est un soin, disait Dagobert, que je laisse à ceux qui ont obtenu des représentants par leur adulation le grade de général. Si ces gens-là avaient exécuté mes ordres le 22 septembre, si les représentants ne m'avaient pas fait révoquer ceux que j'avais donnés pour le 29, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus d'Espagnols sur le territoire de la République ; je les aurais prévenus et j'aurais occupé avant eux les positions où ils se sont depuis fortifiés ¹ ».

Dès qu'il fut à Paris, il fit imprimer sa *Réponse* aux représentants. Pouvait-il se taire ? Son silence ne serait-il pas plus qu'une faiblesse ? Son honneur ne lui commandait-il pas de détruire les soupçons qui planaient sur lui ? Il rappelait ses actes, la conquête de la Cerdagne, les brillantes victoires de la Perche et d'Olette qui « faisaient dire de lui qu'il avait sauvé les départements méridionaux », la reprise de Villefranche de Conflent, les Espagnols effrayés d'une manœuvre qui les mettait entre deux feux et abandonnant le camp de Prades, les républicains entrant à Camprodon, au Martinet, à Montella, et venant s'établir sur les hauteurs de Céret et d'Arles-sur-Tech. N'était-il pas toujours le premier à l'attaque ? Que de titres pour être réintégré ! Et cependant les représentants lui déclaraient une guerre implacable ! Pourquoi ? Parce qu'il n'était

1. Dagobert à Bouchotte, 21 novembre (A. G.).

pas « un mannequin ¹ n'agissant que d'après leurs vues ». Il avait eu le malheur de sourire en lisant dans le bulletin de la Convention : « *Fabre se conduit en héros, signé Fabre !* » Il avait exprimé franchement son opinion sur leurs favoris, d'Aoust et Delattre. Il avait dit qu'il ne saurait se résoudre à suivre leurs plans dont il sentait l'incohérence et les dangers. Fallait-il donc applaudir aux projets militaires de Fabre et de Gaston ? Ces projets étaient-ils comme l'arche du Seigneur qu'on ne pouvait toucher du doigt sans être frappé de mort ? Oui sans doute : l'événement l'avait démontré. Dagobert avait été suspendu, et sa suspension, c'était « pour lui la mort, car c'est une véritable mort pour le républicain qui adore sa patrie que d'être privé de la servir ». Et Dagobert priait la Convention de le rappeler du séjour des morts et de déclarer qu'il avait bien mérité de la patrie ².

Turreau se joignait à Dagobert. Il envoyait au Comité des *notes* terribles sur la conduite des représentants Fabre et Gaston. Quel homme, disait Turreau, Fabre et Gaston avaient-ils adopté, quel homme avaient-ils nommé général et voulaient-ils,

1. Poinsolet disait de même (Poinsolet à Bouchotte, 5 déc. A. G.) : « Le héros Fabre qui veut être général en chef et représentant, a besoin de mannequins pour généraux et non de vrais soldats ».

2. *Réponse du général Dagobert à l'arrêté de sa suspension* ; *Actes du Comité*, VIII, p. 685 ; Dagobert à Bouchotte, 6 et 21 nov., à la Convention et au Comité, 18 et 19 décembre (A. G.). Il envoya sa *Réponse* le 18 décembre au président de la Convention en le priant de rappeler aux membres de l'Assemblée l'ancienneté de ses services, ses blessures — dont une balle restée dans le pied droit — et plusieurs victoires remportées sur les ennemis de la République : « ce sont, disait Dagobert, des titres pour espérer que la Convention voudra me réintégrer et déclarer que j'ai bien mérité de la patrie. » Il écrivait en même temps au Comité de salut public et le priait d'approuver et d'appuyer sa requête.

à quelque prix que ce fût, conserver à la tête des troupes? D'Aoust, un ci-devant noble « justement suspecté, sans talents, sans moyens et qui n'avait pour se maintenir que l'art de flatter l'amour propre de ceux dont il dépendait »! Au lieu de surveiller les marchés qu'ils avaient passés, au lieu d'encourager Perpignan et les autorités par leur présence, au lieu de former l'esprit public, ils allaient diriger les colonnes et tentaient de réaliser leurs « rêveries militaires »! Ils avaient l'ambition d'être les véritables chefs, et cette ambition « se développait sans contrainte sous le règne du complaisant d'Aoust. »! De là l'accueil qu'ils avaient fait à Turreau : on eût dit qu'ils désiraient l'éloigner « à force de dégoûts ». Turreau, trouvant un projet dont l'exécution était commencée, avait laissé bénévolement à d'Aoust le commandement provisoire de la principale armée, et les représentants, ne voyant dans Turreau qu'un étranger, avaient tâché d'« éterniser sa nullité ». Et — continuait Turreau — quels avaient été les résultats du « généralat » de Fabre et de Gaston? Pour « suivre leur expédition mal conçue et mal combinée de Rosas », ils avaient négligé l'attaque qui devait avoir lieu au centre, ils avaient laissé l'adversaire épuiser les ressources d'un district entier — celui de Céret — dresser tranquillement des redoutes et fortifier une position avantageuse pendant que les troupes « dont le repos était la perte », demeuraient « stagnantes » et consumaient inutilement le peu de provisions qu'elles avaient. Ils avaient établi des magasins considérables à Port-Vendres¹,

1. « Magasins qu'on avait formés contre tout principe militaire. » (Mémoire de Grandvoinet).

ils avaient envoyé à Port-Vendres des munitions et des fourrages, et durant ce temps l'armée souffrait de la disette et voyait ses chevaux dépérir ou mourir. Cette armée était-elle du moins attachée à ses chefs? Non. Les représentants nommaient une quantité d'officiers-généraux superflus et grassement payés. Et ils suspendaient Dagobert! « Le soldat, disait Turreau, chérit Dagobert; à sa voix, on ne s'est jamais refusé à aucune fatigue, sa présence est un gage du succès, et Dagobert est écarté, Dagobert est frappé, Dagobert qui a garanti de l'invasion le département de l'Ariège, éloigné l'ennemi des environs de Perpignan, conquis la Cerdagne espagnole, Dagobert à qui de longs et importants services, de grands talents militaires, et une infatigable activité avaient assuré la confiance du soldat et devaient assurer celle des représentants et des généraux! » Fabre et Gaston, concluait Turreau, avaient donc compromis le salut de l'armée, et le Comité devait, malgré leur patriotisme présumé, provoquer leur rappel. « Ils ont fait souvent ce qu'ils ne devaient pas et souvent n'ont pas fait ce qu'ils devaient. L'autorité qu'ils exerçaient avait beaucoup d'analogie avec celle des dictateurs romains. Mais nous sommes loin de vouloir adopter des mesures aussi dangereuses. La République n'a pas besoin, pour être sauvée, de ce genre de tyrannie¹ »!

Aux Notes de Turreau s'ajoutaient les protestations des militaires et des clubs. Turreau avait raison. Dagobert possédait la confiance, cette con-

1. Notes que le général Turreau a cru devoir présenter au Comité de salut public sur la conduite des représentants Fabre et Gaston près l'armée des Pyrénées-Orientales (A. G.).

fiance qui, selon le mot de son devancier Barbantane, est dans les moments de révolution le plus fort des leviers ¹.

Augereau qui, ainsi que Turreau, avait gagné Paris, Augereau qui devait bientôt retourner dans le Roussillon pour remporter, à la tête de l'aile droite, ses premières victoires, Augereau vantait à tout venant les mérites de Dagobert et dénonçait l'impéritie et le mauvais vouloir de ceux qui l'avaient dénigré et suspendu.

Mêmes sentiments dans l'armée des Pyrénées-Orientales. L'adjudant général Bonnet écrivait que les représentants, avec de bonnes intentions, « avaient tort de s'en rapporter à des gens sans lumières » et qu'ils chargeaient Dagobert pour pallier leurs erreurs et « couvrir le défaut de l'expédition de Rosas ». Pelleport assurait que l'armée aimait et estimait Dagobert, et un officier entendit à Fourques les volontaires dire tout haut : « Nous avons dans la grande armée des traîtres qui cherchent à perdre notre général-soldat et pourtant il sait, lui, faire céder tout sentiment particulier au bien et au salut de la République ; il ne se cache pas, lui, les jours de bataille et il marche bravement à notre tête ». Et ils juraient de suivre Dagobert partout, même s'il fallait aller d'un pôle à l'autre, parce qu'ils étaient sûrs qu'il partageait leurs fatigues comme ils partageaient ses lauriers ².

1. Barbantane, *Mém.*, p. 85.

2. Lettre de l'adjudant-général Bonnet, 21 nov. (A. D.) ; Pelleport, *Mém.*, I, p. 9 ; le capitaine Hubert à Hardy, 14 nov. (A. G.) : « Nos soldats, dit encore Hubert, ne sont plus des machines dont se servaient les despotes ; ils discernent très bien lorsqu'on veut les tromper ; ils s'aperçoivent encore mieux lorsque les généraux manquent d'être à leur tête. »

Pareillement, les agents du Conseil exécutif, Revest et Hardy, justifiaient et prônaient le général suspendu. Revest témoignait que Dagobert faisait son métier avec exactitude et qu'« un tas d'intrigants cherchait à l'éloigner en profitant de l'influence des représentants qu'ils flattaient constamment et qui perdraient irrémédiablement l'armée si la Convention n'y portait un prompt remède ». Hardy mandait que Dagobert était aimé, non des généraux, mais du soldat et que le soldat marcherait toujours avec lui. « Ordinairement, disait Hardy, on n'entend pas faire l'éloge d'un général détesté ; eh bien, qui que ce soit, citoyens de cette ville, habitants de la campagne et soldats de toute arme, s'accordent à louer Dagobert ¹ ».

La population de Perpignan ne cessait, en effet, de regretter Dagobert. Déjà, après l'affaire de Trouillas, le bruit courait sur les places et dans les rues qu'« on avait voulu sacrifier Dagobert. » Oui, s'il avait été vaincu à Trouillas, c'est qu'il était « mal compris, mal secondé » ; il avait, dans ce combat, montré autant d'habileté que de courage, et des « manœuvres perfides » l'avaient fait échouer ! Le 22 novembre, le Conseil général de la commune lui avait accordé un certificat de civisme ². Le 26, le Conseil de la commune de Rivesaltes certifiait qu'il avait dû rester à Rivesaltes du 21 au 26 novembre à cause de sa maladie et du débordement de la rivière où s'était noyé un brigadier de la lé-

1. Revest et Hardy à Bouchotte, 14, 19, 21 novembre et 24 décembre (A. G.).

2. Délibération du 2 frimaire ; certificat signé le 3 par le maire Valérius Parizot et les officiers municipaux (A. D.) ; cf. mémoire de Peiroux (A. G.).

gion de Rosenthal, et les membres du Conseil ajoutaient qu'il avait été le dieu tutélaire et le libérateur des Pyrénées-Orientales, que « le doux espoir de le voir revenir bientôt dans le sein de ce département dont il était le père, pouvait seul consoler ses concitoyens de la tristesse que son départ avait causée dans leur âme¹ ».

La population de l'Ariège et de l'Aude était aussi « dagobertiste » que Perpignan et que Rivesaltes. Déjà, après la bataille de Trouillas, les administrateurs du département et ceux du district de Quillan avaient pris parti pour le général. Les administrateurs de l'Ariège lui écrivaient que ses succès avaient « irrité contre lui les serpents de l'envie », que l'affaire malheureuse du 22 septembre prouvait « ce que peuvent dans les combats les passions et les rivalités humaines », mais que Dagobert avait sauvé le département, qu'il serait « constant dans son patriotisme » et que ses détracteurs finiraient par lui rendre justice. Les administrateurs du district de Quillan ne voulaient pas se prononcer sur les actes de Goguet ; ils croyaient que les représentants avaient contrarié le plan de Dagobert « dans de bonnes vues » ; mais sa conduite énergique et vraiment républicaine lui valait confiance et reconnaissance ; il avait avec des recrues de montagne vaincu les Espagnols dans cette partie de la frontière, délivré Montlouis, arraché les départements de l'Aude et de l'Ariège à l'invasion ; partout où il s'était montré, il avait semé l'épouvante, et les administrateurs du district mandaient à Dagobert : « Un républicain n'aime pas à éprouver des contra-

1. Certificat de la commune de Rivesaltes, 6 frimaire (A. D.).

dictions ; mais il n'en demeure pas moins attaché à la chose publique, poursuivez nos ennemis, assurez-nous la paix que vous nous avez procurée, et la couronne civique qui vous attend, vous dédommagera de vos peines¹ ».

Les clubs s'agitaient. La société populaire de Lavelanet se plaignait à la Convention que Dagobert eût été calomnié².

La Société populaire de Saint-Lô, apprenant qu'il avait quitté le commandement en chef pour regagner la Cerdagne, lui écrivait qu'elle rendait toujours hommage à ses talents militaires ; que le « petit échec » du 22 septembre venait sans doute d'un malentendu ou d'un ordre mal exécuté ; que Dagobert ne cessait pas de mériter l'estime et l'admiration de la République ; qu'il avait montré par un grand exemple qu'un général sait respecter la loi et que l'amour de la patrie était sa seule ambition. « Continuez, disait le club, à parcourir la glorieuse carrière où vos talents vous appellent ; achevez de cueillir les lauriers qui vous attendent ; ne laissez point à d'autres les conquêtes que vos connaissances dans l'art difficile de la guerre vous assurent ; quoique votre poste soit changé, votre civisme et votre bravoure sont toujours les mêmes ; partout où vous combattrez, vous serez vainqueur ; votre sagesse et vos vertus nous en sont les garants³ ».

1. Les administrateurs de l'Ariège à Dagobert, Foix, 14 oct. ; délibération du district de Quillan, 11 octobre, et lettre des administrateurs, du même jour (A. D.).

2. *Mon.*, 15 déc. Il faut remarquer que Clauzel, le futur maréchal, était alors adjudant général à l'armée des Pyrénées-Orientales et que son frère, Jean-Baptiste, député à la Législative et à la Convention, était maire de Lavelanet.

3. La Société des amis de la liberté et de l'égalité de Saint-Lô à Dagobert, 24 oct. (A. D.).

De toutes ces manifestations, la plus éclatante fut celle du club de Perpignan. Bien qu'épurée et régénérée par Fabre et Gaston, la Société populaire aimait et estimait Dagobert. Sitôt qu'elle sut qu'il était suspendu, elle dépêcha quatre de ses membres demander à Gaston les causes de la disgrâce du général et les noms de ceux qui l'avaient dénoncé. Quatre autres délégués allaient en même temps prier Dagobert de rester provisoirement à Perpignan et lui témoigner la douleur du club. Dagobert remercia la Société et répondit à la députation qu'il était parfaitement tranquille, que nul ne pouvait suspecter ses principes. Quant à Gaston, il reçut les jacobins avec son emportement ordinaire. Il leur refusa toute espèce d'éclaircissement et leur déclara que les représentants avaient assez de pièces dans les mains pour suspendre Dagobert. « Je suis surpris, ajouta Gaston, qu'une Société républicaine ne paraisse pas se reposer sur la confiance dont la Convention m'a investi; mais je sais qu'il y a des intrigants parmi vous; votre démarche est une insurrection, et j'obtiendrai 20.000 hommes qui sauront empêcher Perpignan de devenir une Vendée ou un Lyon »! La Société, indignée, résolut sur-le-champ de faire une adresse au Comité de salut public pour demander que Fabre, Gaston, Bonnet et Cassanyes fussent rappelés à la Convention et remplacés par quatre autres députés sans-culottes. L'adresse rédigée par le maire de Perpignan, l'adjudant de place Valérius Parizot, devait être envoyée aux Jacobins et aux Cordeliers de Paris ainsi qu'aux corps administratifs du département. La Société se ravisa le lendemain; elle décida qu'au lieu de solliciter le rappel des représentants, elle

se contenterait d'écrire au Comité qu'elle avait vu la suspension de Dagobert avec douleur. Mais cette imposante manifestation acheva de rendre Bouchotte favorable au général ¹.

Le ministre de la guerre avait un faible pour Dagobert. Après le combat de la Perche, il le félicitait et lui souhaitait de nouveaux succès. Lorsqu'après la conquête de la Cerdagne, Dagobert mandait qu'il était malade et qu'il avait recueilli ses forces, « je désirerais, lui répondit le ministre, que l'état de votre santé vous permit de continuer des services que vous venez de rendre si utiles à la République; vous verrez qu'en recueillant ses forces, on jouit de la douce satisfaction de faire plus de bien qu'on n'osait l'espérer. » Quand Dagobert se chamaillait avec Fabre, Bouchotte priait le rude soldat de vivre en bonne intelligence avec le conventionnel, lui remontrait sur un ton amical que rien ne serait plus fâcheux que la dissension entre les commissaires de l'Assemblée et les chefs de l'armée. Il faisait régler sans nul retard, sans nulle contestation ni chicane, toutes les indemnités dues au général : pouvait-on lésiner avec un homme dont les conquêtes avaient valu plus de quatre millions à la République, d'un homme qui « avait pris à l'ennemi 26 pièces de canon, 24 caissons, 15 charrettes de munitions et effets d'artillerie, 116 mulets de trait dont plusieurs étaient estimés au-dessus de 2.000 francs et des tentes pour camper 8.000 hommes ? » Le ministre était donc pour le général contre les représentants; il avait soin de communiquer au Comité les lettres de Dagobert et de Turreau, il

1. Notes de Turreau (A. G.); Torreilles, *Perpignan*, II, p. 211-213.

appelait son attention sur l'état de l'armée des Pyrénées-Orientales, il disait qu'« il était temps d'y porter remède. »¹

Enfin, Dagobert comptait dans la Convention deux amis chauds et influents, Clauzel et Voulland, l'un député de l'Ariège, l'autre, député du Gard, l'un dont il avait protégé le frère, le futur maréchal de France, alors adjudant général à l'armée des Pyrénées-Orientales, l'autre dont il avait protégé l'oncle, le vieux commandant de Montlouis, que Cassanyes avait suspecté et voulu suspendre. Clauzel souhaitait à Dagobert de retourner bientôt à Perpignan et de « déconcerter les Espagnols par sa présence. » Voulland lui avait juré une vive et éternelle gratitude : « Mon oncle, avait-il écrit le 11 septembre au général, était cruellement soupçonné sans avoir jamais rien fait pour mériter de l'être. Vous êtes arrivé au Mont-Libre ; il vous a vu, il vous a ouvert loyalement son cœur déchiré, et vous l'avez écouté avec complaisance, jugé bon patriote et brave soldat, digne, malgré les cris de calomnie et de l'intrigue, de servir avec vous la République. Vous avez droit de réclamer ma reconnaissance. »²

II. Les événements qui, durant le mois de décem-

1. Note de Bouchotte à une lettre de Dagobert, 23 oct. et à une lettre de Turreau, 8 nov. ; Bouchotte à Dagobert, 5 et 11 sept. ; Dagobert à Bouchotte, 14 déc. (A. G.) et 20 pluviôse (catalogue Charavay 394). On sait que les bureaux de la guerre n'aimaient pas les représentants ; cf. la séance du 12 nov. où Bourdon de l'Oise assure que les gens des bureaux s'attachent à dénigrer les représentants et où Thuriot ajoute qu'« on ne veut point aux armées des commissaires de la Convention. »

2. Voulland et Clauzel à Dagobert, 11 sept. 1793 et 19 mars 1794 (A. D.).

bre, se produisaient à l'armée des Pyrénées-Orientales, donnèrent raison à Dagobert. Comme Turreau et lui l'avaient prédit, tout dans cette armée était sens-dessus-dessous, tout était en confusion et en débandade. De Perpignan, le général Lamer, devenu chef de l'état-major, écrivait à Dagobert que sa *Réponse* était « d'une grande vérité », que « les malheurs des temps la confirmaient encore davantage » et que depuis son départ, « depuis qu'il n'influait plus dans cette armée, tout allait horriblement mal. »¹

Doppet, successeur de Turreau, avait été ce que Turreau refusait d'être, « absolument passif. » Il vit, lui aussi, la détresse de l'armée : une quantité de chevaux qui mouraient de faim, des bataillons dépourvus de tentes où couchés sous la toile sans un brin de paille, beaucoup de malades. Mais il n'avait ni talents ni expérience. On le promenait et le ballottait de camp en camp à cause de ses opinions prononcées parce qu'il avait aux Jacobins déploré l'aristocratie des généraux et demandé que chaque armée eût un comité de propagande qui la préserverait de l'influence des feuillants. Tout en le félicitant de son civisme, tout en l'accueillant comme un « montagnard distingué », les représentants disposèrent de ses troupes sans le consulter, sans même le prévenir ; ils le tenaient à l'écart pour n'employer que d'Aoust, Delattre, Bernède, et vainement Doppet priait ses lieutenants d'attendre ses ordres et de n'entreprendre aucune attaque « par vanité ou pour lui faire pièce. »²

1. Lamer à Dagobert, 23 déc. (A. D.).

2. Turreau au Comité, 25 oct. ; Doppet à Bouchotte, 13 décembre (A. G.) ; cf. Doppet, *Mém.*, p. 241-245. Le 24 septembre, dans

Les Espagnols profitèrent de la situation. Ricardos, renforcé par 6.000 Portugais, avait résolu de tenter un vigoureux et suprême effort pour mettre en quartiers d'hiver ses bataillons fatigués et décimés par la maladie. Il avait le 26 novembre enlevé le poste de Saint Ferréol qui dominait Céret et par là, conquis les Hautes Aspres, affermi sa gauche, assuré ses communications. Dans les premiers jours de décembre, il acheva de frapper l'armée française. Elle était alors bizarrement placée. La division de Collioure qui comptait la moitié des troupes sous les ordres de Delattre ou plutôt de Fabre, tenait le penchant des Albères, Villelongue et le petit camp de Mitgdie. La division du centre, conduite par d'Aoust, comprenait 5.700 hommes postés à Banyuls-dels-Aspres, au pla del Rey et à l'ermitage Saint-Luc. La division de droite, confiée à Laterrade, s'était, après l'échec de Saint-Ferréol, repliée derrière le centre, de Tresserre à Llauro. Le 6 décembre, Cassanyes emmenait de Villelongue dix anciens et bons bataillons ; il emportait sur la crête des Albères le camp de Mitgdie dont les Espagnols s'étaient saisis dans la matinée ; il y laissait cinq bataillons et avec les cinq autres il se dirigeait au milieu des ténèbres sur la position de Montesquieu. Mais, par une étrange coïncidence, Ricardos avait décidé de s'emparer de Villelongue au même jour et à la même heure, à l'aube du 7 décembre : il voulait, après avoir dégagé sa gauche en occupant Saint-Ferréol,

la séance de la Convention, Génissieux s'étonnait que le ministre eût nommé général un citoyen « patriote et plein de courage à la vérité, mais qui était, avant cette nomination, commandant d'un régiment d'Allobroges, et, dans l'origine, médecin. » (*Mon.* du 26 sept.).

dégager sa droite en occupant Villelongue. Pendant que 3.000 Français, commandés par Raymond et Cassanyes, s'avançaient sur Montesquieu, 5.000 Espagnols, commandés par Courten, s'acheminaient vers Villelongue et, au matin, à 6 heures, en sept minutes, ils se rendaient maîtres du camp français où il n'y avait qu'un bataillon de grenadiers et des bataillons de la « masse ». Les républicains restés à Villelongue et ceux qui marchaient vers Montesquieu, consternés par ce brusque assaut, s'enfuirent en perdant deux drapeaux, 34 pièces d'artillerie et 1.200 hommes dont 760 prisonniers.

Il fallut transférer le quartier-général à Perpignan, abandonner la ligne de la Tet, regagner le camp de l'Union ou du Mas-Ros. Mais, comme Dagobert et Turreau l'avaient prévu, l'artillerie manquait d'attelages. Doppet eut alors une idée heureuse. Il proposa d'assaillir Villelongue le jour même où la grosse artillerie se retirait à Perpignan. Le 19 décembre, au matin, 2.000 hommes, commandés par d'Aoust, abordaient Villelongue. Ils formaient deux colonnes. La première, conduite par Laterrade, échoua. La seconde avait à sa tête Sauret, Guieu et Banel ; elle emporta le camp et dispersa les Portugais qui le gardaient ; 19 pièces furent emmenées à Perpignan. Le pauvre Doppet n'assistait pas à ce brillant et dernier succès de l'armée des Pyrénées-Orientales. Les représentants l'avaient envoyé à Elne : de là il devait se rabattre sur Villelongue lorsque d'Aoust l'appellerait ; mais il attendit vainement le signal de marcher ; d'Aoust allégua qu'il n'avait plus de fusées d'avertissement ! Dépité, harassé, en proie à la fièvre, Doppet revint à Perpignan pour s'aliter et il faillit mourir du typhus.

D'Aoust disait triomphalement que la reprise de Villelongue effaçait les mauvaises impressions du passé, réparait l'honneur, ranimait les courages. Mais pendant ce temps la division de Collioure était écrasée. Le 15 décembre, Courten avait attaqué les troupes de Delattre au col de Banyuls et les avait enfoncées, refoulées sur Port-Vendres. Cinq jours plus tard, le 20 décembre, il les culbutait de nouveau près de Saint-Elme. Les fuyards se jetèrent dans Saint-Elme, dans Port-Vendres, dans Collioure et ces trois places se rendirent incontinent. Duffau livra Saint-Elme¹. Port-Vendres ouvrit ses portes; les volontaires qui devaient la défendre, se dissimulaient lâchement dans les ravins et derrière les rochers. Collioure, munie de quatre-vingt-huit canons, remplie d'approvisionnements, commandée par un vaillant homme du nom de Manneville et par d'énergiques municipaux, capitula sous la menace d'un bombardement et parce que la garnison refusait de se battre. « Les soldats, dit un officier, dégoûtés de leurs chefs et des expéditions qu'ils avaient reconnues irrégulières, préféraient tomber au pouvoir de l'ennemi que de lui résister ! »

C'était la débâcle. Le 21 décembre, à une heure de la nuit, d'Aoust, déjà serré de près et débordé, reculait sur Perpignan. Il n'échappa qu'avec peine à une catastrophe. Ricardos l'attaqua dans sa re-

1. On n'avait jusqu'ici aucun renseignement sur ce Duffau. C'était un ancien gendarme, chassé de son corps sur la demande de tous ses camarades par le général de Flers au commencement du mois d'août parce qu'il était toujours absent sans motif lorsqu'il fallait marcher sur l'ennemi. Il reparut dix semaines plus tard à la tête d'un bataillon de la masse. Celui, disait Dugua, qui a remis Saint-Elme entre les mains de cet homme pervers, ne l'a pu faire que par insouciance ou par perfidie.

traite et l'aurait mis en pleine déroute si Pérignon qui menait l'arrière-garde, n'avait tenu bon à Saint-Luc. Après avoir perdu 500 hommes et laissé dans les mains de l'Espagnol 200 prisonniers et 23 canons, la division d'Aoust, rejointe par les débris de la division Delattre, s'entassa dans le camp de l'Union, et tous ceux qui la virent alors, témoignent de son découragement accru par la désertion et les maladies, de son dénuement, de son indiscipline, de son anarchie. Doppet n'avait-il pas dit que tout le monde voulait commander et que rien ne se faisait parce que chacun proposait ce qu'il fallait faire ? Lamer, que Dagobert plaignait d'être dans ce « dédale », n'écrivait-il pas que le fardeau était énorme, insupportable, et ne priait-il pas le ministre de le « tirer de ce théâtre d'intrigue et d'iniquité » ? Ne suppliait-il pas Dagobert d'appuyer sa requête ?¹

Les représentants que Dagobert regardait à bon droit comme ses ennemis, avaient donc perdu la partie, et Bouchotte disait nettement au Comité de salut public que les jalousies et les flagorneries dont ils étaient circonvenus, mettaient la mésintelligence parmi les chefs et l'incohérence dans l'armée. Résolument, rageusement, le Comité changea tout, représentant, généraux, état major. Il fit arrêter les ci-devant qui composaient l'état-major; il remplaça Doppet par Dugommier; il rappela Fabre, Gaston, Cassanyes et leur donna pour successeurs Milhaud et Soubrany. Trop éloigné du théâtre de la guerre et absorbé par d'autres soins, le Comité n'envoyait que de vagues instructions à ses

1. Cf. sur ces événements, Fervel, I, p. 212-248; A. Chuquet, *Dugommier*, p. 142-147; mém. de Grandvoinet (A. G.); Lamer à Dagobert, 23 déc. (A. D.).

commissaires, applaudissant à leurs mesures, approuvant leurs actes, les félicitant de leur zèle révolutionnaire, leur recommandant la prudence et les exhortant néanmoins, comme il disait, à faire entrer rapidement au port le vaisseau de la patrie si longtemps battu des flots. Il n'intervenait pas dans leur querelle avec Dagobert et Turreau, et il louait au mois d'octobre le choix du général d'Aoust. Lorsqu'ils le priaient de faire nommer Delattre général en chef par un décret de la Convention ou de leur fixer un plan de campagne et de leur dicter la conduite qu'ils devaient tenir, il leur répondait qu'ils avaient des pouvoirs illimités, et Gaston s'écriait avec colère : « Vous nous renvoyez à nos pouvoirs illimités, mais cette réponse n'est qu'un grand mot vide de sens ! » Le Comité finit même — le 4 décembre — par réduire l'armée des Pyrénées-Orientales à 15.000 hommes, garnisons comprises, et par ordonner que tout le reste irait sans retard grossir l'armée devant Toulon. Heureusement Toulon succomba et les rapports de Turreau, les lettres de Dagobert, les désastres qui se succédaient, attirèrent enfin sur l'armée des Pyrénées-Orientales l'attention du Comité. Aussi bien jugeait-il dangereux d'employer les conventionnels dans leur région et leur propre département. Cassanyes était député des Pyrénées-Orientales ; Fabre, de l'Hérault ; Gaston, de l'Ariège. « Ils sont trop près de chez eux, écrivait l'agent Hardy, et ils ont beaucoup de personnes à placer. » Le 22 décembre Barère exprimait sur ce point l'opinion du Comité : « Le Comité a pris des mesures dont la nécessité sera aisément reconnue malgré les murmures de quelques représentants du peuple ; c'est de ne pas les laisser trop

longtemps dans une mission, de les faire voyager, et surtout de les tirer de leur propre pays. » ¹

III. Ainsi, Dagobert était vengé, et au-delà.

Gaston mandait que les ennemis — ces ennemis qu'il croyait chasser du Roussillon par l'arme blanche — n'avaient qu'un pas à faire pour s'emparer de Perpignan où ils passeraient leurs quartiers d'hiver : « C'est apparemment ma dernière lettre, » écrivait-il au Comité, et il jetait ce cri de désespoir : « O trahison ! O perfidie ! ce n'est qu'à vous que nous devons imputer nos malheurs ! » ²

Fabre, expiant ses fautes par une mort glorieuse, tombait à l'entrée de Port-Vendres dans la batterie de Biarra, sous les baïonnettes espagnoles ³.

Quant aux généraux auxquels les représentants

1. *Actes du Comité*, VI, p. 442 ; VII, p. 10 ; VIII, p. 265 et 619 ; IX, p. 456-458 ; Hardy à Bouchotte, 11 déc. (A. G.). C'est ainsi que dans les missions précédentes à l'armée des Pyrénées-Orientales, Rouyer et Brunel appartenaient à l'Hérault ; Bonnet à l'Aude ; Esport à l'Ariège. Les paroles de Barère firent croire qu'un décret de la Convention défendait à ses membres de remplir une mission dans leur département, mais, bien qu'il ait été invoqué plusieurs fois, ce décret n'existe pas (*La Révol. fr.*, XXXI, p. 335 ; cf. *Actes du Comité*, VIII, p. 691 et XVIII, p. 714). On sait que par le décret du 22 décembre 1793 Fabre (dont on ignorait la mort) et Gaston eurent ordre d'aller à l'armée des Alpes, et Cassanyes, de rentrer à la Convention ; ils étaient remplacés par Milhaud et Soubrany (cf. sur la mission de ces deux derniers notre *Dugommier*, p. 150-183). Sur le rapport de Robespierre, la Convention décréta le 12 janvier 1794 que Fabre, le premier représentant du peuple qui « eût l'honneur de mourir les armes à la main pour la République », recevrait les honneurs du Panthéon ; mais le décret ne fut pas exécuté.

2. *Actes du Comité*, IX, p. 578-580.

3. « Fabre, disait Gaston, se précipita avec audace dans les rangs ennemis ; il croyait ramener nos soldats ; ce fut en vain ; tous prirent la fuite et lui seul, voulant résister, trouver la mort » (Vidal, III, p. xu). C'est être trop précis, et Grandvoinet a dit plus vrai dans son mémoire (A. G.) : « Il disparut ; nos troupes mêmes ne surent pas donner des renseignements positifs. »

témoignaient une prédilection marquante. Delattre et d'Aoust, ils étaient en prison. Bouchotte avait employé les expressions mêmes de Dagobert et de Turreau pour justifier leur arrestation : le premier, disait-il, n'avait aucune expérience, et le second était un faible officier. Mais les représentants devancèrent le ministre. Delattre qui se qualifiait naguère de général en chef de l'armée d'Espagne, n'était plus qu'un vaincu ; il avait perdu Fabre, son protecteur et patron ; le 23 décembre, Gaston et Cassanyes le destituaient et l'envoyaient devant le tribunal révolutionnaire de Paris : pourquoi ne s'était-il pas souvenu de ce mot de Fabre : « Tu ne voudras pas survivre à la perte de Collioure » ! D'Aoust croyait échapper. Doppet dangereusement malade lui avait remis le commandement et dans ces circonstances impérieuses, sur la proposition unanime des divisionnaires, Gaston et Cassanyes avaient confié provisoirement l'armée à d'Aoust qui devenait pour la quatrième fois général en chef. Mais vainement d'Aoust écrivait à Bouchotte qu'il « prenait l'engagement de réfuter jusqu'à l'évidence par pièces justificatives les déclamations vagues de Dagobert » ; le ministre l'avait condamné en le traitant d'« ancien marquis » et dès leur arrivée à Perpignan, les nouveaux représentants Milhaud et Soubrany le livrèrent au tribunal révolutionnaire¹.

Restait le général Goguet, un des ennemis les plus ardents de Dagobert. Il avait dû, sur l'ordre de Bouchotte, gagner Paris pour rendre compte de sa

1. *Actes du Comité*, VIII, p. 747 ; X, p. 59 et 610 ; cf. l'arrêté du 2 janvier 1794 (nomination de d'Aoust, le « seul au fait des localités et des positions générales de l'armée ») ; d'Aoust à Bouchotte, 3 janvier 1794 ; Fabre à Delattre, 7 décembre 1793 (A. G.).

conduite. Mais c'était l'oint du Seigneur et son civisme défiait l'accusation. N'avait-il pas dénoncé Dumouriez et mérité les félicitations de la Convention ? Aussi, lorsqu'il se défendit, eut-il le ton désinvolte et cavalier. Dans le mémoire qu'il daigna griffonner¹, il disait négligemment que les inquiétudes qu'on avait sur son compte étaient « affaire de forme », que son mémoire ne signifiait pas grand chose puisqu'il ne pouvait dire de lui-même que le plus grand bien possible, qu'il jugeait humiliant de mendier de droite et de gauche des certificats. Pourtant, lorsqu'il vit que Bouchotte ne le réemployait pas, il prit la peine d'écrire au Comité. Il invoquait le témoignage des députés de l'Hérault, ses compatriotes, qui connaissaient sa conduite, de Boisset et des représentants, de Danton, de Delacroix, ces *Argus* du Comité et de la Convention. Il assurait que les sans-culottes étaient contents de lui, mais qu'il avait contre lui à l'armée des Pyrénées-Orientales un bataillon de traîtres et d'intrigants que sa sincérité montagnarde avait irrités. « Je me suis, ajoutait-il, attiré la haine de Dagobert en lui marquant ma surprise de ce qu'il n'a pas le 19 septembre poursuivi l'avantage du 17 : Dagobert est jaloux et ne m'a jamais pardonné mes débuts de Peyrestortes, l'amitié des représentants et surtout la franchise avec laquelle je lui ai toujours dit mes sentiments. » Mais Turreau s'étonnait qu'il n'eût

1. Mémoire de Goguet (A. G.). Il a été tracé au courant de la plume comme par un homme pressé. Goguet oublie des mots essentiels : « *Sur ces entrefaites s'est portée sur nous* » (il oublie d'écrire *la cavalerie espagnole*) ; « *le lendemain firent un mouvement sur moi* » (il oublie d'écrire *les ennemis*) ; « *j'ai ignoré ce qui se passait, on ne m'a pas envoyé une seule ignorance* » (il veut dire *ordonnance* et il écrit *ignorance* parce qu'il vient d'écrire *ignoré*).

pas été mis en prison et Revest mandait de Perpignan qu'il avait à l'affaire de Trouillas excité les plaintes et les soupçons, que « la confiance était incertaine à son égard. » Goguet désirait revenir à Perpignan où il ne subirait plus de « tracasseries dangereuses au bien du service », et il déclarait qu'il servirait avec plaisir sous les ordres du montagnard Doppet. Le ministre décida qu'il ne retournerait pas aux Pyrénées-Orientales. Goguet, promu général de division, se rendit à l'armée du Nord, et là, près de Maubeuge, au mois d'avril 1794, il fut assassiné par un de ses soldats ¹.

IV. Dagobert comptait être réintégré et il crut un instant qu'il serait envoyé de nouveau à l'armée d'Italie. Il était à Saint-Lô auprès de sa femme et de ses filles lorsqu'un courrier de Bouchotte lui apporta la lettre suivante, datée du 24 janvier 1794 : « L'intention du Comité de salut public est que tu te rendes sans délai à Paris pour lui donner les renseignements qu'il pourra te demander sur des objets militaires; tu voudras bien te conformer à ses intentions et me donner avis de l'instant de ton arrivée pour que je puisse en prévenir le Comité ». Dagobert partit sur-le-champ. Le 31 janvier il était réintégré et renvoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales. « Le soldat le demande, avait écrit Hardy à Bouchotte, et chacun dit que, si Dagobert avait été avec nous, notre échec de Villelongue ne serait pas arrivé et que, s'il nous était rendu, notre perte pourrait se réparer » ².

1. Goguet à Bouchotte, 11 nov. et au Comité, 13 déc.; Notes de Revest (A. G.).

2. Bouchotte à Dagobert, 24 janvier 1794; cf. Hardy à Bou-

Avant de regagner Perpignan, il eut une conférence avec deux députés des Pyrénées-Orientales, Delcasso et Montegut. Ils lui donnèrent des renseignements de toute sorte sur les localités et, plus tard, Dagobert écrivait à Delcasso pour le prier de « soumettre au Comité la matière de leurs entretiens ». Les deux députés étaient d'avis que la France devait garder la Cerdagne espagnole. Dagobert, pensaient-ils, n'avait fait, en s'emparant de ce pays, que rendre son bien à la République et, si la saine politique avait dicté le traité des Pyrénées, la Cerdagne entière aurait dû appartenir à la France : les limites avaient été, de ce côté, fixées par la nature. Le général s'entretint avec eux d'une expédition contre la Seu d'Urgel. Faudrait-il, lorsque l'entreprise aurait réussi, se porter à trois marches de là ¹ dans la plaine d'Urgel qui produisait du blé en abondance et qui passait pour le grenier de la Catalogne, puis de la plaine d'Urgel vers Lerida sur la frontière de l'Aragon? Delcasso et Montegut objectèrent que les Espagnols auraient épuisé le blé de la plaine d'Urgel; que, si cette plaine était un pays ouvert, le plus ouvert et le plus uni de la Catalogne, un pays où les troupes pouvaient se mouvoir librement, elles auraient ensuite à traverser des montagnes et des défilés; qu'elles ne subsisteraient qu'avec de très grandes difficultés; que tout en cette région se transportait à dos de mulet.

chotte, 11 déc. (A. G.) et Lamer à Dagobert, 23 déc. (A. D.) « J'aurai, écrit Lamer, le regret de ne pouvoir être avec vous à l'armée d'Italie » et il ajoute : « Pour votre tranquillité, je ne vous souhaite que le bonheur domestique; c'est le plus pur quand on a, comme vous, si bien mérité de la patrie. »

1. Un officier de Louis XV, La Blottière, disait qu'il faut de la Seu d'Urgel à la plaine d'Urgel deux jours d'un pas réglé.

Mieux valait, suivant eux, se contenter d'Urgel. Encore la « réunion » d'Urgel et de son territoire ne présentait-elle aucun avantage. Dagobert, disait Delcasso, se bornerait à faire une pointe fructueuse; il entrerait dans la ville et si les Espagnols s'avisent de se défendre, il ne s'amuserait pas au siège de la citadelle; il lèverait des contributions; il enverrait à Puycerda les bestiaux, les grains et autres denrées; l'opération terminée, il reviendrait en Cerdagne, mais il conserverait le poste essentiel de Montella. « Si nous sommes maîtres de Montella, concluait Delcasso, la partie de la Seu d'Urgel est toujours à notre discrétion ». Dagobert n'oublia pas ces conseils et, lorsqu'il fut sur les lieux, il trouva, a depuis raconté Delcasso, que le plan était juste ¹.

Une conférence plus importante fut celle que Dagobert eut avec Carnot et Garrau. Il soumit à ces deux hommes influents — l'un dirigeait dans le Comité les opérations militaires, l'autre avait eu et allait avoir une mission aux Pyrénées — un plan de campagne ².

Il exposait d'abord ses idées sur la guerre des

1. Delcasso et Montegut, *Observations relativement aux opérations du corps d'armée qui agit contre les Espagnols du côté du Mont-Libre dans le département des Pyrénées-Orientales*, avril 1794 (A. G.). Delcasso était un homme de quelque valeur; Montegut, cultivateur très peu instruit, était, selon Cassanyes, le plus inepte de tous les députés (Torreilles, *Hist. du Clergé*, p. 290 et Vidal, II, p. 20 et 402).

2. Garrau de Sainte-Foy, avocat à Libourne, député de la Législative et à la Convention, avait, ainsi que Lamarque, accompagné Carnot dans sa mission à Bayonne et dans les Pyrénées aux mois d'octobre, de novembre et de décembre 1792, et, à la fin de cette tournée, Carnot, Garrau et Lamarque avaient passé quelques jours dans la maison de M. Garrau père, ancien notaire, à Sainte-Foy-la-Grande. Depuis, Garrau avait été envoyé à l'armée des Pyrénées-Occidentales (*Mém. de Carnot*, I, p. 283; Charavay, *Corr. de Carnot*, I, p. 320).

Pyrénées et il montrait qu'on ne saurait dresser à Paris un plan que les généraux exécuteraient à la lettre. N'y avait-il pas dans ces pays de montagnes des orages violents qui produisaient des éboulements, creusaient des ravins et rendaient impraticable tel ou tel passage indiqué dans le plan? L'adversaire ne pouvait-il soudainement s'établir en forces dans tel ou tel endroit et s'y retrancher? Ne fallait-il pas laisser au chef d'armée la facilité de déconcerter les ennemis par des marches et contre-marches, par de fausses attaques qui leur feraient dégarnir les points où il voulait frapper?

Dagobert insistait ensuite sur la nécessité de ressaisir le fort Saint-Elme et Collioure. Le fort Saint-Elme est situé sur la pointe d'une montagne très élevée; mais il suffirait d'y jeter quelques centaines de bombes. Saint-Elme pris, Collioure serait pris aussi, et Collioure devait être pris coûte que coûte : la reddition de cette place avait « donné à nos armes une teinte défavorable » et l'ennemi recevait des vivres et des munitions plus facilement par Collioure que par la route de Bellegarde.

Toutefois, avant d'assiéger Saint-Elme et Collioure, il fallait empêcher les Espagnols de leur porter secours et, par suite, avoir dans les environs d'Ortaffa ou de Brouilla un corps d'armée bien retranché et muni de batteries qui défendrait le passage du Tech. Mais mieux valait encore chasser les Espagnols au-delà des monts. Ils occupaient toujours en deçà du Tech le camp du Boulou couvert par des redoutes. Pourquoi ne pas leur montrer quelques légers détachements qui sembleraient être des têtes de colonnes, mais qui ne feraient que tenir leur camp en respect pendant que les vraies colon-

nes d'attaque tourneraient les redoutes pour les assaillir par la gorge? Dagobert indiquait à l'avance le mouvement décisif de Dugommier et, comme il disait, l'un des principaux points sur lesquels se dirigerait l'effort des républicains : c'était Saint-Ferréol. Il faudrait, ajoutait Dagobert, y envoyer une grosse colonne et une artillerie formidable; ces canons bien postés foudroieraient tout ce qui tenterait de déboucher par le pont de Céret; ils « lanceraient force bombes ou obus sur la ville de Céret pour fatiguer le quartier-général qui s'y trouve et disperser les rassemblements qu'il aurait dessein d'y faire »; ils empêcheraient les troupes cantonnées aux environs de Fort-les-Bains et d'Arles-sur-Tech de se réunir, et d'ailleurs ces troupes seraient facilement débusquées par un général qui prendrait le chemin qu'avait pris Dagobert à la fin d'octobre, lorsqu'il était venu par Saint-Marsal s'emparer des hauteurs de Céret.

Chassé de tous les postes en deçà des monts, l'Espagnol tiendrait encore Bellegarde et le col du Portell. Chassé de ce col et de Bellegarde, il résisterait dans Rosas et dans Figuières. Mais ferait-on des sièges dispendieux et meurtriers? Irait-on jusqu'à Barcelone? La République avait-elle des vues sur cette place? Sa politique ne différait-elle pas de celle des rois, des tyrans qui comptaient pour rien le sang des hommes et qui ne pensaient qu'à humilier leur ennemi en lui prenant un de ses plus forts boulevards qu'ils étaient sûrs de lui restituer à la paix?

Si la République ne voulait pas conquérir la Catalogne pour la garder, si elle n'avait d'autre dessein que de rendre à ses adversaires une partie du mal

qu'ils lui avaient fait, pourquoi toutes ces attaques qui coûteraient la vie à bien des braves gens? Il y avait un moyen de « pénétrer dans cette province par ailleurs, par un point indéfendu ». Et Dagobert proposait de partir de Montlouis et de la Cerdagne soit pour gagner Urgel par la vallée du Sègre, soit de franchir le col de Jou ou le col de Tosas.

Mais Urgel avait maintenant du canon et, si l'on dépassait la plaine d'Urgel, — Dagobert se souvenait de son entretien avec Delcasso et Montegut — ou rencontrait des montagnes et des escarpements d'un difficile accès.

Par le col de Jou on arrivait au bourg de Baga fermé par un mur et de là à la petite forteresse de Berga; là encore, des sièges à faire.

Dagobert donnait la préférence au col de Tosas. Ce passage, plus bas que le col de Jou, était, soit par la Moline, soit par le chemin de la Croix de Mayens, soit par le pla des Salines au-dessus de Doria, d'un abord plus facile.

Du col de Tosas on descendait sur Ribas et Ripoll ou, si l'on voulait, par le plateau d'Anella sur Castellar del Nuch, sur la Pobla de Llillet, sur les Llucanas et sur Vich; là, on était en plaine et on trouvait à droite et à gauche Manresa, Cardona, Solsona, Cervera, Balaguer et autres villes riches d'où l'on pouvait tirer de grosses contributions¹.

A cet endroit de son mémoire, Dagobert citait un exemple emprunté à l'histoire ancienne et familier à ses contemporains. Dix-huit mois auparavant

1. Cette plaine, disait-on déjà en temps de Louvois, est « remplie de villages et de bonnes villes ».

Dumouriez, annonçant aux pères conscrits de l'assemblée législative qu'il envahirait la Belgique pendant que les Prussiens envahiraient la Lorraine, rappelait que le peuple romain envoyait son armée en Afrique tandis qu'Annibal était aux portes de Rome¹. Dagobert disait de même que les Romains n'avaient arraché Annibal à l'Italie qu'en portant la guerre sur le sol africain et il affirmait que les Espagnols évacueraient le territoire français pour aller couvrir leur propre pays dès qu'ils sauraient l'invasion de la Catalogne. Alors, disait-il, le corps d'armée qui se serait jeté dans la vallée du Haut Ter, avait trois partis à prendre : ou bien il regagnerait la France par les passages de la vallée d'Aran ou par le col de Jaca, ou bien il irait joindre l'armée des Pyrénées-Occidentales.

Il fallait donc, concluait Dagobert, entrer en Catalogne par la Cerdagne. L'armée des Pyrénées-Orientales se contenterait d'observer les ennemis et de les mettre en échec ; elle les inquiéterait sur leur droite ; elle ferait mine d'attaquer la place de Collioure et de vouloir la reprendre à quelque prix que ce fût. Elle pourrait même « profiter du jour qu'ils laisseraient sur leur gauche » pour détacher un corps de 3 à 4.000 hommes chargé de détruire la fameuse fonderie de Saint-Laurent de la Mouga² et d'opérer des visites domiciliaires » dans certains villages de cette région qui sont plus riches que mainte ville d'Espagne. En passant, Dagobert indi-

1. A. Chuquet, *Valmy*, p. 25.

2. Augereau qui prit sur lui, le 6 mai 1794, d'entrer en Espagne et d'occuper la vallée de la haute Mouga, connaissait-il le mémoire de Dagobert ? Il est plus probable qu'il suivit les conseils de l'ingénieur Grandvoinet. Cf. A. Chuquet, *Dugommier*, p. 315-316.

quait quels seraient les mouvements de ce corps détaché : il marcherait avec grand fracas sur Pallada, il traverserait le Tech pendant la nuit, il gravirait les hauteurs derrière Fort-les-Bains, et, par le col de la Creu ou celui de Cerda, descendrait sur Massanet ; s'il craignait pour sa retraite, il se dirigerait sur Olot, de là sur Camprodon et Ribas d'où il rentrerait en Cerdagne et reviendrait par Montlouis à Perpignan — à moins qu'on ne le fit rester à Bellver pour couvrir la Cerdagne, menacer Urgel et tenir de ce côté l'adversaire en alarme.

Mais la colonne qui pénétrait en Catalogne ferait « la meilleure besogne qu'on pût faire dans cette partie » et ici, Dagobert, avec une verve moqueuse, retraçait les avantages de l'expédition qui serait aussi lucrative que glorieuse, pourvu qu'elle fût préparée dans le secret. Cette colonne aurait quelques marches d'avance et il serait impossible aux ennemis de la joindre. Elle se composerait de gens lestes — de 10 à 12.000 hommes d'infanterie et de 600 dragons et hussards — et elle aurait avec elle dix à douze pièces de canon et autant de canonnettes. Dès le second jour, elle serait dans les Lluçanàs ; elle y trouverait les haras les plus estimés « auxquels on pourrait accorder les honneurs de notre territoire ». Elle prendrait Vich, prendrait Mores et de là irait faire ses dévotions à Notre-Dame de Monserrat ; on y avait enlevé, disait-on, le trésor et les grands chandeliers d'argent massif, mais sans doute il y avait encore « quelques ex-voto capables d'alimenter la piété de nos braves sans-culottes ». De là, cette triomphante division se dirigerait sur Saragosse où Notre-Dame del Pilar « attendait la visite des âmes dévotes ». Chemin

faisant, elle mettrait à contribution les villages entre les Pyrénées et l'Ebre. Pour faciliter à cette petite armée sa rentrée en France, un corps de 4 à 5.000 hommes, parti de Navarrenx et d'Oloron, assiègerait Jaca et ouvrirait ce passage tandis qu'un autre corps de 2 à 3.000 hommes, saisissant le port de Venasque, assurerait la communication entre Saragosse et Bagnères de Luchon. « On croit, disait Dagobert, pouvoir assurer que les corps rassemblés dans Saragosse feraient trembler tout l'Espagne ». Pendant ce temps l'armée des Pyrénées-Orientales observerait les mouvements de l'ennemi et le suivrait dès qu'il se mettrait aux troussees de la colonne d'invasion; « ce serait le moment pour faire sur la gauche la tentative dont j'ai parlé et pour se jeter sur Olot ».¹

Tel était le plan de Dagobert, et les deux conventionnels Carnot et Garrau le jugèrent admirable.

1. Notons, pour être complet, que le général Giacomoni avait, le 22 décembre 1793, envoyé un plan analogue : il jugeait que la possession de la Cerdagne espagnole ouvrait l'entrée de la Catalogne; mais il n'entrait dans aucun détail et il demandait seulement que l'armée qui ferait cette diversion, fût munie de tous les objets nécessaires d'habillement et d'équipement.

CHAPITRE XVII

Urgel

I. Retour triomphal de Dagobert. — II. Son plan adopté. — Objections de Dugommier. — Sa lettre au Comité. — Dagobert consent à retarder l'exécution de son dessein. — Il est subordonné à Dugommier. — Il se rend en Cerdagne. — Son état-major. — III. La marche sur Urgel. — Prise de Montella. — Jonction avec Charlet. — Saint-Hilaire. — Effroi des Espagnols. — IV. La citadelle d'Urgel. — Sommation. — Pillage de la ville. — Dégâts et excès. — Maladie et mort de Dagobert (18 avril 1794). — V. Le vieux Dagobert. — Son plan abandonné. — Delcasso et Montegut. — Milhaud et Soubrany. — Proposition de Barère. — Le nom de Dagobert inscrit sur la colonne du Panthéon (30 avril). — Trois décrets en faveur de sa veuve. — VI. Les restes de Dagobert, d'abord à Montlouis, puis à Perpignan. — La pyramide de Montlouis.

I. Les amis et admirateurs de Dagobert saluèrent avec allégresse la levée de sa suspension.

A Tachan, où il avait des relations de famille, la Société populaire accueillait la nouvelle par les cris répétés de *Vive la République française* et décidait, sur la proposition du curé Rouquette, de lui offrir une couronne civique lorsqu'il viendrait fraterniser avec le club¹.

La Société populaire de Foix lui mandait que les sans-culottes de l'Ariège avaient appris sa réintégration avec un vrai plaisir : « Tu justifieras l'opinion qu'elle a de tes sentiments civiques et révolutionnaires. Ce n'est pas en vain qu'ils ont

1. Séances de la Société populaire de la Montagne sans-culottisée séante à Tachan, 27 février et 8 mars 1794; Rouquette à Dagobert, 11 mars (A. D.).

brisé les traits de la calomnie. Allons, brave guerrier, au pas de charge » ¹!

Les sans-culottes de Lavelanet lui marquaient que leurs vœux étaient au comble : « Nous avons employé tous nos moyens pour cela; continue de mériter notre estime et nous nous ferons toujours un devoir de te défendre contre la calomnie » ².

Les membres du club de Mont-Polyte ou de Saint-Ippolyte du Gard l'assuraient que son retour à l'armée des Pyrénées-Orientales les remplissait de la joie la plus pure : « Ton civisme nous est connu; nos frères d'armes t'appellent leur père; conduis-les à la victoire; Dagobert à leur tête, ils seront invincibles; la République triomphera, la patrie te décernera des couronnes, et ta mémoire sera éternelle dans le souvenir des vrais républicains » ³!

Les administrateurs du district de La Grasse lui écrivaient qu'ils connaissaient son dévouement à la cause du peuple et qu'ils n'avaient jamais été dupes des traîtres qui machinaient sa perte ⁴.

D'Osséja, en Cerdagne, les soldats du 2^e bataillon des Pyrénées-Orientales félicitaient leur général qu'un « Sénat auguste » avait vengé de la calomnie; ils lui témoignaient leur affection, leur confiance : « Compagnons de tes travaux, ils n'ont cessé de reconnaître en toi l'ennemi mortel des féroces

1. La Société républicaine de Foix à Dagobert, 5 mars (A. D.); la lettre se termine par cette phrase curieuse : « Et si jamais tu as besoin pour achever de disséquer la race castillane, des sans-culottes de l'Ariège, parle, et, comme un torrent, ils iront fondre sur ces vils esclaves, pour n'en plus parler. »

2. La Société populaire et montagnarde de Lavelanet à Dagobert, 4 mars (A. D.).

3. Le club de Mont-Polyte à Dagobert, 9 mars (A. D.).

4. Les administrateurs du district de La Grasse à Dagobert 5 mars (A. D.).

Castillans et des traîtres qui les favorisent; leurs vœux seraient parfaitement remplis si tu venais les conduire à la victoire; ils espèrent que tu n'oublieras pas qu'ils étaient de la colonne de gauche à La Perche » ¹!

Son arrivée dans le Midi fut un triomphe, et à l'entendre, l'accueil qu'il avait reçu partout, ne se concevait pas. Le club de Montpellier le couvrit d'applaudissements. A Pézenas, les habitants, hommes et femmes, se précipitaient autour de sa voiture pour le voir, et ils criaient : « Pécaïre, ne nous abandonnez pas »! Ses amis, Domergue à Narbonne, d'Aubermesnil à Salces, l'attendaient afin de le congratuler au passage, et il lui semblait que quelqu'un courait en avant pour avertir tout ce qui se trouvait dans la campagne et sur les chemins de la venue de Dagobert. A trois kilomètres de Perpignan, au Vernet, les gens lui jetaient des branches de laurier. Lorsqu'il descendit à Perpignan, au bout du pont, une immense clameur de joie et d'enthousiasme s'éleva de toutes parts; une foule innombrable environnait Dagobert; il remerciait, il embrassait les plus proches, et ils lui disaient : « c'est la victoire de l'innocence; un scélérat ² s'efforçait de faire croire que vous aviez trahi la patrie et il assurait même, pour faire tomber votre tête sous la guillotine, qu'il avait les preuves matérielles de votre trahison »! Il fut comme porté chez les représentants Milhaud et Soubrany. Le

1. Le 2^e bataillon des Pyrénées-Orientales à Dagobert, 22 mars (A. D.).

2. Evidemment Gaston. Mais Fabre, malgré sa mort héroïque, n'était pas moins haï et Gaston écrivait à Espert (27 décembre, A. P.) : « On paraît content de sa mort; juge si ce pays-ci vaut quelque chose. »

surlendemain, dans la rue, des Perpignanais l'arrêtaient encore à chaque pas, le félicitaient d'avoir échappé à Gaston : « Ce monstre, mandait-il à sa femme, est parti détesté, et c'est une félicitation continuelle de m'être esquivé de ses griffes ».

Il semblait plus républicain que jamais. S'il demandait à Bouchotte des chevaux du dépôt pour remplacer ceux qu'il avait dû vendre à vil prix, « je suis, écrivait-il, un sans-culotte qui a peu de moyens ». Il avait pris un prénom du nouveau calendrier, le prénom de Piment qui seyait assez à sa vive nature et qui rappelait ce que son esprit avait de piquant et d'un peu âpre ¹.

II. Quelques jours plus tard, il apprenait que son plan d'invasion était adopté. Entraîné par Garrau et Carnot, le Comité de salut public arrêta, le 12 mars, qu'un corps de 12.000 hommes de troupes d'élite armés à la légère et de 600 cavaliers serait tiré de l'armée des Pyrénées-Orientales et mis aussitôt à la disposition de Dagobert.

Le général allait donc opérer une diversion en grand, et un de ses lieutenants annonçait déjà que ses pas pouvaient être ceux d'un géant ².

Mais l'armée des Pyrénées-Orientales était alors reconstituée par Dugommier, et son nouveau chef, sûr de l'entrain, de la discipline et du patriotisme de ses troupes, se préparait à frapper les Espagnols au cœur même de leurs quartiers, dans le camp du Boulou. Il n'osa pas d'abord désapprouver la

1. Voir l'appendice XV sur les prénoms à l'armée des Pyrénées-Orientales. Cf. Dagobert à Bouchotte, 8 février 1794 (Catalogue Charavay, 394).

2. Vidal, III, p. 242; Doppet, *Mém.*, p. 292.

décision du Comité et il se hâta d'obéir. Le 22 mars, son chef d'état-major Lamer informait le commissaire ordonnateur que Dagobert commanderait une armée composée de 12.000 fantassins et de 600 cavaliers et munie de son atelier et de ses charrois, qu'il fallait s'apprêter à pourvoir aux subsistances et aux besoins de tout genre de cette armée. Quatre jours après, Lamer écrivait à l'adjudant général Bonnet que Dagobert aurait bientôt son « complément » de troupes : par suite, la plus grande activité était nécessaire, et « il faut faire en ce moment, disait Lamer, comme faisait Moïse ; Dagobert se propose de faire mieux en faisant vivre son armée aux dépens de nos ennemis » ¹.

Dugommier ne cachait pas toutefois son déplaisir. Il consulta les représentants Milhaud et Soubrany. Exécuter sans restriction et sans délai l'arrêté du 12 mars, n'était-ce pas courir de gros risques ? Ne ferait-il pas bien d'attendre de nouveaux ordres ? Le Comité, ignorant la situation, n'ignorait-il pas « tout le vice de cette mesure » ?

Le 27 mars, il écrivit hardiment au Comité. Comment pouvait-il donner à Dagobert 12.000 fantassins et 600 cavaliers ? Il n'avait que 18 à 20.000 hommes disponibles en première ligne ; le reste était sans armes et sans nulle expérience. S'il obéissait à l'arrêté, il n'aurait plus que 7 à 8.000 hommes et, dès lors, serait-il assez fort pour attaquer l'ennemi, selon le désir du Comité, de front et sur les flancs ? Non : l'exécution rigoureuse de ce plan exposerait l'armée des Pyrénées-Orientales et le

1. Lamer au commissaire ordonnateur, 22 mars, et à l'adjudant général Bonnet, 26 mars (A. G.).

territoire que cette armée devait protéger. Si la diversion conseillée par Dagobert était « bonne et bien vue », ce n'était et ce ne devait être qu'une diversion, et l'armée de Montlouis ou de la Cerdagne ne jouait pas le rôle prépondérant ; autrement, l'armée principale n'aurait plus qu'à tenir Perpignan et à garder la défensive. Dugommier ajoutait qu'il avait fait son projet avant de recevoir l'arrêté du 12 mars, qu'il tâcherait néanmoins de « plier ses moyens au plan du Comité », mais que l'essentiel était de battre l'Espagnol dans le Roussillon.

Sur les instances de Dugommier et des représentants, Dagobert consentit à retarder l'exécution de son dessein. « Il reconnaît lui-même, marquait Dugommier au Comité, la nécessité de gêner ici l'ennemi par quelque coup heureux avant de rien entreprendre ailleurs ». Dagobert n'agirait donc qu'après le grand mouvement que l'armée des Pyrénées-Orientales devait opérer dans les derniers jours d'avril contre le camp du Boulou ; à ce moment, il irait intercepter aux ennemis leur ligne de retraite dans le Vallspir et descendrait dans la vallée du Ter pour manœuvrer sur leurs derrières ¹.

C'était le plan que les députés des Pyrénées-Orientales, Delcasso et Montegut, soumettaient presque à la même heure au Comité de salut public. Que l'armée de Montlouis, disaient les deux conventionnels, entre en Catalogne par la Poble ou Camprodon et descende dans la plaine de Vich ; non seulement elle râfle une quantité considérable de bétail ; mais, si les Espagnols sont battus au Boulou et refoulés au delà de Figuières, elle peut leur couper

1. Dugommier au Comité et aux représentants, 27 mars (A. G.).

la retraite et leur disputer le passage du Ter puisqu'elle serait déjà sur l'autre rive ¹.

Dugommier avait, au reste, l'intention sincère d'aider Dagobert : il lui avait d'ores et déjà donné deux bataillons, et par trois fois il lui écrivit, l'assurant qu'il serait « exact à remplir la convention », promettant de lui envoyer sous peu de jours le 14^e régiment de cavalerie qui servait alors en première ligne, protestant qu'après quelques succès et au « premier moment lucide » il se conformerait à l'arrêté du Comité ². Il était le supérieur de Dagobert. La décision du Conseil exécutif provisoire qui renvoyait le vainqueur de la Perche et d'Olette à l'armée des Pyrénées-Orientales, portait qu'il remplirait les fonctions de son grade « provisoirement et subordonnément au général en chef de ladite armée » ³. Aussi, le 27 mars, les représentants Milhaud et Soubrany, confirmaient-ils l'arrêté du 7 août précédent qui nommait Dagobert général en chef des troupes cantonnées entre Olette et les sources de la Garonne, et ils autorisaient les commissaires ordonnateurs à le comprendre sur les revues aux appointements de général en chef, à compter du 21 ventôse ou 11 mars ; mais ils le mettaient sous la dépendance de Dugommier : « entendant néanmoins que le général en chef dans cette partie sera toujours sous les ordres du général en chef de toute la division militaire des Pyrénées-Orientales. »

Le 28 mars, Dugommier ordonnait donc à Dagobert de se rendre en Cerdagne : le général gagne-

1. Delcasso et Montegut, *Observations*, avril 1794 (A. G.).

2. Dugommier à Dagobert, 5, 11 et 15 avril (A. G.).

3. Arrêté du 14 pluviôse ou 2 février (A. D.).

rait Puycerda dans le plus court délai possible pour y diriger les mesures prescrites le 11 mars par le Comité de salut public et il commanderait toute la division de Montlouis et les forces qui y seraient envoyées ¹.

Avant de quitter Perpignan, Dagobert organisa son état-major. Ses aides-de-camp étaient Auguste Caffarelli et Augustin Izos : Caffarelli² devint adjudant général chef de brigade et Izos³, adjudant général chef de bataillon. Chrétien⁴, nommé général de brigade, était chef de l'état-major. L'adjudant général Bonnet dont Dagobert vantait justement les connaissances et les talents, fut, comme Chrétien, promu général de brigade pour être employé dans la division de Cerdagne⁵. Ces quatre personnages, disait le général aux repré-

1. Arrêté de Milhaud et Soubrany, 27 mars; décision de Dugommier, 28 mars; Dagobert à Bouchotte, 31 mars (A. G.); cf. Vidal, III, p. 209.

2. C'est le Caffarelli qui devint général de division et qui fut ministre de la guerre du royaume d'Italie, de 1806 à 1810. Il servait, a dit Dagobert, dans les troupes du roi de Sardaigne depuis près de huit ans et il était à la veille d'obtenir une compagnie lorsqu'il vint offrir son épée à la Révolution; il fut un des premiers de son district à se faire inscrire pour le recrutement des 300.000 hommes; il avait des certificats de civisme tant de son district que de la commune de Perpignan.

3. Izos, naguère adjudant-major de la place de Perpignan, commandait une colonne en 1794 dans l'expédition de Ripoll et il devint adjudant général chef de brigade à l'armée d'Italie; Dugommier, a dit Doppet, me parla de lui « de la manière la plus avantageuse. »

4. Cf. sur Chrétien p. 150, 212, 214, 283; il n'obtint jamais la confirmation de son brevet de général de brigade.

5. François-Antoine Bonnet, déjà cité, capitaine du génie, adjudant général depuis le 6 septembre 1793, fut nommé par Milhaud et Soubrany général de brigade le 28 mars 1794 et obtint plus tard sa confirmation. « C'est un zélé patriote, avait dit Turreau, un officier du génie très instruit dont la présence est fort utile à l'armée par les connaissances parfaites qu'il a acquises du pays. »

sentants Milhaud et Soubrany, « ne sont pas des muscadins, ce sont de bons militaires et connus dans l'armée ».

III. Mais il brûlait d'en découdre et il allait de son propre mouvement engager les hostilités.

Dès le 12 mars il écrivait qu'il ferait peut-être une promenade militaire du côté de la Seu d'Urgel et il priait Saint-Paul Doumic, chef de l'artillerie à Montlouis, de lui marquer secrètement « sans faire semblant de rien » combien de mortiers, de bombes, de pièces de 4 ou de 2 il pourrait emmener.

Le 31 mars, il mandait au ministre qu'il se préparait à se porter sur Urgel sans attendre les bataillons et escadrons que Dugommier devait lui envoyer. « Je suis venu en Cerdagne, disait-il, pour former une ligne d'attaque avec l'élite des troupes qui s'y trouvent ». Il était plein d'ardeur et il annonçait qu'il ne pourrait rendre un compte quotidien de ses opérations à cause de leur « multiplicité » et de leur « rapidité »; peut-être même les communications ne seraient-elles pas assez libres pour correspondre aisément avec le Comité; mais, ajoutait-il, « tant que mes forces physiques me le permettront et que les porteurs de mes dépêches pourront passer, je tiendrai le Comité fidèlement instruit de tous mes mouvements »¹.

1. Dagobert à Alexandre Bertrand et à Saint-Paul Doumic, 12 mars; à Bouchotte, 31 mars; aux représentants, 13 avril (A. G.) Jean-Guillaume-Saint-Paul Doumic, né à Tournon, en Lot-et-Garonne, en 1759, entré au service en 1778, sergent en 1784, adjudant en 1791, lieutenant en 1792, capitaine en 1793, chef de bataillon en vendémiaire de l'an II et chef de brigade en floréal suivant, commandant le 8^e régiment d'artillerie à cheval en l'an IX, directeur de l'équipage de siège dans la République italienne en l'an X, admis à la retraite en l'an XIII.

Le 6 avril, il sut qu'un de ses soldats avait été hâché en morceaux par des paysans. Aussitôt, de son autorité, sans informer Dugommier et les représentants, il décida d'ouvrir la campagne. C'était l'usage dans ces premières armées de la Révolution : Custine, marchant sur Mayence, n'avisait Biron, son supérieur, que lorsqu'il avait commencé son mouvement et Augereau devait s'emparer de la fonderie de Saint-Laurent de la Mouga sans avertir Dugommier de son dessein.

Le jour même, à la tombée de la nuit, pour que le bruit de l'expédition qu'il projetait contre Urgel ne fût pas éventé, Dagobert entra à Bellver.

Il fallait, pour gagner Urgel, passer par le Martinet et le pont de Bar, et il y avait deux heures et demie de marche de Bellver au Martinet, deux heures et demie du Martinet au pont de Bar, et deux heures et demie du pont de Bar à la Seu d'Urgel. Le chemin de Bellver au Martinet, par une gorge étroite et profonde, était très mauvais. Du Martinet au pont de Bar, par une gorge resserrée et fort difficile, il était bordé de précipices, coupé de rochers, et si mauvais qu'on ne pouvait aller à cheval qu'en bien peu d'endroits. Du pont de Bar à la Seu d'Urgel il était pendant une heure et demie aussi mauvais que du Martinet au pont de Bar; mais on trouvait ensuite une assez belle route qui menait à la Seu d'Urgel à travers un pays ouvert et presque semblable à la plaine de Cerdagne¹.

Le comte de La Haye Saint-Hilaire, homme actif et résolu, dirigeait la défense de la Seu d'Urgel, et il avait pris de bonnes mesures, renforcé ses postes,

1. Cf. les *Reconnaissances* de la Cerdagne espagnole (A. G.).

établi une redoute à Montella, transporté à Organya ses hôpitaux et à Castel-Ciudad les vivres et les munitions. Sa gauche était à Vilella et à Llès où il mit 150 soldats et 100 paysans commandés par Francisco Isern, son centre au Martinet où était une compagnie commandée par le lieutenant-colonel don Tomas Segura, sa droite à Montella où il y avait une garnison de 400 soldats et de 150 paysans commandée par le brigadier don Mateo Henriquez, lieutenant-colonel du régiment de la Reine. Il écrivit aux corrégidors de Vich, de Manrèse, de Cervera, de Lerida de se tenir prêts à le secourir avec leurs *somatenes*¹.

Comme l'année précédente, Dagobert devait s'emparer d'abord de Montella. Cette fois, il essaya de capturer la garnison. Il avait pour lieutenant le général Charlet, homme brave et expérimenté. « Ses talents militaires, avait dit Turreau, et son patriotisme sont parfaitement connus ». C'est le Charlet, qui l'année suivante, assiégé dans Puycerda par La Cuesta, répondait aux sommations espagnoles par cette fière parole : « J'ai des bras et des munitions, l'honneur des armes françaises me ferme l'oreille », et on sait qu'il mourut d'un coup de feu à la tête en pénétrant à Loano dans les retranchements autrichiens.

Charlet disposait de quatre bataillons et d'une compagnie de miquelets, 2.000 hommes en tout. Il dut balayer le pays de Vilella à Llès et, après avoir refoulé la gauche des Espagnols, venir au pont de Bar leur couper le chemin d'Urgel.

1. Les Français les nommaient les « soumettants » (de même qu'ils nommaient Aguillana « la Guyane »). Cf. les *Mém.* de Doppet, p. 315 et 320 qui définit ainsi les *somatenes* : « habitants de la campagne sans uniforme. »

Le 8 avril, à 1 heure et demie du matin, Dagobert, avec 2 300 hommes, s'enfonçait dans la vallée du Sègre et se dirigeait en silence au milieu de la neige vers Montella. Comme à son ordinaire, il allait au premier rang de l'avant-garde, le chef nu, les mains croisées derrière le dos, et il avoue qu'en cette circonstance, il se harassa tellement qu'il eut la nuit suivante mal de tête et mal de reins. Mais la marche de ses troupes fut si heureusement conduite qu'elles arrivèrent jusque sous le canon espagnol après avoir évité tous les postes avancés. A l'aube, Dagobert tombait sur les ennemis et leur enlevait, en un clin d'œil, au pas de charge et aux cris de *Vive la République* cette position qui « paraissait inattaquable, inexpugnable », la redoute, le bourg, quatre pièces et trois cents fusils. Les Espagnols mirent en se sauvant le feu au magasin à poudre qui sauta dans l'instant où quatre artilleurs français y entraient ; l'un d'eux, nommé Maury, pria son officier d'écrire à sa mère qu'il mourait en brave garçon, le nom de la République sur les lèvres.

Si Charlet débouchait à temps au pont de la Bar, les Espagnols qui n'avaient que cette unique voie de retraite, étaient capturés jusqu'au dernier. Pas un seul homme, disait Dagobert, ne pouvait échapper. Mais il avait trop exigé de son lieutenant et lui-même reconnaît que les quatre bataillons devaient cheminer toute la nuit. La marche de Charlet éprouva les retards qui de façon ou d'autre se produisent dans une troupe encore neuve et inexercée. Un de ses bataillons alla prendre à Bellver, à seize kilomètres de là, le pain qu'on avait négligé de lui donner à Belvis ; un deuxième n'avait pas de

cartouches, et il fallut, pour lui distribuer celles des miquelets, arrêter la tête de la colonne ; enfin une pièce longue de 2 dite suédoise fut apportée sans son pivot et on dut la laisser. Au lieu de partir à 7 heures du soir, la colonne ne s'ébranla donc qu'à minuit et demi. Trois miquelets lui servaient de guides ; soit par maladresse, soit à cause de la pluie et d'un brouillard très épais, ils l'égarèrent plusieurs fois et la menèrent par de si grands détours qu'elle n'atteignit la Bastide, à quatre lieues du pont de Bar, qu'à 5 heures du matin. A la Bastide, Charlet rallia ses hommes un peu épars, et, après avoir mis à l'avant-garde les compagnies de chasseurs, marcha sur Vilella et Llès. Il s'empara de ces deux postes ; il prit à Vilella trois canons et à Llès un millier de bœufs et de vaches, beaucoup de vivres, cinquante fusils, et il ne fut au pont de Bar qu'à 6 heures du soir.

Le lendemain, 10 avril, au matin, les Français se portèrent sur Urgel, Dagobert par le fond de la vallée et Charlet par la route que le maréchal de Noailles avait frayée sur le versant de la rive droite du Sègre : à midi, tous deux opéraient leur jonction sur la hauteur de Calvinya, au débouché du bassin ou de la « conque » d'Urgel. Le même jour Dugommier annonçait à l'armée des Pyrénées-Orientales les succès de l'armée de Cerdagne en ajoutant qu'il paierait avec usure la lettre de change que Dagobert tirait sur lui ¹. Déjà Madrid s'effrayait. Dans le premier émoi, Saint-Hilaire, devinant le

1. Ordre du jour de Dugommier, 10 avril. Il écrivait le 11 à Dagobert presque dans les mêmes termes : « Nous avons appris ton glorieux début ; tu nous as passés de vitesse, et je vais acquitter la lettre de change que tu as tirée sur nous. »

dessein de Dagobert, écrivait que le général voulait sans doute recommencer la manœuvre du maréchal de Noailles en 1694, prendre Urgel, puis Camprodon et Ripoll, puis Gironne, menacer de là Barcelone, et le roi Charles IV, s'écriant que les Français étaient favorisés par le diable, convoquait un Conseil d'Etat qui décidait que le duc de Castel-Franco viendrait d'Aragon au secours d'Urgel et qu'au risque d'exposer Collioure et Port-Vendres, l'armée du Roussillon enverrait des forces considérables vers Puycerda pour couper la retraite à Dagobert.

IV. Urgel, dominé de tous côtés, est une ville ouverte et, dès le règne de Louis XIV, elle passait, selon l'expression du temps, pour une place de petite conséquence. Mais les Espagnols avaient établi trois fortins sur les trois ressauts de l'étroite bande de rochers qui longe au centre de la vallée, à neuf cent mètres d'Urgel, la rive droite du Balire et ils avaient coupé le pont de communication entre la ville et les trois fortins.

Dagobert n'avait ni équipage de pont ni artillerie de siège, et pourtant il savait par ses espions que depuis le mois d'octobre 1793 des pièces de gros calibre laissées à Urgel par le maréchal de Noailles avaient été montées sur affût et mises en batterie. Aussi, dans son mémoire au Comité, regardait-il comme « problématique » le succès d'une expédition contre Urgel, et on peut lui reprocher d'avoir agi, en avril 1794, un peu à la légère.

De même que Custine devant Mayence, Dagobert devant Urgel essaya de terrifier l'ennemi. Custine avait informé le gouverneur que si la ville ne se

rendait pas, il l'emporterait à la pointe de l'épée¹. Dagobert fit remettre à Saint-Hilaire une sommation conçue en ces termes : « Le général français somme le commandant espagnol de se rendre; sinon, lui et ses troupes s'exposent aux suites d'un assaut. » Mais Saint-Hilaire n'avait pas, comme Gymnich qui commandait à Mayence, l'âme timide. Il répliqua : « Le général espagnol répond au général français qu'il ne craint ni son ennemi ni ses menaces. »

Dépité, Dagobert fit mine d'attaquer la citadelle et de lui couper les communications avec les dépôts d'Organya. La troupe qu'il avait envoyée sur le chemin d'Organya, traversa le Balire en face de Calvinya, surprit la queue d'un convoi, gravit les hauteurs d'en Vinyes. Mais là, elle fut rudement repoussée.

La ville d'Urgel restait toutefois sans défense. Dagobert y entra la nuit suivante. La plupart des habitants s'étaient réfugiés dans la citadelle avec leurs effets les plus précieux. Ceux qui demeuraient, vinrent le prier de ne pas mettre le feu. Il leur répondit qu'il avait de puissantes raisons pour brûler Urgel, mais qu'eux avaient un moyen d'éviter l'incendie, c'était de verser cent mille livres au trésor de la République. Ils étaient en trop petit nombre pour payer une si grosse somme; ils donnèrent des otâges qui garantiraient, disait Dagobert, la sûreté des patriotes que Ricardos avait fait saisir et incarcérer dans la dernière campagne.

La ville fut donc pillée. On enleva quatre cent charges de blé et de vin, des balles d'étoffes, des

1. A. Chuquet, *L'expédition de Custine*, 92.

bestiaux en quantité. Les républicains pénétrèrent dans la cathédrale et ce fut le curé constitutionnel de Montlouis, Agusti, natif d'Urgel, qui enfonça la porte¹. Les clefs de la cité furent envoyées aux représentants Milhaud et Soubrany. « Nous les gardons, dirent les deux conventionnels, pour entrer bientôt dans Urgel. »

Dagobert ne put faire davantage et, à la fin de la nuit, avant que le canon de la citadelle pût le découvrir, il sortit de la ville. D'ailleurs il était malade de la fièvre, une fièvre très forte, une fièvre inexprimable, disait-il, qu'il avait gagnée en gravissant les pentes neigeuses de Montella. Le 10 avril, le jour même de son arrivée devant Urgel, il écrivait aux représentants que, si sa santé ne s'améliorait pas, il se replierait sur Puycerda, et il ajoutait qu'il ne pourrait sans doute s'emparer de la citadelle d'Urgel parce qu'il n'avait pas de grosse artillerie et que le pont de communication était coupé.

La retraite fut ordonnée. Elle s'exécuta lentement, en plein jour, remarque Dagobert, et dans le meilleur ordre et la plus belle contenance, à la barbe des ennemis qui se laissèrent enlever un convoi de cent cinquante mulets chargés de grains et qui n'osèrent même pas opérer une sortie pour inquiéter l'arrière-garde. Mais, comme d'habitude,

1. Ce curieux personnage, admis en 1791 au séminaire de Perpignan, après un facile examen, nommé curé de Montlouis à la place de Delcasso qui siégeait à la Convention, président du club de la ville, employé, dit-on, comme commissaire du pouvoir exécutif ou plutôt comme délégué des représentants, s'était fait nommer officier dans les miquelets et après la paix il revint à Montlouis reprendre ses fonctions ecclésiastiques au grand scandale des fidèles (Torreilles, *Le clergé des Pyrénées-Orientales*, p. 224 et 284.)

cette marche rétrograde n'eut pas lieu sans dégâts et sans cruautés. Les mineurs coupèrent le pont du Sègre et mirent une journée à faire sauter le pont de la Bar bien qu'il ne fût formé que d'une arche de maçonnerie. Les soldats se livrèrent à tous les excès. Ils avaient à Urgel incendié la maison où logeait Saint-Hilaire, lacéré les tableaux de l'église à coups de sabre, foulé sous leurs pieds l'image du Christ et les reliquaires. D'Urgel à Bellver, ils brûlèrent et saccagèrent tout sur leur passage, des villages entiers, Montella, le Martinet, et ce fut à la lueur des flammes allumées par ses bataillons que Dagobert, toujours souffrant de la fièvre et porté sur une litière que le général Bonnet lui avait envoyée de Puycerda, remonta la Cerdagne espagnole. Le 13 avril il arrivait à Bellver d'où il datait son dernier bulletin, — ce bulletin que Barère appela le chant du cygne — et il signait son nom d'une main lourde et fatiguée, non plus avec une vigoureuse netteté, mais en traits heurtés, brouillés, presque informes.

Il ne croyait pas toutefois que sa fin fût prochaine et, comme ceux qui l'entouraient, il se persuadait qu'il avait l'âme chevillée dans le corps. S'il avait fait couper le pont du Sègre et sauter celui de la Bar, c'était pour ôter à l'ennemi les moyens de l'inquiéter désormais dans cette région et pour faire ailleurs, ainsi qu'il disait, des expéditions plus conséquentes. Il pensait que la neige qui couvrait encore les montagnes, retarderait les opérations ; mais ce temps ne serait pas perdu pour ses soldats qui continueraient à s'instruire ; il attendait les troupes que Dugommier devait lui fournir et il pensait à la pointe hardie qu'il avait concertée avec

Garrau et Carnot et qui serait sûrement un des plus brillants épisodes de la campagne. « Des soins et du repos, écrivait-il au Comité, me mettront à même de prouver combien je désire de contribuer par mes efforts au triomphe de la liberté. »

Le 15 avril il arrivait à Puycerda. On le coucha, on lui mit des vésicatoires à la nuque et aux cuisses. Ces remèdes ne firent aucun effet et le 18 avril, il expirait entre les bras de son aide de camp Caffarelli.

V. Il n'avait que cinquante-sept ans lorsqu'il mourut, et déjà on le nommait le *vieux Dagobert*. Un de ses officiers, Peiroux, le jugeait plus que sexagénaire. Les représentants Milhaud et Soubrany pensaient même qu'il n'avait pu résister aux fatigues à cause de son « âge avancé », et un historien de nos jours, Louis Blanc, intervertissant les chiffres, lui donne soixante-quinze ans et le qualifie d'intrépide vieillard. C'est ainsi que d'autres écrivains parlent du « vieux » Dugommier qui n'avait pourtant que cinquante-cinq ans lorsqu'il tomba sous un boulet espagnol. Pourquoi ne disent-ils pas le « vieux » Dumouriez, puisqu'en 1793 le vainqueur de Valmy et de Jemappes avait cinquante-quatre ans?

C'est, sans doute, que la plupart des généraux de la Révolution avaient à peine vingt-cinq ans lorsqu'ils furent mis à la tête des armées. C'est que Da-

1. Lettre de Caffarelli, 4^{er} Moréal an II (A. D.). Cf. Dagobert aux représentants, 10 et 13 avril; Charlet au Comité, 21 août; Lamer au commandant de Perpignan, 30 juin (A. G.); *Mon.*, 19 et 20 avril; *Gazette de Madrid*, n^{os} 34 et 35; Arteché, p. 324-325; Baumgarten, *Gesch. Spaniens*, p. 515; le récit de Teste (*Carnet de la Sabretache*, 1906, p. 664) est très inexact.

gobert, affaibli par des blessures qui dataient de la guerre de Sept Ans et par les fatigues du métier militaire, semblait d'air et d'allure plus vieux qu'il n'était en réalité. Le jeune Marmont ne dit-il pas, à la date de 1796, que Serurier, alors dans sa cinquante-cinquième année, était fort avancé en âge, que c'était un vieux général, un homme vénérable?¹

Quoi qu'il en soit, la mort de Dagobert ruinait le grand dessein d'invasion qu'il avait conçu, ce dessein que Carnot approuvait, ce dessein qui, selon le mot de l'émigré Marcillac, aurait décidé du sort de la Catalogne. Sur la proposition de Carnot qui jugeait la perte de Dagobert irréparable, le Comité de salut public décida d'« abandonner ce projet hardi. »²

Nombre de conventionnels exprimèrent les mêmes regrets que Carnot.

Les députés des Pyrénées-Orientales, Delcasso et Montegut, déploraient la disparition de ce « général défenseur de la patrie » en disant qu'elle serait pleurée des vrais républicains et célébrée par les Espagnols qui le redoutaient.

Milhaud et Soubrany arrêtaient que le sabre de Dagobert appartiendrait au soldat de l'armée des Pyrénées-Orientales qui se distinguerait le mieux dans la prochaine affaire : « C'est la patrie, c'est le peuple français qui offre cette récompense », et ils mandaient au Comité que la franchise du général, son courage héroïque, sa constance, sa fermeté dans les moments critiques, ses talents acquis par quarante années de services le faisaient regretter de tous.

1. Cf. plus haut, p. 424.

2. *Actes du Comité*, XVII, p. 748; cf. Marcillac, p. 256.

Barère lut à la Convention dans la séance du 28 avril cette lettre des représentants Milhaud et Soubrany et, sur sa motion, l'assemblée décréta que le procès-verbal ferait mention honorable des services rendus à la République par Dagobert. Ce n'était pas assez. Dans la même séance, Barère proposa d'élever dans le Panthéon, dans ce temple qui devait « centraliser la gloire », une colonne de marbre où seraient inscrits les noms des héros républicains, et il ajoutait que les premiers noms gravés sur cette colonne seraient ceux des généraux Haxo et Moulin qui s'étaient donné la mort pour ne pas tomber entre les mains des brigands ou des Vendéens. Legendre demanda que le conquérant de la Cerdagne reçût un pareil honneur, et le surlendemain, 30 avril, sur le rapport de Barère, la Convention décrétait que le nom de Dagobert serait également inscrit sur la colonne du Panthéon ¹.

La Convention rendit, en outre, trois décrets en faveur de la veuve de Dagobert. Le 10 messidor an II ou 28 juin 1794, sur une pétition de madame Dagobert qu'un membre convertit en motion, elle décréta que la trésorerie nationale mettrait à la disposition du Directoire du district de Saint-Lô une somme de 1.500 livres : la somme serait comptée à la veuve du général et imputée sur les indemnités et pensions que la loi lui accordait ².

Huit mois plus tard, le 13 nivôse an III ou 2 jan-

1. Mon. des 29 et 30 avril et du 1^{er} mai 1794.

2. Ce décret ne fut pas imprimé. Madame Dagobert exposait dans sa pétition qu'elle éprouvait des difficultés et que de longs délais s'écouleraient avant qu'elle pût produire toutes les pièces nécessaires pour obtenir sa pension et qu'elle réclamait par conséquent un secours provisoire. Le 9 prairial précédent ou 28 mai elle s'était présentée à la barre de la Convention pour dire que la mort de son mari la laissait sans aucune ressource.

vier 1795, elle décrétait que madame Dagobert toucherait une pension de 1.500 francs à titre de récompense nationale en raison « des services de son mari, général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales, mort par suites des fatigues de la guerre après avoir déterminé la victoire et mis en fuite les Espagnols » — et que sa seconde fille, Julie-Marie, recevrait un secours de 750 francs qui lui serait payé depuis le 1^{er} prairial an II jusqu'à l'époque où elle atteindrait sa douzième année ou jusqu'au 27 fructidor an VII (depuis le 20 mai 1794 jusqu'au 13 septembre 1799).

Enfin, le 20 ventôse an III ou 10 mars 1795, sur le rapport du Comité des secours publics, la Convention, « considérant les longs et importants services du général Dagobert et que sa mort n'était provenue que par suite des fatigues excessives auxquelles il se livra, quoique malade, à la tête des troupes qu'il commandait dans l'expédition sur Urgel où, après un combat opiniâtre, il mit en fuite l'armée espagnole », décrétait que la veuve du général recevrait à titre d'indemnité provisoire, pour elle et ses deux filles en bas âge, la somme de 6.000 livres, 3.000 pour elle et 1.500 pour chaque enfant ².

1. Ce décret du 13 nivôse an III fut confirmé le 7 messidor an IX ou 26 juin 1801 par un arrêté du premier Consul rendu sur la proposition du ministre de la guerre. Montalivet était alors préfet de la Manche. Ce fut lui qui transmit le brevet à Madame Dagobert par une lettre datée de Saint-Lô le 3 fructidor an IX : « Madame, le gouvernement me charge de vous remettre le brevet de la pension qu'il a accordée à la veuve d'un de ses généraux les plus distingués; je me trouve heureux d'être en ce moment l'organe par lequel vous parvient ce témoignage de la reconnaissance nationale. J'ai l'honneur de vous saluer respectueusement. »

2. Mais elle ne toucha que 4.500 livres puisqu'elle avait déjà touché 1.500 francs par décret du 10 messidor an II. Elle est

VI. Les troupes de Cerdagne avaient demandé, lorsque mourut leur général, que ses cendres fussent transportées à Montlouis jusqu'à ce que la Convention en eût autrement disposé¹. Dagobert fut donc enseveli à Montlouis sur la place principale au pied de l'arbre de la liberté².

En 1800, lorsque le premier consul eut décidé qu'un monument serait élevé dans chaque chef-lieu à la mémoire des braves du département morts pour la patrie et la liberté, le Conseil général des Pyrénées-Orientales obtint que les cendres des généraux Dagobert et Dugommier seraient transférées de Montlouis et de Bellegarde à Perpignan. La cérémonie se fit le 2 août avec une pompe éclatante, et des larmes d'attendrissement, lisons-nous dans le procès verbal, coulèrent de tous les yeux : Dagobert et Dugommier n'avaient-ils pas sauvé les Pyrénées-Orientales et jeté la terreur du nom français dans le cœur des fiers Castillans ? Les deux bières furent mises sous les fondements d'une colonne qui devait se dresser sur la place de la Liberté avec cette inscription : « Aux mânes des généraux Du-

morte à Saint-Lô le 2 décembre 1823. Cf. l'appendice XVI sur la descendance de Dagobert.

1. Milhaud et Soubrany au Comité, 22 avril (A. G.).

2. Cf. Doppet, *Mém.*, p. 267 et Pelleport, *Mém.*, I, p. 13. Il y eut, à ce sujet, deux pétitions à la Convention. Le 2 prairial an II ou 21 mai 1794 on lisait à l'assemblée une lettre de la Société populaire de Puycerda et des députations de l'armée de Cerdagne : les signataires, réunis dans l'église de Puycerda qui venait d'être dédiée à la Raison, annonçaient qu'ils avaient « versé des larmes à la mémoire de Dagobert » et transporté ses restes à Montlouis, qu'ils sollicitaient pour lui l'érection d'un monument commémoratif dans cette place et les honneurs du Panthéon. Le 13 prairial suivant ou 1^{er} juin, lecture d'une nouvelle pétition : la commune, la Société populaire, la garnison de Montlouis re-tracent à la Convention les mérites de Dagobert et prient l'assemblée de décerner les honneurs du Panthéon au vaillant général.

gommier et Dagobert, adoptés par la reconnaissance du département des Pyrénées-Orientales. »

En 1821, les restes des deux généraux furent exhumés et portés au cimetière de Perpignan. Ils y sont toujours, presque au bout de la grande allée transversale, sous une pyramide de pierre où leur nom a été gravé. Une fille de Dagobert, la baronne Achard, s'était opposée vainement à cette translation. Y avait-il, disait-elle, un terrain plus honorable que la principale place de Perpignan, et pourquoi mettre Dagobert et Dugommier dans le cimetière commun ? Pourquoi ne pas transférer les restes de Dagobert à Montlouis dans le monument érigé tout près du théâtre de ses victoires ? Le gouvernement désirait-il effacer le souvenir des généraux républicains ? « On veut, concluait la baronne Achard, honorer la mémoire de Dagobert ; on l'honorerait davantage en laissant les choses telles qu'elles sont. »

Une modeste pyramide avait été élevée à Montlouis par l'armée de Cerdagne sur l'endroit qui recouvrait la dépouille de Dagobert. Elle existe encore. Elle porte cette inscription : *Ci-gît le brave Dagobert, général des armées françaises, mort le 28 germinal an II de la République*. Au mois de septembre 1885, après des manœuvres où fut simulée la bataille de la Perche, le général Bezard fit restaurer ce monument : une balustrade fut mise autour de la pyramide et les mots suivants furent gravés sur la pierre : *Au général Dagobert, la 32^e division d'infanterie et la garnison de Montlouis*¹.

1. A. Chuquet, *Dugommier*, p. 432-433 ; Pineau, *Dugommier*, p. 651 ; Vidal, II, p. 332.

CHAPITRE XVIII

Conclusion

Qualités de Dagobert. — Bonté et franchise. — Ses amis. — Défauts. — Le caporal. — Le démon des Espagnols. — Ses coups de main. — Ses manœuvres. — Mélange de prudence et de hardiesse. — Secret de ses opérations. — Amour qu'il inspire aux soldats. — Témoignages.

Dagobert était simple et sobre. « Crois-tu, disait-il à son frère Groucy, que les grands dîners, les repas et le reste n'aient aucune influence sur ta santé ? Si en garde que l'on soit contre les excès, il est bien difficile qu'on n'en fasse pas toujours quelque peu ; tu t'en es permis de plus d'un genre ; ce n'est qu'en t'observant bien scrupuleusement que tu pourras en éloigner les dangereux effets. »

Il était bon, affectueux, familier. Lorsqu'il raconte l'ovation que lui firent les habitants de Perpignan, « tu m'as demandé, écrit-il à sa femme, une bouteille pour les yeux ; les religieux qui m'en ont donné, n'existent plus, mais tu peux en faire aussi bien qu'eux ; il n'y a qu'à faire fondre, dans un verre d'eau, gros comme un pois de couperose blanche, voilà tout le mystère », et il ajoutait avec bonhomie : « Mon empressement à me rendre à mon poste a fait que je marchais la nuit. Ce qui m'a valu une fluxion sur la mâchoire. J'avais beaucoup de peine à manger. A mesure que le climat s'est trouvé plus doux, ma fluxion s'est dissipée et maintenant j'en suis quitte. »

CONCLUSION

419

Il était franc et ce fut surtout sa sincérité qui déplut aux représentants. « Il blâme, a dit Turreau, les idées qu'il croit nuisibles à la chose publique, quels que soient ceux qui les ont proposées. »

Mais il s'était fait de véritables amis. De tout temps il fut lié d'une vive tendresse avec ses deux frères Groucy et Boisfontaine. A l'armée de Cerdagne il avait d'étroites relations avec l'adjudant de place Alexandre Bertrand, l'adjudant général Pellenc, le commandant de l'artillerie Saint-Paul Domic et le général de brigade Bonnet ; il leur écrivait sur le ton le plus cordial ; il les remerciait des « choses honnêtes qu'ils avaient bien voulu lui dire » et pendant sa disgrâce et à l'époque de sa réintégration ; il les tenait au courant de ses projets ; il les embrassait comme de « bons amis » et « avec l'attachement qu'ils lui connaissaient » en les assurant qu'il recevait leurs lettres avec le plus grand plaisir ; il était « peiné » des difficultés qu'ils éprouvaient ; il tâchait de les servir de son crédit, il les recommandait au représentant Cassanyes. Tous ceux qui l'ont connu de près, parlent de lui dans les meilleurs termes. Le chef de l'état-major de l'armée des Pyrénées-Orientales, Lamer, son aide-de-camp à l'armée d'Italie, avait voué la plus profonde affection à celui qu'il nommait son respectable général ; il se qualifiait son élève, son ami, son admirateur, et, lorsqu'il pria Dagobert d'appuyer une demande auprès du ministre : « Je suis bien certain, ajoutait-il, que vous le ferez avec le zèle de la bonne amitié parce que vous savez aimer, servir ceux qui vous aiment, qui vous estiment. » Un autre de ses aides de-camp, Auguste Caffarelli, disait qu'il devait tout à Dagobert, que Dagobert avait pour lui les

bontés d'un père, que l'exemple de ce grand homme serait constamment la règle de sa conduite »¹.

Le seul défaut de Desaix, selon Carnot, c'était de ne point s'occuper assez de la discipline. Tel fut, sinon le seul, du moins le grand défaut de Dagobert, et, par là, il eut le tort grave d'aliéner à la France les cœurs des Espagnols. Il proposait aux représentants de publier une adresse en langue catalane pour proclamer le principe républicain « mort aux tyrans, paix aux peuples ». Mais ses actes ne répondaient pas à ses paroles, et il fermait volontiers les yeux sur les excès de ses soldats. Doppet témoigne que les troupes de Dagobert obligèrent par leurs cruautés et leurs profanations les paysans de la Cerdagne espagnole à résister ou à fuir : « on s'est mal conduit ici, écrit-il, et les habitants fuient par la seule raison de leur croyance ». Le général de brigade Bonnet ne disait-il pas que, si les Français avaient, après la reddition d'Urgel, à lutter contre les obstacles de la nature et les préjugés de l'aristocratie, ils useraient de la terreur qui « paraissait ici le meilleur moyen pour comprimer les ressorts du despotisme ? »²

Dagobert avait, en outre, peu de liant dans le caractère. Son colonel de Royal-Italien, Vintimille-Lascaris, en 1787, et le conventionnel Bonnet, en 1793, se servent tous deux de cette expression. S'il eut raison de combattre ce que les plans des représentants avaient d'aventureux et de risqué, peut-être

1. Dagobert à Groucy, 17 juillet 1787; à sa femme, 21 février 1794 (A. D.); à Alexandre Bertrand, 7 novembre 1793 et 12 mars 1794 (A. G.); Lamer à Dagobert, 23 décembre 1793 et Caffarelli à Madame Dagobert, 31 décembre 1793, 20 avril et 16 mai 1794 (A. D.).

2. Doppet, *Mém.*, p. 270; Vidal, III, p. 213.

fit-il trop sentir à Fabre, à Gaston, à Cassanyes sa supériorité d'homme du métier. Peut-être mit-il dans ses querelles avec les commissaires de la Convention un ton trop impérieux et tranchant. Il n'aimait pas à leur rendre compte de ses opérations et un de ses amis rapporte qu'« il ne se donnait pas le soin de communiquer. » Sur ce point, Fabre le blâmait un jour avec esprit : « Agissez, lui disait-il, agissez toujours aussi bien et n'écrivez pas; le représentant applaudira à vos victoires et ne vous en voudra pas de votre silence. »¹

Il fut brave et, selon ses propres termes, il faisait le grenadier plutôt que le général. Les soldats l'appelaient le *caporal* et les Espagnols, étonnés de sa constance, de sa valeur, de ses longues marches, de ses soudaines apparitions, l'avaient surnommé le *demonio*. Mais, s'il affrontait le feu ou l'extrême fatigue avec autant d'intrépidité que le moindre fusilier de son armée, c'est que le général devait, dans les premières guerres de la Révolution, donner l'exemple à des troupes encore timides et hésitantes, les entraîner, les enflammer et, suivant le mot du temps, les électriser.

Il aimait les coups de main et ces affaires où l'attaque impétueuse qu'il prêche dans son livre de l'*Ordonnance française*, renverse en un instant les obstacles. « Celui qui court à son ennemi, a-t-il dit, passe toujours pour supérieur en force et en courage, on déconcerte l'adversaire en s'élançant sur lui, et si les Grecs ont donné des ailes à la victoire,

1. Cf. plus haut, p. 17; Bonnet à Cassanyes, 6 octobre 1793 (A. G.); Fabre à Dagobert, 11 septembre 1793 (A. D.), et remarquer (*supra*, p. 307) que les représentants recommandent, le 29 septembre, à Dagobert, une « correspondance assidue. »

c'est pour montrer qu'on l'obtient par la vivacité, par la rapidité. »

Griois prétend, à ce propos, qu'il était un excellent chef de colonne et que « commander en chef était au-dessus de ses forces », qu'il avait moins les talents du général que le courage du soldat. Mais, lorsque Griois porte ce jugement, il est sous l'impression de la défaite du Mas-Deu. L'auteur de l'*Ordonnance française* n'était pas du tout un ignorant sabreur, une culotte de peau, comme disaient Fabre et Gaston. Il avait des vues étendues; il avait l'initiative, le coup d'œil, une vive sagacité; il était très capable de soutenir le fardeau du commandement en chef, très capable de manier des masses et de combiner des manœuvres savantes, aussi propre à de vastes opérations qu'à des camisades. « Ce n'est pas toujours en livrant des combats, écrivait-il le 1^{er} octobre 1793 au Comité, c'est souvent en prenant des positions qu'on obtient les plus brillants succès »¹. N'avait-il pas discerné l'importance des Aspres? Dès le commencement de la guerre, ne montrait-il pas que le salut était là; qu'il fallait opérer dans les Aspres pour arrêter l'invasion; qu'il ne serait possible de chasser les Espagnols qu'en menaçant leur gauche?

Il unissait la prudence à la hardiesse, cherchait, comme il dit, des expédients, et ce mélange de sagesse et d'audace, de circonspection et de témérité, forme un des traits les plus curieux de sa physionomie. Le 14 février 1793, il n'engage le combat de Sospel qu'après avoir pris des précau-

1. *Ordonnance française*, p. 99; Dagobert au Comité, 1^{er} octobre 1793 (A. G.).

tions extrêmes et au soir du combat de la Perche, il refuse de marcher sur Puycerda. A l'avant-garde de l'armée d'Italie, ainsi qu'à l'armée des Pyrénées-Orientales, il avait de bons espions et en Cerdagne, il dépensait par mois cinq à six cent livres pour se procurer des renseignements. N'était-ce pas la maxime de son maître, La Noue de Vair, que la réussite d'une entreprise dépend du plus profond secret et que les vrais généraux ne le confient qu'à ceux qui doivent absolument les seconder? De même, Dagobert préparait ses expéditions dans le secret le plus profond et il ne cessait de recommander la discrétion à ses confidentes : dans une lettre du 12 mars 1794 à Alexandre Bertrand, il insiste là-dessus en usant des expressions les plus variées : il ne faut pas éventer la mèche, il ne faut pas afficher son dessein, il ne faut laisser rien entrevoir de son projet à qui que ce soit¹.

Ses hommes l'aimaient et le suivaient partout. Nul n'était plus ménager de leur existence. Il jugeait qu'on les sacrifie trop facilement et il rappelait ce mot du maréchal de Saxe; pourquoi perdre deux ou trois compagnies de grenadiers afin d'entrer plus tôt dans un ouvrage que les ennemis abandonneront dans quelques heures sous le feu de notre canon? Il craignait, comme il disait, de faire

1. Dagobert à Alexandre Bertrand, 12 mars 1794 (A. G.); cf. La Noue de Vair, *Nouv. Inst. Mil.*, II, p. 22, et cette lettre de Dagobert à Bouchotte, 14 décembre 1793 : « Il était indispensable d'avoir du numéraire pour faire marcher les personnes qu'on voulait employer et on ne pouvait obtenir vingt-quatre livres en numéraire qu'avec cent livres en assignats. Pour l'expédition seule de Camprodon les six à sept louis qu'il m'en coûta, portèrent ma dépense à six cents livres. Il en fut de même pour l'expédition de Montella et pour les renseignements que j'envoyai prendre dans la vallée de Ribas et du côté de la Seu d'Urgel. »

tuer du monde en pure perte, de faire verser légèrement le sang de ses frères d'armes; ce n'était pas, ajoutait-il fièrement, la méthode de Dagobert. Après Sospel, il s'applaudit d'avoir laissé très peu de morts sur le terrain, d'avoir, « en préférant la force des dispositions, conservé la vie à de bien braves gens »¹.

Il était, selon le mot d'un agent du Conseil exécutif, le père et l'ami de ses soldats. « Un général sans-culotte, écrit alors un capitaine de l'armée des Pyrénées-Orientales, doit tous les jours visiter ses soldats, leur représenter leur devoir, les entretenir de l'amour de la patrie, les conduire à l'ennemi — c'est ce qu'on ne fait pas — leur demander à eux-mêmes ce qui leur manque — c'est ce qui ne se fait pas — leur demander s'ils ont à se plaindre. Si cela se pratiquait, il serait instruit par eux de l'esprit de son armée et non par des aides-de-camps qui, par flagornerie ou par méchanceté, déguisent toujours la vérité ». Ce général qui visite les soldats, qui leur demande ce qui leur manque et s'ils ont à se plaindre, qui leur représente leur devoir, qui les entretient de l'amour de la patrie et qui les conduit en personne à l'ennemi, c'est Dagobert².

Aussi, ils l'adorent; ils le regardent comme un des leurs; ils l'appellent le *général-soldat*. Il leur plaît par sa loyale rudesse, par la brusquerie militaire de ses façons, par ses saillies, par ses gaucheries, par son nom même: ils chantent gaîment au bivouac la chanson du roi Dagobert qui mettait

1. *Ordonnance française*, p. 69; Dagobert à Bouchotte, 21 novembre 1793 (A. G.).

2. Hubert à Hardy, 14 novembre 1793 (A. G.).

sa culotte à l'envers et ils applaudissent lorsqu'ils le voient sur la route de Céret narguer d'un geste rabelaisien le canon espagnol¹.

Il savait leur parler et il n'épargnait pas ces bons et affectueux propos dont il avait vanté la puissance dans l'*Ordonnance française*: le soldat n'est-il pas « une machine qu'on monte avec la langue »²?

Bien peu soupçonnaient qu'il était gentilhomme, qu'il appartenait à la « caste privilégiée »; son nom, quoique porté jadis par un roi, par un « tyran », avait quelque chose de populaire. Il vint un moment à l'armée des Pyrénées-Orientales, où, comme ailleurs, on fit la chasse aux ci-devant. Le 18 frimaire an II ou 8 décembre 1793 par un arrêté qu'ils annulaient le surlendemain, l'abre, Gaston et Cassanyes décidaient que tous les nobles étaient suspendus de leurs fonctions et l'agent Hardy écrivait que l'armée était infectée de généraux nobles, que cette race maudite avait obtenu tous les grades, qu'on ne respirait dans le camp que l'air pestiféré de l'aristocratie. Et Hardy exaltait Dagobert, sans se douter que Dagobert, lui aussi, était noble³!

1. Vidal, III, p. 59: « Près du pont, en plein chemin, la batterie tira sur nous; Dagobert, dans son sang-froid, déboutonna sa culotte, tourna son dos vers la batterie et fit son petit besoin en s'écriant: « Les sots, ils attaquent trois hommes (Dagobert, Cassanyes et Poinot); ils auraient dû attendre que la division se fût déployée! » (Tiré des *Mém.* de Cassanyes).

2. Cf. plus haut, p. 56.

3. Hardy à Bouchotte, 13 décembre 1793 (A. G.). Cf. appendice X la lettre de Duvignau à Carnot (il demande si la République, chassant les nobles, chasserait aussi Dagobert). Lorsque Dagobert fut nommé maréchal de camp provisoire, les bureaux de la guerre écrivirent son nom *Agobert*, et c'est sous la forme d'*Agobert* que son nom et celui de ses frères est imprimé dans l'*Etat militaire* avant 1790.

Homme de cœur et de caractère, Dagobert est une des figures les plus originales, les plus attirantes et les plus sympathiques de l'armée de la Révolution.

Ceux qui servirent sous ses ordres gardèrent pieusement son souvenir ¹.

L'ingénieur Grandvoinet se rappelait avec émotion cet « invincible » Dagobert qui, « malgré la perfidie de ses ennemis qu'il avait percée à jour, faisait des prodiges de valeur et mourut à la suite de fatigues extraordinaires ».

Le capitaine Peiroux louait l'inlassable vigueur, le caractère ardent, la bravoure qui valaient à Dagobert une confiance sans réserve.

Pelleport admirait l'activité prodigieuse de ce général « chargé d'ans et de blessures qui guidait l'inexpérience de ses troupes avec un dévouement patriotique ».

Teste vantait sa hardiesse, sa nerveuse audace : « il se multipliait; il était partout ou du moins on croyait l'y voir; nos jeunes soldats disaient qu'il ne les faisait reculer que pour mieux sauter ».

Dupuy, le Dupuy de la 32^e demi-brigade, se glorifiait d'avoir « partagé la conduite des colonnes à plusieurs attaques avec l'intrépide Dagobert ».

Un volontaire qui, sûrement, ignorait la légende d'Achille, racontait cinquante ans plus tard que Dagobert était invulnérable, sauf aux talons qu'il ne montrait jamais à l'ennemi.

1. Cf. les mémoires de Grandvoinet et de Peiroux (A. G.), les *Mém. de Pelleport*, I, p. 9 et 15, Teste (*Carnet de la Sabretache*, 1906, p. 664-666); Dupuy à Pille, 30 octobre 1794 (A. G.); Fervel, II, p. 29, note 2; Arteché, p. 173 et 217: « Peritisimo general... el héroe francés de aquella campaña... tan valeroso y práctico. »

Les historiens espagnols reconnaissent qu'il fut le héros de la campagne de 1793 et que Ricardos n'eut pas d'adversaire aussi valeureux et aussi habile.

ANNEXES

ANNEXES

I

LES ANCÊTRES

GUILLAUME Dagobert, écuyer, sieur de La Hairie, seigneur de Saint-Aubin de Losque, époux de Gillette de Mesnileury qui vivait en 1501.

GUILLAUME Dagobert, écuyer, sieur de La Hairie, fils de Guillaume, époux de Guillemette Cottelle (fille de noble homme Mathurin Cottelle, sieur de La Paintreterie).

JEAN Dagobert, sieur de La Hairie, et François Dagobert, fils de Guillaume.

Jean épousa Catherine Miette, fille de Gilles Miette, sieur de Coutreville.

François eut une fille, Barbe, mariée à Jean de Boulieu, seigneur de Groucy en Graignes, qui vivait en 1530.

PIERRE Dagobert, sieur de La Hairie, fils de Jean, époux de Jeanne de Chantelou.

JULIEN Dagobert, sieur de La Hairie, seigneur de Ladigardière, fils de Pierre, époux d'Anne Le Behot.

ROBERT Dagobert, sieur de La Hairie, seigneur de Groucy et de Saint-Vast, fils de Julien, époux d'Isabeau Le Maître de Livet.

GÉDÉON Dagobert, sieur de Saint-Vast, de La Hairie et de Groucy, capitaine de cavalerie, fils de Robert, marié en 1633 à Guyonne Potier de Courcy.

PIERRE Dagobert, sieur de Boisfontaine et de Groucy, fils de Gédéon, officier au régiment de Canisy, marié deux fois, d'abord en 1688 à Jeanne Bazan, fille de François Bazan de La Heuhardièrre, puis le 24 décembre 1694 à Jeanne-Jacqueline de Gourmont, baptisée le 28 avril 1671.

Pierre Dagobert avait quatre frères, Luc, Jean-François, Michel et Jacques.

Luc était sieur de Saint-Luc.

Jean-François, officier, fut tué à la bataille des Dunes le 14 juin 1658.

Michel, sieur du Manoir, fut prêtre, recteur de l'Université de Paris, docteur en Sorbonne, et refusa l'évêché de Sisteron pour vivre en philosophe dans sa petite cure de Coupigny.

Jacques, écuyer, sieur de La Bretonnière, seigneur de Saint-Pierre de Jersey, émigra comme protestant; il avait épousé en 1670 Anne de Beaudenis de Morteterre; il eut un fils qui fut gouverneur de l'île de Jersey.

GABRIEL Dagobert, sieur de La Bretonnière, fils de Pierre, ancien officier au régiment de dragons Colonel-Général, blessé au siège de Fontarabie le 13 juin 1719, mort en 1755, marié le 26 mai 1734 à Jeanne-Elisabeth Campain (morte le 13 avril 1777), père du général Dagobert.

Il avait trois frères, François-Hector, Pierre et Jacques-Michel, et deux sœurs, Barbe et Françoise.

I. François-Hector Dagobert, écuyer, sieur de Boisfontaine, était officier au régiment de Bretagne; une affaire avec M. de Saint-Vallier, son colonel, l'obligea à passer en Prusse; le roi le plaça au 1^{er} bataillon des gardes où il mourut; il était très bien fait et avait la réputation d'être un des plus beaux hommes de France.

II. Pierre-Michel Dagobert, écuyer, seigneur de Groucy, capitaine commandant une compagnie détachée de l'Hôtel royal des Invalides à La Hougue, admis à l'Hôtel le 27 janvier 1735, mort le 19 octobre 1750. Il avait épousé le 30 avril 1737 Marie Dansain de Saint-Chamant, fille du sieur de Saint-Chamant, capitaine d'Invalides, et il eut d'elle six enfants :

1^o Charles-Hyacinthe Dagobert de Groucy, officier au régiment d'Auvergne, capitaine d'une compagnie d'invalides d'abord au château de Ferrières, puis à Salces, baptisé le 13 mars 1738, entré aux Invalides le 10 décembre 1767, mort à Salces le 17 janvier 1781, marié à une nièce du lieutenant-général de Pujol qui vécut à Castres après la mort de son mari.

2^o Maximilien-Eléonor-François-Marie Dagobert, baptisé le 19 février 1739, mort le 12 septembre 1771, à Lunéville, au corps de la gendarmerie « après y avoir servi avec honneur l'espace de neuf ans ».

3^o — Dagobert, servit dans les troupes coloniales.

4^o — fille Dagobert, religieuse à Valognes.

5^o — Dagobert, officier dans les troupes coloniales.

6^o — fille Dagobert, religieuse à Saint-Michel Dubos.

III. Jacques-Michel Dagobert, officier au régiment d'Anjou, tué à l'ennemi à la bataille de Guastalla.

IV. Barbe Dagobert mariée à Charles de Montfiquet, écuyer, mort à l'armée.

V. Françoise Dagobert mariée en 1741 à Jean de Lamprière, écuyer, sieur de Boisgingant, ancien officier, né en 1671, mort en 1753.

II

LES FRÈRES DE DAGOBERT

Dagobert avait deux frères, Gabriel et Jean.

GABRIEL-CHARLES Dagobert, écuyer, sieur de Groucy (on prononçait Grouchy), né à La Chapelle-En-juger le 1^{er} février 1741, sous-lieutenant au régiment de Tournaisis en 1760, lieutenant en 1768, capitaine en second à Royal-Italien en 1778, capitaine-commandant en 1782, obtint la croix de Saint-Louis le 24 août 1783 pour vingt-trois ans de services, dont cinq de guerre. Il était d'ailleurs noté « bon officier ». Le 1^{er} octobre 1787 il eut sa pension de retraite, fixée à 600 livres. « Il est, disait l'année précédente le comte de Murinais, obligé tous les ans de s'absenter pour des infirmités qui exigent d'aller prendre les eaux ou pour respirer l'air natal », et l'inspecteur proposait de l'attacher à un des régiments de grenadiers royaux de Normandie, « service moins actif et qui ne l'obligerait pas à se déplacer aussi souvent ». Dagobert de Groucy mourut en janvier 1794 à Portbail dans l'arrondissement de Valognes; il avait été porté sur la liste des émigrés pendant qu'il était aux eaux de Spa (voir la pièce suivante), et ses biens furent confisqués. Mais sous la Restauration, ses deux nièces, filles du général Dagobert, madame veuve Yver et madame la générale Achard, demandèrent une indemnité pour les biens-fonds dont leur oncle avait été dépossédé et elles obtinrent par décision de la Commission de liquidation de l'indemnité

aux émigrés (28 janvier 1828) la somme de 62.027 francs 36.

JEAN-GILLES Dagobert, écuyer, sieur de Boisfontaine, capitaine de cavalerie, garde du corps du roi, était né en 1746.

III

LETTRE DE DAGOBERT DE GROUCY

*Au citoyen commissaire et représentant du peuple
au département de la Manche.*

Le citoyen Gabriel Dagobert de la municipalité de Saint-Ebremont, canton de Canisy, district de Saint-Lô, vous expose qu'au mois de mai 1792 il fut obligé de demander un passeport pour aller prendre les eaux de Spa pour rétablir sa santé qui était extrêmement délabrée par plusieurs maladies qu'il avait essuyées. Les eaux, ayant fait un effet contraire, avaient encore aggravé son état, l'avaient mis à toute extrémité : ce qui l'avait absolument empêché de rentrer dans sa patrie au terme des décrets, ainsi qu'il est prouvé par le certificat de médecin ci-joint. En conséquence, l'exposant a été traité comme émigré. Sa santé s'étant rétablie, il est venu à Jersey pour être à portée de faire ses réclamations; mais toutes communications ayant été interceptées, il n'a pu remplir son objet. Mais hélas ! pour comble de malheur pour l'infortuné exposant, il a été regardé comme un homme suspect à tous les ci-devant qui sont dans l'île parce que son frère commande l'armée de la République qui est

aux environs du Mont-Libre et qu'il a remporté plusieurs victoires sur les Espagnols. Après lui avoir fait essuyer toutes les humiliations possibles, ils ont déterminé le commandant à l'envoyer sur les côtes de la République où il a été débarqué le 2 de ce mois sans d'autre espoir qu'en votre justice et la faveur que les services de son frère peuvent lui faire obtenir. En considération de ses malheurs, de votre justice et des services de son frère, il vous demande de lui accorder un passe-port afin qu'il puisse aller joindre son frère; ce qui le mettrait à portée par quelque acte de valeur et de courage de bien mériter de la patrie. L'exposant espère que votre âme généreuse et sensible sera touchée de sa triste position, qu'elle adoucira ses peines en lui faisant une prompte et satisfaisante réponse sans laquelle l'exposant se livrerait au plus affreux désespoir en terminant sa déplorable carrière.

Pour présenter à Cherbourg.

Le 8 octobre l'an deuxième de la liberté de la République française.

IV

LA NOUE DE VAIR

Il y avait au service six frères La Noue.

Ils étaient fils d'un capitaine réformé du régiment des dragons de la Reine. Deux succombèrent dans la guerre de Sept Ans : l'un, capitaine aide-major au régiment de cavalerie de Marcieu; l'autre, La Noue de Vair, chef des volontaires qui portaient son nom.

Deux autres, La Noue de Vieux-Pont et le chevalier de La Noue, étaient capitaines aux grenadiers de France.

Un autre, le comte de La Noue, était inspecteur des milices gardes-côtes de Bretagne.

Le sixième, l'abbé de La Noue, vicaire général du diocèse de Meaux, avait servi onze ans dans le régiment de cavalerie d'Aumont.

Le maître de Dagobert, Louis-Stanislas La Noue de Vair, lieutenant en second (8 juin 1741), enseigne (8 juin 1743), lieutenant (3 juillet 1745), capitaine (15 janvier 1748), puis capitaine au régiment d'Enghien avec commission de lieutenant-colonel, blessé aux deux jambes à Laufeld et gratifié par trois fois d'une somme de 300 livres (27 juillet 1747, 12 novembre 1749, 21 avril 1752), était noté comme un « officier qui donnait les plus grandes espérances », comme un « garçon froid, appliqué, et dont on disait beaucoup de bien », et le roi lui avait accordé, au mois de février 1758, une pension de 400 livres après sa belle défense de Marbourg.

Il périt le 25 juillet 1760 à l'affaire de Limbach, au lendemain de la journée où le maréchal de Broglie avait forcé le prince Ferdinand à se retirer sur Wolfhagen. Les volontaires de M. de Vair poursuivaient vivement les colonnes ennemies et M. de Sporcken les avait arrêtés et les pressait à son tour lorsqu'ils furent dégagés par le corps de M. de Chabo. C'est à ce moment qu'un boulet de canon tua M. de Vair. « Le pauvre de Vair! », s'écria Rochambeau, et du Muy, L'Enfant, d'autres encore déplorent la mort de ce vaillant homme. « Il était, disait le chevalier du Muy, recommandable par sa valeur et ses talents », et L'Enfant écrivait à Tho-

renc; « C'est une perte, car il remplissait bien sa besogne ». (Du Muy et Rochambeau au ministre, 26 et 27 juillet 1760, A. G.; L'Enfant à Thorenc, *Carnet de la Sabretache*, 1900, p. 166; Pajol, *Les guerres sous Louis XV*, t. V, p. 64).

M. de Vair fut remplacé à la tête de son corps par Saint-Victor, de la Légion royale.

Peu avant sa mort, en cette même année 1760, il avait publié à Francfort sur-le-Mein, en deux volumes, un remarquable ouvrage, *Nouvelles constitutions militaires*. Il y fait un grand éloge de Follard (II, p. 65-66), génie lumineux, dit-il, plein de ces idées qui développent et créent les grands hommes, et dont les ouvrages « auront le sort du *Paradis perdu* de Milton qui ne fut vraiment prisé que longtemps après sa mort ».

V

ARMÉE D'ITALIE

Au 1^{er} novembre 1792.

D'Anselme, commandant en chef.

Maréchal de camp Saint-Martin, chef d'état-major.

Avant-Garde.

3^e bataillon d'infanterie légère.
200 volontaires nationaux corses.
3 compagnies franches.

Cavalerie.

2 escadrons du 15^e dragons.

Artillerie.

2 compagnies du 4^e régiment.
Une compagnie du 2^e régiment.

1^{re} division.

Maréchal de camp Dagobert.

1^{re} brigade.

1^{er} et 2^e bataillons du 11^e régiment.
7^e bataillon des Bouches-du-Rhône.
4^e bataillon de Rhône-et-Loire.
4^e bataillon du Var.
Bataillon de Vaucluse.

3^e brigade.

1^{er} bataillon du 51^e régiment.
2^e bataillon des Bouches-du-Rhône.
1^{er} bataillon de la Haute-Garonne.
2^e bataillon du Var.
2^e bataillon de la phalange marseillaise.

2^e division.

Maréchal de camp Du Merbion.

2^e brigade.

1^{er} et 2^e bataillon du 28^e régiment.
4^e bataillon de la Drôme.
1^{er} bataillon du Var.
1^{er} bataillon de la phalange marseillaise.

4^e brigade.

1^{er} bataillon du 50^e régiment.
 3^e bataillon des Bouches-du-Rhône.
 3^e bataillon de la Haute-Garonne.
 3^e bataillon du Var.
 Bataillon de Tarascon.

3^e division.

Maréchal de camp Brunet.

5^e brigade.

1^{er} bataillon du 70^e régiment.
 4^e bataillon des Bouches-du-Rhône.
 1^{er} bataillon de l'Hérault.
 3^e bataillon du Var.
 Bataillon du Lubéron.

6^e brigade.

1^{er} bataillon du 61^e régiment.
 5^e bataillon des Bouches-du-Rhône.
 3^e bataillon de l'Hérault.
 7^e bataillon du Var.
 1^{er} bataillon d'Aix.

7^e brigade.

1^{er} bataillon du 91^e régiment.
 6^e bataillon des Bouches-du-Rhône.
 2^e bataillon de l'Isère.
 6^e bataillon du Var.
 Bataillon de Martigues.

VI

TABLEAU DES FORCES DE L'ARMÉE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES
 EN ÉTAT DE COMBATTRE AU 29 JUILLET 1793

Avant-Garde.

Le général divisionnaire Dagobert, commandant.

Infanterie.

1 ^{er} bataillon des grenadiers	555
Légion des Pyrénées, à pied	1.034
1 ^{er} bataillon des chasseurs flanqueurs .	666
1 ^{er} bataillon des compagnies franches .	622
Détachement du 4 ^e bataillon des Mon- tagnes	155
	<hr/> 3.032

Cavalerie.

Légion des Pyrénées, à cheval	341
19 ^e régiment de chasseurs à cheval . .	120
Canonnières d'artillerie volante	123
	<hr/> 584

Détachement de Cabestany.

Aux ordres du chef de brigade Poinot.

Infanterie.

8 ^e bataillon de la Gironde	170
Chasseurs de Béziers	29
1 ^{re} compagnie de chasseurs de Moissac.	72
2 ^e id	89
Détachement de l'Aude	32
	<hr/> 392

Cavalerie.

Gendarmerie nationale	288
Cavaliers du Gard	66
	<hr/> 354

Le total de l'infanterie et de l'avant- garde est de	3.424
et celui de la cavalerie monte à	938

CORPS D'ARMÉE

1^{re} division.

Commandée par le général Puget-Barbantane.

Un total d'infanterie sans désignation des corps qui la composent	5.568
--	-------

2^e division.

Occupant les camps du Moulin et de la Justice,
commandée par le général de brigade Massia.

5 ^e bataillon de l'Aude	520
1 ^{er} bataillon des Côtes Maritimes	457
2 ^e bataillon des Côtes Maritimes	478
1 ^{er} bataillon des Alpes-Maritimes	557
	<hr/> 2.012

RÉCAPITULATION

Avant-garde	4.362
1 ^{re} division	5.568
2 ^e division	2.012
Total	<hr/> 11.942

VII

ARMÉES DES PYRÉNÉES-ORIENTALES AU 5 AOUT 1793

Camp du Mas-Ros	12.000
(seulement 400 hommes de cavalerie en état de combattre).	
Au Mont Libre	1.600
D'Olette à Perpignan	4.000
A Collioures	2.374
A Salces, Leucate, derrières, côtes . .	4.000
	<hr/> 23.974

Canons	110 pièces.
Obusiers	3 »

VIII

LES MIQUELETS

Aucune troupe n'était plus mauvaise que les miquelets ou, comme on les nommait aussi, les fusiliers de montagne. Dugua ne cessait de se plaindre de leur conduite : il les traitait de mauvais sujets, de pillards et de gueux. Leurs compagnies, complètes le jour du prêt, étaient le lendemain diminuées des trois quarts. Sur 200, 50, parfois 20 étaient présents en avant des cantonnements. « Ils sont miquelets, disait le capitaine de recrutement Legier, plutôt pour piller que pour se battre », et le Conseil du département demandait la réorganisation de ce corps qui commettait des « dévastations inouïes ». Dagobert dut casser la compagnie de miquelets de

Mosset et le 4 octobre, les représentants décidaient de désarmer toutes les compagnies de miquelets, de suspendre leur prêt et de « pourvoir à une meilleure composition de ces troupes ». Leur goût pour le maraudage, écrivait Fabre, ne les rend pas pour cela plus courageux ¹.

IX

UNE CHANSON EN L'HONNEUR DE DAGOBERT

Une chanson patriotique, en idiome du pays, célébra, non sans quelque exagération, les hauts faits de Dagobert et durant longtemps à Prades, autour de l'âtre des vastes cheminées, elle fut chantée dans les veillées d'hiver (cf. Vidal III, p. 429-430).

Tu recordaras, barbare,
Del general Dagobert,
Del general intrepide,
Defensor de nostres drets,
Quan alli, al camp de la Perxa,
Sa valor se demostrá,
Quan ab desavuyt cent homes
Six mils ne va destrossar.

Gloria li sigui donada,
Alli, al nostre general,
Quan, á la batalla d'Oleta,
Sa valor se demostrá tal,

1. Dugua à d'Aoust et à Lamer, 20, 23 et 25 juin (A. G.); Fabre à Dagobert, 10 octobre (A. P.); Torrells, *Perpignan*, II, p. 33, 59, 70, 158-160; G. Sorel, III, p. 61. Tous ces témoignages démentent assez l'éloge des miquelets qu'a fait le général Teste (*Carnel de la Sabretache*, 1906, p. 663-664).

Que tota la flor d'Espanya
Fou morta o prisonera :
Generals y artilleria,
Tot restá al nostre poder.

X

DUVIGNAU A CARNOT

Cette lettre de Duvignau à son camarade et ami Carnot est intéressante. Elle donne une idée très favorable de ce général Duvignau (colonel-directeur du génie et depuis le 7 mars 1793 général de brigade) que l'agent Revest notait quelques semaines plus tard « bon militaire, mais très malade ¹ ».

Elle renferme un précieux jugement sur Dagobert qui venait de vaincre les Espagnols, et le bon Duvignau plaide avec une chaleur éloquente la cause des « ci-devant » qui combattent sous le drapeau de la République.

Narbonne, le 15 novembre 1793,
2^e de la République française une et indivisible.

Duvignau, général de brigade à l'armée des Pyrénées-Orientales, au citoyen Carnot, membre du Comité du salut public de la Convention nationale.

Brave citoyen,

Vous avez appris par votre frère que le délabrement total de ma santé et l'accroissement de plusieurs infirmités majeures m'ont forcé à demander ma retraite. Loin que le repos ait amélioré mon état, je suis encore accablé de douleurs, et tellement affaibli que je fais à grand'peine trois ou quatre tours de suite dans ma chambre. Instruit que

1. Cf. notre *Dugommier*, p. 161.

le ministre a fait et remis, il y a plus d'un mois, au Comité de salut public ou à celui de la guerre son petit travail de proposition concernant ma retraite, je viens, mon très cher Carnot, vous prier de vouloir bien vous intéresser au succès et à la prompte expédition de mon affaire, conjointement au citoyen Barère, votre collègue qu'un de nos parents communs a sollicité par lettre à cet égard. Vous pouvez assurer les membres des Comités ci-dessus que jamais retraite n'a été demandée plus forcément ni avec plus de regret.

Cloué sur un fauteuil, depuis quatre mois, je rêve sans cesse à l'affermissement de la République et je vois avec une peine vraiment inexprimable que nos dignes représentants sont à la veille de rendre un décret funeste. C'est de l'expulsion totale des ci-devant nobles hors du service militaire que je veux parler. Cette mesure, prise partiellement, est bonne sans doute, tout comme, adoptée généralement, elle serait, j'ose le dire, injuste, impolitique et désastreuse dans ses conséquences¹. Les meilleurs patriotes, les plus fiers républicains que je connaisse, sont nés dans la caste ci-devant privilégiée. Ils versent journellement leur sang pour la patrie : ils lui ont tout sacrifié, même leur chimère et leurs préjugés. Je ne serais point embarrassé d'en nommer plusieurs contre lesquels le plus hardi dénonciateur n'oserait élever la voix. En les éliminant du service, vous priveriez nos armées de tout ce qui leur reste de mieux. Le patriotisme seul peut bien suffire, lorsque, le sabre haut, il ne s'agit que de

1. On peut consulter sur la défiance qu'inspiraient les nobles et sur les propositions, émises de divers côtés, de les exclure des emplois, notre *Wissembourg*, p. 68-69.

charger l'ennemi tout droit devant soi. Suffira-t-il également pour la conduite des armées, pour remplacer les officiers de l'état-major, du génie, de l'artillerie, etc., qui au plus ardent civisme joignent des talents acquis et de l'expérience ? Brave citoyen, je ne finirais pas sur cette matière ; mais vos moments sont précieux, et je veux être lu jusqu'au bout. Mon avis ne peut, à *aucun égard*, être suspect. Je n'ai pas encore un seul instant désespéré de la chose publique. Mais si vous rendez le décret en question, je m'attends à tout, et vous conseille de vous préparer à tous les revers possibles.

Respect, salut et fraternité,

DUVIGNAU.

Nota. — Chasserons-nous aussi le général Dagobert qui, au moyen du degré de confiance dont il enivre les troupes qu'il commande, vient, deux fois en moins de huit jours, de battre les Espagnols à plate couture, quoique très supérieurs en nombre¹ ? Tout l'espoir des citoyens de cette partie repose sur ce bravissime général ainsi que sur les talents des généraux d'Auvare², Lafitte³ et autres qui sont des ci-devant. Faut-il les chasser ?

1. Dagobert avait battu les Espagnols au col de la Perche le 28 août et à Olette le 4 septembre.

2. Joseph-Gaspard Corporandi d'Auvare de Verrayon, maréchal de camp (9 mars 1788) et général de division (8 mars 1793). Il avait été appelé de l'armée d'Italie à celle des Pyrénées-Orientales par le représentant Rouyer, et, dit un officier, il avait dans sa tête le détail et le local depuis Bayonne jusqu'à Perpignan ; suspendu en juin, il fut invité par le Comité de salut public « à continuer ses services utiles. »

3. André-Joseph de Lafitte-Clavé, maréchal de camp depuis le 22 décembre 1792, était venu diriger les travaux du génie à l'armée des Pyrénées-Orientales ; mais il passa bientôt pour suspect ; il fut suspendu par le ministre de la guerre, continué dans ses fonctions par un arrêté du représentant Gaston (*Actes*

XI

TABEAU DES FORCES DE L'ARMÉE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES
AU TEMPS OU LE GÉNÉRAL BARBANTANE FUT REMPLACÉ
PAR DAGOBERT POUR LE COMMANDEMENT EN CHEF.

Du 15 septembre 1793.

Général en chef. — Dagobert.

Chef d'état-major général. — Giacomoni, général
divisionnaire.

Généraux de division.

Grandpré.	D'Aoust.
Montredon.	Goguet.

Généraux de brigade.

Massia.	D'Arbonneau.
Poinsot.	La Salcette.
Dugua.	Soulier.
La Martillière.	Boisconteau.
Béthencourt.	Sol-Bauclair.

Adjudants généraux.

Lamer.	D'Hargenvilliers.
Bernède.	Bellon.

Adjudants généraux chefs de bataillon.

Autessere.	Baude aîné.
Gouy d'Arsy.	Grézieu.

du Comité, X, p. 139), suspendu de nouveau et incarcéré, par ordre de Milhaud et Soubrany, et mourut à Perpignan dans la prison du Castillet. Cf. A. Chuquet, *Dugommier*, p. 164; Torreilles, *Perpignan pendant la Révolution*, II, p. 254; *supra*, p. 328.

Mellinet.	Quesnel.
Marbot.	Cosson.
Lenthéric.	Bonnet.

Adjoint aux adjudants-généraux.

Génin.	Vicose.	Saint-Laurent.
Servier.	Loyer.	Toulon.
Corbeau.	Chanceaume.	Marrast.
Fortin.	Chevalier.	Baude cadet.
Blondeau.	Charrière.	Bessièrès.
Robert.	Lacourtelle.	Salomon.
Jouffre.	Huet.	Saint-Urbain.
Dumail.	Boileau.	Garin.
Dupré.	Henry.	Valade.
Gruat.	Sibuet.	Guérin

Garnisons

	Infanterie.	Artillerie.	Cavalerie.
Perpignan.	2.408	132	74
Citadelle.	396	32	»
Mont-Libre.	2.553	91	4
Collioure.	3.142	105	»
Port-Vendres.	449	26	»
Salces.	93	31	»
Cette.	572	»	»
	<hr/> 9.613	<hr/> 417	<hr/> 78

Troupes disponibles pour l'armée.

Infanterie	18.302
Artillerie	811
Cavalerie	1.518
Total général . .	30.739 hommes
dont	20.631 à l'armée
et	10.108 dans les garnisons

XII

TROUPES DU CAMP DE L'UNION AU 28 SEPTEMBRE

3 ^e bataillon de la Haute-Garonne . . .	422
2 ^e id.	400
1 ^{er} bataillon du district d'Uzès	800
7 ^e bataillon de l'Aude	142
1 ^{er} bataillon du district de Villefranche, Haute-Garonne	877
3 ^e compagnie du 1 ^{er} bat ^{lon} de l'Aude .	
8 ^e bataillon de la Haute-Garonne . . .	400
1 ^{er} bataillon du district de Béziers . .	80
2 ^e bataillon du district de Saint-Pons.	772
2 ^e bataillon du district de Pont Saint- Esprit	700
6 ^e bataillon de l'Aude	
3 ^e bataillon des Pyrénées-Orientales . .	400
1 ^{er} bataillon du Gers	20
1 ^{er} bataillon du distr ^{ict} de Revel, H ^{te} -Ga- ronne	640
1 ^{er} bataillon du district de S. Hippolyte du Gard	1.150
2 ^e bataillon des Hautes-Pyrénées . . .	300

Au 26 septembre.

bataillon du Cantal
bataillon des Hautes-Alpes

Au 27 septembre.

9^e bataillon de l'Aude (prend la place
du 7^e bataillon du même départe-
ment qui se rend à la citadelle de
Perpignan.)

Au 28 septembre.

4^e bataillon du Tarn.
5 compagnies de la masse du Gard.
3^e bataillon de la masse de l'Aude.
1 bataillon de la masse de l'Hérault.
3^e bataillon du district d'Alais 400
Cent hommes du 19^e régiment 100
Cent hommes du 61^e id. 100

Avant-garde du camp de l'Union.

Général Pérignon.

Dragons du district de Montauban.
2^e bataillon du Gers.
Compagnie des chasseurs de Moissac.
7^e bataillon de l'Aude.

XII

LES MISSIONS A L'ARMÉE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Voici quelques dates et informations sur ce point.
Aubry, Despinassy et Isnard furent nommés le
23 septembre 1792.

Le Tourneur, Brunel et Rouyer furent dénommés
représentants aux côtes de la Méditerranée; ils
sont le 13 mars 1793 à Perpignan et ils y revien-
nent le 20 avril; ils rentrent à Paris au mois de
juin.

Fayau et Gaston sont nommés le 9 mars repré-
sentants dans l'Ariège et les Pyrénées-Orientales;
ils arrivent le 3 mai à Perpignan.

Bonnet de l'Aude, Projean, Leyris et Fabre sont
nommés le 30 avril.

Espert leur est adjoint le 5 juin et Cassanyes, le 6 juillet.

Tandis que Projean, Leyris et Espert s'occupent surtout des camps et cantonnements, Fabre et Bonnet — que nous voyons en mai à Lyon, à Pont Saint-Esprit, à Beaucaire, et en juin à Mende — ont pour attribution les côtes, ports et fortifications, et c'est pourquoi Fabre est souvent à Collioure.

Le 19 juillet, la Convention décide qu'il n'y aura plus que quatre représentants du peuple à chaque armée. Projean et Espert ne sont pas compris dans l'état des commissaires et ils regagnent Paris. Les quatre représentants sont dès lors Bonnet, Cassanyes, Fabre et Leyris — lequel Leyris, pourtant, avait été remplacé le 6 juillet par Cassanyes.

Malgré le décret du 19 juillet, Espert et Clauzel sont, le 27 août, adjoints aux quatre représentants (Bonnet, Cassanyes, Fabre, Leyris); mais le lendemain, 28 août, le Comité arrête qu'Espert et Clauzel ne partiront pas, et le 29 août, c'est Baudot qu'on adjoint aux représentants du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales. Mais, le 3 septembre, Baudot a ordre de se rendre à Toulouse pour apaiser les troubles, et le même jour, le Comité nomme comme agent auprès de Baudot, représentant du peuple dans la Haute-Garonne, à l'occasion des troubles qui se sont élevés dans le district de Rieux et dans le département de l'Ariège, le citoyen Mouquet (dont il est question p. 311 de notre récit).

Le 11 septembre, Gaston est envoyé, en qualité de représentant, aux Pyrénées-Orientales, et lorsque, le 3 novembre, Bonnet de l'Aude obtient son rappel qu'il sollicitait depuis deux mois, les repré-

sentants à l'armée des Pyrénées-Orientales ne sont plus que trois : Cassanyes, Fabre et Gaston.

XII

TABLEAU DE L'ARMÉE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES
AUX ORDRES DU GÉNÉRAL EN CHEF TURREAU

Au 15 octobre 1793.

Général en chef. — Turreau.

Chef de l'état-major. — Giacomoni.

Généraux de division.

Dagobert.	Goguet.
Grandpré.	Poinsot.
D'Aoust.	Montredon.

Généraux de brigade.

Massia.	Béthencourt.
Le Moyne.	Lafitte.
D'Arbonneau.	Duvignau.
Boisconteau.	Marbot.
La Martillière.	D'Hargenvilliers.
La Salcette.	Bellon.
Sol-Bauclair.	De Verges.
Soulier.	Bernède.
Dugua.	

Adjudants-généraux chefs de brigade.

Lamer.	Cavrois.
Mellinet.	

Adjutants généraux chefs de bataillon.

Baude aîné.	David.
Quesnel.	Ramel.
Cosson.	Chabal.
Grézieu.	Clauzel.
Bonnet.	Cros.

Garnisons

	Infanterie.	Artillerie.	Cavalerie.
Perpignan.	1.906	135	96
Citadelle.	807	30	»
Mont-Libre.	252	»	»
Collioure.	270	48	»
Villefranche.	320	»	»
Cette.	450	»	»
Salces.	178	»	10
	<u>4.183</u>	<u>213</u>	<u>106</u>

Camps

	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.
Avant-garde du camp au mas de la Paille	7.311	80	répandue dans tous les camps.
Camp du pla del Rey, division Goguet.	5.897	303	
Camp sur les hauteurs de Villelongue	6.508	503	
Corps de réserve campé sous Banyuls dels Aspres.	7.476	433	
Camp de l'Union	2.183	»	
Dans Banyuls.	93	24	
En Cerdagne, division Dagobert.	4.106	86	
	<u>33.574</u>	<u>1.429</u>	<u>1.347</u>
Plus, cavalerie volante, houlans-flanqueurs.		92	
		<u>1.521</u>	

RÉCAPITULATION

Garnisons

Infanterie.	4.183
Artillerie	213
Cavalerie	106

Camps

Infanterie.	33.574
Artillerie	1.347
Cavalerie	1.521

Infanterie.	37.757
Artillerie	1.560
Cavalerie	1.627
Total général	<u>40.944</u>

XIV

LE PLAN GÉNÉRAL DE DÉFENSE ET D'ATTAQUE
présenté par Turreau au Comité (p. 362.)

On a vu que Turreau avait, au bout d'un mois, quitté le Roussillon sans avoir rien fait et regagné la Vendée. Mais il passa par Paris. Il y raconta ce qu'il avait vu, et, de retour dans l'Ouest, il rédigea, le 22 décembre, le plan qui suit. Ce plan est fort intéressant et il renferme nombre de vues judicieuses et utiles. Turreau l'a sûrement écrit sous l'impression encore fraîche des choses qui l'ont frappé pendant qu'il était au quartier-général de l'armée des Pyrénées-Orientales. Lorsqu'il demande, par

exemple, que les officiers des armes spéciales restent dans leur spécialité, il se rappelle Delattre, Bernède, Chaillet de Verges qu'il a rencontrés à l'état-major : Delattre, à peine sorti de l'École des Ponts et Chaussées, lieutenant du génie au 1^{er} mai et capitaine au 1^{er} juin, était, grâce à la protection du représentant Fabre, général de division au 3 novembre, bien qu'il n'eût pas la moindre expérience, et il laissa les Espagnols prendre Collioure et Port-Vendres; Bernède, capitaine du génie et adjudant-général, était, avait dit Turreau, dangereux par sa souplesse, et on serait trop heureux s'il était nul; Chaillet de Verges, capitaine d'artillerie, devenu, comme Bernède, adjudant-général et chef de l'état-major, n'avait quitté son arme que pour parvenir plus rapidement et, disait Turreau, il affectait trop de patriotisme « pour que ses opinions fussent à la hauteur de la Révolution. »

Vues générales présentées au Comité de salut public par le républicain Turreau, ci-devant général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales, commandant maintenant l'armée de l'Ouest.

Toutes les mesures que la Convention nationale a prises jusqu'ici pour se procurer des renseignements exacts sur la position de toutes les armées de la République, n'ont offert que des résultats insuffisants et bien souvent mensongers; le Comité de salut public n'a pu jeter qu'un coup d'œil rapide sur l'ensemble des opérations militaires relatives à la guerre que nous avons à soutenir contre les despotes coalisés; il n'a point été à portée d'adopter le plan vaste de défense et d'attaque qui pouvait

seul assurer des succès avantageux et décisifs.

Ce travail ne pouvait s'opérer que par la réunion de tous les généraux en chef de chaque armée à Paris. On a trop tardé à sentir l'importance de ce grand Conseil militaire dont les délibérations eussent servi de base à des décrets dont la Convention n'a pu deviner la nécessité.

Toutes les armées qui occupent nos frontières, ne sont que des divisions du grand camp de la liberté et la tyrannie est le seul ennemi que nous ayons à combattre. On doit donc agir sur tous les points limitrophes de la République avec la même unité d'action qui doit diriger une seule armée bien organisée et cela ne peut être qu'autant que le Comité de salut public aura fixé à chacun des généraux en chef, en présence les uns des autres, la marche qu'il devra suivre, les entreprises qu'il aura à tenter, les précautions défensives qu'il devra prendre. Les mouvements du Midi seront ainsi combinés avec ceux du Nord et la tactique de chaque ennemi en particulier sera déjouée par cette grande mesure.

Après avoir reconnu l'importance bien démontrée de cette assemblée de généraux, la Convention nationale doit au plus tôt l'ordonner.

Elle décrétera que chaque général en chef, à une époque très rapprochée, se rendra à Paris, y apportera les renseignements relatifs à la partie de la frontière qu'il est chargé de défendre, à la force, aux besoins de son armée, à la position de l'ennemi, à ses moyens, ses ressources, aux talents présumés de ses généraux, aux projets qu'on leur suppose, et répondra sur sa tête de la vérité des faits qu'il aura avancés.

Alors le Comité de salut public, en présence et sur les observations des généraux, décidera les questions suivantes :

1° Que la campagne doit s'ouvrir sur tous les points de manière à prévenir et surprendre les ennemis de la République. Que la guerre offensive doit être faite contre la puissance la plus faible et que si, sous ce rapport, on veut tenter une invasion, ce doit être plutôt en Espagne qu'ailleurs, cette puissance offrant plus de moyens de payer à la République les frais de la guerre — on devra, il est vrai, prendre des précautions particulières, la guerre contre l'Espagne présentant une plus grande difficulté, en raison de la pénurie des subsistances.

2° Que pour combiner les opérations militaires contre l'Espagne, en assurer le succès, les armées des Pyrénées orientales et occidentales doivent être soumises à la même unité d'action, c'est-à-dire commandées par un seul et même général.

3° Que l'on doit imiter les Espagnols dans les fabrications des affûts de canon de quatre à deux roues qu'un seul cheval peut conduire, attendu l'extrême disette des chevaux et des fourrages.

4° Que les généraux, une fois chargés du commandement d'une armée, instruits des localités, resteront au même poste pour ne pas rendre inutiles les connaissances particulières qu'ils ont acquises.

5° Que le nombre des généraux de division et de brigade doit être considérablement diminué et qu'à cet effet on doit porter une attention toute particulière sur leur patriotisme pour ne conserver que le petit nombre de vrais sans-culottes qui se trouvent

parmi eux, la surveillance de la Convention n'ayant jusqu'ici frappé en grande partie que les généraux en chef.

6° Que l'on doit recevoir difficilement dans les états-majors les officiers d'artillerie et du génie, peu propres, en général, à être officiers-généraux et dont le patriotisme peut être suspect par cela seul qu'ils désertent par ambition, dans un moment où la Révolution en a diminué les ressources, des corps dont autrefois ils s'honoraient tant d'être membres.

7° Qu'il est urgent de diminuer le nombre des corps dont les armées de la République sont composées, en portant les bataillons à 1.200 hommes, les demi-brigades à 3.600 hommes, opération que l'embrigadement et l'encadrement rendent très facile. Par la même raison il faudrait porter tous les régiments de cavalerie à 900 hommes, opération également facile.

8° Que l'on doit avoir soin que les corps se trouvent réunis dans chaque armée pour éviter les doubles emplois, dépenses extraordinaires et l'indiscipline que ce morcellement occasionne presque toujours.

9° Que les précautions les plus strictes doivent être prises pour prévenir la dilapidation des munitions de bouche qui a lieu depuis longtemps par le défaut d'ordre dans leur distribution, afin d'assurer les subsistances pour la campagne prochaine.

10° Que les plus grandes mesures seront prises pour fournir aux armées de la République tout ce qui peut leur manquer en habillements et en chaussures. — *Nota.* Tant qu'il en existera dans les villes de l'intérieur, les soldats ne doivent point en

manquer. C'est à ceux qui restent tranquillement dans leurs foyers à se déshabiller et déchausser pour ceux qui les défendent aux frontières. Pour y contraindre les égoïstes, il faut que la Convention nationale décrète que dans chaque municipalité il sera fait une visite domiciliaire, que tous les habits, vestes et culottes d'uniforme, souliers, seront pris aux citoyens sans exception et en remboursant la valeur, pour être envoyés sur le champ aux armées.

11° Qu'il est important que la Convention nationale rapporte le décret relatif à la régie des charrois qui a confondu des parties dont le service ne peut être assuré qu'autant qu'elles seront distinctes et séparées. — *Nota.* Le service des équipages des vivres, par exemple, qui jusqu'ici s'est fait avec assez d'exactitude sous son ancienne organisation, peut être compromis par la nouvelle.

12° Que le mode d'élection des officiers dont l'abus n'est que trop démontré, doit être supprimé.

13° Qu'il doit être fait un épurement général parmi le grand nombre des chirurgiens attachés aux hôpitaux des armées, qui pour la plupart n'ont pas même les premières notions de l'art qu'ils prétendent professer.

14° Qu'il doit être établi le plus grand nombre possible d'académies militaires dans lesquelles les vieillards et les hommes devenus par leurs blessures incapables de servir la République, seront chargés d'instruire les jeunes gens qui n'ont point encore acquis l'âge de la première réquisition, au maniement des différentes armes, de former tous les jeunes cœurs par l'exemple de leurs belles actions.

Il est mille autres objets sur lesquels le général

Turreau appellerait l'attention du Comité de salut public, si le grand Conseil militaire qu'il propose, et qu'il croit indispensable dans les circonstances actuelles, avait lieu.

A Angers, le 2 nivôse, l'an 2 de la République française une et indivisible,

TURREAU, général en chef.

XV

LES PRÉNOMS RÉVOLUTIONNAIRES A L'ARMÉE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

On pourrait croire que l'armée entière, entraînée par l'exemple, avait adopté les prénoms révolutionnaires. Le représentant Milhaud prit le prénom de *Cumin*; Doppet, celui de *Pervenche*; Peyron, celui de *Myrte*; La Barre, celui de *Pioche*; Cosson, celui de *Zinc*; Lamer, celui de *Peuplier*; Dessaix, celui de *Frêne*; Argod, celui de *Fusain*; Chastel, ceux de *Lapin-Colchique-Scorsonère*, Estève, celui de *Violette*; Peyre, celui de *Tanche*; Mailhat, celui de *Laurier-tin*; Cantel, celui de *Pastèque*; Louis Bon, le futur général, déclarait qu'« il lui répugnait horriblement de porter le même nom que seize scélérats, appelés rois de France » et qu'il adoptait irrévocablement celui d'*Apocyn*. Le tribunal militaire fit de même: le président Mittié fils se prénomma *Coriandre*; le juge Guinard, *Civette*; le juge Belliard et le juge Bussat, *Romarin*; le juge Carboneil, *Armoise*; l'accusateur public Ricord, *Pavot*. Nous trouvons dans le bataillon des Vengeurs les capitaines *Roma-*

rin Delbrel; Frêne Aussenac, Cochlearia Delbrel, le sous-lieutenant Zinc Izard, le sergent-major Coriandre Petit; dans la Légion allobroge les adjoints-majors Tonneau Barbier et Pivoine Deveyle, l'adjudant Frêne Bœuf, le chirurgien Neige Magnin, les capitaines Romarin Bussat, Romarin Duc, Apocyn Gamon, Apocyn Loquet, Frêne Janet, Frêne Marion, Cerise Torliz, Jasmin Guinet, Cognée Royer; Pierre-à-Chaux Dubuisson; dans le conseil d'administration du 4^e bataillon de la Drôme, Laurier Baril, Sorgho Courtois, Fumier Laguille, Amaranthe Michel, Pintade Martin, Orcanète Vilard, Concombre Vernet, Romarin Lacoste, Cèdre Pétrement. « J'ai pris, disait Ricord, le calendrier républicain; j'y ai cherché Alexandre, et le mot pavot s'est trouvé à sa place. Je laisse donc ce nom d'Alexandre qui me rappelait sans cesse un anthropophage, le plus grand brigand couronné de l'antiquité, j'échange Alexandre contre Pavot et loin que ce soit l'un des pavots de Morphée, j'assure qu'il sera toujours l'éveil des républicains. » C'est alors qu'un jacobin qui avait changé son prénom de Bruno en celui de Scévola, écrivit à Ricord : « Tu dis vrai; j'ai été chercher sur le calendrier, et j'ai trouvé que l'article qui remplace saint Bruno le 6 octobre (style esclave) est justement le mot Ane. Faut-il que j'abandonne Scévola et que je m'adapte, sans autre forme de procès, la splendide signification que le hasard me donne? » Ricord lui répondit que l'Ane, son nouveau patron, avait toujours été sobre, laborieux, patient, et qu'on n'avait pas à rougir d'un pareil nom.

XVI

LA DESCENDANCE DE DAGOBERT

Dagobert avait épousé le 8 août 1780 Joséphe-Claire-Agathe-Jacquette de Pailhoux de Cascastel qui mourut à Saint-Lô le 2 décembre 1825.

Il eut d'elle deux filles, Jeanne-Marie et Marie-Julie.

I. La cadette, Marie-Julie Dagobert de Fontenilles, née le 13 septembre 1787 à Saint-Lô, épousa en 1807 le capitaine Achard qui prit alors pendant quelque temps le nom d'Achard-Dagobert et qui devint général de division, sénateur, baron, pair de France (il mourut en 1865 après avoir convolé en secondes noces avec madame veuve Eyckhott, petite-fille du général baron Fauconnet sous lequel il avait longtemps servi; Marie-Julie était morte en juin 1853).

II. L'aînée, Jeanne-Marie-Rose-Josèphe-Adélaïde Dagobert de Fontenilles, morte à Saint-Lô en 1838, épousa Pierre Yver qui fut membre du Conseil général de la Manche et député sous les Cent-Jours.

Du mariage de Jeanne-Marie Dagobert et de Pierre Yver naquirent quatre enfants :

- 1^o Blanche Yver (morte à Asnelles en 1875), femme du docteur Théodore Labbey, maire d'Asnelles (mort à Asnelles en 1873) ;
- 2^o Octavie Yver (morte à Saint-Lô en 1888), mariée à Gustave Gardye; sans enfants.

3^o Félicie Yver (morte à Saint-Hilaire en 1893), religieuse de la Délivrande.

4^o Louis-Pierre-Raphaël Yver (1819-1894), maire d'Agneaux; sans enfants.

Du mariage de Blanche Yver et de Théodore Labbey naquirent deux filles, 1^o Delphine-Blanche Labbey, (1830-1866), femme de M. Louis-Charles-François Le Monnier de Gouville, président du tribunal civil de Saint-Lô; 2^o Félicie Labbey, mariée à M. Sylvain Jourdain, professeur à la Faculté de Nancy.

Du mariage de Delphine-Blanche Labbey et de M. Le Monnier de Gouville, naquirent quatre enfants :

1^o M. Alain Le Monnier de Gouville, né en 1856 à Asnelles, officier de cavalerie, capitaine au 4^e chasseurs, chevalier de la Légion d'honneur, mort le 2 novembre 1910.

2^o Madeleine Le Monnier de Gouville, née en 1858 à Avranches, femme d'Alonce, baron d'Espinose, volontaire aux chasseurs à pied pendant la guerre de 1870 et mort en 1882.

3^o Léon-Marie-Joseph Le Monnier de Gouville, né en 1859, avocat.

4^o Jeanne-Marie-Joseph Le Monnier de Gouville, née en 1866, mariée à M. René Hayaux du Tilly, actuellement lieutenant-colonel d'infanterie breveté, chevalier de la Légion d'honneur.

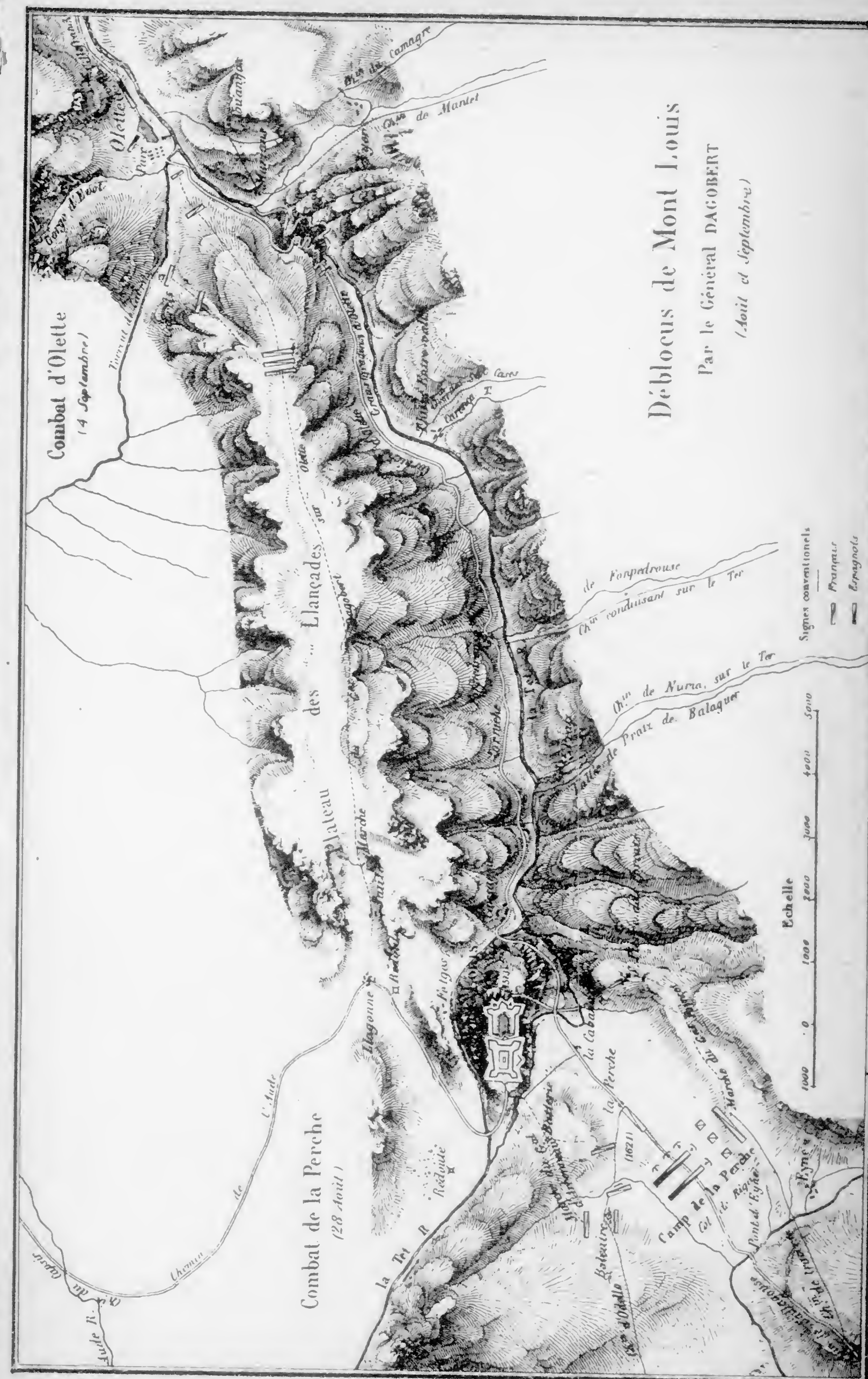


TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Sous l'ancien régime.

I. Naissance et famille de Dagobert. — II. Lieutenant au régiment de Tournaisis. — Guerre de Sept Ans. — Les volontaires de La Noue de Vair. — Bataille de Minden. — Affaire de Schönstadt. — Oberweimar. — Wetzlar. — Wesel. — Blessures. — III. En Corse. — Le régiment de Tournaisis incorporé dans le régiment Royal-Italien. — Garnisons. — Gratifications. — IV. Mariage de Dagobert avec Mademoiselle de Pailhox de Cascastel. — Lettre d'amour. — La croix de Saint-Louis. — V. Démarches pour obtenir un brevet de lieutenant-colonel. — Blâme du ministre. — Lettre d'état et de sursis. — Dagobert major de Royal-Italien. — Suppression de Royal-Italien. — Dagobert major au bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné..... 1

CHAPITRE II

Le Mémoire de 1780.

I. Heures de tristesse et d'ennui. — Promenades et recherches. — II. Mémoire de 1780 adressé au ministre de la guerre. — L'exercice, la marche, le tir, le maniement de la baïonnette, les manœuvres, la manière de combattre, l'attaque et la défense. — III. Considérations morales. — Il faut « monter l'esprit » des soldats. — Education militaire et éducation nationale. — Honneurs et récompenses. — Retraite. — Fête des braves. — Mépris actuel du militaire. — Nourriture de l'armée. — Le pain. — Les hôpitaux. — IV. Les officiers. — Leurs égards pour le soldat. — L'Ecole supérieure de guerre ou Ecole de tactique. — Innovations utiles. — Moyen de défendre les villes assiégées. — V. La désertion. — VI. Défauts du mémoire. — Digressions sur les voyages, sur la fermeture des portes, sur les mendiants,

les enfants trouvés, les malfaiteurs. — Plan de police. — VII. Réflexions sur l'avancement. — VIII. Réponse du ministre au mémoire de Dagobert. — IX. Nouveau mémoire. — Caraman et Murinais. — X. Mémoires au ministre de la marine. — Remèdes contre la peste. — Moyens de travailler sous l'eau 20

CHAPITRE III

L'Ordonnance française.

I. Nouvelle méthode d'ordonner l'infanterie. — Les accessoires et l'Ordonnance. — Rapports du livre de 1790 et du Mémoire de 1780. — II. Composition de l'armée. — Peines et récompenses. — III. Discipline. — IV. Désertion. — V. « Conservation » du soldat. — Hôpitaux et grand air. — Chirurgiens. — Vivres. — Boucheries. — Mendiants. — VI. Armes défensives. — Cuirasses. — Epées des officiers. — Moyens d'attaque. — VII. Armes offensives. — Le fusil. — Les exercices. — La marche. — Le tir. — VIII. L'Ordonnance ou colonne française. — Sa comparaison avec celle de Mesnil-Durand. — L'offensive. — Mépris de Dagobert pour l'artillerie et pour le nombre. — Le secret de Frédéric. — Appel à la valeur gauloise. — IX. Défauts de l'ouvrage. — Digressions. — Bizarries et exagérations. — Distinctions accordées aux femmes. — Disparition des pitois. — X. Exemples saisisants. — Les troupes légères. — L'avancement. — Mollesse des contemporains. — L'armée doit être nationale. — Plus de chefs étrangers. — XI. Règlement de 1791. — La furie française. — Les chasseurs de Dugommier et d'Augereau. — Les « Institutions militaires » de La Noue de Vair 53

CHAPITRE IV

La Révolution.

I. A Romans. — Thevet de Lesser et Dagobert. — M. de Durfort. — Affaire Servan. — II. Réclamation de Dagobert contre un article du décret sur l'avancement. — III. Sa protestation contre un mot de Dubois-Crancé. — IV. Son royalisme. — Sa lettre de félicitations à Malouet. — Moyen qu'il propose pour mettre un terme à l'anarchie. — V. Le bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné devient le 2^e bataillon d'infanterie légère. — Dans le Comtat. — Lettre des commissaires civils à Dagobert. — VI. L'émigration dans les bataillons de chasseurs. — Révolte des chasseurs royaux de Provence à Monaco. — Du Muy dans le Comtat et le régiment de La Marck. — Insurrection des chasseurs du Dauphiné. — Dagobert blessé. — Du Goulot, lieutenant-colonel

en premier. — VII. Dagobert et la Révolution. — Serurier et d'Oyré 92

CHAPITRE V

Nice et Sospel.

I. Dagobert colonel du 51^e régiment d'infanterie, ci-devant La Sarre. — Marche sur le camp de Tournoux. — Exigences des soldats. — Remplacement des officiers. — II. Entrée des Français à Nice. — III. Dagobert commandant de la place. — Excès des troupes. — Dagobert maréchal de camp et commandant la 1^{re} division de l'armée du Var. — IV. Prise et reprise de Sospel. — V. Suspension de d'Anselme. — Sa justification. — Témoignage de Dagobert. — VI. Dagobert commandant de l'avant-garde. — Expédition sur le col de Braus. — VII. Affaire de Sospel (14 février 1793). — VIII. Expédition de la Vesubie (28 février, 1^{er} et 2 mars 1793). — Dagobert confirmé maréchal de camp (8 mars 1793). — Oérations du 17 avril 115

CHAPITRE VI

Le Mas-Deu.

I. Dagobert envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales. — II. Perpignan et le Roussillon. — Les autorités, Llucia, Comité départemental de salut public, représentants, club. — Dagobert et ses relations avec le club et Llucia. — Chrétien. — Plan proposé au club par Dagobert. — III. Lahoulière. — Charles de Flers. — Positions de l'armée. — IV. Combat du Mas-Deu (19 mars 1793). — Dagobert général de division (15 mai) 144

CHAPITRE VII

Le Mas-Ros.

I. Ricardos. — Prise de Bellegarde. — Echec devant Collioure. — II. Le camp du Mas-Ros ou de l'Union. — Les réquisitions et nouvelles levées. — L'impression produite par l'arrestation des Girondins. — III. Marche de Ricardos. — Conseil de guerre du 5 juillet. — Petite guerre. — Prise et reprise de Canohès. — Déploiement des Espagnols et leur établissement à Canohès. — Fête du 14 juillet. — IV. Plan de Ricardos. — Bataille du Mas-Ros ou de Perpignan (17 juillet 1793). — Ardeur de Dagobert. — V. Prise de Villefranche. — Conseil de guerre du 6 août. — Suspension de Flers (7 août). — Barbantane à Perpignan et Dagobert à Montlouis 163

CHAPITRE VIII

La Perche et Olette.

I. La Cerdagne. — La Peña et Crespo. — II. Montlouis. — Cassanyes. — D'Arbonneau et Poincot. — III. Mesures prises par Cassanyes. — Arrivée de Dagobert. — IV. Conseil de guerre du 26 août. — Préparatifs du 27. — V. Combat du 28 août ou combat de la Perche. — VI. Entrée de Dagobert à Puycerda et à Bellver (29 août). — VII. Prise du camp des Llançades par Crespo. — Retour offensif de Dagobert. — Combat du 4 septembre ou combat d'Olette. — VIII. Les Français dans la Cerdagne espagnole..... 194

CHAPITRE IX

Barbantane et Fabre.

I. Barbantane. — Echec sur échec. — Barbantane quitte Perpignan. — Les Espagnols à Rivesaltes et à Peyrestortes. — L'épouvante dans Perpignan. — II. Fabre de l'Hérault. — Sa jactance et ses prétentions militaires. — Ses projets. — Son humour. — Sa crânerie. — Ses mesures de défense. — Démission de Barbantane (11 septembre) et nomination provisoire de Dagobert au commandement en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales. — III. Opinion de Fabre et de Bonnet. — Leurs lettres à Dagobert. — Réponse de Dagobert et réplique de Fabre. — Le héros du Midi. — Lettres de Voulland, de Leyris, de Duvignau, de Tastu, de Barnole, de Llucia..... 223

CHAPITRE X

Peyrestortes.

I. D'Aoust et Goguet. — Rôle de Fabre et ses projets du 11 au 16 septembre. — Arrivée de Cassanyes à Perpignan. — II. Les Espagnols au Vernot et leur échec. — III. En marche sur Peyrestortes. — IV. Ordre et contre-ordre donnés à la division de Salces. — V. La division de Perpignan repoussée. — VI. La division de Salces victorieuse. — Retour de la division de Perpignan. — VII. Le succès dû à Cassanyes. — VIII. Reprise de Villefranche et de Prades. — Gilly et David..... 244

CHAPITRE XI

Trouillas.

I. Enthousiasme des représentants et des généraux après

Trouillas. — II. Arrivée de Dagobert. — Ses objections. — Départ des représentants. — Plan de Fabre. — L'attaque est résolue. — III. Le camp de Ponteilla ou de Trouillas. — Dispositif de Dagobert. — Confiance de Perpignan. — Fabre et Cassanyes. — IV. Bataille du 22 septembre. — Rôle de la gauche. — La droite donne seule. — La division Goguet contre Thuir. — Inaction de Dugua. — Mesures de Ricardos. — V. La division d'Aoust. — Ardeur de Dagobert. — Reculade du régiment de Champagne. — Enlèvement de la redoute espagnole. — Mouvement de La Union. — Déroute de la colonne de Dagobert. — Déroute de la colonne d'Aoust. — Episodes. — Le représentant Fabre. — Le régiment de Vermandois et le 2^e du Gers. — Gilly et le 2^e bataillon des grenadiers du Gard. — Fuite générale sur Sainte-Colombe. — Dagobert et Cassanyes. — Marche de La Union et de Montellano. — La retraite dans les Aspres. — Elle est couverte par Dugua. — VI. L'attaque oblique. — Dagobert et La Noue de Vair. — Colère de Dagobert contre Goguet et d'Aoust. — Jugement de Cassanyes et de Grandvoinet. — D'Aoust hors de cause. — Justification pitoyable de Goguet. — Rapport de Ramel. — Mot de Llucia..... 266

CHAPITRE XII

Général et représentants.

I. Dagobert et Goguet. — Goguet et Dugua à Corbère. — Goguet à Thuir. — Reculade de Ricardos. — II. Gaston. — Bonnet et Cassanyes. — L'œuvre des représentants. — III. Conflit entre le général et les conventionnels. — Rôle de Giacomoni et de l'état-major. — Plan de Dagobert. — Désapprobation des représentants. — Plan de Fabre. — Lettres du 28 septembre à Dagobert. — Démission de Dagobert. — Retour à Montlouis. — Plaintes de Dagobert. — Reproches des représentants..... 293

CHAPITRE XIII

Camprodon et Montella.

I. Marche sur Camprodon. — Sommaton. — L'alcade Gutierrez. — Pillage de Camprodon (5 octobre). — Abandon de la marche sur Ripoll. — Retour de Montlouis. — II. Expédition contre Urgel. — Prise de Montella (17 octobre). — Cassanyes ordonne la retraite. — Mot de Pelleport. — III. Projet de d'Aoust. — Opinion de Bonnet et de Cassanyes. — Résistance et désespoir de la population. — Martin Cusi. — La vicille de Ribas..... 312

CHAPITRE XIV

Céret.

I. A l'arme blanche. — Le Puig Singli et la batterie du sang. — II. Turreau. — III. Accueil fait à Turreau par les représentants. — Conduite de Turreau. — Ses réflexions sur la situation. — Son plan. — Sa tournée. — Son entrevue avec Dagobert. — Dagobert à Perpignan. — IV. Les projets de Fabre. — Conseil de guerre du 23 octobre. — Discours de Fabre. — Opposition de Turreau. — Résolution du Conseil. — V. L'expédition de Rosas. — Delattre. — Echec des trois colonnes. — VI. Diversion sur Céret. — Dagobert à Saint-Marsal et à Palalda. — Témérité de Cassanyes. — Le marquis de Coupigny. — Sol-Bauchair. — Conduite de Dagobert. — Retraite sur Palalda. — Cantonnements. — Dagobert malade à Perpignan..... 321

CHAPITRE XV

La suspension.

I. Querelle des représentants et de Turreau. — Lettres de Turreau au Comité et à Ronsin. — Augereau. — Grandvoinet. — Hardy. — Critiques exprimées par Dagobert. — Les clubs du Midi. — II. Fabre et Gaston veulent recommencer l'expédition de Rosas. — Opposition d'Augereau, de Turreau et de Dagobert. — Conseil de guerre de Banyuls-dels-Aspres. — Opinion de Giacomoni. — Discours de Turreau et de Dagobert. — III. Suspension de Dagobert (17 novembre). — Départ de Turreau. — IV. D'Aoust commandant provisoire. — La seconde expédition de Rosas n'a pas lieu..... 327

CHAPITRE XVI

Paris.

I. Lettre de Dagobert à Bouchotte. — Il quitte Perpignan. — Sa réponse aux représentants. — Notes de Turreau. — Protestations d'Augereau et de l'armée, de Revest et de Hardy. — Certificats de Perpignan et de Rivesaltes. — Lettres des administrateurs de l'Ariège et du district de Quillan, des clubs de Lavelanet et de Saint-Lô. — Manifestation des clubs de Perpignan et colère de Gaston. — Bouchotte favorable au général. — Les conventionnels Clauzel et Voulland. — II. La débâcle de l'armée des Pyrénées-Orientales. — Mesures du Comité. — Rappel des représentants. — III. Désespoir de Gaston. — Mort de Fabre. — Arrestation de Delattre et de d'Aoust. — Goguet à l'armée du

Nord. — IV. Dagobert appelé à Paris. — Conférences avec Delcasso et Montégut, avec Carnot et Garrau. — Plan de campagne..... 364

CHAPITRE XVII

Urgel.

I. Retour triomphal de Dagobert. — II. Son plan adopté. — Objections de Dugommier. — Sa lettre au Comité. — Dagobert consent à retarder l'exécution de son dessein. — Il est subordonné à Dugommier. — Il se rend en Cerdagne. — Son état-major. — III. La marche sur Urgel. — Prise de Montella. — Jonction avec Charlet. — Saint-Hilaire. — Effroi des Espagnols. — IV. La citadelle d'Urgel. — Somme. — Pillage de la ville. — Dégâts et excès. — Maladie et mort de Dagobert (18 avril 1794). — V. Le vieux Dagobert. — Son plan abandonné. — Delcasso et Montégut. — Milhaud et Soubrany. — Proposition de Barère. — Le nom de Dagobert inscrit sur la colonne du Panthéon (30 avril). — Trois décrets en faveur de sa veuve. — VI. Les restes de Dagobert, d'abord à Montlouis, puis à Perpignan. — La pyramide de Montlouis..... 393

CHAPITRE XVIII

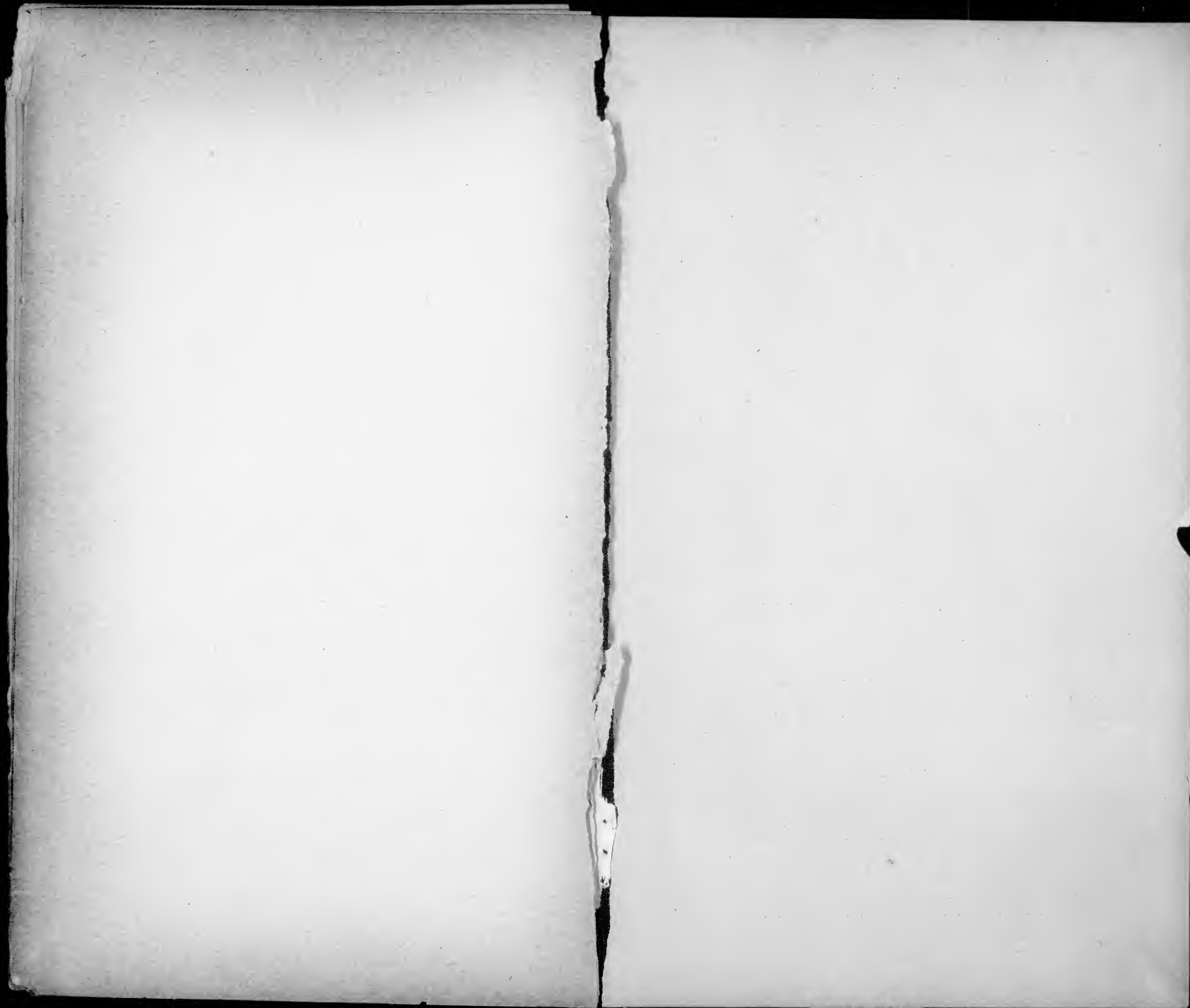
Conclusion.

Qualités de Dagobert. — Bonté et franchise. — Ses amis. — Défauts. — Le caporal. — Le démon des Espagnols. — Ses coups de main. — Ses manœuvres. — Mélange de prudence et de hardiesse. — Secret de ses opérations. — Amour qu'il inspire aux soldats. — Témoignages..... 418

ANNEXES

I. — Les ancêtres.....	431
II. — Les frères de Dagobert.....	434
III. — Lettre de Dagobert de Groucy.....	435
IV. — La Noue de Vair.....	436
V. — Armée d'Italie.....	438
VI. — Tableau des forces de l'armée des Pyrénées-Orientales en état de combattre au 29 juillet 1793..	441

VII. — Armées des Pyrénées-Orientales au 5 août 1793. .	443
VIII. — Les miquelets.....	443
IX. — Une chanson en l'honneur de Dagobert.....	444
X. — Duvignau à Carnot.....	445
XI. — Tableau des forces de l'armée des Pyrénées-Orientales au temps où le général Barbantane fut remplacé par Dagobert pour le commandement en chef.....	448
XII. — Troupes du camp de l'Union au 28 septembre.....	450
XIII. — Les missions à l'armée des Pyrénées-Orientales...	451
XIV. — Tableau de l'armée des Pyrénées-Orientales aux ordres du général en chef Turreau.....	453
XV. — Le plan général de défense et d'attaque présenté par Turreau au Comité.....	455
XVI. — Les prénoms révolutionnaires à l'armée des Pyrénées-Orientales.....	461
XVII. — La descendance de Dagobert.....	463



Fontemoing et C^{ie}, Éditeurs, 4, rue Le Goff.
Paris (V^e)

A LA MÊME LIBRAIRIE
VOLUMES IN-8°

TONY BOREL

UNE AMBASSADE SUISSE A PARIS (1663)

SES AVENTURES ET SES EXPÉRIENCES

Illustrations hors texte 7 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Académie française.

ÉMILE FAGUET, de l'Académie française.

La Tragédie au XVI^e siècle

Nouvelle édition revue et corrigée 7 fr. 50

PAUL CHAPONNIÈRE
Docteur ès lettres.

PIRON
SA VIE ET SON ŒUVRE

Avec un portrait 7 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Académie française.

V. MARCAGGI

LES ORIGINES DE LA DÉCLARATION
DES DROITS DE L'HOMME

Un volume 6 fr.

LOUIS DUCROS
Doyen de la Faculté des Lettres d'Aix.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU
DE GENÈVE A L'HERMITAGE

Un volume 10 fr.

Imprimerie Générale de Châtillon-s-Seine. — A. PICHAT.

CHUQUET

LE GÉNÉRAL
DAGOBERT

944.034
D134

END OF REEL
PLEASE REWIND

